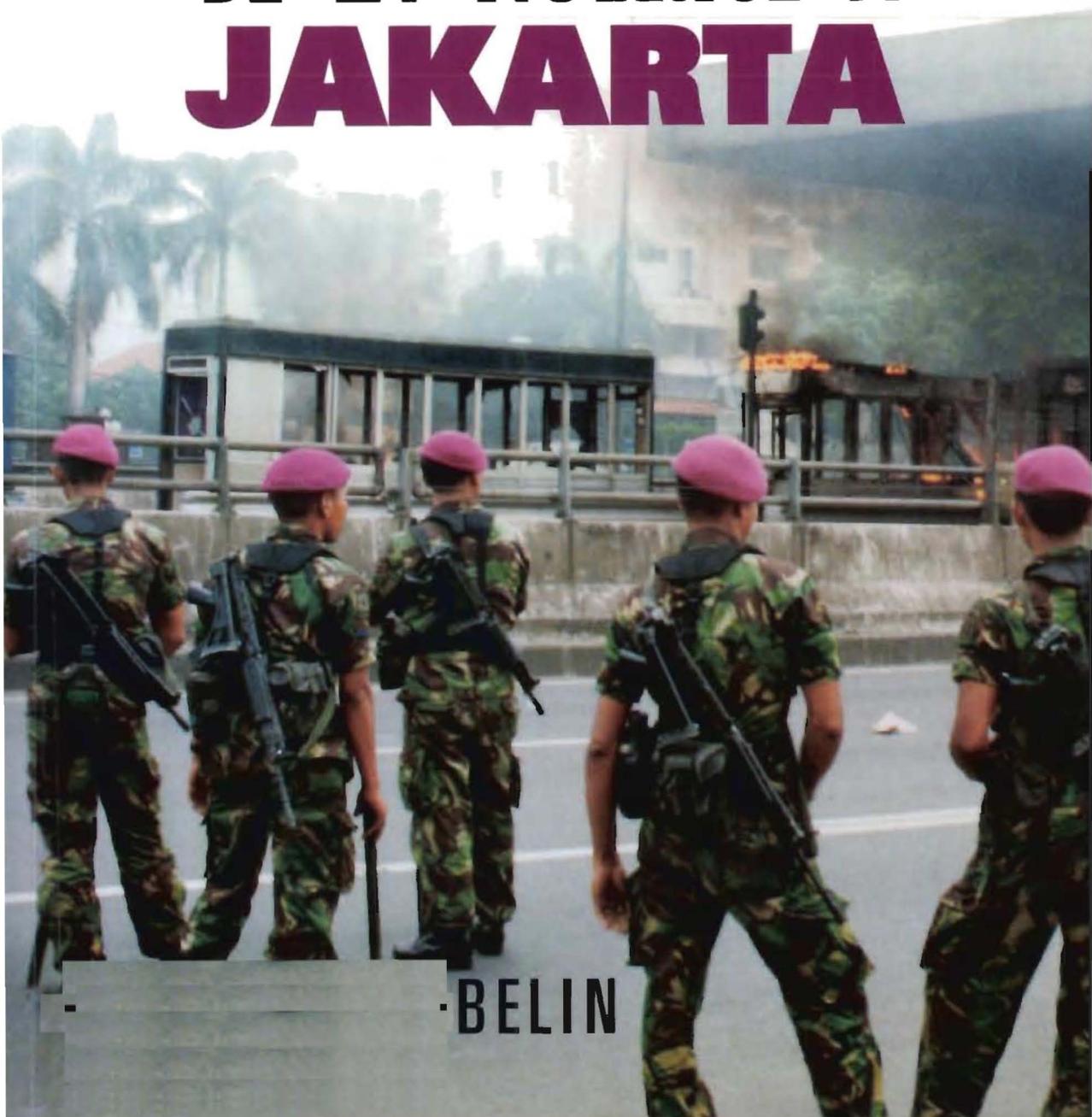


JÉRÔME TADIÉ

LES TERRITOIRES DE LA VIOLENCE À **JAKARTA**



BELIN

M A P P E M O N D E

LES TERRITOIRES
DE LA VIOLENCE À
JAKARTA

Jérôme Tadié

BELIN

8, rue Férou 75278 Paris cedex 06
www.editions-belin.com

DANS LA MÊME COLLECTION

- CHAMPS ET CONTRECHAMPS. Raisons de géographe*, Roger Brunet
TERRITOIRES DE FRANCE ET D'EUROPE. Raisons de géographe, Roger Brunet
ENQUÊTE SUR LE TOURISME DE MASSE. L'écologie face au territoire, Florence Deprest
PORTEURS DE L'HIMALAYA. Le trekking au Népal, Isabelle Sacareau
MUTATIONS DES CAMPAGNES TCHÈQUES. Une décollectivisation pragmatique,
Georgette Zrinscak
LES NOUVELLES CAMPAGNES ROUMAINES. Paradoxes d'un « retour » paysan,
Béatrice von Hirschhausen
L'ÉTAT DE LA GÉOGRAPHIE. Autoscopie d'une science, sous la direction de Rémy Knafou
L'INSTITUT DE SAINT-GERVAIS. Recherche-action dans la montagne touristique,
sous la direction de Rémy Knafou
LE TOURNANT GÉOGRAPHIQUE. Penser l'espace pour lire le monde, Jacques Lévy
GUYANE, GUYANES. Une géographie « sauvage » de l'Orénoque à l'Amazonie,
Emmanuel Lézy
LES GUIDES IMPRIMÉS DU XVI^e AU XX^e SIÈCLE. Villes, paysages, voyages,
Textes réunis et publiés par Gilles Chabaud, Évelyne Cohen, Natacha Coquery
et Jérôme Penez
LOGIQUE DE L'ESPACE, ESPRIT DES LIEUX. Géographies à Cerisy,
Textes réunis et publiés par Jacques Lévy et Michel Lussault
ÉCOUMÈNE. Introduction à l'étude des milieux humains, Augustin Berque
LE DÉCHIFFREMENT DU MONDE. Théorie et pratique de la géographie, Roger Brunet
GÉOGRAPHIES ANGLO-SAXONNES. Tendances contemporaines. Textes rassemblés et présentés par
J.-F. Staszak, B. Collignon, C. Chivallon, B. Debarbieux, I. Généau de Lamarlière et C. Hancock
BERLIN, MÉTROPOLE CULTURELLE, Boris Grésillon
TOURISME 1. Lieux communs, Équipe MIT
QUÉBEC ET LA NOUVELLE-ORLÉANS. Paysages imaginaires français en Amérique du nord,
Martine Géronimi
TERRITOIRES CITADINS. 4 villes africaines, Philippe Gervais-Lambony
LE RIZ. Enjeux écologiques et économiques, Guy Trébuil et Mahabub Hossain
LA FABRICATION DU BRÉSIL. Une grande puissance en devenir, Paul Claval
LIENS ET LIEUX DE LA MOBILITÉ. Ces autres territoires, Guénola Capron, Geneviève Cortès,
Hélène Guétat-Bernard
LA VILLE INSOUTENABLE, Augustin Berque, Philippe Bonnin, Cynthia Ghorra-Gobin
LES TERRITOIRES DE LA VIOLENCE À JAKARTA, Jérôme Tadié
UN MILLIARD À NOURRIR. Grain, territoire et politique en Inde, Frédéric Landy

Le code de la propriété intellectuelle n'autorise que « les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » [article L. 122-5]; il autorise également les courtes citations effectuées dans un but d'exemple ou d'illustration. En revanche « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » [article L. 122-4]. La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au C.F.C. (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'œuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

REMERCIEMENTS

Au cours de mes recherches menées à la fois en France et en Indonésie, j'ai bénéficié de nombreux soutiens sans lesquels je n'aurais pu les mener à terme.

Je tiens tout d'abord à remercier ceux qui m'ont encouragé à partir au loin et m'en ont donné les moyens. Le laboratoire de géographie de l'École normale supérieure, le laboratoire Espace et culture, l'université de Paris IV-Sorbonne.

En Indonésie, ma dette est grande envers ceux qui m'ont reçu et guidé mes premiers pas sur le terrain : Dadan Daihani et les membres du Centre de recherches de l'université Trisakti, qui m'ont invité à travailler avec eux, les membres du Lemlitmas et de la Faculté des Arts plastiques, Ibu Henny et Ibu Nyayu de la section des Sciences sociales de l'Institut de recherches scientifiques indonésien (le LIPI) et Dodo, qui m'a fait connaître son quartier, à Kemayoran.

Ma gratitude va également à Emmanuel Subangun et à Risa Permanadelli, qui m'ont prodigué beaucoup d'aides et de conseils m'ayant ouvert de nouvelles perspectives, à Aji Damais, dont l'intérêt pour mon sujet a été un grand soutien, de même qu'à Fauzi Bowo, Ibu Rohanna, Oloan Siregar et aux autres membres du gouvernement régional, qui m'ont ouvert de nombreuses portes, comme Bang Bahar et Pandra au sein de la police de Jakarta.

Parmi les autres personnes, je souhaiterais remercier Adrianus Meliala, Nelson de Pos Kota, qui m'a aidé à rencontrer des personnalités auxquelles je n'aurais pas eu accès, à Mas Yanto, qui m'a fait découvrir le quartier de Manggarai, m'emmenant dans tous ses recoins, à Bayu, qui m'a guidé à Tanjung Priok, et aux nombreuses personnes du marché de Senen qui m'ont reçu.

En dernier lieu, je n'oublierai pas le soutien d'Émilie et Gilles qui m'ont fourni une « base arrière » où je pouvais prendre un peu de recul par rapport à Tanah Tinggi – de même qu'à Ida et Dominique Roubert – et surtout aux habitants de ce quartier, qui m'ont accueilli avec beaucoup de gentillesse. Je pense en particulier à Mercy, Izeed, Kardi, Suhadi, Sukron, Mat Cani et tous ceux que je ne saurais citer.

Ma reconnaissance va également à tous ceux qui m'ont soutenu en France : mon directeur de thèse, Jean-Robert Pitte, dont les conseils précieux et la grande compréhension m'ont permis de mener à bien ce travail, Muriel Charras et Charles Goldblum pour leurs discussions enrichissantes, Olivier Sevin à qui je suis aussi reconnaissant de m'avoir rendu visite alors que je m'installais à Tanah Tinggi. Je n'oublierai pas de citer non plus le souvenir de Joël Bonnemaïson, dont la personnalité et les travaux m'ont beaucoup apporté.

À Paris IV, je tiens à remercier tout particulièrement Florence Bonnaud, qui m'a été d'un précieux secours et qui est une formatrice hors pair en dessin assisté par ordinateur. Ma reconnaissance va aussi à tous ceux, parmi mes amis et ma famille, qui m'ont aidé dans les travaux finaux, par leurs relectures critiques, leurs conseils et leur soutien.

NOTE SUR L'ORTHOGRAPHE

L'orthographe indonésienne a connu plusieurs changements et remaniements : en 1947 et en 1972 pour la période récente. J'utilise l'orthographe moderne en règle générale, sauf quand il s'agit de noms propres dont l'usage a consacré l'orthographe ancienne. De même pour les citations, j'ai conservé l'orthographe originale.

L'orthographe des noms de lieux composés peut également être aléatoire : ils peuvent s'écrire en un mot ou en deux (Kali Jodo et Kalijodo ou Kramat Jati et Kramatjati, par exemple).

Les règles d'accord étant différentes en indonésien et en français, j'ai également choisi de ne pas accorder les termes d'origine que nous employons en français, tels que *preman* (caïd) ou les noms d'ethnies ou de groupes régionaux.

L'unité monétaire est la roupie indonésienne (Rps) ; j'ai conservé le terme indonésien *rupiah* par souci d'alléger le texte.

Enfin, dans un même esprit de concision, j'ai parfois nommé les rues par leur abréviation en indonésien : Jl.

INTRODUCTION

« Jakarta est une mer de feu. » C'est par cette affirmation que les journaux de la ville évoquaient les émeutes des 12, 13 et 14 mai 1998 : une ville en proie aux flammes, parcourue de pillards et de pyromanes, qui provoquèrent la mort de centaines de personnes piégées dans les bâtiments incendiés. Cette métaphore réunit une série de faits disjoints dans l'espace – toute une ville deviendrait la cible de la foule en colère – et illustre l'une des caractéristiques trop souvent ignorée des études urbaines, celle d'espace de violence. La perception imaginaire de la violence englobe la ville et contribue à forger sa réputation. Cette perception repose sur des actions (dé)prédatrices qui concourent à donner une image de la ville comme dangereuse dans son ensemble, créant un sentiment d'insécurité parmi les habitants, au-delà des lieux mêmes où elles se déroulent.

Ces considérations tirées de l'observation des émeutes de 1998 montrent l'importance des métaphores qui structurent le discours sur la ville et projettent la violence urbaine comme un phénomène global. En même temps, elles cachent des réalités diverses : si les émeutes sont les actes les plus spectaculaires, d'autres phénomènes perturbateurs, plus souterrains, demeurent ancrés dans les pratiques quotidiennes et l'espace urbain. Ils s'appliquent en des points localisés, dans différents types de quartiers et font partie de la vie et de la structure de la ville. C'est ce que montrent les deux histoires suivantes, toutes deux se déroulant dans le même quartier central de Jakarta, Tanah Tinggi :

« 22 heures à l'échoppe nocturne de boissons et de snack du rond-point de Tanah Tinggi, là où l'on joue habituellement au football les dimanches après-midi, à l'intersection avec deux

rues. Quelques voisins sont présents et discutent assis sur le trottoir ou sur les bancs de l'échoppe. Un policier arrête sa voiture face à l'échoppe, s'y installe et commande un café. Tout d'un coup, d'une rue adjacente (Tanah Tinggi II), une foule de plus d'une soixantaine de personnes apparaît. Il est difficile d'en évaluer l'importance exacte. Alors que la rue à cette heure avancée est généralement plutôt tranquille, cette animation indique un événement inhabituel. Le policier s'enquiert auprès d'une personne qui venait de cette direction de ce qui se passe : un voleur s'était échappé d'un bus qui passait sur l'avenue Suprpto après y avoir agressé un passager et s'est réfugié dans le quartier. La foule l'a attrapé et s'apprête à le battre. Le policier : "qu'ils le battent d'abord, ensuite je l'emmènerai au poste" et il continue de boire son café. Une autre personne arrive et dit que le malfaiteur est armé d'un couteau. Le policier se lève et dit que, si c'est le cas, il va le battre aussi. Arrivé à l'attroupement, le voleur avait réussi à s'enfuir.» (Journal de terrain)

«En 1992-1993, le poste de police de Kota Paris, dans le quartier de Tanah Tinggi, a brûlé. Ça s'est passé lors d'une bataille de quartier entre les habitants de Galur et ceux de Kampung Rawa. Ils se battaient depuis deux ou trois mois de façon régulière. Lors d'une de ces batailles, un policier [Roy donne son nom] est sorti du poste de police et a fait des tirs de sommation afin d'éloigner les habitants. Seulement, au lieu de tirer en l'air, comme il se doit, il a tiré à l'horizontale, blessant une femme enceinte et tuant une fille. La foule s'en est donc prise au poste de police et le brûla. Ce policier était mauvais : il aime les voyous, il est méprisant.» (Entretien avec Roy, délinquant du quartier)

Ces deux comptes rendus situent l'action dans un quartier populaire du centre de Jakarta, l'un des plus denses, également l'un des plus pauvres. Il eut longtemps la réputation d'un repère de bandits et reste un lieu de diffusion de drogue. Situé loin du Jakarta international, celui des affaires ou celui des attentats à la bombe dont la presse internationale parle, ce quartier illustre un premier aspect d'une violence quasiment quotidienne, qui s'exprime spatialement. Les territoires de la violence y sont visibles à un premier niveau, celui de la population qui se place en marge de la légalité : ce sont les batailles entre habitants, qui provoquent souvent blessés et morts, les actes de justice populaire ou les lynchages – la mise à feu du poste de police ou le passage à tabac d'un voleur – et les délits des délinquants.

Le pouvoir des forces de l'ordre reflète un deuxième niveau de violence. Il s'exprime de façon ambivalente : une tentative – manquée dans le second extrait – de rétablissement de l'ordre et d'affirmation de l'autorité de la police ; mais aussi un pouvoir violent, externe aux cadres légaux, illustré par la bienveillance face à des actes illégaux, par l'extorsion et par la « bavure ».

Un troisième niveau de violence émane de la population même. Certains de ces faits, que l'on pourrait appeler « faits divers », par leur régularité et leur intégration dans la vie urbaine, tranchent avec la violence qui y est exprimée. Comment se fait-il que des faits violents puissent être intégrés dans la vie d'une ville, et comment les Jakartanais perçoivent-ils le danger ?

À Jakarta, comme dans beaucoup de villes, de nombreux acteurs agissent donc sur la ville et la vie de la métropole. La violence engendre des formes de

prise de possession autres que celles voulues par les planificateurs et les autorités. Elle renvoie à des systèmes parallèles de fonctionnement, à des logiques de la ville qui ne sont pas officielles et qui correspondent à la vie d'une métropole, visibles en particulier dans ces lieux que l'on ne veut habituellement pas voir : les quartiers dits dangereux, ceux où l'on recense un nombre élevé de délits.

Violence et espace

Cet ouvrage a pour but d'analyser la manière dont la violence structure l'espace, celui des villes en particulier. Il s'attache particulièrement à l'étude des violences ordinaires en ville, par rapport aux violences à caractère plus politique notamment. En Indonésie, celles-ci sont constituées par les violences interethniques (à Kalimantan en 1997, par exemple), religieuses (aux Moluques ou les attentats contre des églises ou mosquées à Jakarta), politiques et géopolitiques – dans le cadre de mouvements sécessionnistes à Aceh ou en Papouasie occidentale – ou contre les milieux internationaux (diplomatie, affaires, tourisme). Jakarta peut regrouper ces différents types de violences ; les émeutes de 1998, qui entraînèrent la chute de l'Ordre nouveau¹, de même que les attentats liés à Al Qaeda contre les hôtels internationaux ou les ambassades, en sont des exemples.

Mais ces événements importent moins, pour qui veut comprendre le fonctionnement de la ville et des pratiques urbaines, que d'autres types de violence en ville, plus endémiques, moins spectaculaires, comme la délinquance ou les batailles de rue. C'est à ces formes de violence, qui s'expriment à un niveau plus local, sans revendication idéologique ou politique, que cette étude s'intéresse. Elles révèlent des enjeux dans la ville, renvoient à la nature des relations sociales au sein de ses quartiers et à la perception des espaces urbains dans leur ensemble. D'où une première interrogation : comment la violence peut-elle modeler des espaces ? À quels types d'enjeux topographiques renvoie-t-elle ?

L'usage légitime de la violence, dans les pays modernes, est le monopole de l'État. Dès lors qu'il échappe à cette sphère dans son fonctionnement normal, il est source d'inquiétude, de déstabilisation et de fonctionnements parallèles. Il renvoie alors à une autre dimension de la vie citadine, celle qui échappe au contrôle officiel, à la ville voulue par les hommes politiques et les planificateurs. La violence est partie prenante du fonctionnement de la ville. La préoccupation constante qu'elle suscite, non seulement auprès du gouvernement (local et national), mais aussi de la population, en est le signe, qui souligne l'importance des pratiques violentes ou illégales dans la vie de la métropole et leurs puissants effets de modelage de la ville. D'où une deuxième interrogation : en quoi la violence contribue-t-elle à la formation de contrôles sur la ville ?

La violence est définie comme un usage de la force contre quelqu'un, contre les lois ou contre les libertés publiques (Littré). Elle s'impose comme une atteinte physique, psychologique, à l'intégrité d'une personne ou d'un groupe. Ces propos révèlent deux échelles d'application différentes : d'une part la violence contre une personne, celle exprimée par le viol de son intégrité physique ou morale, d'autre part les activités de prédation contre des ensembles établis, que ce soient des systèmes juridiques, par exemple, ou des territoires considérés spatialement. Françoise Héritier, dans son étude de la violence², montre ainsi que l'idée centrale de ce concept est « celle de l'effraction tantôt du corps conçu comme un territoire clos, tantôt du territoire physique ou moral conçu comme un corps dépeçable ». Le concept de violence est ainsi directement dépendant de son champ d'application, révélateur de la nature même de l'acte violent. La violence ne peut pas être dissociée de sa cible. Elle s'exprime à la fois quand elle prend pour objet des individus ou des groupes – lors d'agressions par exemple – et quand elle s'attache à des quartiers ou des territoires selon des logiques de prédation. Sa nature se dévoile par le contexte dans lequel elle se place, d'où la difficulté à la définir en soi. Elle amène ainsi à s'interroger sur sa légitimité lorsqu'elle vise les individus d'une société, ce qui relève de la philosophie ou de la politique, et sur la déstabilisation qu'elle peut provoquer sur un territoire physique.

De manière générale, ce sont donc les phénomènes qui révèlent une inscription territoriale et urbaine plus marquée qui ont attiré mon attention, ceux qui sont susceptibles de provoquer une effraction du territoire, comme le dit F. Héritier, une violation, une manipulation, même apparemment sans force brutale³. La violence construit donc des territoires urbains dynamiques, dans la mesure où ils sont modelés par des tensions, des rivalités ou des conflits.

Considérer la violence en rapport avec des territoires, c'est reconnaître l'existence d'un lien étroit entre ces phénomènes et la structure urbaine. Si les situations de guerre mettent ce lien le plus en évidence, quand les villes sont sous l'influence d'inimitiés intercommunautaires ou de rivalités politiques⁴, il n'en demeure pas moins qu'en temps de paix, la violence est également productrice et révélatrice de territoires urbains. Les réflexions sur les quartiers marginaux ou dégradés, tels les ghettos des villes des États-Unis ou les favellas du Brésil, soumis aux régimes des gangs, où la police aurait du mal à pénétrer, sont un deuxième terrain privilégié d'étude du rapport entre la violence et la structure urbaine. La violence y serait devenue la principale source de régulation du quartier. Ce deuxième aspect, dans sa « normalité », est plus proche de ce qui peut se passer à Jakarta, mais l'on n'y trouve pas de réalités aussi extrêmes. Il souligne néanmoins la manière dont la violence, longtemps considérée par les aménageurs comme un épiphénomène, est au cœur de la cité et contribue à la

formation de territoires urbains spécifiques, qui fonctionnent selon des normes qui ne sont pas officielles. La violence dessine des zones d'ombre dans la ville, celle d'espaces à part, qui sont régis selon des systèmes informels.

À Jakarta, on ne trouve pas de ghettos impénétrables, ni de quartiers que des gangs contrôleraient sans partage. Jusque dans les années soixante-dix, on trouvait des gangs de jeunes qui se battaient entre eux, interférant peu avec l'économie locale de leurs territoires. Quant aux groupes qui participent à l'exploitation des espaces publics ou commerciaux, ils n'ont en général pas intérêt à fermer leurs territoires. En ce qui concerne les formes de régulation des quartiers liées à la drogue, elles sont également présentes à Jakarta. Si je les ai fréquemment rencontrées lors de mes enquêtes de terrain, *a priori* elles n'envahissaient pas l'espace partagé de mes zones d'enquête. La drogue peut cependant avoir des effets régulateurs ou perturbateurs sur des quartiers entiers, comme certains auteurs l'ont montré dans d'autres contextes⁵.

Néanmoins les quartiers étiquetés comme « dangereux » sont nombreux. Par rapport aux autres capitales régionales, Jakarta souffre d'une assez mauvaise réputation. Sans atteindre celle d'une ville comme Manille, en raison du plus grand nombre d'armes à feu en circulation, elle contraste cependant nettement avec la métropole la plus proche, mais aussi la plus sûre de la région, Singapour.

Étudier la violence

Si mon propos n'est pas ici de faire un panorama complet des nombreux débats qui animent les recherches sur la délinquance et la criminalité en ville, il faut cependant noter plusieurs types d'analyses et de courants, auxquels cette étude se rattache.

Ayant employé principalement une méthode ethnographique, mon étude se place dans la lignée de celles sur les groupes délinquants, leur perception⁶, puis sur les minorités et leur stigmatisation⁷. Parmi ces études selon une perspective interne, une première tendance montre ainsi que les catégories de violence et de délinquance n'existent pas en soi. Elles sont construites comme des labels dégradants, appliqués par des groupes dominants (les « entrepreneurs de morale ») à des groupes déviants par rapport aux normes, de façon à criminaliser leurs pratiques. La consommation de chanvre en est un exemple. Une seconde tendance tente de replacer ces pratiques déviantes dans l'univers historique et social où elles se produisent (migrations, institutions, relations entre groupes sociaux, etc.). L'enquête ethnographique vise non seulement à déconstruire les catégories préconstruites du sociologue, mais aussi à montrer l'ethnocentrisme des études sur la violence réalisées par des criminologues ou des

journalistes. Des historiens traitent également des bandits, caïds et délinquants, et de leur insertion dans la société, à la fois d'un point de vue historique et politique. Il s'agit d'une part des études sur les classes dangereuses et leur constitution, dont l'ouvrage de L. Chevalier⁸ en est un des représentants les plus remarquables en France. En Asie du Sud-Est, on pourrait également citer ceux de G. Bankoff⁹ qui, en se fondant sur les archives criminelles, examine la structure de la société philippine du XIX^e siècle d'après la criminalité et de sa perception par le pouvoir colonial, aussi bien dans les campagnes qu'en ville. De même, J. Sidel¹⁰ analyse les relations de clientélisme qui se sont développées entre les gangsters locaux et le pouvoir central, et les mythes qui se dégagent à propos de ces personnages à l'époque contemporaine. En Thaïlande, J. Ockey¹¹ montre comment les bandits locaux ont utilisé les institutions démocratiques afin de renforcer leur pouvoir. D'autres auteurs étudient les relations entre les politiques publiques et les différents secteurs de l'économie illégale – des jeux d'argent à la drogue en passant par la prostitution et la contrebande¹².

En Indonésie, des recherches permettent de comprendre la généalogie de l'insertion des groupes criminels dans la vie politique et sociale et leur prestige politique et social plus ou moins grand. Il s'agit des études sur les bandits et la signification de la violence, d'abord du temps de la colonisation¹³, puis lors de la guerre d'indépendance indonésienne¹⁴, et enfin sous l'Ordre nouveau¹⁵. La plupart de ces travaux étudient soit des groupes en tant que tels, soit leur insertion dans la vie politique et sociale du pays. Mais peu s'intéressent à la façon dont ces mouvements déviants modèlent leur environnement. La thèse de J. Barker¹⁶ sur Bandung adopte une perspective plus territoriale. L'auteur montre l'influence du crime et de la sécurité sur la gestion urbaine et la création de nouveaux territoires, même si la notion de territoire tend, chez lui, à perdre sa dimension spatiale.

Mon étude renvoie également aux recherches sur la relation entre délinquance et violence, et la ville. Ce lien peut être considéré de deux points de vue. Le premier montre l'influence des phénomènes déviants sur l'environnement, en relation avec les phénomènes d'exclusion et de ségrégation. Il s'agit des études sur la formation de « ghettos » ou de la stigmatisation de quartiers entiers¹⁷. Un second point de vue prend une perspective externe, en tentant de montrer les effets de ces phénomènes sur le reste de l'agglomération. Ce sont, d'une part, les études sur l'insécurité et ses effets¹⁸, et d'autre part, les études environnementalistes, dans la lignée du livre d'O. Newman¹⁹. Ces dernières, qui s'attachent à des problèmes de contrôle par l'urbanisme, ou, dans leur aspect le plus anecdotique, dans l'« embellissement » urbain, prennent toute leur expression dans l'étude des quartiers enclos et du rôle de la barrière pour lutter contre la criminalité et au-delà contre l'insécurité. La criminalité comme problème urbain ou social est devenue une menace.

C'est ainsi que l'on rejoint les thèmes éminemment polémiques et politiques de l'insécurité en ville, des « violences urbaines » et de leur traitement. Si un certain nombre d'études soulignent les aspects quantitatifs de la hausse ou de la baisse de la criminalité²⁰, d'autres analysent le rôle de la surveillance – communautaire – en particulier dans la lutte contre la criminalité. L. Wacquant montre que certains raisonnements, qui soulignent la croissance alarmante de nouvelles violences urbaines (sanctuarisation des cités, embryons de bandes organisées, trafic de drogue à petite échelle, affaires en tout genre, etc.), définissent la violence comme une catégorie autonome, comme un moyen d'assigner une identité à certains groupes de la population, de les criminaliser, de les isoler de tout contexte social²¹. Ce processus serait destiné à envoyer ces populations en prison, plutôt que de permettre de développer des politiques préventives.

Cette diversité montre l'intérêt qu'ont suscité les phénomènes de violence. Comme on peut le voir, la plupart de ces études s'attachent à traiter ces phénomènes et leur organisation selon une logique de reconstitution historique, en présupposant que la criminalité constitue l'un des indicateurs des structures politiques en présence. Thème important qui permet de mieux saisir la signification de ces actes violents, en les replaçant dans un contexte plus vaste. Cependant, ces études cherchent rarement à concilier les perspectives « externe » – celle qui part du point de vue des autorités et de l'analyse des discours et des rapports qu'elles ont produits – et « interne », qui se fonde sur le point de vue des groupes déviants. Quant aux recherches ethnographiques, elles s'intéressent d'abord à la nature de la violence et retracent les trajectoires des groupes déviants et donc ne traitent pas toujours de l'espace urbain et de son contrôle, tel qu'il est induit par ces pratiques. Or la ville, son évolution et son fonctionnement ne peuvent se concevoir que dans cette double relation : celle des habitants avec l'espace urbain et ses sphères dirigeantes (ce sont les éléments en général abordés par les études de nature anthropologique), et inversement celle du gouvernement avec la ville et ses habitants. C'est cette double dimension que j'apprends dans cette étude. Mon but n'est ainsi pas d'étudier la violence d'un point de vue spatial, mais de montrer comment les formes de violence et de délinquance permettent de mieux comprendre la ville et la société urbaine dans son ensemble.

Jakarta

À tout nouveau venu, Jakarta se présente comme une ville difficile à saisir : ville portuaire où l'on ne voit que rarement la mer ; quartiers qui en ont fait la « Reine de l'Orient » aujourd'hui délaissée ; capitale d'un État de plus de

220 millions d'habitants, mais où les fonctions centrales sont dispersées dans une vaste étendue urbaine; agglomération de près de 20 millions d'habitants – le *Jabotabek* – mais dont moins de la moitié (8,3 M) se trouve dans les limites administratives de la ville – le DKI Jakarta, Région spéciale de la capitale – couvrant plus de 660 km². La carte générale de la ville (carte 1 p. 233) montre un espace parcouru par des autoroutes urbaines, qui encerclent une zone centrale et qui permettent, en théorie, de se déplacer plus rapidement. Les distances sont cependant rallongées par les embouteillages, notamment aux heures de pointe, qui frappent la plupart des grands axes de la ville. Ainsi, c'est une impression de densité, de désordre, qui frappe toute personne venue goûter à l'« exotisme » de l'Indonésie, à son arrivée dans la capitale.

« Jakarta est une ville pleine de contrastes. » Ce titre d'un essai de 1977 de l'écrivain Mochtar Lubis résonne comme un lieu commun pour tout connaisseur de villes du Tiers Monde. Il reflète néanmoins des structures propres à la capitale de l'Indonésie. Dans sa description, Lubis invite à un parcours à travers la diversité de la ville, entre les différentes couches sociales, des plus riches aux plus pauvres, du secteur moderne au secteur populaire. L'élite y est préoccupée par les problèmes internationaux et les grands scandales qui frappent le pays. Les autres tentent de survivre au jour le jour. Les uns jouent de relations et de réseaux (où priment la corruption et les relations personnelles), alors que les autres tentent d'échapper aux évictions. Ces contrastes apparaissent dans le tissu urbain : le texte de Mochtar Lubis commence par la description d'une maison luxueuse au milieu d'un quartier populaire, signe du mélange des formes d'habitat que l'on retrouve sur les zones grises de la carte ; il montre ensuite le contraste entre les secteurs de gratte-ciel, semblables à ceux de toute grande métropole, et les quartiers plus pauvres. Ces différences sont visibles la nuit : des zones de lumière et de pénombre. L'auteur critique ainsi les modèles de développement et les fossés qui allaient croissant à l'époque, et souligne les problèmes d'identité des Jakartanais, qui ne se reconnaissent que peu dans leur ville, préférant mettre en valeur leurs affiliations régionales.

Ces descriptions de Mochtar Lubis illustrent, encore aujourd'hui, la diversité de la capitale. Jakarta, appelé Batavia à l'époque coloniale, a été conçue à l'origine sur le modèle des principales villes coloniales portuaires, comme le montre l'emplacement de Kota sur la carte générale, au sud du port de Sunda Kelapa : sur l'embouchure du fleuve Ciliwung, dans un site humide, drainé par des canaux. On trouvait le long du plus prestigieux de ces canaux, le Grand Canal (*Kali Besar*), des bâtiments officiels ou des résidences de gouverneurs, non loin de la place centrale, emplacement de l'hôtel de ville, devenu aujourd'hui musée d'histoire de Jakarta. Selon l'historiographie indonésienne, la ville aurait pour origine le port de Sunda Kelapa fondé en 1527 sous le

royaume de Pajajaran de l'ouest de Java. Si l'on considère l'histoire coloniale, elle remonterait à la construction d'un fort hollandais en 1619²². Elle était divisée en quartiers selon l'origine des habitants : la ville des Européens d'une part, le quartier chinois à Glodok à partir de 1740, mais aussi des quartiers arabe, javanais, soundanais, bugis, etc., dont on ne retrouve plus à l'heure actuelle que les toponymes, les quartiers n'étant plus constitués selon des lignes ethniques²³.

Réputé pour son insalubrité et les problèmes de paludisme, le centre colonial fut déplacé au début du XIX^e siècle plus au sud, et organisé autour des deux grandes places que sont aujourd'hui les places Merdeka et Banteng. La première concentrait la majorité des bâtiments administratifs, remplacés aujourd'hui par des ministères, le palais présidentiel et le siège du gouvernorat du DKI. La seconde servait de place d'armes, en relation avec les casernes qui étaient situées immédiatement à l'est. La ville originelle fut à ce moment-là délaissée par les élites, ses remparts abattus, et elle fut progressivement investie par les « Indonésiens » et les Chinois. Sa partie centrale devint un quartier commercial. Un port moderne fut également construit à l'écart du tissu urbain, au nord-est, dans ce qui forme, à l'heure actuelle, le quartier de Tanjung Priok.

À l'indépendance, Jakarta ne changea que peu de physionomie. Ce n'est qu'à la fin des années cinquante et surtout dans les années soixante, sous l'impulsion de Sukarno, que les principales transformations eurent lieu et que la ville s'étendit de plus en plus vers le sud. L'avenue Thamrin reliant la place Merdeka au nouveau quartier de Kebayoran fut percée. Dans le même ordre d'idée, de nouveaux symboles de modernité furent construits à l'occasion des jeux asiatiques de 1962 : le monument national sur la place Merdeka destiné à remplacer le petit obélisque qui célébrait la proclamation de l'indépendance, le stade de Senayan, l'hôtel Indonesia sur l'avenue Thamrin, une première autoroute urbaine et l'échangeur de Semanggi (*semanggi* est une sorte de trèfle en indonésien). Ce fut le point de départ de la constitution d'un Jakarta moderne et monumental, qui marquait la fin de l'organisation de la ville selon une perspective coloniale²⁴.

Aujourd'hui, on ne trouve plus de centre-ville à proprement parler. Les fonctions administratives sont réparties autour de la place Merdeka – le palais présidentiel en particulier – mais elles s'étendent jusqu'au sud de la ville où des ministères ont été déplacés – le ministère de l'Agriculture est à Ragunan, par exemple. L'axe prestigieux initié par Sukarno forme aujourd'hui l'un des côtés de ce que l'on appelle le Triangle d'or, le quartier d'affaires international. Celui-ci est délimité à l'ouest par les avenues Thamrin et Sudirman, au sud par Gatot Subroto et Kuningan à l'est. C'est le long de ces axes que furent construits les premiers gratte-ciel de la ville, complétés depuis par beaucoup d'autres (doc. 1).

Ce quartier a été développé comme un nouveau centre d'affaires au détriment des quartiers traditionnels qui s'y trouvaient. L'espace interstitiel a ainsi été petit à petit comblé par des tours de bureaux, d'hôtels, ou – fait récent en Indonésie – d'appartements de luxe, les *kondominium*. Des tours ont également été construites d'est en ouest en direction de Pancoran et de Tomang.

La fonction commerciale est encore plus dispersée que les autres. Le XIX^e siècle avait vu le renforcement de plusieurs marchés de part et d'autre de Merdeka – les marchés de Senen et Tanah Abang –, du quartier commercial de Pasar Baru en concurrence avec celui de Glodok. La carte 1 (voir p. 233) montre que leur localisation est encore plus diffuse aujourd'hui : les marchés de gros ont été déplacés en périphérie, à Kramat Jati en particulier, et de nombreux autres centres de commerce se sont développés, alliant fréquemment un marché, un centre commercial ou des gares (ferroviaires ou routières), à Glodok, Senen, Tanah Abang, Jatinegara, Blok M ou Pasar Minggu, par exemple. Le secteur tertiaire domine ainsi l'activité de la ville, auquel il faudrait ajouter la fonction portuaire qui demeure encore présente avec le port de Tanjung Priok, ainsi que quelques zones industrielles, comme celles de Cilincing, Pulogadung ou Pulogebang (la plupart des grandes zones industrielles de la région de Jakarta se situent aujourd'hui en dehors des limites de la ville, principalement à Tangerang et Bekasi). Ces fonctions engendrent un flot continu de camions qui traversent les grands axes des quartiers nord-est de la ville.

Cette dispersion des activités ne fait que traduire la progression de l'urbanisation et la progression de la population. Alors que le recensement de 1971 dénombrait 4,5 millions d'habitants dans les limites de la Région spéciale, en 1980, il y en avait 6,5 millions²⁵, en 1990, 8,2 millions pour atteindre 8,35 millions en 2000, soit près du doublement de la population en trente ans. Cependant, ces chiffres et le ralentissement de la progression cachent les réalités de la croissance urbaine. Des problèmes lors du décompte de la population en 2000 rendent le dernier recensement imprécis. Alors que dans les années soixante et soixante-dix, il restait encore de nombreux espaces qui n'étaient pas urbanisés au sein des limites administratives, aujourd'hui, la majeure partie a été lotie. La croissance urbaine se fait principalement dans les districts voisins de Bogor au sud, Tangerang à l'ouest et Bekasi à l'est, qui regroupent près de 13 millions d'habitants²⁶. À l'intérieur des limites de la ville, ce sont principalement les municipalités de Jakarta Est, Jakarta Nord et Jakarta Ouest qui ont subi la plus forte croissance, alors que celle de Jakarta Centre a plutôt tendance à se dépeupler d'après les statistiques officielles. Dans les faits, cette tendance traduit la progression de l'urbanisation vers les périphéries, mais aussi la saturation des zones centrales, comme l'exprime la carte des densités par sous-district (carte 2 p. 234), qui montre que les zones les moins denses sont celles des municipali-



Doc. 1. Le Triangle d'or vu du toit de la plus haute tour de Jakarta en 1999. À côté des tours (les quatre au premier plan sont des appartements de luxe avec piscine et cours de tennis, à leur gauche, on trouve un grand hôtel international et, à l'arrière-plan, ce sont les tours de bureaux de l'avenue Sudirman), on trouve encore quelques *kampung* résiduels reconnaissables à leurs toits de tuiles et des réserves foncières dans l'attente d'une reprise économique. On remarque également la couche de pollution qui recouvre Jakarta.

tés périphériques, à quelques exceptions près comme les alentours du port de Tanjung Priok ou certaines circonscriptions, le long des axes principaux, qui vont vers les districts de Bogor, Bekasi ou Tangerang²⁷.

Ces différences de peuplement au sein de la ville traduisent des variations dans les types d'habitat qui sont étroitement imbriqués, comme le montrait Mochtar Lubis. Si à l'époque coloniale, on pouvait aisément distinguer des quartiers populaires ou indigènes (les *kampung*) d'une ville moderne, cette distinction entre quartiers riches et quartiers pauvres est aujourd'hui bien plus aléatoire. Mis à part les abords de quelques axes prestigieux comme ceux du Triangle d'Or ou des lotissements récents, le mélange des formes urbaines est omniprésent. Les *kampung*, qui ont longtemps été définis comme des villages urbains, afin d'en souligner la structure communautaire, n'ont aujourd'hui plus rien de rural²⁸. Ce sont des unités à la fois sociales et spatiales où s'expriment des relations telles que l'entraide, souvent encouragées par les pouvoirs publics.



Doc. 2. Bidonvilles édifés sur des espaces interstitiels, en bordure de la voie ferrée, au sud de la gare de Senen. (2000).



Doc. 3. Autre type d'habitat interstitiel, en bordure d'un des canaux qui ont fait autrefois la réputation de Jakarta. Ces constructions sont devenues permanentes et ont gagné un étage. L'arrière des maisons présente des installations sanitaires directement reliées au canal.

Doc. 4. Une ruelle du *kampung* de Mohammad Ali à Tanah Tinggi. L'ancienneté des maisons se reconnaît à leur faible hauteur, comme le montre le toit de celle du premier plan à droite. Ces différences sont le résultat d'aménagements qui ont été réalisés pour contrer les inondations, afin de permettre la circulation par un rehaussement de la chaussée, au détriment des habitations. (1999)

Doc. 5. Toits d'un des *kampung* de Tanah Tinggi. Les différences du bâti sont reconnaissables aux matériaux utilisés : logements semi-permanents rehaussés (toits de tôle au premier plan), maisons plus cossues à l'arrière-plan (toits de tuile). (1999)



4



5

Cependant, ces espaces sont chargés d'une image rétrograde, celle d'espaces insalubres et de pauvreté²⁹.

À Jakarta, les *kampung* sont présents dans pratiquement toutes les parties de la capitale, y compris dans les espaces interstitiels du Triangle d'or (cf. doc. 1 p. 15). Ils prennent un caractère plus dégradé dans certaines zones parmi les plus denses, principalement au centre de l'agglomération allant de Glodok jusqu'à Jatinegara en passant par Senen (doc. 2 et 3). Dans ces secteurs, de fortes variations existent au niveau local. La structure d'un quartier central comme celui de Tanah Tinggi (doc. 4 et 5), par exemple, reflète une grande diversité : au centre du quartier se trouve un lotissement aéré, organisé en fonction de places centrales, construit dans les années trente pour les fonctionnaires indigènes ; celui-ci s'oppose aux zones d'habitat moyennement dense proches de la voie ferrée, qui ont été anciennement loties, et surtout aux *kampung* du nord-est qui ont été lotis à partir des années soixante-dix sur des terres agricoles et où l'on trouve une majorité de nouveaux venus (carte 15, p. 247).

Un autre type de quartier que l'on trouve à Jakarta est celui des lotissements qui ont été construits pour accueillir une population plus aisée à différentes époques³⁰ : Menteng et Gondangdia, immédiatement au sud de Merdeka, conçus au tout début du XX^e siècle sur le modèle des cités jardins que l'on retrouve dans d'autres capitales coloniales ; Kebayoran Baru, planifié avant la guerre et réalisé sous l'Indonésie indépendante, avec des extensions vers le sud ; finalement, à une époque plus récente, les lotissements de Kelapa Gading, Pluit (en partie sur des remblais) ou Pondok Indah au sud. L'habitat y est plus homogène même si des petites échoppes informelles se sont implantées.

La structure des quartiers anciens a également été transformée dans certaines zones centrales, où, suite à des projets immobiliers, de nombreux habitants ont été transférés en périphérie. Le signe précurseur en remonte à la fin des années cinquante où les habitants de ce qui est devenu le stade de Senayan ont été déplacés plus à l'est, dans le quartier de Tebet. À une époque plus récente, des évictions ont également eu lieu : dans le Triangle d'or, comme on a pu le voir, mais aussi à Koja, pour la construction d'un terminal portuaire, à Senen pour la construction d'un centre commercial et de tours d'appartements et de bureaux, par exemple³¹. Ces transformations, que l'on peut relier à la spéculation foncière ou à des phénomènes d'« embourgeoisement » de certains quartiers, comme à Mampang Prapatan, par exemple, ou à Kemang, traduisent les mutations sociologiques de Jakarta. La ville concentre ainsi des problèmes propres à la croissance et la transformation rapides de nombreuses métropoles du Tiers Monde, mais avec une organisation et des politiques propres.

En quête de terrain

L'étude des quartiers réputés dangereux se heurte au manque de données, aux difficultés liées à la compréhension d'un milieu différent, voire de cultures étrangères. Face à l'insuffisance des informations et des statistiques, ainsi qu'à leur manque de fiabilité, j'ai privilégié une approche directe, ethnographique, du terrain. Celle-ci posait cependant un certain nombre de difficultés inhérentes à l'observation dite « participante ».

Des lieux dangereux ?

Durant les deux années passées à Jakarta (entre 1997 et octobre 2000), j'ai employé diverses méthodes d'enquête, correspondant à des approches du terrain multiples, aussi bien dans les quartiers d'habitation que les lieux publics. J'ai d'abord repéré, à la lecture des journaux, un certain nombre de quartiers, présentés comme des « coupe-gorge ». Mais le choix de ceux que j'allais étudier par la suite s'est fait en fonction des rencontres que je suis arrivé à y établir. La plupart de ces lieux publics connaissent une animation extrême. Ils regroupent non seulement les passants et ceux qui y viennent avec un but précis, mais également une foule de petits vendeurs, aux échoppes amovibles composées d'un étal, parfois d'un banc et d'une toile qui protège des intempéries et du soleil, de roulottes sur lesquelles des plats divers et des boissons sont préparés, mais aussi des porteurs de palanquins, ou des marchands ambulants avec une caisse accrochée en bandoulière contenant cigarettes, bonbons ou autres produits vendus au détail. À ces vendeurs s'ajoute un grand nombre de jeunes et d'hommes plus âgés, qui semblent être venus pour tuer le temps, boire, discuter avec leurs amis, telle une clientèle d'habitues. Que venaient-ils faire là ? Qui étaient-ils ? Telles étaient les premières questions qui venaient à l'esprit. Plus que des hauts lieux de criminalité, c'était d'abord un système d'organisation informelle que je voyais.

Grâce à une connivence progressive avec ces genres d'endroit, je faisais l'apprentissage de certains traits généraux de leur aménagement et surtout de leur utilisation par les personnes à l'origine de leur mauvaise réputation – les délinquants – : quelles étaient les zones dangereuses d'un terminal, celles d'un marché, etc. Il en était de même des lignes de transports en commun les moins sûres, des groupes susceptibles de commettre des délits, les groupes de voleurs à la tire et les racketteurs principalement.

J'ai également employé d'autres méthodes d'approche. Je me suis par exemple rendu à Tanjung Priok, le quartier portuaire au nord de la ville, après la tombée de la nuit – moment le plus « animé » disait-on – accompagné d'étudiants de mon

université d'accueil, habitant le quartier et susceptibles de me montrer les problèmes qui existaient dans cette partie de l'agglomération. Cela reflétait mon inquiétude face à l'inconnu mais aussi à l'éloignement, la mauvaise réputation de ce quartier qui concentrait des zones industrielles, des complexes de prostitution et des aires résidentielles et où l'on se battait régulièrement. Ainsi la question se posait toujours de ce qui différençait un quartier à l'apparence populaire d'un quartier à mauvaise réputation. La plupart des quartiers où se déroulaient des batailles urbaines, par exemple, ne se différençaient pas des autres quartiers populaires de la ville, lors de mes premières explorations : même animation, des groupes dans la rue à toute heure du jour et de la nuit, ce qui rendait difficile l'identification des endroits sensibles. D'où l'importance du repérage préalable.

Le choix des quartiers de recherche approfondie s'est donc fait d'abord au gré des rencontres. J'ai choisi le quartier de Tanah Tinggi comme lieu d'habitation, pour plusieurs raisons. Proche du marché et de la gare de Senen, il gardait une mauvaise réputation depuis l'indépendance de l'Indonésie. Mais c'était aussi le quartier où j'avais fait le plus de rencontres lors de mes errances. Pour des raisons de proximité et de liens avec Tanah Tinggi, je me suis ensuite intéressé à Senen. Inversement, mes approches à Tanah Abang ont été infructueuses. D'autres quartiers comme Jatinegara ou Manggarai ont été étudiés à la suite de contacts avec des habitants qui m'ont familiarisé avec l'environnement.

Les enquêtes

Ma méthode a tout d'abord été fondée sur l'observation et la participation à la vie de quartier. J'habitais une chambre chez des habitants du quartier de Tanah Tinggi. Elle se trouvait dans un endroit particulièrement intéressant : mitoyenne de la mosquée, elle flanquait les logements sociaux édifiés quelques années auparavant. Cette zone de construction ancienne avait subi plusieurs incendies d'origine criminelle ou non, et était régulièrement en proie à des batailles de quartier qui débordaient des terrains habituels – un des groupes rivaux était localisé à quelques mètres de la maison. Le caractère déviant de la zone était renforcé par le commerce et la consommation de drogues à la sortie du dédale de petites ruelles, et par la présence de « personnalités » (un recouvreur de dettes, un tueur à gage et un caïd), le tout non loin de l'axe menant à Senen, par un carrefour connu pour les agressions qui y avaient lieu.

Cette installation me permettait de modérer l'image de l'occidental aisé et d'être assez bien accepté dans le quartier. Le plus clair de mon temps se passait dans la rue, à discuter avec les différents groupes. Là encore, en raison d'une certaine ségrégation qui s'opérait entre les différentes ruelles, on voyait d'un mauvais œil que je puisse passer du temps avec d'autres personnes que celles

déjà rencontrées. Un bon moyen pour me faire connaître et accepter a été de m'inscrire dans un club de culture physique du quartier. Situé sous un hangar le long d'une maison, il regroupait un grand nombre de jeunes du quartier et du marché de Senen. Grâce à ce club, j'ai pu élargir mon cercle de connaissances au-delà de la zone où j'habitais.

Lors des entretiens, plusieurs types de difficulté se sont présentés. Mes entretiens se devaient d'être informels. En effet, des questionnaires ne pouvaient être que décevants avec un tel sujet, la plupart des personnes ayant tendance à répondre ce qui fait le plus plaisir ou ce qui paraît le plus approprié. De même, il était souvent difficile d'obtenir des réponses sur les pratiques parfois douteuses de mes interlocuteurs. J'assistais à une sorte de blocage avec des réponses monosyllabiques à chaque fois que je procédais à un entretien de la sorte. Était-ce dû au fait que l'on emploie le même terme en indonésien pour désigner un entretien et un interrogatoire de police ? Ce sont donc les conversations dans la rue qui ont été les plus fructueuses. J'ai eu la chance que les problèmes d'insécurité, de criminalité soient des sujets appréciés. Les conversations roulaient assez souvent sur ces thèmes, ce qui venait alimenter mon carnet de terrain. Dans de telles circonstances, on comprendra que je n'identifie que rarement les interlocuteurs dans le corps de l'ouvrage. Un certain nombre de personnes ont, par ailleurs, demandé expressément à ne pas être nommées.

En ce qui concerne l'approche et la rencontre des délinquants, une première méthode consistait à partir de la base avant de remonter petit à petit vers des caïds d'une envergure plus grande. Une autre était de se faire présenter par des amis à des caïds de leur connaissance. C'est ainsi que j'ai pu non seulement rencontrer des « personnalités » des quartiers d'étude principaux, que je n'osais pas approcher auparavant, mais aussi faire des incursions intéressantes dans d'autres parties de la ville. Mis à part quelques vendeuses de rue interrogées ou des habitantes du quartier, la plupart des personnes que j'ai rencontrées étaient donc des hommes.

J'ai également bénéficié de la perception que mes interlocuteurs pouvaient avoir de moi : Français, donc occidental, j'étais une source de curiosité dans certains quartiers, ce qui facilitait souvent les premiers contacts ; j'étais également étudiant en thèse – le statut de doctorant y est encore bien vu ! – et enseignant. Le revers de la médaille est que je ne passais jamais inaperçu et que j'étais considéré comme une personne riche. Lors d'une de mes premières sorties dans une gare routière, par exemple, je me suis trouvé face à un groupe d'une dizaine de personnes qui me demandaient toutes de les inviter au restaurant ! De même, dans le quartier où je résidais, quelques habitants sont venus me demander de l'argent. Il m'a fallu mettre au point différentes tactiques – comme offrir

des cigarettes ou plaisanter – afin de ne pas établir de rapport économique et me sortir de situations parfois plus que délicates.

Un autre problème était celui de la vérification des dires des interlocuteurs. Deux tendances se retrouvaient : exagération de leur rôle ou de celui de leur groupe, ou minimisation de celui-ci. Comment évaluer la situation en présence ? La constitution d'une simple carte de contrôle territorial d'un lieu public pouvait ainsi s'avérer un travail ardu et qui prenait beaucoup de temps en vérifications – plusieurs semaines d'enquête et de vérification afin de déterminer qui contrôlait vraiment ces espaces. À cela s'ajoutait l'imbrication des spécialisations et des relations plus ou moins tendues, plus ou moins amicales, entre les groupes, que l'on veut cacher, parce qu'une activité souterraine gagne à ne pas être rendue publique, que les personnes qui en sont victimes ne voient pas l'intérêt d'en parler à un étranger, etc.

Ces recherches se sont donc déroulées quasiment vingt-quatre heures sur vingt-quatre : depuis les rendez-vous du matin pris avec des fonctionnaires ou des personnes du quartier, jusqu'aux rendez-vous donnés la nuit. Ces rendez-vous nocturnes, où je me suis retrouvé dans des lieux qui faisaient généralement peur aux chauffeurs de taxi, permettaient d'instaurer une relation de confiance. Il m'est également arrivé de me trouver dans des situations délicates, généralement à cause de la drogue. L'Indonésie connaissait alors un mouvement anti-drogue, symbolisé dans certains quartiers par des manifestations de foule allant brûler les maisons de consommateurs, des policiers qui vont abattre des revendeurs, etc. J'ai parfois dû réaliser des entretiens avec des personnes qui, au bout d'une demi-heure seulement, sortaient leur objet favori de consommation et ne pouvaient plus parler d'autre chose que du « charme » du *shabu-shabu*³² ! De même lors d'un entretien difficile, je me suis fait menacer de me faire rouer de coups si je révélais le contenu des discussions (d'ailleurs fort intéressantes) aux autorités.

Afin d'étudier le terrain à Jakarta et devant le manque de fiabilité des statistiques, j'ai pris le parti d'utiliser ces dernières le moins possible. En ce qui concerne la criminalité, par exemple, elles permettent des rapprochements entre des villes plus ou moins sûres, ou des quartiers plus ou moins dangereux. Mais en même temps, elles font partie des représentations de la criminalité, de l'image que l'on veut en donner, et participent d'une relation entre la population, qui déclare ou non crimes et délits, et les forces de l'ordre. Elles ne traduisent pas l'organisation et les aspects spatiaux de ces actes. Elles participent d'une généralisation en décalage avec ce que l'on peut examiner sur le terrain. Dans un tel contexte, je me suis surtout servi de mes observations de terrain et entretiens afin, je l'espère, de combler ces manques. C'est en présentant ces observations telles que je les ai perçues que j'espère échapper autant que possible aux préjugés condescendants sur les quartiers étudiés et leurs habitants³³.

La structure de l'ouvrage suit une progression qui tente d'aller de la ville apparente à la ville moins visible, des territoires les plus manifestes au sein de la ville à ceux qui sont sous-jacents.

La première partie, intitulée « Géographie du danger à Jakarta », analyse les différents ressorts de la notion du danger et de sa perception, et la manière dont une ville ou des quartiers peuvent être stigmatisés, notamment dans les chapitres sur les émeutes et les lieux de violence quotidienne dans la ville. Le chapitre sur les traductions spatiales de l'insécurité posera, lui, la question des conditions de généralisation de ces actes localisés à toute la population et la ville, créatrice d'un sentiment d'insécurité et, au-delà, de danger. La deuxième partie, « Les territoires de la répression », adoptera la perspective des autorités et de la population non plus comme victimes mais dans leurs réactions face au danger. Les chapitres sur le contrôle des autorités, leurs structures d'encadrement et les réactions violentes de la population sous forme de lynchages mesurent l'étendue et l'efficacité des formes de contrôle officielles. Cette évolution vers des structures plus informelles conduit, dans la troisième partie intitulée « La ville derrière la ville : caïds et contrôle informel », à analyser comment, au-delà de ce contrôle et de ces structures territoriales mises en place afin de résoudre ces problèmes, il s'établit un contrôle informel et caché de la part des petits caïds principalement, qui sont partie intégrante des systèmes de gestion de la ville.

C'est donc principalement une analyse de l'espace de ces phénomènes que je propose, et, au-delà, une étude des fonctionnements d'une grande métropole, de la manière dont une ville et ses territoires sont gouvernés à la fois formellement et de façon moins visible. Il s'agit ainsi de montrer quelles sont les relations entre l'appropriation, l'encadrement de territoires urbains et le rôle et les usages de certains types de violence. Ces recherches sont fondées sur un travail de terrain limité dans le temps certes, mais sur lequel je me suis appuyé afin de cartographier les territoires de la criminalité ainsi que ceux des caïds. Les cartes générales sur la criminalité sont principalement le résultat d'observations de terrain, de dépouillements d'archives de journaux et de rapports des autorités et des universités, puisqu'il s'agit surtout de montrer les logiques de ces mouvements tels qu'ils peuvent être perçus. Celles à une plus grande échelle sont le résultat de recherches effectuées principalement entre 1999 et 2000. Elles traduisent donc les rapports de force à cette époque et toute personne qui se rendrait à l'heure actuelle sur les lieux trouverait probablement une situation qui a déjà évolué. Néanmoins, l'important réside dans ces dynamiques telles qu'elles ont été « photographiées » à Jakarta à une époque donnée, qui permettent toujours de retrouver, sous l'agitation apparente, le permanent.

PARTIE 1

GÉOGRAPHIE
DU DANGER
À JAKARTA



Les lieux symboliques du danger : les émeutes depuis 1965

Malgré leur apparence spontanée, les émeutes à Jakarta ont été le plus souvent résultat de manipulations politiques, même si elles renvoient à des problèmes économiques, sociaux ou ethniques. Le tissu urbain ne semble pas avoir été affecté dans son ensemble, certains lieux ayant plus été soumis aux émeutes que d'autres. Dans une ville comme Jakarta, qui a subi plus d'émeutes depuis 1965 que ses voisines régionales (Manille, Bangkok ou Singapour), quelles sont les logiques qui sous-tendent ces mouvements de violence ? Proposer une géographie des émeutes permet de révéler non seulement l'ampleur et l'extension des émeutes, mais de montrer aussi leurs répercussions sur le tissu urbain, par l'exploitation de ses failles, de ses structures et des « logiques de ses foules »¹. Leur traduction spatiale est donc l'expression d'une organisation urbaine.

Depuis 1966, date de l'arrivée au pouvoir de Suharto et du début du régime de l'Ordre nouveau, trois principaux épisodes d'émeutes ont frappé la capitale : celles de 1974, 1996 et 1998, qui virent la chute du régime². Officiellement, elles furent présentées comme des événements sporadiques, fomentés par des provocateurs qui cherchaient de manière intéressée à créer le chaos et à déstabiliser l'État. Des procès eurent lieu. En 1974, on jugea Hariman Siregar, dirigeant des étudiants de la faculté de médecine de l'Universitas Indonesia (UI) ; en 1996, ce fut le chef d'un petit parti d'opposition interdit, le Parti populaire démocratique (PRD). En 1998, à la différence des épisodes précédents, il n'y

eut pas de procès mais la chute du Président. Alors que ces émeutes ont toutes clairement des motifs politiques, elles n'en affectèrent pas moins la ville dans son ensemble, comme l'illustrent les cartes 3, 4 et 5 p. 235-237. Ces trois cartes montrent ainsi une première vision de la ville, celle de lieux symboliques, où le pouvoir et la répression se sont exprimés. Les différentes cibles qui ont été prises à différentes époques sont montrées. On y voit également les logiques de déploiement des émeutes. Alors que les deux premières suivent des logiques linéaires, à partir d'un foyer unique et visant des symboles politiques, économiques ou moraux, les émeutes de 1998 apparaissent plus complexes, par leur échelle en particulier.

Des émeutes politiques

La « Catastrophe du 15 janvier 1974 » ou Malari³

Les premières émeutes de l'après-1965 ont eu lieu le 15 janvier 1974 à l'occasion de la visite du Premier ministre japonais Tanaka Kakuei. La tournée en Asie du Sud-Est de ce dernier avait été mouvementée : des manifestations à Bangkok et à Manille, le blocage de son hôtel à Bangkok par 2 000 étudiants⁴, mais c'est à Jakarta que les manifestations ont pris la tournure la plus spectaculaire.

À son arrivée, le 14 janvier, des manifestations regroupent plusieurs centaines d'étudiants aux abords de l'aéroport de Halim Perdanakusuma. Le lendemain, des émeutes éclatent dans toute la ville. Elles ont pour origine un rassemblement prévu sur la place de la Libération (Medan Merdeka), en face du palais présidentiel où le Premier ministre était accueilli, et s'étendent dans plusieurs directions, comme le montre la carte des émeutes du 15 janvier 1974 (carte 3 p. 235). Au nord, les émeutiers se dirigent vers le quartier de Kota, atteignent même Ancol, brûlant sur leur passage des voitures japonaises ou les jetant dans le fleuve Ciliwung qui passe entre les avenues Gajah Mada et Hayam Wuruk⁵. Le magasin d'un concessionnaire Astra, principal importateur de voitures japonaises, est attaqué et brûlé de même que plusieurs centres de loisirs de Mangga Besar (principalement des discothèques et « *steam bath* », hammams-salons de massage). Vers le sud, la foule descend l'axe protocolaire principal, les avenues Thamrin et Sudirman, manifeste devant l'ambassade du Japon et tente d'entrer dans deux grands hôtels, qui sont suffisamment bien gardés pour l'en dissuader. Plusieurs salons de massage sur la Jalan Blora sont également incendiés. À l'ouest, les émeutes atteignent Roxy, où l'on raconte qu'une voiture de Pepsi Cola et de Canada Dry a été attaquée.

C'est cependant à l'est que le plus grand nombre d'affrontements et de destructions se produisent : des voitures sont incendiées à Pasar Baru et Lapangan Banteng ; quelques affrontements ont lieu avec les forces de l'ordre sur la rue Budiutomo, et l'axe que forment les avenues Salemba et Kramat jusqu'à Senen, est le siège des heurts les plus spectaculaires. Le siège de l'entreprise Astra ainsi que le nouveau marché de Senen qui avait été inauguré quatre ans plus tôt sont mis à feu⁶.

Ces manifestations suivent une logique linéaire : parties du centre de la ville et du pouvoir, elles touchent les lieux politiques les plus symboliques, les nouvelles avenues protocolaires Thamrin et Sudirman percées sous Sukarno, des symboles économiques – l'attaque des voitures japonaises et de leurs concessionnaires –, et commerciaux – Senen dont on avait inauguré le nouveau marché peu d'années auparavant. À cela s'ajoutent les symboles d'immoralité que sont les quartiers de la prostitution de Blora et surtout de Mangga Besar et de Kota.

Ces événements auraient pour source principale l'agitation des étudiants. Depuis 1971, des mouvements de contestation se sont formés, avec l'intention de voter blanc aux élections générales de 1971, puis des manifestations contre l'édification d'un parc représentant les beautés de l'Indonésie en miniature, *Taman Mini Indonesia Indah*, dans lequel la femme du Président, Ibu Tien, a des intérêts⁷. Parallèlement, cette époque est également une période de consolidation du pouvoir, en particulier avec la « simplification » du système des partis où, mis à part le Golkar, rassemblement de groupes fonctionnels qui joue le rôle de parti du pouvoir, deux partis ont été créés. Le premier, le PPP (Parti de l'unité du développement, *Partai Persatuan Pembangunan*) est la réunion des différents partis musulmans (*Nadhlatul Ulama*, *Parmusi*, *Perti* et PSII). Le second, le PDI (Parti de la démocratie indonésienne, *Partai Demokrasi Indonesia*) est l'émanation du regroupement des partis nationalistes et catholiques (*Partai Nasional Indonesia*, *Parkindo*, *Murba*, *IPKI* et *Partai Katolik*). À partir de 1973, dans un contexte de développement lié à la hausse du prix du baril de pétrole, un mouvement étudiant se développe dans le cadre de la « Pétition du 24 octobre 1973 », en faveur de la modification des stratégies de développement, contre la corruption et pour de meilleures institutions représentatives⁸. Au mois de novembre commencent des manifestations contre les capitaux étrangers, qui prennent rapidement une tournure antijaponaise – il s'agit là des principaux investisseurs de l'époque – et contre les assistants privés du président de la République, les ASPRI, dont Ali Murtopo et Surdjono Humardani. Dans la lutte d'influence auprès du Président, ces assistants représentaient ce que F. Raillon désigne le « parti japonais »⁹, favorable au maintien d'un développement financé par l'étranger et le Japon, en rivalité avec le « parti américain », plus libéral.

Les étudiants formulent le 10 janvier trois demandes : la dissolution de la fonction d'ASPRI, la réduction des prix et le combat contre la corruption.

C'est dans ce contexte qu'eut lieu la visite du Premier ministre Tanaka Kakuei. Seulement les processus qui mènent du mécontentement aux émeutes sont plus complexes. Ainsi le dirigeant présumé des étudiants, arrêté et condamné par la suite, aurait été en relation avec le Commandement militaire des opérations de restauration de la sécurité et de l'ordre, le *Kopkamtib*¹⁰, afin d'être dégagé de toute accusation de subversion¹¹. De même, face à des risques de débordements, les étudiants avaient décidé d'organiser des manifestations non plus devant le palais présidentiel, mais sur le campus de l'université Tri-sakti. Lors du retour d'un certain nombre d'entre eux vers l'Universitas Indonesia (UI), on les aurait obligés à passer sur les lieux des émeutes¹². Les comptes rendus officiels des journaux donnent une responsabilité plus grande aux étudiants et aux écoliers, qui, il est vrai, ont été rejoints par une foule de plus en plus nombreuse. Le soir du 15 janvier, par exemple, les coolies de Tanjung Priok, les conducteurs de cyclo-poussettes et des vendeurs de rue seraient venus au campus d'UI, ce qui laisserait penser à un mouvement de déstabilisation du régime bien plus large qu'on ne le supposait.

Si le procès des étudiants « responsables » de ces événements veut prouver une volonté de trahison face au régime politique, d'autres versions montrent une manipulation : des contre-manifestations, dont les journaux ne font pas mention, auraient été organisées par un riche homme d'affaires, Lem Bian Kie, dont certains employés auraient été vus lors des pillages. De même, le bâtiment Astra sur l'avenue Kramat aurait été mis à feu par des soldats¹³. Ces événements avaient plus probablement une origine politique : ils sont intervenus dans le contexte de lutte de pouvoir entre Ali Murtopo, ministre de l'Information et proche conseiller de Suharto (c'était un ASPRI), et le général Sumitro, alors chef du *Kopkamtib*. Le premier aurait fomenté ces émeutes afin de discréditer son rival¹⁴. C'est ce que laisse transparaître le déroulement même des émeutes. Parties du palais présidentiel, tout se passe comme si on avait cherché à en détourner les foules : vers Thamrin, d'une part, où se trouvait Sumitro, vers Senen d'autre part, fief de Murtopo. Les trajets des émeutes représentent ainsi la traduction spatiale du jeu politique. Derrière un mouvement de colère face à la politique de développement du gouvernement et dans un cadre de croissance, Malari résultait de luttes d'influence traduites spatialement par la destruction de différents lieux¹⁵ selon des parcours déterminés. Ces émeutes participent d'un mouvement de transcription spatiale des luttes de pouvoir et de la vie politique du pays. C'est cet élément qu'allaient refléter les événements de 1996.

1996 : la résurrection du « boulevard des émeutes »

Les émeutes du 27 juillet 1996 ont pour la première fois une origine ouvertement politique : les dissensions au sein du Parti de la démocratie indonésienne, le PDI¹⁶. À la tête de ce parti depuis 1993 jusqu'au congrès de Medan du 20 au 22 juin 1996, Megawati Sukarnoputri – Présidente du pays par la suite de 2001 à 2004 – devenait la principale figure d'opposition au président Suharto. Son aura résultait d'un faisceau de facteurs, en tant que principal opposant, mais surtout comme fille et héritière de Sukarno, que l'on présentait comme un président intègre, proche du peuple, qui avait une vision de l'avenir du pays, par opposition à son successeur. Sukarno s'exprimait par la bouche de sa fille. C'est ce qu'illustre, par exemple, la profusion de tee-shirts imprimés à l'image de Megawati, derrière laquelle apparaissait la figure du père.

Le congrès de Medan, inspiré par le gouvernement inquiet de la popularité d'une personne qui ne faisait pas partie de sa clientèle, nomma comme remplaçant l'ancien chef du parti qui avait été débouté en 1993, Soerjadi. Cependant Megawati résista et la confrontation commença. À la suite d'une manifestation qui dégénéra à Gambir, en juin, le centre de la contestation s'établit au siège du parti, situé dans le quartier résidentiel de Menteng, sur l'avenue Diponegoro où se trouvent également les bureaux du PPP et du Golkar. Dans la journée du 27 juillet, de prétendus membres du PDI officiel seraient arrivés en camion, portant le tee-shirt rouge symbole du parti, afin d'investir le siège. Selon les témoignages, leur carrure aurait plutôt laissé supposer qu'il s'agissait de soldats déguisés. Ils auraient attaqué les sympathisants de Megawati à l'aide de pierres descendues de leurs camions. Les personnes sur place auraient été obligées de se réfugier à l'intérieur avant que la police et les sympathisants du nouveau dirigeant ne prennent le bâtiment d'assaut. Au même moment, à quelques centaines de mètres, d'autres militants rejoints par une foule de plus en plus grande provenant des quartiers environnants, affrontaient la police. À la suite d'une charge de l'armée, la foule se dispersa dans plusieurs directions et l'émeute prit forme.

Celle-ci se propagea dans plusieurs directions comme le montre la carte des émeutes de 1996 (carte 4 p. 236) : à Menteng, le long de la Jalan Surabaya, en direction de Salemba le long des Jl. Diponegoro et Proklamasi, en endommageant un cinéma et en brûlant un bureau de l'armée de terre, un bâtiment de la société de télécommunications et un bâtiment du ministère de l'Agriculture sur l'avenue Salemba. Les émeutes se sont ensuite déplacées vers l'avenue Pramuka à l'est, au sud vers Kampung Melayu et au nord, vers Senen, le long de la Jl. Kramat, brisant les vitres des bâtiments alentour et brûlant des immeubles de bureaux, des banques et un concessionnaire Toyota. Arrêtées par l'armée, elles

se sont diffusées vers l'est, sur l'avenue Suprpto, en direction du quartier de Cempaka Putih, où la foule a brûlé un autobus. Les rumeurs, à l'époque, signalaient que les émeutes, selon une trajectoire logique, se propageaient vers le quartier chinois de Glodok, au nord de la ville. Outre les victimes, 210 personnes auraient été arrêtées et 22 immeubles, 91 voitures et deux motos auraient été incendiés. À cela s'ajoutait un nombre de disparus indéterminé. L'armée avait opéré rapidement, montrant son pouvoir.

Ainsi, lorsque l'on examine la carte de la répartition des émeutes, des similitudes apparaissent avec celles de 1974, en particulier sur l'axe Salemba-Kramat-Senen. La foule s'est diffusée de la même manière en 1974 et en 1996 : à partir d'un foyer initial, l'insurrection se propagea le long des grands axes principaux, les émeutiers brûlant sur leur passage les symboles des pouvoirs politique (le bureau du ministère de l'Agriculture) et économique (les banques, concessionnaires, etc.). Les émeutes auraient également été alimentées par des éléments qui faisaient peur dès 1974 : la population des *kampung*, présentée comme une foule incontrôlable, prête à tous les débordements et dont l'importance allait être soulignée en 1998.

Mai 1998 : l'heure des brasiers

Les soulèvements de mai 1998, comme ceux de 1996, ont provoqué la surprise des Jakartanais. Après la crise financière qui avait commencé en Thaïlande et dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est en 1997, d'importants feux de forêt avaient affecté Singapour, la Malaisie, Sumatra et Bornéo durant l'été 1997, déstabilisant la région, mais c'est en Indonésie que la crise a duré le plus. Elle révélait les dysfonctionnements économiques des années quatre-vingt-dix et la constitution d'une bulle spéculative. Dans un contexte de mécontentement de plus en plus général envers un régime qui faisait du développement le fondement de sa légitimité, les revendications sont apparues de façon encore plus vivace. Les étudiants organisèrent les principales manifestations.

Le 12 mai, une manifestation fut conduite par les étudiants de Trisakti, université privée la plus réputée de la ville (l'une des plus onéreuses également). Jusqu'alors ils n'avaient pas encore pris part aux mouvements de contestations, contrairement à d'autres étudiants comme ceux de l'Universitas Indonesia, par exemple. Alors que le rassemblement était sorti du campus et s'apprêtait à se diriger vers le sud-est, il fut arrêté devant l'ancienne mairie de Jakarta Ouest, située à 100 mètres de l'université. Des soldats ou des policiers, postés sur le pont autoroutier qui dominait le campus, tirèrent sur les étudiants, tuant six personnes. Ce fut le point de départ des troubles.

Le 13 mai 1998, quelques émeutes et pillages eurent lieu, non loin de l'université Trisakti, principalement sur l'avenue K.H. Hasyim Asyhari, autour du

centre commercial Roxy. Mais c'est surtout le 14 mai que se déroulèrent les principales destructions. La carte des foyers d'émeutes et des zones de destruction en 1998 représente les bâtiments endommagés (carte 5 p. 237). Cette carte a été réalisée à partir des cartes du Centre de recherches de l'université Trisakti, qui a répertorié tous les bâtiments détruits, dans les semaines qui ont suivi les événements¹⁷. Elles ont touché principalement les grands axes de la ville, la plupart des quartiers d'habitation restant épargnés¹⁸. C'est ce que montre, par exemple, l'organisation linéaire des bâtiments détruits, qui suit le tracé des principales avenues. Parmi ces grandes zones de destructions, on peut compter l'axe est-ouest formé par les avenues Daan Mogot, Kyai Tapa et K.H. Hasyim Asyari, sur lequel se trouve l'université Trisakti, mais également l'axe nord-sud allant de la place Merdeka au quartier chinois de Glodok par les avenues Gajah Mada et Hayam Wuruk. Plusieurs autres localisations sont aussi figurées : le quartier de Pasar Baru, l'avenue Gunung Sahari, mais aussi Pangeran Tubagus Angke et Kapuk. Les rangées de bâtiments brûlés sur ces avenues reflètent les déplacements des émeutiers et montrent une organisation linéaire des parcours, comme ce fut le cas en 1974 et 1996.

Cependant les émeutes de mai 1998 se distinguent par leur étendue. Elles ont frappé toutes les municipalités de la ville, et si l'on remarque ici ou là des tracés linéaires, ce qui frappe c'est la dispersion des zones atteintes (d'importantes destructions ont également eu lieu dans les circonscriptions voisines de Tangerang, Bekasi et Depok).

À Jakarta Sud, les abords du quartier de Kebayoran Baru ont été touchés : Kebayoran Lama et l'avenue Ciledug à l'ouest, l'avenue Fatmawati au sud et l'avenue Tendean à l'est. Les émeutes ont aussi visé le quartier commercial de Pasar Minggu qui regroupe un marché, une gare et un centre commercial.

À Jakarta Est, ce sont quatre zones principales : l'axe nord-sud qui mène de Jatinegara au marché de Kramat Jati, Klender, où l'incendie d'un centre commercial a fait des centaines de morts, l'avenue Kali Malang et le quartier de Rawamangun.

À Jakarta Centre, les troubles ont frappé plusieurs quartiers : le quartier de Senen et l'avenue Suprpto aux abords de Tanah Tinggi et du marché de Cempaka Putih, Tanah Abang, l'avenue Diponegoro¹⁹, mais surtout l'avenue Gunung Sahari, le quartier de Pasar Baru, Mangga Besar et les avenues Hasyim Asyari et Gajah Mada signalés.

Dans le nord de la ville, si Tanjung Priok et le quartier de Sunter ont été légèrement affectés, c'est surtout les avenues Teluk Gong et Kapuk Raya qui ont été les plus touchées et, dans une moindre mesure, le quartier de Pluit et ses abords.

Enfin la municipalité de Jakarta Ouest a subi des dégâts considérables sur les avenues menant à Grogol et à l'université Trisakti, auxquelles on pourrait

ajouter l'avenue Pangeran Tubagus Angke, le quartier de Cengkareng et, moins fortement celui de Kebon Jeruk.

Le bilan de ces événements fut tragique. Le nombre de morts varie, selon les sources, entre 300 et plus de mille²⁰, la plupart brûlés lors des incendies de bureaux et surtout de centres commerciaux. Ainsi, dans le centre commercial Sentral de Klender, deux cents personnes ont été victimes des flammes, dans celui de Glodok, j'y ai vu sortir plus de dix cadavres. À l'époque, les journaux parlaient surtout de pillards pris par le feu déclenché par des personnes à l'extérieur, alors que les centres étaient encore pleins.

Les dégâts matériels furent également considérables : le nombre de bâtiments endommagés ou détruits varie également selon les sources. L'équipe de Trisakti en avait ainsi dénombré environ 700 lors des repérages sur le terrain, répartis en différents types : 218 magasins, 165 magasins avec des habitations ou bureaux aux étages (des *ruko*), 155 banques, 81 immeubles de bureaux, 32 centres commerciaux, deux tours d'appartements (à Pluit), 21 maisons et quelques entrepôts, hôtels et garages²¹. Ces données localisent les émeutes : sur les principaux axes commerciaux de la ville. On se demande si elles n'ont pas une origine économique.

Ce balayage des localisations des destructions laisse perplexe. Des logiques linéaires comme celles observées en 1996 et en 1974 se dégagent, le long des grands axes mentionnés. Cependant les cibles y sont plus diverses et les lieux d'émeutes bien plus éparpillés et distants qu'auparavant.

Lorsqu'on regarde les heures de déclenchement des émeutes (voir carte 5 p. 237), plusieurs foyers simultanés apparaissent, aussi bien dans le centre qu'en périphérie²². Ce sont les lieux de naissance des troubles, sans qu'il y ait de déplacement. C'est le cas de l'avenue Salemba où, dès 11 heures, les affrontements commencent au milieu d'une foule immense, qui a d'abord brûlé des pneus avant d'incendier des magasins et des concessionnaires automobiles. Au même moment, des troubles sont déclenchés sur le carrefour de Pemuda. Une demi-heure plus tard, c'est au tour de Pasar Minggu, au sud de la ville, Cempaka Putih, au centre-est, de s'embraser suivis de Rawamangun et Klender à l'est, Kalibata au centre-sud, Pos Pengumben à l'ouest, et Grogol à partir de 13 heures. L'après-midi, plusieurs autres foyers s'allument, en particulier aux abords de Kali Malang, sur l'avenue Tendean et à Kebayoran Lama. Cette dispersion, phénomène nouveau dans l'histoire des émeutes indonésiennes, permet de s'interroger sur la planification de ces mouvements, sur la présence de *provokator*, comme on appelle les provocateurs en indonésien²³.

Le déroulement des pillages montre de façon encore plus précise la manière dont ces actes ont été organisés²⁴. Ainsi dans la plupart des cas, la foule avait été rassemblée de plusieurs façons : par le bouche à oreille, mais aussi par les

feux de pneus de manière à attirer l'attention. La foule accourait d'autant plus vite que ces zones étaient proches de *kampung*. Comme le montre la carte générale (voir carte. 1 p. 233), la plupart des quartiers de Jakarta ont un habitat résidentiel mixte, où les maisons aérées des nouveaux lotissements côtoient des secteurs plus denses, de maisons de moindre qualité et de plus grande pauvreté, que l'on désigne habituellement par le terme de *kampung*. Mis à part quelques quartiers où réside une élite, la plupart des foyers se trouvaient à proximité d'importantes zones résidentielles. C'est ce dont j'ai également fait l'expérience, bien qu'habitant à l'époque dans un quartier plus aisé, celui de Tebet Barat, où, à la suite d'un bruit de rassemblement au marché²⁵, une foule s'était agglutinée rapidement autour, prête à l'assaillir. Le marché avait été sauvé *in extremis* par l'arrivée de deux camions de soldats. Cet afflux d'une foule curieuse était là pour renforcer une peur ayant la même origine que lors des événements précédents : les « classes dangereuses » étaient à nouveau apparues et chassées par les forces de l'ordre.

Cet exemple met en relief le deuxième élément principal de ces émeutes : le déclencheur. Les personnes repérées par les habitants du voisinage étaient la plupart inconnues. Tantôt elles criaient des slogans antichinois, traitant les étudiants de peureux parce qu'ils ne suivaient pas le mouvement, tantôt elles invitaient verbalement à l'attaque du bâtiment en question ou montraient l'exemple, avant de se retirer quand la foule commençait à piller. Ces groupes de jeunes présentaient différentes caractéristiques²⁶ :

- les uns portaient un uniforme de lycéen ou une veste d'étudiant²⁷ ;
- d'autres étaient vêtus de vêtements usés et avaient des visages « durs et effrayants » ;
- certains avaient une carrure solide, des cheveux courts et des chaussures militaires ;
- il y avait aussi ceux qui avaient une carrure solide, un visage froid, mais des tatouages.

Ces caractéristiques distinguent bien ces personnes de celles qui étaient attroupées : on reconnaît des militaires (plusieurs membres des services secrets de l'armée, le BIA, ont été reconnus parmi les entraîneurs du pillage d'un magasin de voitures sur Salemba), mais également des petits malfaiteurs (ce sont en général eux qui ont la réputation d'avoir des tatouages, les soldats n'en portant pas) et des jeunes dont l'origine est indéterminée (certains de ces « jeunes » avaient l'air vieux). En général, ils arrivaient sur les lieux des pillages en groupe, soit transportés en bus, soit en camion (doc. 6). En général, ils suivaient les ordres d'un chef.

À Tanah Abang, notamment, alors que les émeutiers s'apprêtaient à mettre le feu à un immeuble, ils furent confrontés à l'opposition de la foule des *kam-*



Doc. 6. Photographie prise le 14 mai sur l'autoroute qui longe l'avenue Gatot Subroto et son prolongement S. Parman, au moment où les émeutes se déclenchaient au carrefour de Cawang et où toutes les voitures prises sur cette portion faisaient demi-tour. À ce moment-là, plusieurs camions, remplis d'hommes, se dirigeaient vers ce foyer d'émeutes.

pung environnants. Selon les rapports, les jeunes se seraient alors tournés vers leur chef afin de savoir quelle était la marche à suivre.

Le recrutement de ces groupes suit des schémas simples : des soldats sans uniforme – comme on avait déjà pu le soupçonner pour l'attaque du siège du PDI en 1996 –, des malfaiteurs qui travaillent à la solde des « provocateurs », ou des habitants de certains quartiers moyennant une somme d'argent que l'on envoie commettre des destructions. C'est une méthode fréquemment utilisée²⁸. On le voit, dans un contexte où se mêlent chômage et pauvreté, recruter des auxiliaires n'était pas difficile.

Lieux et symboles

Les différents éléments analysés montrent comment les émeutes de 1998, comme celles de 1974 et 1996, étaient organisées. Elles avaient pour but de discréditer le mouvement étudiant. Cependant les leçons des épisodes passés avaient été tirées. Les étudiants sont toujours restés à l'écart des pillages, malgré

les efforts faits par les émeutiers pour les y associer²⁹, comme si une expérience de ces mouvements exceptionnels de violence s'était constituée, une science de l'émeute.

Les autres facteurs de localisation soulignent comment on a exploité les ressources de la ville, dans le cadre de mises en scène. Diverses corrélations peuvent ainsi être établies, qui soulignent les logiques du choix des lieux, de quelles analyses de la ville et de la population elles résultent. Il y aurait ainsi un lien entre les émeutes, les actes de provocation, mais aussi l'économie et d'autres facteurs regroupés sous l'abréviation de SARA (*Suku, Agama, Ras dan Antar-golongan*), c'est-à-dire les problèmes liés à l'ethnicité, la religion, la « race » et aux groupes³⁰.

L'étendue des pillages laisse supposer que les motifs premiers sont économiques. Dans un contexte de crise, les magasins (383), les centres commerciaux (32) et les banques (155) ont été les cibles principales. Les scènes de pillages de certains magasins étaient des scènes de liesse durant lesquelles les individus revenaient chez eux avec des produits jusqu'alors inaccessibles. Tout se déroulait comme si l'on assistait à une fête où tous les objets commerciaux perdaient tout à coup leur valeur financière, comme si les contraintes économiques quotidiennes avaient disparu³¹. Dans les semaines qui suivirent, les petits vendeurs de rue proposaient de nouveaux produits qu'ils n'avaient jamais vendus auparavant : du matériel de photographie, des bouteilles d'alcool importées, etc. Ces éléments soulignent l'importance des motifs économiques. Il aurait été intéressant de croiser ces données avec des informations sur les revenus des foyers. Cependant, peu de statistiques sur la situation économique des foyers depuis la crise de 1997 donnent suffisamment de détails. Néanmoins, si l'on regarde les cartes de densité du bâti, on observe que les émeutes ont eu lieu de façon générale à proximité des quartiers les plus denses. Cela permet d'expliquer à la fois l'effet de foule mis en évidence, mais laisse aussi supposer qu'il peut s'agir là d'habitat de moindre qualité et donc de niveau économique plus faible.

Les quartiers chinois ont également été touchés (voir carte 5 p. 237)³². Les abords du quartier de Glodok, le plus ancien, créé en 1740 à la suite d'émeutes antichinoises³³, ont subi des dommages, y compris la première maison d'un des proches du président Suharto, Liem Soe Liong. Il en a été de même des quartiers de Kota jusqu'à Senen en passant par Mangga Besar et Pasar Baru. Ce sont là les zones d'implantation les plus anciennes. Les autres quartiers touchés sont ceux de Ciledug, à l'ouest de Kebayoran, ainsi que ceux de Grogol à Cengkareng, le long de l'avenue Daan Mogot. Des destructions ont également eu lieu en direction des lotissements plus récents : à Pluit, quelques bâtiments ont été attaqués au sud du quartier, de même que deux tours d'appartements qui venaient d'être achevées. Les habitants d'origine chinoise ont donc été pris pour cible. De nombreux magasins avaient marqué sur leurs stores ou leurs

murs : « Appartient à un Indonésien de souche » [*Milik Pribumi*], comme si seuls ceux d'origine chinoise devaient être la cible des émeutiers. Des viols de femmes chinoises auraient également eu lieu, en particulier aux abords de Pluit.

Parmi les stéréotypes répandus, on reproche en général à cette communauté de ne pas vouloir s'intégrer et de s'être appropriée les richesses de la Nation, comme le montrent les exemples de patrons de plusieurs conglomerats de la même origine ; on leur fait aussi grief de leur présence dans les petits commerces de quartier³⁴. Les « Chinois »³⁵ représentent donc un objectif idéal : on ne s'identifie pas à eux et on les déteste parce qu'ils sont riches. L'analyse cartographique montre donc qu'ils ont été pris pour cible. Ainsi les émeutes de 98 pourraient être interprétées comme visant principalement cette population, vue comme l'un des soutiens au régime de Suharto. Le départ fomenté à l'université Trisakti entrerait également dans cette logique de déstabilisation du régime, puisque c'est là que l'on trouve, comme dans le campus voisin de Tarumanegara, une grande proportion d'étudiants d'origine chinoise.

Cependant cette situation n'est pas homogène. De nombreux quartiers chinois n'ont pas été touchés : c'est le cas des lotissements de Kapuk, de Kembangan, de Sunter et de Kelapa Gading mais aussi du quartier de Cilincing. De plus, les habitations n'ont été prises pour cible que dans une seule circonscription, celle de Pademangan Timur, où l'on trouve certes une grande concentration de population bouddhiste. S'agit-il donc simplement des symboles économiques de cette communauté que l'on voulait toucher, ou bien ces différences résulteraient-elles de leur plus ou moins grande intégration ? C'est ce que montre l'exemple de l'avenue Suprpto, aux abords de Tanah Tinggi : plusieurs magasins et marchés y ont été endommagés, mais les habitants d'origine chinoise, nombreux aux alentours, n'ont pas été pris pour cible.

L'étude de la répartition des émeutes dans le tissu urbain met donc en évidence certaines structures de l'espace jakartanaï que des logiques individuelles et politiques ont exploitées. Les émeutes se sont propagées dans des zones de fortes densités, où les habitants ont souvent de faibles ressources. Le rôle des quartiers dits populaires est mis en valeur et le « boulevard des émeutes » signalé entre Senen et Salemba peut être interprété en ce sens : bordé de part et d'autre par des *kampung* parmi les plus denses, il « fournit » les foules nécessaires à la création de toute émeute. En 1974, les coolies de Tanjung Priok, les conducteurs de cyclo-poussettes et les vendeurs de rue avaient tenu ce rôle ; en 1996, c'étaient les habitants des *kampung* de Pramuka ; en 1998, les *kampung* de Jakarta revinrent sur le devant de la scène, entraînant peurs et débordements, d'autant plus qu'ils pouvaient aisément être manipulés.

L'étude des techniques employées par les provocateurs révèle ainsi des mécanismes cohérents, destinés à transformer ces foules en classe dangereuse, et dont

l'importance était alors soulignée par l'insistance des étudiants à se différencier du reste des manifestants. Ces manipulations montrent également en quoi la ville est un espace géostratégique dont on utilise les différences et les spécialisations des quartiers, que ce soient les lieux prestigieux, les zones de commerce, celles de plus ou moins forte densité ou les concentrations de minorités stigmatisées. Les différents comptes rendus tendent à montrer qu'il y aurait eu derrière chaque émeute une mise en scène. Ils démontrent en quoi les théories de certains généraux, pour qui le rôle principal de l'armée est la sécurité intérieure, prennent leur expression à Jakarta. La ville est donc un champ de bataille et un lieu d'expression du pouvoir dont les ressources sont à exploiter.

La répartition des émeutes à Jakarta depuis 1965 présente ainsi une géographie symbolique de la ville à diverses époques. Si le tissu urbain de 1996 ressemble fortement à celui de 1998, à l'exception de quelques tours qui ont été construites jusqu'à la crise de 1997, ce sont surtout les zones touchées par celles de 1974 et 1996 qui apparaissent semblables. Les émeutes de Malari, en 1974, passent ainsi par tous les lieux centraux de la ville, y compris la place Merdeka et le palais présidentiel, où peu de manifestations ont pu se rendre depuis lors. En 1974, Jakarta était encore marqué par les anciennes structures de centralité : les environs de la place Merdeka, l'axe nord-sud qui menait à Kota et Glodok, et l'axe allant de Jatinegara³⁶ à Senen. À cela s'ajoutaient les transformations des années cinquante et soixante et la constitution des axes prestigieux que sont Thamrin et Sudirman. Ce sont ces éléments de prestige qui furent exploités.

En 1998, on retrouve certaines zones communes avec celles de 1996 (c'est ce que montrent les tentatives de déclenchement de troubles sur l'avenue Salemba, à proximité de l'ancien campus de l'Universitas Indonesia), mais le panorama des espaces touchés est bien plus étendu. Il est le reflet de la croissance urbaine, comme le montre l'extension des mouvements de foule jusqu'aux municipalités voisines de Tangerang, Bekasi et Bogor. Cette répartition prouve une absence de centralité à Jakarta.

Ces émeutes font ressortir d'autres lieux symboliques, ceux qui auraient pu être des cibles idéales si les arguments économiques étaient l'unique explication des troubles. Les quartiers les plus prestigieux, tels les commerces de Blok M, Senayan ou de Pondok Indah, le quartier d'affaires du Triangle d'or, où se trouve la plus grande concentration de gratte-ciel, n'ont presque pas été touchés. Il en a été de même pour des lotissements résidentiels de qualité tels que ceux de Kelapa Gading. Alors que sur les lieux d'émeutes, peu de forces de l'ordre étaient visibles, elles gardaient en revanche un certain nombre de ces zones.

On racontait ainsi qu'à Kelapa Gading comme à Pluit, les habitants auraient fait une collecte afin de financer la location des services de l'armée pour garder leur quartier. Il suffisait de même qu'une personne importante habite un lotis-



Doc. 7. Camions de l'armée de terre gardant le rond-point de l'Hôtel Indonesia, l'un des lieux les plus prestigieux de la ville, afin que des manifestants n'y accèdent pas. Au fond, on remarque la structure imposante de l'hôtel Hyatt, qui héberge l'un des centres commerciaux les plus luxueux de la ville.

sement pour qu'il soit gardé. Ainsi, une géographie des émeutes révèle également d'autres zones de pouvoir, celles qui sont protégées. C'était également le cas en juillet 1996. À cette époque, afin d'éviter que la foule ne se déplaçât vers le quartier résidentiel de Menteng, des troupes bloquaient le passage au nord de la Jl. Surabaya, au nord du siège du PDI. Elles étaient aussi disposées sur l'avenue protocolaire Diponegoro vers l'ouest, avenue qui compte un grand nombre de résidences de dignitaires du régime, et à Senen afin d'éviter une propagation vers le nord (doc. 7).

Les campus universitaires ont joué un grand rôle dans le départ des émeutes. Il s'agissait à chaque fois de discréditer les contestations étudiantes : ce fut une réussite en 1974, un échec en 1998. Les zones de commerce furent également symboliques, comme s'il s'agissait d'une réaction ou d'un rattrapage face aux disparités croissantes observables encore plus à Jakarta que dans le reste du pays, résultat de vingt années de développement accéléré auxquelles la crise était venue mettre un terme. Les quartiers chinois ont été une dernière composante de ces lieux, signe de problèmes ethniques et au-delà économiques et politiques qui ont été cristallisés sur une ethnie.

Outre ces différents symboles, les émeutes permettent d'identifier clairement où se trouve le danger : sur les différents points signalés par les cartes mais également dans les *kampung* environnants, ce qui peut leur donner un caractère effrayant et les stigmatiser. Il ne s'agit là que d'une apparition ponctuelle du danger qui frappe certes les esprits mais qui peut s'atténuer avec le temps. Une géographie des émeutes s'apparente ainsi à une géographie des catastrophes.

Les lieux de la violence quotidienne à Jakarta

La petite criminalité est l'une des formes de violence que l'on retrouve dans toute grande métropole mondiale. Bien plus que les émeutes qui ne se déroulent que de façon sporadique, elle affecte la ville de façon permanente. Elle regroupe des faits divers, de délinquance, qui sont à la source d'un sentiment d'insécurité, diffus. Avec les batailles de rue, qui se déroulent à Jakarta de façon régulière, ce sont les deux formes les plus à même de mettre en évidence des disparités au sein de la métropole. C'est donc une géographie de leurs manifestations que l'on analysera : quels sont leurs facteurs de répartition ? Par quels processus mènent-elles à une classification en quartiers violents ou non ? Bien que ces phénomènes aient une allure accidentelle, leur récurrence conduit à s'interroger sur l'empreinte qu'ils laissent dans la ville.

Délinquance et criminalité à Jakarta

Une permanence des zones de criminalité ? Lieux publics et zones résidentielles

Les statistiques de la délinquance

Parmi les actes les plus à même de provoquer un sentiment d'insécurité, les agressions, les vols à la tire (pickpockets) et les vols à l'arraché sont majoritaires

dans les statistiques de la police, de même que les vols de véhicules à deux ou quatre roues. Ce sont les actes qui affectent le plus la victime et qui peuvent se reproduire de façon récurrente. Les cambriolages entrent dans une autre catégorie, dans la mesure où, *a priori*, ils relèvent d'une géographie de la distribution des richesses. C'est pourquoi, sans négliger les cambriolages, on analysera plus particulièrement les formes de délinquance les plus susceptibles d'ancrer le danger dans la ville de façon permanente et à y engendrer une réputation, un «label». Les homicides apparaîtront peu dans la mesure où ils sont plus rares, ont des causes diverses qui ne sont pas toujours en lien avec l'organisation des quartiers¹.

À l'échelle de la capitale, les municipalités se distinguent. Elles sont en général répertoriées en fonction du nombre d'actes commis, mis en rapport avec la population résidente afin de déterminer les taux de criminalité. La police établit ainsi trois types de classification, en fonction des quatre types de délits les plus fréquents (vol avec violence, vol avec circonstances aggravantes², vol de véhicule à moteur, agressions), puis de onze types³ et finalement de l'ensemble des délits.

STATISTIQUES DE LA CRIMINALITÉ DÉCLARÉE DANS LES MUNICIPALITÉS DE JAKARTA EN 1999

Municipalité	Population (2000)	4 types	Rang	Taux ⁴ / hab.	Rang / hab.	11 types	Taux / hab.	Total	Taux / hab.	Rang absolu	Rang relatif
Jakarta Centre	880 728	1 579	3	558	1	1 723	511	3 267	270	1	1
Jakarta Nord ⁵	1 432 766	1 069	4	1 340	4	1 324	1 082	2 753	520	3	2
Jakarta Ouest	1 908 276	913	5	2 090	5	1 018	1 875	2 070	922	5	5
Jakarta Sud	1 790 863	1 592	2	1 125	2	1 694	1 057	2 698	664	4	3
Jakarta Est	2 343 856	1 917	1	1 223	3	2 003	1 170	3 004	780	2	4
Total	8 356 489	7 070	-	1 182	-	7 762	1 077	13 792	606	-	-

Source . *Polda Metro Jaya* 2000 et recensement de 2000.

Dans la catégorie des quatre principaux délits, la circonscription (*Polres*) de Jakarta Est arrive en tête en 1999, suivie de Jakarta Sud, Jakarta Centre, Jakarta Ouest et finalement Jakarta Nord. Si l'on prend en compte le seul nombre d'habitants⁶, Jakarta Centre est en première place, suivi de Jakarta Sud, Jakarta Est, Jakarta Nord et Jakarta Ouest. Jakarta Centre est la circonscription la plus dangereuse quel que soit le type de criminalité envisagé. Il s'agit de l'une des zones de plus grand passage, ce qui explique les taux élevés. Durant la journée, le nombre de personnes présentes dans cette circonscription est nettement supérieur à la population résidente, en raison du nombre de commerces, des gares routières ou des bureaux. D'autre part, si Jakarta Est est régulièrement désignée

comme l'une des circonscriptions les plus dangereuses, on peut voir qu'il n'en est rien rapporté au nombre de personnes qui y habitent. Le centre apparaîtrait ainsi comme une zone violente, de même que les marges orientales et méridionales. Le nord et l'ouest seraient des zones de moins grande insécurité.

Ces comparaisons entre municipalités sont cependant peu fiables. Le taux de déclaration est très faible en Indonésie, en raison de la corruption de la police. Un dicton populaire résume la manière dont on en voit l'utilité : « Déclarez le vol d'un poulet, vous risquez de perdre une chèvre. » Il arrive souvent que la police demande rémunération supplémentaire pour mener une enquête ou pour fermer les yeux sur un délit. À cela s'ajoute le fait que peu de personnes sont assurées. Lorsqu'on est victime d'un vol, il n'est donc pas toujours pertinent de le déclarer. En revanche, ce bref survol statistique permet de dégager un certain nombre de lieux dans la ville où des délits et des actes violents se déroulent souvent.

Lieux publics

Depuis les années soixante-dix, période d'accalmie après les troubles de 1965-1966 et de consolidation du pouvoir, la criminalité jakartanaise s'est concentrée dans un certain nombre de localisations (voir la carte 6 p. 238, présentant les principaux lieux de petite délinquance, principalement des agressions, vols à la tire et vols à l'arraché et leur évolution de 1972 à 1984⁷).

En 1977, comme en 1982, des zones de plus forte délinquance se distinguent. En 1977, c'est le cas des marchés de Pasar Baru, de Senen et des environs (dont Kramat et Tanah Tinggi immédiatement au sud), mais également de l'axe nord-sud qui relie Merdeka à Kota par les avenues Gajah Mada et Hayam Wuruk. Des similitudes avec la carte des émeutes de 1974 (carte 3 p. 235) ressortent et lui donnent ainsi un éclairage nouveau. Il peut en effet s'agir d'une coïncidence (ce sont les quartiers les plus peuplés), à moins que des délinquants, spécialisés dans des actes violents, n'aient été utilisés pour les émeutes. On peut également y voir un témoin des lieux les plus animés de la ville.

Néanmoins d'autres zones apparaissent. Au sud de la ville, il s'agit principalement des environs de Semanggi, lieu symbolique de Jakarta où l'on trouve un des fondements du modernisme planifié par Sukarno en 1960, le premier échangeur, mais où se trouvait également le quartier général de la police de Jakarta (*Komdak*). Les abords du marché de Blok M (Kebayoran Baru) sont également un lieu d'agressions, de même que Cililitan, à l'est, où se trouvait à l'époque une des principales gares routières (aujourd'hui déplacée au sud à Kampung Rambutan) et Jatinegara, où se trouvent une gare ainsi qu'un marché. À l'ouest de la ville, ce sont les quartiers de Jembatan Besi de même que les abords de l'avenue Daan Mogot près de Grogol.

En 1982, un certain nombre de ces tendances sont confirmées. La plupart des lieux signalés en 1977 sont toujours dangereux. Mais des changements se sont produits, signes de l'évolution de la ville. À Senen, on compte toujours de nombreux actes de délinquance. En revanche, les abords de Pasar Baru ont connu une baisse légère. Celle-ci peut être expliquée par le déménagement de la gare routière, qui se trouvait immédiatement au sud, de la place (*Lapangan*) Banteng à Senen. Cependant des agressions ont souvent lieu dans le quartier de Kota, tout en se disséminant aux environs, depuis Mangga Besar jusqu'à Jembatan Besi, en passant par l'avenue Mansyur, et touchant le centre informel de prostitution qui existe depuis l'époque hollandaise de Kali Jodo. Dans les quartiers qui demeurent des lieux dangereux, les agressions ont également augmenté aux abords de Jatinegara et de l'axe nord-sud qui relie la gare à celle de Senen, de même que dans le quartier de Kebayoran Baru.

Cependant, de 1972 à 1999, on voit apparaître des évolutions (voir la carte 7 p. 239). Ainsi, des quartiers sont devenus plus dangereux. Il s'agit principalement du quartier portuaire de Tanjung Priok, au nord, qui n'apparaissait que très peu sur les cartes précédentes.

En 1984, par exemple, les agressions et vols ont eu lieu non seulement aux abords immédiats de la gare, de la gare routière et du port, concentrés en un même endroit, mais également sur l'axe nord-sud qui mène au port (l'avenue Yos Sudarso), ainsi qu'au carrefour de Semper. Les raisons d'une telle croissance de la criminalité dans cette zone peuvent être interprétées de diverses manières. Le quartier était auparavant connu pour ses gangs et pour les trafics en tout genre liés au port. Des formes de violence y existaient donc bien avant 1984, mais elles apparaissent peu sur les cartes précédentes. Les raisons en sont multiples : des problèmes de recensement des délits, des facteurs démographiques – le district de Tanjung Priok comptait, en 1975, 168 000 habitants et, en 1987, 252 000, signe d'une forte immigration et du lotissement de zones encore à caractère rural auparavant⁸ –, ou l'augmentation des échanges, en période de forte croissance, qui entraînerait une hausse de la criminalité.

Les autres nouveaux quartiers de la délinquance sont ceux de Kramatjati au sud, où le marché de gros a été transféré dans les années soixante-dix, de même que les gares routières de Pulogadung – neuf actes de violence y ont été recensés en 1982 – et Rawamangun. Finalement, peu de lieux de criminalité ont disparu : seuls les environs de Semanggi ne sont plus jamais mentionnés. Alors que Cililitan ne figurait plus sur la carte de 1984 – la police y avait intensifié les rondes afin d'y réduire l'insécurité – cette gare routière a réapparu par la suite lorsque la police a relâché sa surveillance. Depuis le début des années soixante-dix, les quartiers de la petite délinquance ont donc évolué à Jakarta. Cette évolution correspond d'une part à la plus ou moins grande attention des forces de

l'ordre à ces zones, mais également à la croissance urbaine et à l'extension du bâti vers les périphéries.

À la fin des années quatre-vingt-dix, la physionomie de Jakarta a beaucoup changé. Les quartiers proches du Triangle d'or ont été restructurés avec la construction de nombreux gratte-ciel et l'éviction des *kampung* qui se trouvaient là. De même, de nombreux lotissements sont apparus dans les municipalités périphériques, que ce soit à Jakarta Ouest, Jakarta Est, Jakarta Sud ou Jakarta Nord. Les quartiers prestigieux concentrés au centre à Menteng et à Kebayoran Baru se sont également dispersés, vers le sud en particulier.

En 1995, certains quartiers considérés comme dangereux le demeurent, comme on peut le voir sur la carte de la criminalité (voir carte 8 p. 240). C'est le cas de Senen, mais aussi de l'axe menant à Grogol, de certains secteurs de Kota, de Tanjung Priok, et de la gare routière de Pulogadung. D'autres ont cependant disparu : le quartier de Pasar Baru devenu moins attrayant, signe de la concurrence d'autres zones commerciales de la ville, plus à la mode⁹; Tomang, qui n'était en 1995 que le chantier d'un des plus grands centres commerciaux de la ville, Taman Anggrek, devenu une zone désaffectée suite à l'éviction des populations. En revanche, de nombreux autres lieux sont apparus : l'insécurité s'est ainsi étendue le long de l'avenue Daan Mogot jusqu'à la gare routière de Kalideres à l'ouest, dans les quartiers de Kebayoran Lama et Manggarai¹⁰, de même que sur l'avenue Mampang Prapatan vers le sud, Kampung Rambutan où le terminal de Cililitan a été transféré, ainsi que le carrefour des avenues Yos Sudarso et Suprpto, appelé carrefour Coca-Cola en raison de la présence d'une usine de la marque.

Les mécanismes de diffusion de la délinquance obéissent ainsi à des logiques qui suivent celles de l'agglomération : croissance des zones de criminalité et urbanisation sont intimement liées. Ils sont le signe de changements au sein de la ville : c'est ce que montrent les transferts de gares routières de plus en plus éloignées du centre, conséquence de la croissance urbaine, de la saturation des zones centrales, mais aussi de l'augmentation des migrations pendulaires depuis les municipalités voisines de Bogor, Tangerang et Bekasi. Les secteurs de petite délinquance se diffusent vers les limites du gouvernorat de Jakarta, tout en demeurant dans les anciens bastions. Dans les zones plus centrales, de nouvelles tendances apparaissent et des espaces qui n'étaient pas considérés comme dangereux le deviennent tout à coup.

En 1999, de nouvelles zones se développent en périphérie de la ville, principalement au sud, mais également vers l'ouest (le long de l'avenue Ciledug et à Cengkareng) et vers le nord en direction de Pluit (voir carte 9 p. 241).

En revanche dans les parties centrales, un phénomène nouveau est systématiquement répertorié : celui des agressions aux carrefours, aux feux rouges,

comme s'il s'agissait là d'une évolution des formes de criminalité depuis la crise. Si nombre de ces carrefours correspondent également à des zones plus larges d'insécurité, comme le montrent les exemples de Cawang, Senen ou Mangga Besar, d'autres, en revanche, sont purement ponctuels : c'est le cas du feu rouge aux abords du complexe de prostitution de Kali Jodo, de celui du nouveau lotissement de Kelapa Gading, mais aussi de feux rouges à Pasar Baru qui réapparaît ainsi sur la carte de la criminalité jakartanaise. Ces nouvelles tendances montrent l'attention donnée aux transports routiers, mode de transport qui a toujours été privilégié.

Quartiers résidentiels

Les zones de cambriolages présentent des types d'évolution comparables : leur répartition évolue avec les transformations du tissu urbain et de la structure des quartiers. C'est ce que montrent les cartes des principaux cambriolages relevés entre 1972 et 1984 (voir cartes 10 et 11 p. 242-243).

Bien que les relevés soient peu fiables à cause de l'absence de déclaration, ces cartes dénotent une dispersion bien plus grande du phénomène que celle de la délinquance. Néanmoins, quelques zones ressortent. En 1977, les principaux quartiers affectés étaient ceux du nord de Pasar Baru, de Kota, de Grogol auxquels on pourrait ajouter Menteng, qui figure régulièrement mais avec une moindre intensité de 1972 à 1982. Au sud de la ville, quelques cambriolages ont également eu lieu à Kebayoran Baru, reflet du niveau de vie de ses habitants. En 1984, selon un mouvement identique à celui de la délinquance, le phénomène s'est étendu : c'est ce que montrent les exemples de Tanjung Priok, mais aussi de Kemayoran, de Cipete au sud de Kebayoran Baru, ou de Cipinang. En 1986, c'est vers l'ouest que se fait l'extension la plus grande (voir carte 11). Elle correspond à la création de nouveaux lotissements à Kapuk, Kosambi et Kedoya. Finalement, en 1999, de nouveaux quartiers sont ajoutés à la liste. Ils sont de plusieurs types : les nouveaux lotissements pour classes aisées – c'est le cas de Sunter, de Kelapa Gading, mais aussi des quartiers au sud de Lebak Bulus au sud, de même que certaines parties de Pluit. La géographie des cambriolages dans ce cas correspond à la répartition des lieux de prédation possibles : les quartiers les plus riches. Certains de ces quartiers sont néanmoins défavorisés, notamment Kemayoran et Cipinang. Les raisons des vols peuvent être multiples. Ils peuvent résulter de conflits sous-jacents où les relations entre les habitants ne sont pas toujours harmonieuses, d'où une plus grande indifférence aux événements qui peuvent se dérouler dans le voisinage.

Ces quartiers, comme dans la majeure partie de la ville, comptent des villas de personnes aisées à proximité d'habitats plus populaires. Sur des distances très proches, les contrastes de richesses sont donc parfois très importants. Dans

ces cas, les forts taux relevés résulteraient donc d'une mixité du tissu résidentiel, dans un cadre où les relations de voisinage ne sont pas bonnes. À Tanah Tinggi, par exemple, un habitant aisé racontait toutes les techniques qu'il avait déployées afin d'être à la fois en sécurité et intégré dans le quartier, qui était bordé par l'un des ensembles les plus denses du sous-district. Ses techniques consistaient à prêter sa voiture dès qu'une personne avait besoin d'aller à l'hôpital, d'envoyer un garçon chercher des cigarettes en lui laissant la monnaie, etc. Autant de tactiques qui lui permettaient de ne jamais avoir été cambriolé. Le cas inverse se présente souvent, où la personne aisée ignore (volontairement ou non) les habitants des *kampung* voisins et devient victime de cambriolages.

Malgré quelques fluctuations annuelles, ce tour des lieux dangereux de Jakarta depuis trente ans met en valeur des tendances récurrentes. Si la petite criminalité s'est étendue avec la croissance urbaine – comme dans une grande partie des métropoles mondiales – certains quartiers sont restés des secteurs de forte criminalité pendant plus de trente ans, comme s'il s'agissait d'une de leurs caractéristiques, malgré les mutations socio-économiques de la ville. Les zones de cambriolages restent cependant ponctuelles, plus discrètes et entrent moins en compte dans l'identification des quartiers dangereux par les habitants ou les forces de l'ordre. La dispersion du phénomène en est un signe, de même que la tendance de la plupart des habitants à se sentir en sécurité chez eux, sauf à des époques de crise comme les émeutes. En revanche, la petite délinquance est plus susceptible de provoquer certaines peurs et un sentiment d'insécurité. Les actes de délinquance et de petite criminalité semblent ainsi toucher toute la ville, aussi bien les quartiers aisés que les plus populaires, les lieux de prédation que ceux où la criminalité résulterait d'une opportunité, les personnes les plus riches (aux feux rouges par exemple) que les plus pauvres (notamment dans les gares routières). Cette lecture de la ville entraîne des distinctions en son sein, par les différents types de criminalité qui peuvent s'y manifester. C'est pour cela que l'on peut tenter d'établir une typologie des principaux lieux publics de délinquance.

Typologie des espaces publics dangereux

Les transports

À travers le monde, les quartiers portuaires font partie des zones apparemment vouées à des transactions louches voire criminelles. C'est également le cas à Jakarta. Les quartiers de Tanjung Priok et de Cilincing, de même que les zones industrielles de l'est de la ville, se distinguent par une première forme de délit originale. Sur les avenues Martadinata, Enggano et Cilincing, qui longent la côte au nord-est de Jakarta, ainsi que sur celles qui convergent au carrefour

de Semper, des groupes de voleurs sont spécialisés dans le vol de marchandises sur les camions qui empruntent ces axes¹¹. Ils montent sur le camion pendant qu'il roule, avant de vider son contenu. Des activités de contrebande émanent aussi de ces zones : produits en provenance de l'étranger (Singapour en particulier), marchandises fabriquées pour l'exportation sont ainsi détournés et revendus dans la ville par colportage dans les quartiers résidentiels ou sur divers marchés de la ville tels que celui de Senen ou de Pasar Ular, au sud de Tanjung Priok, sans compter les autres formes de contrebande plus importante, qui restent circonscrites à la zone portuaire seulement.

D'autres formes de vols apparaissent avec la mention des feux rouges dans les listes de zones dangereuses du gouvernement local de Jakarta en 1999 (voir carte 9 p. 241). Les véhicules ont fréquemment été la cible d'agressions sur les principales avenues. Ainsi, jusque dans les années quatre-vingt – et cette technique est encore employée –, les agresseurs disposaient des clous sur quelque grande avenue. Ils avaient calculé la distance que mettrait la voiture pour s'arrêter et attendaient leur victime cent mètres plus loin. C'était le cas, par exemple, sur l'avenue Suprpto au nord du quartier de Tanah Tinggi, où des clous étaient disposés afin que les voitures soient arrêtées juste avant le passage à niveau de la gare de Senen (ce passage à niveau a été remplacé par un tunnel en 2004). Depuis la crise, les carrefours sont devenus des lieux dangereux¹², où l'on vise de nouveaux produits (les rétroviseurs de voitures luxueuses¹³), mais où apparaissent de nouveaux types d'agressions. Les groupes désignés sous le nom effrayant de « Hache rouge », en raison de la couleur de leur instrument, prenaient également pour cible les voitures immobilisées, les menaçant d'une hache si le conducteur ne cédait pas tous ses biens (argent, téléphone portable, parfois la voiture)¹⁴.

Sous une forme moins brutale, les voyageurs en transports collectifs offrent une cible de choix à la petite délinquance. Non seulement les autobus sont régulièrement attaqués par des voleurs ou des pickpockets, qui y montent en groupe, généralement bien habillés comme des employés de bureaux, mais les voitures qui suivent des lignes régulières, les *Mikrolet*, sont la proie des voleurs à la tire confirmés. Plusieurs lignes ressortent ainsi : celles sur les grands axes, de Kota à Tanjung Priok et à Cilincing, par exemple, ou sur l'axe nord-sud qui longe l'autoroute depuis Tanjung Priok jusqu'à Cawang, ainsi que celles qui traversent des quartiers réputés dangereux, comme celui de Tanah Tinggi, par exemple, où les passagers des *Mikrolet* ont été parfois pris pour cibles.

Les gares routières sont aussi de hauts lieux de criminalité. On peut en distinguer deux types. Le premier regroupe les gares d'autobus vouées aux liaisons intra-urbaines et inter-provinciales. C'est le cas, par exemple, des gares de Kalideres, Pulogadung ou Kampung Rambutan, de même que Lebak Bulus, qui

figurent toujours sur les cartes les plus récentes de petite délinquance. La gare routière est divisée entre les deux types de destination, chaque groupe de délinquant ayant son territoire. Le secteur de bus à destination lointaine est cependant plus surveillé. Le second type est celui des gares routières intra-urbaines, qui sont insérées dans un quartier aux fonctions multiples, commerciales, de transports, etc. C'est ce que montrent les exemples de Senen, Pasar Minggu qui ont tous deux des gares, de Blok M et, dans une moindre mesure ceux de Tanah Abang ou Rawamangun.

Les gares ferroviaires sont également fortement représentées, surtout lors des plus grandes migrations, pendant le mois de Ramadan, période à laquelle nombre d'habitants retournent dans leur région d'origine fêter la fin du jeûne. En décembre 1999, par exemple, Gambir, la plus grande gare de Jakarta, concentrait le plus grand nombre d'actes relevés à Jakarta Centre durant l'année. Cette période de forte mobilité entraîne à une hausse de la criminalité remarquable, alors que, durant les autres mois, ce secteur n'est pas plus notable que d'autres.

On peut donc différencier les zones de prédation et d'opportunité, les lieux où l'objet attire, où il y a un afflux de biens, et les lieux où les conditions sont les meilleures pour réaliser un délit (foule, bas-fonds, etc.). Les lieux publics, de façon générale, sont à la frontière de ces deux catégories et l'on peut donc se demander, par leur étude, quelles sont les raisons de leur permanence.

Les espaces publics : zones de violence organisées ?

Les zones commerciales forment un deuxième type de quartier dangereux comme le montre l'exemple de la circonscription de Senen, à Jakarta Centre. C'est l'un des secteurs les plus violents, en raison probablement de son animation : ce sous-district comprend une gare de trains de troisième classe, un grand marché (six bâtiments le composent), un centre commercial, une gare routière, quelques cinémas et de nombreux vendeurs de rue ambulants ou installés à des échoppes. Le quartier fait partie des plus animés de la ville, ce qui peut expliquer ces taux de criminalité élevés, dus à trois types de délits principaux : le vol à la tire, le vol à l'arraché et les agressions. À l'intérieur de ces quartiers, ces délits sont organisés spatialement, opposant le caractère furtif du vol à la tire et à l'arraché à la permanence de la possession de territoires.

Senen est l'un des plus vieux marchés de Jakarta : construit au XVIII^e siècle, ce n'est qu'avec le transfert de la capitale coloniale à Weltevreden – l'actuel quartier autour de la place Merdeka – qu'il commença à gagner de l'importance : le marché fut agrandi et reconstruit en 1826 à la suite d'un incendie¹⁵. Son rôle était dû à sa position frontalière, entre ville coloniale et quartiers indigènes, comme le montre la carte des transformations de l'utilisation des sols à

Senen (carte 12 p. 244) où l'on voit des *kampung* encore situés au sud du marché. Au moment de l'indépendance, c'était un des lieux les plus animés de la capitale, avec un marché ouvert jour et nuit, des cinémas et des théâtres à proximité. Il fit à ce moment l'objet d'aménagements de la part du gouvernement municipal : électrifié après la guerre, reconstruit dans un style moderniste sous Sukarno, dans les années soixante. Détruit lors des émeutes de Malari en 1974, on le reconstruisit. En 1980, la gare routière de la place Banteng y fut transférée. La carte montre qu'il a constamment été réaménagé : dans le Triangle de Senen, on construisit un centre commercial, un hôtel de luxe, des bureaux et des tours d'appartements sur l'emplacement d'un ancien quartier chinois, on détruisit les lots autour de la rue Prapatan dans l'espoir d'un réaménagement¹⁶. Aujourd'hui, la gare routière est toujours en réaménagement. Ces transformations sont le signe de la vitalité du quartier et de son importance au sein de la ville.

Seulement, Senen est l'un des principaux lieux d'exercice des voleurs à la tire, un « nid de pickpockets » comme le décrivent la plupart des journaux. C'est également ce que rapportent les vendeurs de rue, devant le bloc 6 en particulier, qui avertissent les passants ou les rares touristes perdus dans ce labyrinthe à l'aide de notes griffonnées sur lesquelles « Attention » est écrit en anglais¹⁷. Deux types de personnes commettent ces délits en ces lieux : des groupes installés en permanence et des gangs de pickpockets organisés, qui se déplacent d'un lieu public à l'autre, sous la direction d'un chef, dessinant ainsi une géographie, une carte, des lieux les plus animés de la ville, de Glodok à Blok M, de Kalideres à Pulogadung.

À Senen, les pickpockets sont principalement concentrés dans certains endroits (voir carte 13 p. 245).

Les pickpockets d'origine de Sumatra Nord, les Batak, stationnent principalement aux abords du bloc 6 durant la journée, en particulier dans la zone devant le marché, là où des rangées de vendeurs de rue, d'origine Batak également, vendent des sacs. À la fin de la journée, vers 17 heures, ils se déplacent vers la gare routière et se postent à son entrée, sur la Jl. Pasar Senen, un des lieux les plus animés. Vingt pickpockets se trouvent en général à cet emplacement¹⁸. Dans la gare routière, ils se trouvent habituellement près des échoppes de nourriture, sur le côté nord, là où la plupart des bus stationnent, qui est avec l'arrière du terminal (le côté est), où sont garés la plupart des minibus (*Metro-mini*), leurs lieux de prédilection : les véhicules agglutinés pare-chocs contre pare-chocs, les passagers nombreux, surtout aux heures de pointe, sont autant d'occasions de pouvoir passer inaperçu et de s'enfuir dans la foule ou dans le dédale des véhicules (doc. 8).



Doc. 8. La gare routière de Senen est un lieu de délinquance connu comme une « école de pick-pockets ». C'est l'un des terrains d'action favoris des voleurs à la tire et à l'arraché, qui, grâce au nombre de bus qui forment un dédale, peuvent aisément disparaître. À l'arrière-plan, on aperçoit le Triangle de Senen, dont les deux tours d'appartements (encore partiellement vides), qui est l'un des endroits les plus sûrs du quartier. (2000)



Doc. 9. Abords du marché de Senen : les vendeurs de rue empiètent sur la chaussée, provoquant un engorgement de la circulation, tandis que les piétons se fauillent entre les vendeurs et les voitures. La femme au premier plan tient son sac à deux mains pour éviter de se le faire arracher. (2000)

À l'extérieur du marché, les voleurs batak à la tire et à l'arraché se trouvent principalement sous le pont piéton qui conduit au centre commercial Atrium, à l'extérieur de l'enceinte du centre étroitement surveillé par des gardes privés. Environ cinq voleurs se trouvent postés là en milieu d'après-midi, aux heures de plus grande affluence. Ce fut également le cas du petit square en face de l'Atrium, au croisement des Jl. Senen Raya et Jl. Pasar Senen, jusqu'à ce que la municipalité décide d'en bloquer l'accès. Autour du marché, la Jl. Pasar Senen est également l'un des endroits les plus propices à ce genre d'activité, en raison de l'animation due aux foules de piétons, aux vendeurs ambulants, aux voitures bloquées par les embouteillages (doc. 9), surtout à proximité du feu rouge sous le pont.

Les principales autres concentrations de voleurs sont à l'arrière du marché, sur la Jl. Stasiun Senen, avec des voleurs de Sumatra Sud (de la région de Palembang), et dans la gare, où les voleurs viennent principalement de Java Est, prêts à s'attaquer aux nouveaux venus dans la capitale. Sur la Jl. Kramat Bunder, le cinéma Grand est un lieu de concentration des voleurs originaires du sud des Célèbes (Makassar). À cet endroit, aux heures de bureau, des foules attendent les autobus qui viennent de l'est de la ville et vont vers l'ouest ou le sud, ou ceux qui sortent de la gare routière. Comme celle-ci est réputée dangereuse, beaucoup de passagers préfèrent prendre les moyens de transports à l'extérieur, ce qui ne les empêche pas d'être exposés à des formes de petite délinquance.

Les secteurs de vol à la tire et à l'arraché répondent à des principes de localisation précis, comme le montre la carte de l'insécurité (carte 13 p. 245) : chaque secteur de vol à la tire correspond à une zone d'activité et de passage intense. Les réseaux batak illustrent la manière dont les territoires varient en fonction non seulement du lieu où l'on se trouve, mais aussi de l'heure de la journée. Les exemples d'adaptation sont nombreux. Lors d'une averse, par exemple, les arrêts d'autobus couverts deviennent un lieu idéal pour ces activités en raison des masses qui s'y rassemblent. De même, lors de la fermeture du square en face de l'Atrium, les vendeurs de rue qui s'y trouvaient (principalement des vendeurs de disques compacts vidéo) durent changer d'emplacement et s'installèrent le long du pont et du centre commercial, sur la Jl. Pasar Senen. Les pickpockets suivirent.

On vit un autre exemple de ces changements à la fin de l'année 2000, dans la gare routière qui était en voie de réaménagement : des bâtiments de l'administration et un poste de police furent détruits, laissant le terre-plein central plus dégagé. Ce ne fut plus une zone de vol au sein de la gare routière. De même, à partir du début de la crise de 1997, les rangées de vendeurs de rue devinrent plus denses et plus nombreuses. Elles fournirent alors autant de nouvelles occasions d'agir.

Autour de la petite délinquance, un système informel territorialisé marque non seulement le quartier par son extension, mais également par ses activités. Dans ce système, les zones de forte animation résultent certes des activités commerciales et de transports mais également de la circulation, du secteur informel (les vendeurs de rue) et des infrastructures comme les passages à niveau, les feux rouges et les ponts, qui provoquent autant de zones d'engorgement dont les groupes de voleurs tirent parti. À l'aval de ce système, on trouve un secteur informel qui dépend de ces activités : celui des receleurs, que les échoppes d'achat d'or et les marchés aux puces rendent visibles. Si la criminalité ne résulte pas directement du secteur informel, comme nombre de planificateurs voudraient le laisser entendre, un lien s'établit de fait grâce à l'utilisation des opportunités fournies par l'animation.

Ce système organise ainsi le quartier, de façon plus ou moins dissimulée. On peut cependant se demander pour quelles raisons Senen a toujours semblé l'un des quartiers les plus dangereux de la ville. C'est ce que reflète le vieux dicton : « Quand Senen est sûr, Jakarta est sûr. » Dans les années cinquante, les pick-pockets y étaient nombreux ; ils venaient de Sumatra Ouest, de la région de Padang, puis, loin derrière, du sud de Sulawesi, de Makassar, et enfin, on trouvait les Betawi²⁰. Les journaux des années soixante montrent qu'il s'agissait de l'un des endroits les plus dangereux de la ville. Un article du quotidien *Kompas* sur les lieux dangereux de la capitale du 19 février 1966, par exemple, ne cite que deux lieux : Kramat, au sud de Senen, et le trottoir devant la pharmacie de Jl. Senen Raya. On trouvait là principalement des voleurs à l'arraché, à la tire et des agresseurs. En 1972, 23 vols à la tire, 109 vols à l'arraché et 47 agressions avaient été déclarés. Ils avaient eu lieu près du marché et des magasins en ce qui concerne le vol à la tire, mais également à l'emplacement de l'actuel centre commercial Atrium – où se trouvait un quartier commercial chinois –, sur la Jl. Pasar Senen et au passage à niveau, aux mêmes endroits que de nos jours²¹. Ainsi, en tant que lieu d'intense activité et de passage, on peut facilement expliquer la présence de cette petite criminalité. En revanche, les raisons de sa permanence depuis plus d'un demi-siècle sont moins claires, en dépit des nombreux discours des forces de l'ordre sur les mesures contre la délinquance et le rétablissement de l'ordre.

Un des facteurs principaux d'explication du maintien de la criminalité serait ainsi l'activité : on trouve en un même lieu un marché, une gare routière, un centre commercial et des centres de loisirs tels que les cinémas, ou des soirées dansantes organisées dans le centre pour la jeunesse, par exemple. Autant de raisons qui provoquent une plus grande affluence.

Ce n'est que lorsque la police arrête ou tire sur les criminels que ces actes apparaissent publiquement. Selon les vendeurs et les policiers, en revanche, les délinquants qui sont arrêtés sont ceux qui n'opèrent pas dans le quartier de



Doc. 10. Rangée d'échoppes spécialisées dans l'achat et la vente d'or en contrebas du pont routier qui enjambe le carrefour de Senen, en face du centre commercial Atrium. (2000)

Il s'agit donc d'une carte fluctuante, qui dresse le portrait de la situation telle que j'ai pu l'observer en 2000. Des divisions de l'espace sont établies, mais qui recouvrent des aspects dynamiques en raison de changements dans l'organisation du quartier. Le vol à la tire, même s'il apparaît comme une activité établie, voire un système, s'adapte aux modifications du terrain.

Si la plupart des objets soustraits à leur propriétaire – téléphones mobiles et bijoux en or principalement – sont revendus à un receleur principal pour tout le quartier, il existe d'autres circuits de distribution. Ainsi, la plupart des bijoux volés sont vendus aux échoppes mobiles sur le trottoir de la Jl. Pasar Senen. Celles-ci sont spécialisées dans la vente et l'achat d'or – principalement l'achat comme le montre l'absence de tout objet (doc. 10). Les voleurs y ont recours parce que personne ne pose de question sur la provenance de ces objets et les prix peuvent être meilleurs qu'ailleurs, même si la balance est parfois faussée (entretien avec Buyung, voleur à la tire).

Un autre lieu d'écoulement de la marchandise volée figure également sur la carte 13 : les marchés secondaires. Celui de Kembang Sepatu, au sud de Kramat Bunder, est ainsi spécialisé dans la petite électronique : téléviseurs, chaînes hi-fi et téléphones portables¹⁹. Les objets que l'on trouve là ne sont pas tous volés. Le marché de Poncol, de l'autre côté de la voie ferrée, est également un lieu de recel et de revente.

façon régulière (*Kompas*, 30 mai 2000). En effet ceux qui y «travaillent» de façon constante connaissent non seulement les lieux et heures où ils peuvent agir, mais aussi les policiers et les soldats qui y sont en poste, même s'ils sont en civil. Un voleur à l'arraché dans une gare routière m'a ainsi montré tous les soldats en poste sans uniforme²². C'est ainsi qu'un système de l'illégalité se constitue, qui maintient le caractère dangereux de ces lieux.

Senen est d'ailleurs une zone de recrutement pour les pickpockets. Passer du temps dans le marché est un moyen aisé pour le nouvel arrivant de faire connaissance et de se lancer dans ce genre d'activités²³. C'est aussi le cas de quartiers voisins, comme Tanah Tinggi, par exemple, à cause du nombre élevé de pickpockets qui y habitent. Grâce à des relations de voisinage, l'accès à de tels groupes devient plus aisé²⁴. Le débutant suit un apprentissage d'un an durant lequel il est inséré dans la structure du groupe déjà existante. On lui apprend les différents tours, il fait des exercices pour se muscler les doigts (dont celui qui consiste à attraper un noyau de durian – qui a une peau glissante – entre l'index et le majeur) et suit les autres membres sur le terrain. En général, ils se déplacent par groupes de trois ou quatre personnes – «un pickpocket tout seul est un fou!» (Silvester) – et ont chacun une tâche précise, depuis le chef, celui qui distrait la proie, jusqu'à la personne qui cache l'objet volé. Cette organisation et les procédés de recrutement expliquent le maintien de la criminalité. Ils sont l'un des fondements de la permanence de la réputation dangereuse de ces lieux. Du fait de l'organisation, de la connaissance et de la division du territoire opérée par cette petite délinquance, les zones de criminalité d'autrefois demeurent celles d'aujourd'hui.

Des lieux oubliés des statistiques : les quartiers de prostitution

Un dernier type de lieu public réputé dangereux, peu recensé dans les statistiques, est celui des quartiers de prostitution. Jakarta en avait un quartier officiel, Kramat Tunggak, entre Semper et Cilincing, mais il a été fermé en 2000. Depuis, il ne subsiste plus que deux types de lieux de prostitution. Des centres sont organisés de façon quasiment formelle comme à Boker, au sud de Jakarta, ou à Rawa Malang, à Marunda, à l'est de Cilincing : une enceinte les délimite, des gardes portent l'uniforme de la municipalité. À l'intérieur, les ruelles étroites sont bordées de bars-hôtels de passe qui rivalisent par le vacarme de leur musique pour aguicher le client. Des bagarres peuvent y éclater, mais elles sont limitées en raison du service de sécurité qui s'y trouve. Les abords du quartier sont en revanche réputés comme des lieux de petite délinquance. D'autres formes moins élaborées de lieux de prostitution ressemblent quant à elles à de véritables «cours des miracles» et profitent d'espaces désaffectés. On en dénombre plusieurs en bordure de voies ferrées : Bongkaran, immédiatement au

sud de la gare de Tanah Abang, Pela-Pela, au sud de la gare de Tanjung Priok ou, ponctuellement, la voie ferrée qui longe le sud de Menteng.

Les autoroutes ont également été favorables à ce commerce. C'est ce qu'illustre le cas de Prumpung, à l'est de Jatinegara, appelé «Jardin du Viaduc» (*Taman Viaduk*), en raison du pont autoroutier, ou le «Jardin Penché» et même «Jardin Cinglé» (*Taman Miring*)²⁵ : les jardins insérés entre les bretelles de l'échangeur sont en pente en raison des remblais de la voie rapide. La nuit, les espaces séparés par les infrastructures sont occupés. Au sud-ouest de la bretelle, du côté de Jatinegara, des prostituées interpellent les voitures et camions qui passent sur la route. En remontant vers le nord, à l'amorce de la bretelle, ce sont de petites échoppes composées d'une bâche pour protéger de la pluie, d'une planche de bois en guise de table sur laquelle sont posées des bouteilles de bière²⁶, de deux bancs sur lesquels des prostituées et une femme proxénète peuvent attendre. Entre ces échoppes, des *karaöke* ambulants, vendeurs de rue sonorisés, vocifèrent des rythmes de *dangdut*, musique populaire d'origine malaise. Le visiteur peut chanter là pour quelques *rupiah*.

Dans un deuxième tronçon, l'animation est encore plus grande : du *dangdut* encore, mais avec une piste de danse, une table de billard et une roue de la fortune avec un tapis sur lequel on mise (les jeux d'argent sont interdits en Indonésie). Quelques mètres plus loin, sur une estrade, des danseuses en costume traditionnel soundanais dansent de façon suggestive sur des airs de *jaipongan*²⁷. Une fois le spectacle terminé, certaines d'entre elles repartent accompagnées.

Le premier jardin, enserré dans la bretelle sud-ouest, comporte une «clairière» entourée de nombreux arbres. C'est le lieu des travestis. Celui qui se trouve dans la seconde bretelle, de l'autre côté de l'autoroute, au sud-est, est investi par des filles très jeunes qui vendent leurs services dans des tentes posées à même le sol.

Derrière cette atmosphère informelle, une violence sous-jacente est perceptible. Elle est d'abord ressentie par le nouveau venu face au caractère étrange des lieux, notamment le prix excessif des boissons qui s'apparente à une redevance²⁸. Certains des espaces, ceux qui sont les plus sombres et les moins animés (les squares, celui des travestis en particulier), ont la réputation d'être des zones d'agressions, zones qui sont peu répertoriées par la police, probablement en raison de la honte d'une telle déclaration.

Les quartiers de prostitution sont anciens à Jakarta : Kali Jodo, à Jelambar, remonterait à l'époque coloniale, Kota Paris, à Tanah Tinggi, fermé en 1978, également. Cependant, le plus remarquable fut celui de Planet, comme le décrit un roman populaire :

«La zone la plus sombre est le secteur de Senen appelé "planit", un nid de prostituées et de lieux de passe. Ses habitants se comptent par milliers. C'est également la tanière de toutes

les sortes de bandits et de malfaiteurs, du plus petit des bandits jusqu'à l'assassin le plus recherché par le nombre de ses meurtres. Et il n'est pas rare que des communistes en fuite se cachent en ce lieu. Ils s'y camouflent avec de nouveaux noms et deviennent des proxénètes ou des vendeurs de boissons chaudes ou ont d'autres activités. ²⁹

Cette description montre l'atmosphère de ce qui fut l'un des plus grands lieux de prostitution de la capitale jusqu'à sa fermeture en 1973. Selon la plupart des témoins, c'était un lieu des plus peuplés mais aussi des plus dangereux³⁰. Son nom aurait été inspiré par des films de science-fiction tels que *Guy l'éclair* (*Flash Gordon*). En 1969, durant le premier voyage sur la Lune, on appelait également ce quartier Apollo, montrant ainsi le côté hors norme voire irréel de cet endroit. Il avait la réputation d'être l'un des lieux de prostitution les moins chers, où l'on pouvait également boire, parier, et assister à des spectacles de théâtre traditionnel betawi, de *jaipongan* ou de *dangdut*, comme c'est toujours le cas à Prumpung.

Le quartier, d'une superficie de 1,3 km², se trouvait à l'emplacement de l'actuel centre pour la jeunesse. En 1968, 5 328 personnes y résidaient et 6 264 en 1970 (R. Suparlan, 1973, p. 85). Il était décrit par un observateur comme un dédale de petites ruelles, bordées de bidonvilles (on en comptait 618 en 1968). L'impression de saleté et de surpeuplement y était renforcée par l'obscurité (il n'y avait d'éclairage électrique que dans les avenues qui entouraient le quartier), les sentiers boueux, l'absence d'eau courante (elle devait être achetée à des porteurs) et les ordures répandues partout. Les femmes proposaient leurs services dans de petites échoppes où l'on trouvait également des boissons. La population de ce quartier était composée de prostituées, de mendiants et de vagabonds, de coolies du marché, de petits marchands ambulants, d'ouvriers non qualifiés et de conducteurs de cyclopushes, auxquels on pouvait ajouter soldats et criminels. Lors d'une intervention de la police en 1966, on y arrêta 269 malfaiteurs (*Kompas*, 7 avril 1966). Mis à part ce genre d'opérations de grande envergure, la police avait de grandes difficultés à maintenir l'ordre dans le quartier et y arrêter qui que ce soit, en eût-elle l'intention. Cet exemple montre de façon encore plus claire comment les lieux de prostitution sont des lieux de violence, des lieux de danger. En marge de la loi, ils apparaissent comme des quartiers où les règles officielles, celles du droit et du code pénal, n'ont plus cours, où l'on peut se faire agresser sans que cela ne choque personne. C'est ce que souligne l'intérêt de certains écrivains populaires pour ce genre de lieux³¹.

Les espaces publics concentrent ainsi les principales formes de violence au regard des statistiques criminelles habituelles. La permanence de ces lieux et les systèmes qui les régissent, notamment ceux des pickpockets, expliquent la manière dont un quartier peut être perçu comme dangereux : longtemps lieu de criminalité, il le demeure encore.

Les batailles de quartier

Topographie des batailles de quartier

Les batailles de rue sont un des phénomènes majeurs qui frappent Jakarta. Résultat de conflits entre quartiers, elles s'expriment régulièrement dans le périmètre des grands axes et ne manquent pas de donner une impression d'anarchie et de chaos. Ce sont non seulement les jeunes mais aussi les autres habitants du quartier qui y prennent part, en grand nombre. Il peut s'agir de simples combats, mais, par leur récurrence, leur intensité, ces affrontements peuvent être considérés comme des batailles. Ce ne sont pas de petites rixes entre bandes organisées, comme c'est le cas dans nombre de quartiers en difficulté à travers le monde, mais de véritables petites guerres. Elles présentent des aspects singuliers et globaux dans la mesure où elles peuvent impliquer tous les habitants d'un quartier et non plus seulement les jeunes et entraîner la destruction du tissu urbain. La scène d'une bataille semble chaotique au premier abord : tels que dans une guerre sans uniforme, des jeunes sans signe distinctif apparent s'affrontent en se lançant des pierres, s'attaquant à l'arme blanche, ce qui dégénère dans certains cas jusqu'à l'utilisation de fusils à pompe et de cocktails Molotov. À l'arrière et dans les batailles les plus sérieuses, les plus jeunes et les femmes s'occupent de la logistique, soignant les blessés, apportant des munitions – des pierres – au front.

Ces batailles sont donc un phénomène répété qui touche une grande partie de la ville. Selon le gouvernement local, il y aurait eu, en 1999, 63 batailles de quartier, et entre janvier et août 2000, 59, ayant provoqué respectivement 8 et 6 morts et 59 et 54 blessés. Ces statistiques sont purement indicatives et certainement largement sous-estimées, dans la mesure où les plus petites des batailles, celles qui ont duré peu de temps et n'ont pas causé de grands dégâts, sont rarement répertoriées. Les fonctionnaires de la ville et ceux de la police ont en effet généralement quelques réticences à laisser transparaître des violences au sein de leur circonscription, ce qui pourrait nuire à leur carrière. De plus, pour des personnes habituées à en voir souvent, les plus petits de ces affrontements apparaissent comme de simples rixes et soulèvent donc peu d'intérêt, si ce n'est comme une histoire à raconter au sein du quartier.

Comme le montre la carte de répartition des batailles de quartiers en 1999 (carte 14 p. 246), celles-ci s'étendent dans toute la ville.

Les lieux où elles se déroulent sont les mêmes. La ville en recense 72 éparpillés sur les cinq municipalités que compte Jakarta, avec une légère majorité pour Jakarta Centre (18 lieux), une minorité pour Jakarta Sud (12) et une moyenne de 14 pour les trois autres. Au sein de cette dispersion, quelques zones

sont emblématiques : au nord, les abords du port, de Tanjung Priok ; puis le sud de la vieille ville coloniale (Kota) ; une poche près du marché de Tanah Abang ; quelques quartiers à l'est du marché de Senen ; Manggarai et Matraman. Les autres zones sont principalement à l'extrême ouest, la gare routière de Kalideres, au sud, le marché de Pasar Minggu et finalement, à l'est, les environs de Cipinang. Ces batailles se sont surtout déroulées à Manggarai et Berlan, puis à Tanjung Priok, Tanah Abang et Senen. Une géographie de la ville est ainsi dessinée, celle de quartiers réputés comme des lieux à éviter.

De nouvelles zones d'exclusion ?

Au niveau local, on retrouve dans la plupart des cas le même genre de schéma d'affrontement avec des variantes. Trois types coexistent, non seulement en fonction de l'intensité des batailles qui y ont lieu, mais aussi en fonction du nombre de groupes en rivalité et du jeu des alliances qui s'y tissent.

Un premier centre de conflit simple se situe aux abords de l'avenue Matraman Raya, axe nord-sud qui relie le centre administratif des alentours de la place Merdeka, au sud de la ville, et qui s'était déjà distingué lors des émeutes de 1998, mais également comme avenue signalée dangereuse. Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, les deux quartiers s'affrontent de façon répétée de part et d'autre de l'axe : à l'ouest, le quartier de Berlan, lotissement de l'armée depuis l'époque coloniale, à l'est, le quartier de Palmeriam, à l'origine moluquois. Durant le premier semestre 2000, treize grandes batailles y ont eu lieu, provoquant la mort d'au moins deux habitants, blessant des dizaines de personnes, parmi lesquelles des policiers et des militaires. Près de la moitié de ces batailles ont eu lieu la nuit, mais d'autres se sont également déroulées durant l'après-midi, en fin de semaine ou en milieu de semaine, ce qui renforce la crainte d'éruptions spontanées. L'avenue a totalement changé d'allure ; sur un kilomètre de long, elle est à présent bordée de dizaines de bâtiments incendiés : commerces, bureaux et restaurants principalement (doc. 11 et 12 page suivante). De lourdes grilles en fer ont fait leur apparition à chaque entrée de quartier, ainsi qu'une grille de séparation au milieu de l'avenue, et de nombreuses banderoles gouvernementales ou d'ONG appelant à la paix (doc. 13 p. 61).

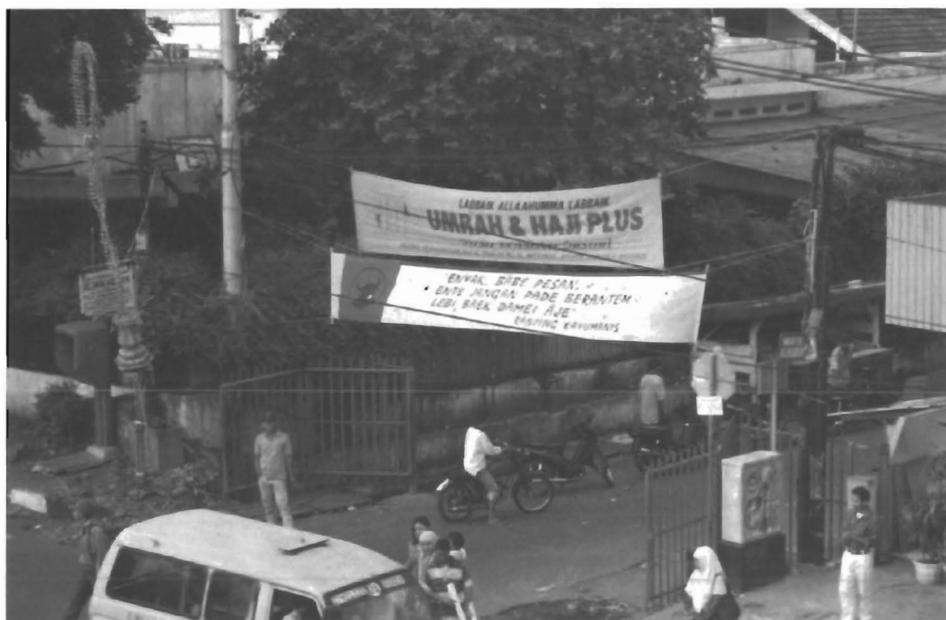
Ce paysage de désolation est le résultat d'une évolution. Alors que cette zone a connu de nombreuses batailles depuis les années cinquante-soixante, ce n'est que depuis les années quatre-vingt que les affrontements ont pris une forme nouvelle. Le quartier de Berlan, lotissement de militaires, était autrefois le siège d'un des gangs de fils de militaires le plus connu, le BBC – Beerland's Boy Club – qui a disparu à la fin des années 1970. Il se battait principalement contre d'autres gangs venus de toute la ville : du quartier de Senen plus au nord



Doc. 11. Immeubles et petits magasins détruits sur le côté occidental de l'avenue Matraman, celui de Berlan. (2000)



Doc. 12. Du même côté, une agence bancaire a été brûlée lors des batailles. (2000)



Doc. 13. À l'entrée d'une rue menant au quartier de Palmeriam, une grille a été installée en prévision de batailles. Sous une publicité pour le pèlerinage à La Mecque, on trouve une banderole écrite en betawi : « Ta mère et ton père t'ont dit de ne pas te battre, il vaut mieux faire la paix. » (2000)

et même contre des gangs de la zone portuaire de Tanjung Priok. Parmi leurs rivaux, on comptait également les jeunes du quartier d'en face, Palmeriam. Les batailles prenaient la forme de combat entre jeunes appartenant à ces gangs dans des lieux fixés au préalable, que ce soient des discothèques, des casinos ou des salles de billard, et ne touchaient que peu le tissu urbain ou les autres habitants du quartier.

Depuis le milieu des années 1980, ces batailles ont repris sous une autre forme. Alors que ces deux quartiers sont en étroite interdépendance – le marché qui alimente les foyers se trouve à Palmeriam et la grande mosquée se trouve, elle, du côté de Berlan – ce nouveau type de bataille aurait pour origine une rivalité politique entre les partisans du PPP, parti musulman d'opposition, et les partisans du parti officiel au pouvoir, le Golkar, qui aurait dégénéré avec un mort du côté de Palmeriam. Malgré la présence de seulement trois partis – le Golkar, le PPP et le PDI – les campagnes électorales ont régulièrement été le théâtre de violences entre les partisans de chacun de ces mouvements. En 1982, par exemple, un rassemblement politique du Golkar sur la place (*lapangan*) Banteng, avant les élections, avait dégénéré, provoquant au moins six morts et des pillages. Ce fut la source des violences, mais aujourd'hui ces référents ont été oubliés.

Les dommages visibles sur le terrain peuvent aussi être interprétés comme une expression de haines ancestrales dont on ne connaît plus l'origine. Les maisons, dans ce cas-ci, n'ont été que peu touchées. Les principaux bâtiments détruits restent les immeubles d'activité commerciale, ce qui montre une rivalité économique, visant à anéantir les sources de prospérité économique sur le territoire de l'autre. Dans une logique d'insertion au sein du quartier, les entrepreneurs de l'avenue ont en effet recruté en priorité les jeunes de chaque quartier respectif, en tant que gardes, par exemple. Les jeunes peuvent également récolter des revenus de l'affluence produite par ces commerces et bureaux, grâce à des services informels : parkings, petites échoppes, commerces en tous genres.

Face à ce premier type de bataille, entre des quartiers clairement définis et séparés, ayant lieu principalement aux abords de l'espace résidentiel, sur un grand axe séparateur, on peut dégager un deuxième type de batailles plus complexe, au sein même du tissu d'habitation. C'est ce que montre l'exemple de Tanah Tinggi.

Tanah Tinggi est un quartier central de Jakarta, parmi les plus denses de la ville (près de 59 000 habitants au km²). Situé en bordure orientale du marché et de la gare de Senen, c'est un quartier marqué par des disparités dans le tissu urbain (voir carte 15 p. 247). Les quartiers les plus denses en bâti se trouvent au nord, au sud, et à l'est, de l'autre côté du canal. Ce sont les quartiers les plus récents qui, en 1940, gardaient encore un aspect fortement rural (Tesch, 1948, p. 49-50). Par rapport à ces zones, un ensemble planifié se distingue, avec des rues à angle droit, deux places et des lots plus grands. Il s'agit là d'un quartier construit par les Hollandais dans les années 1930 afin de loger les fonctionnaires indigènes. La partie occidentale, la plus ancienne, est également moins dense.

La population y est diverse. On peut constater qu'à une population betawi ancienne, un certain nombre d'ethnies se sont agglomérées : des Javanais et Soundanais, principalement, des Sumatranais arrivés depuis les années 1970 dans les quartiers du nord-est, suivis par des Arabes et des Chinois qui ont acheté un certain nombre de terrains dans les années 1970 et 1980, mais qui étaient déjà présents dans les années quarante dans les parties septentrionales et occidentales du quartier³². Excepté le nord, avec une forte concentration d'habitants d'origine chinoise, et les alentours de la Place I où de nombreux Moluquois se trouvent, on ne remarque pas vraiment de différenciation ethnique.

C'est sur ce fond qu'apparaissent plusieurs foyers de batailles, émanant en général de la zone de Baladewa. Cette zone se bat contre sa rivale Gambrenk (dans le sous-district de Tanah Tinggi), et se battait jusqu'à il y a peu contre Kota Paris, immédiatement au sud, contre la Place I mais aussi contre les sous-districts voisins de Galur et Kampung Rawa. Ces luttes, à coups de pierres,

d'armes blanches et pouvant aller jusqu'aux cocktails Molotov, sont souvent motivées par le manque d'espace. Comme on peut le voir sur la carte, rares sont les espaces publics libres, en particulier pour jouer au football : un terrain entre les appartements sociaux (doc. 14), les deux places situées dans la zone planifiée à l'époque coloniale, un carrefour à l'ouest du quartier et la rue. Deux de ces lieux sont contrôlés de façon exclusive – la seconde place du quartier planifié des années trente par les jeunes de Baladewa et le carrefour à l'ouest par les jeunes alentour – et les deux terrains restants sont l'objet de batailles. Le terrain au milieu des appartements sociaux en particulier a ainsi été le théâtre d'âpres luttes pendant plusieurs jours en décembre 1998, ce qui a endommagé les immeubles et fait deux morts. Il en est de même sur la place I, par exemple, où les habitants voient d'un mauvais œil les jeunes de Baladewa.

Contrairement au cas de Matraman, où les conflits se déroulaient sur l'axe majeur séparant les deux quartiers, on se trouve ici dans une zone bien plus dense où la ligne de démarcation entre les différents groupes n'apparaît pas clairement. C'est ce que l'on voit par la répartition des champs de batailles qui s'éloignent des foyers majeurs en fonction de leur intensité. Les combats se déroulent ainsi dans la simple ruelle séparant les deux quartiers ; sur la rue principale du quartier ; dans la cour entre les blocs d'appartements sociaux et jusque



Doc. 14. Terrain de football construit au milieu des logements sociaux du début des années quatre-vingt-dix. Celui-ci est le théâtre de rivalités constantes entre les jeunes de Gambrenk (à l'ouest) et ceux de Baladewa (à l'est). Certaines parties de ces toits en tuile ont été endommagées par des cocktails Molotov lors d'affrontements. (2000)

sur la grande avenue se trouvant au nord, comme cela s'était produit en décembre 1998. Les lieux de batailles s'éloignent des bastions originels dès qu'il s'agit d'un grand affrontement, pour se dérouler sur des espaces de plus en plus ouverts. On peut donc se demander si cette organisation n'est pas seulement le résultat d'une adaptation pratique au manque de place. La permanence de ces lieux aurait cependant tendance à montrer que, pour les plus petits, ceux qui sont au sein du quartier, il s'agit de lieux symboliques, que l'on désire s'approprier exclusivement. Une seconde logique est également à l'œuvre lorsqu'on attaque l'ennemi dans son quartier. Dans ce cas, des incursions peuvent avoir lieu jusque dans les ruelles des quartiers. C'est dans de telles circonstances que des habitants, n'ayant pas l'habitude de se battre, peuvent y prendre part, afin de défendre leur maison.

Cet exemple permet de mettre en évidence une division de l'espace qui n'apparaît pas à l'œil nu. Dans un contexte de chômage, de densités très fortes et de manque d'infrastructures, l'espace est ici l'enjeu : enjeu de contrôle (division des espaces de jeux, par exemple), enjeu identitaire également. Le compartimentage n'apparaît pas de façon physique (il n'y a pas vraiment de séparation entre les zones de Gambrenk et de Baladewa, même si l'on trouve aujourd'hui des appartements sociaux)³³, mais on le perçoit plutôt dans les pratiques, qui mettent en valeur des divisions administratives, notamment les RW – Jakarta est divisé en plusieurs échelons administratifs : les municipalités ou *kota*, puis viennent en ordre décroissant le *kecamatan* (district), le *kelurahan* (sous-district) et finalement des unités administratives qui correspondent à des divisions de quartiers, à savoir le *Rukun Warga* ou RW (association d'habitants) et finalement le *Rukun Tetangga* ou RT (association de voisins, îlot). Rares sont les jeunes qui oseraient traverser le RW de l'autre camp en temps normal.

Un troisième type de batailles de quartier éclate dans le quartier de Manggarai, où elles se déroulent quasiment chaque semaine, provoquant parfois même des mouvements de réfugiés, comme en septembre 1998, où 150 foyers ont dû être évacués, soit plus de 500 personnes. Alors qu'à Matraman deux groupes principaux s'affrontent, à Tanah Tinggi quatre, dans le quartier de Manggarai, on dénombre 23 groupes différents, tous fondés sur des bases territoriales qui peuvent ne regrouper qu'un bloc ou deux de maisons au sein de la même sous-entité administrative (RW). Dans un tel contexte, on assiste à la constitution d'alliances entre différents groupes éparpillés au sein du quartier et qui s'entraident pour affronter des ennemis communs.

L'histoire de ces batailles remonte à 1986, lors de l'incendie du marché. À l'origine, Manggarai était un quartier d'entrepôts de chemin de fer, situé à proximité d'un des plus gros nœuds ferroviaires de la ville. Le quartier a surtout connu un afflux de population dans les années 1960-1970, attirée par des

emplois au marché, comme celui de vendeur, ou, pour les jeunes sans qualification, d'agents de sécurité informels³⁴. Lors de l'incendie « mystérieux », beaucoup ont été privés d'une source de revenus majeure.

Si certaines des causes des batailles sont semblables à celles de Tanah Tinggi ou Matraman – haines ancestrales, esprit de revanche, bravoure à démontrer – dans ce cas-ci un autre facteur se superpose, celui de la lutte pour des sources de revenus. Le contrôle du terminal de minibus, d'une zone de parking le long d'un restaurant fréquenté, d'un demi-tour pour les voitures, d'une ligne de bus ou le monopole de la location de parapluies lors des grosses averses à un carrefour sont autant de moyens d'obtenir de l'argent. L'espace devient ainsi enjeu économique. Le compartimentage comme à Tanah Tinggi acquiert une dimension nouvelle avec l'apparition de zones d'exclusivité économique dominées par tel ou tel groupe. Une fragmentation du quartier s'opère, non seulement entre les différents territoires des groupes en lutte, mais aussi entre des îlots de prospérité tels que des grands magasins situés en plein cœur de Manggarai mais dont l'entrée est interdite aux jeunes du quartier par des gardes de compagnies privées.

Si l'on compare les zones de batailles de quartier à celles de la criminalité, plus particulièrement de la petite délinquance, des situations diverses apparaissent. Des quartiers comme celui de Tanah Tinggi ont disparu aujourd'hui des cartes de forte criminalité (mis à part les abords septentrionaux, sur l'avenue Suprpto). Cependant, ce quartier reste violent en un certain nombre de ses parties (voir carte 15 p. 247). Tout se passe comme si la violence demeurait, mais sous une forme plus intériorisée, qui prend place au sein même du quartier pour n'affecter que peu les étrangers, sauf en cas d'accident³⁵. Dans d'autres quartiers comme celui de Manggarai, des traditions de criminalité existent également telle l'histoire de Mat Gundul, personnage omnipotent, que l'on décrivait installé dans un recoin de la gare comme en un véritable palais, d'où il dirigeait ses lieutenants. On assisterait ainsi à une recréation de systèmes de violence sous une forme nouvelle, expression des problèmes que peuvent subir certains quartiers de la ville et leur population.

Les batailles de quartier sont donc l'expression de rivalités territoriales au sein desquelles l'apparition de nouvelles zones d'exclusion situées au cœur de la ville opère un compartimentage du tissu urbain, dans des quartiers parmi les plus denses. Un faisceau de raisons et de causes tente d'expliquer la permanence de ces conflits : depuis les raisons immédiates, telles que des disputes entre enfants ou un accrochage lors d'une partie de football sur un des rares espaces libres, jusqu'aux raisons économiques ou sociales plus profondes. L'important ici est de noter que ces différents affrontements ne se déroulent pas sur des bases ethniques, comme cela peut être le cas dans des espaces publics pour les groupes de voleurs à la tire, par exemple, mais plutôt sur la base de l'appartenance au

quartier, à un espace donné. L'inscription territoriale est donc à la source de nouveaux types de communautés, mis en évidence par la violence. Elle repose sur des composantes à la fois politiques, sociales ou économiques dont les batailles de quartier sont l'une des expressions les plus vivantes. Ce communautarisme est également mis en valeur par un dernier type de violence quotidienne, les batailles de lycéens³⁶. Celles-ci ne paraissent *a priori* pas avoir de territoire « naturel », comme c'est le cas des batailles de quartiers, mais elles expriment des formes nouvelles d'appropriation de la ville par la violence comme le montre leur récurrence.

Les batailles de lycéens

Visions du danger

« Lapangan Banteng, 13 h. Un autobus regorge d'uniformes blancs et bleus. À son passage, un groupe de lycéens à l'arrêt de bus le poursuit, pierres à la main. L'autobus, qui avait d'abord légèrement bifurqué sur la gauche, se dirigeant vers l'arrêt, remet les gaz et repart sous une pluie de pierres. Il réussit à s'échapper et l'atmosphère redevient calme.

Voie ferrée séparant Palmerah de Senayan : 14 heures. Un groupe d'une trentaine de lycéens se dirige vers l'avenue S. Parman. Au lieu de regarder dans la direction de leur marche, ils regardent en sens inverse. Là, un autre groupe d'écoliers. Ils ramassent le ballast et, par des allées et venues, font mine de vouloir se battre. L'autre groupe fait de même. Cependant un policier, au milieu des deux groupes sort son pistolet et les oblige à se diriger en sens inverse. Il ne se passe rien, mais sans l'intervention de la police, la bataille aurait eu lieu.

Carrefour de Jatibaru, même heure : des deux côtés de l'avenue, deux groupes de lycéens s'affrontent. Des pierres plus grosses que des pavés volent de part et d'autre de l'avenue, avec des lycéens en uniforme s'avançant parfois plus qu'imprudemment vers les lignes ennemies afin d'envoyer les projectiles. Elles touchent ou non l'adversaire. Pendant ce temps-là, les passants regardent la bataille mais du plus loin possible, les commerçants baissent leurs rideaux et les automobilistes qui se sont fait piéger aux abords des affrontements tentent de passer le plus rapidement possible, tête baissée. Ceux qui le peuvent encore font demi-tour.

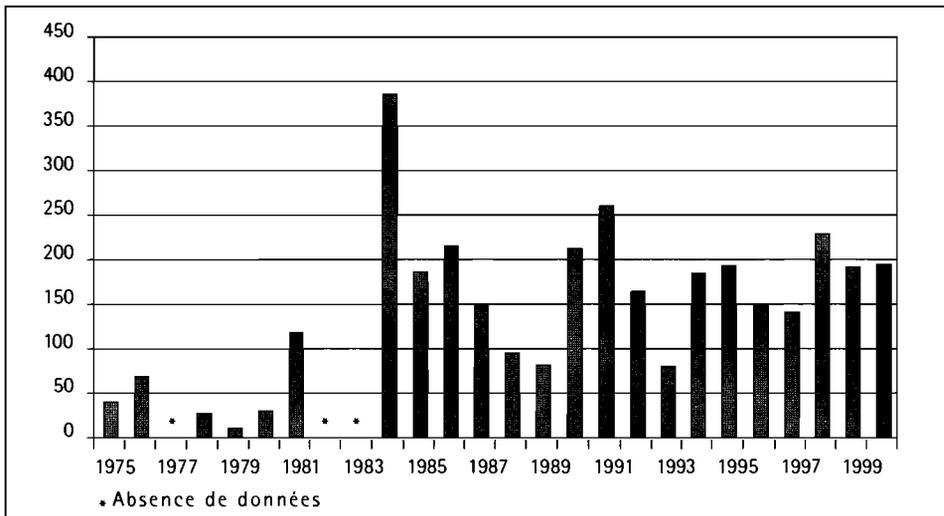
Rue Salemba, devant l'ancien campus de l'université d'Indonésie. Deux jeunes en uniforme descendent d'un autobus. Par malchance, un groupe de lycéens d'une école rivale les voit et se met à les poursuivre. Ils rattrapent l'un d'entre eux, le mettent à terre, le frappent à coups de bâton sur la tête. Non loin de là, deux policiers n'osent pas intervenir. Un mort.» (Journal de terrain)

Tel est l'un des visages quotidiens de Jakarta comme il peut être rencontré dans la majeure partie de la ville. Si les habitants se battent pour des raisons de rivalité spatiales, économiques ou politiques, les lycéens – une partie d'entre eux du moins – s'adonnent à la même activité, de façon également violente voire terrifiante pour les Jakartanais. C'est ce que reflètent les dictons et expressions pour les qualifier dans la presse : « Pas de jour sans bataille », des « fantômes

métropolitains». Ces batailles entre lycéens semblent désormais inhérentes à la vie jakartanaise, ce sont des phénomènes intrinsèques à la ville et auxquels les habitants se sont presque habitués, selon une vision semblable à celle de la délinquance: il n’y a pas de ville sans batailles de lycéens³⁷.

Comme le montre le diagramme suivant, les batailles entre lycéens sont un phénomène ancien et récurrent. Les statistiques que j’ai pu obtenir de sources différentes font remonter ce phénomène aux années 1970, où il s’en déroulait entre une dizaine et soixante-dix. Elles ont atteint un pic en 1984, avec 386 batailles répertoriées, soit en moyenne plus d’une par jour. Si elles ont connu une légère baisse en nombre et en fréquence à Jakarta dans la fin des années 1980 (moins d’une centaine à nouveau en 1988 et 1989), leur fréquence est cependant remontée dans les années 1990, sans pour autant atteindre les chiffres de 1984. Depuis les années 1980, elles se déroulent donc avec un rythme presque routinier à Jakarta.

ÉVOLUTION DES BATAILLES DE LYCÉENS À JAKARTA



Derrière ces considérations statistiques, qui tendent à souligner une stagnation voire une baisse des combats, se posent cependant plusieurs questions. Tout d’abord, lorsque l’on examine les évolutions, on peut se demander si elles ne correspondent pas à une plus ou moins grande attention des autorités à ce phénomène, jouant sur la fréquence des interventions de la police. Des altercations ont en effet lieu sans que les autorités n’interviennent, soit parce qu’elles sont brèves – de nombreuses batailles ne durent que quelques instants, le temps que le bus qui transporte des élèves d’une école puisse échapper aux assaillants

sur la chaussée – soit à cause de leur faible intensité. De même, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, on peut se demander si le faible nombre de batailles recensées n'était pas dû à une moindre préoccupation face au problème (batailles plus circonscrites, ville moins étendue, etc.) ou à une forme différente de ces batailles (logique de groupe moins affirmée, groupes de lycéens se livrant plus à des actes de délinquance ou d'agression qu'à des combats entre eux, etc.). Cependant, les batailles spectaculaires, comme au début de 1991, à Kebayoran Baru, poussent les journaux et les autorités à accorder plus d'importance aux affrontements de rue. Il en est de même pour ceux qui ont eu lieu en août 1999 et qui ont provoqué une profusion d'articles non seulement factuels mais de fond sur le sujet.

Finalement, l'intervention des forces de l'ordre est plus ou moins grande en fonction de la priorité accordée à un tel phénomène. Certaines batailles se déroulent ainsi sous les yeux de policiers qui n'osent pas intervenir en raison du manque d'effectifs, comme l'illustre une des anecdotes mentionnées au début de cette partie. Ce dernier point est confirmé par le nombre d'élèves arrêtés, qui varie selon les années entre une centaine et plusieurs milliers comme cela était le cas en 1997 ou bien en 1985, alors qu'en 1993, par exemple, il n'y en a eu que 375. Le nombre de ces arrestations n'est pas non plus proportionnel au nombre de batailles. Ces statistiques ont cependant le mérite de montrer combien ce phénomène des batailles de lycéens est permanent et ancré dans la vie jakartanaise.

Durant l'année scolaire, ces batailles ont chaque année des évolutions semblables. Peu d'entre elles se déroulent durant les mois de mai et juin, une très légère reprise a lieu en juillet, pour atteindre un point culminant en août et septembre. Une légère baisse suit avant une reprise en mars et en avril. Le calendrier des batailles se calque ainsi sur le calendrier scolaire. Le début de l'année, en août, est le moment où l'on se bat le plus, de même que mars et avril à l'approche des examens, en raison de la pression croissante³⁸. La période des examens, en mai et juin, est celle en revanche où les batailles s'arrêtent en raison probablement d'une plus grande préoccupation, d'un contrôle parental renforcé, d'un manque de forces pour se battre ou parce que les horaires sont irréguliers.

Durant la semaine, elles ont un rythme régulier : le samedi est l'un des jours préférés – les cours se terminent plus tôt – de même que, de façon plus générale, les heures de début et de fin des cours. Comme le système d'enseignement est organisé par demi-journées, afin de doubler les capacités d'accueil des élèves (une moitié le matin et une autre l'après-midi), trois moments dangereux apparaissent : de 6 heures à 7 heures du matin, de midi à 14 heures, heure à laquelle les différents groupes se croisent, et en fin de journée, de 17 heures à 19 heures, quand les élèves de l'après-midi rentrent chez eux. Aux abords de la gare de Senen, sur l'avenue Suprpto, par exemple, la probabilité de voir une bataille le

samedi matin vers 7 heures ou le jeudi était bien plus forte qu'à d'autres moments, comme si elles étaient réglées, comme s'il s'agissait de rendez-vous quasi obligés.

De l'âge des pierres à l'âge du fer

Appelées «*perang batu*» ou batailles de pierres jusqu'au début des années 1990, les batailles de lycéens connaissent de façon généralisée la même appellation que les batailles de quartiers depuis lors : les *tawuran*. Elles ont cependant changé de physionomie. C'est ce que reflète le tableau de l'évolution des batailles de lycéens (voir page suivante)³⁹.

Si le nombre de batailles officiellement recensées varie entre 150 et 200, le nombre de blessés légers fluctue entre une dizaine et plus d'une centaine entre 1988 et 1999, sans grande variation notable. Les statistiques des blessés légers sont à lire avec précaution dans la mesure où les lycéens blessés légèrement préfèrent fuir plutôt que d'être «rééduqués» par la police. En revanche, le changement principal a lieu pour les lycéens gravement blessés ou morts (ces données sont bien plus fiables puisque les victimes sont plus difficiles à dissimuler). Le nombre de blessés graves a ainsi dépassé la barre des 10 en 1988 et celle des 50 en 1999 ; celui des morts : 11 en 1992, pour ne plus jamais redescendre jusqu'en 1999, où 26 personnes sont décédées lors d'affrontements. Au-delà du contexte politique de l'après-Suharto, de la plus grande atmosphère de liberté et de la défiance accrue face aux forces de l'ordre qui règne durant cette période de transition, ces données révèlent cependant une transformation des *tawuran* de lycéens : le nombre de batailles reste stable ou diminue, mais leur intensité et leur violence croissent.

C'est ce qu'illustre les saisies et les armes trouvées sur les lieux de bataille. Alors que dans les années 1970, les règlements de compte avaient surtout lieu à coup de pierres, de battes de base-ball ou de bâtons divers, à la fin du siècle, c'est une panoplie d'instruments de combat bien plus étendue que l'on trouve : les pierres (de grande taille !) sont toujours l'arme la plus répandue et la plus visible, mais on dénombre des armes plus sophistiquées et plus dangereuses. Parmi les armes blanches, on trouve des couteaux en tous genres, y compris ceux à cran d'arrêt, des serpes maduraises (les *celurit*), des machettes, épées, sabres, des ceintures à boucle cloutée ou cerclée de fil de fer barbelé, des règles en fer aiguisées, des tournevis à pointe acérée, des freins de bicyclette. Les lycéens se servent également de bouteilles cassées, de pistolets à air comprimé et, récemment, de cocktails Molotov. Les batailles étant de plus en plus organisées, l'arsenal devient de plus en plus élaboré, composé non seulement d'armes improvisées (c'est le cas des ceintures, des freins ou des règles et tournevis),

ÉVOLUTION DES BATAILLES DE LYCÉENS DE 1975 À 2000

Année	Cas	Blessés légers	Blessés graves	Total (blessés)	Morts	Véhicules endommagés	dont autobus	Arrestations	Gardes à vue	Traductions en justice
1975	40	*	*	*	*	*	*	*	*	*
1976	70	*	*	*	*	*	*	*	*	*
1977	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
1978	25	*	*	*	*	*	*	*	*	*
1979	11	*	*	*	*	*	*	*	*	*
1980	30	*	*	*	*	*	*	*	*	*
1981	119 ^a	*	*	*	*	*	*	*	*	*
1982	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
1983	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
1984	386	*	*	*	*	8	*	*	*	*
1985	186		3	3		6	*	*	*	*
1986	214		4	4		9	*	*	*	*
1987	150		3	3	1	18	*	1 103	*	*
1988	96	22	11	33	2	63	*	1 425	*	*
1989	80	147	29	176	6	15	11	193	82	28
1990	212	222	19	241	5	58	46	1 184	217	57
1991	260	97	21	118	6	48	*	1 505	313	46
1992	167	61	15	76	11	535	528	987	132	15
1993	80	43	16	59	10	439	427	375	129	5
1994	183	91	25	116	10	1164	1 158	1 261	1 139	8
1995	194	86	22	108	13	876	862	1 245	1 236	50
1996	150	110	44	154	19	658	541	1 842	1 803	8
1997	141	63	47	110	13	*	*	2 118	1 943	21
1998	230	108	34	142	15	455	455	1 894	1 866	1
1999	193	109	56	165	26	*	*	1 369	*	*
2000	196	41	21	62	26	*	*	1 501	1 344	157

a : ce nombre ne prend en compte que les batailles ayant eu lieu de mars à septembre

*: données indisponibles

Sources . Presse, rapports du Gouvernement de Jakarta et police

mais aussi d'armes plus traditionnelles qui présentent des avantages divers. Le *celurit*, racontait un élève, était particulièrement pratique : on pouvait non seulement le dissimuler aisément dans un sac d'écolier mais également s'en séparer avec discrétion lors d'un contrôle.

Une telle évolution dans l'armement peut être expliquée de plusieurs manières. Une arme est non seulement un signe de virilité, mais c'est aussi un moyen

devenu nécessaire pour se défendre. Elle est la preuve de l'audace de celui qui la tient et elle permet d'impressionner l'adversaire, surtout quand on n'a pas de pouvoirs magiques – qu'on n'est pas invincible par exemple – et que l'on se trouve confronté à des situations dangereuses. Dans le cas des batailles de lycéens, c'est également le moyen le plus rapide d'atteindre l'adversaire sans se blesser. Au-delà de ces raisons premières, on peut également se demander s'il ne s'agit pas d'un phénomène d'imitation de violences observables dans d'autres situations : les batailles de quartiers, mais aussi les attaques à main armée toujours aussi nombreuses, ou encore les actions menées autrefois par les gangs de Jakarta, en général armés d'armes blanches et à feu.

De même, les différents comptes rendus de batailles depuis le milieu des années 1970 font apparaître une évolution. Loin de l'aspect routinier et des rendez-vous hebdomadaires observés de nos jours, les altercations avaient des causes bien plus pratiques⁴⁰. Si des batailles entre plus d'une centaine de lycéens pouvaient avoir lieu, elles étaient motivées par des faits précis : la rivalité pour un bâtiment (en janvier 1976, entre le SMEA [lycée] Negeri VIII et le SMP [collège] Negeri X⁴¹), des rivalités nées de compétitions sportives (bataille du 21 mai 1977 entre le SMA [lycée] Sumbangsih et le STM [collège] Gautama à la suite d'un match de basket lors des célébrations du 450^e anniversaire de Jakarta), des rivalités individuelles entre deux lycéens d'écoles différentes (qui dégénéraient à cause de l'appui des camarades de classe de chacun d'entre eux), etc. Les causes des batailles semblaient clairement identifiables, de même que les mécanismes provoquant la participation de plusieurs écoles (par des liens d'amitié ou familiaux des lycéens concernés) et leur durée (les combats entre écoles ne devaient durer que l'espace de quelques semaines au maximum). Une organisation claire apparaissait aussi, avec l'utilisation d'autobus ou de camions pour rejoindre une école devenue ennemie. Les affrontements entre le SMA Negeri VI Filial et les STM Pelita, de Cilindak et de Manggarai du début février 1976, par exemple, prirent la forme d'un siège du premier par les élèves de Pelita qui avaient mobilisé leurs troupes et étaient venus en camion. De même, le 14 mai 1977, soixante lycéens du STM Perkapalan de Cilincing attaquèrent le SMP LXXI de l'avenue Suprpto et l'assiégèrent au moyen d'autobus et de camions. De nos jours, une telle logistique ne semble plus être d'actualité et les lieux de batailles sont bien plus dispersés.

Les territoires des batailles de lycéens

La carte de répartition des batailles de lycéens à Jakarta (carte 16 p. 248) représente les 253 lieux de batailles recensés par le ministère de l'Éducation nationale en 1999. Le phénomène s'étend sur une grande partie de l'agglomération :

la plupart des axes majeurs de la ville sont touchés, en particulier ceux qui convergent vers le centre. Néanmoins, on peut distinguer plusieurs types de localisations⁴². Le centre, aux abords de la place Merdeka en particulier, est une zone régulière de batailles – place Merdeka exceptée. Il en est de même pour le quartier de Kebayoran Baru. Les avenues nord-sud sont également très fortement représentées. C'est ce que montre l'axe allant de Bogor à Tanjung Priok et à Ancol, plus particulièrement sur le tronçon Cawang-Jatinegara-Gunung Sahari (au nord de Senen), de même que celui qui est constitué par les avenues Gajah Mada-Hayam Wuruk, auquel on pourrait ajouter Mangga Besar. Sur les trajets est-ouest, l'avenue Daan Mogot, de Grogol à Kalideres, de même que celle qui longe la voie ferrée de Jatinegara à Klender (l'avenue Ngurah Rai) sont des lieux majeurs de batailles. Ainsi les avenues qui relient le centre aux municipalités voisines de Tangerang, pour Daan Mogot, de Bekasi, pour Ngurah Rai et de Bogor, pour les avenues qui vont en direction du sud, apparaissent comme les lieux principaux de violence des lycéens avec ceux du centre.

Ce premier panorama souligne l'un des premiers aspects de l'organisation des batailles de lycéens : elles sont réparties dans toute la ville et suivent les principaux axes de déplacements entre le lieu de résidence et les lycées principaux. Cela résulte d'une croissance urbaine où la population tend de plus en plus à résider dans les municipalités voisines. Ainsi deux facteurs entrent en compte dans la répartition des batailles : les localisations des écoles d'où proviennent les élèves qui se battent et les moyens de transports.

Selon les estimations du ministère de l'Éducation nationale, 137 lycées sont des foyers de batailles, soit 14% du nombre total des lycées. Ils sont répartis principalement à Jakarta Centre, Jakarta Est et Jakarta Sud comme le montre la carte. Ils sont en général groupés :

- à Jakarta Centre, ils se trouvent rue Budi Utomo (six lycées), à Cempaka Putih et à Kemayoran ;
- à Jakarta Sud, ce sont principalement ceux de Kebayoran Baru et de Pasar Minggu ;
- à Jakarta Est, les quartiers de Cawang, Klender, et des environs de la Jl. Raya Bogor, au sud, ressortent.

Les écoles en rivalité paraissent ainsi concentrées. Rares sont les cas d'établissements isolés qui se battent. Seuls certains comme à Cakung, à l'est, ou à Kebon Jeruk, à l'ouest, sont éloignés de plusieurs kilomètres des autres.

Cette première analyse de la dispersion mènerait à conclure que la proximité des établissements est un facteur essentiel dans leur participation aux batailles. Des rivalités dues au côtoiement apparaîtraient et se traduiraient ainsi par des mouvements de violence. Seulement, lorsque l'on regarde précisément la carte 16, les principaux lieux d'affrontement ne sont pas toujours près des

écoles. La proximité est donc un facteur important, mais insuffisant. Les batailles n'ont en effet lieu que rarement devant les établissements comme c'était le cas dans les années soixante-dix. De même, si les lycées de Blok M se battent entre eux, ce n'est pas le cas de ceux de la rue Budi Utomo. On voit dès lors l'importance des déplacements dans l'agglomération, ce qui permet d'expliquer l'éloignement de certains des lycées qui se livrent à ces batailles.

Cette relation est illustrée par la présence de lignes de bus sur lesquelles des affrontements ont régulièrement lieu. Vingt et une lignes réputées dangereuses figurent ainsi sur la carte (voir carte 16)⁴³. Elles relient pour la plupart les gares routières de la périphérie à la zone centrale ou à Kebayoran Baru. Les seuls tronçons qui ne sont pas soumis à ces batailles sont les portions qui empruntent les autoroutes ainsi que le Triangle d'or, délimité par les avenues Sudirman, Kuningan et Gatot Subroto, en raison des nombreuses forces de l'ordre qui se trouvaient notamment en ces lieux en 1999, à l'occasion des sessions parlementaires exceptionnelles. L'examen des cartes fait ainsi apparaître les relations entre les trois éléments principaux : les foyers des batailles, les lieux et les moyens de transport, qui apparaissent aussi comme des lieux. Quels sont donc les facteurs qui lient ces divers éléments et quelle est la signification de ces lieux dans la manière dont ils sont appropriés par les lycéens ?

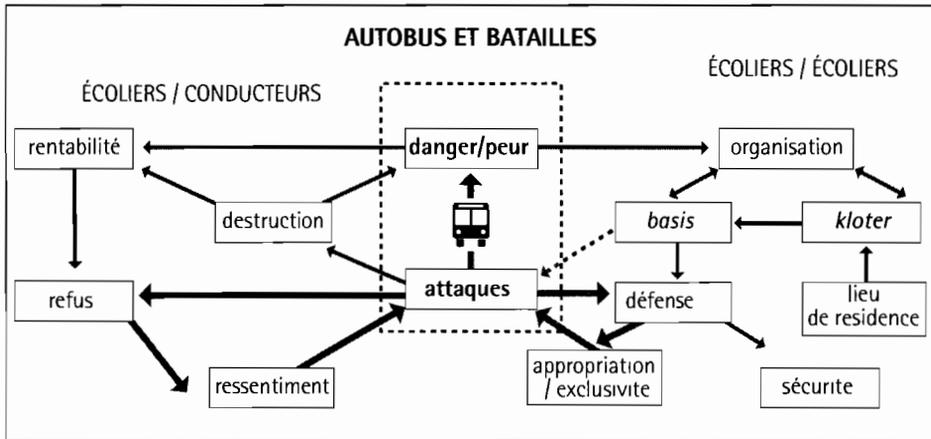
Les transports publics : si vis pacem, para bellum

Les autobus publics, bus économiques ou scolaires (il n'y a pas de véritable différence dans leur usage), sont une des sources majeures de rivalité. C'est ce que révèlent non seulement les différentes listes établies par les autorités où, mis à part les noms des rues où se déroulent les batailles, on trouve également le recensement des arrêts d'autobus dangereux, entre dix et onze, des lignes à risque, vingt et une, mais aussi les bilans de ces affrontements. On est ainsi passé de moins d'une dizaine de véhicules endommagés dans les années 1980 à plus d'un millier en 1994 et plusieurs centaines depuis. Cette évolution et les localisations des batailles, qui ne sont jamais très éloignées des principales lignes de bus, suggèrent la manière dont ces moyens de transports ont gagné de l'importance en tant qu'enjeu dans ces batailles. Elle explique également comment ils sont appropriés ou détruits.

Cette maîtrise peut au premier abord sembler paradoxale. En effet, la plupart des lieux publics de la ville sont contrôlés, qu'il s'agisse des avenues, carrefours, gares routières ou quartiers d'habitation, avec la présence non seulement de marchands (ambulants ou non) mais aussi de malfaiteurs. Les transports publics, à l'opposé, apparaissent seulement sous la tutelle du machiniste et du conducteur qui en ont la responsabilité. Les seules pressions qu'ils semblent devoir subir sont lors du passage dans certains lieux-clés, les gares routières ou

les emplacements les plus animés, où ils se voient forcés de distribuer des bakchichs. Hormis ces moments, ils sont libres de mener leur bus comme ils le veulent, de débarquer leurs passagers pour faire demi-tour ou d'attendre des demi-heures à l'arrêt afin de remplir leur véhicule.

La synthèse des enjeux des batailles montre comment les autobus sont au centre de ces batailles, et ce de deux manières.



Tout d'abord, on trouve un ressentiment à l'encontre des machinistes et receveurs, qui peut être à la source des conflits. C'est ce qu'exposait le Général directeur de la prévention de la police indonésienne (entretien du 16 janvier 2000). Deux logiques sont en présence. Une logique économique en premier lieu : les écoliers en uniforme ne sont pas des passagers rentables – ils paient un tarif réduit – et on les refuse aisément, ce qui provoque la rancœur des lycéens qui ne peuvent pas rentrer chez eux. Lorsque l'autobus ne s'arrête pas, il devient directement la cible de leurs pierres. Une logique de la peur ensuite – peur d'être la cible d'autres lycéens si l'on en transporte – qui aboutit au même refus de prendre les élèves à la sortie des cours et donc au même ressentiment⁴⁴. Le résultat est le cercle vicieux qui est retranscrit sur la partie gauche de l'organigramme.

Dans le déroulement des batailles, lorsque l'on prend le point de vue des lycéens uniquement, les autobus acquièrent une autre dimension. Moyen essentiel de transport, dans une ville qui s'étend toujours plus, ils deviennent source d'appropriation face aux élèves d'autres écoles, le tout afin de garantir leur propre sécurité. C'est ce que montre la partie droite de l'organigramme, où face au danger et à la peur d'être attaqué, une organisation s'est développée, celle en *barisan siswa* (*basis*), les fronts de lycéens. Ceux-ci ont une connotation quelque peu militaire, même si dans un pays comme l'Indonésie, de telles acceptions sont répandues et dénotent une certaine fierté. Ces fronts sont organisés non seule-

ment en fonction de l'école d'origine, mais aussi selon le lieu de résidence et la ligne de bus empruntée, à la source même de l'identité du groupe. Ils sont subdivisés en *kloter*, groupes de lycéens qui habitent un même quartier et dont les membres convergent vers la gare routière où ils rejoignent le reste de la *basis*.

L'importance des lignes d'autobus transparait dans les noms mêmes de ces formations. Ainsi, les écoles de la rue Budi Utomo ont plusieurs *basis*: la *basis* 913, pour ceux qui vont vers la gare routière de Kalideres par le bus du même numéro, la 52 vers celle de Pulogadung ou la 63 vers Tanjung Priok. Les lignes ont même été rebaptisées par les lycéens en fonction de leur école, comme les lignes 52 et 63 appelées Boedoet 52 et Boedoet 63. La pérennité du nom, même quand la ligne a changé ou a disparu, souligne l'importance des moyens de transports. Si les lycéens n'ont une scolarité que de trois ou quatre ans, la *basis* demeure. Et c'est là que le rôle de son organisation interne mais aussi de son recrutement intervient.

Le recrutement a lieu durant les premiers mois de l'année scolaire. Les élèves de deuxième et troisième années accompagnent leurs cadets dans leurs trajets entre la maison et l'école. C'est le moment de transmission du savoir : sur les ennemis héréditaires, les alliés, comment descendre d'un bus lorsque l'on est confronté à ses ennemis, comment utiliser les diverses armes (lancer de pierres, bâtons et armes blanches, etc.), quels sont les lieux dangereux et ceux que l'on fréquente, etc. Ce savoir est à la fois technique, stratégique et territorial. À cela s'ajoute une forme de solidarité au sein même de l'école, indépendamment des classes, même si une hiérarchie demeure.

La *basis* est en effet organisée sous l'égide d'un chef, choisi en raison non seulement de ses capacités à se battre, de son ancienneté, mais aussi de son courage lors des batailles et du nombre de victimes qu'il a touchées dans le camp adverse. Les avantages qu'il tire sont non seulement l'honneur mais également des avantages financiers : des subventions de la part des différents membres du groupe, afin de remédier aux problèmes éventuels tels que le paiement de soins en cas de blessures. Ces fonds proviennent également des receveurs des autobus, qui paient les chefs afin que leurs lieutenants ne montent pas dans leurs véhicules. Grâce à ce type d'organisation, de victimes des batailles, les lycéens passent au rang de prédateurs. C'est cette même ambivalence que l'on trouve en amont de la *basis* : considérée à l'origine comme un système de défense, elle devient la source d'attaques.

Dans un tel contexte, l'autobus cristallise les rivalités. Certains signes d'appropriation comme les graffiti tiennent le rôle d'aide-mémoire à l'intention des autres lycéens, de marque de possession et d'exclusivité qui rappelle aux élèves rivaux qu'ils entrent en territoire ennemi s'ils s'avisent de prendre cette ligne (doc. 15, p. 77).

Au-delà de ces premiers indices, la plupart des rapports montrent que les *basis* sont à la source de la plupart des altercations sur les trajets s'éloignant des écoles, telles de véritables unités combattantes d'où elles tirent leur nom. Afin de garantir sa sécurité face aux ennemis, on en vient à essayer d'établir une ségrégation de fait, en limitant l'accès du bus aux autres élèves. Il s'agit cependant de tentatives de ségrégation, mais qui sont toujours contestées et qui ne sont que rarement réalisées, d'où le nombre d'affrontements.

L'autobus devient donc une forme de territoire tout à fait particulière : territoire mobile certes, sur lequel s'exercent des tentatives d'appropriation de part et d'autre, mais à certaines heures seulement, dans un seul sens pour certaines lignes (de ou vers l'école) et visant certaines catégories de population. Les autres passagers ne sont en effet touchés qu'indirectement en cas de bataille ou lorsque certains lycéens se livrent à des agressions (ce qui ne relève pas de la même forme de violence). Contrairement à d'autres formes de prise de possession de lieux, comme dans les batailles de quartier par exemple, où les frontières sont dessinées, parfois de façon permanente, on n'est plus ici face à une structure figée du territoire. Il s'agit d'un territoire de circonstance, de territoires mouvants dans le temps et dans l'espace visant une population donnée et sans but avoué autre que la sécurité.

Les foyers des batailles : les lycées

Les écoles sont à la source de la fierté des lycéens. Elles sont des éléments de reconnaissance constitutifs de l'identité du groupe. Cette identité est marquée par les uniformes, signes de reconnaissance de tout écolier qui lui permet de prendre les transports à tarif réduit, et par les surnoms d'écoles graffés en divers lieux de la ville. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, ces établissements sont peu la cible des batailles. Ils ont pu être l'objet d'agressions, comme le montrait en 1996 un directeur, celui du lycée (STM) Penerbangan PGRI, qui rapportait que lorsque les forces de l'ordre n'étaient pas encore postées devant son établissement à la sortie des cours, son lycée était souvent assiégé, ou bien lorsque les pancartes de lycées comme le SMA 1 de la rue Budi Utomo avaient été endommagées lors d'affrontements en 1988. Les lycées en tant que bâtiments ne sont cependant pas les champs de bataille principaux.

Néanmoins, d'après certaines rumeurs rapportées jusque dans les journaux et certaines études, les bagarres mettent en lumière des enjeux concernant les établissements scolaires. La manière dont le thème du provocateur, de l'*oknum*, celui qui inciterait les élèves à se battre, ressurgit dans l'analyse des batailles, vient mettre en évidence des enjeux plus larges. Ce thème, nous l'avons vu, était et reste toujours l'un des arguments favoris pour expliquer des désordres sociaux, voire politiques, que l'on a du mal à expliquer, comme les émeutes.



Doc. 15. Autobus de la ligne 52 que s'est approprié le lycée technique Poncol dont une *basis* a tagué l'arrière du bus. (2000)

Invoquer le provocateur est également une manière de se disculper, voire de nier les problèmes qui peuvent exister dans la société. Lors des manifestations d'étudiants en 1998 et 1999, par exemple, l'énigmatique provocateur revenait régulièrement sur le devant de la scène afin de tenter de montrer qu'il n'y avait là que manipulation.

Dans le cas des lycéens, on retrouve une logique semblable comme le montrent de nombreux articles et des rapports à caractère plus officiel qui soutiennent qu'il s'agirait d'un facteur extrinsèque à la société indonésienne⁴⁵. Ainsi une étude faite en 1996 par l'université Gadjah Mada de Yogyakarta, en collaboration avec le gouvernement local de Jakarta, montrait que l'on pouvait soupçonner certains lycéens de se battre pour environ 15 000 *rupiah* [presque 6 euros à l'époque!] afin de créer une situation chaotique⁴⁶. Comme la plupart des complexes scolaires sont situés à proximité de centres de commerces, de bureaux, de transports, près de nœuds de la ville, la motivation première de ces financements serait de montrer que ces lieux ne conviennent pas à l'enseignement, qu'il faut déplacer ces établissements et donc revoir le plan d'occupation des sols. Le financement des batailles n'aurait pour raison d'être que d'augmenter les statistiques de la police sur l'insécurité résultant des lycéens, d'autant plus que, dans les endroits les plus animés, les forces de l'ordre interviennent toujours. Les trois principaux lieux qui étaient cette analyse sont le complexe

de la rue Budi Utomo, qui regroupe près de 3 000 lycéens en cinq établissements, non loin du centre administratif et gouvernemental de la place Merdeka (Medan Merdeka et Lapangan Banteng) et des zones commerciales de Pasar Baru et de Senen ; Bulungan à proximité du centre de Blok M ; et le Blok Q, à Kebayoran Baru également.

Pendant la période de pleine croissance, des logiques que l'on retrouvait dans d'autres circonstances soulignaient l'enjeu territorial et financier. Ainsi, dans le quartier de Manggarai, un chef de quartier racontait que les batailles avaient repris de plus belle au moment de l'élaboration du projet de Terminal intégré regroupant trains, bus, tours de bureaux, centres commerciaux et *kondominiums* (appartements de luxe en copropriété). Dans un tel cas, la carte des batailles de lycéens et surtout celle de la distribution des écoles peuvent être relues sous un aspect nouveau, celui d'une carte du développement de Jakarta, du prix du foncier mais aussi selon une logique de densification des lieux centraux de la ville. Les batailles de lycéens deviennent un instrument d'une lutte pour le profit.

Les politiques de certains directeurs d'école étayaient ces thèses. Ainsi, la construction de mosquées au sein même de l'enceinte de l'établissement est souvent interprétée comme un regain de ferveur religieuse au sein de la société – ce qui n'est pas toujours évident. Mais c'est également un moyen de prévention face aux possibilités d'éviction. Vendre un terrain sur lequel se trouve un lieu de culte demande des démarches administratives bien plus longues, laborieuses et difficiles, ce qui est une garantie face à la spéculation foncière.

Ces pratiques sont cependant annexes. Elles n'expliquent pas en effet toutes les batailles de lycéens : toutes les écoles figurées sur la carte ne représentent pas des enjeux fonciers. Elles mettent néanmoins en valeur le jeu des appropriations territoriales qui ont pu se dérouler à une époque donnée, par des voies détournées, en utilisant tous les actes de violence collective au sein de la cité, toutes les forces qui peuvent faire peur, afin de les employer au service d'intérêts personnels. Mais si l'école est ici enjeu, rappelons que ce n'est pas en son sein que les violences et combats ont lieu. Cette violence est habituellement extériorisée dans d'autres lieux qui deviennent ainsi des facteurs déterminants.

Les espaces publics

La récurrence de certains champs de bataille peut être expliquée de façon contradictoire, soit comme la rencontre fortuite de *basis* qui empruntent les mêmes trajets aux mêmes heures, soit comme des rendez-vous prémédités. Les deux explications sont plausibles. D'une part, si l'on regarde la répartition de ces lieux, un grand nombre d'entre eux sont le long des lignes à risque ou à proximité des nœuds de transports, ce qui souligne l'importance des déplacements. D'autre part, la répétition de certaines batailles aux mêmes endroits, aux

mêmes heures et les mêmes jours de semaine, viendrait étayer le second point de vue. Les jours et les heures sont aisés à expliquer, les lieux le sont le moins. Ainsi, dans le cas du STM Poncol qui s'affronte à Budi Utomo sur l'avenue Suprpto, on peut se demander s'il ne s'agit pas d'affirmer pour le plus puissant – Budi Utomo, qui sont également les plus nombreux – sa force le plus près possible de l'école adverse. De même, le fait que les élèves, à l'approche de certains carrefours, aient déjà préparé leurs armes pourrait également suggérer une forme de préméditation.

Au-delà de ces considérations, un autre type d'appropriation est révélé : celui des espaces aux abords des écoles. Selon de nombreuses enquêtes de journalistes, les petits vendeurs informels sembleraient cacher les armes blanches des lycéens pendant qu'ils sont à l'école. Je n'ai jamais réussi à vérifier de tels dires. Cependant, le nombre d'armes blanches que l'on peut observer lors d'une bataille laisse supposer ces pratiques, d'autant plus que certaines, comme les sabres, ne manqueraient pas d'être visibles en milieu scolaire. Lorsqu'il s'agit d'une serpe ou d'une petite machette à bout recourbé, comme les *celurit* de Madura, elles peuvent aisément être dissimulées dans un sac au milieu de livres. Les plus volumineuses non. Les batailles polariseraient ainsi l'espace environnant les écoles, par la création d'un système d'intégration des activités informelles dans les mécanismes des batailles, notamment les vendeurs de rue. Seulement, les modalités d'appropriation de ces zones par les lycéens demeurent encore mystérieuses. Quelles sont leurs techniques d'approche ? Sont-elles fondées sur la menace, sur des liens de parenté qui peuvent exister entre lycéens et marchands ?

Au premier abord, les champs de bataille ne sont pas, à quelques exceptions près, l'objet même de la rivalité entre lycéens. Pas de prétention à l'exclusivité, pas de contrôle permanent sur ces lieux. Ce qui importe plus c'est la volonté d'être respecté, voire craint dans toute la ville. Un ancien élève du lycée de Poncol, qui se battait régulièrement contre ceux de Budi Utomo, d'abord sur l'avenue du marché de Senen, puis sur l'avenue Suprpto, reprochait ainsi à ces derniers leur arrogance et la volonté de contrôler toute la ville. Leur nombre les y aidait. Les batailles sont donc localisées sur le passage de lignes de bus et là où les lycéens se regroupent à la sortie des écoles. Contrairement à d'autres types de terrains d'affrontements, on ne voit pas s'établir ici de volonté de contrôle exclusif et permanent sur ces lieux.

Des formes de rivalité apparaissent également entre les élèves belliqueux et les communautés alentours. Des conflits naissent ainsi : ils ont pour objet l'utilisation de la rue, surtout lorsqu'il y a un contrôle communautaire sur ces espaces. Certaines batailles de lycéens « dégénèrent » – pour reprendre une expression couramment employée par les médias et les autorités – en bataille avec les

habitants. Un événement survenu dans le quartier de Tanah Tinggi, à proximité de la gare de Senen, illustre ces formes mixtes :

«Tôt le matin, deux lycéens surgissent en courant dans une venelle du quartier, provenant de l'avenue principale, l'avenue Suprpto. Ils sont poursuivis par des habitants du quartier de l'autre côté de l'avenue, celui de Poncol, devant lequel des batailles entre lycées se déroulent en général les jeudi et samedi. L'un est rattrapé dans la venelle et est gravement blessé. L'autre, ayant réussi à prolonger la course jusqu'à une placette, se fait taillader à coups de machette par la foule. Ceux de Poncol en avaient assez des batailles, me dit-on.» (Journal de terrain)

Au-delà de son caractère anecdotique, ce fait souligne bien un des facteurs déstabilisants principaux des batailles d'élèves. Selon un point de vue commun, ces violences, qui ne touchent qu'une catégorie bien précise de la population, viennent ébranler un ordre préétabli. Deux logiques s'affrontent ici : une logique de contrôle communautaire par les habitants et marchands alentour et une logique de défense par les lycéens, qui veulent maintenir leur réputation et leur sécurité. Ces exemples font apparaître de nouvelles formes de rivalités territoriales entre la ville des lycéens et les « communautés » de quartier. Malgré l'apparente spontanéité de ces batailles, un système de contrôle de la ville est mis en place, une appropriation de ses espaces en forme de toile tissée jusqu'aux confins de l'agglomération.

Des interactions entre les différents types de violence ont donc lieu à Jakarta. Elles demeurent cependant rares. Situées chacune dans une sphère – celle du quartier, du lieu public ou des lycées – ces formes différentes se mêlent peu. C'est ce qu'illustre le cas de Senen (voir carte 13 p. 245, sur laquelle zones de pickpockets et zones de batailles de rue sont figurées), ou celui de l'avenue Mataram (voir p. 60), où l'on retrouve toutes ces formes de violence, sans qu'elles paraissent devoir interférer les unes avec les autres. Cependant, lorsque l'on superpose ces différentes cartes, la majeure partie de la ville semble être soumise au phénomène de la violence, qu'il s'agisse de la criminalité ou des batailles de rues. La violence cultive ainsi toutes les ressources de la vie urbaine, qu'elle ait pour prétexte une accumulation de richesses, de personnes ou l'appropriation de territoires donnés, comme dans le cas des batailles.

Une première impression se dégage ainsi de ces constatations, celle d'une ville dangereuse, où pour s'accaparer les ressources, des luttes peuvent apparaître sous forme violente. Ces formes de violence créent une image de zones plus ou moins « fréquentables » dans la ville en fonction de l'attention portée à certains phénomènes, dont l'insécurité en est la traduction.

Les traductions spatiales de l'insécurité

Les différentes formes de violence qui marquent la ville ne sont pas sans rejaillir sur le sentiment d'insécurité qu'éprouve la population jakartanaise. Même si dans certains lieux de prostitution comme Prumpung, par exemple, elles n'étaient pas toujours directement observables, elles le sont davantage dans le cas des batailles urbaines, qui frappent plus les esprits dans une ville telle que Jakarta. Se déclenchant souvent sur des axes majeurs, elles ne manquent pas de donner une impression d'anarchie et de chaos. Lorsqu'une bataille éclate, aussi bien entre lycéens qu'habitants de quartiers, on en prend conscience par un embouteillage encore plus long que d'habitude, un flot de voiture peu nourri en sens inverse, des autobus ayant fait demi-tour. À cela s'ajoutent les bruits qui se propagent et les signes d'inquiétude croissante des conducteurs. À mesure qu'on se rapproche, une nouvelle forme d'animation se développe : ce sont des jeunes du quartier qui profitent de cette « aubaine » non seulement pour informer les automobilistes de ce qui se passe mais également pour les aider à faire demi-tour et donc obtenir une rémunération, pendant que la bataille se déroule une centaine de mètres plus loin. Quand les combats ont été livrés sur de grands axes, les journaux titrent sur les embouteillages résultant de ces heurts, alimentant ainsi la peur de tels phénomènes.

Les batailles qui ont lieu au sein des quartiers d'habitation et non sur les grands axes engendrent les mêmes genres de peurs, malgré l'absence de voitures. La nouvelle se propage, les maisons et échoppes se ferment et l'on déconseille fortement à toute personne de s'approcher du champ de bataille, où l'on pourrait risquer de prendre un mauvais coup, voire de se faire dévaliser. Les batailles de quartier, de même que celles entre lycéens, qui leur ressemblent par leur spontanéité et leur violence, sont de plus en plus à la source d'un sentiment d'insécurité à Jakarta. La peur dessine des zones noires dans la ville, les quartiers à éviter ou à contourner lors de déplacements dans l'agglomération, car ils sont fréquemment le théâtre de telles actions.

Le sentiment d'insécurité est un sentiment variable, qui trouve sa source dans l'impression de menace qui pèse sur la ville et ses habitants, menace issue des phénomènes tangibles de violence. Ce sentiment, avant tout subjectif, né d'une perception de l'environnement urbain et de ses dangers, se traduit par des adaptations et de nouveaux comportements urbains. L'insécurité a une portée générale que la peur n'a pas, en prenant une expression quasiment universelle¹. À partir de faits de violences localisés, elle donne à ces derniers une étendue qui peut toucher tout habitant, victime ou non, et toute l'agglomération.

L'insécurité est donc dissociée de la criminalité : c'est un sentiment². C'est ce que reprenait, par exemple, une enquête réalisée en 1995 et qui soulignait une augmentation de l'insécurité par rapport à l'année précédente alors que la criminalité avait diminué³. Le lien entre insécurité et violence n'est donc pas direct et cette perception atténue ou amplifie les phénomènes de violence en fonction du sentiment qu'en ont les habitants. L'image de la métropole – une ville violente ou non – varie dès lors en fonction d'actes à même de provoquer de la terreur ou en fonction de l'insistance plus ou moins grande des médias sur certaines affaires. Du fait de l'insécurité, toute une ville peut devenir violente dans la perception qu'en ont les habitants et la communauté internationale.

Comment des quartiers réputés dangereux arrivent-ils être à la source de phénomènes de peur touchant l'agglomération entière, aussi bien les espaces publics que privés ? Quelles sont les discordances avec les phénomènes de violence relevés ?

Les décalages entre violence et insécurité révèlent ainsi comment une ville entière peut être étiquetée dangereuse, alors que la criminalité ne touche que certains quartiers. C'est pourquoi il est utile d'esquisser les grandes lignes des représentations communes de la violence à Jakarta.

Les représentations de l'insécurité

Évaluation et objets de l'insécurité⁴

Le sentiment d'insécurité est en général présenté sous deux aspects : aspect socio-économique (caractéristiques des personnes interrogées, plus ou moins grande expérience des agressions et aux autres faits délictueux) et mise en situation de l'insécurité (lieux, quartiers et situations qui provoquent de telles réactions). Cette dichotomie traduit l'ambivalence de l'insécurité en tant que sentiment intérieur, psychologique, mais qui peut aussi être traduit spatialement.

Les Jakartanais se sentent principalement en insécurité dans les lieux publics de la ville (70% des personnes interrogées) et beaucoup moins chez eux (20%). Leur crainte principale est le vol d'effets personnels, en particulier lors de parcours en ville. Celle-ci est renforcée par la perception de leur environnement, de faits marquants, du contexte économique et politique, etc. C'est ce que montrent les différenciations entre les catégories de la population qui se sentent en plus ou moins grande sécurité. Selon les statistiques de la police, hommes et femmes, riches et pauvres, tous sont exposés à la criminalité. Cependant, l'enquête de *Kompas* montre que les femmes ont tendance à se sentir plus vulnérables aussi bien chez elles qu'à l'extérieur (73% des femmes se sentent en insécurité contre 67% des hommes), ce qui aurait tendance à mettre en évidence les décalages entre criminalité et insécurité. De même, avoir été victime d'une agression n'influe que légèrement sur la perception du sentiment d'insécurité, et non de façon déterminante.

Au sein des limites de la ville, différents types de crimes et délits sont à la source du sentiment d'insécurité, comme le montre le tableau suivant :

TYPES DE CRIMES ET DÉLITS À LA SOURCE DU SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

	Total	Jakarta Nord	Rang	Jakarta Ouest	Rang	Jakarta Sud	Rang	Jakarta Est	Rang	Jakarta Centre	Rang
Agressions	18,5%	15,0%	1	37,0%	1	11,0%	4	18,5%	2	11,0%	3
Meurtres	15,7%	10,0%	3		-	20,0%	1	28,0%	1	20,5%	1
Cambriolages	13,8%	15,0%	1	23,0%	2	10,5%	5	14,5%	3	6,0%	5
Vols à la tire	12,2%	13,5%	2	17,0%	3	13,5%	3	6,5%	5	10,5%	4
Viol	11,7%	9,5%	4	12,5%	4	14,5%	2	9,0%	4	13,0%	2
Racket	5,6%	7,5%	5	10,5%	5	4,5%	6	3,5%	6	2,0%	7
Escroqueries	2,2%	6,5%	6	-	-	0,5%	7	1,5%	7	2,5%	6
Autres	20,3%	23,0%		-	-	25,5%	-	18,5%		34,5%	-

Source . *Gatra*, décembre 1995, p. 14.

Le classement des crimes et délits diffère selon les municipalités. Jakarta Ouest comme Jakarta Est, à quelques variantes près, se situent dans la moyenne. À Jakarta Nord, les agressions et cambriolages arrivent en tête, suivis des vols à la tire. Les meurtres ne sont qu'au troisième rang. Ces derniers sont en revanche les premiers cités à Jakarta Sud, suivis des vols puis des vols à la tire, de même qu'à Jakarta Centre où la troisième place revient cependant aux agressions. Ces différences peuvent être interprétées comme le reflet de types de criminalité différents dans les zones d'habitation, tels que les cambriolages plus fréquents à Jakarta Ouest, Jakarta Est et Jakarta Nord (voir carte 11 p. 243).

De même, selon la catégorie socioprofessionnelle, des divergences émergent dans la mesure où les classes les plus basses ressentent plus que les autres les agressions et les vols à la tire comme les deux phénomènes qui les menacent le plus (*Gatra*, décembre 1995, p. 12). L'insécurité oscillerait ainsi entre les impressions dégagées à la lecture des journaux, les histoires entendues et les expériences lors des parcours en ville. À Jakarta ce sont en effet les catégories les plus basses qui prennent les transports en commun, fréquentent les gares routières et les marchés, territoires de prédilection des voleurs.

Les zones dites dangereuses de la ville sont également l'objet de discordances. Alors que les journaux et médias colportent en général une image de Jakarta Nord comme la municipalité la plus dangereuse, c'est tout le contraire qu'a fait apparaître une enquête⁵, puisque Jakarta Sud arrive en tête avec 62% des répondants qui déclarent avoir été victimes d'agressions, suivis de Jakarta Centre (57%), Jakarta Est (54%) et finalement Jakarta Nord, avec 40% des personnes interrogées. L'enquête montre que les données sont traitées en fonction du lieu de résidence. Faudrait-il déduire de ces remarques que ce sont en général des personnes résidant dans d'autres municipalités qui se font agresser à Jakarta Nord? En février 1996, un article du quotidien *Suara Pamburuan* reprend le même thème⁶, en soulignant le paradoxe de personnes interrogées à Jakarta Nord qui s'y sentent en sécurité, alors que cette municipalité est stigmatisée comme une zone dangereuse et à éviter. Les mêmes décalages sont révélés par la comparaison entre Jakarta et les municipalités avoisinantes de Bogor, Tangerang et Bekasi. En 1995, les plus grandes affaires criminelles s'étaient déroulées en périphérie, mais la métropole faisait davantage peur que sa périphérie, quels que fussent les chiffres respectifs de ces deux zones⁷.

En 2000, on pouvait regrouper en trois catégories les principales raisons de qualifier un quartier de dangereux : l'absence de contrôle formel sur le quartier (absence de policiers, manque d'attention des habitants) ; les problèmes liés à la perception de l'environnement (un quartier dense, animé, un lieu obscur, trop d'embouteillages) ou à certaines catégories de déviances d'ordre économique

(même les chômeurs, avec 14% de répondants); l'existence d'agressions, de batailles de rues et la présence de personnes alcooliques⁸. C'est ce que montre l'ambivalence de la perception des lieux publics ou de la foule. Les lieux animés sont ainsi ceux où l'on risque plus les vols à la tire, à l'arraché et les agressions, et, on l'a vu, c'est là que se regroupent la plupart des voleurs. Ces lieux sont cependant ceux où l'on peut le plus facilement appeler au secours. Le sentiment d'insécurité est donc un phénomène polymorphe. Son intensité repose sur une connaissance plus ou moins grande des phénomènes de criminalité et sur la perception de l'environnement.

C'est ce qu'impliquait aussi le recensement des lieux urbains dangereux réalisé par la police, qui liait étroitement les réalités présentées par les statistiques à la perception des actes de violence. La carte de 1999 faisait apparaître une catégorie nouvelle par rapport à celle de 1995 : celle des carrefours et des feux rouges dangereux. Ces lieux d'agression n'étaient pas nouveaux. Certains carrefours, comme ceux de Senen ou de Coca-Cola (à Cempaka Putih), sont identifiés comme dangereux depuis longtemps (voir les cartes 8 et 9 p. 240-241). Mais l'attention de la population s'est plus grandement portée dessus à partir de la crise de 1997-1998, dont l'une des formes les plus visibles, mis à part l'arrêt de la plupart des chantiers de construction, fut l'augmentation du nombre de mendiants aux feux rouges, des enfants en particulier. Les carrefours sont ainsi devenus des lieux de traduction visible des fossés au sein de la société, entre ceux qui roulent en voiture et les autres, d'une crise économique, sociale et politique. Dans ce contexte, les carrefours ont également commencé à être identifiés et singularisés par l'ensemble des journaux, de la population et par la police, non seulement comme des lieux de criminalité, ce qui n'était pas nouveau, mais surtout comme des lieux d'insécurité. Les carrefours et leurs feux rouges font désormais peur.

Cet exemple illustre bien l'influence d'un phénomène de criminalité sur la perception d'un espace, le transformant en lieu dangereux et d'insécurité, ce qui rejaillit sur les statistiques de la police considérées comme objectives. Il y a un va-et-vient entre les faits répertoriés et des sentiments par essence subjectifs : plus la population a peur au feu rouge, plus la police y porte attention et plus les délits qui s'y déroulent sont enregistrés, ce qui provoque une plus grande peur de la population en ces lieux. Le cercle de l'insécurité est ainsi bouclé.

L'insécurité est ainsi fonction des catégories d'actes et de l'environnement socio-économique général. Elle marque les comportements et les attitudes dans la cité, comme le montre la couverture réservée à ce thème dans les journaux et la propagation des rumeurs dans la population.

Les mécanismes : propagation et enjeux

Les journaux

Les journaux possèdent un public vaste et peuvent jouer un rôle dans la création d'une image collective de l'agglomération par les habitants, en fonction des nouvelles véhiculées; inversement, ils sont aussi le reflet de l'évolution de la société, des préoccupations de la population et des sphères dirigeantes. Ils sont un précieux témoin de l'évolution des perceptions urbaines⁹. Parmi les types de crimes et délits qui ont le plus frappé les esprits au cours de l'année 1995, par exemple, les meurtres arrivent en première position, suivis des cambriolages, des vols à la tire puis des viols, des agressions et du racket. Ce classement est à relier aux nouvelles qui préoccupent le plus les journaux, aux articles les plus longs consacrés à ces thèmes.

Insécurité et criminalité sont souvent mêlées – sans distinction – dans les enquêtes journalistiques. Nombre d'articles qui portent sur l'insécurité ne traitent que de criminalité et de son évolution; inversement, un grand nombre de sujets sur la criminalité présentent des personnes en état d'insécurité, comme si ces deux notions étaient solidaires. De même, le sentiment d'insécurité en tant que réalité influant sur les politiques urbaines, est souvent mis en valeur au début des articles sur les statistiques de la criminalité. Or, s'il existe des rapprochements, la corrélation n'est pas toujours évidente.

L'insécurité et les confusions auxquelles elle prête semblent surgir à des périodes bien précises. Les bilans annuels sur la criminalité, présentés par le quotidien national *Kompas* depuis la fin des années soixante jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix¹⁰, par exemple, mettaient l'accent sur certains crimes et l'on ne trouvait qu'une présentation sensationnaliste de l'horreur des actes commis. C'était ainsi le cas en 1981, des assassinats où les cadavres étaient découpés. Mais la relation entre ces crimes et les réactions de la population n'était mise en évidence que rarement. Les termes de «*tidak aman*» (peu sûr) ou «*kerawanan*» (insécurité au sens d'évaluation des risques, selon les probabilités d'exposition au crime) n'étaient toujours pas à la mode.

En 1995, le sentiment de sécurité ou d'insécurité (*rasa aman*) apparaît à nouveau à propos de deux crimes: une mère et ses deux filles adolescentes violées par dix malfaiteurs au mois de juillet et une famille (parents et trois enfants de deux à huit ans) massacrée.

« Nous devons saluer les instances de la police métropolitaine qui ont réussi à résoudre ces deux affaires. Même s'il en est ainsi, il est difficile de se rendre compte combien ces deux événements ont fait chanceler le sentiment de sécurité des habitants de la capitale. Il n'est pas nécessaire de débattre pour reconnaître qu'il y a une hausse de la peur du crime. [...] Quand le sentiment de sécurité vacille, les conséquences négatives sont très grandes. L'équilibre de la vie quotidienne de la population est ébranlé. Les gens seront toujours inquiets de devenir victimes de la criminalité. »¹¹

Ici, ce ne sont plus seulement les actes eux-mêmes qui importent, mais la manière dont la population réagit. Le titre de l'article symbolise à lui seul le processus d'extension par lequel un crime passe du fait divers au fait général, de la sphère privée au monde public, à celui de la métropole : « Jakarta pleure ! ». C'est par un même mouvement que le délit renvoie au sentiment personnel d'insécurité, par un phénomène de généralisation où la peur joue un rôle majeur.

Le bilan annuel de la criminalité de 1994 exprimait différemment les réactions à la criminalité. Si les assassinats « sadiques » ne provoquaient qu'une réaction de « colère » parmi la population, en revanche, le rédacteur du bilan posait la question des sentiments de la population face à l'assassinat d'un général de l'armée : « Si même un général peut être assassiné, qu'en est-il alors des gens ordinaires ? ». On pourrait voir dans cette question le début de la réapparition d'un sentiment d'insécurité transposé, avertissant le lecteur du risque qu'il peut encourir. C'est cette évolution même que traduisaient les deux enquêtes de 1995 sur l'insécurité que j'ai analysées. L'insécurité redevenait l'une des préoccupations des Jakartanais et la réalité de ce sentiment méritait d'être étudiée, même s'il n'y avait pas eu d'évolution significative de la criminalité ou des méthodes employées¹². Depuis, ce thème n'a pas cessé de préoccuper les journaux, comme l'ont montré plusieurs enquêtes réalisées aussi bien par des quotidiens nationaux que locaux (*Media Indonesia* ou *Warta Kota*, par exemple).

Les raisons de la résurgence de ce problème sont de plusieurs ordres, même s'il est difficile de mener des enquêtes sur un sentiment dont l'apparition collective remonte à plusieurs années et qui a été réévalué par des événements tragiques tels que la crise de 1997 et, plus encore les émeutes de 1998 comme la chute d'un régime autoritaire. L'assassinat d'un général en 1994, mais aussi celui d'un officier de police en 1995, dans le quartier de Blok M, l'un des plus animés de la ville, renvoient aux problèmes d'autorité de l'armée. Depuis les débuts de l'Ordre nouveau, l'armée était de plus en plus sacralisée, les soldats faisaient figure de privilégiés, et encore plus leurs chefs, qui comptaient parmi les personnages les plus influents du pays, donc, *a priori*, les plus protégés. Le fait qu'ils puissent être frappés comme tout citoyen ordinaire, montrait que tout un chacun était menacé. Quand la criminalité touche la sphère politique, elle fait naître l'insécurité parmi la population¹³.

La forte augmentation du nombre d'enquêtes sur l'insécurité depuis la crise de 1997 explique différemment l'attention qui lui est portée : l'instabilité économique ébranlerait l'espoir de la population d'une ascension sociale et d'un avenir meilleur, thèmes sur lesquels était fondé le consensus qui régnait sous l'Ordre nouveau. Durant cette période, toutes les catégories sociales devaient bénéficier du développement économique, même les plus pauvres devaient être

tirés vers le haut. La crise démontra le contraire, ce qui provoqua une plus grande inquiétude et, partant, un sentiment d'insécurité. Le contexte politique et économique est donc également l'un des fondements de l'insécurité, en relation avec un pouvoir de plus en plus contesté dans ses valeurs et méthodes.

La manière dont certains événements ont été orchestrés, même si elle n'était pas nouvelle, a renforcé ce sentiment. La répartition des lieux de déclenchement et de déroulement des émeutes de 1998 – qui avaient éclaté en de nombreux points de l'agglomération – dénotait une volonté de couvrir une grande partie de la ville. Dans un tel contexte, tout habitant pouvait devenir victime des émeutiers dont on ne connaissait pas les desseins – même si les Chinois semblaient les principaux visés. C'est le principe même de tout mouvement de terreur. En cela, ces événements se rapprochent d'autres plus sporadiques, tels que les attentats à la bombe qui ont lieu de temps en temps dans l'agglomération, mais dont le nombre de victimes est en général peu élevé¹⁴. Ce n'était bien sûr pas le cas des attentats contre les églises chrétiennes de Noël 2000, contre l'hôtel Marriott, en août 2003, et contre l'ambassade d'Australie, en septembre 2004, qui sont eux à relier à des formes de terrorisme international. Ces explosions peuvent avoir différents types d'objectifs : qu'ils soient économiques – afin de nuire à l'image du pays, d'y ralentir les investissements (bombe de la bourse de Jakarta), ou, à un niveau plus local, dans le cas de conflits fonciers (bombe de la rue Sabang) – ou politiques, afin de créer un sentiment de terreur et de déstabiliser la situation du pays, sans qu'on puisse toujours certainement attribuer l'attentat.

Deux types de faits divers sont à même de créer des sentiments d'insécurité. D'une part, les faits divers les plus étonnants – c'est le cas des homicides où les cadavres sont découpés – présentés en une des journaux avec, si possible, des photos sanguinolentes : ce sont eux qui par leur atrocité frappent le plus les esprits. D'autre part, les faits divers communs, ceux qui par leur fréquence, leur banalité, leur déroulement quasi quotidien, ne présentent pas un grand intérêt journalistique, mis à part au moment où, comme dans le cas des batailles de rue, le nombre de morts devient élevé. En Indonésie, ils apparaissent régulièrement dans les journaux locaux, traités non pas de façon anecdotique mais de manière plutôt globalisante, selon un mouvement d'universalisation que l'on retrouve également dans le sentiment d'insécurité¹⁵. Ainsi, les vols à la tire, dans les transports en commun, de même que les vols à l'arraché, dans les marchés, n'intéressent que parce qu'ils deviennent des phénomènes de société et menacent tout un chacun. Ce ne sont plus des faits divers individuels mais des malheurs collectifs. C'est ce que souligne la propension des journaux à territorialiser le danger, à montrer combien certains lieux sont dangereux et à donner des conseils afin d'éviter d'être volé ou de contrecarrer les nouvelles méthodes de vol.

Les journaux locaux et nationaux donnent en effet plusieurs types de conseils face à la criminalité. Ces conseils portent sur les agressions, sur les situations dites dangereuses (promenades dans les marchés, dans la rue, les transports en commun de jour ou de nuit), ou sur les nouvelles méthodes utilisées par les malfaiteurs, tel cet article de *Kompas* (24 février 2000) sur la signalisation des malfaiteurs :

«Faites attention surtout aux biens que vous transportez.

Si un acte criminel se déroule (un cambriolage par exemple), essayez de ne pas paniquer. Restez calme car les malfaiteurs tentent de faire peur de diverses façons.

Autant que possible, mettez en lieu sûr les objets importants, comme vos cartes d'identité, permis de conduire, votre argent ou autres objets de valeur, sans qu'on le remarque.

N'agissez pas de façon inconsidérée, en essayant par exemple de résister s'ils sont armés. Si même vous voulez résister, ne le faites pas si vous êtes seul. Vous n'êtes pas un héros et pour cela privilégiez votre vie.

Faites bien attention aux signes particuliers du malfaiteur (ses traits et sa gestuelle). Plus tard, ces précisions seront utiles pour le capturer.

Si jamais la personne est armée (arme blanche ou à feu), faites attention à l'arme employée. Essayez de faire ce qu'il demande, surtout s'il a pris un passager en otage.

Essayez d'alerter aussi vite que possible la police ou les patrouilles d'autoroute. Demandez-leur de l'aide.

S'il y a des blessés, aidez-les d'abord. Demandez tout de suite de l'aide aux gardes ou aux habitants des alentours.

Essayez de ne jamais transporter d'objets de valeur (argent, bijoux, etc.) en trop grande quantité si vous prenez les transports en commun.»

Ces conseils donnés au lecteur soulignent les types de problèmes présentés par la presse. Sous couvert de prévenir les formes de criminalité, on a surtout l'impression qu'il s'agit d'une description d'une agression étape par étape : il faut d'abord faire attention à ce que l'on transporte, rester calme lorsque des agresseurs s'approchent, essayer de soustraire les objets de valeur, puis rester prudent, garder son calme, repérer le signallement des malfaiteurs avant de venir en aide aux blessés. Même si ces conseils sont judicieux, le lecteur est ainsi mis en situation d'agression comme s'il était une victime potentielle. De plus, même lorsque ces conseils sont destinés à permettre de réagir à ce genre de situations, la plupart des articles insistent sur le fait qu'il ne faut pas tenter de résister ou de se défendre mais laisser faire la police, ce qui peut paraître paradoxal, vu le manque de confiance des Jakartanais en leur police. L'influence de la police est ainsi nettement visible (ces recommandations sont inspirées par elle), mais ces articles reflètent les préoccupations du moment, en l'occurrence les attaques de plus en plus nombreuses de véhicules sur les autoroutes urbaines.

Les autres conseils dispensés par les journaux exhortent au même type de comportement : cacher ses objets de valeur, reconnaître les caractéristiques des malfaiteurs, tenter de décrypter les paysages urbains. Il faut éviter d'attendre un bus dans un lieu trop désert, ne pas monter dans un véhicule sans un autre passager sous

peine de se faire agresser, inversement, ne pas monter dans un autobus trop plein pour éviter d'être victime de voleurs à la tire, faire attention dans la rue, éviter les lieux où se trouvent les vendeurs de rue. Ces conseils incitent donc à appréhender la diversité des situations, en particulier dans les lieux publics, comme s'il s'agissait d'une grille de lecture d'un monde sous-jacent, celui que l'on a des difficultés à voir : le monde des malfaiteurs.

À cela s'ajoutent des recommandations plus spécifiques pour repérer les délinquants, les voleurs à la tire en particulier, puisqu'ils restent cachés. Ce sont en général des descriptions assez fidèles : les voleurs sont toujours bien habillés, comme des employés de bureau, portent un journal, une chemise en carton ou un sac susceptibles de cacher leurs gestes. Ils sont souvent en groupe de trois à huit personnes et créent des bousculades afin de pouvoir agir plus discrètement. Comme ils sont bien organisés, même s'ils sont arrêtés par la police, on risque de les retrouver au travail très rapidement. Finalement, un dernier type d'articles met en garde contre le *modus operandi* des malfaiteurs. Dans *Warta Kota* (18 novembre 1999), journal réputé sérieux, le lecteur est même mis en garde contre les hypnotiseurs :

« 1. Ne faites pas trop confiance à un inconnu dans la rue, surtout s'il a un comportement suspect. Faites attention s'il engage la conversation, encore plus si une tierce personne fait semblant de vouloir savoir de quel problème vous discutez avec cet inconnu [...].

2. Ne regardez pas votre interlocuteur dans les yeux et ne serrez pas la main qui vous a été tendue par l'inconnu en question. Si jamais on vous donne une petite tape sur le corps, rendez tout de suite la tape.

3. Ne faites pas ce que cet inconnu vous demande.

4. Ne transportez pas trop d'argent ou de bijoux.

5. N'ayez pas peur de demander de l'aide à d'autres gens si vous vous sentez en difficulté.

6. Alerte la police le plus vite possible.

7. Priez le plus souvent possible pour demander l'aide de l'Omnipotent [Dieu].

8. Ne sortez pas de chez vous si vous n'êtes pas en forme parce que vous serez susceptible d'être facilement hypnotisé.

9. Ne choisissez pas de codes de carte bancaire facile à deviner tels que des dates de naissance, des numéros de téléphone, le numéro de votre rue, etc.

10. Faites attention si vous sortez quand vous êtes malade. »

Cet extrait, qui peut sembler étrange au lecteur occidental, montre bien l'influence des croyances, voire de la mystique, sur l'insécurité, comme si non seulement l'adresse des malfaiteurs était en jeu, mais aussi leurs pouvoirs « parallèles ». Leurs techniques sont d'autant plus effrayantes que la victime est impuissante et répond aux souhaits des agresseurs volontairement, comme s'il n'y avait pas d'agression. Les recommandations poussent ainsi à une méfiance face aux inconnus et aident à repérer les méthodes par lesquelles un hypnotiseur prend le contrôle de sa victime : échange de regard, petite tape sur l'épaule qu'il faut rendre afin de déjouer les pouvoirs occultes, etc.

Ces articles jouent sur plusieurs registres : l'aspect physique (il faut être en bonne santé, ne pas être fatigué – ce qui peut sembler difficile dans une métropole où les trajets dans les transports en commun peuvent durer plusieurs heures matin et soir en raison des embouteillages), la prévention (ne pas avoir d'objets de valeur sur soi, appeler à l'aide) et le registre occulte (les techniques des hypnotiseurs et surtout le recours à Dieu). Les journaux, par ces mises en situation, mais aussi par la description des différents crimes commis, renforcent ainsi un sentiment d'insécurité, sans oublier le caractère ludique que prennent dans certains cas les rubriques « Criminalité » des quotidiens ou hebdomadaires.

La couverture des batailles de lycéens par les quotidiens de la ville montre également comment l'insécurité naît. Certains d'entre eux tiennent une rubrique hebdomadaire intitulée « Les Batailles de la semaine » (*Kompas*, par exemple) et la presse populaire locale ne manque pas de relater dès qu'elle en a l'occasion – c'est-à-dire presque tous les jours – les faits d'armes de cette jeunesse « en perdition ».

Plusieurs types de comptes rendus coexistent :

- entrefilets où l'on mentionne rapidement l'événement ;
- articles factuels plus complets sur la manière dont l'affrontement s'est déroulé : le lieu, les écoles impliquées, l'intervention de la police et les saisies sont détaillés ;
- analyses du phénomène lors d'entretiens avec des universitaires spécialistes, des membres de la police ou du gouvernement local de la ville ;
- biographies de jeunes écoliers sans problèmes apparents qui décèdent ou qui sont gravement blessés lors d'une bataille.

C'est cette dernière catégorie qui est la plus à même de toucher les parents. On présente ainsi un élève dont on ramène le cadavre et l'effroi des parents. Alors qu'à la maison, celui-ci était sage, calme et obéissant, et qu'à l'école, il avait des résultats qui n'étaient pas des plus mauvais, il avait été victime d'un affrontement auquel il avait participé. C'est également l'occasion de souligner le désespoir des parents qui ne se sont jamais douté que leur progéniture participait à ces batailles¹⁶.

Les batailles entre écoliers acquièrent plusieurs dimensions, sources d'insécurité pour les habitants de la capitale. Contrairement aux batailles de quartiers qui se déroulent parfois sur les grands axes, mais le plus souvent au sein des quartiers mêmes, elles prennent place dans des lieux visibles, très animés (les routes empruntées par les bus, les carrefours et autres lieux stratégiques). Par leur violence, leurs débordements rapides à des tronçons entiers d'avenue où les pierres et autres objets volent, et le nombre de victimes qu'elles provoquent, elles présentent pour le citoyen un double danger : d'une part, celui d'être mêlé involontairement à un de ces conflits – avoir son pare-brise brisé par le lancer

d'une pierre, recevoir un coup d'arme blanche, etc. – d'autre part, la peur qu'un de ses enfants soit impliqué dans ces conflits. Certains des répondants, même parmi ceux qui faisaient de la violence leur source de gain, m'ont ainsi exprimé leur inquiétude pour leur progéniture face à ces formes de violence, inquiétude qui les a conduits à changer d'école (entretien avec Bonar, ancien tueur à gages et gardien de cimetière). Peur d'être touché par une bataille et crainte d'ordre plus psychologique sont donc ici mêlées. Ces deux aspects sont régulièrement abordés par les journaux : les victimes n'avaient rien à voir avec ces affrontements et des jeunes apparemment sans problème se trouvent être le fer de lance de ces combats.

C'est ainsi que des faits anecdotiques acquièrent une importance générale, dans la mesure où ils touchent l'ensemble de la cité et des habitants. Cependant, si les journaux jouent un grand rôle dans la stimulation de ces sentiments, bien qu'elle soit difficilement mesurable, un autre moyen de diffusion de l'information contribue grandement à entretenir l'inquiétude des citoyens sur leur sécurité : la rumeur et les on-dit.

La rumeur

Lors de la crise de 1997-1998, il n'y avait quasiment pas de semaine sans nouveau bruit. Des rumeurs d'ordre économique, sur la chute de la *rupiah* ou l'épuisement des stocks de matières premières, jusqu'aux rumeurs d'émeutes, de « jours noirs », les bruits surgissaient régulièrement. Le succès d'une rumeur, propagée au départ de bouche à oreille, dépendait de sa transcription dans les colonnes d'un journal et de sa réfutation par des hauts fonctionnaires, qu'ils soient de la police ou du gouvernement. La rumeur devenait ainsi officielle et reconnue, même si c'était au prix d'un démenti qui n'avait cependant pas toujours beaucoup d'effet. Le cycle complet d'une rumeur telle qu'elle pouvait s'exprimer à Jakarta était accompli¹⁷.

Les rumeurs sont de plusieurs types : simples commérages de quartier, sans incidence sur l'insécurité mais hauts en couleur, rumeurs de type économique (celles qui circulent en bourse en particulier), politique (les changements de cabinet ou l'état de santé du Président, par exemple, et celles plus inquiétantes de coup d'État), alimentaire (les rumeurs de pénurie dans les magasins étaient nombreuses en 1998), et rumeurs portant sur la délinquance ou la criminalité¹⁸. Toutes ces rumeurs contribuent à renforcer le sentiment d'insécurité, même si ce lien n'est pas évident *a priori*. Sont-elles le signe d'une peur de la violence, d'une insécurité plus psychologique et économique liée à un avenir incertain ou bien ne sont-elles qu'un pur divertissement, propre à une société avide de nouvelles ? Si la ville est un terreau fertile de propagation des rumeurs, elle en est aussi influencée.

Durant la crise de la fin des années quatre-vingt-dix, les rumeurs véhiculaient des informations plus ou moins vérifiées. Elles découlaient directement de la crise d'abord financière et économique, puis politique de cette époque. Les plus fortes d'entre elles – celles qui avaient suffisamment enflé pour apparaître dans la presse¹⁹ – portaient principalement sur les risques d'émeutes, de coups d'État et d'attentats à la bombe²⁰.

À un niveau plus local, une première catégorie de bruits était fondée sur la crainte d'une répétition de l'Histoire. Durant les émeutes de mai 1998, la peur que ne se réitérent les événements passés était très prégnante dans mon quartier d'habitation. Pour la première fois durant mon séjour, on faisait allusion, même si ce n'était encore que discrètement, aux massacres de 1965. Cette peur d'un coup d'État traduisait la force de l'armée en Indonésie et la peur d'une nouvelle guerre civile. On retrouvait le même genre de tendances dans la crainte que des attentats à la bombe ne se reproduisent aux dates symboliques (au jour de l'an, par exemple) ou dans celle des émeutes au moindre moment d'instabilité politique. Dates et circonstances importantes devenaient ainsi les occasions principales de propagation d'une rumeur dans un contexte d'instabilité.

Inversement, la rumeur contribuait à renforcer drames et violences collectives. Les événements de Ketapang, quartier au nord-ouest du Monas, le 22 novembre 1998, en sont un exemple. Ils provoquèrent la mort de treize personnes, treize églises furent brûlées ou endommagées, de même que trois écoles, quinze voitures et plusieurs bâtiments pris pour cible. Les affrontements auraient été déclenchés à la suite d'une altercation, devant un cercle de jeu, entre les gardes du cercle et des jeunes du voisinage. Au moment où les premiers se rendaient chez l'un des jeunes, une fenêtre d'une mosquée avoisinante aurait été cassée. La première bagarre s'arrêta rapidement. En revanche, le bruit selon lequel un lieu de culte – une mosquée – avait été détruit, se propagea aussitôt. Une foule se forma et détruisit des églises, massacrant une dizaine de personnes, des Moluquois chrétiens²¹. La rumeur prit ici une importance extrême comme source principale d'instabilité et comme amplificateur de mouvements violents²². Dans un contexte de crise économique et d'instabilité politique, toute rumeur devait prendre bien plus d'importance, mettant en jeu non seulement la sphère économique et sociale (la crise et ses conséquences), mais aussi la sphère politique voire les relations intercommunautaires²³.

La crise joue également sur la confiance que l'on accorde aux discours et aux informations que véhiculent les rumeurs. En effet, construites à partir de nouvelles non vérifiées, elles prétendent à la vérité. La manière dont elles se propagent les rend crédibles. C'est ce qu'analysait un sondage du centre de recherches du quotidien *Kompas*²⁴. Cette étude montrait l'importance des rumeurs dans la vie urbaine, en particulier dans la formation d'une inquiétude de plus en plus

grande. Ainsi, en janvier 1998, 74% des sondés avaient entendu le bruit selon lequel les denrées de base viendraient à manquer et 62% en étaient inquiets. Les moyens de circulation principaux des rumeurs étaient, pour une majorité, le bouche à oreille (69,4%), suivis de loin par internet (18,7%) et, finalement, en dernière place, la presse écrite (11,9%). Le niveau d'éducation des personnes interrogées n'influe pas sur leur sensibilité aux rumeurs. Cet exemple montre bien le caractère informel voire confidentiel de la rumeur, dans la mesure où les moyens de communication les moins officiels sont les plus employés. Il souligne l'une de ses forces principales de persuasion : il s'agit toujours en général de quelqu'un digne de confiance qui est à la source de cette rumeur (un proche, un parent) et les sources de vérification paraissent proches²⁵.

La situation du pays prédisposait à une plus grande sensibilité aux rumeurs. La crise économique et l'effondrement du cours de la *rupiah* avaient entraîné un changement constant des prix. Face à cela, les médias ne relataient que la version gouvernementale selon laquelle les prix n'augmentaient pas, que le gouvernement garantissait des prix stables. Mais en quelques semaines, les prix de l'huile de friture et du lait avaient doublé, celui du riz augmenté de 50%. La confiance dans les moyens d'information traditionnels baissait de façon proportionnelle.

Le décalage entre le discours officiel, rationnel, et les faits observés devint une des causes principales de ces informations parallèles. Dans un contexte d'instabilité patente, où les difficultés à saisir les changements étaient grandes, où la presse ne faisait écho qu'aux points de vue officiels, du moins au début de la crise, la rumeur présentait des certitudes encore plus grandes, qui ne seraient démenties que par leur confrontation aux événements. Cet hiatus laissait ainsi place aux bruits. Les rumeurs expriment ainsi l'existence de forces sous-jacentes aussi bien en politique que dans la ville, qui sont à la source de « malheurs ». Elles sont construites sur des nouvelles aléatoires, considérées comme vraies, mais elles ont des effets notables. Source de peur dans certains cas, source d'indignation qui appelle à réaction (extrêmement violente dans ce cas-ci), la rumeur permet de manipuler l'opinion publique. Elle est instrument de pouvoir et d'influence, au sein duquel le rôle du provocateur, de ceux qui manipulent les événements en cachette paraît grand. Elle affirme l'existence d'un pouvoir dans l'ombre, d'un *dalang* – le maître de marionnettes du théâtre d'ombres – qui tire les ficelles de la vie urbaine de la capitale, donc de la sphère politique. La rumeur ne serait dans un tel cas que la manifestation superficielle, donc vraie, d'un univers caché où l'avenir de la ville et la politique sont décidés à l'insu de tous, comme des résurgences d'un monde quasiment mystique où ceux qui ont le pouvoir décident du cours de la ville. Seuls certains privilégiés seraient au courant des affaires, ceux par qui la rumeur circule²⁶.

La rumeur attise ainsi les craintes en profitant d'un terreau fertile, celui d'une population déstabilisée par des événements traumatisants. Elle montre que l'on est initié, que l'on a prise sur l'avenir, sur ce qui risque de se passer, de ne pas être pris au dépourvu. Elle propage des peurs tout en rassurant : on peut prédire le futur, thème qui n'est pas sans succès dans un pays où les prédictions sont monnaie courante, où l'on fait confiance aux devins et aux manuels de divination²⁷. Par exemple, la prédiction d'émeutes pour le 9 septembre 1999, ou 9/9/99, révélait cet aspect mystique. Ce bruit intervenait dans un climat d'instabilité politique : des massacres avaient déjà eu lieu au Timor Oriental, suite aux résultats du référendum, et l'on redoutait que cela ne rejaillisse à Jakarta ; le parlement devait aussi se réunir en session plénière et l'on craignait des débordements. Cependant, ce contexte ressenti ne devait trouver son aboutissement que dans une date originale, celle où l'on trouve une combinaison de chiffres récurrents. Face à cette force de la rumeur, il était difficile de la réfuter avant la date prévue.

Comme ces phénomènes traduisent les peurs présentes et les renforcent, les autorités y prêtent régulièrement attention en tentant de les faire disparaître, tantôt par le démenti, tantôt en rassurant la population. À propos des bruits d'émeutes pour le début septembre 1999, le chef de la police de Jakarta, par exemple, invitait la population à se défier des rumeurs, tout en signalant que des forces de sécurité avaient été déployées dans toute la ville afin d'éviter les débordements. Ces affirmations montrent bien l'ambivalence des autorités face aux bruits et les manières pour tenter de les éteindre. D'une part, elles les nient et invoquent la crédulité de ceux qui les font circuler, d'autre part, elles les prennent au sérieux, selon un mouvement paradoxal qui renforce le bruit lui-même et le sentiment d'insécurité qui lui est lié. Cela permettait également aux autorités de masquer que des événements politiques avaient été planifiés, dans le cas d'émeutes par exemple.

Les rumeurs *a priori*, celles qui ont trait à la prévision de catastrophes, coexistent avec celles *a posteriori*. Ce sont principalement des bruits concernant des événements passés, qui se sont véritablement déroulés dans certains cas, mais dont les proportions sont souvent enflées ou niées. Dans ce cas, l'identification de la rumeur, s'il ne s'agit pas d'une nouvelle vérifiée, demeure plus aléatoire. C'est ce qu'illustre, par exemple, l'affaire du viol de femmes et de filles d'origine chinoise en mai 1998 lors des émeutes. Ces crimes ont vraiment eu lieu mais leur nombre a subi diverses variations laissant place à la rumeur. Alors que les journaux n'en ont que peu parlé au moment des faits, la rumeur s'est vite propagée que les victimes pouvaient être comptées par centaines, alors que d'autres sources niaient les faits²⁸. Ces nouvelles se propageaient non seulement de bouche à oreille, mais également par internet, où des photos de corps mutilés

et violés, disait-on, circulaient sur de nombreuses listes d'envoi, de même que des témoignages atroces et très réalistes des victimes. Le circuit habituel des rumeurs resurgissait et ces nouvelles figurèrent dans les journaux et magazines près d'un mois plus tard. Ici, ces nouvelles intervinrent comme un agent de dramatisation qui renforça une situation d'insécurité déjà existante et qui alimenta la peur de la communauté d'origine chinoise.

La rumeur, agent de généralisation, a également des effets sur les territoires urbains, en mettant en relief des quartiers symboliques dans la ville. Certains lieux servent ainsi de baromètre à l'inquiétude des Jakartanais : ce sont principalement les centres commerciaux et certains axes de circulation, selon qu'ils sont embouteillés (ce qui est une condition normale à Jakarta) ou non (signe d'un problème dans la ville)²⁹.

Les principaux secteurs stratégiques sont Glodok – le grand quartier commerçant chinois – mais aussi Mangga Dua, à l'est de Kota, Blok M et Senen. Certains grands centres commerciaux en dehors de ces secteurs sont aussi cités, tels que celui de Taman Anggrek, qui se trouve en bordure de l'avenue S. Parman, à Tomang³⁰. Parmi les autres lieux de vérification de l'inquiétude de la population et des habitants d'origine chinoise, on compte également l'aéroport et les grands hôtels, qui étaient devenus lieux d'asile pendant les troubles en raison de la protection dont certains bénéficiaient. Durant les émeutes de mai 1998, la plupart des grands hôtels de l'axe Thamrin-Sudirman étaient comblés et la plupart des personnes qui s'y trouvaient étaient d'origine chinoise ou étaient des journalistes internationaux. Les lieux de divertissements témoignent également de l'efficacité d'une rumeur et de l'inquiétude de la population. En novembre 1998, une grande partie d'entre eux avaient été désertés, principalement dans le quartier de Kota (à Mangga Besar), certains fermant même leur établissement en enlevant les enseignes qui indiquaient qu'il s'agissait de bars, de discothèques ou de salons de massages. Ce ne sont là que des effets des rumeurs, mais ils soulignent bien le pouvoir qu'elles peuvent avoir sur la vie quotidienne d'une métropole.

Alors que les rumeurs qui secouent des établissements comme la bourse ont une influence d'abord économique, ces exemples démontrent comment certains quartiers, zones stratégiques dans la ville sont affectés. Il en est de même pour les rumeurs touchant à des agressions en certains lieux. Les bruits et comptes rendus d'actes de délinquance dépeignent des quartiers comme dangereux et contribuent ainsi à la stigmatisation de différentes portions de la ville. Dans le quartier portuaire de Tanjung Priok, des décalages importants apparaissaient ainsi entre la réputation du lieu et les crimes qui y avaient été commis. Dans ce cas, réputation et rumeur sont des éléments complémentaires qui renforcent le sentiment d'insécurité, selon un mécanisme que même la confrontation avec les

statistiques criminelles – il est vrai toujours largement sous-estimées – ne pourrait réfuter, puisque la puissance de la rumeur provient de son appartenance au domaine des croyances.

La rumeur influence donc la vie urbaine de plusieurs façons. Comme discours, elle est un lien qui unit les habitants de la ville et qui provoque une animation certaine dont les Jakartanais paraissent friands : toute personne, même méfiante, apprend une nouvelle rumeur avec satisfaction, comme une marque de proximité avec la sphère dirigeante. Dans un autre contexte, A. Farge soulignait également cette dimension à propos des Parisiens du XVIII^e siècle :

«L'important est le bruit, la rumeur, la déambulation agitée de la nouvelle, transformée puis contredite. À Paris, la nouvelle est un casse-tête, où l'homme le plus sensé perd la tête avec plaisir. Jamais il ne sait si ce qui circule est mensonge ou erreur, fait avéré ou produit de l'extravagance ; mais l'important pour lui réside dans cet envahissement total de bruits qui le convainc que rien ne se fait sans lui.»³¹

Au-delà de la dimension onirique que l'auteur souligne ici, qui traduit une certaine fébrilité de la vie citadine et la complexité de la nouvelle et de la rumeur, aussi bien à Paris autrefois que de nos jours dans une métropole comme Jakarta, cet extrait montre les liens que la rumeur tisse : celui non seulement d'une communauté d'initiés, liés par des relations de proximité, mais également de citoyens au fait des transformations locales d'une ville, mais aussi des différentes politiques nationales dont la capitale est le théâtre.

La rumeur crée ainsi un discours sur le contrôle de la ville qui met en opposition des dysfonctionnements apparents que seule l'existence d'un contrôle sous-jacent explique, comme si la ville n'était pas contrôlée par ceux que l'on croit. Les émeutes et les rumeurs qui les concernent affirment l'existence de forces occultes qui modèlent la ville, de politiques urbaines différentes de celles que l'on voit et entend, de politiques « privées » réelles par opposition à des politiques « publiques » fausses, à l'image de personnages de l'ombre qui seraient les maîtres de certains quartiers lucratifs. À une ville dont l'organisation est apparente, s'oppose une ville parallèle³² : celle que l'on voit renvoie à celle que l'on ressent et d'où émanent quelques bruits. Cette seconde ville, où tout est régi par des forces que l'on ne connaît pas, témoigne ainsi d'une forme de contrôle global. On voit dès lors comment s'opère le passage d'un mythe local, par exemple celui d'un chef local possédant quasiment tout un quartier, à un mythe plus général, celui de personnes plus ou moins connues qui contrôleraient la ville tout entière. Les rumeurs d'émeutes en sont un témoin dans la mesure où elles pérennisent une menace sur la ville. De plus, quand ces bruits deviennent récurrents, les rumeurs tendent au mythe. Les rumeurs d'agressions à Tanjung Priok, par exemple, même si elles sont contredites par les statistiques, témoignent de l'installation d'un mythe : celui du quartier portuaire dangereux.

La rumeur façonne ainsi l'image d'une ville à plusieurs échelles. Si certains quartiers sont stigmatisés par des bruits qui courent sur eux, si l'inquiétude de la population peut être vérifiée en certains lieux, la rumeur, et principalement les bruits d'émeutes, rejaillissent sur la ville dans son ensemble, indistinctement du type de quartier ou d'habitant. C'est ce que montraient d'une part les rumeurs de pillages des habitations lors des émeutes de 1998, mais également les rumeurs d'« éminences grises » qui pouvaient déclencher à tout moment, où bon leur semblait, des troubles. Ce ne sont donc plus certains quartiers qui apparurent comme dangereux, mais la ville entière. L'image de la capitale devint redoutable et l'insécurité une des préoccupations majeures de ses habitants, même dans les quartiers les plus sûrs. Rumeur et danger sont liés par un lien réciproque et favorisent l'extension du sentiment d'insécurité au-delà des quartiers qui ont une mauvaise réputation, à l'ensemble des secteurs névralgiques de la cité et à la métropole tout entière³³.

Cibles et groupes dangereux

« Il suffit d'un rien pour qu'en un instant tout bascule. Le pain qui vient à manquer, le feu ou l'eau, la rumeur et la peur qui courent les rues, une fête, une bagarre, et la paisible surface se creuse. Les ombres s'épaississent, les reliefs s'accusent. Paris devient, à la lettre, indescriptible. La ville s'impose alors pour ce qu'elle est : un espace saturé, un tissu enchevêtré dans lequel les hommes sont partout, incrustés et mouvants tout ensemble, insaisissables. On ne parle plus alors des Parisiens, mais de la foule, de cette « populace » qui s'empare de la rue pour la plier à son désordre. »³⁴

Cette citation, tirée d'une étude des logiques de la foule à Paris au XVIII^e siècle, souligne les transformations que provoquent non seulement les crises, mais également les rumeurs et la peur sur une ville que l'on percevait en général, à l'époque, comme tranquille. Elle montre l'effet des phénomènes déstabilisateurs sur la ville et sa population, dans le sens où elle modifie la perception de ses habitants. Cependant, la peur comme l'insécurité dévoilent la complexité des représentations des habitants – le changement de perception de la foule parisienne en une « populace » menaçante, comparable à l'analyse de la perception des classes dangereuses étudiées par L. Chevalier au XIX^e siècle ou des immigrés dans la France du XX^e siècle –, mais également de la ville elle-même. Jakarta illustre cet aspect insaisissable de la ville, dans un contexte et une époque différents³⁵.

Lors des principaux mouvements de violence qui eurent lieu à Jakarta, les émeutes en particulier, la foule apparaissait de façon floue. Elle était dangereuse, composée des habitants des *kampung* les plus populaires. Incontrôlables,

ceux-ci pouvaient réagir à n'importe quelle rumeur et, d'après certains comptes rendus, étaient assoiffés de pillages. D'où la volonté des étudiants, lors des manifestations, de ne pas être confondus avec la foule, en organisant leurs propres manifestations et en portant toujours la veste de leur université comme signe de reconnaissance. En 1974, les conducteurs de cyclo-pousse et les porteurs, les coolies du port, tenaient le rôle de classe dangereuse dans l'imaginaire collectif jakartanaï. Cependant, dans la vie de tous les jours, plusieurs autres types de groupes et de lieux sont l'objet d'une mise à l'écart, d'une stigmatisation. Au moment de la crise de 1997-98, par exemple, une partie du secteur informel était représentée comme source d'insécurité et comme un danger potentiel, de même que les chômeurs. Ainsi, dans l'enquête de Trisakti³⁶, le chômage, les difficultés à trouver du travail et les licenciements représentaient respectivement 14%, 6,5% et 5,5% des réponses exprimées sur les causes de la criminalité. De même, la présence de chômeurs était source d'insécurité dans un quartier pour 14% des sondés.

Les vendeurs de rue

La crise de 1997 et les vagues de licenciements qui suivirent provoquèrent la multiplication des échoppes de vendeurs de rue, mais aussi des vendeurs au détail qui colportaient leurs marchandises aussi bien dans les lieux animés de la ville que dans les embouteillages. Ainsi estime-t-on qu'entre 1997 et 1998, leur nombre est passé de 95 000 à 270 000, soit une augmentation de près de 300%³⁷. Cette augmentation n'est pas sans entraîner des changements dans le paysage urbain de la plupart des lieux animés. À Senen, comme le montre le doc. 9 (p. 51), les échoppes du secteur informel – que l'on désigne couramment sous le nom de « tentes bleues » en raison de la couleur de la bâche qui les abrite – n'occupaient plus seulement les trottoirs sur toute leur surface, les espaces réservés au parking dans les blocs du marché, mais elles empiétaient également sur la rue, créant ainsi une impression de désordre supplémentaire dans un lieu réputé comme dangereux.

Les vendeurs de rue et le secteur informel de façon générale sont encore plus devenus un problème depuis la crise. Signe d'un désordre croissant dans la ville, ils correspondraient à un laisser-faire de plus en plus grand de la part des autorités, qui manquent de cohérence dans leurs décisions et leurs actes. Ces aspects rejaillissent d'autant plus sur l'insécurité qu'ils soulignent un manque de contrôle sur des secteurs urbains entiers, tels de nouveaux Far West dans la ville. Certains articles de magazines déconseillaient ainsi de faire ses courses dans les secteurs de vendeurs de rue, non seulement de crainte d'être dépossédé de ses biens sans s'en rendre compte (dans le cas de Senen, on l'a vu, c'était un

des secteurs privilégiés des pickpockets), mais aussi de peur d'être rançonné par les vendeurs eux-mêmes³⁸.

On reproche également aux vendeurs de rue la diffusion de disques compacts vidéo à caractère pornographique – alors que ces objets sont interdits dans le pays – de même que de drogues et autres substances illégales, qu'ils sont accusés de tenir à la disposition des enfants³⁹. Alors que des pressions en tous genres frappent les vendeurs de rue – ce que prouve le nombre de batailles entre vendeurs et malfaiteurs – un glissement métonymique s'opère dans l'esprit des journaux et de leurs lecteurs, comme si les zones de vendeurs de rue étaient en elles-mêmes criminogènes et les vendeurs des criminels⁴⁰.

Mendiants et autres marginaux

Les mendiants sont l'objet des mêmes accusations : catégorie marginale au sein de l'agglomération, elle vit de la misère, mais la presse souligne régulièrement ses actes criminels depuis la crise⁴¹. Elle distingue généralement deux catégories : d'une part, les enfants de rue, d'autre part, les mendiants, appelés également « *Pak Ogah* » (« Monsieur je ne veux pas », sous-entendu : travailler) ou « *Polisi cepek* » (« Policier à un sou [100 *rupiah*] ») en raison de leur position stratégique aux carrefours où ils règlent la circulation.

S'il est toujours difficile d'estimer leur nombre, les mendiants auraient considérablement augmenté après la crise de 1997 et surtout après les émeutes de mai 1998. Alors qu'aux carrefours on trouvait auparavant surtout des chanteurs et musiciens différenciés par leur appellation – des *pengamen* – le nombre d'individus stationnant dans ces lieux s'est considérablement développé ensuite, signe des problèmes économiques et de la crise que subissait le pays. Ainsi, sans vraiment pouvoir en estimer le nombre total, on considérait en 1998 que près de 5 000 nouveaux mendiants originaires des environs de Jakarta (de Bekasi, Tangerang et Bogor), mais aussi des provinces de Java Ouest, Lampung et Sumatra Sud, opéraient à Jakarta. À cela, il fallait ajouter le nombre d'enfants de rue, phénomène préexistant, puisqu'on estimait leur nombre à 50 000 avant la crise dans le pays⁴², mais dont les proportions s'élevèrent en 1999-2000 à plus de 10 000 à Jakarta seulement⁴³.

La présence des mendiants n'est en elle-même pas dangereuse. Cependant les articles de journaux, tout comme la rumeur, soulignaient à leur propos certaines tendances et faits qui rejaillissaient sur la communauté tout entière. Le discours sur les enfants de rue, par exemple, allie pitié et reproche face à leur présence aux carrefours et aux feux rouges, lorsqu'ils tentent par tous les moyens de gagner quelques pièces. Leur regroupement constitue une menace. C'est ce qu'illustrent des histoires de braquages qui les impliqueraient. Au-delà

de ces faits divers, on présente en général la manipulation de ces enfants ainsi que leurs liens présumés avec des « syndicats » criminels qui les utiliseraient. Ces rapprochements, tout en sauvegardant l'image de l'enfant considéré comme une victime, ont le mérite de concilier deux visions de ces personnes – délaissées mais dangereuses – en faisant planer le spectre de mafias qui profiteraient de ces enfants⁴⁴.

Les autres types de mendiants, les « *Pak Ogah* » en particulier, sont également confrontés à de tels points de vue. Leur désignation montre les préjugés dont ils sont l'objet. Cependant, alors qu'ils se donnent pour rôle de régler la circulation aux carrefours et aux endroits permettant de faire demi-tour⁴⁵, on déplore le fait qu'ils provoquent des désordres supplémentaires en rallongeant les embouteillages si fréquents à Jakarta. Ils pratiqueraient en outre du racket. On leur reproche ainsi de menacer les automobilistes de rayer leur voiture, s'ils ne donnent pas suffisamment d'argent, mais aussi de ne laisser passer que les voitures qui leur donnent de l'argent. Avec ces méthodes, leurs revenus sont estimés de 30 000 à 40 000 *rupiah* pour une journée⁴⁶.

Au-delà de ces premières formes de pression, qui ne manquent pas de rejailir sur tout Jakartanais, en particulier les plus aisés qui se déplacent en voiture, la presse met en avant une nouvelle forme d'insécurité. Ces mendiants seraient non seulement organisés, comme montre leurs changements d'emplacement fréquents⁴⁷, mais en plus, ils utiliseraient des méthodes dignes de n'importe quel malfaiteur : prélever de l'argent sur le passage des transports en commun, des taxis ou des *bajaj*, au chauffeur, aux passagers, mais aussi se livrer à des actes criminels, allant jusqu'à blesser voire tuer des personnes qui auraient refusé de payer⁴⁸.

Ces descriptions rapides montrent le processus de stigmatisation et d'identification des vendeurs de rue, des enfants de rue ou des mendiants comme sources d'insécurité. Un glissement est opéré du désordre à la criminalité organisée, en passant par la délinquance, ce qui n'est pas sans rappeler les discours sur les foules des *kampung*. L'important ici n'est pas de détailler leurs caractéristiques, ni leurs appropriations de l'espace, ni même de savoir si tous pratiquent des formes de criminalité ou de délinquance. Le mouvement par lequel ces différentes catégories de « marginaux » deviennent source d'insécurité revêt plus d'intérêt. Le même processus est mis en œuvre dans ces différentes situations. Ce sont, tout comme les manifestations politiques que l'on soupçonne de pouvoir dégénérer en affrontements avec les forces de l'ordre, des traductions dans la ville des problèmes à la fois économiques et sociaux. Ces personnes sont ainsi sources de désordre, de « dysfonctionnements » dans l'économie et la société urbaine. Ils témoignent d'un laisser-aller, preuve qu'il n'y a plus de contrôle sur la ville et ses habitants.

C'est ce que dénotent également les amalgames de catégories « gênantes » de la population qui n'ont *a priori* que peu de points communs, si ce n'est leur présence en certains lieux. Ainsi, selon un processus de généralisation, le gouvernement de la ville regroupait la plupart des personnes marginales, ou qui occupaient certains emplois informels, sous le titre de « Porteurs de problèmes quant au bien-être social » (*Penyandang Masalah Kesejahteraan Sosial* ou PMKS). La catégorie PMKS comprend les vendeurs de rue, les conducteurs de cyclo-pousse, les mendiants, les prostitués, travestis et transsexuels, les musiciens de rue, les fous, ceux qui demandent des subventions au nom de la religion, les passagers rémunérés afin de contourner les règlements de covoiturage (les *joki*)⁴⁹, les *Pak Ogah* et les enfants de rue. En 2000, le gouvernement régional en recensait près de 200 000. En 2002, il n'en recensait plus que 54 874, mais la définition avait changé : si les vendeurs de rue n'étaient plus pris en compte, il distinguait cependant les enfants abandonnés, les délinquants, les prostituées, les mendiants, les travestis et transsexuels, les drogués, les anciens prisonniers, les personnes handicapées, les enfants de rue et les grabataires. Toutes ces personnes sont regroupées dans une catégorie, celle des classes dangereuses, assignant une même identité à des groupes très divers, étiquetés comme source d'insécurité et de mauvaise image pour la ville. Tout se passe d'ailleurs comme s'il suffisait de quelques faits divers les concernant pour que toute une catégorie devienne criminelle et dangereuse pour le citoyen.

La jeunesse

Au travers de la généralisation apparente du phénomène des batailles et de sa croissance régulière, toute une classe d'âge, celle des 15-19 ans, semble frappée. L'Indonésie, et Jakarta comme le reste du pays, a en effet une population jeune. Selon le recensement de 2000, un tiers de la population de la ville avait moins de 19 ans, parmi laquelle les 10-19 ans représentaient 18,56 % de la population totale. Ces classes d'âge (moins de 19 ans et les 10-19 ans), en raison d'une politique de planning familial efficace, sont en diminution relative (en 1971, elles représentaient respectivement 55 % et 23 % ; en 1981, 51,5 % et 23,7 % de la population totale et en 1990, 44 % et 22,87 %). L'agglomération reste cependant une agglomération jeune et la classe d'âge des 15-19 ans, celle en âge d'aller au lycée, fait partie des plus nombreuses. Selon les statistiques de 2001, les adolescents scolarisés sont au nombre de 413 523, soit près des trois quarts de leur classe d'âge. Face à ces chiffres, l'importance des batailles de lycéens ressort : les élèves qui se battent sont difficilement repérables par leurs parents, ils sont « normaux », gentils et disciplinés aussi bien à la maison que face à leurs professeurs. Les habitants, les autorités comme les forces de l'ordre de la ville sont donc en droit d'avoir peur.

Cette inquiétude présente un double aspect : d'une part, une peur des jeunes, qui depuis longtemps peuvent être à la source d'attaques dans les autobus et aux feux rouges (comme le montrait l'inquiétude souvent rencontrée dès 1992, lors de mon premier séjour dans la ville où les adolescents aux carrefours étaient craints). D'autre part, la peur que ces batailles soient une école de la criminalité et que tous ces élèves qui se battent soient de futurs malfaiteurs ou caïds.

Cette vision est régulièrement opposée à la vision « officielle » de la jeunesse, une sorte de *topos* indonésien, héritier de la période de la Révolution (celle de la guerre contre les Hollandais, de 1945 à 1949), où la jeunesse représente le fer de lance de la libération, certes violente mais pour le bien de la Nation⁵⁰. Cette ambivalence remonte au début du siècle, comme le montre C. van Dijk⁵¹, avec l'inquiétude inspirée par les groupes de jeunes à bicyclettes qui troublaient l'ordre, mais encore plus à la fin de l'occupation japonaise, comme le montrait déjà Benedict Anderson à propos de la Révolution indonésienne. Ce dernier déclare ainsi au début de son ouvrage : « le mot autrefois innocent de *pemuda* (jeunesse) acquit rapidement une aura de terrorisme sans pitié »⁵². Les jeunes dans la lutte pour l'indépendance avaient ainsi une double image : celle de groupes violents, du point de vue des Hollandais, et celle de sauveurs de la nation pour les Indonésiens – thème qui n'a pas cessé d'être repris depuis. Leur rôle durant les événements de 1965-1966 a également renforcé cette image de fer de lance du progrès. C'est ce qu'illustrent les noms donnés à ces jeunes : « Génération de 45 » et « Génération de 66 ».

Les journaux et discours officiels reflètent cette ambivalence de la vision de la jeunesse indonésienne. En 1997 encore, un rapport de la municipalité sur les batailles d'écoliers présentait en introduction le contexte dans lequel le rapport était rédigé : hausse de l'intensité des batailles, croissance préoccupante pour toutes les couches de la société, surtout lorsque l'on considère le rôle de la jeunesse :

« La rédaction du rapport sur les batailles d'écoliers et leur maîtrise a pour contexte la croissance de plus en plus forte de l'intensité des batailles d'écoliers dans le DKI Jakarta. Cette croissance inquiète très fortement toutes les couches de la société, d'autant plus que ces agissements négatifs sont réalisés par une génération qui va avoir un rôle des plus sacrés, celui d'héritier de la lutte pour la Nation.

*L'appréhension de la société est un fait normal car les batailles entre écoliers des derniers jours n'ont plus seulement la forme d'une délinquance juvénile normale mais celle d'actes criminels qui provoquent souvent des morts. »*⁵³

Ce texte reprend la plupart des leitmotifs sur la jeunesse et sur les batailles, que l'on retrouve dans nombre de discours officiels : la mission sacrée de la jeunesse, perturbée par des agissements destructeurs qui viennent la menacer. Son rôle pour la Nation s'inscrit ainsi dans la droite lignée des luttes passées pour la

défense de l'Indonésie. L'auteur exprime aussi l'inquiétude de voir de telles batailles dégénérer en criminalité. Nombre de discours et articles officiels reprennent cette préoccupation jusqu'à récemment. Ainsi, en 1990, lors d'une conférence de presse, le chef de la police de Jakarta, le Major général MH Ritonga, déclarait que la délinquance juvénile prenait de plus en plus la forme de criminalité : « Mais cette délinquance se développe souvent sous la forme de criminalité. Cela est dû à plusieurs facteurs, parce qu'elle est réalisée en nombre, par exemple. Il y a des personnes qui les poussent ou qui les chauffent. » Il en est de même pour nombre d'articles de journaux qui présentent cette même peur de voir toute une génération d'élèves formée à l'école de la criminalité. L'avenir de la jeunesse jakartanaise, de tout lycéen susceptible d'être touché par ce phénomène sans même que son entourage ne s'en doute, est ainsi l'un des principaux facteurs d'insécurité, ce qui ne manque pas de rejaillir sur la vision du système scolaire national.

Les types de lycéens

Les élèves sont également stigmatisés en fonction des types d'établissements qu'ils fréquentent. Le système d'enseignement indonésien est divisé en deux grands types de lycées : les lycées techniques ou STM/SMK, spécialisés, et les lycées d'enseignement général, ou SMU, qui mènent plus facilement à l'université, eux-mêmes divisés entre lycées publics et lycées privés accrédités. Comme dans beaucoup d'autres pays, un premier clivage partage les lycées publics et privés, ces derniers étant réputés pour leur meilleur encadrement théorique et permettant d'échapper à la sectorisation. Mais le plus important reste celui entre les lycées d'enseignement technique et général.

En temps de crise, l'enseignement technique augmente les chances d'obtenir un débouché professionnel. Il est cependant dévalorisé par rapport aux filières générales. Plusieurs types de reproches lui sont formulés, qui ne manquent pas d'avoir des répercussions sur les batailles.

L'un des premiers, qu'un grand nombre d'élèves des lycées techniques ressentent, est la mauvaise image des élèves des lycées techniques, qui sont considérés comme des « enfants de vagabonds ». En effet, dans la stratégie de scolarisation de leur enfant, les catégories les plus défavorisées ont davantage tendance à choisir des filières qui mènent directement à un emploi. L'école représente souvent un fardeau économique : en l'absence de bourse, il est difficile de payer l'inscription, les équipements et l'uniforme, sans compter le manque à gagner pour le temps qui n'est pas consacré à chercher des revenus. Ces parents placent donc généralement plus leurs enfants dans des filières qui mènent directement à un emploi bien défini – les écoles techniques – alors que

l'obtention d'un poste à la sortie d'un lycée général est plus douteuse, dans une ville où la concurrence sur le marché de l'emploi est difficile et où même les diplômés de 1^{er} et 2^e cycles ont des difficultés à se placer. Dans les catégories les plus aisées de la population, la voie royale reste l'enseignement général, d'autant plus qu'un réseau de relations peut toujours aider à trouver une position. À cela, il faut ajouter le préjugé selon lequel on s'enrichit plus facilement lorsque l'on est issu d'un SMA que d'un lycée technique.

Cette première forme de ségrégation est à relier à celle qui différencie les types de quartiers. Alors que Jakarta est caractérisé par un mélange des types de logements et de populations, on trouve cependant certains quartiers qui ont été lotis pour les élites uniquement. Il s'agit principalement des quartiers de Menteng, Kebayoran Baru, Pondok Indah et les alentours mais aussi Pluit ou les villes satellites de la périphérie comme Lippo ou Bumi Serpong Damai. Dans de telles zones, on perçoit également une ségrégation qui transparaît dans la fréquentation des écoles. Les élèves y sont bien plus protégés des risques de batailles : moins laissés à eux-mêmes, ils sont fréquemment raccompagnés chez eux et n'ont pas à emprunter de transports publics.

Le système scolaire jakartanais est ainsi source d'inquiétude. Les écoles où l'on se bat seraient les écoles techniques et les lycées professionnels, qui recrutent leurs élèves dans toute la ville, mais également les lycées généraux de quartiers plus défavorisés. L'école ne formerait plus les élèves – le meilleur moyen pour trouver un emploi restant en pratique les relations personnelles tissées par la famille –, mais deviendrait, dans l'esprit des Jakartanais, une école de la criminalité.

Face à ces peurs des jeunes et des différentes écoles, de nombreuses voix tendent à relativiser le phénomène. Ainsi certains articles de journaux, mais aussi de hauts fonctionnaires de police ou du Bureau régional du ministère de l'Éducation et de la Culture, minimisent l'importance de ces affrontements. Selon les années et d'après les statistiques, il n'y aurait qu'entre 0,02% et 0,8% des écoliers concernés (les ONG les plus pessimistes estiment, quant à elles, le nombre d'écoliers qui se battent à un peu moins de 10%). Le problème des batailles montre toute son ambivalence. Il frappe l'agglomération entière : il touche la jeunesse et se déroule à l'extérieur des écoles, dans les centres vitaux de la capitale, ce qui amplifie son importance. On tend cependant parfois à le minimiser afin de montrer que la situation est contrôlée, qu'elle n'est pas aussi dramatique que l'on voudrait le croire, dans un effort pour rassurer le public. Cette démarche laisserait entendre que les administrations ne sont pas aussi incompétentes que certains comptes rendus de journaux le laisseraient entendre. De même, seulement un peu plus de 14% des établissements étaient des foyers de batailles selon les autorités. Ces données sont importantes et soulignent combien le problème des batailles d'écoliers n'est pas un problème uniquement scolaire ou

d'éducation, mais également un problème urbain et politique. C'est aussi parce que ces écoliers se trouvent dans la capitale que les batailles prennent toute leur ampleur dans la réalité et dans l'imaginaire des Indonésiens.

La perception de la violence et de l'insécurité générée par ses « classes dangereuses » érige donc Jakarta en ville dangereuse. Cette image est complétée par la perception de l'environnement même, surtout dans les lieux qui ont subi des troubles.

Les modifications dans la ville

Les ruines de Jakarta

Émeutes, criminalité, batailles, autant de phénomènes qui laissent des traces dans la ville. Si les habitants n'ont pas tous assisté aux événements, ils en ont fait l'expérience par le biais des signes éparpillés dans l'agglomération, telles les nouvelles ruines urbaines, résultats de la violence. Lors des émeutes de 1998, les dégâts immobiliers ont été considérables : plus de 700 bâtiments ont été détruits, incendiés ou endommagés. Les traces laissées par ces troubles sont imposantes : des rues entières ont été transformées en champs de ruines. Ces faits sont d'autant plus frappants qu'ils s'inscrivent dans la durée. En 2000, les bâtiments victimes des émeutes de 1996 étaient toujours dans le même état et avaient tout juste été débarrassés de leurs gravats. Il en était de même pour ceux de 1998. Les seules modifications qu'ils avaient subies étaient les panneaux de contre-plaqué apposés sur les vitres brisées, reprenant parfois les anciennes couleurs du verre (doc. 16, p. 108). Deux types de paysages de ruines apparaissent : ceux qui sont insérés dans les grands axes de la ville, où ils font partie des paysages quotidiens des habitants, comme on peut l'observer sur le doc. 16, et les zones sinistrées, tel le centre commercial de Glodok. Des ruines de béton calciné, tendues de filets bleus afin d'éviter les risques d'éboulements, jetaient leur ombre sur ce quartier qui avait perdu son animation.

Les paysages d'émeutes ne sont pas uniques. Ils se confondent avec d'autres types de ruines urbaines. La portion de l'avenue Matraman, entre les quartiers de Berlan et Palmeriam, en est le témoin : immeubles de bureaux calcinés aux vitres de miroir brisées, tôles posées à la hâte sur les devantures de magasins et bâches de plastique en attendant les panneaux de contre-plaqué. Ici, les destructions sont récentes. Elles marquent cependant le paysage urbain de manière identique, même si les symboles en sont différents (résultats de rivalités économiques et de la destruction des principales ressources de l'adversaire). Dans le quartier de Manggarai, au sein du dédale de ruelles des RW 06 et 07, on trouve

un ensemble impressionnant de ruelles qui ont été désertées, telle une ville dévastée par la guerre, où les maisons, cette fois, ont été touchées. La ligne de démarcation n'y est qu'une ruelle de moins de deux mètres de large⁵⁴.

La violence se lit donc dans le paysage de l'agglomération. Ces ruines témoignent de déséquilibres qui ont dévasté le tissu urbain, signes d'autant de menaces et du danger auquel peuvent être soumis des quartiers entiers. Elles attestent également de l'absence de confiance (ou de moyens) des propriétaires qui n'osent pas investir dans la rénovation de leurs immeubles. L'insécurité perçue dans ces ruines est donc de deux types : à la fois marque des violences passées mais également symbole de la méfiance des propriétaires des bâtiments détruits face aux possibilités de reprise et de stabilité.

D'autres types de paysages se rattachent à ceux qui viennent d'être examinés. Ce sont ceux qui résultent de problèmes urbains tels que les évictions de terrain ou les difficultés à achever certains projets immobiliers en raison de la crise. Le doc. 17 (p. 108) montre ainsi une zone d'éviction, située dans le Triangle d'or. Ce sont les restes d'un tissu urbain qui a connu de profonds remaniements lors de la constitution du quartier d'affaires qu'est devenue cette zone. La majeure partie des maisons qui s'y trouvaient ont été détruites. Ainsi des restes de *kampung* insérés dans le dédale des tours du Triangle d'or (voir aussi le doc. 1, p. 15) : ce qui n'apparaît plus que comme une scorie est situé entre une zone de tours, que l'on voit à l'arrière-plan, et l'avenue que l'on tente d'élargir au premier plan. Si quelques maisons de cette parcelle ont été démolies – celles sur lesquelles une échoppe a été installée – on voit des signes d'une résistance à d'anciennes méthodes d'éviction de terrain⁵⁵. Les graffiti en sont le témoin : « *Tanah in belum dibayar* » (« Ce terrain n'a pas encore été payé »), « *Basmi KKN* » (« Éradiquons la corruption, la collusion et le népotisme »). Ils montrent le processus de contestation des changements d'affectation des sols et comment sont apparues des poches de résistance sous forme de ruines urbaines.

Un autre type de ruines observable à Jakarta depuis 1997 est celui des chantiers qui n'ont pu être terminés en raison de la crise économique et financière. Jusqu'alors, de nombreux chantiers poussaient avec des immeubles de plusieurs dizaines d'étages. Des panneaux publicitaires pour la promotion de ces tours fleurissaient sur des terrains vidés de leurs habitants peu auparavant et d'autres procédures d'éviction étaient en cours. Puis tout s'est figé. Les tours construites se sont éteintes la nuit par mesure d'économie, pendant plus d'une année, ne laissant plus apparaître que de grandes masses noires lorsque l'on parcourait en voiture les avenues les plus prestigieuses ; les chantiers qui avaient d'abord fonctionné au ralenti se sont arrêtés, les structures métalliques du béton ont commencé à rouiller, le béton à se dégrader et les panneaux publicitaires sont devenus de moins en moins reluisants.



Doc. 16. Plus de deux ans après les émeutes de mai 1998, portion de l'avenue Hayam Wuruk : les façades vitrées ont été remplacées par du contreplaqué. L'absence de réparation souligne la crise économique que subit le pays et le manque de confiance des entrepreneurs dans le climat politique et économique général.



Doc. 17. Terrain en voie d'éviction dans le Triangle d'or, entre une tour d'appartements (sur la gauche) et un hôtel (à l'arrière-plan). La maison a été démolie peu de temps auparavant et il ne reste plus que des ruines et une échoppe qui vend des plats cuisinés. (2000)



Doc. 18. Début de la reconstruction d'un centre commercial à Glodok en octobre 2000. Malgré la destruction d'une partie des bâtiments lors des émeutes de mai 1998, ce quartier compte parmi les plus animés.



Doc. 19. Tour sur l'avenue S. Parman, aux abords du Triangle d'or, non loin du parlement, cible habituelle des manifestations. Les vitres sont protégées des risques d'émeutes par des filets. (1999)

On observe ainsi dans les années 2000 plusieurs types de paysages : des terrains vagues dont les habitants ont été évincés et où ne poussent plus que des mauvaises herbes, des trous de plusieurs dizaines de mètres de profondeur, qui n'ont pu être comblés faute de moyens, des structures de béton dont les armatures métalliques pointent vers le ciel mais dont les coulées de rousse ont endommagé le béton, et des tours inachevées. À noter que certaines d'entre elles ont été raccourcies par rapport aux projets initiaux, mais cela apparaît très peu dans le paysage. Quant aux immeubles d'appartements de luxe, nombre d'entre eux sont restés inhabités, formant des sortes de *no man's land* sombres.

De nouvelles ruines urbaines sont donc nées, résultant non d'actes de violence directs, mais d'une bulle spéculative. Les conséquences en sont semblables, elles renvoient à la crise du pays et de Jakarta en particulier, aux problèmes de la cité, à l'instabilité du pays et aux troubles auxquels la capitale est soumise. Cette panoplie de formes rappelle que la violence est dans la cité et que l'économie du pays n'est pas en bonne santé. Les reconstructions et réparations ont ainsi lieu, pour les bâtiments détruits par les émeutes, principalement dans les lieux de forte activité économique ou de programmes gouvernementaux de reconstruction (doc. 18). Les paysages de ruines soulignent ainsi les processus à l'origine d'un des mécanismes d'extension du sentiment d'inquiétude à des zones de la ville qui ne sont *a priori* pas soumises à des phénomènes de violence.

La ville assiégée

L'insécurité urbaine se manifeste par divers types d'adaptations. Face aux émeutes, par exemple, des changements sont apparus dans le tissu urbain.

Le doc. 19 représente un immeuble situé sur l'une des extensions du Triangle d'or, l'avenue S. Parman, en octobre 1999. Il s'agit d'une tour de bureaux récente, sur laquelle des filets ont été apposés afin d'éviter les bris de vitre que des jets de pierres pourraient provoquer. Ces filets ont été posés uniquement sur la façade de l'avenue principale, la Jl. S. Parman, les manifestants (et des émeutiers) circulant en général sur ce grand axe (le parlement, foyer de contestation et objectif de la plupart des manifestations durant l'année 1999, se trouve à environ un kilomètre à l'est de l'immeuble, le long de cette avenue). Cette tour symbolise les contrastes et les menaces dans la cité. D'une part la tour, avec ses façades de miroirs, symbolise la modernité de Jakarta, sa puissance financière et économique. D'autre part, les filets semblent dérisoires, comme un moyen artisanal de se défendre face à des menaces sur lesquelles aucune technologie n'a de prise. Ce contraste souligne l'impuissance des grands ensembles d'appartements de luxe, en l'occurrence les propriétaires de ces bâtiments, face à la violence, comme si rien n'avait été prévu pour faire face à de tels actes – la violence

était en effet absente des préoccupations des architectes et promoteurs à une époque de pleine croissance. Il montre aussi la pauvreté des techniques d'adaptation contre les risques, sortes de baromètres de l'insécurité dans la ville, au centre comme à la périphérie⁵⁶.

Cependant, des adaptations *a posteriori* ont également émergé face aux phénomènes de violence dans les quartiers d'habitation. Lors des émeutes de 1998, les habitants ont érigé des barricades partout dans la ville. Durant les trois jours d'explosion de violence, ils gardaient les entrées des différents *kampung*. De manière à bloquer les entrées secondaires, des amas d'objets encombrants entravaient l'accès des ruelles. Ainsi, le 16 mai 1998, sur la rue Pancoran, derrière le marché de Glodok qui achevait d'être consommé, les accès au *kampung*, peuplé majoritairement d'Indonésiens d'origine chinoise, étaient bloqués par des caisses qui avaient été rassemblées auprès des habitants du quartier, mais également par tout autre objet encombrant, depuis des plaques de contreplaqué jusqu'à des morceaux de grilles, telles des barricades élevées à la hâte. Le doc. 20 (p. 112) montre également ces nouvelles barrières. Les abords du quartier sont plantés de palmiers élégants, avec une pelouse bien entretenue. À l'arrière-plan, la maison à étage dotée d'une grande parabole et la largeur des rues rappellent le statut socio-économique élevé des habitants. Ici, l'un des accès au quartier a été fermé. Si l'on retrouve des clôtures traditionnelles, comme la barrière destinée à empêcher le passage des voitures durant la nuit, d'autres formes plus récentes se superposent, destinées à condamner irrémédiablement la route : des structures composées de bambou et de planches de bois, sur lesquelles a été palissé du fil de fer barbelé, tels des chevaux de frise.

L'étape suivante, car il s'agissait bien d'une évolution à cette époque, c'est la grille solide et haute (doc. 21, p. 113). À la grille classique, ont été ajoutés des pics destinés à empêcher les éventuels assaillants de grimper. Ces différents types de barricades donnent donc l'image d'une ville assiégée. Ils sont également le signe des leçons qui ont été tirées des événements de mai 1998, d'une époque où les rumeurs laissaient croire que l'on attaquait les quartiers d'habitation et où l'on tentait, avec des moyens de fortune, de se retrancher derrière des barricades édifiées à la hâte.

La situation de crise et d'émeutes de 1998 représente un laboratoire de l'accélération des processus d'enfermement. Si l'on voyait partout s'élever d'abord des barrières artisanales, une sélection s'est opérée par la suite entre les quartiers qui les enlevaient et ceux qui poursuivaient ce processus d'enfermement. On pouvait ainsi se demander si, dans ces derniers, on n'assistait pas à un processus de ségrégation. Un des lotissements de Pluit, près de la centrale électrique par exemple, quartier à prédominance d'origine chinoise, avait été dessiné selon un damier de rues menant à de grands axes, tout à fait caractéristique de



Doc. 20. Barricade érigée aux abords d'un lotissement aisé, à proximité d'Ancol, au nord de la ville. Les pelouses bien entretenues, les palmiers, la largeur des rues et la taille des maisons rappellent que ce quartier est habité par une élite.

la structure des nouveaux lotissements. Un an après les émeutes, la plupart de ces rues qui conduisaient aux avenues avaient été barrées et l'on ne pouvait plus entrer dans le lotissement que par deux ou trois entrées, donnant ainsi une impression de labyrinthe à un quartier qui avait été conçu de façon tout à fait géométrique. Les barrières traduisent ainsi une géopolitique du quartier, où la plupart des accès sont gardés.

Cette transformation avec des barricades n'a cependant pas eu lieu partout. Dans certains quartiers, les structures de bambou ont été rangées sans que des grilles ne prennent leur place. Cela est-il dû à un manque de moyens financiers pour achever le système de défense du quartier, ou bien s'agit-il du fait qu'on considérait les risques comme faibles? Toujours est-il que les grilles paraissent surtout avoir été renforcées dans les nouveaux lotissements aérés tels que ceux de Kelapa Gading ou de Pluit, par exemple. Là, le système de circulation au sein du quartier a été modifié: un ou deux accès au maximum pour chaque quartier, alors qu'auparavant, la plupart des rues menaient à un axe principal. Tout se passe comme si, petit à petit, ces quartiers se repliaient.

Cette forme de fermeture n'est pas sans rappeler deux formes urbaines. D'une part, celle que l'on voit déjà dans les *kampung* de la plupart des villes de



Doc. 21. Entrée du *kampung* de Mohammad Ali, à Tanah Tinggi, sur l'avenue Suprpto. La grille en fer peut être refermée la nuit. Elle offre une double protection : contre les mouvements d'émeutes mais aussi contre les voleurs la nuit. Elle est surmontée d'une banderole sur laquelle on peut déchiffrer : « Soutenons l'élimination des drogues ». (1999)

Java, où la structure du quartier se présente comme un dédale de ruelles auquel on accède par quelques rares ouvertures depuis un axe principal. D'autre part, version certainement bien plus prisée des habitants de ces quartiers, on retrouve une forme de lotissement inspirée de modèles étrangers comme il en existe non seulement à Los Angeles, aux États-Unis, mais aussi dans un grand nombre de grandes villes à travers le monde, y compris à la périphérie de Jakarta, avec une configuration des lieux qui n'est pas sans rappeler les quartiers enclos, les *gated communities*⁵⁷. Un grand nombre de ces derniers ont été conçus en tant que tels, séparés et cloisonnés à l'écart du reste de la ville, mais à Jakarta, ce ne sont pas les mêmes évolutions qui ont eu lieu. La plupart de ces quartiers sont dans la périphérie, principalement dans les districts de Bekasi, Tangerang et Bogor. Ils se rattachent ainsi aux quartiers créés selon une identité ayant trait au niveau de vie ou au prestige. Réservés aux classes sociales moyennes ou aisées, ils présentent un environnement que l'on pourrait considérer comme aseptisé, parfois avec un thème principal (les grandes cultures du monde, par exemple à Kota Wisata [« la ville du tourisme »], à Bogor) ou avec des équipements de qualité, un golf ou un lac, par exemple⁵⁸. Ces formes urbaines s'apparentent cependant

plus à des villes satellites ou à des lotissements à grande échelle. Un système de protection y a été développé avec des murs surmontés de barbelés qui entourent tout le lotissement, voire la ville, et avec des entrées distinctement signalées et gardées par des services de sécurité privés, où il faut un laissez-passer ou une invitation pour pouvoir y pénétrer. Ici, les formes de cloisonnement sont concomitantes de la création du lotissement et ressemblent à celles observables ailleurs dans le monde. Les barrières et les systèmes de garde n'y sont qu'un service de plus. Les préoccupations liées à l'insécurité sont présentes dans ces formes, mais elles n'en sont pas non plus la conséquence immédiate comme les grilles et barricades décrites. En effet, de nombreux autres facteurs tels que le statut social des habitants, les mythes de villes plus propres, mieux organisées que la capitale elle-même, ou même du climat pour celles qui se situent à Bogor ne sont pas sans jouer sur la volonté de s'installer dans de tels lieux⁵⁹.

Inversement, les processus de cloisonnement de quartiers qui n'étaient pas fermés auparavant, dénotent avant tout les craintes ressenties face à de nouveaux maux. Ils sont à la fois le signe d'une séparation du quartier face au reste de l'agglomération et de certaines formes d'intégration. En effet, les lotissements qui se sont « enfermés » avaient déjà la réputation d'être des lieux d'individualisme, en comparaison avec les structures sociales des *kampung*, au contrôle communautaire bien plus fort. Cela traduisait aussi pour ces lotissements aisés un état de fait, celui d'une ségrégation en fonction des revenus⁶⁰. Ces processus montrent donc un regroupement des habitants face à une menace collective. Alors que les processus de ségrégation physique de quartiers dans le tissu urbain sont en général décrits comme des phénomènes volontaires *a priori*, dans le cas de Pluit, Kelapa Gading ou Sunter, ils résulteraient plutôt d'une peur collective.

Les principales différences du cas de Jakarta avec les mouvements de cloisonnement que l'on trouve ailleurs proviennent des moindres consonances identitaires, statutaires ou sécuritaires des Jakartanais. Ces quartiers se défendent avant tout contre une menace précise : celle des violences et des émeutes, en particulier dans les quartiers à majorité chinoise, dénotant ainsi un processus de constitution de ghettos venu de l'intérieur du quartier. L'apparition de grilles ailleurs dans la ville et jusque dans les quartiers commerçants, est également là pour montrer que si l'on trouve des formes semblables de quartiers à travers le monde, celles-ci ne semblent pas avoir la même signification, puisqu'elles se présentent surtout comme des réactions face à la violence et à l'insécurité. Elles montrent ainsi un exemple des processus de contrôle que le danger engendre dans la ville.

Les types de violence analysés dans cette partie distinguent plusieurs types de logiques territoriales : économiques (cas de délinquance et certains types de

batailles de quartiers), communautaires (batailles de quartiers et batailles de lycéens, où l'on retrouve des groupes proches des gangs organisés) ou symboliques (espaces publics exploités par la petite criminalité ou privilégiés par les émeutes). Parallèlement à cette première typologie, la violence se manifeste à différentes échelles, depuis le carrefour et le centre de commerce, jusqu'à certains axes urbains, pour les batailles de lycéens, et la ville entière, dans le cas des émeutes.

Ces formes de violence ne sont pas sans effet sur la population et l'image de la ville : le sentiment du danger y reflète des modes d'exploitation des territoires. Il prend sa source à la fois dans des expériences de violence vécues, mais aussi dans les moyens de propagation de l'information, qui contribuent à produire une image générale de la ville comme dangereuse. Il privilégie certaines cibles, personnes ou lieux, que ce soient les groupes de marginaux ou les ruines urbaines, symboles d'une violence possible. Même les émeutes, qui répondent à des logiques politiques, rejaillissent sur la vision de la cité, englobant les personnes qui participent à ces exactions, la classe dirigeante et ses manèges qui s'expriment par diverses manipulations. Le propre du danger est donc de sceller, à partir d'événements ponctuels, la violence d'un lieu et les risques qui s'y concentrent. Il articule une double dimension de la violence, entre perception et réalité.

La violence, telle qu'elle a pu apparaître dans ce Jakarta dangereux, soulève ainsi des enjeux importants dans la métropole, ceux du contrôle de la cité principalement. Les rumeurs renvoient, par exemple, au fonctionnement sous-jacent de la ville et, par-delà, à une mainmise réelle sur la ville, même si elle n'est pas toujours visible. Elles suggèrent l'existence de logiques occultes, plus profondes que celles que l'on peut voir, et renvoient à un contrôle de la ville qui n'est pas officiel. En tant que phénomènes urbains, la violence et le danger reflètent ainsi les modes de contrôle de la capitale dans son ensemble, ses structures et les réactions des autorités et de la population.

PARTIE 2

LES TERRITOIRES
DE LA
RÉPRESSION

Policer Jakarta

La violence a de multiples effets qui interagissent avec la sécurité et la politique. En tant qu'effraction du territoire, elle soulève la question du contrôle de la ville. À qui appartient la ville ? Quelles en sont les logiques ? Si l'insécurité soulignait la perception d'absence de mainmise sur la ville, la violence, elle, met en jeu les acteurs de ce contrôle et leurs moyens, leurs tentatives de prise en main, de surveillance et de résorption des « maux urbains ».

La délinquance et la criminalité ont une place capitale dans les priorités politiques de la ville, car elles jouent sur l'image de la ville et mettent en jeu les questions de la pauvreté et du développement économique. Elles ont des effets sur le bien-être des habitants, la vie urbaine et sur l'activité économique de la capitale et du pays. Ainsi, les émeutes de 1998 ont accentué la crise économique de 1997, provoquant l'arrêt de toute activité économique étrangère le temps des troubles – comme l'illustre le nombre de sociétés qui avaient rapatrié leurs employés ou les avaient évacués vers Singapour – et la réduction des investissements par la suite. De même, dans le secteur touristique, les troubles dans la capitale ont eu des répercussions sur tout le pays, même si les touristes séjournent généralement peu de temps dans la métropole (inversement, les attentats de Bali d'octobre 2002 et de 2005 ou l'épidémie de pneumopathie atypique en 2003, qui n'ont pas eu lieu dans la capitale, l'ont frappée de plein fouet). Le contrôle de la ville par les instances officielles suit donc deux logiques. D'une part, une logique mondiale qui consiste à dorer le blason de la vitrine du pays, afin d'attirer les investisseurs et stimuler l'activité économique ; d'autre part, une logique intérieure qui vise à contenir tout débordement, à rassurer la population et à affirmer le pouvoir de l'État.

Qui contrôle la ville ? Quelle est la signification de cette appropriation par les personnes et instances qui en sont à l'origine ? Alors que dans la plupart des capitales occidentales, la surveillance et le contrôle sont les attributs de la municipalité et des forces de police, l'Indonésie se distingue par la superposition des forces armées à ces deux instances. Cela entraîne dans la capitale des relations originales entre ces différentes institutions, mais aussi des formes particulières d'appropriation et de contrôle de la ville.

Jakarta, un territoire militaire ? Police, armée et contrôle de la ville

Une police sous domination de l'armée ?

La police, par sa fonction, est l'organisme théoriquement le plus à même de lutter contre la criminalité dans la ville, aussi bien par des actions préventives, comme cela est de plus en plus courant, que par la répression et la traque des criminels. Son organisation territoriale n'est pas sans rappeler les divisions administratives du pays, voire, dans certains cas comme la région de Jakarta, d'anciennes divisions coloniales. Sous l'autorité du quartier général de la police de la République d'Indonésie (*Markas Besar Polri*), situé à Jakarta, différents échelons d'intervention sont présents. La police régionale de la capitale (*Polda Metro Jaya* ou PMJ) recouvre non seulement les limites de la Région spéciale de la capitale – le DKI Jakarta – mais aussi les districts voisins de Tangerang et Bekasi ainsi que la ville de Depok, au sud. Aux échelons inférieurs, des circonscriptions territoriales sont calquées sur celles des municipalités – ce sont les *Polresto* – à l'exception de la police de Jakarta Nord, dont le port de Tanjung Priok est séparé en une circonscription particulière, la KPPP. Chacune est divisée en secteurs de police ou *Kepolisian Sektor (Polsek)* qui correspondent plus ou moins aux districts (*kecamatan*), chaque secteur et subdivision étant placé sous l'autorité d'un chef. L'espace urbain est ainsi divisé en unités de contrôle territorial de la police. Celles-ci comptaient à Jakarta près de 21 000 policiers en 2002, soit, en théorie, un policier pour 803 habitants¹, et 172 postes de police (33 à Jakarta Sud, 30 à Jakarta Est, 42 à Jakarta Centre, 29 à Jakarta Ouest et 38 à Jakarta Nord).

Jusqu'en 1999, la structure territoriale de la police dépendait de celle de l'armée, dont elle faisait partie depuis trente ans. Cette dépendance s'exprimait non seulement dans l'organisation hiérarchique – les grades des policiers étaient les mêmes que ceux des militaires – mais aussi dans leurs modes d'intervention et plus généralement dans leur esprit. La police était sous l'influence

du secteur militaire de la région de la capitale, le *Komando Daerah Militer X* ou *Kodam X*, qui regroupait les mêmes circonscriptions que la « province » policière (*Polda Metro Jaya*). Ce commandement est à l'heure actuelle encore divisé en districts, les Commandements de districts militaires ou *Kodim*, qui correspondent plus ou moins aux municipalités de Jakarta, eux-mêmes découpés en Commandements de zones militaires – les *Koramil* –, l'équivalent des secteurs de police, découpés finalement en *Babinsa* au niveau des sous-districts (*kelurahan*) ou des villages. Alors que la police avait en théorie la responsabilité de la lutte contre la criminalité, avec les fonctions d'investigation mais aussi de prévention afférentes, le quadrillage territorial de l'armée répondait à une autre logique : celle de l'unité de la Nation, de sa défense, aussi bien face à des menaces externes qu'internes.

Cette double compétence de l'armée résultait de son histoire, avec ses grands faits d'armes, pour la plupart à l'intérieur du pays : contre l'occupant hollandais dans la lutte pour l'indépendance, mais aussi contre les mouvements séparatistes comme à Java Ouest, aux Célèbes ou à Sumatra². La doctrine de la « double fonction » ou *dwifungsi* entérina ces compétences. Édictée sous l'Ordre ancien, dès 1958, par le général Nasution, chef des forces armées, elle fut institutionnalisée après l'avènement du Président Suharto³. Cette doctrine attribuait non seulement à l'armée une mission de défense face aux agressions externes, mais aussi un rôle d'aide à la population du pays en tant que « dynamisateur et stabilisateur et assumant, avec les autres forces sociales, la responsabilité de mener à bonne fin la lutte de la Nation pour donner son contenu à l'indépendance et développer la prospérité du peuple indonésien tout entier. »⁴

L'armée était définie comme un instrument stratégique de défense des intérêts de l'État et comme une force de progrès social. Ses secteurs territoriaux étaient non seulement des zones militaires, où les troupes stationnaient dans l'attente d'une mission, mais aussi des territoires de contrôle effectif, où les soldats intervenaient de façon régulière.

Dans les faits, si l'armée agissait en cas de catastrophe naturelle, par l'envoi de premiers secours par exemple, elle avait également une fonction de surveillance de la population et de ses éléments déstabilisateurs ou subversifs, comme ce fut longtemps le cas pour les personnes soupçonnées de sympathies communistes. Alors que la police était censée s'occuper de la criminalité ordinaire, les districts militaires établissaient une surveillance dans les domaines politiques et de sécurité nationale. Cette répartition théorique des tâches existait à tous les niveaux, du national au local.

L'importance du contrôle de l'armée sur tous les districts du territoire indonésien fut affirmée par la création, en 1965, du Commandement des opérations de rétablissement de la sécurité et de l'ordre, le *Kopkamtib*. Dirigé par Suharto

à ses débuts, sa fonction initiale était la lutte contre la menace représentée par les communistes⁵. Par la suite, il devait contrôler toute menace à la paix et à la sécurité sur le territoire. Cet organisme avait des pouvoirs d'exception considérables, légitimés d'abord par les événements de 1965, puis par une décision du Parlement en 1973. Son statut légal et ses attributions demeurèrent néanmoins flous et larges. Ainsi, en 1982, un manuel de commandement militaire lui attribuait quatre fonctions principales : coordonner l'application des politiques pour le maintien de la sécurité, de la stabilité et de l'ordre national ; prévenir les activités et anéantir les restes du Parti communiste et d'autres groupes extrêmes qui menaçaient la sécurité, l'ordre et l'unité nationale ; neutraliser les influences « morales et mentales » qui provenaient du Parti communiste et Mouvement du 30 septembre (G30S/PKI) ; guider la société vers une participation et une responsabilité plus actives dans la préservation de l'ordre et de la sécurité⁶. Le rôle de l'armée de terre dans le contrôle du territoire et de la société était donc considérable. Elle regroupait les différents domaines de surveillance et d'intervention à l'intérieur du pays, depuis la surveillance idéologique de la population, jusqu'aux actions dirigées contre toute menace à l'intégrité de la nation.

Fonctionnements et impopularité de la police

Cette relation étroite entre la police et l'armée ne date que de la fin des années soixante. Si l'on fait remonter les premières polices dans l'archipel aux royaumes précoloniaux tels que ceux d'Aceh, du sud de Sulawesi ou de Mojo-pahit – avec le bataillon des gardes, les Bhayangkara, dirigé par Gajah Mada, qui avait pour but initial de protéger le souverain avant d'étendre sa protection au royaume⁷ – ce n'est qu'à l'indépendance, en 1945, que le Service de police nationale (*Djawatan Kepolisian Negara*) fut constitué sous une forme moderne, sur les bases de l'ancienne police coloniale⁸. Cette police était, à l'origine, sous l'autorité du Premier ministre et demeurait en théorie autonome. La loi de constitution de la police (loi n° 22 de 1946) lui garantissait son indépendance, mais celle-ci était moins assurée dans la pratique, en raison de la responsabilité du Résident (représentant de l'État) de chaque province dans les affaires de sécurité, selon un arrêté parlementaire (*Penetapan Pemerintah 11/SD* de 1946). La police est restée un organe séparé jusqu'en 1969, date à laquelle son intégration à l'armée fut réalisée de façon systématique. Elle avait cependant entretenu pendant longtemps des liens ambigus avec l'armée. Par exemple, durant la guerre d'indépendance contre les Hollandais, les policiers qui s'étaient engagés et avaient été capturés acceptaient d'être traités comme des prisonniers militaires alors qu'en théorie, ils auraient dû être traités comme des civils. De même, lors de la réunion de la police et de l'armée au début des années soixante, on

tenta de placer ces deux corps stratégiques à l'écart des débats politiques, ce qui ne les empêcha pas en définitive de subir des pressions idéologiques, l'armée de l'air, la marine et la police étant considérées comme sympathisantes du Parti communiste alors que l'armée de terre était anticomuniste.

La police avait ses propres institutions de formation : l'Académie de police de Semarang et l'Établissement supérieur d'études policières (*Perguruan Tinggi Ilmu Kepolisian* ou PTIK), fondé en 1946 à Jakarta. Cependant, depuis leur incorporation au sein de l'armée, les futurs policiers devaient au préalable se présenter à un concours commun avec les autres forces militaires – où la police était considérée comme le corps le moins prestigieux – suivi d'une formation commune pendant six mois, à l'Académie militaire de Magelang (*Akabri*). Cet enseignement commun avait pour justification idéologique l'unité des forces armées, matérialisée par la nouvelle doctrine militaire de 1966, *Tjatur darma, Eka darma* (« quatre missions, un seul destin »). Les différents corps ne devaient pas suivre des voies divergentes, comme cela avait été le cas avant 1965, ce qui avait mené au coup d'État de 1965. De 1967 à 1999, une discipline militaire, encore omniprésente à l'heure actuelle, était inculquée aux policiers. Plutôt que de considérer les principes juridiques comme principes d'intervention, on y apprenait avant tout à obéir à ses supérieurs hiérarchiques et aux anciens, selon des principes de discipline et d'obéissance militaire.

Au sein de cette formation, la violence jouait un grand rôle. C'est ce que montre J. Barker⁹ dans l'étude du système d'éducation de la police. Les policiers apprenaient en effet à considérer les personnes des classes précédentes, les « seniors », comme source de toute vérité et de droit, à laquelle ils devaient obéissance. Or ces personnes faisaient souvent usage de violence, lors des bizutages par exemple. L'auteur en déduit qu'« il n'y a pas de distinction claire entre la violence et la loi puisque les anciens sont la source des deux ». Si cette interprétation ressemble quelque peu à un raccourci, elle a le mérite néanmoins de souligner l'importance de la violence dans la formation policière, ce qui peut expliquer la légitimité de certaines pratiques, lors des interrogatoires par exemple. Après plusieurs années en poste, par exemple, un officier, élève en DEA (S2) de l'Établissement supérieur d'études policières s'étonnait face à moi de ce que l'on pouvait obtenir des aveux d'un suspect sans le battre au préalable.

Si la violence est un des éléments prégnants des années de formation, c'est aussi au cours de ces mêmes années que la plupart des réseaux de policiers se constituent entre élèves d'une même promotion. C'est ce que l'on nomme les fratries ou confréries de policiers¹⁰. Elles sont la base de liens supraterritoriaux très forts entre les officiers : elles servent de système d'entraide et lient les circonscriptions par des réseaux de promotions de policiers, selon une logique proche des relations entre les soldats¹¹. Ainsi, deux types de maillages territo-

riaux établissent l'inscription spatiale de la police : le premier, qui descend de l'État jusqu'au niveau local par une succession de subdivisions administratives et hiérarchiques, le second, qui est constitué en réseaux reliant des circonscriptions dirigées par des membres d'une même classe, d'une façon qui pourrait sembler *a priori* aléatoire. Au sein de ce second type, la formation commune est importante de même que la circulation d'argent. Dans un contexte où les salaires sont peu valorisés, cet argent est très fortement lié à la corruption, ce qui permet une redistribution des revenus au sein du groupe. La conversation suivante, relevée dans l'une des sections de la division de l'investigation (*Reserse*) de la police de Jakarta, en est un exemple :

« Alors que nous étions en train de discuter de sujets divers, un des subalternes vint trouver le chef de section chez qui je me trouvais. Il lui dit :

“– Il propose trois millions de rupiah.

– Demande cinq millions de rupiah, répondit le chef.”

L'autre reparti. Dix minutes plus tard, une enveloppe arriva contenant de grosses coupures. Le chef l'examina, donna 100000 rupiah à sa secrétaire, autant à un autre employé permanent du bureau. [...] Le soir, des festivités avaient lieu dans un karaoké de la ville, où étaient invités des camarades de promotion du chef, certains de ses subalternes lorsqu'il était chef d'un secteur de police de la ville, ainsi que des anciens chefs. Ce fut lui qui régla la note.»
(*Journal de terrain*)

Cet extrait montre le rôle de l'argent pour renforcer les relations au sein de la hiérarchie et du groupe et affirmer son pouvoir. Celui-ci est composé de camarades de promotion mais aussi de supérieurs hiérarchiques et de subalternes. À noter que dans ce cas précis, l'enveloppe reçue n'avait aucun lien avec la soirée prévue auparavant, l'hôte venant d'une famille riche¹². En revanche, l'argent est partagé de façon claire, en espèces ou sous forme de divertissement¹³. Cependant, si ce dernier type de réseaux demeure circonscrit aux fratries, les premiers types de territoires issus du découpage en circonscriptions policières étaient plus ouverts et en relation avec ceux de l'armée.

Jusqu'en 1999, durant ses différentes interventions, à cause de la faiblesse de ses effectifs et de son manque d'équipement, la police était fréquemment secondée par d'autres corps de l'armée, de l'armée de terre en particulier, grâce au réseau de *Kodim* et de *Koramil*. Dans les faits, il s'agissait surtout d'une relation de dépendance de la police envers le corps le plus puissant, auprès duquel elle avait développé une attitude désignée sous le nom de « mentalité du petit frère ». Cette relation était matérialisée par la soumission de la police au *Kopkamtib*, dont le chef régional était le plus souvent le commandant de la région militaire¹⁴. La police, dans un tel cadre, était épaulée par l'armée de terre dans ses opérations de maintien de l'ordre et lui cédait souvent son pouvoir d'enquête. Elle gardait cependant un rôle d'acteur principal en façade, afin de canaliser le mécontentement possible de la population face à l'armée. Ce fut le cas en particulier à partir

de 1993, date à laquelle la police fut de plus en plus chargée d'affronter les manifestations¹⁵. Cette dépendance sur le terrain se manifestait, par exemple, par les réticences des policiers à arrêter des soldats ayant enfreint la loi. Il lui était également impossible d'enquêter de façon approfondie sur des affaires où l'armée était mêlée, comme ce fut le cas lors des émeutes de 1996 ou de mai 1998. Structuellement, un certain nombre de fonds ou d'aides destinés à moderniser la police furent utilisés au profit des autres forces armées. En 1981, des patrouilleurs allemands affectés à la police furent ainsi attribués à la marine, de même que des aides étrangères récupérées par l'armée de terre¹⁶. Jusqu'à récemment, le contrôle territorial quotidien de la ville et de tout le territoire indonésien était donc réalisé non seulement par la police, mais aussi par l'armée, selon un enchevêtrement des fonctions. Jusque dans la capitale, un maillage étroit mêlait à la fois organismes municipaux, forces de police et forces armées, au service de la surveillance du territoire, politique en particulier.

Le résultat de cette politique fut une diminution de la puissance de la police. Si à l'époque de l'Ordre ancien, on comptait un policier pour 500 habitants dans le pays, on n'en comptait plus durant l'époque de l'Ordre nouveau qu'un pour 1 200, en raison de l'intégration de la police à l'armée. Affaiblie, la police perdit son crédit auprès de la population, mais aussi de l'armée, qui toutes deux la jugeaient inefficace dans le maintien de l'ordre, malgré sa présence en ville¹⁷. Dans la répression de la criminalité, par exemple, elle ne sévissait qu'à l'encontre de ceux qui avaient peu de moyens ou de relations, sans toucher à l'élite qui n'avait guère de mal à la corrompre. Face aux militaires et à leurs familles, elle était inefficace en raison de sa position subalterne. Quant à ses services de renseignements, ils étaient au service du contrôle politique de la population et traitaient peu de l'investigation criminelle¹⁸. Les manifestations de novembre 1998 et la répression qui leur succéda exprimèrent de façon violente la défiance de la population envers la police, qui avait été remarquablement absente lors des émeutes de mai : des policiers avaient été pourchassés dans la ville, puis encerclés dans le centre commercial Atrium de Senen par des milliers de personnes et sauvés de justesse par les fusiliers marins ; dans les commissariats, nombre d'entre eux ne portaient plus leur uniforme.

L'impopularité de la police avait plusieurs sources : son rôle politique de plus en plus important d'une part, mais surtout la corruption dont elle paraissait vivre. Ses membres avaient la réputation de se manifester uniquement pour réclamer de l'argent au citoyen. Cela se traduisait à plusieurs niveaux. On considérait l'un des corps de police les plus présents sur le terrain, celui en charge de la circulation (*Polisi Lalu Lintas* ou *Polantas*), non seulement comme incapable de régler la circulation, mais comme celui dont la corruption était la plus visible. Chaque policier placé en faction à un carrefour passant, donc lucratif, devait

payer à ses supérieurs une charge mensuelle pour pouvoir y rester¹⁹. On emploie ainsi couramment en indonésien le terme « *basah* » – humide – pour désigner les postes où il y a une forte potentialité de revenus parallèles par rapport aux postes « *kering* » – secs – où il y a peu de possibilités de bakchichs. Ces critères déterminent d'ailleurs l'importance des postes dans une carrière.

Pour les affaires criminelles, la corruption était également monnaie courante, comme le montre la conversation retranscrite ci-dessus entre les deux policiers. Lorsqu'on portait plainte, la police demandait fréquemment une rémunération pour lancer l'enquête. Enfin, parmi les griefs principaux, était invoquée l'attitude répressive de la police, en liaison avec sa « culture militaire », utilisant des méthodes et un équipement dignes de l'armée (des fusils d'assaut, par exemple). D'où le peu d'attrait que représentait une carrière dans la division de la prévention (*Bimbingan Masyarakat* ou *Bimmas*), source de moins de pots de vin.

La réforme de la police

C'est lorsque l'on considère ces aspects que la réforme du statut de la police prend toute son importance. Après la chute du Président Suharto, en 1999, face à l'impopularité de l'armée dans certains milieux et de la police, une réforme de celle-ci fut entreprise. Le 1^{er} avril 1999, la police indonésienne fut séparée de l'armée, dans un souci d'augmenter son efficacité et de rehausser son image de marque. Ce changement fut entériné par une nouvelle loi, la loi n° 2 sur la police du 8 janvier 2002. Son préambule dénonçait l'esprit militaire des forces de police ; il s'agissait en effet de redorer leur blason, de modifier leurs relations avec la population. Dans les faits, si cette séparation n'a pas engendré jusqu'à présent d'effets considérables, elle traduit cependant une volonté de changement et d'émancipation à laquelle la plupart des hauts gradés semblent croire. Certains signes formels en témoignent : la substitution de titres civils aux grades militaires en 2000, l'engagement plus visible de la police, en particulier des forces spéciales – les Brigades mobiles ou *Brimob* – dans les zones de troubles du pays, l'application d'un nouveau code de conduite envers le public, quelques recherches sur la corruption, etc.²⁰ Il est pour le moment impossible d'évaluer les changements apportés par cette réforme. Les propos des chefs successifs de la police de Jakarta semblent inspirés des discours contre la corruption en vogue à l'heure actuelle²¹. Cependant, sur le terrain, la circulation (informelle) d'argent reste une pratique courante et la police continue d'être impopulaire (*Kompas*, 29 novembre 2004).

Ces transformations ont de fait entraîné une réflexion sur les moyens de rapprocher la police de la population, en particulier dans le cadre des lois sur l'autonomie régionale et la décentralisation²². Ces lois ne touchent en principe pas

les domaines régaliens de l'ordre et de la sécurité intérieure, qui demeurent les prérogatives de l'État central. Cependant, dans les nombreux séminaires et articles organisés par l'Établissement supérieur d'études policières (PTIK) ou par des ONG sur l'avenir de la police, la question de la structure de la police indonésienne est régulièrement posée par le biais de comparaisons avec les autres grandes forces de police nationales, qu'il s'agisse du modèle d'une force de police centralisée, comme en France, ou décentralisée, comme aux États-Unis²³. Selon certains défenseurs de la décentralisation de la police, un modèle décentralisé serait le moyen de mieux répondre de son efficacité auprès de la population et de l'administration locales. Les habitants de chaque région du pays connaissent mieux leurs problèmes particuliers. Ce serait donc à eux d'établir les principales lignes politiques de la police. À Aceh, par exemple, les femmes policiers pourraient porter le voile. De plus, comme les policiers auraient une responsabilité directe envers la population locale, ils auraient plus de scrupules à enterrer une affaire et mèneraient des enquêtes bien plus approfondies²⁴.

Malgré ces arguments, qui mettent en évidence les problèmes de relation entre la police et la population, non seulement en termes de rapprochement, mais aussi de crédibilité et de contrôle, la loi de 2002 faisait de la police indonésienne un organisme indépendant, placé directement sous l'autorité du président de la République et contrôlé par le Conseil de la police nationale²⁵. Des mesures destinées à lui donner une dimension plus locale furent néanmoins prises aux échelons inférieurs. Ainsi, à Jakarta, une politique de recrutement de gardiens de la paix appartenant aux ethnies principales de la ville, notamment les Betawi, avait été mise en place en 2002, afin de renforcer l'implantation locale de la police. Cette mesure concernait le recrutement de 650 sergents, choisis au niveau des secteurs de police de la ville en liaison avec les personnalités locales. Afin de ne pas faire trop jouer les relations de clientèle ou de népotisme, ce recrutement devait être avalisé par le siège de la police régionale (*Polda*). On peut citer d'autres exemples d'implication des autorités locales dans la structure de la police, tels les projets de régions plus riches comme Batam de financer la police de l'île, ce qui pouvait poser des problèmes d'indépendance.

Les réformes entreprises depuis la chute de l'Ordre nouveau visaient aussi à augmenter le nombre de policiers présents sur le terrain, en référence aux plaintes récurrentes sur le manque d'effectifs, aux normes recommandées par les Nations unies (un policier pour 700 habitants) ou au taux moyen observé dans les pays développés (un pour 450). Ce discours sur les effectifs eut une certaine importance dans la mesure où il était une réponse aux critiques sur l'inefficacité de la police, mais aussi parce qu'il entraîna des restructurations : politique de recrutement, recul de l'âge de la retraite à 58 ans et allègement de la charge bureaucratique des gardiens de la paix afin de renforcer leur présence sur le terrain.

L'exploitation des territoires

La structure du système policier à Jakarta est complexe. Aujourd'hui, la police prend une plus grande indépendance face à l'armée, afin d'affirmer de façon nette son emprise territoriale et sa capacité de réaction face aux problèmes de violence qui surviennent sur son territoire. Cette évolution ne peut cependant se faire qu'au prix de renonciations de la part de l'armée, notamment l'abandon d'une structure territoriale militaire qui a également pour but le contrôle du territoire. S'il s'agit d'un sujet longuement débattu depuis mai 1998, la suppression des structures des Commandements régionaux est cependant difficile à réaliser, malgré la disparition du poste de Chef du personnel territorial à la fin octobre 2001. En effet, l'armée vient souvent en aide à la police lors d'événements importants, c'est-à-dire susceptibles de créer des troubles dans la ville – c'est le cas, par exemple, des assemblées plénières du Parlement, qui suscitent d'importantes manifestations à Jakarta – ou dans les situations de quasi-guerres civiles. La loi sur la police de 2002 prévoit d'ailleurs cette assistance de l'armée, dans l'article 41, de même que la loi sur l'armée de 2004, dans l'article 7.

À tous les échelons, l'abrogation des circonscriptions territoriales équivaudrait à renoncer à une source de revenus pour l'armée. Cette dernière contrôle en effet une partie de l'économie nationale, grâce aux entreprises à forts chiffres d'affaires que des généraux dirigent (la Compagnie nationale du pétrole Pertamina, par exemple). C'est ce que montre R. Tanter²⁶ lorsqu'il étudie le budget des forces armées indonésiennes, bien inférieur aux dépenses et besoins. Les revenus « extrabudgétaires » n'en sont que plus importants. L'auteur retrace le développement de ces ressources depuis les années cinquante en le divisant en quatre périodes : dans les années cinquante, les revenus supplémentaires de l'armée provenaient principalement des activités de contrebande ; en 1958, avec la nationalisation de plantations et de compagnies de commerce hollandaises, l'armée avait commencé à prendre officiellement le contrôle d'entreprises. En 1965-1967, les entreprises militaires bénéficièrent de la confiscation de biens appartenant à des partisans de Sukarno et du transfert de droits d'exploitation des forêts des entreprises publiques vers les entreprises militaires. Enfin, sous l'Ordre nouveau, elles connurent une grande prospérité grâce à l'accès privilégié aux contrats gouvernementaux pour la construction ou l'approvisionnement en biens, souvent en partenariat avec des hommes d'affaires chinois.

Aux échelons supérieurs, les Commandements de régions militaires permettaient de mieux contrôler la politique économique régionale, le chef de Région militaire devenant une personnalité incontournable. Aux échelons hiérarchiques inférieurs, de plus petites affaires étaient également possibles, avec notamment

les services de sécurité qui donnaient aux soldats des revenus complémentaires. Abandonner de tels territoires représenterait donc une perte économique sèche, mais également une régression par rapport aux formes de contrôle en place jusqu'alors²⁷.

Les territoires des militaires, c'est-à-dire les différentes divisions allant jusqu'aux *Koramil* et aux *Babinsa*, sont des zones stratégiques de contrôle militaire, mais aussi idéologique, politique, économique, social et culturel. C'est ce qu'illustraient les questionnaires internes sur l'analyse du développement des territoires distribués dans les *Kodam*, *Kodim* et *Koramil*²⁸. Ils couvraient toutes les ressources disponibles et les évaluaient. Dans l'Indonésie de l'Ordre nouveau, l'armée avait une volonté de contrôle sur tous les secteurs du territoire et même les affaires de criminalité simple pouvaient être traitées par la structure militaire²⁹.

Aujourd'hui, l'organisation territoriale de la police indonésienne, même si elle ressemble à celle que l'on trouve dans d'autres pays, permet d'établir des pratiques semblables à celles des militaires, destinées non pas à restaurer l'ordre et la sécurité, mais à utiliser les ressources de la ville et de l'économie. Les relations de la police avec les milieux d'affaires sont omniprésentes³⁰. Par exemple, lors des cérémonies de passation de pouvoir entre les chefs de la police de la République d'Indonésie, les plus hauts gradés sont conviés. À la cérémonie de 1999, un grand nombre d'hommes d'affaires étaient présents pour signifier leur amitié envers les chefs de leur connaissance et tisser ou renforcer des liens avec les généraux. Comme l'armée, la police a également une fondation destinée à venir en aide aux policiers en retraite, la *Yayasan Brata Bhakti Polri*³¹. Les territoires de la police, comme ceux de l'armée, imposent donc un contrôle à la fois formel et informel sur les divers aspects de la vie quotidienne, de manière à tirer des bénéfices du territoire et en contrôler les éléments déstabilisateurs. À ces premiers réseaux officiels se superposent ceux établis par le gouvernement local de Jakarta, qui sont également liés à l'armée, en raison de la présence de militaires aux postes de direction (l'exemple le plus récent est celui de Sutiyoso, ancien chef du *Kodam* de Jakarta, devenu gouverneur en 1997 et réélu en 2002 jusqu'en 2007).

Le gouvernement local de Jakarta

Les structures de contrôle

Face aux divers problèmes d'insécurité, le gouvernorat de Jakarta a d'importantes fonctions de contrôle et de surveillance. Les attributions du gouverneur en sont un premier élément. Jusqu'en 2002, il était directement nommé par le président de la République, avec l'aval du parlement régional. Il a la responsabilité

de l'ordre et de la sécurité dans sa province, en tant que représentant de l'exécutif et chef du Conseil de délibération des dirigeants régionaux, le *Muspida* (*Musyawaharah Pimpinan Daerah*). Cette instance regroupe le chef de la région militaire qui le dirigeait autrefois, celui de la police régionale, le procureur régional, le président de la cour de justice provinciale et le secrétaire de région³². Créée en 1967 afin de coordonner les diverses forces garantissant l'ordre et la sécurité, ce ne fut que sous le mandat du gouverneur Soeprapto, de 1982 à 1987, qu'elle commença à jouer à nouveau un rôle important. Cependant, ses pouvoirs semblent être aujourd'hui principalement consultatifs, en appui à la mission du gouverneur.

Plusieurs services établissent, au sein du gouvernement régional, un contrôle sur la ville et ses habitants. Jusqu'en 2000, la surveillance de la population était dirigée par le Service social et politique (*Dinas Sosial Politik* ou *Sospol*). Cet organisme avait pour fonction de prévenir certaines situations conflictuelles et de remédier aux problèmes sociaux et de délinquance – les batailles de lycéens en particulier – mais il avait aussi une fonction de surveillance politique. Il avait pour tâches la gestion et la direction politique de la région, le développement de l'unité nationale en accord avec l'idéologie nationale, la *Pancasila*, et la réalisation des grandes lignes du cours de la Nation (*Garis Besar Haluan Negara* ou GBHN). Ses employés devaient donc être présents à tout événement d'envergure. La surveillance des personnes soupçonnées de sympathies communistes ou celle des anciens prisonniers politiques de même que celle des étrangers – et des chercheurs étrangers en particulier – relevaient aussi de sa compétence³³.

Le gouverneur était également assisté, de 1987 à 2003, par un bureau de coordination chargé des problèmes sociaux de la ville : criminalité, délinquance et désordres urbains ; c'était le Centre de contrôle des tensions sociales du DKI Jakarta ou *Pusdalgangsos* (*Pusat Pegendalian Ketegangan Sosial*). Il regroupait des représentants des divers bureaux qui surveillaient la capitale – Bureau social du gouvernement régional de la capitale, Bureau de la paix et de l'ordre – et des représentants des structures territoriales de l'armée de terre. Il servait principalement de service de renseignement pour le *Muspida* et recueillait des données qui ne sont pas sans rappeler celles étudiées par l'armée de terre : facteurs ayant trait à l'idéologie, la politique, l'économie, la société, la culture et la sécurité³⁴. Il tenait le compte du nombre de manifestations et de contestations qui avaient lieu dans la ville, des problèmes d'approvisionnement, financiers, des batailles de lycéens ou de quartiers, des problèmes fonciers, des grèves, des problèmes de transports, de criminalité, de drogue, des incendies et inondations et même des rumeurs. Cet organisme, on le voit, se présentait comme une institution trans-sectorielle de coordination de tous les problèmes sources d'instabilité dans la ville. Dans la salle de réunion principale, on trouvait des écrans où l'on pouvait

suivre en direct un certain nombre d'axes protocolaires de la ville, ainsi que des cartes figurant la répartition (incomplète) des quartiers pauvres, ou les principales zones de manifestations potentielles. Cependant, cette instance n'avait qu'un rôle purement consultatif, sans réelle compétence fonctionnelle. Elle fut par conséquent dissoute en 2003. Le Bureau de la paix et de l'ordre, le *Kantor Ketentruman dan Ketertiban* ou *Tramtib*³⁵, reprit la plupart de ses attributions, en particulier celles qui avaient trait aux causes premières de l'insécurité.

Ce dernier bureau avait initialement pour tâche le contrôle des autorisations municipales, pour le commerce en particulier, pour les lieux de loisirs, l'organisation d'événements municipaux, etc. Un décret ministériel de 1993 lui attribua une fonction opérationnelle de contrôle des autorisations sur le terrain et fit passer sous sa juridiction la police civile du gouvernorat, la *Polisi Pamong Praja*, chargée de l'application des règlements municipaux³⁶. Cette police comptait, en 2003, environ 3 000 membres. Elle a pour tâche principale de faire respecter les règlements municipaux, en particulier le règlement régional n° 11 de 1988 sur l'ordre public à Jakarta³⁷, et une certaine image de la ville. Elle prend pour « cibles » principales les vendeurs de rue, les mendiants, les prostitués, les métiers contrevenant aux autorisations municipales tels que les conducteurs de cyclo-pousse ou les *joki*, mais aussi les constructions sauvages (certains bidonvilles en particulier), le contrôle de la vente de boissons alcoolisées, celui des lieux de loisirs ou des banderoles et réclames. Elle a le pouvoir de donner des amendes, de détruire les constructions illégales et de transférer les contrevenants aux règlements municipaux vers des foyers sociaux. Elle a donc des attributions spécifiques qui ne s'attachent pas directement aux problèmes de criminalité, mais aux « désordres urbains » tels qu'ils peuvent apparaître dans toute ville du Tiers Monde. Ce bureau surveille cependant les problèmes liés à la criminalité, sans lutter directement contre, si ce n'est par une présence (faible) sur les lieux considérés comme dangereux³⁸. Cette police urbaine a donc pour mission de lutter contre des phénomènes liés à l'insécurité, comme en témoigne la rhétorique du personnel du Bureau qui considère les différentes « cibles » comme des criminels en puissance³⁹. Si les différents exposés de ce Bureau ne précisent pas comment ces activités peuvent devenir criminogènes, ils détaillent cependant les types de désordre supplémentaire qu'elles peuvent créer : bagarres, émeutes et outrages aux fonctionnaires.

Les interventions de cette police chargée de rétablir l'ordre peuvent néanmoins provoquer désordres et contestations. Les évictions d'échoppes de vendeurs de rue ou de bidonvilles ne se réalisent ainsi pas toujours sans heurts. Plusieurs cas de figures se présentent :

– évictions et destructions de bâtiments et bidonvilles à l'improviste. En général, de nouveaux bidonvilles émergent peu après, surtout lorsqu'ils sont

situés sur des axes stratégiques ou des emplacements centraux. Ce fait est inévitable en l'absence de surveillance de ces zones, surveillance quasiment impossible à réaliser vu le faible nombre d'employés. Ce fut le cas en 2000, le long de la rue Bungur Besar, derrière la gare de Senen, dans un jardin longeant la voie ferrée. En raison de sa position avantageuse (proximité du marché de Senen et de celui de Poncol), trois semaines après leur destruction, les bidonvilles avaient réapparu. Certaines destructions sont également accompagnées de mouvements de résistance, qui dégénèrent en affrontements quand les marchands et les habitants désirent défendre leurs biens ou prétendent avoir payé des cotisations (pour la sécurité ou la propreté le plus souvent), constituant à leurs yeux une justification de leur présence⁴⁰;

– tentatives d'expulsion, mais les occupants illégaux ont le plus souvent été avertis auparavant, soit par une rumeur, soit par des fonctionnaires moyennant rétribution. En général, les personnes en infraction ne sont pas présentes. Il arrive même que certains lieux de divertissement nocturne, comme les salons de massage ou les bars et discothèques, aient fermé au préalable;

– relocalisation des vendeurs de rue dans des espaces qui leur sont spécialement dévolus (plus rarement). C'est ainsi qu'à Senen, le bloc 6 comporte à l'étage un emplacement spécialement prévu pour des échoppes. Seulement, comme cet emplacement est éloigné des principaux flux de chalands, il a peu de succès et nombre de marchands s'en servent uniquement comme entrepôt.

À l'époque de Suharto, les évictions de vendeurs de rue étaient organisées principalement lors de visites de personnalités importantes (nationales ou étrangères), mais elles étaient également motivées, comme de nos jours, par l'attention que la presse pouvait attirer sur ces problèmes, surtout en liaison avec le sentiment d'insécurité. La rentabilité était aussi une des préoccupations du Bureau. Les principaux rapports d'activités du *Tramtib* évaluent son efficacité en fonction du nombre de saisies effectuées durant le mois. De juin à octobre 1999, par exemple, le Bureau avait procédé à l'expulsion de 2 374 vendeurs de rue, 2 208 marchands, 357 mendiants, 307 chanteurs de rue, 145 *joki*, à l'enlèvement de 10 238 banderoles et publicités et à la saisie de 1 695 bouteilles d'alcool, sans compter l'élimination des constructions illégales, bidonvilles et autres⁴¹.

Le gouvernorat établit donc un contrôle sur la population et gère les problèmes d'insécurité, mais de façon moins directe que l'armée, dans la mesure où il se limite à la surveillance. Néanmoins, plus il est opérationnel, plus il est contesté...

Ces formes bureaucratiques de surveillance sont complétées par un contrôle territorial. Mis en œuvre par les divisions administratives de la capitale, il peut apparaître plus efficace dans le contrôle de la population, de ses activités et des problèmes urbains, y compris ceux de sécurité.

Le contrôle territorial

Les divisions administratives : des moyens d'action ?

Le découpage administratif est un élément de contrôle supplémentaire. Jakarta, qui a le titre de Région spéciale depuis 1961⁴², est découpé en plusieurs subdivisions administratives comme nous l'avons déjà vu⁴³ : les municipalités ou *kota*, au nombre de cinq, chacune subdivisée en districts (*kecamatan*), puis en sous-districts (*kelurahan*), en associations d'habitants ou RW (*Rukun Warga*)⁴⁴ jusqu'aux associations de voisins ou RT (*Rukun Tetangga*). Les dirigeants de chacune de ces divisions (jusqu'aux sous-districts) sont nommés par le gouvernement régional, mais aux deux échelons inférieurs – les RW et RT – les représentants sont élus par les habitants⁴⁵.

Ces deux dernières divisions ont été héritées de l'occupation japonaise, dont l'administration voulait assurer une participation plus grande de la population dans la vie de la Nation et surtout dans l'effort de guerre⁴⁶. Elles regroupaient à l'époque dix à vingt foyers et avaient pour but la mobilisation et la surveillance de la population : elles étaient considérées comme des associations d'entraide entre les habitants et avaient pour rôles premiers le maintien de l'ordre public, l'aide à l'armée japonaise pour l'organisation de l'acheminement de la main-d'œuvre disponible et la diffusion de la propagande, sous le contrôle des autorités. Dès leur création, elles jouèrent le rôle d'interface entre la population et le gouvernement central, en tant qu'expression de la volonté des habitants mais aussi de l'État.

À l'indépendance, dès 1947, on conserva et institutionnalisa ces organisations. Elles gardèrent un rôle semblable. Elles avaient pour avantage d'être une unité de l'administration civile tout en étant conçue comme une cellule communautaire où pouvait s'exprimer l'entraide entre les voisins. Elles sont à l'heure actuelle encore l'un des principaux éléments de contrôle du gouvernement local en Indonésie et le plus proche de la population.

Si les *Rukun Tetangga* ont conservé leur nom jusqu'à nos jours, il n'en est pas de même pour les *Rukun Warga*, qui remplacèrent en 1966 les anciens *Rukun Kampung* ou associations de quartier, de *kampung*. Ce changement de nom devait souligner un esprit communautaire et non plus seulement territorial. *Warga* désigne en effet les membres d'une communauté, alors que le *kampung* comprend une unité spatiale. Le gouverneur de l'époque, Ali Sadikin, justifiait d'ailleurs cette modification, d'une part en mettant l'accent sur les relations « familiales » de l'association et non plus sur de simples relations territoriales, d'autre part en soulignant l'image rétrograde que le terme de *kampung* pouvait évoquer pour la population⁴⁷. Chaque RT fut ainsi limité à l'origine à quarante foyers et chaque RW à vingt RT au maximum.

Ce changement de nom révèle d'autres caractéristiques des associations de quartiers. Expression d'une communauté, elles sont également un moyen de contrôle administratif de la population, par l'intermédiaire du chef du RW, principal interlocuteur du chef de sous-district (le *lurah*). Une étude sur les relations entre ces organisations, les habitants et les structures dirigeantes, réalisée en 1974⁴⁸, montre que les chefs de RT avaient une double responsabilité : ils devaient suivre les politiques édictées par le gouvernement municipal telles qu'elles leur étaient transmises par les *lurah*, suivre les décisions des conseils de quartier, mais aussi conseiller et réprimander les habitants qui auraient violé les décisions de ces conseils⁴⁹. En tant que membres du quartier, les chefs de RT ne provenaient pas d'un milieu très différent de la majorité des habitants. En ce sens, ils pouvaient exprimer l'intérêt commun lors des réunions officielles. Cependant, avec l'obligation de produire, dès 1969, une lettre de présentation rédigée par les chefs de RT, lorsque l'on avait affaire à l'administration, ils devinrent de plus en plus des éléments de surveillance de l'appareil territorial. Ils héritèrent de la charge d'établir les lettres de bonne conduite ou celles de non-implication dans des activités communistes, nécessaires par exemple pour être candidat à la fonction publique.

Inversement, les RW, bien qu'émanant des organisations de voisins – leurs chefs sont un habitant du quartier élu par les représentants des RT – servent le gouvernement central dans une relation ambivalente. Interlocuteurs privilégiés des *lurah* (ils coordonnaient, sous l'Ordre nouveau, la surveillance des anciens prisonniers politiques), ils établissent des relevés, pour les impôts en particulier, ce qui apporte une aide essentielle au gouvernement central, ainsi libéré de la charge financière d'autant de fonctionnaires chargés d'exécuter ces tâches. Ils relayent aussi les campagnes gouvernementales, même s'ils ne se chargent pas toujours de leur bonne exécution, comme à Tanah Tinggi où des banderoles contre la drogue étaient tendues et dans des quartiers de forte consommation et de vente au détail, mais uniquement dans un souci d'apparence et de conformité aux campagnes municipales sur la sécurité⁵⁰. Les RW jouent ainsi un rôle de tampon entre le gouvernement et la population, selon une relation ambiguë, reflet de l'intérêt mutuel des deux parties exprimé dans le fonctionnement de ces unités. Grâce à ce système d'élection, les RW apparaissent comme l'émanation de la communauté de quartier, alors que leur organisation et certaines politiques sont édictées par la hiérarchie administrative.

La pérennité de ce système depuis l'indépendance s'explique parce que le gouvernement et la population y trouvent chacun leur compte. L'ordre public recherché par l'État s'exprime par l'image d'une harmonie de la communauté au sein du quartier⁵¹. Le gouvernement central exerce ainsi un contrôle sur la population grâce à une structure qui en semble l'émanation et qui permet à la

population d'en ressentir moins durement les effets, et par une géographie de proximité riche en ressources humaines. Dans une perspective qui insiste plus sur l'acceptation de la présence de l'État, J. Sullivan analyse cette ambivalence et montre comment ces structures sont un élément d'oppression de la population, tout en allégeant parallèlement les rigueurs d'une surveillance et d'un contrôle omniprésents :

« La différence entre un dirigeant avant tout communautaire, au service d'un État implacable, et un fonctionnaire politique, qui sert une communauté locale, est extrêmement subtile. Mais elle est importante. Le premier point de vue – communautaire – tend à faire des membres du kampung les complices de leur propre oppression. Croyant que les Rukun Warga, que leurs bureaux et leurs responsables sont des leurs, ils aident volontairement l'État à limiter leurs mouvements, leur accès au marché du travail, leurs revenus. Lors des périodes troubles, ils perçoivent le kampung comme un havre, ses fonctionnaires comme des protecteurs, alors qu'il aurait mieux valu voir celui-là comme un piège et ceux-ci comme une menace. Grâce à leurs efforts de coopération volontaires, ils libèrent des fonds publics en faisant le jeu de ceux qui sont déjà riches et puissants.

La plupart des habitants d'un kampung refuseraient la présence de l'État s'il était en leur pouvoir de le maintenir à l'écart du kampung ; dans la situation présente, ils nient sa présence et ne le reconnaissent pas comme un pilier de leur communauté. Ce déni est la réussite majeure de l'État et son principal avantage dans le domaine du gouvernement local. On peut supposer que les communautés seraient moins coopératives et moins communautaires si elles admettaient que l'État avait la mainmise sur leurs vies. Cependant, en l'absence d'autres changements – sociaux, politiques et économiques – des kampung moins prêts à coopérer, moins communautaires risqueraient seulement de rendre la vie de leurs membres plus dure et plus dangereuse. »⁵²

J. Sullivan analyse ici l'influence des structures d'encadrement qui émanent de l'État en fonction des points de vue divergents de la communauté et du gouvernement central. Ces associations sont en effet présentées comme des structures d'entraide entre les habitants, destinées à améliorer leur sort ainsi que l'environnement, que ce soit par l'assainissement du quartier, la réfection de routes ou de manière à créer une plus forte cohésion des habitants par des concours ou des activités communes. Cependant, ces activités sont très fortement encadrées par la hiérarchie administrative qui planifie les actions à réaliser. Dans un tel cadre, les habitants en tirent des avantages, par une solidarité renforcée, mais qui est au service de la construction de l'État, même si ce dernier objectif n'est pas toujours visible.

L'un des meilleurs exemples de la convergence des intérêts de l'État et ceux de la population est celui du programme de réhabilitation des *kampung* (le projet M.H. Thamrin – MHT – ou le *Kampung Improvement Program*). Dans la lignée des programmes d'amélioration des *kampung*, réalisés dans les années vingt et trente par les Hollandais, le gouverneur Ali Sadikin lança ce projet en 1969, aidé à partir de 1974 par la Banque mondiale. Il avait pour but d'améliorer l'environnement, les infrastructures en particulier, comme la voirie principalement mais

aussi l'adduction d'eau, le drainage, l'installation de sanitaires publics ou la création de dispensaires médicaux. Le projet fut considéré comme insuffisant au regard de l'étendue de ces *kampung*, mais il permit néanmoins une amélioration des conditions de vie des habitants, sans modifier la structure de ces quartiers⁵³.

L'encadrement

Les structures d'encadrement de la population ainsi établies permettent une présence de l'État dans la ville qui répond à des logiques de contrôle du territoire mais aussi au maintien de l'ordre public et à la réduction de la criminalité. La construction territoriale est donc un produit des formes de contrôle. Ces formes se manifestent par la participation de la population à la gestion des problèmes territoriaux, communautaires et de sécurité. Si la police a pour fonction essentielle le contrôle et la résorption des crimes et délits sur la voie publique, dans les zones d'habitation et dans les *kampung* en particulier, ce rôle est plutôt dévolu à la population, selon une tradition qui n'est pas sans rappeler l'époque coloniale où la police hollandaise pénétrait rarement dans les *kampung*. La période de lutte pour l'indépendance de l'Indonésie et transcrite dans l'article 30 de la constitution de 1945 érigea cette intervention en doctrine : « Tout citoyen a le droit et le devoir de participer aux efforts de défense du pays. » Cet article sert de fondement à l'organisation et à la participation de la population aux problèmes de sécurité. Lors des grands troubles que connut l'Indonésie d'après-guerre, la population intervint. La lutte contre les Hollandais, par exemple, impliqua des régiments de volontaires civils, tels ceux des *laskar*⁵⁴, de même que lors de la guerre civile de 1965. Mais les discours sous l'Ordre nouveau soulignaient toujours l'importance de cet article qui servait de justification, avec la loi sur la défense nationale de 1982, au recours aux civils afin de seconder les forces de l'ordre. La population civile est ainsi appelée à participer de deux manières aux opérations de sécurité : par le recrutement de personnels de surveillance et par l'encadrement de la population, dans les zones de résidence, afin d'organiser une autosurveillance.

À Jakarta, les gardes civils recrutés pour surveiller les principaux lieux considérés comme dangereux ou stratégiques, et chargés d'assister les forces de l'ordre, sont en général regroupés sous le nom de *Ratih* (acronyme de *Rakyat Terlatih*, « Population formée »), dont le nom a été changé à la fin des années quatre-vingt-dix en *Kamra* (*Keamanan Rakyat*, « Sécurité populaire »). Ils suivent une formation militaire pendant quelques mois avant d'être placés en ville. Ils sont l'équivalent, pour les espaces publics, des quelque 60 000 *satpam*, gardes chargés de la surveillance des entreprises privées, également formés par le gouvernement⁵⁵. Leur principale tâche est la surveillance de la population, des lieux stratégiques, afin de renseigner les autorités et de venir en renfort en cas de

besoin. Ainsi, en 1999, plusieurs milliers d'entre eux avaient été recrutés pour assurer la sécurité des sessions parlementaires extraordinaires. Ce recrutement avait d'ailleurs été fortement contesté, considéré comme une manœuvre d'intimidation. Cependant, en raison des problèmes d'emploi à Jakarta, les campagnes d'embauche connaissent toujours un vif succès, comme en janvier 1999 où près de 6 000 personnes se sont présentées, en général avec un faible niveau d'éducation⁵⁶. Si la majorité d'entre eux étaient placés sous l'autorité du Commandement régional de l'armée, une partie était affectée comme auxiliaires de police (*Banpol*). On en comptait ainsi, en janvier 2000, près de 12 000.

Une autre catégorie d'auxiliaires civils est intégrée à l'administration du gouvernement régional, ce sont les *hansip* (membres de la défense civile). Ceux-ci sont recrutés en fonction de leur lieu de résidence, selon une politique destinée à fournir des emplois locaux. Celle-ci montre comment, aux échelons inférieurs, on considère que le contrôle et la surveillance du territoire sont mieux réalisés par des habitants de ces quartiers mêmes. Dans les faits, ces gardes sont principalement utilisés dans le cadre de la surveillance des zones d'habitation et, plus rarement, pour les grands axes. Leur tâche principale est de prévenir la criminalité au sein du quartier, les vols en particulier, et de veiller, en théorie, à l'application des règlements régionaux concernant l'ordre public. Ils sont formés par le gouvernement régional qui contribue à les suivre et à les rémunérer. Ils reçoivent néanmoins un entraînement militaire où on leur apprend à se défendre et à être disciplinés, autre signe de l'intervention militaire au sein du gouvernement régional.

Ces gardes civils (*hansip*) demeurent toujours l'un des maillons du système de surveillance des quartiers, héritier de pratiques anciennes à Java. L'origine portugaise du nom des patrouilles d'habitants, réalisées la nuit principalement, pour lutter contre les vols en est le témoin : les *ronda* ou rondes⁵⁷. De nos jours, les personnes qui y participent sont choisies au niveau des RT, en coordination avec le chef du RW ou de la section de sécurité de cette dernière circonscription. Tous les hommes majeurs sont censés y prendre part, ou, en cas d'empêchement, ils doivent donner une contribution mensuelle aux affaires de sécurité. Ces rondes sont organisées la nuit, de 22 heures à 5 heures du matin, en fonction des postes de gardes qui servent de point de ralliement dans chaque RT. Ces postes sont généralement placés à des endroits stratégiques : à un carrefour, à l'entrée du quartier ou dans une ruelle passante d'où l'on peut voir l'accès aux autres ruelles. Avec les barrières abaissées la nuit et la fermeture d'un certain nombre d'accès aux *kampung*, ces postes constituent l'une des infrastructures de contrôle du quartier.

Durant leur ronde, les gardes signalent leur présence par un bruit distinct : à Jakarta, il s'agit généralement d'un coup sur un lampadaire, mais dans les

campagnes, on peut trouver de petits tambours d'alerte portatifs. Au poste de garde, on trouve – surtout en dehors de Jakarta – un grand tambour d'alerte, le *kentongan*⁵⁸. Celui-ci marque d'une présence sonore les rondes : des codes sont prévus en fonction des dangers potentiels, coups rapprochés ou coups espacés... les rythmes varient selon qu'il s'agit d'un vol, de la présence d'un rôdeur, d'un incendie, d'un meurtre, etc.

La ronde de nuit fonctionne ainsi comme un système de contrôle territorial organisé par la population au niveau local, destiné à lutter contre la pénétration de la criminalité dans le quartier. Elle entretient aussi une forme d'assistance aux habitants face aux dangers et aux problèmes qu'ils peuvent subir, de santé par exemple.

Depuis le début des années quatre-vingt, ces pratiques ont été encadrées et systématisées par l'État avec l'instauration du *Siskamling* (« Système de sécurité de l'environnement », *Sistem Keamanan Lingkungan*). Ce système est placé sous le double contrôle du gouvernement local par l'entremise du chef de district – en tant que représentant du *Lembaga Ketahanan Masyarakat Desa* (LKMD, « Institut de défense de la société villageoise »)⁵⁹, il a la responsabilité d'infrastructures telles que les postes de garde, ainsi contrôlés par l'administration – et de la police, qui veille à l'encadrement technique de ses membres. Les responsables de ces postes doivent surveiller le quartier, sonner l'alarme, organiser des rondes, remettre des rapports à la police, mais aussi venir en aide aux habitants qui en auraient besoin⁶⁰. Si, en apparence, la structure de ce système ne paraît pas très différente de celle organisée dans le cadre des *ronda*, elle diffère par son expression territoriale. En effet, alors que dans le premier cas, le contrôle communautaire était organisé par les habitants d'un quartier, le *Siskamling*, lui, représente un contrôle de l'État sur l'organisation des systèmes privés. Ainsi, les postes sont répertoriés et classés en fonction de leur équipement⁶¹, les gardes (*bansip*) reçoivent une formation militaire et ils rapportent directement à la police les troubles à l'ordre public. Un certain nombre de ces postes ont ainsi une radio en contact direct avec le secteur de police local ou, comme c'était le cas dans le quartier de Tanah Tinggi, avec le Commandement de zone militaire local. À l'issue de chaque ronde, les patrouilleurs doivent faire un compte rendu de leurs observations et l'inscrire sur un cahier, qui est ensuite transmis aux autorités supérieures. Ainsi on est passé d'une organisation semi-formelle, comme l'était la *ronda*, à un contrôle et à une surveillance accrue du quartier.

Ces processus ont pu être analysés comme une « déterritorialisation » des pratiques sécuritaires locales en faveur d'une mainmise étatique centralisée⁶². Cette expression paraît quelque peu inexacte dans la mesure où les quartiers sont toujours contrôlés et où ils forment toujours des territoires. Même si les systèmes de sécurité ont été réorganisés et sont à présent dominés par les forces

de l'ordre et la hiérarchie gouvernementale, les rondes (ou plutôt les patrouilles de *Siskamling*) me paraissent toujours constituer un facteur communautaire, dans le quartier de Tanah Tinggi du moins. Lors de mes enquêtes, les gardes (*hansip*) qui étaient originaires du quartier, étaient connus de tous et bénéficiaient de la collaboration des voisins lorsqu'ils passaient (on leur offrait boissons et cigarettes). Ils n'étaient pas perçus comme des agents de répression et de contrôle. Les postes de *Siskamling* tenaient ainsi lieu de points de rassemblement où l'on jouait aux cartes la nuit. De plus, dans un quartier où les pratiques illicites telles que le jeu, la consommation de boissons alcoolisées dans la rue ou de drogues, étaient fortes, visibles et connues de tous, les gardes du *Siskamling* n'étaient pas au premier abord des maillons d'un État tout puissant, qui surveille et réprime, mais plutôt des membres à part entière de la communauté, cherchant à protéger les habitants des menaces extérieures, principalement les vols, ou tentant de résoudre certains conflits entre voisins en faisant appel aux personnalités reconnues⁶³. Au niveau local, la présence de l'État ne se manifestait que par la lourdeur administrative des procédures qu'elle avait créées.

Plus qu'une « déterritorialisation », des territoires plus complexes se forment. Ils sont le reflet de jeux entre différentes échelles, des plus locales à celle du gouvernement central, selon un processus qui serait plutôt à assimiler à une recomposition territoriale, où le territoire est contrôlé non seulement par la communauté, mais aussi par l'appareil de surveillance étatique.

Le contrôle personnel : le mouvement de discipline nationale (GDN)

Dernier maillon du contrôle de la population instauré par les autorités sous l'Ordre nouveau, le Mouvement de discipline nationale (*Gerakan Disiplin Nasional* ou GDN) s'attachait non plus à la communauté mais à l'individu. Ce mouvement fut lancé en mai 1995 par Suharto face aux constats que le pays manquait d'ordre, que la population ne suivait pas suffisamment les normes établies par le droit et les valeurs et codes de conduite de la société⁶⁴. Il s'appuyait sur des exemples japonais, mais on y retrouvait également le modèle singapourien du contrôle de la population, analysé suivant une logique unissant développement et discipline, une population disciplinée réalisant plus facilement le développement économique et social⁶⁵.

Jakarta, en tant que capitale, servait de pilote du projet, étendu au reste du pays à la fin de 1995. Dans un premier temps, 2 000 soldats du Commandement régional de l'armée de terre (du *Kodam Jaya* en collaboration avec le *Bakortanasda*) furent déployés dans la ville pour une mission préventive. Quelques mois plus tard, 4 000 autres vinrent et eurent, cette fois-ci, une fonction répressive. À cette époque, des arrestations avaient lieu dans le pays en raison d'infractions au Mouvement de discipline nationale⁶⁶. À ses débuts, le GDN

était donc fortement teinté de contrôle militaire, à l'image de la structure organisatrice du mouvement, dont le président était le ministre coordinateur de la Politique et de la Sécurité et dont les treize membres étaient des ministres ou des généraux de l'armée (Décret présidentiel [*Keppres*] n° 33 de 1995).

Cependant, cette structure se relâcha quelque peu par la suite, notamment avec le retrait des soldats et leur remplacement par les « cadres chargés de l'application de la discipline » (*Kader Penegak Disiplin*). Ces derniers, qui étaient au nombre de 15 000 dès la fin de 1995, furent portés à 25 000. Le recrutement suivait deux filières : par candidature spontanée et isolée, ou à travers les organisations de la jeunesse, certaines ayant des liens politiques très forts avec le pouvoir politique et la pègre de Jakarta⁶⁷. Ils portaient à leurs débuts des uniformes verts, qui n'étaient pas sans rappeler ceux de l'armée, et qui furent modifiés par la suite (une veste orange électrique). Placés à des endroits où les « infractions à la discipline » (*rawan disiplin*)⁶⁸ étaient fréquentes, leur mission principale était d'obliger les passants (et les véhicules) à respecter les feux, ne pas jeter les ordures n'importe où, faire la queue de façon ordonnée, etc. Dans la ville, des panneaux vantaient les mérites du mouvement et appelaient au succès de sa réalisation.

À ses débuts, ce mouvement enregistra à Jakarta des résultats positifs en raison de la présence très importante des forces de l'ordre. Ses effets diminuèrent par la suite. Des débordements furent dénoncés, à l'occasion de batailles entre les cadres et des vendeurs de rue, par exemple, non seulement par les ONG mais aussi par des généraux de police, en particulier à cause de l'arrogance et de « l'esprit d'initiative » de certains de ces cadres.

En 1999, l'influence d'organisations de la jeunesse telles que les *Pemuda Pancasila* avait considérablement diminué, mais ce mouvement était encore visible. Ainsi, aux abords du quartier de Tanah Tinggi, à un carrefour de l'avenue Suprpto, des jeunes du *kampung* avaient été employés comme cadres de ce mouvement. Ils devaient aider à régler la circulation et éviter que les piétons ne traversent au feu vert. Cependant, ils étaient peu entendus des passants. L'avenue connaissait la même animation et les mêmes embouteillages que lorsqu'ils ne travaillaient pas. À ce carrefour réputé dangereux, ils assuraient néanmoins une présence durant la journée.

La volonté du gouvernement de modeler le comportement de la population était donc en décalage avec la réalité observée. Alors que dans certains pays comme à Singapour, le contrôle de la population passait par le contrôle de son comportement – par des campagnes d'affichage dans toute la ville qui vantaient notamment le mérite d'une vie familiale harmonieuse – à Jakarta, la discordance entre le projet et sa mise en pratique était le signe de l'inefficacité de la campagne, comme dans de nombreuses politiques urbaines.

Si le GDN n'a pas réussi à instaurer un ordre dans la ville, ses atouts provenaient en revanche de la création de petits emplois faiblement rémunérés, destinés aux chômeurs et servant un intérêt général ; il était également au service d'une image de la capitale accueillante et ordonnée, qui allait à l'encontre de l'image de désordre, voire d'anarchie, que véhiculait couramment Jakarta. La manière même dont il fut exécuté était typique des campagnes de l'État au sein de la population. Il générait des formes d'encadrement, dans le domaine de l'ordre et de la surveillance, qui ne sont pas sans rappeler celles des RW et des RT. Ces formes participaient toutes d'une volonté d'encadrer la population, selon une structure hiérarchique verticale, qui remontait, dans le cas du GDN, jusqu'aux chefs de régions militaires et, au-delà, jusqu'au ministre coordinateur de la Politique et de la Défense. La structure du GDN montrait donc comment l'armée pouvait intervenir jusque dans les affaires municipales, qui relevaient en principe de la compétence du Bureau de la paix et de l'ordre (*Tramtib*). Cependant, il s'opposait aux autres structures par son caractère bien plus superficiel, qui préconisait l'instauration d'un ordre à Jakarta sans résoudre les causes de désordre. Les dirigeants et hauts fonctionnaires étaient ainsi critiqués parce qu'ils ne montraient pas l'exemple et étaient en général corrompus. Les politiques vis-à-vis des vendeurs de rue contribuaient également à stigmatiser un secteur faisant vivre une grande partie de la population de la métropole⁶⁹.

En ce qui concerne la surveillance territoriale, un maillage administratif contraignant avait été mis en place dans un but de sécurité intérieure. Dans le cadre du GDN, c'était plus l'image de la ville qui était en jeu ; l'opération visait chaque individu en tant que citoyen et non plus des groupes donnés. La notion de menace passait donc au second plan face à celle de responsabilité civique, ce qui expliquerait les aspects moins coercitifs de ce mouvement.

Jakarta concentre des formes de contrôle et de surveillance du territoire remarquables par leur enchevêtrement. Différents organismes ont le contrôle de la cité, depuis le pouvoir politique à travers ses politiques nationales, et les échelons administratifs qui descendent au niveau le plus local, jusqu'à l'armée et la police. Cette imbrication permet en théorie un meilleur contrôle de la population comme un meilleur encadrement de la ville. Elle soulève néanmoins des problèmes des relations entre le pouvoir et la population, suscite des actions et des réactions de ces deux acteurs, qui, au contact l'un de l'autre, voient leur nature se modifier. Ainsi, lorsque le pouvoir a tenté de pénétrer les échelons les plus locaux, n'est-ce pas le poids administratif de l'appareil d'État plutôt que sa force de surveillance qui s'est vraiment imposée ? La nature de ces interactions apparaît de façon encore plus vive lorsque l'on examine la manière dont la population contrôle son territoire face à la délinquance et la criminalité.

Lynchages et justice spontanée

Jakarta, au même titre que les autres villes indonésiennes, possède un certain nombre d'organisations qui permettent le contrôle et la surveillance des espaces publics et des quartiers d'habitation : nombreux sont les moyens mis en œuvre afin de rétablir l'ordre dans la cité, depuis l'intervention des différents organismes jusqu'à la participation de la population. Ces formes de contrôle officiel sont complétées par une surveillance plus informelle de la part de la population, surveillance qui ne se limite pas aux rondes de nuit. Dans beaucoup de quartiers populaires, par exemple, on observe des personnes qui restent assises sur le bord des rues ou des venelles, aux abords des échoppes aussi bien de jour que de nuit, et qui discutent, jouent aux cartes ou s'adonnent à d'autres activités (drogue et jeux d'argent en particulier dans certains quartiers). Ces riverains, par leurs formes de sociabilité, participent involontairement d'un mouvement de surveillance du quartier.

Cette surveillance du territoire par la population se traduit aussi par des actes de répression à l'encontre des malfaiteurs pris. À partir de décembre 1998 et plus encore en 1999 et 2000, par exemple, les journaux locaux et nationaux firent leurs gros titres sur la justice spontanée et les lynchages qui s'étaient de plus en plus développés. Visant à punir un malfaiteur présumé par un passage à tabac collectif et immédiat, ces lynchages se terminent parfois par une mise à mort. Ils s'apparentent à d'autres formes de violence collective telles que les conflits intercommunautaires ou les batailles de quartier, car ils visent à régler une situation difficile de façon immédiate par l'usage de la violence, sans passer

par des moyens traditionnels ou officiels de règlement de conflits. Mais à la différence des conflits, les lynchages sont avant tout dirigés contre des individus soupçonnés de crimes ou pris sur le fait – ils punissent donc un acte – et l'adversaire n'est pas identifié comme appartenant à une communauté ou une autre collectivité. Le caractère spontané de ces actes ressort encore par l'absence d'antécédents de rivalités, comme cela peut être le cas pour les batailles de rue ou les conflits intercommunautaires, et par un retour prompt à une situation normale. Dans de telles circonstances, les principales cibles sont claires : dans les quartiers d'habitation, il s'agit des cambrioleurs, et dans les lieux publics, des voleurs à la tire, à l'arraché ou des agresseurs.

Le nombre de victimes de lynchages a augmenté depuis la crise de 1998. En décembre 1998, on comptait une dizaine de morts ; en 1999, leur nombre a considérablement cru : entre 70 et 93 morts pour la région de Jakarta¹. En 2000, le nombre de personnes tuées est passé à 126, puis à 155 en 2001, avant de baisser en 2002 avec 97 victimes et un peu plus de 75 en 2003. Ces relevés donnent une idée de l'évolution et de l'importance qu'ont prises ces formes de réactions, s'apparentant à des règlements de compte, de plus en plus fréquents et violents. Toutefois, ces chiffres ne laissent apparaître qu'une partie des lynchages de malfaiteurs qui ont eu lieu, puisque ceux qui n'ont pas entraîné de morts sont plus rarement recensés.

Quels sont les mécanismes à l'origine des lynchages et quelles sont leurs significations ? S'agit-il de formes communautaires exacerbées par un climat politique d'instabilité, comme de nombreuses analyses le montrent, ou bien de nouvelles formes de contrôle territorial qui se seraient créées dans un contexte de violence ?

La particularité de ces phénomènes de violence réside dans l'inversion des rôles de malfaiteur et de victime : l'agresseur devient la victime et la distinction entre les deux protagonistes devient de plus en plus floue. Si cette distinction paraît *a priori* évidente, elle l'est moins en Indonésie, comme l'attestent les manières de désigner un lynchage alors que le terme lui-même n'existe pas ; le lynchage est exprimé de différentes façons : « jouer soi-même au juge » [*main hakim sendiri*], « être jugé par la foule » [*dihakimi massa*] – les deux expressions les plus répandues –, « procès » [*pengadilan*], « loi de la jungle » [*hukum rimba*], « la colère de la foule, des masses » [*amuk massa*], « être roué de coups par la foule » [*dihajar massa, dikeroyok massa*], « brûlé par la foule, par les masses » [*dibakar massa*], « attaqué » [*diserbu*], etc. Telles sont les dénominations les plus répandues pour le lynchage, qui soulignent différentes acceptions.

Les expressions officielles, aussi bien employées par les journaux que par les autorités, font toutes allusion à la justice : la foule qui juge, qui usurpe le rôle de juge. La dimension criminelle du lynchage, en marge de la légalité, disparaît

ainsi et la réaction face à la criminalité en est l'aspect prépondérant : ces actes sont une « conséquence » de la délinquance. Dans de telles circonstances, l'acte en lui-même n'est pas mis en valeur – le fait de rouer de coups ou de tuer un malfaiteur – mais plutôt l'action du malfaiteur elle-même, sans prendre en compte la gravité de l'acte. Comme nous l'avons dit, ces actions ne sont pas toujours recensées : un pickpocket ou un cambrioleur gravement blessé par la foule ne sera comptabilisé dans les statistiques de la police, par exemple, que dans la rubrique des vols, la rubrique « explication » ou « détails » [*keterangan*] mentionnant qu'il a par ailleurs été « poursuivi » par la foule. Le lynchage relèverait donc d'une pratique légale : il serait justifié comme si la foule était dans son droit.

Cependant, le terme même de « foule » prend ici une connotation particulière. Si l'on a pu voir dans le cas des émeutes combien la foule ou les masses pouvaient devenir effrayantes, selon une démarche qui érigeait les habitants des quartiers populaires en « classe dangereuse », il en va autrement ici. La foule est certes dangereuse, mais seulement à l'égard des malfaiteurs. Elle est une masse où les différents individus se sont dilués : le caractère anonyme de ces « juges » ressort, établissant une justice sans nom et sans responsable. Les expressions qui évoquent les lynchages et qui font appel au registre de la colère de la foule, surtout employées par la presse, en sont l'emblème, probablement en raison de leur aspect plus spectaculaire. La colère collective devient ainsi quasiment abstraite, telle une colère divine, une colère absolue, mais qui prend une forme réelle et terrifiante. Elle exprime danger et violence.

Cette colère, désignée en indonésien sous le terme d'*amuk*, a des points communs avec « l'amok » français. Ce dernier terme renvoie à l'exotisme du Malais tel qu'il est vu par les Occidentaux dans les récits de voyages ou les romans. L'amok évoque le déchaînement de furie d'un individu qui se met à agresser toutes les personnes se trouvant sur son passage, au point, parfois, d'entraîner sa propre mort. Cependant, en ce qui concerne l'*amuk* de la foule qui lynche un criminel, le terme prend un autre sens. L'amok est en effet un acte individuel, souvent décrit comme une réaction à la pression sociale, alors que dans le cas des lynchages, il s'agit certes d'un déchaînement de colère, mais dans un cadre collectif, ne menant pas à la mort de ceux qui deviennent « amok » et où l'individualité de la personne en colère ne ressort pas². L'acte de furie en est ainsi dépersonnalisé. Le jugement populaire devient alors anonyme.

Cette justice spontanée est signe du contrôle d'un territoire donné par une communauté, sans pour autant refléter l'identité de cette communauté, mais plutôt celle de la foule anonyme. Une analyse plus poussée des lynchages nous permettra d'analyser la relation entre la foule, le territoire et ces irruptions de violence.

«Le voleur agit, la foule s'agite»

Ce dicton illustre l'une des attitudes de plus en plus répandues à Jakarta, mais aussi dans le reste de l'Indonésie, face à la criminalité et à la violence. Plusieurs types d'actions de foule sont en présence. Tout d'abord les lynchages de malfaiteurs se déroulent selon un scénario, qu'il s'agisse de lynchages dans les lieux publics – les gares routières ou les marchés par exemple – ou dans les quartiers d'habitation, comme le montre l'exemple suivant :

«Selon les explications du secteur de police (Polsek) de Cengkareng, samedi soir [le 9 juin 2001 à 19h30], les deux jeunes gens en question sont passés à l'action dans une maison de Pondok Sambu, à Duri Kosambi (Cengkareng, Jakarta Ouest). Ils ont repéré la moto Yamaha F1ZR avec la plaque B 5498 RO garée dans le jardin de la maison de Sibromalis bin HM Ali.

Au moment propice, les auteurs, qui utilisaient une moto Yamaha RX King de plaque B 4196S, agirent sans hésiter. L'un d'entre eux entra dans le jardin et s'attaqua à sa cible, pendant que son complice attendait sur la moto.

Cependant, pendant qu'ils trafiquaient la clé de contact de la moto, Siti Mariam (45 ans), propriétaire de la maison, les aperçut. Cette femme se mit à crier : "Au voleur ! au voleur !"

Ces cris furent entendus par les habitants alentours qui se rassemblèrent aussitôt. Pas moins d'une centaine de personnes s'attoupèrent sur le lieu du crime et encerclèrent les deux malfrats.

Ces derniers, voyant qu'ils étaient découverts, tentèrent de s'enfuir en laissant leur moto. Cependant, ils ne purent aller bien loin car les rues étaient déjà bloquées par la foule des habitants du quartier. Ils devinrent la cible de la foule en colère et sans pitié.

Des coups de bâton, des coups de pied et de poing se mirent à pleuvoir sur les deux voleurs jusqu'à ce qu'ils perdent conscience, sans que personne n'écoute leurs appels à la clémence.

Un ordre fusa d'un coup et l'un des habitants arrosa d'essence les corps des voleurs et les brûla. Les deux hommes moururent, le corps calciné.»³

Ce fait divers, tiré d'un rapport de la police – comme l'indique la précision des informations sur les victimes –, montre les traits et la mise en scène des lynchages tels qu'ils ont souvent lieu à Jakarta et en Indonésie. Le ton de l'article illustre le caractère banal de ce genre de faits, auquel la presse contribue en général. Le récit commence par le premier crime à l'origine de la colère populaire. Les précautions prises par les voleurs, leurs caractéristiques et leurs méthodes sont très précisément rapportées. Mais le récit prend vraiment son sens lors de la découverte du délit : la propriétaire de la moto appelle à l'aide et ses cris jouent le rôle de déclencheur pour ameuter la foule, comme les signaux donnés par les gardes de quartier. Ces appels sont facteurs de rassemblement, puis de colère. À ce moment-là, un changement de point de vue s'opère et l'on passe d'un récit centré sur le cambriolage, la panique des malfaiteurs, à une description de la foule, où les deux malfaiteurs deviennent des victimes de la vindicte populaire. La logique de la foule est retranscrite : elle se constitue dès un signe de ralliement, agit et tue. Remarquons cependant que dans la plupart des récits rapportés par les journaux, une ou deux personnes arrosent les voleurs

d'essence – et non la foule entière – sans que l'on puisse pour autant les identifier⁴. Dans la description donnée ici, on voit donc comment s'opère la dépersonnalisation des acteurs lors du lynchage. Le début se déroule avec la précision d'un rapport de police, pour glisser ensuite vers des dynamiques de groupes anonymes, où toute responsabilité disparaît.

En outre, si dans la plupart des cas la foule punit des malfaiteurs pris sur le fait, des « erreurs » ont également lieu. Les faits divers des journaux relatent régulièrement que des passants ont été pris pour cible sans raison apparente : des tenanciers d'échoppes de marchés qui ont été lynchés alors que la personne recherchée n'était qu'un client (23 juin 2002), un mendiant dans un bus, qui, en sortant, bouscule une personne et est tabassé à mort alors qu'il n'avait rien volé (22 avril 2003), un petit caïd battu à mort par la foule alors qu'il se moquait seulement d'un couple qui passait.

Les voleurs utilisent d'ailleurs parfois ces mouvements de foule pour s'en sortir. Ainsi, à Kebayoran Baru, lors d'une agression de nuit, cinq personnes se dirigèrent vers un homme pour lui demander son téléphone portable et son portefeuille. Devant son refus, ils lui donnèrent un coup de machette au bras, lui volèrent son téléphone et l'équivalent d'un million de *rupiah*. La victime tenta d'appeler à l'aide et quelques voisins sortirent. Les malfaiteurs se mirent à crier « au voleur » : ce fut la victime qui fut lynchée par la foule pendant que les agresseurs s'en allaient tranquillement⁵.

Les éléments centraux de tout lynchage sont donc la volonté de punir les auteurs de crimes et la capacité de rassemblement de la foule. Toutefois, d'autres formes de justice spontanée coexistent avec le lynchage des voleurs, comme la colère populaire à l'encontre des véhicules. On comptait ainsi près de dix bus incendiés par la foule à Jakarta de janvier à août 1999, sans compter ceux qui avaient été la cible de jets de pierres. Ces règlements de compte interviennent en général après que l'un de ces bus a renversé un piéton, mais dans certains cas, la colère peut se déchaîner juste parce que le conducteur a eu une conduite dangereuse. De même, à proximité de la plus grande décharge d'ordures de la région de Jakarta, à Bantar Gebang, dans le district de Bekasi, des bennes étaient brûlées par la population, car on soupçonnait les conducteurs de vider leur chargement à proximité des habitations⁶.

Les lynchages se déroulent donc de façon spontanée, se déclenchant à la suite de cris (« au voleur ! ») ou en réaction à un phénomène qui pourrait mettre en danger la communauté. Contrairement à d'autres processus, comme ceux qu'opère l'insécurité par exemple, le mal – ou le crime – a ici un visage et on peut alors punir, voire tuer. Le traitement de la criminalité est comparable à celui d'un abcès qu'il faudrait éradiquer par une incision, c'est-à-dire par la violence. Certains commentateurs insistent ainsi sur le châtement corporel infligé

à la victime lors d'un lynchage, en notant, entre autres, l'importance des coups et blessures portés au visage afin de défigurer le malfaiteur : ce serait là une manière d'enlever toute humanité à la victime et d'affirmer son contrôle sur la victime et le crime⁷. L'immolation des malfaiteurs telle qu'on pouvait l'observer jusqu'en 2002 relevait du même type d'interprétation, à moins que l'on adopte le point de vue d'une habitante de Tebet qui me racontait un lynchage s'étant terminé dans les flammes et qui affirmait qu'à l'époque, on brûlait « parce que c'était la mode ».

À ces différents actes de violence commis par la foule, on peut ajouter une dernière catégorie, celle des raids menés par des organisations plus ou moins établies, en lutte contre ce qui est en infraction avec la loi ou la morale. Ces manifestations, quelque fois violentes, qui entraînent la destruction d'habitations et font parfois des blessés, sont désignées de la même manière en indonésien que les lynchages : il s'agit toujours de personnes « qui rendent la justice elles-mêmes » (*main hakim sendiri*). C'est ce à quoi j'ai assisté durant mes séjours de 1999 et de 2000, avec les actions punitives menées par la population contre les revendeurs de drogue. Les razzias de la police s'y mêlaient aux mouvements plus ou moins spontanés de la population, ce qui rendait la situation assez ambivalente. Ces raids coïncidaient en effet avec la lutte – officielle – de la municipalité et de la police contre la drogue. Dans le quartier de Kayu Putih, à l'ouest de Jakarta on vit ainsi en août 1999, près de trois cents femmes, encadrées par deux camions de la police, organiser un raid contre des dealers présumés. Ce type d'action était destiné à protéger les enfants, mettant en avant des préceptes moraux. À cette époque, la plupart des quartiers voyaient d'ailleurs fleurir des banderoles préconisant la lutte contre la drogue et les médicaments, y compris dans les zones où résidaient un certain nombre de consommateurs et de revendeurs – paradoxe qui ne manquait pas de provoquer la moquerie de certains habitants.

L'argument d'une « restauration de l'ordre moral » poussait aussi différents groupes musulmans à agir. Les raids étaient menés par des organisations musulmanes telles que le Front des défenseurs de l'Islam (*Front Pembela Islam* ou FPI) ou le Front du Parti de Dieu (*Front Hizbullah*) principalement, contre tous les tenants de l'immoralité, que ce soient les vendeurs de disques compacts vidéo à caractère pornographique, les discothèques ou les hôtels de passe. Leurs actions et leur importance ont cependant considérablement diminué depuis fin 2002, avec la surveillance de plus en plus accrue de ces groupes par les forces de l'ordre, quand ils n'étaient pas dissous⁸.

Les organisations musulmanes mettent en place en général un défilé de plusieurs autobus, affrétés pour l'occasion, et recouverts de banderoles appelant à l'ordre moral (doc. 22). Ces bus se dirigent vers les lieux considérés comme les



Doc. 22. Manifestation du Front du Parti de Dieu dans les rues de Jakarta. Ce défilé s'est déroulé sans violence mais la police était présente.

plus dépravés. Ceux que j'ai suivis provenaient du quartier de Tanah Abang et se rendaient vers Glodok, quartier renommé pour le nombre de vidéos en circulation, dont des films pornographiques. Lors de ce raid, les participants ne purent que sermonner les marchands, leur distribuer des tracts et tenir des discours appelant à l'ordre moral, parfois avec des tonalités prosélytes allant à l'encontre d'autres religions. Ce groupe était à la fois constitué de personnes habillées de blanc, qui portaient la barbe et se présentaient comme des défenseurs de l'Islam, et de passagers qui me rappelaient plus de simples habitants de *kampung*, amenés là en renfort et s'intéressant plus à ma présence sur les lieux qu'aux discours tenus, comme s'ils avaient été rémunérés pour manifester. Ainsi, alors qu'un des porte-parole dénonçait les influences étrangères et le rôle néfaste des *kafir* [mécréants], certains des passagers me lançaient les traditionnels « *Hallo Mister* » sympathiques, en contraste avec les propos tenus.

L'argument moral était ici une des justifications majeures de la manifestation : il s'agissait bien de condamner tout acte de dépravation (*maksiat*). Les différentes cibles étaient donc aussi bien les discothèques et les bars, voués à la destruction quand cela était possible, mais aussi les échoppes qui vendaient de l'alcool et les cinémas aux affiches un peu trop licencieuses. Durant le seul mois

de Ramadhan, en décembre 2000, on recensait ainsi treize assauts effectués par le FPI contre des lieux de loisirs (bars, cafés ou discothèques) et deux réalisés par le Front du Parti de Dieu. Ces actions avaient principalement lieu dans les quartiers tels que Kota, Mangga Besar ou Blora, à proximité de l'avenue Thamrin, reprenant ainsi certains des trajets utilisés durant les émeutes, mais aussi dans les quartiers où étaient implantés des casinos illégaux, à Pluit par exemple.

Ces expéditions, désignées en indonésien de la même manière que les lynchages, s'en différencient pourtant par leurs modes d'organisation. Si elles représentent des formes extra-judiciaires de maintien de l'ordre, des lobbies les organisent cependant de façon préméditée, afin de faire pression sur le gouvernement local mais aussi national. Elles prennent cependant moins la forme de réactions à la criminalité ou l'insécurité ressentie, que d'actes politiques qui visent à faire évoluer la société vers une lecture plus stricte des textes religieux. Face à cette première interprétation, on peut également se demander si ces mouvements ne sont pas un moyen de faire pression sur les propriétaires des établissements de nuit, afin qu'ils financent ces mouvements⁹. Cependant, dans les discours tenus par des responsables de ces organisations, les justifications sont souvent semblables à celles avancées pour expliquer les actes de lynchage.

Les lynchages sont-ils des reflets de la crise ?

Lynchages et lyncheurs

Les explications de l'augmentation de la violence des lynchages appartiennent à plusieurs registres. En tant que réactions à des actes criminels, les lynchages sont en premier lieu mis logiquement en relation avec l'évolution de la criminalité : ils ne seraient qu'une réponse spontanée de la population et leur augmentation serait le reflet de la hausse du nombre d'actes criminels. Néanmoins, en raison du caractère aléatoire des statistiques concernant la criminalité – peu d'experts avancent des chiffres – l'évolution des actes recensés n'est pas en rapport avec celle du nombre de lynchages observés. On peut même avancer une relation inversement proportionnelle : comme le chef de la police de Jakarta l'affirmait en 2000, la baisse des taux de criminalité depuis 1998 était le reflet de l'efficacité des réactions populaires.

La violence des agressions sert également d'explication à celle des lynchages. Les actes commis étant de plus en plus violents, ils entraîneraient une réponse proportionnelle de la part de la population. La justice spontanée ne serait qu'une conséquence du fait que la population ne supporte plus les mal-fauteurs et leur violence. Cette interprétation n'explique cependant nullement

pourquoi ces mécontentements prennent des formes collectives aussi radicales. La plupart des lynchages se produisent à la suite d'un simple vol, que ce soit un vol de moto ou un vol à la tire dans les transports en commun, par exemple. L'intensité de la violence n'est pas relative à la répréhensibilité de l'acte et selon le même degré, comme pourrait le laisser entendre une telle loi du Talion. Un décalage a ainsi lieu entre le crime commis et la punition.

Parmi les autres facteurs qui expliqueraient la violence des lynchages, le niveau d'éducation de la population est également régulièrement souligné. La personne qui participe à un lynchage le ferait en raison de son ignorance de la loi et des peines infligées aux malfaiteurs, mais aussi en raison de son éducation morale assez faible. Ces analyses rejoignent la croyance que les personnes au bas de l'échelle sociale sont le plus victimes de la criminalité : les conducteurs de motos-taxis, les passagers des transports en commun ou de taxis. On explique ainsi les lynchages de la même manière que la criminalité : la pauvreté, le manque d'éducation, la crise économique, autant d'éléments qui pousseraient les pauvres à commettre des crimes ; les mêmes motifs sont mis en relief comme justification de l'utilisation de la violence.

Si ces causes donnent des indications précieuses sur la manière dont la violence des lynchages peut être expliquée, elles ne suffisent pas et sont contredites par la structure même de ces actions. Lorsqu'on regarde ainsi les types de personnes qui participent à ces « colères collectives », on trouve aussi bien des habitants de quartiers pauvres que des personnes que l'on désigne comme « portant la cravate », donc d'un niveau social plus élevé¹⁰. En outre, on a pu voir que toutes les classes de la population sont aussi touchées par la criminalité, et en particulier par les vols, contrairement à l'idée selon laquelle les plus pauvres seraient le plus affectés par la criminalité. Enfin, si certains de ces lynchages prennent place dans des lieux publics, nombre d'entre eux ont également lieu dans des quartiers d'habitation de tous niveaux socio-économiques (de nouveaux lotissements, par exemple). Les lynchages peuvent ainsi être perpétrés par toutes les catégories de la population.

Lynchages et crise

La crise économique est l'un des facteurs régulièrement avancés afin d'expliquer les lynchages. Ces actes de violence collectives seraient ainsi, selon l'enquête de *Warta Kota* de juin 2000, le signe du « mauvais état de la société », le signe qu'elle « a des problèmes », qu'elle est « malade ». 51,1 % des personnes interrogées pensent qu'une telle affirmation est véridique, dont près de la moitié voient cela comme une conséquence de la crise économique¹¹. Parmi celles qui ne sont pas d'accord (48,4 %), les lynchages seraient la conséquence directe de la crise économique, sans

mettre en question l'état de la société (27% pensent ainsi qu'ils sont le signe d'une économie instable). Les problèmes économiques permettraient ainsi d'expliquer, comme on le fait pour la criminalité, l'émergence des lynchages.

Au-delà de cette relation perçue entre les problèmes économiques et la violence, la plupart des analyses globales ne manquent pas de considérer ces lynchages comme des conséquences de la chute de l'Ordre nouveau et du droit tel qu'il était pratiqué sous ce régime, qui n'a plus le respect de la population. C'est ce que reprend l'Institut d'aide légale (*Lembaga Bantuan Hukum* ou LBH), qui dénonce l'absence de droit équitable pour tous. Selon l'un de ses directeurs, Irianto Subiakto, le droit en Indonésie n'est qu'une rhétorique pour les réunions officielles et le gouvernement de transition n'avait pas le pouvoir d'effectuer des changements. Le droit est ainsi considéré seulement comme une pratique subjective, qui n'aurait plus qu'une valeur symbolique, librement interprétable et modifiable, non seulement par l'élite, en fonction de ses intérêts, mais aussi par la population, comme le montrent les lynchages. Les codes n'ont dès lors plus d'importance, et chaque affaire doit être résolue par les moyens disponibles.

Dans cette défiance envers le système judiciaire, un phénomène de mimétisme entre sphères dirigeantes et peuple a lieu : la population suivrait l'exemple de ses dirigeants, hors de portée du droit lorsqu'ils commettent des infractions. C'est ce que décrit, par exemple, Parsudi Suparlan :

«L'apparition d'abus de fonction, l'accaparement des richesses et les autres phénomènes du même genre par les "dignitaires", qui ne sont pas touchés ensuite par le droit, provoquent un phénomène d'imitation de la part de la population, y compris en utilisant des actes quotidiens pour régler les problèmes auxquels elle est confrontée.»¹²

Cette relation mimétique met en cause la structure d'une société « à deux vitesses », dont tous les éléments sont devenus interdépendants depuis la chute de Suharto. Avec le retour d'un plus grand pouvoir accordé au peuple, les interactions entre ceux qui possèdent le pouvoir et les habitants se font ainsi de manière plus aisée qu'auparavant, d'où une vision commune et défaillante de la justice. Cette situation intervient dans le cadre du discrédit des forces de l'ordre comme cela a été montré. Les lynchages exprimeraient ainsi la déstabilisation de la société et du système après la chute du régime de l'Ordre nouveau, et mettent en relief les dysfonctionnements sous-jacents : problème du comportement des dirigeants, efficacité du système judiciaire et de contrôle par les forces de l'ordre, disparités au sein de la société.

Dans l'analyse de ces lynchages, d'autres explications sont également nées depuis mai 1998. Ainsi, la police serait devenue moins puissante, de peur d'être accusée d'enfreindre les Droits de l'Homme¹³. Mis à part des activistes de mouvements islamistes locaux, tels les dirigeants des raids du FPI qui avaient été interpellés en juin 2002, la police arrêterait rarement les responsables de lynchages¹⁴.

Ces diverses analyses – souvent peu prouvées ou vérifiables – soulignent le contexte de déstabilisation que traverse la société jakartanaise et indonésienne depuis quelques années, aussi bien d'un point de vue moral que politique. Elles montrent le lien qui peut être opéré entre la violence et des situations plus générales, celles d'une crise de confiance envers le système et ses représentants, crise déclenchée par la crise économique, par exemple. Elles illustrent également la façon dont le contexte global de l'Indonésie en crise peut rejaillir sur des phénomènes déviants au sein de la ville. Elles n'expliquent cependant pas l'apparition d'un phénomène qui avait précédé de longtemps la crise de la fin des années quatre-vingt-dix.

Un phénomène ancien

Les lynchages ne sont pas une pratique récente qui serait apparue suite à la chute du régime de Suharto. L'exemple de Tanah Tinggi (décrit en introduction p. 6), en 1992-1993, montre l'ancienneté du phénomène. La plupart des voleurs pris sur le fait étaient déjà battus par la population avant d'être remis à la police, quand il n'y avait pas d'accident préalable¹⁵. En 1997, lorsque les agences municipales tentaient de pourchasser les vendeurs de rue par exemple, cela pouvait entraîner des actes de violence au cours desquels non seulement les véhicules de la municipalité mais aussi des bureaux administratifs pouvaient être pris pour cibles. De même, plusieurs articles de 1996 montrent comment la « justice » spontanée était un phénomène habituel. En 1993, des analyses de chefs de police soulignaient aussi que les systèmes de participation de la population au maintien de l'ordre et de la sécurité pouvaient avoir des effets négatifs lorsqu'ils n'étaient pas bien contrôlés. Enfin, des mémoires d'étudiants s'intéressaient aux lynchages en 1975¹⁶.

Les lynchages étaient donc une pratique qui existait bien avant la fin du régime de Suharto. C'est ce que reprend également F. Colombijn¹⁷ qui a retrouvé la trace d'un lynchage à Batavia en 1787. L'auteur décrit la manière dont ces actes s'inscrivent dans des systèmes de jugement traditionnels : certains codes indigènes, à l'époque coloniale, autorisaient le lynchage. À Java, un voleur pris sur le fait pouvait être tué s'il y avait des circonstances aggravantes (une effraction de nuit dans une maison, par exemple). À Cirebon, c'était également le cas, seulement après avoir fait résonner le tambour d'alarme pour prouver qu'il ne s'agissait pas d'un assassinat. D'autres exemples sont aussi donnés, provenant de Malacca, de Bali ou de Makassar, où le propriétaire d'une maison cambriolée de nuit pouvait tuer le voleur ; de Nias (mêmes circonstances, à condition d'avoir fait sonner le tambour auparavant) ; de Sumba et de Timor, pour les voleurs de chevaux ; de Rejang à Sumatra Ouest, où ceux qui

avaient tué un voleur ne pouvaient être condamnés ; d'Aceh, à condition que l'on puisse prouver par la suite que la personne était coupable. Chacune de ces autorisations était strictement codifiée et la puissance coloniale suivait en général la coutume locale. Cependant, ces exemples ne tiennent qu'un rôle d'illustration, car il est difficile de savoir si l'on tuait systématiquement les voleurs dans les cadres définis par ces codes traditionnels. De plus, ces exemples ne traduisent pas d'inscription systématique de ces formes de « justice » dans les autres régions de l'archipel, à Batavia en particulier.

Les lynchages ont ainsi des précédents qui témoignent d'une attitude vis-à-vis des voleurs principalement et de la normalité qu'il y avait « de les battre ». On pourrait néanmoins difficilement en déduire qu'il existe une culture du lynchage ou du règlement de la justice par soi-même. Ces antécédents montrent juste comment les lynchages pouvaient être encadrés par les structures du pouvoir.

Lynchages et forces de l'ordre

L'histoire des lynchages s'inscrit dans une relation entre la population et les forces de l'ordre, encore d'actualité. La majorité des commentateurs s'accorde ainsi pour dénoncer le manque de confiance de la population envers les forces de l'ordre et, au-delà, le système judiciaire, considérés comme corrompus et ne remplissant pas leurs fonctions. Dans les quartiers d'habitation, les raisons invoquées sont l'absence de compréhension du rôle du système judiciaire par la population¹⁸, l'impression que les malfaiteurs ne reçoivent pas de punitions proportionnelles à leurs délits et le sentiment que les institutions ne fonctionnent plus, que les forces de l'ordre sont impuissantes. L'intervention de la population devient donc nécessaire. Ce sont là des tentatives de justification qui s'inscrivent dans la période d'instabilité et de transition que traverse l'Indonésie depuis 1998.

Parallèlement, les organisations islamistes (FPI, *Front Hizbullah*, par exemple), justifient leurs actions en faisant référence aux principes d'organisation de la société et au rôle de surveillance qu'elles doivent tenir entre la population et le pouvoir. Ces organisations soulignent l'importance de la confiance et de la croyance envers les supérieurs, que ce soit au sein de la famille, des associations ou bien de l'État. Pour que cette confiance soit maintenue, il faut donc contrôler les actes des dirigeants sinon, « selon les dires du prophète », un usurpateur pourrait venir au pouvoir¹⁹. Selon le même précepte, le FPI légitimait ses raids contre les bars et les boîtes de nuit en arguant que les patrons de ces entreprises faisaient peur aux habitants alentour avec leurs gorilles, qu'ils attiraient des clients de peu de foi et que les forces de l'ordre ne faisaient rien. Ces raisonnements sont intéressants dans la mesure où ils proviennent d'organisations établies, qui pratiquent néanmoins des formes de règlement de compte. Ils montrent la manière dont se fait le lien entre les lyncha-

ges et le système gouvernemental. Plusieurs arguments sont ainsi en présence : l'absence de pouvoir des forces de l'ordre, qu'elle soit volontaire ou involontaire, mais aussi la corruption et l'inefficacité d'un régime qu'il faut surveiller.

Cette défiance envers l'État et les forces de l'ordre transparait dans un certain nombre d'affaires au cours desquelles la police fut prise pour cible, avec à chaque fois le même scénario : le malfaiteur est arrêté par les forces de l'ordre ; la foule assiège ensuite les policiers, les menace, de manière à pouvoir châtier elle-même le malfaiteur. Mis à part certains cas, la police résiste mollement face à ces assauts. Dans la région de Jakarta, à Bekasi par exemple, fin novembre 2000, un voleur de moto a été arrêté par sept policiers, après qu'il a été roué de coups par la foule. Sur le chemin du poste, il est arrêté par des dizaines de conducteurs de motos-taxis qui tirent le malfaiteur du véhicule, le battent à mort et endommagent la voiture de police²⁰. En février 2000, dans la région de Lampung, en zone rurale, un autre événement montre la tournure que peuvent prendre ces mouvements : un bureau de police à Bangunrejo fut assiégé par la foule ; les douze policiers présents durent s'enfuir face à leur fureur. La personne recherchée était soupçonnée d'avoir volé des bœufs et fut mise à mort aux cris de : « Il n'est pas nécessaire d'écouter ses explications ! Continuons à le battre ! Tuons-le ! » Le lendemain la foule se rendit au même poste, ayant entendu la rumeur qu'un voleur de motos y avait été arrêté. Devant le démenti du chef de police, la foule assiégea tout de même le poste. Ce ne fut qu'à l'arrivée de deux camions de renfort que la foule put être maîtrisée malgré ses attaques répétées.

Ces réactions traduisent une grande défiance envers la police, ainsi qu'en témoignent la plupart des sondages sur les réactions de la population face à la criminalité. Une enquête réalisée à Jakarta Ouest en 2000, montrait qu'en cas de confrontation à un acte criminel, seulement 15,5 % des répondants iraient le déclarer à la police²¹. De même en décembre 1998, le quotidien *Kompas* indiquait qu'environ 60 % des Jakartaïens jugeaient que la police ne remplissait pas bien sa fonction de gardienne de la sécurité publique²². Cependant, si la plupart des commentateurs font remonter ce manque de confiance à 1998, ce phénomène n'est pas récent. En 1996, par exemple, une autre enquête analysait l'attitude de la population face à la police. Sur les 39 % de répondants qui avaient vu un acte criminel, seulement 15 % l'avaient déclaré à la police, comme en décembre 1998. Parmi les victimes (49 % des personnes interrogées), seulement 27 % avaient été voir la police. Les raisons principales de cette défiance étaient l'impuissance de la police pour retrouver les malfaiteurs (74 % des répondants), la complication que cela induisait (56 %), les exigences accrues de la police qui demanderait encore plus d'argent (50 %) et son inefficacité à lutter contre la criminalité (53 %). Malgré ces données, près des deux tiers exprimaient encore leur confiance dans son rôle pour faire baisser la criminalité dans la ville²³.

En 1996, l'attitude de la population face à la police était ambivalente. Elle apparaissait encore comme garante de l'ordre établi, symbole de sécurité, mais on devait avoir affaire à elle le moins possible. En outre, les taux de déclaration étaient encore plus faibles pour Jakarta que pour les circonscriptions voisines (12% de déclaration contre 22%), comme si la vie métropolitaine entraînait une plus grande insouciance face aux méthodes de règlement traditionnelles de la criminalité et que l'on devait tenter de régler soi-même les problèmes.

Des actions de défiance et de « justice » collective spontanée contre la police montraient déjà sous l'Ordre nouveau cette ambivalence, comme en témoigne l'incendie du poste de police de Tanah Tinggi décrit p. 6. Les mouvements de colère étaient donc bien présents et n'avaient pas uniquement pour cible les malfaiteurs, mais aussi des membres des forces de l'ordre. La destruction du poste de police dénote ici l'absence de confiance envers le système, comme si, sous le régime en présence, il était impossible qu'un agent de police fût jugé et puni. Cet incendie révèle les rapports de force entre population et forces de l'ordre, dans un contexte donné, celui d'un quartier populaire, dense et pauvre, et dévoile la fonction cathartique de la colère de la foule qui tente d'effacer « la racine du mal ».

Le silence qui accompagnait le récit de cet incendie lors de mes enquêtes donne des indications sur la perception du phénomène. On faisait ainsi souvent allusion au déménagement du poste de police « suite à un incendie », sans m'en détailler ni l'origine ni la cause. Roy, en me racontant les faits, rappelait que le policier était toujours en service, et que si ce policier apprenait que l'histoire était parvenue à mes oreilles, il serait certainement emmené au poste de police pour y être battu et que je devrais en supporter les conséquences. J'interprétais ces réticences à raconter un événement qui avait eu lieu huit ans auparavant de plusieurs manières : peur des sanctions d'un policier toujours en service, mais également peur de donner une mauvaise image de l'autorité censée faire respecter l'ordre dans le quartier, dans la communauté, voire honte d'évoquer un mouvement qui s'en était pris à l'un des symboles de la puissance étatique. *A contrario*, les actions de vengeance contre des personnes qui gênaient le voisinage ou contre les voleurs étaient racontées bien plus volontiers, comme si une différence était opérée, non pas entre les différents types d'actes, mais entre les « cibles ». On retrouve ainsi l'ambivalence face à la police : source de sécurité, c'est elle que la population irait voir en dernier recours ; en tant que symbole de l'autorité, elle est source de respect si ce n'est de crainte, mais elle est également corrompue et ne peut assurer la sécurité des habitants.

Cependant, la faiblesse actuelle des forces de l'ordre n'est pas un élément d'explication de la croissance de la violence des lynchages. D'autant que ces forces de l'ordre sont même fréquemment mises en cause pour avoir montré le

mauvais exemple, notamment par leur usage de la violence pour régler les problèmes criminels. Les interventions de la municipalité, du Bureau de la paix et de l'ordre (*Tramtib*) lorsqu'ils pourchassent les vendeurs de rue en sont un exemple, de même que le comportement des policiers face aux manifestants, lorsqu'ils frappent les personnes arrêtées ou laissent faire des lynchages. Ainsi de la tentative de lynchage à laquelle j'ai assisté dans le quartier de Tanah Tinggi (voir p. 5-6)²⁴ : l'attitude du policier lors de cet événement était significative, il réagissait comme si l'arrestation du malfaiteur par les habitants du quartier était un fait normal, comme s'il fallait laisser les riverains s'exprimer avant d'intervenir, non seulement pour leur permettre d'extérioriser leur mécontentement à l'encontre du malfaiteur, mais également pour les laisser le punir avant qu'il ne soit jugé par la suite. La décision du policier de participer au lynchage lorsqu'il apprend que l'agresseur est armé traduit également la mesure de la punition infligée au voleur : il est naturel d'infliger une correction au malfaiteur en fonction de sa dangerosité, et habituel d'exercer une punition préalable à celle exercée par le système judiciaire. On voit ici combien la participation de la société civile dans le règlement de la criminalité peut paraître comme un fait ordinaire et même être encouragée, dans une certaine mesure, par des membres de la police.

Au niveau des échelons supérieurs des forces de l'ordre, des tendances semblables se dessinent. Ils appellent ainsi régulièrement la population pour qu'elle œuvre au maintien de la sécurité, ce qui est à relier à son rôle de surveillance des quartiers. Certains points de vue officiels, dans la continuité des appels à la participation locale, soulignent même les aspects positifs du lynchage :

*« Il ne faut cependant pas que nous regardions les actes de lynchage seulement dans leurs aspects négatifs. D'un autre côté nous devons être fiers. De quelque manière que ce soit, notre société a le courage d'affronter les malfaiteurs. [...] Maintenant la société répond rapidement. Elle a du courage. Voilà le côté positif de ces actes. »*²⁵

Ce commentaire d'un cadre de la police de Jakarta montre bien l'importance accordée à la participation commune face au crime. Ce qui est ici mis en avant, c'est la mobilisation collective de la population face à la violence, et non la violence des lynchages. Ce cadre se félicite de la situation actuelle, en comparaison avec celle que l'on voyait auparavant, celle où les victimes d'agressions ne recevaient pas d'aide des témoins alentour²⁶.

Ce discours est à relier à celui sur le manque d'effectif des forces de l'ordre que dénoncent fréquemment les chefs de la police. Ainsi, le chef du service de l'information de la police métropolitaine de Jakarta déclarait, en 2000, que les lynchages étaient dus au sentiment d'insécurité de la population, résultant du faible nombre de policiers à Jakarta.

Des mises en garde afin de lutter contre l'« émotion » de la foule apparaissent cependant dans les appels du gouverneur de Jakarta, Sutiyoso, appels destinés non seulement à la population mais surtout aux dignitaires formels, que ce soient les ulémas ou d'autres personnalités sociales. La plupart des réactions officielles appellent d'ailleurs, comme il se doit, à l'arrêt de ces actes, comme certains slogans apposés sur le quartier général de la police de Jakarta le montrent.

Ce discours sur l'insuffisance des policiers, les méthodes de surveillance et d'encouragement aux politiques de surveillance par les habitants, telles que le *siskamling*, ne sont pas sans effet sur la population et contribuent dans certains cas à modeler la participation de la population aux entreprises de lynchages par exemple. Un autre aspect de ces actes de violence apparaît ainsi : celui d'une communauté de « justiciers », appartenant à un même quartier et qui défendent un même territoire, dont les caractéristiques apparaissent de façon plus précise à une échelle locale.

Lynchages et territoires

Dans les comptes rendus des lynchages opérés dans la région de Jakarta, certains lieux reviennent fréquemment. Pendant la première moitié de 2000, la circonscription de Bekasi était celle où l'on relevait le plus d'événements de ce genre. De même, c'était à Tangerang que le plus de voleurs de motos étaient punis. À Jakarta même, c'était dans les districts de Cengkareng puis de Kalideres, à Jakarta Ouest, que le plus de lynchages violents s'étaient déroulés²⁷. À Jakarta Est, l'avenue [*jalan*] Raya Bogor, au niveau de Ciracas, ou la gare routière de Kampung Rambutan sont le plus régulièrement soumises à la vindicte populaire. On peut ainsi distinguer deux types de lieux : les espaces publics, tels les gares routières ou les grands axes de circulation des transports en commun, et les quartiers d'habitation. Dans cette dernière catégorie, on peut se demander s'il n'existe pas une corrélation entre les types de quartiers et le nombre de lynchages qui s'y déroulent. C'est ce qu'affirmait, par exemple, un juriste à propos de Cengkareng après que deux lynchages consécutifs se sont déroulés dans ce district :

*« Ce quartier est un quartier pauvre, propice au refuge des malfaiteurs. En plus de cela, dans cette zone, on trouve diverses ethnies. C'est donc une zone dangereuse, en particulier avec la présence d'ethnies qui ont l'habitude d'utiliser la violence pour le règlement de leurs problèmes. »*²⁸

Outre l'analyse du danger quelque peu caricaturale présentée ici, cette citation montre bien les caractéristiques qui peuvent affecter certains quartiers et expliquer leur récurrence comme théâtres de lynchages. Ces derniers ne

seraient ainsi que le reflet des conditions sociales et ethniques des habitants, en combinaison avec l'apparence du voisinage : un quartier pauvre, donc propice à la criminalité. Cette explication *a posteriori* montre cependant peu pourquoi les lynchages s'y déroulent. En effet, lorsque l'on considère la répartition des ethnies connues pour utiliser la violence comme moyen de règlement de conflit – répartition difficile à estimer en raison de l'absence volontaire d'enquête sur le sujet –, d'autres quartiers auraient semblé plus « propices » à de tels règlements de compte, comme ceux à proximité du port de Tanjung Priok, à Jakarta Nord, par exemple. L'argument de la pauvreté du quartier ne semble pas pouvoir être non plus une caractéristique générale, ni celui du nombre de criminels qui s'y réfugient. Si tel était le cas, des quartiers comme ceux de Tanah Tinggi, à Jakarta Centre, ou de Kebon Nanas, à Jakarta Est, réputés pour le nombre important de malfaiteurs qui y résident, auraient dû être fréquemment touchés par ces mouvements de foule.

Une autre explication à l'élection de certaines zones comme lieux de lynchages pourrait tenir à la répartition de la criminalité. Pour ce qui concerne les quartiers d'habitation, si l'on compare ces premiers repérages à la carte de la répartition des cambriolages, on voit en effet apparaître deux sous-districts à Cengkareng : Kapuk et Kosambi. Ces deux quartiers, qui sont devenus des lieux de vols dans les années quatre-vingt, connaissent en effet un certain mélange du bâti, entre les nouveaux lotissements construits à cette époque et les quartiers plus populaires, autant de contrastes qui expliqueraient ces phénomènes. Cependant, d'autres zones de la ville soumises aux cambriolages ne sont pas des zones où les voleurs se font toujours lyncher lorsqu'ils sont capturés. Il en est de même pour les lynchages se tenant sur la voie publique : des recouplements ont lieu notamment sur l'avenue Raya Bogor, les abords de la gare routière de Kalideres ou celle de Pulogadung (voir carte 7 p. 239), mais tous ces endroits ne connaissent pas ces lynchages qui se terminent par la mise à mort du malfaiteur.

Plus que l'expression de conditions sociales déterminées ou d'exposition plus ou moins grande aux crimes et aux délits, les lynchages expriment un contrôle du territoire, pour lequel une observation à une échelle plus fine est nécessaire afin de voir quels sont les mécanismes mis en œuvre dans ces réactions collectives.

Prenons la tentative de lynchage avortée à Tanah Tinggi (voir p. 5-6). On voit la rapidité avec laquelle un attroupement se forme dès que la rumeur de la présence d'un malfaiteur ou d'un agresseur s'est propagée. Tout d'un coup, tous les habitants sortent de leur maison pour « voir ce qui se passe » et saisir par la vue le malfaiteur, le singulariser de la foule ambiante. Tout se passe aussi comme si cet événement venait briser la monotonie du quartier, prenant même la forme d'une sorte d'attraction, de distraction. Ce qui est également frappant, c'est l'aspect

ordinaire du phénomène, d'où une certaine ambivalence. Les réactions du policier, indifférent puis prêt à participer au passage à tabac, montrent combien il est normal de punir au préalable un malfaiteur, même chez un représentant des forces de l'ordre – qui, dans ce cas, il est vrai, faisait plutôt figure de membre du quartier et non de policier. On assiste, pour un acte informel et illégal, à la recréation d'une sorte de code des punitions. Cependant, nous voyons ici que les lynchages ne sont pas toujours fonction du préjudice commis envers des habitants du quartier. Le malfaiteur n'avait pas agressé quelqu'un de connu, mais une passagère d'un bus qui passait en bordure du quartier. L'acte s'était produit sur l'avenue Suprpto, mais du côté de Tanah Tinggi. La punition collective, dans un tel contexte, s'accomplit non seulement à l'instar d'un rituel collectif, mais surtout comme une forme de contrôle de la population sur son territoire. Les habitants sont à même de régler les différents problèmes qui se déroulent dans leur quartier : ce sont les riverains et non les passagers de l'autobus qui semblaient posséder le droit de corriger le malfaiteur.

Dans le cas de Tanah Tinggi, une telle situation peut sembler paradoxale. C'est en effet un quartier plutôt populaire, qui a mauvaise réputation à cause du nombre de malfaiteurs qui s'y trouvent : autrefois refuge de membres de gangs, zone de vente de la morphine dans les années soixante-dix et d'autres drogues depuis, c'est le lieu de résidence de différents pickpockets mais aussi de caïds, et un secteur de batailles de rues. C'est donc un quartier où les actes criminels pourraient sembler habituels et quasiment autorisés. Si les agressions sur l'avenue Suprpto sont fréquentes, aussi bien sur le passage à niveau, à l'approche de la gare de Senen, qu'aux feux rouges qui bordent le quartier sur cette avenue, ce genre de règlement de compte est néanmoins frappant. En effet, peu de délinquants habitaient l'îlot où s'était déroulé le lynchage du malfaiteur. Le lynchage résulterait donc d'une volonté d'être distingué des autres zones du quartier, considérées comme des repères de mauvais garçons. Il s'agirait ainsi d'étiqueter son quartier comme dangereux pour les malfaiteurs, par un mouvement qui se veut à la fois punitif – le malfaiteur que l'on bat – et préventif – en guise d'avertissement pour toute autre personne qui voudrait y commettre un méfait.

Quant aux lynchages ayant lieu dans des zones d'habitation de délinquants, on trouve une attitude ambivalente face aux malfaiteurs. Un chef d'îlot à proximité des zones de résidence des pickpockets expliquait ainsi :

« – À Baladewa, il faut faire attention : il y a un groupe de Padang qui ne sont pas toujours très corrects. Ce sont des voleurs à la tire qui nuisent à la réputation du quartier. C'est à cause de cela que nous avons même dû aller leur régler leur compte une fois. Depuis, il n'y a plus trop de problèmes.

– Et les gens originaires du quartier, n'y en a-t-il pas qui ont la même occupation ?

– Oui, bien sûr. Mais eux, on ne peut que les protéger. Avant la construction de l'hôtel Garuda²⁹, il y avait une ruelle qui permettait de sortir directement du quartier. Les pickpockets

à ce moment-là opéraient sur Suprpto et dès qu'ils avaient accompli leur méfait, ils couraient dans le quartier et se réfugiaient chez les habitants, même chez moi, par exemple. On les protégeait évidemment.» (Entretien avec Pak l'im)

Cet extrait de conversation souligne l'ambiguïté qui règne au sein du quartier en ce qui concerne les punitions collectives. On retrouve l'affirmation selon laquelle c'est la renommée du quartier que l'on défend «en réglant ses comptes», même si les actes n'ont pas lieu dans le quartier lui-même. Dans le cas du lynchage des voleurs de moto à Cengkareng (voir p. 144), il s'agissait de montrer à tout criminel qu'il était extrêmement dangereux de vouloir opérer dans cette zone. Dans l'exemple décrit ci-dessus, l'intention diffère. Les voleurs à la tire, originaires de la région de Padang, à Sumatra Ouest, et regroupés dans une maison du quartier, n'avaient apparemment pas été suffisamment discrets (il m'a été impossible de connaître la cause exacte de ce règlement de comptes), d'où les actes de rétorsion dont ils avaient été l'objet. En revanche, pour les autres voleurs à la tire – et de nombreux jeunes de cette zone du quartier l'étaient –, les logiques communautaires primaient, allant jusqu'à la protection des malfaiteurs, considérés avant tout comme des jeunes du quartier. De fait, quand les résidents du quartier n'ont pas été volés ou agressés, les actes punitifs sont destinés aux seuls «étrangers». Les actes de lynchage élisent ainsi leurs victimes en fonction de normes communautaires et territoriales³⁰.

À noter que d'autres formes de punition à l'intérieur du quartier existent aussi, comme le montre l'exemple suivant, tiré du quartier de Tanah Tinggi également, mais de Tanah Tinggi I: un des habitants de cette rue rentrait régulièrement chez lui soûl et, lorsque c'était le cas, il avait pour habitude de chercher à se battre ou d'importuner les jeunes femmes sur son passage. La réaction des voisins fut violente: ils le frappèrent. Depuis, il ne se montrait ni ne sortait plus de chez lui. Le règlement de compte vise ici une personne du quartier qui appartient bien à la communauté, mais qui s'était comportée de façon trop dérangeante pour celle-ci. La violence exprimée par cette punition reflète une volonté de régulation du comportement des personnes du quartier dont les actes dérangent. Le contrôle communautaire s'exprime ici de façon violente, mais mesurée (on ne le bat pas «à mort»), stigmatisant des attitudes trop déviantes à l'intérieur du quartier et pouvant mener à une sorte d'exclusion virtuelle.

Les lynchages expriment donc un contrôle territorial. Certains auteurs ont pu démentir cette constatation parce qu'il s'en produisait dans des lieux publics tels que les marchés, les gares routières ou les grands axes, et qu'ils ne pouvaient dès lors pas être conçus comme une intrusion dans un territoire déterminé³¹. Cependant, même dans les lieux publics, on trouve une appropriation de l'espace (exemple de Senen), aussi bien par les vendeurs des échoppes, les revendeurs ambulants, que les personnes qui y sont journalièrement. Dans de telles

circonstances, ce ne sont plus les simples cambrioleurs qui sont la cible principale de la foule en colère dans les lieux publics, mais plutôt ceux qui s'attaquent aux biens présents dans ces lieux, notamment les biens mobiles, les motos en particulier (il suffit de voir pour cela le nombre de chauffeurs de motos-taxis ayant participé à des lynchages), ou aux clients potentiels qui, une fois volés, ne pourraient plus acheter de marchandises, ce qui nuirait également à la réputation du quartier comme dans le cas des zones résidentielles.

Les lynchages sont donc l'expression d'un mécontentement face à la criminalité, aux structures de pouvoir et de contrôle en présence. Ils ont pour cible les figures de cette criminalité que l'on peut atteindre, les voleurs principalement, et reflètent également les appropriations communautaires du territoire. S'ils traduisent une solidarité territoriale dans le contrôle, ils ne sont en revanche pas le fait de communautés bien établies, au sens où l'on n'y trouve pas d'individus donnés ni de sens communautaire et identitaire propres. Les individus qui participent à ces actions punitives ne construisent pas non plus leur identité sur ces exactions. Il s'agirait donc plus de l'expression d'une dynamique de foule qui trouve là son identité en tant que masse, aux contours plutôt flous, et qui tenterait de se réapproprier une ville soumise à l'insécurité. Les lynchages dénotent ainsi un contrôle territorial en réaction à la criminalité et comme « solution », visant non seulement à rendre justice mais également à marquer certains quartiers comme dangereux pour les criminels. Ils s'inscrivent dans une tentative de restauration de l'ordre qui s'effectue par des actions para-légales voire criminelles.

Les lynchages font écho aux structures de contrôle de la ville officielles et visibles, marquées par des formes de prédation plus ou moins légales du territoire urbain et par l'inefficacité des politiques d'établissement de l'ordre – celles-ci s'appliquant de façon ponctuelle et en fonction des intérêts de chacune des instances. Les autorités ont ainsi privilégié une lecture politique de la ville, en fonction des intérêts de stabilité du régime. Elles considèrent les problèmes urbains selon des logiques plus générales, importées de l'étranger, comme si l'important résidait dans l'utilisation que l'on peut faire des espaces urbains et de la population. Ces politiques sont en relation avec des formes d'appropriation de la ville déviantes, comme le sont les lynchages. Elles se combinent à des aspects moins formels, ceux qui relèvent d'une appropriation des territoires de Jakarta selon des mécanismes cachés. C'est ce que révèle le rôle tenu par le caïd.

PARTIE 3

LA VILLE DERRIÈRE
LA VILLE:
CAÏDS ET CONTRÔLE
INFORMEL

Le caïd indonésien

« Il convient d'évoquer un personnage urbain qui ne cesse d'apparaître en filigrane, comme le garant de l'institution, c'est celui du jagoan, « caïd, homme de main ». Les spécialistes de la littérature et du cinéma le connaissent mieux, semble-t-il, que les sociologues contemporains, à travers les récits silat, où il tient le rôle de sbire à la solde des grands propriétaires terriens du temps jadis. Il faut aussi remarquer qu'on ne le rencontre que tout à fait exceptionnellement sur un terrain où on s'attendrait à le voir plus souvent : celui des tribunaux. [...] Son apparition, comme sa disparition, appartient en tout cas aux mystères qu'il est déconseillé d'approfondir... »¹

Parmi les différents problèmes que pose le contrôle de la ville, l'insécurité, la violence et la criminalité font ressortir l'urbanité d'un lieu ou son contraire. Pour reprendre des points de vue répandus, pas de ville sans crimes, pas de communauté sans problèmes. Cependant, la question du contrôle de la ville se pose face à une vision presque fonctionnaliste de la criminalité. À Jakarta, ce sont sans conteste les forces de l'ordre (le gouverneur et son administration, l'armée, la police) qui ont en charge la gestion quotidienne et le devenir de l'agglomération, de même que, quasi officiellement, la population, ce qui ne s'opère pas sans débordements.

Dans tous les faits de violence et d'appropriation de la ville décrits jusqu'à présent, un personnage peu connu s'inscrivait de façon discrète dans le développement. Figure présente dans les émeutes ou les batailles de lycéens sous le nom de « provocateur », référent des jeunes qui se battent dans des quartiers tels que Manggarai, personne à la source du mécontentement de vendeurs de rue dans les lieux publics, tous renvoient au même personnage : celui que l'on pourrait appeler le caïd².

La figure du caïd est familière aux lecteurs de romans policiers américains ou même français depuis Albert Simonin ou Auguste Le Breton. Elle est également bien connue des cinéphiles, comme dans *Bob le Flambeur*, de Melville. Dans les villes européennes, le caïd fait partie d'un monde parallèle ou souterrain, celui de la nuit, celui d'affaires plus ou moins légales. C'est un personnage respecté, craint, qui a une influence sur les personnes du même monde que lui. On peut ainsi le définir comme une personne influente, une figure charismatique, qui, par des moyens diversement illégaux, parvient à établir son contrôle sur des activités, lieux ou personnes. On retrouve ainsi deux notions dans l'acceptation du caïd : celle de pouvoir, mais aussi celle d'illégalité, de malhonnêteté.

C'est une figure tout aussi présente, si ce n'est encore plus, que l'on retrouve à Jakarta et dans le reste de l'Indonésie. Le sens que l'on tend à donner dans les journaux et auprès des sources officielles de l'équivalent indonésien, le *preman* ou le *jagoan*, reprendrait de tels aspects, mais dans un ensemble encore plus large, celui de criminel. Seulement, lorsque l'on examine non seulement sa répartition mais aussi son rôle au sein de la ville, le personnage devient bien plus complexe.

Le *preman* se rattache au caïd par sa vie méconnue du grand public. En marge de la société, il fait cependant partie de celle-ci et son activité est ancrée dans les quartiers de la ville. Ayant développé un code de valeurs et de conduite particulier, ce n'est pas toujours le criminel sans pitié que les autorités voudraient nous présenter. C'est un personnage respecté pour son pouvoir, qui, s'il vit dans une demi-ombre, est cependant connu, reconnu et souvent redouté. La plupart des Jakartanais savent qui sont ces personnages, dont certains sont même devenus des figures nationales, en particulier lors de la lutte contre les Hollandais.

Le caïd fait donc partie des forces de contrôle sous-jacentes de la ville. Figure incontournable, elle est respectée ou crainte des habitants et les autorités entretiennent avec elle des relations ambivalentes. En marge de la vie officielle de la cité, telle qu'elle peut être perçue par tout habitant ou bien décidée par tout urbaniste ou haut fonctionnaire, le caïd contribue à établir des zones de contrôle sur la ville, qui ne manquent pas d'influencer non seulement l'organisation de l'espace urbain, mais aussi la vie quotidienne de tout habitant. Personnalité reconnue par son pouvoir, il est celui vers qui on se dirige en cas de difficultés insurmontables. Ses connaissances du monde souterrain, de la criminalité dans son secteur (d'activité ou spatial) le placent au centre des règlements d'affaires, au même titre que la police. Il peut également servir d'informateur, mais il est avant tout un des principaux acteurs de cette face cachée de la ville. C'est au sein des zones grises, de ces interstices laissés par l'administration, que se glisse cette figure charnière des villes indonésiennes.

Les caractères du *preman* indonésien

Un homme libre ?

Le terme qui désigne de nos jours le caïd, le *preman*, a une utilisation récente dans ce sens. Il provient du hollandais *vrijman*, « homme libre », et remonte à l'époque de la colonisation, où il avait des acceptions différentes selon les régions et les époques. À Batavia, au début du XVII^e siècle, par exemple, il désignait la classe de personnes qui ne faisaient pas partie de la Compagnie des Indes néerlandaises, la VOC, mais qui négociaient néanmoins pour son compte³. On le retrouve ensuite au début du XX^e siècle, au nord de Sumatra, dans les zones de plantation, où contremaîtres ou manœuvres journaliers sont engagés, pour la journée, sans contrat de travail. À l'époque, ceux-ci avaient la réputation de défendre les ouvriers agricoles javanais, chinois ou indiens – les coolies – contre les mauvais traitements des *nervi* des propriétaires. Il s'agissait donc d'une personne indépendante, qui n'était pas le criminel qui se cache derrière ce terme aujourd'hui. Tel était le sens du terme *preman* jusqu'aux années 90 : c'était un adjectif qui désignait une personne en civil, qui n'était pas en uniforme. Une voiture de l'armée banalisée pouvait être qualifiée de *preman*, un soldat ou un policier en civil également.

C'est en 1978 que le mot apparaît pour la première fois avec une connotation criminelle, au travers d'une série de romans populaires dont le premier, *Ali Topan, Detektif Partikelir*⁴, dressait une liste de personnes désignées par ce terme (dans le lexique). En 1979, une organisation qui recrutait essentiellement parmi les caïds ou anciens prisonniers et qui était spécialisée dans la « sécurité », fut fondée sous le nom de *Preman Sadar*, ou *Premis* (les « *Preman* conscients »). En 1980, les journaux commencèrent à utiliser ce mot dans son sens actuel⁵, mais ce n'est que depuis 1994, et encore plus depuis 1995, que le terme est apparu de façon permanente dans les médias et chez les universitaires indonésiens, au point de perdre sa connotation première. Deux faits divers sont à l'origine de cette généralisation.

Dans la nuit du 4 avril 1994, un général de l'armée, le Brigadier Général Tampubolon, ainsi que sa famille sont assassinés à Jakarta Est, dans le quartier de Kebon Nanas, par quatre jeunes en état d'ébriété. Après cet assassinat, une opération de grande envergure est lancée, l'« Opération Propre » (*Operasi Bersih*), qui a pour cible les délinquants et autres caïds de la ville.

En mars 1995, dans le marché de Blok M, un élève de l'Établissement supérieur d'études policières (PTIK) à proximité du marché, le lieutenant Budi Prasetyo, est assassiné, tandis qu'un de ses collègues, le capitaine Arma Depari, lui, est gravement blessé. Alors que les deux policiers en civil cherchaient une

place pour se garer dans ce centre de commerce, ils ont été abordés par des jeunes qui les sommèrent de se dépêcher. Après une altercation verbale, le capitaine est battu par quatre *preman*, agissant sans raison apparente selon la presse, et le lieutenant, qui sortait de la voiture, est assailli par dix autres avant d'être transpercé d'un couteau et de mourir.

À la suite de ces deux événements qui atteignaient pour la première fois des membres des forces armées (la police était un corps de l'armée), « *preman* » fut utilisé dans son sens actuel de façon généralisée (alors que, jusque-là, il désignait un policier ou un militaire en civil!). Parce qu'ils utilisaient la force et l'illégalité comme principales ressources, cette catégorie de personnes devenait une menace générale pour la société et un nom leur était trouvé. Les opérations de grande envergure qui ont suivi, destinées non seulement à arrêter les auteurs des crimes, mais aussi les *preman* de la ville, ont achevé de consacrer ce qualificatif. Dès lors, le terme fut employé de plus en plus par la police. C'est ce qu'indiquent plusieurs recherches menées par l'Établissement supérieur d'études policières (PTIK): des étudiants écrivent des mémoires sur le sujet mais également des officiers⁶. En outre, les registres de surveillance des personnes suspectes de la police répertorient dorénavant des « *preman* ».

Un ancien qualificatif était ainsi apparu pour désigner une réalité nouvelle, fût-elle encore floue. Le contexte politique est à l'origine de la création de ce sens nouveau. Le personnage du *caïd* est ancien en Indonésie et dans les Indes néerlandaises. Il était désigné tantôt par des termes régionaux, tantôt par des termes officiels. Parmi ces derniers, on peut distinguer plusieurs types :

- ceux qui désignent les spécialisations de ces malfaiteurs: braqueurs, voleurs à la tire, à l'arraché, escrocs, etc.⁷;
- les termes d'origine étrangère, qui ont été repris en indonésien: « gangster », « bandit », etc.;
- ceux utilisés de façon plus commune, tels les malfaiteurs (*penjahat*), les brigands ou voleurs de grand chemin (*penyamun*), les personnes invisibles (*siluman*), les fauteurs de trouble (*berandalan*), les champions (*jago*) ou les *gali*.

Le *preman* est ainsi associé à un répertoire de termes qui en soulignent les aspects divers. Jusqu'aux années soixante-dix, la plupart des études sur le sujet – celles menées par l'Établissement supérieur d'études policières en particulier –, ne voyaient en lui qu'un malfaiteur ou le caractérisaient par sa spécialité. Le terme « invisible », en revanche, renvoie à un monde sous-jacent, parallèle et magique. Entre ces deux notions, aux antipodes l'une de l'autre, d'autres termes sont apparus. *Jago* signifie à l'origine « coq de combat », mais il désigne par extension un champion, une personne passée maître dans les arts martiaux et douée d'un courage et d'une audace hors du commun. *Gali*, acronyme de *Gabungan Liar* (« Bande sauvage », sans attaches) désignait, dans les années

soixante-dix, les gangs de malfaiteurs spécialisés dans l'extorsion de fonds et divers actes de violence, provenant en particulier de la région de Yogyakarta. Ce sont eux qui ont été la cible principale de la plus grande opération jamais réalisée contre des malfaiteurs, opération surnommée *Petrus* (« tireur mystérieux »), en 1983, et qui a contribué à éliminer physiquement une grande partie d'entre eux⁸. Après cette opération, qui vit l'anéantissement d'un grand nombre de *gali*, ce terme devint quasi obsolète, ou synonyme de mort, de personnes qui ont été éradiquées, laissant le champ libre à de nouvelles appellations⁹.

De nos jours, un flou entoure la notion de *preman* en Indonésie. Lorsque j'ai enquêté auprès des personnes les plus à même de me les décrire et de m'en donner une définition – les caïds eux-mêmes –, les réponses divergentes soulignaient les contours difficiles à cerner de ces personnages. Une majorité ne se reconnaissait pas en ce terme et préférait être qualifiée de « responsable de sécurité », d'« aide », etc.¹⁰ Ces réactions traduisaient le refus de l'image de ce terme telle qu'elle est véhiculée par les médias : un criminel sans scrupule, un récidiviste qui fait peur, qui n'a pas de principes, qui vole, braque et rackette. Mis à part quelques cas rares, c'est aujourd'hui un mot péjoratif. Une autre signification que celle de malfaiteur transparait néanmoins : celle de garant de la sécurité. Cet aspect présente un paradoxe au premier abord, mais il montre combien les *preman* se sentent insérées dans la société et y jouent un rôle. Anto, qui officiait à Senen, soulignait d'ailleurs cette ambivalence. Il affirmait ainsi que, plus qu'un terme générique désignant un personnage et son métier, *preman* était avant tout un qualificatif.

Comme les termes *jago* (champion) ou *tokoh* (personnalité), ce n'est pas le principal intéressé qui se définit en tant que tel, mais son entourage et la société de façon plus générale, de la même manière qu'une personne est désignée comme « bonne » ou « méchante ». Le *preman* ne serait ainsi identifiable que par sa relation avec son environnement, son inscription dans la société et non son activité, que l'on ne connaît d'ailleurs jamais très bien. Son identité est assignée par autrui, par la population, mais aussi par les autorités.

Certaines figures parmi les plus connues du monde parallèle indonésien, soulignaient d'ailleurs l'importance de la perception d'autrui, tel Yapto Soerjosemarno, chef de l'organisation des Jeunesses de la Pancasila (*Pemuda Pancasila*). Il montrait qu'un *preman* était une personne qui n'avait pas d'attache, qui était libre de suivre ou non ce qui était permis ou interdit, avec tous les risques que cela comportait. Il développait ce thème en affirmant :

« Par exemple, si vous êtes un voleur, vous prenez tous les risques d'être un voleur, c'est-à-dire que si vous êtes capturé, vous êtes fini. Si vous ne l'êtes pas, vous n'êtes pas un voleur, n'est-ce pas ? Légalement, c'est comme cela que ça se passe ; nous restons attachés au principe de présomption d'innocence. »¹¹

Ce point de vue met en jeu le système judiciaire officiel de façon paradoxale et démontre avec cynisme que le *caïd* est un personnage honnête de la société tant que le contraire n'a pas été prouvé. Ses activités, en revanche, sont parallèles aux règles établies : il ne tient compte ni des règles officielles, ni des normes et des lois. La définition du *preman* opère ici un glissement : de criminel, il passe à une personnalité reconnue, en marge de la société certes, mais respectée.

Hendrik, un intimidateur et recouvreur de dettes, qui se définissait comme tel, revendiquait cette place particulière au sein de la société. Pour lui, un *preman* était celui qui, « face à un problème de taille, le réduit de manière à ce que ce problème soit supprimé »¹². Par une sorte de tour de passe-passe, les difficultés au sein de la société sont ainsi réglées, celles que les voies officielles, qu'elles soient juridiques ou exécutives, ne permettent pas de résoudre. Le *caïd* joue donc un rôle dans la société, grâce à des pouvoirs quasiment magiques – ce que laisse apparaître la citation – et à un savoir-faire particulier, d'où son caractère marginal.

Au-delà de ces définitions liées à la perception du personnage – personnage mal connu, aisément catégorisé, etc. – d'autres acceptions ont trait à son comportement. L'origine du mot (« homme libre ») laisse ainsi place à différentes interprétations. Le jeu de mots qui fait de *preman* un acronyme de *PREi MakAN*, « manger gratuitement », revient souvent. Cette boutade remonterait au début du XX^e siècle, dans les plantations du nord de Sumatra, à Deli, où certains *jago* protégeaient les coolies des gardes employés par les planteurs. En récompense, ils ne payaient pas leurs repas. En marge du système en place – dans ce cas, celui des plantations – le *caïd* est sans attaches et envié, admiré : il se restaure gratuitement. Il est respecté en raison des services qu'il rend à la communauté. De nos jours, ce type de rémunération en nature a disparu des esprits : il ne s'agit plus d'une personne qui ne règle pas ses repas. Les plaisanteries communes reprennent cependant régulièrement cette image, mais aussi les rapports de police¹³.

Le *caïd* revêt ainsi une double dimension qui traduit l'ambiguïté de son insertion au sein de la ville et de la société. Alors qu'on le voit souvent comme un criminel ou un malfaiteur, c'est également une personne hors du commun : on ne sait pas toujours ce qu'elle fait, une connotation mystique l'entoure et elle dispose de forces et de pouvoirs uniques.

Un milieu diversifié

À Jakarta, différents types de *preman* coexistent : depuis l'individu qui contrôle un carrefour et soutire de l'argent à ceux qui passent en voiture, jusqu'aux personnes en relation avec les plus hautes autorités politiques du pays,

en passant par les caïds de marché, les recouvreurs de dette, les intimidateurs, les tueurs à gages et les criminels en tout genre, dont les récidivistes. On le voit, sous le terme de *preman*, c'est une panoplie de personnes et d'activités qui est désignée. Elle se caractérise par le fait d'être en marge de la légalité et de vendre son savoir-faire : la force, des pouvoirs magiques, ou plus simplement un pouvoir provenant de la fonction occupée.

Les *preman* sont habituellement divisés en deux catégories, issues des typologies criminelles habituelles : les cols blancs (« les *preman* qui portent la cravate ») et les autres. Si les malversations des personnes placées en haut de l'échelle sociale peuvent avoir un grand intérêt, je ne les analyserai pas ici. En effet, alors que leur influence dans la ville se voit facilement par un déploiement de richesses qui n'est pas toujours en rapport avec leurs revenus officiels, ceux qui opèrent dans les domaines économiques n'ont pas vraiment de contrôle sur la gestion quotidienne de la ville. Il en est de même pour les hauts fonctionnaires. Ils influent sur l'organisation de la métropole et son développement, mais ils ne contrôlent pas directement la manière dont les différentes zones sont appropriées¹⁴. Finalement, certains réseaux de caïds qui, par la taille de leur organisation, mais aussi par leurs liens avec les structures du pouvoir, s'apparentent à des mafias, n'ont pas retenu mon attention¹⁵. Ces réseaux peuvent certes avoir des attaches territoriales – c'est le cas en particulier de ceux qui régissent les bars, boîtes, casinos illégaux et salons de massage du quartier de Kota, par exemple –, mais leur structure et leur pouvoir sont également organisés à des fins politiques de contrôle, au service du président. L. Ryter montre ainsi comment le chef des Pemuda Pancasila depuis 1980, avait des liens avec le pouvoir, non seulement familiaux avec Ibu Tien, la femme de Suharto, mais également politiques¹⁶. Le contrôle que ces organisations établissaient sur des territoires était fonction de leur mission politique. Nous n'évoquerons ces organisations que dans la mesure où elles interviennent dans les rivalités territoriales à Jakarta, dans les luttes de prise en main de quartiers (bien qu'elles aient en général des spécialisations sectorielles, comme les services de sécurité ou d'extorsion).

La seconde catégorie de *preman* est celle des caïds issus de quartiers plus populaires, qui, selon la mythologie et parfois la réalité, ont acquis leur statut à la force du poignet. Dans mon quartier d'habitation, à Tanah Tinggi, trois « personnalités » étaient présentes et respectées : un tueur à gages, un recouvreur de dettes (également intimidateur) et un chef de sécurité officieux d'un secteur du marché voisin. Ces trois « professions » sont symboliques des différents types d'activité mais également des modes d'emprise territoriale du *preman*. Dans les deux premiers cas, ceux du tueur à gages et du recouvreur de dettes, il n'y a pas vraiment de contrôle du territoire, même s'ils sont organisés selon une logique de réseaux : réseaux pour obtenir des contrats, mais aussi, dans le cas de l'inti-

midation, pour recruter des aides qui n'ont pas toujours d'assise territoriale¹⁷. Le dernier cas, celui du « responsable de sécurité », revêt une importance plus grande dans un quartier, puisqu'il est au cœur de son organisation. En raison de son importance, c'est ce dernier type qui sera le plus analysé.

Le monde des caïds de la rue est difficile à appréhender et présente une grande diversité. Si les autorités montrent régulièrement que le *preman*, tout comme le délinquant, est inscrit dans une évolution qui le conduira – inévitablement! – vers des formes de criminalité organisée, la distinction entre le *preman*, le criminel, le délinquant ou le simple déviant n'est pas toujours évidente. Il ne fait pas forcément partie d'organisations de type mafieux et la diversité des réalités englobées dans ce terme reflète l'ambiguïté de la notion. Le « milieu » dans son ensemble, comme dans nombre de pays, est constitué d'un agrégat de formes et de pratiques diverses, qui, pour certaines, prennent leur expression dans le contexte dans lequel elles se placent. De ce monde naissent cependant divers codes, valeurs et pratiques, comme l'argot.

L'argot reflet d'un milieu

Appelé *prokem* ou *okem* en Indonésie, l'argot de Jakarta tire son nom de la version argotique de *preman*. Comme dans la plupart des pays, l'argot provient de la langue de la rue et est véhiculé par les malfaiteurs et les délinquants en particulier, ainsi qu'en atteste le dictionnaire de « mots *preman* », en tête du roman populaire *Ali Topan, Detektif Partikelir*¹⁸, qui reprend un certain nombre de mots et de champs lexicaux utilisés à Jakarta (voir page suivante)¹⁹.

Ce premier lexique d'argot de Jakarta présente, par la sélection de ses termes, des particularités qui sont à même de donner une peinture du « milieu ». Écrit en 1978, il dénote certains traits de l'époque. Ainsi des voitures qui étaient alors à la mode : si le marché indonésien reste aujourd'hui toujours marqué par l'emprise des marques japonaises, Toyota en particulier (avec le modèle monté sur place depuis des décennies qu'est la Kijang), ou Nissan, on ne voit plus à l'heure actuelle ni Fiat, ni Jeep Willys. Il en est de même pour les drogues citées : les années soixante et soixante-dix étaient surnommées « l'époque de la morphine » (*jaman morfin*) et l'on retrouve quatre termes pour désigner cette substance. Même chose pour le chanvre indien ou marijuana, que l'on trouve toujours, mais qui n'est plus la drogue principale. De fait, l'argot évolue en fonction des nouvelles substances, comme le *shabu-shabu*, métamphétamine appelée *ice* aux États-Unis, qui est désignée aussi bien par une abréviation (*s²*) que par une onomatopée (*klutuk-klutuk*), renvoyant au bruit que fait la pipe à eau utilisée pour en ingérer les cristaux²⁰.

LEXIQUE D'ALI TOPAN (TEGUH ESA ADRAI, 1978)

Métiers

awing, laming [maling] : voleur
tukang bola : pickpocket (litt. spécialiste de la balle)

Voitures

babi : Toyota, (litt. cochon)
Fatima : Fiat
lilis : jeep Willys
nokis : Nissan

Femmes et prostituées

wece [cewek] : femme
lacep : fille jolie
macan : fille jolie (litt. panthère)
jokam [janda] : veuve
cokab [cabo] : prostituée
gris simon : prostituée du carrefour de Monas
toket [tetek] : poitrine
grepe : tâter
cokip, casbrino : avoir des relations sexuelles
kosbun [bunting] : enceinte

Armes

beceng : pistolet [terme betawi]
pokis [pisau] : couteau
senjokat [senjata] : arme
ubi : grenade (litt. patate douce)

Actions

gap, gepang [pegang] : maîtriser (un lieu)
jembra [jambret] : voler à l'arraché
kompas : racketter (litt. compas, boussole)
repas [peras] : racketter
tokim [tikam] : braquer, poignarder
deglo : dévaliser une maison
ngebom : commettre un acte criminel important, impressionnant (litt. bombarder)
G.M. [gambar mata] : percevoir une commission (litt. prendre une photo, dessiner)
nyayur : recevoir une grosse somme (litt. cuisiner des légumes)
tengsin : être pris en flagrant délit

goal : entrer en prison (litt. goal)
ca'ur [hancur] : détruire, détruit
soker [serang] : attaquer
birut [ribut] : se bagarrer
ba'ur [kabur] : fuir
lokup, lokar [lari] : fuir
cabut : partir (litt. arracher)
gerpi [pergi] : partir
klokur [keluar] : sortir
nembak : manger et boire dans une échoppe sans payer (litt. tirer)
jipem [pinjam] : emprunter
bokay [bayar] : payer
jokul [jual] : vendre
mokai [main] : jouer de l'argent, parier
mokat [mati] : mourir

Ethnies

Baon : Ambon
Betokaw : Betawi
Cokin : Chinois
Gomba : Chinois riche
Dapang : Padang
Jokam : Javanais
Kasmar : Makassar
lube [bule] : Occidental
Medokur : Madura
Menokad : Manado
Tabak : Batak
Korea : Batak (litt. Coréen)

Lieux

Bekokas : Bekasi
kokat [kota] : ville
penjokar [penara] : prison

Objets

celokan [celana] : pantalon
congki [kunci] : clé
jengkol : montre (litt. sorte de fruit)
tudu-tudu : montre (litt. dénoncer)
kim : or, bijou (litt. sorte de lotto)
kodu : argent
rabang [barang] : affaires, objets
roti : radio (litt. pain)

Forces de l'ordre

gancip [hansip] : garde civil

Godfather : chef de la police
pegokai [pegawa] : employé, fonctionnaire de police
si mas : fonctionnaire (litt. appellation pour un frère aîné)
pentokar [tentara] : armée
lango : armée (litt. taon)
lalat ijo : armée (litt. mouche verte)
plokis [polisi] : police

Drogues

boat : morphine (litt. bateau)
pun : morphine
bedak setan : morphine (litt. poudre du diable)
puti : morphine (litt. blanc)
daon ijo : marijuana (litt. feuille verte)
gala, nisan : marijuana

Nombres

sokat [satu] un ; *dokat [dua]* : deux ; *tokig [tiga]* : trois ; *tokap [empat]* : quatre ; *lokim [lima]* : cinq ; *ne'em [enam]* : six ; *jutu [tujuh]* : sept ; *panla [delapan]* : huit ; *sembokay [sembilan]* : neuf ; *sepokul [sepuluh]* : dix ; *setokap* : cent
seton : mille (litt. une tonne)
sejut, satu D [sejuta/satu Juta] : un million

Autres

baok [mabok] : soûl
kokay [kaya] : riche
pokes [pesta] : teuf
gatut [takut] : peur
ja'ing [anjing] : chien
ja'im [jaga image] : idiot (litt. faire attention à son image)
katro : plouc [terme betawi]
gokil [gila] : fou
kokar, koro, oskar [rokok] : cigarette
lamem [malam] : nuit
pokay [payah] : dur, dangereux
tokem [teman] : ami

Le lexique d'*Ali Topan*, encore plus que les rapports de police, donne une idée de la constitution de ces mondes. Les métiers et les activités qui y sont liés sont énumérés : voleurs, voleurs à l'arraché, à la tire, agressions, extorsion, grivèlerie, mais aussi le contrôle d'un territoire, les bagarres, les jeux d'argent et des actes susceptibles d'intéresser tout caïd, comme la fuite, le fait d'être pris en flagrant délit, la prison, les commissions perçues, etc. Les armes, comme dans de nombreux argots d'autres pays, ont leur place ainsi que les forces de l'ordre. Le chef de la police, par dérision et par un retournement de sens et de position, se voit appeler le *Godfather* (parrain) ! Autres éléments partie prenante de l'univers « professionnel » des *preman*, les objets qui sont la cible des voleurs – bijoux, or, argent, voitures, etc. – sont présents. En sus des activités des *preman*, on trouve dans ce recueil d'argot des indications sur leur identité et leur mode de vie. Ainsi, si l'on regarde les ethnies citées, on retrouve principalement les ethnies les plus connues pour leurs actes déviants, à l'exception des Betawi, le groupe originaire de la ville, des Occidentaux et des Chinois. Ces derniers apparaissent même comme des cibles potentielles, avec la distinction faite entre les Chinois en général (*Cokin*) et les Chinois riches (*Gomba*). Divers éléments figurent également, regroupant des thèmes communs à nombre d'argots comme celui des femmes (termes pour désigner leur anatomie) ou de la prostitution (on trouve des termes désignant les prostituées en fonction de leur lieu de racolage comme à Monas, le Monument national sur la place Merdeka), les drogues, les jeux d'argent, mais aussi la nuit ou les insultes.

Le lexique d'argot que j'ai constitué sur le terrain²¹ (voir page suivante) révèle des différences avec celui d'*Ali Topan*. Comme mon apprentissage s'est surtout fait avec des pickpockets, il s'agit plutôt d'un vocabulaire pratique, celui des voleurs à la tire.

Les objets y figurent en bonne place : l'or, les bijoux, les montres, les portefeuilles, mais aussi les téléphones portables. Il en est de même des différentes attributions au sein des groupes de pickpockets. Depuis le voleur à la tire, les intermédiaires lors de l'action, les personnes qui distraient la victime, jusqu'au receleur, tout l'enchaînement des actions et de ceux qui les réalisent sont ici notés. Le code pénal est également une source d'argot : le numéro de l'article du code sert ainsi à désigner l'acte commis, que ce soit un vol avec violence ou une escroquerie. Le vol avec violence (*pencurian dengan kekerasan*), abrégé en *curas*, n'est plus désigné que par « 365 », le vol avec circonstances aggravantes par « 363 », l'escroquerie par « 378 ». À cela s'ajoute une complication supplémentaire : le numéro de l'article du code pénal est utilisé... en chinois ! C'est le cas de « 378 », qui sera appelé *san si pa* (et non *tiga tujuh delapan* en indonésien), de même que « 303 », appelé *sa hong sa* ou *sa song sa* pour désigner les articles visant le jeu d'argent. Le code pénal n'est plus qu'un code d'abréviations où les

PETIT LEXIQUE D'ARGOT

[Les noms soulignés sont ceux qui apparaissent également dans le dictionnaire d'Ali Topan, même si leur sens a parfois évolué depuis]

- abal-abal* (prison) : faux
asbak : receleur (litt. cendrier)
BD [bandar] : dealer
Biong (sundanais) : intermédiaire pour les terrains
bitrik : type d'escroquerie, on donne de la marchandise, mais moins ou pas du tout (voir *dibye*)
bokis [bisa] : tricheur, grande gueule, faux (litt. capable)
bola : objet volé par le pickpocket (litt. balle) – voir *tukang bola*
bola mati : objet laissé sans surveillance, exemple un téléphone portable laissé sur une table (litt. balle morte)
bom, ngebom : dévaliser une maison (litt. bombarder)
botol : téléphone portable (litt. bouteille)
BR [lycéens] : abréviation de *barang*, armes blanches (litt. affaires)
cabut : s'en aller (litt. arracher)
cacing : collier (litt. ver) – voir *kim*
celokan [celana] : pantalon
celon [lycéens] cf. *okem*
dibay/dibye : type d'escroquerie qui consiste à prendre l'argent sans fournir la marchandise (de l'anglais *bye bye*)
DO [Drop Out] (lycéens) : personne qui a quitté le système scolaire
G [dji] : gramme [de drogue]
G.M. [gambar mata] : repérer (litt. dessiner, prendre une photo)
hoki : chanceux (du chinois)
jange [kijang] : victime – voir *kijang*
jebong [baju] : vêtements
jengkoi : montre (litt. sorte de fruit)
kapten : capitaine, celui qui dirige le vol
katro (betawi) : plouc, peureux, lâche
kedok : casque de moto (litt. masque)
kemek [makan] : manger
kemokan [ke mana] : où (vers où)
kibus [kaki busuk] : espion (litt. pieds pourris)
kijang : proie, victime (litt. sorte de cerf (muntjac) de Java)
kim : or, collier (litt. sorte de jeu de loto)
kipek [paka] : utiliser
kiper : celui qui prend en charge, qui récupère la marchandise volée (litt. gardien de but)
klutuk-klutuk : *shabu-shabu* (onomatopée); *ice*
kolak : sac (litt. sorte de soupe de fruits et patate douce sucrée)
kokar [rokok] : cigarette, fumer
kompas : racketter, faire un petit braquage (litt. compas)
kuper (lycéens) [*kurang pergaulan*] : celui qui ne se mêle pas aux autres
laib : perdre
marak-marak [minta marak-marak] : racketter (litt. demander ouvertement)
melongo : rêver, ne rien comprendre
mokai [main] : parier
ngepom : voir *pom*
nokem [tikam] : poignarder (voir *tokim*)
notok - tokok : racketter, petit braquage (litt. frapper doucement) – voir *kompas*
okem [prokem] : *preman* Chez les lycéens désigne leur chef lors d'une bataille
OPEC (prison) : pétrole
oper : celui qui passe la marchandise volée (litt. prendre en charge, faire une passe au football)
pedo [dompet] : portefeuille
pom, ngepom : voler dans un magasin (litt. aller à la pompe)
poskul [pulang] : rentrer chez soi
prokem [preman] : caïd ; désigne également l'argot (voir *okem*)
RD : radio
ring : bague
s² : *shabu-shabu*
sa hong sa : jeux d'argent (litt. article 303 du code pénal)
said [Batak] *sakit* en batak, surnom des informateurs de la police ou de l'armée
sakau : état de manque de drogue
san si pa/san ji pa (chinois) : escroquerie (article 378 du code pénal)
sepokat [sepatu] : chaussure
SP [spion] : espion (litt. rétroviseur)
tokim [tikam] : poignarder, braquer
tokem [teman] : ami
torpedo : portefeuille (litt. torpille) – voir *pedo*
tudu-tudu : montre (litt. dénoncer) – voir *jengkoi*
tukang barang : celui qui récupère la marchandise chez les pickpockets (litt. spécialiste des marchandises)
tukang bola : pickpocket (litt. spécialiste de la balle)
tukang injak : celui qui bouscule ou marche sur les pieds de la proie du pickpocket pour le distraire (litt. spécialiste du piétinement)
tukang rem : celui qui freine la proie d'un pickpocket (litt. spécialiste du frein)

peines associées disparaissent dans la pratique de « la langue verte », comme si le code pénal n'était qu'une suite de nombres sans connotation judiciaire.

Le vocabulaire des *preman* s'est également constitué en fonction de transformations de la langue et de l'apport de langues étrangères. Pour les termes désignant l'escroquerie ou le jeu d'argent, on voit par exemple l'utilisation de dialectes chinois du sud (cantonais, haka, hokkien, etc.) ou du mandarin, qui sont également utilisés pour les nombres – lors des paris, c'est en chinois que l'on compte, et on désigne l'or par le mot chinois. L'anglais est également utilisé (*dibye* [d'après *bye bye*]; *ring*), ou certaines langues régionales. L'abondance de termes empruntés au chinois souligne bien l'influence des Chinois sur le milieu, notamment pour les paris, mais aussi l'ancienneté de leur intégration. L'image des Chinois, qui peut être négative auprès de la population, est plus favorable dans le milieu des petits caïds

L'utilisation de métaphores en indonésien contribue en outre à rendre l'argot plus inintelligible. Le vocabulaire des voleurs à la tire pour désigner leurs actions n'est ainsi qu'une métaphore du football : le voleur est appelé « spécialiste de la balle » (*tukang bola*), l'objet volé une « balle », et quand cet objet est laissé sans surveillance, il s'agit d'une « balle morte ». Différentes fonctions sont également associées au football : c'est le cas du « gardien de but », le *kiper*, qui reçoit l'objet afin de le cacher, de la « personne qui freine » (*tukang rem*), de « celui qui marche sur les pieds » (*tukang injak*) ou de la « personne qui fait la passe » (*oper*). Plus que de simples métaphores, l'important réside non seulement dans la dénomination, mais également dans le fait que les voleurs à la tire considèrent leur métier véritablement comme un jeu de passes, à l'image du football²². À cela s'ajoutent d'autres métaphores pour désigner les objets volés, comme la « bouteille » pour désigner le téléphone portable, le « ver » pour le collier, le « cerf » (*kijang*) pour la proie, le « cendrier » pour le receleur ou un « légume », le *jengkol*, pour la montre.

Certaines abréviations ou processus d'inversion des syllabes sont également destinés à rendre le langage moins reconnaissable : RD pour radio, *jange*, verlan de *kijang*, *pedo* au lieu de *dompét*, *laming* pour *maling*, *repas* pour *peras*, *birut* pour *ribut*, etc.²³ Enfin, d'autres transformations plus fréquemment répandues sont utilisées. Il s'agit principalement de l'ajout de l'affixe *-ok-* aux mots indonésiens ayant subi ou non une transformation. Ainsi *celana* (pantalon), après perte du *a* final devient *celan* puis *celokan*; *ke mana* (où ?, indiquant la direction où l'on va) devient *kemokan* et *bayar* (payer) *bokay*²⁴.

L'argot ainsi développé serait apparu dans les années 1950 parmi les criminels, mais son origine reste cependant obscure, faute de témoignages écrits. On retrouve des procédés d'inversion semblables dans diverses langues locales, comme le javanais de la région de Malang, en minang ou en soundanais, par

exemple. Dans le cas de l'argot de Jakarta, l'influence de la langue locale, le betawi, reste importante. On trouve ainsi de nombreux mots qui en sont dérivés. Dans la syntaxe, ce sont souvent des formes de grammaires du dialecte de Jakarta qui sont reprises (le suffixe *-in* qui remplace le *-kan* indonésien), soulignant l'ancrage territorial de cet argot, malgré les différentes origines régionales de ceux qui le pratiquent.

Le *prokem*, l'argot, fédère donc le milieu des caïds et reflète leurs pratiques communes. Il est le signe de l'appartenance à ce milieu et demeure en constante évolution. Cependant, comme nombre d'argots à travers le monde, celui-ci s'est répandu auprès de certaines catégories de la population, auprès des jeunes certes – même s'ils peuvent être influencés par d'autres langues vernaculaires comme l'argot des homosexuels – mais aussi dans certains quartiers, celui de Tanah Tinggi, par exemple, où il est fréquemment employé dans les conversations de rue²⁵. Ainsi, s'il peut être perçu comme une perversion de l'indonésien « tel qu'on devrait le parler », il demeure néanmoins la marque d'un groupe au sein de la société, celui des caïds²⁶.

Preman et pouvoir

Histoires de caïds

Un grand nombre de légendes régionales retracent les origines du phénomène du caïd : des « Robin des bois » locaux aux brigands devenus rois. Un des personnages les plus caractéristiques de cette tradition est le fondateur du royaume de Singhasari en 1222 : Ken Arok (ou Ken Angrok). L'histoire le présente comme un fils du dieu Brahma et d'une paysanne, destiné à un avenir glorieux d'après plusieurs présages : une lueur l'entoure à sa naissance et sa mère, prise de peur, l'abandonne ; une nuit, des chauves-souris s'échappent de sa tête, ce qui est également signe d'un avenir prestigieux²⁷. Toutefois, avant de parvenir au pouvoir, un certain nombre de péripéties l'attendent. Il est ainsi recueilli par Lembong, un voleur, qui lui apprend son métier. Tout en gardant des animaux, il continue à voler. Un jour qu'il gardait deux buffles, ceux-ci s'échappent. Ken Arok est contraint de fuir. Commencent alors diverses aventures : il est recueilli par un joueur, Bango Samparan, à qui il porte chance ; il se lie d'amitié avec un autre berger, Tita, avec qui il attaque les voyageurs et les femmes. Poursuivi, il est contraint de se cacher jusqu'au jour où il rencontre la femme d'un seigneur local. Il assassine ce dernier à l'aide d'un kriss (poignard) magique et il épouse sa femme, ce qui lui ouvre la voie du pouvoir. Dès le XIII^e siècle, c'est tout un milieu qui est décrit : celui des voleurs, des brigands de grand chemin, auxquels se mêlent joueurs et autres errants²⁸.

À la fin du XIX^e siècle et durant l'époque coloniale, ce sont d'autres mythes que nous fournissent des bandits aujourd'hui entrés dans la légende. Présentés comme des héros nationaux, ils s'inscrivent, grâce à divers vols et crimes, dans la lignée des résistants aux forces coloniales. Le plus connu d'entre eux, Si Pitung, est devenu un héros national représenté dans de nombreux films et séries télévisées où l'on voit sa rivalité avec le bailli [*schout*] Heyne²⁹. Selon la mythologie, il serait né à Pengumben (actuellement à Jakarta Ouest) à la fin du XIX^e siècle. Il avait reçu son éducation dans une école coranique, un *pesantren*, et aidait son père à vendre des chèvres. Un jour, alors qu'il se trouvait au marché de Tanah Abang, après la vente des animaux, sa bourse lui fut volée. Dans ses efforts pour retrouver son bien, il plongea dans le monde de l'illégalité. À l'aide de trois amis, Dji'ih, Rais et Jebul, il forma une bande et se mit à voler de riches propriétaires fonciers, des Hollandais ou des personnes profitant de la situation coloniale pour « saigner le peuple ». Face à ces actes, la police coloniale, représentée par le *schout* Heyne, se mit à sa recherche de façon continue. À la suite de péripéties au cours desquelles il fut attrapé puis réussit à s'évader grâce à ses pouvoirs magiques, il fut finalement tué après la trahison d'un de ses compagnons. Ce dernier révéla à Heyne la manière de vaincre son invincibilité (il portait sur lui des talismans qui le rendaient invulnérable). Selon d'autres versions, on ne put le tuer qu'après avoir dérobé son talisman et grâce à une balle en or.

L'histoire de Sakam a été moins souvent reprise par la légende mais dénote les mêmes traits : bandit sévissant dans les environs de Batavia, dans les années 1880, il avait le pouvoir de disparaître grâce à son kriss. Il avait ainsi tourné les autorités de l'époque en ridicule, après s'être déguisé et qu'on a pris pour lui un espion de la police³⁰.

À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, deux personnages ont fait figures de héros parmi les Betawi, malgré le caractère éphémère de leur révolte : Entong Tolo et Entong Gendut. Le premier, originaire de Pondok Gede, au sud de l'agglomération actuelle, s'était installé à Meester Cornelis, l'actuel Jatinegara. Son mode de vie était celui d'un « bandit » comme on peut fréquemment les rencontrer : vivant principalement du vol de bestiaux, il avait la réputation de venir en aide aux ouvriers agricoles qui ne pouvaient pas payer leurs impôts. Il vivait en fugitif malgré ses cinq femmes³¹. Il fut capturé en 1908 et déporté à Manado.

Plus encore, Entong Gendut faisait figure de résistant à l'impôt colonial. Originaire de Pasar Rebo, au sud de Jatinegara, il défendit les paysans incapables de régler leurs impôts et soumis à des peines, comme c'était le cas des *preman* de Deli. En 1916, il s'opposa à la communauté néerlandaise et au chef de district de Meester Cornelis, en les menaçant de son kriss et en invoquant la religion. Il se présentait ainsi comme l'Imam Mahdi, qui avait été occulté et dont le retour devait faire perdre leur pouvoir aux grands hommes, donner le pouvoir au peuple

et remplacer les Hollandais par les musulmans. À la suite d'un affrontement entre ses troupes et la police coloniale, il fut cependant tué et son groupe pourchassé. Parmi ses attributs, on pouvait compter le kriss, diverses amulettes, l'invocation de mantra afin de renforcer ses pouvoirs, de même qu'un drapeau, celui que l'imam Mahdi devait brandir lors de son arrivée³².

Ces exemples montrent bien l'importance du bandit dans la légende et le folklore populaires. Ils laissent apparaître des points communs. Les héros ont d'abord une vie simple. S'ils basculent dans le monde de la criminalité, c'est en raison d'une infortune : un vol ou une perte (lié au commerce de bétail aussi bien chez Pitung que Ken Arok), qui les contraignent à se lancer dans l'illégalité. Leur vie est cependant auréolée de présages d'un avenir plus ou moins glorieux, ce qui montre l'omniprésence du surnaturel. Celui-ci se manifeste chez Ken Arok par des signes magiques et son kriss sacré (qui lui permet d'assassiner le seigneur local). Chez Pitung, comme chez Sakam, il s'agit d'une invulnérabilité (*kekebalan*), doublée du pouvoir de disparaître³³. Grâce à ses pouvoirs, on l'a vu, Sakam put induire en erreur les forces de l'ordre et la justice coloniale de l'époque. Quant à Entong Gendut, ce sont des appels aux forces surnaturelles et religieuses que l'on trouve constamment au travers du personnage qu'il incarne, celui du prophète occulté, et des invocations qu'il prononce.

Si ces histoires paraissent quelque peu romancées et revues par la légende, elles ont le mérite de souligner des caractères propres aux caïds toujours valables aujourd'hui. Le rôle de la magie et de la divination est omniprésent et justifie leur statut. C'est ce que montre l'exemple des Banten, avec les *jawara* renommés pour leurs pouvoirs. Chez les Javanais, de tels pouvoirs existent également : ils peuvent aisément prévoir, d'une part, si un nouveau-né sera un voleur grâce à un calcul reposant sur la combinaison des jours de la semaine civile avec ceux de la semaine javanaise (de cinq jours), des cycles lunaires, etc., d'autre part, quels sont les jours favorables pour mener un vol avec succès. Inversement, ils peuvent prédire si l'on va être victime d'un cambriolage et quelles sont les caractéristiques du voleur³⁴.

Tout brigand possède donc des forces surnaturelles voire paranormales. Il en était de même chez la plupart des personnes que j'ai interrogées. Si elles n'avaient pas toutes maîtrisé des formes d'invulnérabilité, nombre d'entre elles avaient étudié des arts de combat (*silat*) qui comportaient des aspects mystiques³⁵. Ainsi, le personnage du caïd vivrait en harmonie avec le monde qui l'entoure, y compris le monde surnaturel, mais il serait également un homme d'exception, un « élu », ce qui le rendrait digne de devenir un mythe ou source d'une hagiographie³⁶.

Le cas de Ken Arok, à l'origine du mythe du brigand devenu roi, présente d'autres éléments constitutifs de l'identité du caïd actuel, qui font partie de ses

attributs et de ses aspirations : la possibilité d'avoir une retraite honorable et l'accès possible au pouvoir. Le bandit, on l'a vu, est un personnage qui a une place dans la société, qui peut même être des plus respectables³⁷. Chez Sakam, Entong Gendut et Pitung, la légende reprend des aspects similaires, où les activités criminelles sont replacées dans un contexte de lutte face au pouvoir, en l'occurrence contre le Mal : la puissance coloniale. Les actes de violence, dans le cas où le héros s'attaque aux symboles du pouvoir – la classe dominante –, en font une figure nationale. Le bandit de jadis, dans la lignée duquel se trouverait le caïd actuel³⁸, n'est donc plus un simple criminel. Il est aussi défenseur du plus grand nombre face à l'oppresseur. Dans ces trois cas, le bandit entrait en rivalité avec les forces de l'ordre néerlandaise, les tournant parfois en ridicule.

Par cette mythologie on rejoint le thème du « Robin des bois » ou du bandit social de Hobsbawm³⁹. C'est un personnage qui certes commet des actes illégaux, mais, selon la légende, pour le bien des opprimés. Cependant l'apparition de ces mythes ne traduit que l'un des aspects d'une tradition de brigandage et de banditisme qui existait avant l'indépendance du pays. Ces « héros nationaux » ont gagné ce titre pour être sortis des sphères « indigènes », celles où le contrôle colonial ne parvenait pas, et atteindre les zones d'intervention et de contrôle des forces coloniales.

Du mythe à la réalité

Les différentes appellations régionales du caïd soulignent son omniprésence dans l'archipel. Une quarantaine de termes différents, selon les régions et les époques, servent ainsi à désigner ce personnage⁴⁰. Ce vaste répertoire montre l'implantation régionale des malfaiteurs et reflète la diversité des traditions.

Le rôle des caïds et bandits face aux autorités a été étudié par plusieurs auteurs⁴¹. Tous analysent leurs rapports avec le pouvoir politique. À Batavia et parmi les habitants d'origine, les Betawi, les caïds s'insèrent de différentes manières. À l'époque coloniale, on trouve deux types de personnages : les *centeng* et les *jago*. Les *centeng* sont des hommes forts, des gardes du corps au service de personnes puissantes (des gorilles ou *nervi*). Les *jago*, les champions, sont en revanche issus de la population indigène et ont acquis des pouvoirs exceptionnels voire surnaturels (il n'est pas toujours aisé de distinguer le naturel du surnaturel en Indonésie). Ils tiennent à la fois du bandit, par leurs méthodes, et du chef traditionnel, par le rayonnement et le respect qu'ils inspirent⁴². Ils se trouvent donc à la frontière du brigand (désigné par les termes de *perampok* et de *garong* dans la région de Batavia) et de la personnalité reconnue. Seulement leurs rôles ont changé avec l'instauration d'un système administratif strict par les Hollandais.

À l'époque précoloniale, les différents souverains rivalisaient dans leur lutte pour le pouvoir. À Java, cette lutte s'exprimait non pas par des combats pour la maîtrise de territoires, mais par des luttes d'influence. Ainsi la puissance d'un souverain n'était dérivée ni de sa naissance ni d'une élection, mais de la possession de la révélation divine (*wabyu*)⁴³ et de pouvoirs surnaturels (*sekti*). Le pouvoir divin était conçu comme un rayonnement qui émanait du palais pour s'étendre vers le reste du royaume. Dans ce contexte, la puissance d'un souverain transparaisait non pas dans l'étendue de son royaume mais dans le nombre de ses sujets. Les actes d'intimidation, de sabotage et les raids, par exemple, avaient pour but de diminuer le prestige de l'adversaire et d'augmenter le nombre de ses fidèles.

La population, en signe de protestation, jouait un rôle modérateur : elle pouvait choisir de changer de souverain, voire de quitter les lieux⁴⁴. L'opinion publique revêtait donc une grande importance et le rôle des intermédiaires était nécessaire. Issus du peuple, les hommes forts tenaient ce rôle. Ils répondaient au besoin de protection qui résultait de l'état permanent d'insécurité issu des rivalités de pouvoir, mais également aux besoins des maîtres locaux. Ils permettaient aussi d'éviter des rébellions ou des fuites, créant dans les régions avoisinantes des troubles afin que les habitants n'y migrent pas. L'homme fort occupait une position-clé dans ces rivalités et bénéficiait des faveurs des souverains selon un régime de clientélisme déjà présent au temps du Royaume de Mataram, au XVII^e siècle.

Avec le renforcement de la structure administrative coloniale au XIX^e siècle, à partir de la mise en place d'un système de gouvernement indirect reposant sur les anciens régents et du « système des cultures » de Van den Bosch en 1830⁴⁵, le rôle du *jago* changea en même temps que celui des souverains, devenus relais du pouvoir de Batavia dans des cadres administratifs et territoriaux fixes, ce qui n'était pas le cas auparavant. La population se trouva alors enfermée dans les nouvelles structures et les règlements administratifs devinrent pour elle des signes de coercition.

«Au moment où le système colonial et la manière de penser hollandaise devinrent dominants, des éléments clés des anciennes relations de pouvoir rurales tombèrent en désuétude. Le rôle du jago était l'un de ceux qui n'avaient plus leur place dans la nouvelle éthique bureaucratique. En effet, avec la multiplication des régulations et des exigences envers les villageois de même que le rétrécissement des voies de contestation et d'avancement social, les jago villageois [jago-desa] apparurent aux autorités coloniales comme des responsables potentiels de contestation, et le terme de jago acquit un goût d'illégalité qu'il n'avait jamais eu auparavant.»⁴⁶

L'historien Onghokham montre ici l'évolution du *jago* et son inscription dans la société. Sa raison d'être dépendait auparavant des rivalités entre souverains et potentats locaux. Le nouveau système administratif, qui cristallisait les

structures de pouvoir autrefois plus mobiles, modifia son rôle. Le terme *jago* connut une évolution qui rappelle celle de *preman* : d'un sens positif, ce terme acquit une dimension péjorative aux yeux des autorités. Seulement, dans le cas du *jago*, cette acception négative ne perdura pas. Le mot reprit son sens original auprès de la population, probablement en raison du rôle de défenseurs de la Nation qu'ont joué les *jago*.

Dans ce nouveau cadre, où les souverains étaient responsables de l'ordre et de la tranquillité de leur district envers les Hollandais et face aux carences des forces de l'ordre, l'homme fort dut trouver un nouveau rôle : celui de maintenir cet ordre dans le village ou la circonscription, grâce à un accord avec les régents et chefs de villages et en utilisant son ascendant sur la population⁴⁷. Les règles essentielles étaient que le pouvoir colonial ne devait pas avoir vent du climat d'insécurité qui pouvait régner dans le district, que l'homme fort ne devait pas non plus s'attaquer aux villageois et protéger la communauté. Il gagnait en quelque sorte le titre d'espion du potentat local. En échange, il était exempté des taxes foncières et était peu mobilisé pour les travaux obligatoires. Une latitude lui était également laissée : vols dans les villages avec lesquels il n'avait pas d'accords et dont il ne connaissait pas l'homme fort local, trafics en tout genre (d'opium, par exemple). Le chef de village, de son côté, profitait de la situation. Il pouvait ainsi récupérer une part des biens volés, ce qui était encore plus important à la fin de l'année, au moment où le chef de village devait transmettre les impôts – souvent dépensés – aux autorités coloniales. Le *jago* devenait ainsi un personnage nécessaire à toute communauté et encore plus à tout dirigeant⁴⁸.

L'homme fort était inséré dans les systèmes de contrôle des campagnes, mais aussi dans la société. Il entretenait des relations avec le chef de village et avait une image de héros local dans son propre village, qu'il protégeait. S'il tenait le rôle d'un prédateur pour les paysans locaux, il n'en était pas moins intégré dans le système villageois. *Bromocorah*, de Mochtar Lubis, illustre ce propos. Cette nouvelle est centrée sur le combat livré entre l'homme fort de la communauté, un *bromocorah*, et un jeune rival qui vient le défier. Le *bromocorah* a pour fonction de garder le village des attaques d'autres brigands susceptibles de prendre les habitants pour cible. Ses revenus viennent de vols commis dans des lieux plus éloignés. Son insertion au sein de la société provient de ce qu'il y habite (qu'il y est estimé par les habitants en raison de son rôle protecteur) mais aussi de ce qu'il fait partie du peuple. Cependant, dans la nouvelle, quelques éléments viennent nuancer ces affirmations. Le personnage principal dit en effet à son rival :

« Ne sommes-nous pas des gens rejetés depuis que les terres de nos ancêtres leur ont été arrachées des mains, et ne devons-nous pas vivre de notre courage et de notre habileté à combattre de génération en génération ? C'est là notre seul bien. »

L'auteur présente ici, sur un ton fataliste, la manière dont une tradition d'homme fort se perpétue. Sans propriété foncière – marque de reconnaissance sociale – le *bromocorah* s'apparente à un paria, ce qui le condamne à l'errance et à l'utilisation de ses facultés hors du commun. Dans la tonalité de l'histoire, l'auteur nous montre comment ils forment une catégorie à part, intégrée mais reniée. C'est là un des éléments fondamentaux des caïds que l'on retrouve jusqu'à nos jours : personnages que l'on admire en raison de leur savoir, mais que l'on redoute à cause de leurs actes.

Ce récit met ainsi en valeur deux éléments : l'insertion au sein du village, chaque village se devant d'avoir un homme fort pour ne pas être soumis à différents vols, mais également le statut de paria que prenaient ces personnes, provenant d'une part de leur maîtrise des arts martiaux, d'autre part du rejet et de la peur qu'ils pouvaient inspirer. Loin de l'image d'harmonie et de paix que l'on voulait leur donner, les villages et villes extérieurs à l'emprise coloniale étaient soumis à un régime de vols et d'actions de banditisme fréquents. Les nombreuses révoltes paysannes du XIX^e siècle et du début XX^e sont là pour en témoigner. À cela s'ajoutent les divers bandits et criminels qui faisaient, comme on l'a vu, partie de la société à Java. Ils se sont développés non seulement dans le cadre des nouvelles structures administratives et villageoises, mais aussi dans le cadre des plantations.

À Java, dans la région de Yogyakarta, de Surakarta, comme dans l'est de l'île, un climat d'insécurité régnait. La sévérité du système des plantations provoquait des réactions fréquentes, comme la mise à feu des champs. Les vols et les groupes de bandits y étaient nombreux. Ainsi, dans la région de Surakarta, durant tout le XIX^e siècle et encore plus à la fin du siècle, des bandes de brigands, appelés *kecu*, attaquaient les employés des plantations. En 1885, on dénombrait vingt-cinq agressions de ce type, sans compter les formes de brigandage habituelles et les simples vols. Dans la région de Probolinggo et de Pasuruan, à l'est de l'île, alors que le bétail était non seulement utile pour la culture des champs, mais aussi pour le transport de la canne à sucre, par exemple, les vols de bêtes y étaient fréquents, comme dans la circonscription de Kediri. Dans la région de Madiun, on pouvait compter entre 4 000 et 5 000 bandits ou *weri*. En 1919 et 1920, 170 incidents impliquant des gangs de bandits furent déclarés dans le district de Meester Cornelis immédiatement au sud de Batavia⁴⁹.

Comme le centre de Java ou Deli, Batavia a connu des mouvements de contestation à l'encontre des propriétaires fonciers et des planteurs. Une partie des faubourgs de la ville, les *ommelanden*, qui font aujourd'hui partie de l'agglomération, était constituée de plantations sous un régime de propriété privée souvent de type latifundiaire ; les cartes des années 1930 présentent de nombreuses plantations de cocotiers ou de fruits. Nombre de quartiers portent d'ail-

leurs aujourd'hui le nom de plantations de gingembre, d'arachide, de cocotiers, de muscade, de bétel, de légumes ou de fruits divers⁵⁰. Les propriétaires fonciers de ces domaines ont également donné leur nom à des quartiers, comme Mohammad Ali, à Tanah Tinggi, du nom d'un propriétaire du début du XX^e siècle⁵¹.

Dans ces terres où étaient concentrés les principaux bandits, le contrôle officiel était limité. Le propriétaire terrien ou le planteur était chargé des fonctions sociales de formation et d'éducation de la population sous son administration – fonction rarement honorée vu les coûts que cela représentait – mais surtout de l'exploitation des plantations et de l'ordre dans sa circonscription. C'est dans le cadre des terrains cédés pour les plantations qu'un grand nombre de formes de contestation – et de banditisme – se sont développées. Pitung, on l'a vu, s'était attaqué à des propriétaires fonciers (la maison où lui est aujourd'hui dédié un musée, appartenait d'ailleurs à l'un de ces propriétaires). La révolte menée par Entong Gendut avait également pour origine la pression fiscale à laquelle étaient soumis les paysans. De leur côté, les propriétaires se servaient des caïds pour assurer leur pouvoir. C'est dans ce réseau lâche que les bandits pouvaient prospérer, tout en gardant des liens avec le « marché du travail » de Batavia : dans une région traversée par les principaux moyens de communication entre la capitale et la province, le vol de grand chemin était une de leurs activités principales.

Les *jago* avaient des types d'activités plus urbaines. Au début du siècle, la fonction principale des caïds s'inscrivait dans des relations professionnelles et de clientélisme, selon un rôle traditionnel que l'on retrouve ailleurs dans le monde⁵². Le rôle majeur qui leur était imparti restait la fourniture de main-d'œuvre pour les activités portuaires, de travaux publics ou de services. En raison de la mobilité et de l'instabilité de la population, les caïds avaient non seulement pour tâche de jouer de leurs réseaux afin de faire venir les employés et coolies, mais on se servait également de leur force afin de discipliner cette main-d'œuvre, d'où ce lien entre marchands de main-d'œuvre et gangsters⁵³. À cela s'ajoutaient la contrebande, le monde de la protection et du racket, qui créaient des réseaux de pouvoir et d'autorité, mais aussi de compétition entre les différents groupes.

À partir des années vingt et surtout face à la création d'un corps de la maréchaussée destiné à combattre les bandits selon des moyens semblables aux leurs (en utilisant des espions capables de se mêler à eux, parlant leur langue, utilisant dans certains cas leurs pratiques), la marge de manœuvre et de liberté des caïds est devenue plus faible, d'où l'instauration de liens avec des structures politiques⁵⁴, notamment avec le Parti communiste indonésien (PKI). Jusqu'à la révolte de 1926, date à laquelle ce parti fut interdit par le gouvernement colonial, celui-ci

avait recruté des gangsters afin de pouvoir bénéficier de leurs réseaux et de leur protection. De leur côté, les bandits voyaient l'avantage, grâce à ces alliés qui combattaient l'hégémonie du pouvoir colonial, de pouvoir améliorer leur position. À partir des années trente, cette tendance est réapparue dans leur soutien aux partis nationalistes, plus modérés⁵⁵. L'implantation locale des caïds et leurs relations avec le peuple intéressaient les nationalistes, qui formaient une élite. Lors de l'arrivée des Japonais, en mars 1942, l'implication des caïds apparut une fois encore dans la vague de révoltes et de pillages qui s'étendit dans le pays, visant principalement les biens des Occidentaux et des Chinois qui avaient fui. Les chefs des bandes pouvaient en effet profiter de l'impunité due à cette période de transition. Après le rétablissement de l'ordre, les caïds n'eurent de rôle que dans l'organisation du marché noir, où ils purent réaliser de nombreux profits en raison de leurs réseaux. Mais cette époque fut surtout celle du rapprochement entre caïds et nationalistes, les uns intéressés par leur maîtrise de la violence et leur influence sur la population, tandis que les autres trouvaient dans une telle alliance la possibilité d'accéder à des sphères de pouvoir jusque-là inaccessibles, comme dans les années vingt.

C'est à la défaite des forces japonaises, en août 1945, que les caïds entrèrent réellement sur la scène nationale. Deux cas de figure se présentèrent dans la région de Jakarta. À Jakarta même, la situation semblait confuse, mais avec l'importance des troupes japonaises, puis alliées, la marge d'action laissée aux nationalistes et aux caïds fut faible. Une partie d'entre eux, tels Imam Sjafe'i, caïd du quartier de Senen, et son organisation OPI (*Oesaha Pemuda Indonesia*, Forces de la jeunesse indonésienne) rejoignirent les nationalistes, en particulier l'organisation formée par les jeunes le 1^{er} septembre 1945, API (*Angkatan Pemuda Indonesia*, Forces des jeunes d'Indonésie). Si cette organisation avait pour but le soulèvement face au retour de la puissance coloniale, son ardeur fut modérée par les dirigeants nationalistes tels que Sukarno, en raison de la force des troupes alliées. Cependant, ils servirent avec succès durant la campagne de terreur qui fut menée à l'encontre des Européens jusqu'à la fin de l'année 1945 et qui employait les méthodes de violence que le monde des bandits utilisait volontiers jusqu'alors.

Dans les environs de Batavia, le rôle des caïds fut totalement différent. S'il y eut, comme en 1942, une vague de violence à l'encontre des Japonais mais aussi des Chinois, celle-ci fut marquée par le rôle prééminent des gangsters locaux. Profitant du vide de pouvoir laissé par les occupants, nombre d'entre eux prirent des titres administratifs, comme ceux de chef de région, la plupart au nom de la République. L'un d'entre eux, Haji Darip, homme fort de Klen-der, à l'est de Jakarta, créa une organisation, la *Barisan Rakyat Indonesia* (Brigade du peuple indonésien), qui avait pour but de contrôler le fief allant de

Klender à Pulogadung au nord, à Bekasi à l'est et jusqu'à l'actuel Jatinegara à l'ouest. Son organisation avait la mainmise sur le trafic de la principale route menant vers l'ouest et obligeait les personnes qui y passaient à payer un tribut. Selon Cribb⁵⁶, si jusqu'alors les caïds de la région de Jakarta s'étaient spécialisés dans la main-d'œuvre, ils contrôlaient pour la première fois un territoire, « officiellement ».

Durant la Révolution, ou guerre d'indépendance contre les troupes alliées, les caïds participèrent activement à la lutte. Réunis dans la Milice populaire de Jakarta, les *laskar*, ils constituèrent un élément important des forces républicaines durant les premières années des combats, jusqu'en 1946-1947. Ils formaient une armée puissante, bien qu'elle fût souvent armée simplement de lances de bambou acérées, et firent profiter les nationalistes de leurs réseaux.

L'histoire de leur participation dans la Révolution passe par quelques figures remarquables, signes d'une plus ou moins grande insertion dans le système politique en gestation, d'une symbiose entre monde politique et monde des caïds. L'une des figures les plus étonnantes à ce sujet fut celle d'Imam Sjafe'i, patron de Senen⁵⁷, communément appelé Pak Pei. Né en août 1923, c'était un Betawi du Kampung Bangka (à l'heure actuelle, sur la bordure orientale du quartier de Kebayoran Baru) ou de Jatinegara selon les sources. Issu d'une famille modeste, il serait arrivé à Senen avant l'occupation japonaise. Selon sa biographie romancée, il y aurait constitué une organisation, le « Groupe des 4 sous » (*Kumpulan 4 Sen*) – dont le nom n'est pas sans rappeler la pièce de B. Brecht –, composée de « petites gens, petits vendeurs, marchands de légumes, vendeurs de produits courants devant les magasins, de vendeurs de rue, de cochers, de conducteurs de cyclopousses, de rabatteurs de taxis dans les différents marchés de Jakarta, de même que des porteurs jusqu'aux ports du marché au poisson et à celui de Tanjung Priok »⁵⁸. Cette organisation récoltait des cotisations remplissant jusqu'à deux jarres de monnaie. Grâce à ces fonds, Pak Pei pouvait venir en aide aux membres de l'organisation, si bien que les « mauvais garçons » des marchés recevaient une aide et limitaient leurs méfaits envers leurs semblables. Il aurait commencé à mener une campagne anti-hollandaise dès cette époque puis il passa plusieurs années en prison sous l'inculpation de vol⁵⁹.

Les autres biographies de Pak Pei montrent également comment il exploitait le territoire, mais de façon moins romantique. Il aurait d'abord été voleur au marché de légumes de Senen, avant d'en prendre le contrôle en assassinant le champion local, un certain Muhayar, originaire de Bogor. Comme il était petit, il fut obligé de monter sur l'étalage des légumes et de le frapper d'un coup de couteau. C'est à partir de ce moment-là qu'il a commencé à contrôler le marché de Senen et, à l'époque, « quand on contrôlait Senen, on contrôlait également les alentours » [Husni], devenant l'un des caïds les plus importants.

Sous l'occupation japonaise, son organisation aurait eu pour but de venir en aide également aux familles des victimes du programme de travail forcé japonais. Il aurait été arrêté à cette époque, mais suite à un incendie, il aurait pu s'échapper. Il aurait été de nouveau arrêté, puis emprisonné à Ambarawa (au sud de Semarang), d'où il aurait encore réussi à s'enfuir.

En juin 1945, comme nous l'avons vu, il forma l'OPI, qui réussit à kidnapper plusieurs soldats japonais, puis mena un groupe de *laskar*, dans le cadre du Front des lances de bambou (*Barisan Bambu Rucing*), et participa aux combats de la fin 1945 contre les Hollandais à Jakarta. On raconte à ce propos qu'il poursuivait les jeeps hollandaises sur son cheval blanc. C'est également du haut de son cheval blanc qu'il quitta Jakarta à la tête de ses troupes, lors de la retraite de la fin 1945, promettant de revenir. En avril 1946, à la suite de l'attitude de plus en plus extrémiste des autres groupes de *laskar*, il rejoignit l'Armée de sécurité populaire (TKR, *Tentara Keamanan Rakyat*) qui allait devenir par la suite l'Armée nationale d'Indonésie (TNI, *Tentara Nasional Indonesia*). Il profita de l'occasion de voir son rôle légitimé et d'avoir un titre officiel. De même en 1947, face aux conflits de plus en plus importants entre les *laskar* et l'armée régulière, il réussit à convaincre un certain nombre d'entre eux de rejoindre l'armée, formant un bataillon, le Régiment de lutte (*Resimen Perjuangan*), réputé composé de voleurs et de pickpockets. Il participa ensuite à la répression de la révolte communiste de Madiun en 1948, avec une ardeur sans égale, n'ayant pas peur de mourir⁶⁰, et mena des actions de guérilla jusque dans Jakarta depuis Karawang. À la fin de la guerre, il fut incorporé dans l'armée avec le grade de capitaine (et non de major comme les autres chefs de bataillon, en raison de son illettrisme).

Ce parcours d'un caïd et de son intégration dans les forces officielles de la Nation est exemplaire, contrairement à ceux d'autres caïds qui demeurèrent dans la marginalité. Le film *Darah dan Doa* [Le Sang et la prière] d'Usmar Ismail, réalisé en 1950, décrit ces problèmes d'intégration de l'après-guerre. Avec pour acteurs d'anciens combattants nationalistes tenant leur propre rôle, il retrace la longue marche de Madiun à Java Ouest, les combats de Madiun contre le Parti communiste, ceux contre le mouvement musulman du *Darul Islam* à Java Ouest. Ce film se conclut sur une note amère. On y voit le héros, combattant héroïque pour la cause républicaine, mis au ban de la société, alors que ceux qui avaient eu un rôle plus douteux reçoivent tous les honneurs. Ce sont ces problèmes qu'auraient connus un certain nombre de personnes faisant partie du « milieu » de Jakarta. Ainsi, Husni, qui opérait d'abord sous les ordres d'Imam Sjafe'ie au début de la guerre, avant de travailler à nouveau pour lui dans les années cinquante, raconte une version différente de ses combats durant la guerre d'indépendance. Membre des *laskar*, il faisait partie du Front des

lances de bambou (*Barisan Bambu Rucing*). Au moment du retrait de Jakarta, à la fin de l'année 1945, il s'était retiré dans les régions de Karawang, Jonggol (au sud-est de Jakarta) et Purwakarta (à l'est de Karawang). Il revenait cependant souvent à Jakarta :

«À l'époque, j'étais mobile et je bougeais sans arrêt. Je venais à Jakarta avec un ami et nous volions des voitures, mais aussi de tout : des moustiquaires, des vêtements, des armes, etc. Nous les apportions ensuite dans la zone contrôlée par la République, jusqu'à Yogyakarta⁶¹. Parmi les Alliés, il y avait également des soldats pakistanais qui nous aidaient après qu'ils ont su que nous étions en majorité musulmans. Quant aux Indiens et aux Gurkha, ils étaient toujours du côté des alliés.»

Cet exemple illustre l'importance et les techniques du « Milieu » au service de la guerre. Lors du retrait de Jakarta, le vol et la contrebande de marchandises en provenance de Singapour permettaient, comme le montre ce témoignage, l'approvisionnement en denrées essentielles pour soutenir la guerre. Employant des méthodes qui leur étaient connues, les caïds franchissaient les lignes de front pour les besoins de l'approvisionnement. De même, grâce aux relations avec les prostituées du quartier de Senen, fief d'Imam Sjafe'ie, par exemple, ils pouvaient obtenir les armes des soldats indiens qui luttaient dans l'armée britannique, quand ceux-ci ne les leur donnaient pas directement.

Cependant, à partir de 1946 et face à la consolidation des institutions naissantes de la République, leur rôle commença à diminuer face à l'opposition croissante de l'armée « officielle » envers ces groupes plus difficilement contrôlables⁶². Le nouvel État indonésien se présentait en effet comme garant d'une continuité avec l'époque coloniale, reprenant les anciens attributs des Hollandais, y compris le droit.

La fin de la guerre, avec à la reprise en main réalisée par l'armée républicaine contre les *laskar*, montre bien le changement de point de vue. Husni raconte ainsi sa version des faits. Lors des accords de Renville, en janvier 1948, qui promulguèrent un cessez-le-feu, la division de Java entre la République et les forces coloniales et le retrait des forces nationaliste à Yogyakarta, une partie seulement d'entre eux fut appelée. Les autres, leur avait-on dit, devaient rester dans des poches de guérilla afin de garder des forces face aux Hollandais au cas où les accords seraient rompus. Cependant, ceux qui n'avaient pas été appelés ne sont pas entrés dans l'armée et ont été considérés comme des bandes de rebelles. C'est à partir de ce moment-là que leur situation s'est considérablement détériorée. Un Front des mécontents (*Barisan Sakit Hati*) fut formé, composé de diverses factions, toutes considérées comme rebelles : les musulmans du *Darul Islam*, les communistes du *Merapi Merbabu Komplek*, mais également d'autres groupes de *laskar* tels les *Barisan Bambu Rucing*. Néanmoins, lorsque ces diverses factions se rencontraient, elles se combattaient, tout en étant poursuivies par

l'armée nationale. Leur situation ne s'est arrangée qu'en 1950, lorsque Sukarno proclama une amnistie et leur demanda de quitter leurs poches de guérilla. Ils reçurent le statut d'ancien combattant. Seul le *Darul Islam* continua les combats.

Cette version des faits montre bien le décalage qui s'est peu à peu créé entre le nouveau gouvernement indonésien en guerre et les *laskar*. Alors qu'au début de la Révolution, les intérêts des nationalistes et ceux des caïds convergeaient – pour les techniques de guérilla et l'utilisation des réseaux et du savoir-faire du « Milieu » – les caïds sont vite devenus des éléments incontrôlables aux yeux du gouvernement de Yogyakarta, en conflit avec les idéaux d'ordre et de discipline que pouvaient avoir de nouveaux dirigeants comme Nasution. Toutefois, l'histoire telle qu'elle est rapportée par un ancien *laskar* ne montre pas de telles divergences : les combats ont continué comme ils les avaient pratiqués jusque-là et ce n'est que la malchance qui les a fait descendre au rang de rebelles, comme si de délinquants ils étaient devenus des soldats de la République pour rentrer ensuite dans le rang. Durant cette période, monde formel et monde informel furent ainsi réunis, les caïds côtoyant des hommes politiques. Cependant, dès que la République reprit les anciennes prérogatives du gouvernement colonial, des divergences apparurent à nouveau⁶³.

La période de l'après-guerre vit se développer de nouveaux réseaux de caïds, mais aussi de banditisme. Si des exemples tels que celui de Kusni Kasdut sont significatifs, on peut également citer les groupes de bandits comme celui que forma Taufik (Muksin Tamnge), dont le gang réalisa 397 cambriolages. Originaire des îles Kei, dans les Moluques, il avait sous ses ordres 63 lieutenants, provenant de diverses régions : Betawi, Batak, Madurais, Javanais, et son rayon d'action couvrait toute l'île de Java⁶⁴. À cette époque, on interprétait le nombre de bandits et d'actes de criminalité comme une conséquence logique de l'après-guerre. Les journaux et magazines de l'époque montraient ainsi la normalité du fait, reliant ces événements à la criminalité observable aux États-Unis à la même époque⁶⁵. Cependant, les exemples des *laskar* et de Kusni Kasdut soulignent les particularités de la situation indonésienne. En période de trouble, la hausse de la criminalité est certes liée à une moindre répression, à un contrôle relâché, comme lors de la plupart des crises du pouvoir d'ailleurs, mais les structures mêmes de l'organisation des combats avaient influencé celles du monde illégal. Les techniques de vol utilisées dans le contexte particulier de la guerre à des fins légales, servaient la criminalité d'après-guerre. Cette même relation entre légalité et illégalité transparaissait dans le statut des *laskar*, qui avaient d'abord été déclarés rebelles puis amnésiés, ce qui n'était pas sans conséquences sur la criminalité.

Mis à part ces cas individuels, des organisations de sécurité furent créées. Ainsi Imam Sjafe'ie, en 1950, créa une nouvelle organisation destinée à contrôler non seulement Senen mais aussi une grande partie de la ville.

Cobra et autres gangs

Après l'indépendance du pays, plusieurs organisations ont contrôlé la ville. Une des principales, Cobra, fut fondée au début des années cinquante par Imam Sjafé'ie ou Pak Pei, héros de la Révolution⁶⁶.

« Il [Pak Pei] revint à Senen. Les amis vinrent : "Comment on fait, on n'a pas de travail ?" Une idée vint : et si l'on s'unissait ? Finalement, une organisation fut coordonnée par Imam Sjafé'ie, une sorte de front de sécurité ou de groupe de sécurité du kampung, dont le nom était Cobra. Les anciens compagnons de lutte étaient recrutés et devinrent des membres de Cobra. » (Husni)

La création du groupe relève de plusieurs logiques : en continuité avec la période de la Révolution, elle s'est présentée de façon naturelle, dans une logique de surveillance du quartier, mais aussi afin de fournir un travail aux anciens combattants, presque comme s'il s'agissait d'une œuvre sociale. Husni expliquait encore comment Pei avait créé ce groupe pour que ses anciens compagnons de lutte ne deviennent pas des criminels, comme Kusni Kasdut ou Bin Ali. Le nom de l'organisation aurait participé du même esprit de continuité. Plusieurs explications en sont avancées, depuis l'image du serpent ou le nom en lui-même « qui sonnait bien » ; il pourrait également s'agir d'un acronyme déformé de *KORps BAMBu Rucing*, le Corps des lances de bambous, qui se plaçait ainsi en continuité avec la lutte contre les alliés.

Des éléments de Cobra ne sont pas sans rappeler l'organisation des gangs. Y figuraient les mêmes types de personnages, les mêmes fonctions que dans le Groupe des 4 sous, que Pei avait organisé avant la guerre. Le recrutement de Cobra, en revanche, était nouveau, selon des solidarités renforcées par les conflits. Il s'agissait d'une nouvelle organisation de sécurité, présentée par un de ses membres comme une petite structure anodine, malgré son extension dans la ville.

Cobra regroupa ainsi les champions de différents lieux de la ville : de Senen à Tanah Abang, Pasar Rebo, Jembatan Lima (à l'ouest de Glodok), Meester Cornelis (Jatinegara), jusqu'à Kebayoran Lama (voir carte 18, p. 250). Même si, à Glodok comme à Kebayoran Lama, l'organisation avait rencontré la résistance d'autres groupes, chaque district de la ville avait son représentant Cobra avec ses propres recrues. Les membres étaient en majorité des Betawi, mais d'autres ethnies étaient également présentes : Batak, Ambon, Makassar, etc. Parmi les membres les plus connus, on trouvait Mat Bendot, réputé pour se déplacer à cheval et toujours muni d'une queue de raie qui lui servait de fouet. Il contrôlait le quartier de Tanah Tinggi et s'occupait d'autres affaires courantes, comme les règlements de compte et la logistique quand il y avait besoin d'armes. On comptait également Cek Dien de Palembang, qui avait installé un casino chez lui, Hanan un Padang, etc. Chaque chef faisait son rapport à Senen, où Sjafé'ie avait

son quartier général. Afin de garder la cohésion du groupe, un système de punition existait : on fouettait le dos du fautif avec une queue de raie.

L'organisation, grâce au poste officiel de Sjafé'ie, celui de capitaine de l'armée, avait des liens avec l'armée qui la soutenait⁶⁷. Le personnage de Sjafé'ie était doublement respecté : « d'un côté, c'était un champion, audacieux ; de l'autre, il avait une arme, il était militaire » [Husni]. Les revenus provenaient des magasins – chinois principalement – qui arboraient sur leurs murs un autocollant représentant un cobra dressé, ce qui marquait visuellement le territoire de l'organisation. Mais Cobra était aussi présent dans les marchés et même dans les quartiers résidentiels. De nombreux revenus dérivèrent du jeu et des casinos, qui restaient la chasse gardée de Sjafé'ie. Celui-ci avait ainsi établi des relations avec des Chinois afin d'ouvrir des centres de jeux, non seulement à Glodok, mais aussi à Senen et à Jatinegara. En 1953-1954, lors d'une vague d'éradication des centres de jeu, Sjafé'ie avait été jusqu'à installer un casino dans la résidence de l'ambassadeur des Philippines⁶⁸.

Certains marchés, à Senen par exemple, avaient été divisés par secteurs⁶⁹ : chaque partie de marché avait son chef, de même que des groupes de personnes tels que les clochards, les *gelandangan*. Cette période reste encore dans la mémoire des Betawi comme celle où l'ethnie originelle de la ville en avait le contrôle. Mais, comme le montrent certaines réactions d'anciens du quartier de Tanah Tinggi, par exemple, c'était également une époque où les habitants avaient peur, où l'on faisait semblant d'aimer ces chefs parce qu'ils inspiraient la crainte, ce qui rappelle l'ambivalence observée face aux caïds : ils sont respectés, mais on peut toujours se demander si c'est en raison de leur aura ou de leur violence potentielle.

L'organisation fut dissoute en 1959⁷⁰ à la demande du Commandement militaire de la ville, en raison de rivalités avec d'autres groupes de « sécurité » tels les *Pembantu Keamanan Kota* (Auxiliaires de sécurité de la ville) ou *Keamanan Ular Belang* (Sécurité du bongare)⁷¹, qui forçaient également les marchands à coller leurs insignes sur leurs magasins. Cependant, Pei demeura une importante figure du Milieu de Jakarta jusqu'à la fin de la présidence de Sukarno. Il gardait la réputation de pouvoir mobiliser des milliers de personnes pour toute manifestation. L'apogée de sa carrière fut atteint en 1966. À cette date, il fut nommé ministre des Affaires de sécurité, avec pour charge principale la sécurité de Jakarta, durant le « Cabinet des 100 Ministres », du 24 février au 28 mars 1966. Sa principale tâche aurait été de contenir les manifestations d'étudiants. Il fut arrêté le 18 mars en tant que communiste, ce qu'il ne devait pas être, d'où sa libération quelques mois plus tard. Comme le déclarait un des témoins de l'époque : « il ne comprenait rien à la politique. Il était juste fidèle à Sukarno » [Misbach Yusa Biran].

La période de 1965-1966 et de la guerre civile qui suivit la tentative de coup d'État du 30 septembre 1965 reste une période encore peu connue de l'histoire indonésienne. Un certain nombre d'ouvrages sur les rôles des divers protagonistes de l'armée ont été écrits, mais les conjectures sont encore nombreuses⁷². Quel a été le rôle des caïds durant cette période ? Peu d'éléments de réponse nous sont parvenus et les rares comptes rendus apparaissent flous. Husni, par exemple, raconte qu'il avait formé à l'époque une unité d'action dirigée contre les communistes, composée de deux cents hommes issus de groupes musulmans. Armés, ceux-ci parcouraient la ville dès la tombée de la nuit jusqu'au petit matin, mais leurs actes n'ont pas été détaillés. Cette organisation se serait dissoute d'elle-même en 1967 à la suite de la disparition des subventions.

Durant la période de l'Ordre nouveau, d'autres formes de gangs ont vu le jour : des gangs de jeunes principalement. On pouvait en dénombrier plus d'une soixantaine, du regroupement de jeunes dans un quartier comme Tanah Tinggi, par exemple, où les jeunes autour d'un rond-point formaient un gang, jusqu'aux enfants de complexes militaires plus grands, les plus redoutés car armés (ils empruntaient l'arme à feu de leur père) et les moins soumis à la loi. Plusieurs types de gangs coexistaient ainsi : les gangs d'enfants de militaires, tels celui du complexe militaire de Siliwangi, au sud de Lapangan Banteng, à l'époque, *Siliwangi 234*, ou celui de Berlan, au sud de Matraman, le BBC ou Beerland's Boys Club ; des gangs mixtes tels Mr. Choll Sebidos (*COwok Luntang-Lantung SElalu BIKin DOSa*, Les Garçons errants font toujours des péchés) à Cipinang, les Lapendos de Cipinang également (*LAKi-laki PENuh DOSa*, les Garçons pleins de péchés) ; des gangs à base ethnique, tels les Banten Boys, les Batak Boys, les AMS (*Ambon-Maluku-Seram*) ou les Legos (*Laki2 Gojang Senggol*, les Garçons instables frappent) composés de Batak, d'Ambon ou de Manado.

Alors que ces groupes pouvaient avoir quelques assises dans les quartiers résidentiels, ils ne visaient pas la conquête de territoires. Ils s'affrontaient, à l'occasion, dans des boîtes de nuit ou lors de courses de voitures, dans ce qui semble être une imitation des modes de vie américains tels qu'on peut les voir dans *La Fureur de vivre* de Nicholas Ray (*Rebel Without A Cause*). Cependant, si certains auteurs affirment que les jeunes se battaient uniquement entre eux, d'autres montrent qu'ils avaient également des relations de protection avec les vendeurs de marché. Ainsi l'un des gangs de Kebayoran Baru, près du marché de Blok M, aurait eu pour habitude de prélever jusqu'à 25 000 *rupiah* aux magasins, 100 000 *rupiah* aux restaurants et jusqu'à 300 000 *rupiah* aux hôtels du quartier, ce qui rapprocherait les pratiques de certains de ces gangs à celles des caïds⁷³.

Durant la même période, des formes de contrôle de territoire plus « classiques » se sont organisées. Les faits divers de journaux comme *Kompas* retracent ainsi les arrestations de caïds notoires ou le meurtre de certains. Le quartier de

Senen et certains lieux de prostitution, comme Planet Senen, étaient réputés pour être le point de rassemblement de tous les mauvais garçons de la ville désireux de se divertir.

Depuis 1965, l'utilisation et la répression des caïds sont les deux lignes directrices de tous les gouvernements. Le début des années quatre-vingt est pour cela significatif. À la fin des années soixante-dix, plusieurs organisations « sociales » de *preman* ont vu le jour. Elles avaient pour but officiel d'employer d'anciens repris de justice, des caïds en tout genre, afin de les reconverter et de leur donner un emploi. L'association *Premis* (acronyme de *Preman Sadar*, *Preman* conscients) a été fondée en 1979, YBK (*Yayasan Bina Kemanusiaan*, Fondation de promotion des valeurs humaines), une association plus petite, composée essentiellement de Makassar, en 1981⁷⁴. Leurs tâches officielles étaient d'assurer certaines formes de sécurité, de venir en aide à la police lors des enquêtes notamment. Dans les faits, elles employaient des techniques brutales et leurs financements venaient en partie de rétributions tirées des hôtels, discothèques, magasins ou entreprises à qui ils offraient la sécurité, ainsi que du recouvrement de dettes. L'association *Premis* vendait ainsi des autocollants aux commerçants, signe de leur protection, mais aussi de leur racket. YBK avait pour revenu principal les paris. À ces aspects propres au Milieu, s'ajoutaient des éléments plus politiques. Ainsi YBK avait été fondé sous les auspices d'un membre de la famille d'Ibu Tien, l'épouse de Suharto, et ces deux organisations avaient des liens étroits avec le parti au pouvoir, le Golkar. Ils avaient également pour mission de briser les grèves (il y en eut 200 en 1982) et de soutenir le parti au pouvoir, en particulier lors de la campagne électorale de 1982. L'un de ses anciens chefs, Daeng Yusuf, nous raconte les activités politiques de son mouvement :

« Nous aidions le Golkar. Ainsi nous avons escorté Ali Murtopo⁷⁵ quand il y avait des problèmes d'électricité. Sans nous, il serait mort au pont de Kwitang lors de l'événement de Banteng⁷⁶. Nous allions également distribuer des pamphlets du Golkar dans les bases du PPP⁷⁷, même à Pulo Gundul, l'une de leurs bases. À peine fini, on a voulu nous tuer. »

Ce récit montre bien, sur la courte période du début des années quatre-vingt à 1983 (notamment la campagne pour les élections de 1982), l'ambivalence des relations entre le gouvernement et les *preman*. Utilisés comme force pour gagner les élections en raison de leur connaissance du terrain, de leur puissance, de leur audace et de leur insertion dans la société, ils ont toutefois été éliminés aussitôt après, durant l'épisode de *Petrus* (acronyme de *Penembak* ou *Penembakan Misterius*: Tireur/Tirs mystérieux).

Le tireur mystérieux

La période de mars 1983 à 1984, constitue toujours un traumatisme dans l'esprit de la plupart des caïds interrogés. Elle est devenue la racine d'un verbe que j'ai entendu de façon récurrente lors des conversations avec d'anciens caïds ayant survécu à cette période : *diPetrus* : être victime de *Petrus*.

Le mouvement de liquidation des caïds a commencé en mars 1983 à Yogyakarta avant de s'étendre dans les principales villes de Java (il commença à Jakarta au début mai), puis dans une grande partie des villes de l'ouest indonésien, de Sumatra à Kalimantan⁷⁸. Situé à une période charnière de l'Ordre nouveau, celle d'un changement de personnes, il suit la nomination de deux hommes : Umar Wirahadikusumah comme vice-président et Benny Murdani comme chef des forces armées et chef du *Kopkamtib*. Alors qu'auparavant Suharto s'appuyait sur des généraux reconnus, qui avaient chacun leur propre clientèle, ainsi que sur des civils pour le poste de vice-président, ce revirement dénote une concentration plus directe du pouvoir entre les mains du président, et témoigne d'une vision différente du rôle de l'armée au sein du pays. Pour Benny Murdani, le rôle principal de l'armée tenait non pas dans la défense face à une menace extérieure, mais dans le maintien de la sécurité intérieure.

Cette période était également marquée par des mécontentements. Les revenus de l'État baissaient en raison d'un tassement des prix du pétrole. En 1982, la *rupiah* fut dévaluée de 27,6%. Dans ce contexte, les troubles sociaux, telles les manifestations de Lapangan Banteng qui avaient dégénéré, mais aussi la criminalité, devinrent un des centres de préoccupation des autorités. Les problèmes de criminalité intervenaient régulièrement dans les discours du président en 1981 et 1982. À cela s'ajoutait une critique de plus en plus grande des forces de police, considérées comme laxistes et inefficaces dans leurs moyens de contrôle. Il en résulta une intervention de l'armée de plus en plus grande dans les affaires de criminalité. À partir de 1981, ce ne fut plus la police mais les militaires qui furent chargés d'organiser les opérations d'arrestation de délinquants et criminels. En fait d'arrestations, ce furent plutôt des assassinats.

Le scénario de ces assassinats était toujours identique. Les autorités militaires et policières déclaraient qu'elles détenaient des listes de malfaiteurs et que tous ceux concernés devaient se rendre à la police⁷⁹. Seulement ces listes n'étaient pas rendues publiques. Toute personne visée devait le savoir. Si elle ne se rendait pas, elle risquait la mort. Les cibles étaient les récidivistes et autres malfaiteurs. C'est alors qu'ont commencé les exécutions. Deux récits de personnes enlevées mais retrouvées vivantes illustrent les méthodes employées :

– un revendeur de Tanah Tinggi racontait comment on l'avait enlevé dans une jeep : le nom de la personne recherchée était le même. Seulement, la photo

était différente. On l'avait donc relâché. À la suite de cet événement, il avait arrêté ses activités⁸⁰ ;

– un autre habitant du centre de Jakarta racontait également qu'il était dans la rue en train de discuter, quand on l'avait enlevé dans une Toyota Kijang remplie de machettes (*golok*) et de couteaux. Il y avait également des sacs de jute. Les huit passagers de la voiture avaient des armes à feu. Tout d'un coup, la voiture s'était arrêtée au bord d'une grande avenue du nord de la ville, il avait été roué de coups de pieds, puis on lui avait tiré dessus. Lorsqu'il a été trouvé, ses bras et ses jambes avaient été touchés quatre fois (18 juillet 1983).

En général, une jeep ou un 4x4 Toyota (Hardtop) contenant quatre à cinq personnes venait au domicile des « criminels » qui ne s'étaient pas rendus, allant jusqu'à les enlever devant leurs femmes et enfants, ou bien la jeep les recherchait dans la rue, dans les lieux où l'on savait qu'ils avaient l'habitude de se trouver. Une des techniques employées était d'interpeller la personne par son nom quand on n'avait pas sa photo. La personne visée s'approchait, était enlevée et disparaissait.

Ceux qui n'avaient pas eu la chance d'échapper aux tueurs réapparaissent sous forme de cadavre mutilé, criblé de balles, soit dans un sac de jute, soit gisant dans la ville. Les différents types de lieux de découverte de cadavres signalés par la presse de mai à août 1983 sont recensés sur la carte 17 p. 249. Une grande partie de la ville a ainsi été touchée, aussi bien des lieux de forte fréquentation (grandes avenues, centres commerciaux, où 18 corps ont été retrouvés), que des quartiers d'habitation (15 cadavres), des zones de moindre passage telles que les cimetières (10 corps dont 9 dans le seul cimetière de Kampung Gusti à Jelambar, au nord-ouest de la ville), les canaux de la ville qui réapparaissent ainsi au nombre des lieux symboliques de la ville (9 cas), des quartiers à proximité de zones industrielles ou d'entrepôts (7) et l'autoroute menant à Bogor (3). Cette carte laisse également apparaître des secteurs laissés intacts : les quartiers résidentiels des classes moyennes ou de l'élite. Le quartier de Menteng, par exemple, directement au sud de la place Merdeka, n'a pas été touché, ni les quartiers au sein du Triangle d'or. Les principaux types de lieux concernés sont donc les quartiers denses, les *kampung*, dont certains étaient à l'époque en profonde transformation – notamment à Manggarai, à Tanjung Priok, à proximité de Grogol ou ceux en périphérie de la ville où des projets immobiliers prenaient forme comme à l'ouest de l'agglomération : zones industrielles, nouveaux lotissements, etc., comme au sud de Kelapa Gading – ou des lieux qui étaient le symbole des transformations de l'agglomération, comme l'autoroute Jagorawi, symbole du modernisme de Jakarta et de l'Indonésie. On assiste ainsi à une réelle mise en scène de la mort : certains cadavres sont retrouvés à proximité des anciennes zones d'opération ou de résidence des victimes, d'autres sont enlevés

mais ne sont pas découverts. Mais la répartition des cadavres traduit également une volonté de terroriser une certaine partie de la population.

Jusqu'au début du mois d'août 1983, une soixantaine (62) de cadavres furent trouvés à Jakarta. Par la suite, on interdit à la presse de rapporter les événements. Pour toute l'Indonésie, on estime cependant le nombre de disparus entre 4 000 et 10 000 personnes⁸¹. Dans leur retranscription par les journaux, ces découvertes de corps ont des points communs : ils sont tatoués (en général, une description détaillée des inscriptions sur le corps est faite, qui permet non seulement d'identifier la victime mais aussi de montrer les particularités du personnage) comme tout caïd ou racketteur (les deux chefs des organisations *Premis* et YBK, Agus TGW et Efendi Talo, ont tous deux été enlevés), comme si seuls les brigands devaient avoir peur⁸². Les photos sanglantes de leurs cadavres apparaissaient dans les journaux locaux de manière répétée, présentées explicitement avec les blessures fatales apparentes⁸³. Les articles qui les accompagnaient faisaient allusion avant tout aux tatouages des victimes (*bertatto*), signes de reconnaissance même quand les corps n'étaient pas identifiables. Même si les autorités affirmaient, de façon plus ou moins convaincante, ne pas être directement mêlées à ces événements, une véritable lutte était menée contre les caïds.

Les réactions des caïds furent de plusieurs types : essayer généralement d'effacer leurs tatouages, de les brûler (certains hôpitaux demandaient même l'autorisation de la police pour les enlever), comme si le tatouage était devenu le signe du criminel, et prendre la fuite. C'est ce qui ressortait des témoignages de ceux que j'ai rencontrés. Des articles de journaux montraient qu'il y avait eu un afflux de caïds à Ujung Pandang. D'autres allaient demander la protection de la police, ce qui était, comme on l'a vu, le but recherché. Enfin, les détenus en fin de peine cherchaient à rester en prison. Quant à la population, d'après les journaux et les discours officiels, elle se serait sentie plus en sécurité. Seulement, avec la poursuite des assassinats, un sentiment d'insécurité commença à la gagner : il y eut des erreurs et les habitants connaissaient tous, directement ou indirectement, une victime.

Les mémoires de Suharto⁸⁴ tentent de justifier, cinq années après, les techniques employées. Dans un chapitre où, de façon significative, il discute également de la peine de mort, comme s'il s'agissait du même registre, il place les événements dans un contexte de hausse de la criminalité, en donnant des exemples de faits divers horribles, pour montrer la nécessité d'agir dans la perspective du rétablissement de l'ordre. Selon le Président, le problème principal de sécurité de l'État était devenu celui de la criminalité intérieure qui, avec l'arrivée de Benny Murdani au sommet de la hiérarchie militaire, devenait également celui de l'armée.

« Tout seuls nous avons dû organiser un treatment, prendre des mesures fermes. Quel genre de mesures radicales ? Oui, il fallait que ce soit la violence. Mais la violence pas seulement avec des tirs, pan ! pan ! comme cela seulement. Non ! Mais ceux qui résistaient, oui, qu'on le veuille ou non il fallait leur tirer dessus. Parce qu'ils résistaient, il fallait les tuer.

Puis il y eut ceux dont le cadavre a été laissé comme cela. C'était pour instituer une shock therapy, un traitement de choc. Pour que la majorité des gens comprennent que face à des actes criminels, il y a encore des personnes qui peuvent agir et les éliminer. Ces actes ont été réalisés afin d'exterminer tous les actes criminels qui ont dépassé les limites de l'entendement humain.

En conséquence, ces actes criminels dégoûtants ont baissé. »

Parler de la résistance des criminels peut apparaître quelque peu exagéré, même si au moment des événements, certains cas, rares, d'assassinats avaient été présentés comme nécessaires face cette résistance. Toutefois, le fait même de ne pas se présenter aux autorités, comme celles-ci le demandaient alors qu'elles avaient établi des listes secrètes, montrait une résistance, constituait un signe de subversion selon Suharto⁸⁵. Une rhétorique de la violence et une justification de son utilisation apparaissent en pleine lumière : la violence, comme à d'autres époques (celles des émeutes, par exemple), est un moyen de rétablir l'autorité de l'État, d'affirmer sa supériorité, en utilisant les mêmes méthodes ou des techniques encore plus radicales que celles des criminels eux-mêmes. Les assassinats décrits par Suharto ont une double fonction : ils permettent, d'une part, de donner l'exemple grâce à une mise en scène destinée à provoquer la peur chez les criminels qui sont d'ordinaire à la source de l'insécurité, d'autre part, d'exterminer réellement les criminels, en les tuant, afin de réduire les statistiques de criminalité. Ainsi cette politique devient à la fois un mouvement de police, de justice (expéditive), mais qui dépasse ces sphères en utilisant les mêmes méthodes que celles des criminels. C'est ce que souligne James Siegel⁸⁶ dans son analyse des faits, montrant la différence entre un simple procès – où le criminel apparaît comme un étranger – et *Petrus* – où, par l'usage de méthodes similaires, le gouvernement affirmait une identité avec lui.

L'argument du traitement de la criminalité et de l'assassinat des malfaiteurs comme sources d'une plus grande sécurité peut être contesté ici. Si, durant les événements, le nombre de cambriolage a effectivement baissé, ce n'est pas le cas des actes de délinquance tels que les vols à la tire ou à l'arraché. De plus, la comparaison des cartes de répartition de la criminalité en 1982 et 1984 (voir carte 6 p. 238) montre qu'il n'y a pas de différence significative majeure, comme si les actes de délinquance et de criminalité étaient un phénomène permanent, signes de la faiblesse du contrôle des forces de l'ordre sur la délinquance et la criminalité.

L'épisode de *Petrus* a été un nouveau tournant dans l'histoire des relations entre gouvernement et caïds. Il n'est pas sans rappeler, de façon bien plus systématique, les rivalités qui eurent lieu durant la Révolution à partir de 1946,

mais il souligne encore mieux la concurrence entre deux formes de pouvoir. Celui des caïds, insérés dans la société, hors de l'atteinte des forces de police, représentait une menace pour le gouvernement. Les événements se sont déroulés comme s'il s'agissait de reprendre le pouvoir dans le domaine même où les « criminels » excellent : celui des actes en marge de la légalité, mais à travers une mise en scène destinée à effrayer et à montrer la supériorité de l'État dans ce domaine aussi. Si l'État a éliminé les caïds de façon traumatisante, comme le montrent les nombreuses allusions que font toujours les anciens caïds sur cette période, on peut supposer que c'est également en raison de leur insertion dans la société. Dans la lutte pour le contrôle du pouvoir local, l'État est descendu dans les sphères du caïd⁸⁷ ; pouvoirs formel et informel ont ici été réunis dans l'informalité.

À la suite de *Petrus*, la physionomie du contrôle a changé à Jakarta. De nombreux lieux ont perdu leurs maîtres. Les Banjar, par exemple, qui contrôlaient le sud de Manggarai, le quartier de Menara Air, ont disparu. Cependant, lorsqu'on examine la répartition des caïds de nos jours, il semble que cet épisode n'ait été qu'une parenthèse : tout le quartier est à nouveau contrôlé de façon informelle.

L'ambivalence retrouvée

Sous l'Ordre nouveau et pendant la période suivante, les pouvoirs publics se sont comportés de façon ambivalente face aux *preman*. Nous l'avons vu, les autorités ont hésité entre les utiliser ou les réprimer⁸⁸. Les sociétés de gestion des marchés, par exemple, ou bien des chemins de fer, ont aussi eu recours aux caïds pour assurer leur sécurité. En tant que chefs de la sécurité, ceux-ci pouvaient se livrer à des activités de racket, de « sécurité » non officielle, et les responsables fermaient les yeux dans la mesure où un semblant d'ordre était gardé. Ce mouvement a considérablement été réduit par la suite, surtout à cause des entreprises qui exigeaient un personnel mieux formé, plus stable et ayant l'équivalent du baccalauréat. Cependant, ces formes de recrutement existent toujours aujourd'hui : durant mes enquêtes de terrain, le chef de la sécurité d'un des blocs du marché de Senen, par exemple, était un ancien caïd. La responsable du marché expliquait elle-même qu'elle avait été obligée de le recruter afin de pallier l'insécurité ambiante qui régnait. En effet, tous les pickpockets du quartier se retrouvaient au marché et les acheteurs avaient peur de venir y faire leurs courses. Ainsi, dans ce marché, le caïd se trouvait à la tête de deux hiérarchies : d'une part, celle des gardes officiels du marché, les *satpam*, et d'autre part, celle de ses lieutenants en civil, bien plus présents, et que l'on pouvait trouver traînant en permanence sur les lieux ou prélevant des cotisations de sécurité moins officielles.

Certaines politiques de la ville montrent encore cette ambivalence, comme dans les premiers mois de l'année 2001. Alors qu'au début de l'année, les vendeurs de rue s'étaient élevés contre l'utilisation de caïds par la municipalité pour le maintien de l'ordre et éviter l'installation de nouveaux vendeurs de rue, au mois d'avril, le gouverneur annonçait une grande campagne contre les caïds. Dotée d'un budget de douze milliards de *rupiah*, elle mobilisa plus de 2 000 personnes (policiers et auxiliaires civils de la police), pour lutter contre les 1 312 caïds qui avaient été repérés dans les cinq municipalités. Cette campagne était dans la lignée de celles qui avaient été organisées en 1995 et 1996, à la suite de l'assassinat de Budi Prasetyo⁸⁹, et qui avaient provoqué la disparition des caïds de la plupart des lieux publics pendant quelques mois. Cependant, en raison des liens tissés entre les forces de l'ordre et les caïds, cette politique d'éradication s'est peu à peu retournée contre le secteur informel : il était plus facile de réprimer les vendeurs de rue que les caïds.

Les principales tâches des caïds sont donc incontournables dans la société jakartanaise : contrôle de territoires, mais aussi liens avec la politique et les industriels. Les caïds sont ainsi toujours employés à des fins économiques : pour les évictions de terrains, mais aussi pour briser les grèves. Ils sont également utilisés pour résoudre les conflits au sein du quartier. Lors des réunions organisées par les mairies de Jakarta ou les sous-districts afin de tenter de mettre fin aux batailles de quartier, ils sont régulièrement conviés, même si ces batailles reprennent de plus bel par la suite. Cela reflète la position ambiguë du caïd, à la frontière entre le formel et l'informel, entre la population et le gouvernement. Toute l'histoire du banditisme indonésien rend compte de cette ambiguïté : le système des « bandits » repose sur une exploitation de la violence, de leurs pouvoirs et de leur charisme, tantôt au profit du peuple, tantôt au profit des dirigeants, bien souvent pour les deux. Ils utilisent dans les deux cas des réseaux de clientèle qui, on l'a vu, ont des origines lointaines. La position du caïd, à la frontière entre deux mondes, est l'un des traits fondamentaux du personnage à toutes les époques, mais selon des déclinaisons variables. Un haut fonctionnaire de la ville analysait d'ailleurs les forces en présence dans la ville ainsi⁹⁰ : le gouvernement agit sur la ville, mais son action est limitée par la volonté de la population, seconde force en présence. On peut trouver des prolongements à l'action gouvernementale avec les gardes civils, les auxiliaires de police qui sont recrutés au sein des communautés urbaines. Cependant, les deux forces d'interaction, celle du gouvernement et celle de la population se rencontrent rarement. C'est dans cet entre-deux que se glissent les *preman*. Ils profitent non seulement de ces discordances, mais ils comblent également des manques. Le caïd tient à la fois du pouvoir officiel – celui du gouvernement –, par ses différents attributs et ses relations ambivalentes avec les autorités, et de la volonté popu-

laire – à cause de ses pratiques et de sa prise de possession de territoires : c'est un civil, un *preman*, au sens originel du terme, qui participe des dynamiques des citoyens ordinaires. Le caïd est ainsi le personnage de la frontière, d'une frontière urbaine, celle entre le contrôle formel et le contrôle informel.

Aux origines du système? Régions et ethnicité

Jakarta est la seule ville indonésienne où la devise nationale, « Unité dans la diversité », pourrait s'appliquer. Cette affirmation, que l'on retrouve fréquemment, souligne la multiplicité des origines de la population jakartanaise, qui, provenant de tout l'archipel, est regroupée en un même endroit et parle une langue commune. Ce propos convient également aux caïds : si le terme de *preman* recouvre une réalité plus ou moins définie, à la charnière entre le gouvernement et la population, celle-ci repose sur des traditions régionales diverses, illustrée par l'histoire des caïds, et que l'on retrouve à l'heure actuelle dans la ville. Les clivages ethniques se transcrivent ainsi dans le contrôle des territoires.

Un contrôle ethnique?

Une quinzaine d'ethnies participent au contrôle de quartiers à Jakarta. Alors que dans d'autres villes du pays, qu'il s'agisse de Medan, de Bandung ou de Surabaya, les caïds sont originaires des régions alentour, tel n'est plus le cas à Jakarta. Les Betawi, qui contrôlaient la majeure partie de l'agglomération jusque dans les années 1960, ont aujourd'hui été détrônés par de nombreux autres groupes. Batak, Palembang, Padang de Sumatra, Banten, Serang, Demak, Jepara, Arek de Java, Madura, Makassar et Manado de Sulawesi, Ambon des Moluques et Irian de la Nouvelle Guinée occidentale ou caïds des petites îles de la Sonde orientales ont pris le relais. Cette énumération reflète la diversité, l'« indonésianité » de la ville.

Les noms que ces groupes portent communément à Jakarta relèvent d'une caractérisation, et indiquent la formation de stéréotypes. Certains d'entre eux sont nommés d'après la ville principale de leur région. C'est le cas de Palembang pour les Malais de Sumatra Sud, Padang pour les Minangkabau de Sumatra Ouest, Serang pour les Soundanais du nord-ouest, Demak et Jepara pour les Javanais de la côte nord, Manado pour les Minahasa de la pointe nord de Sulawesi ou Ambon pour les Moluquois. D'autres portent le nom d'une région – l'île de Madura, l'Irian pour les Papous, Banten pour les Soundanais de l'extrême ouest de Java, NTT pour les personnes provenant des petites îles de la Sonde orientales, de Sumba à Timor Ouest, et Tintim pour ceux qui venaient

de Timor Oriental – ou d'une ethnie, même s'il peut s'agir encore d'une généralisation, comme le montrent les exemples des Makassar et des Batak, composés de près d'une dizaine de sous-groupes ethniques différents⁹¹. Enfin, dernier exemple, un nom de groupe peut reprendre un terme de la langue locale de la région d'origine. Ainsi le terme Arek signifie à l'origine « enfant » en javanais de l'est. Il s'agit d'une contraction d'Arek Surabaya, « enfant de Surabaya », et désigne donc les Javanais de l'est ainsi que les Madurais.

Au-delà de ces appellations, ces regroupements en fonction de la région d'origine correspondent à des stéréotypes ethniques. Mon propos n'est pas ici de montrer comment s'est construite la perception de ces divers groupes dans l'histoire, souvent en relation avec la puissance coloniale⁹², mais plutôt de montrer sur quelles bases tient la renommée des caïds, et, au-delà, des habitants originaires de ces régions. Si un groupe peut avoir mauvaise réputation, celle-ci est en relation avec le nombre de caïds que compte le groupe et avec leurs agissements. Sur les cartes actuelles, les Javanais du centre de l'île sont peu présents. Or, cette région a connu d'importants mouvements de banditisme, que ce soit à l'époque coloniale ou plus récemment, comme le montrait l'exemple des *gali* de Yogyakarta. Les quelques stéréotypes communs que j'ai relevés permettent de se demander quels sont les systèmes d'organisation des caïds. Pourquoi sont-ils regroupés selon telle ou telle tendance ? Est-ce le caïd qui donne sa réputation au groupe ou bien s'agit-il de réputations plus anciennes, que viennent traduire aujourd'hui ces formes d'organisation ? Finalement, comment se perpétuent ces « traditions » ?

« Lorsque l'on donne un journal à un Padang, un Batak et un Javanais, le Padang en déchire les pages pour s'en servir comme emballage, le Batak s'en sert pour cacher son couteau quand il braque quelqu'un, le Javanais pour le mettre par terre, s'asseoir dessus et mendier. »

« Un Batak seul joue de la guitare. À deux, ils jouent aux échecs. À trois... fermez immédiatement la porte ! »

Ces quelques plaisanteries, que j'ai souvent entendues à Jakarta, soulignent la caractérisation ethnique de certains groupes. On souligne l'ardeur au commerce des Minangkabau de la région de Padang, la paresse ou le caractère inoffensif des Javanais, mais toujours la brutalité ou le danger que peuvent inspirer les Batak (de même que leurs talents pour la musique). Les Batak, comme les Madurais, bénéficient de la plus mauvaise réputation au sein de l'agglomération⁹³. Comme le disait un interlocuteur d'origine soundanaise, Soleman, les Batak ont la réputation d'être des petits caïds : lorsqu'ils mangent, ils ne paient pas, ils pratiquent l'extorsion et ne sont pas organisés. Les Madurais, eux, ont la réputation d'être brutaux : ils ont le sang chaud, sont violents mais également audacieux [Andreas, journaliste de faits divers]. Lorsqu'ils cambriolent, par exemple, ils auront plutôt tendance à être condamnés par l'article 365 du code

pénal (vol avec violence) que par l'article 363 (vol simple) comme ce serait le cas pour les Malais de Palembang [Budiono, major de police]. Les Moluquois ont également une réputation de brutalité : on voit en eux d'excellents hommes de main, voire des brutes, mais aussi des personnes s'adonnant à des infractions administratives ou économiques. Finalement, dans la suite des stéréotypes, on peut aussi noter ceux qui concernent les Betawi, qui tenteraient d'expliquer pourquoi ils ont perdu leur rôle primordial dans le contrôle de quartiers entiers : ce sont des paresseux, ils n'ont pas suffisamment de courage, ils sont peureux²⁴.

Les stéréotypes notés tendent donc à attribuer un caractère prédéterminé aux caïds provenant de certaines régions, mais ils leur attribuent également des spécialisations « professionnelles ». Les préférences criminelles des Moluquois, des Madurais ou des Malais ont déjà été notées. Les Batak et les autres ethnies en ont également :

- les Padang sont en général des voleurs ou des pickpockets ;
- les Javanais de l'est braquent ou volent à l'arraché ;
- les Javanais de la côte nord s'attaquent plus volontiers aux voitures ou aux camions de marchandises ;
- les Makassar sont spécialistes de l'escroquerie ;
- les Papous sont des hommes de main, voire des brutes ;
- les Soundanais seraient plutôt spécialisés dans le vol, de téléphones portables, par exemple.

On pourrait développer longuement les spécialisations de chaque groupe ethnique. Mélange de constatations *a posteriori* et de jugements *a priori*, elles ont l'intérêt de rassurer, dans la mesure où, selon le type de crime et la manière dont il est exécuté, on devrait pouvoir en reconnaître les auteurs de façon quasiment fiable. Cela soulève également la question des raisons de telles spécialités, et la façon dont ces groupes en sont arrivés à ces réputations. C'est pourquoi des généralisations en fonction des actes le plus souvent commis par tel ou tel groupe ethnique sont intéressantes, comme le montre la réputation des Palembang qui est meilleure que celle des Madurais. À cela viennent s'ajouter d'autres stéréotypes, où se mêlent des constructions héritées de la période coloniale – c'est le cas des Batak ou des Madurais – mais également de traditions culturelles réinterprétées et sorties de leur contexte.

Les Batak, on l'a vu, tirent leur mauvaise réputation (ensuite reprise par les colons) des peuples des plaines de Sumatra nord-est avec qui ils étaient en rivalité. Ils perpétuent également certaines traditions liées à l'émigration. Dans le vocabulaire batak-toba, par exemple, il existe plusieurs mots pour signifier émigrer définitivement, distinctions qui n'existent pas en indonésien où on ne trouve qu'un seul mot, provenant du malais : *merantau*. *Mangaranto* s'appliquerait aux hommes célibataires qui partent, *marjalan* à ceux qui partent sans but,

pour être libre, et *marlompong* aux personnes qui partent en vue de trouver de l'argent facilement, avec une très forte tendance à commettre des actes délictueux⁹⁵. Tout se passe comme si les traditions migratoires des Batak intégraient la notion d'illégalité, renforçant le stéréotype sur leur violence. Les Batak, d'autre part, sont également réputés, de source Batak, il est vrai, pour avoir été à l'école et se sacrifier à l'éducation de leurs enfants.

Les Madurais, dès l'époque coloniale, sont décrits comme plus vulgaires, plus anguleux, plus rudes, plus épais et plus forts que les Javanais et les Soudanais⁹⁶. Ils étaient réputés pour leur susceptibilité, leur méfiance, leur caractère – irascible –, leur férocité, leur rancune, leur combativité et leur violence :

« Quand un Madurais était mis en situation de honte (malo), il tirait son couteau et venait immédiatement l'insulte ou attendait qu'une occasion de se venger apparaisse. Les batailles, meurtres, et homicides (carok), étaient chose commune. [...] "Madurais" et "arme" étaient synonymes pour le monde extérieur. Quand on prononçait l'un, on pensait à l'autre. »⁹⁷

Cette peinture des Madurais au XIX^e siècle par Huub de Jonge, est encore vraie de nos jours dans les pensées de nombreux Jakartaïens. De Jonge voit dans cette image des Madurais le résultat d'un faisceau de facteurs qui remontent, comme dans le cas des Batak, à l'époque coloniale. Cette image résulte tout d'abord des conditions de l'île, aride, fermée, voire inconnue des étrangers jusqu'au milieu du XIX^e siècle ; ensuite de sa réputation comme lieu d'insécurité : durant tout le XIX^e siècle, l'aristocratie locale était plus préoccupée par les impôts et leur dépense que par l'état général de leur île, d'où un sous-encadrement administratif et un grand nombre de meurtres. D'autres facteurs façonnent également l'image des Madurais, comme leur tradition de migration et leur concurrence avec les Javanais dans les nouveaux domaines de l'est de Java : ils étaient prêts à y occuper les positions les plus basses, d'où une stigmatisation de la part des Javanais. Ce dédain des Javanais est aussi attribué à la soumission de Madura aux royaumes javanais aux XVII^e et XVIII^e siècles (les Madurais ne réussirent pas à les chasser) et au système de gouvernement de l'île durant le XIX^e siècle. N'intéressant que peu le pouvoir colonial, l'île fut soumise à un système de gouvernement indirect où les pratiques féodales et traditionnelles, vues comme rétrogrades et primitives, se perpétuèrent. Enfin, leur image de brutalité a été complétée par la participation de nombreux Madurais aux guerres de Java aux côtés des Hollandais. Leur ardeur n'était qu'une preuve supplémentaire de leur nature combattante, fiévreuse et agressive⁹⁸.

On le voit, certains stéréotypes ethniques remontent à plusieurs siècles et influencent la vision portée sur les caïds provenant de ces régions. Par exemple, l'affirmation selon laquelle les Malais chercheraient à éviter à tout prix de commettre un vol avec violence alors que les Madurais, eux, n'hésitent pas à en commettre, ne participerait-elle pas d'un tel point de vue ? Mais lors des entre-

tiens que j'ai menés, si j'ai constaté que certaines filières étaient propres à certains groupes, de telles différences ne m'ont pas semblé si patentées.

L'examen des cartes de répartition ethnique des caïds permet d'apporter quelques éléments de réponse aux raisons de leurs spécialisations. Ces cartes montrent de façon schématique les principales concentrations régionales des caïds dans les limites de Jakarta (voir cartes 19-20-21 p. 251-253).

Les caïds batak sont dispersés dans toute la ville, rarement dans les zones portuaires. Ils contrôlent (en partage ou en rivalité) la plupart des gares routières de la ville. C'est le cas de celles de Kalideres, à l'ouest, de Grogol, Blok M, Senen, Kampung Melayu, Cililitan ou de Kampung Rambutan au sud. Les principales autres localisations sont la gare de Jatinegara, le carrefour de Cawang ainsi que l'avenue de Bogor au sud de Cililitan. On les trouve également dans certains marchés, dont ils contrôlent des bâtiments comme c'est le cas à Senen. Ces localisations sont habituellement attribuées à des critères de prédominance ethnique : le grand nombre de chauffeurs d'autobus batak dans les gares routières expliquerait la concentration de caïds batak en ces lieux, de même pour les marchés où l'on trouve un grand nombre de marchands de Sumatra Nord. C'est le cas, par exemple, des vendeurs de disques vidéo aux abords du marché de Glodok ou de Senen, ou des marchands de sacs que l'on trouve à Senen.

C'est une explication semblable qui est donnée pour la répartition des pick-pockets en provenance de la région de Padang. Si on les trouve principalement dans les marchés, comme à Glodok, Blok M, Senen ou même dans des gares routières telles que Pulogadung, où les vendeurs de rue sont Minangkabau, ce serait en raison des fortes concentrations de marchands sur ces lieux. Leur spécialisation dans le vol à la tire les conduirait également à être fortement présents dans les transports publics : autobus, Mikrolet (voitures collectives qui peuvent contenir une douzaine de passagers), etc.

Les Palembang, eux, sont plutôt concentrés à l'ouest de la ville, à proximité de la gare routière de Kalideres (est-ce parce que c'est de là que partent et arrivent la majorité des bus pour Sumatra?), mais aussi dans la gare routière de Senen, dans le quartier de Manggarai, au marché de Pasar Rumpit, sur celui de Pondok Labu tout au sud et à Blok M.

Les personnes originaires de la province de Java Est, les Arek, en raison de leur nombre, connaissent une répartition plus aléatoire. À Jakarta Centre, on les trouve principalement au centre ville, à proximité du magasin Sarinah sur l'artère prestigieuse qu'est l'avenue Thamrin, à Pasar Baru, mais aussi à Senen, le long de l'avenue Kramat. Ils contrôlent également le marché de Tanah Abang, des parties de celui de Blok M, la gare routière de Pasar Minggu, en rivalité avec les Batak dans celles de Kampung Rambutan ou de Pulogadung, dans la

gare de Senen, mais également à l'est de la ville dans le quartier de Cakung, ou à Tanjung Priok. Si certaines de ces localisations sont aisément explicables, comme à Tanjung Priok, où l'on trouve une concentration de Madurais, à Volker, secteur portuaire spécialisé dans la récupération des métaux issus des navires démantelés, d'autres apparaissent plus floues et résulteraient de nouvelles filières établies lors de leur arrivée dans la ville. Ainsi, bon nombre d'Arek se seraient spécialisés dans les activités de parking sur le bord de la rue. Ils passeraient ainsi pour des vagabonds qui tirent leurs revenus de l'argent donné par les automobilistes (entretien avec Anto). D'où leur localisation centrale en ville, mais aussi à Blok M, dans la zone de Bulungan ou au sein du terminal. D'autres zones comme le marché de Gaplok au sud de Senen, résulteraient d'une appropriation violente par un groupe donné.

Les premiers secteurs d'implantation des Makassar et Banten sont au nord de la ville. Si les Makassar étaient présents dès les années 1940 dans la région de Tanjung Priok, à Lagoa en particulier (ce sont des marins), on les retrouve à l'heure actuelle toujours dans cette zone, également à Muara, à Senen – où ils s'étaient tout d'abord spécialisés dans le marché noir de billets de cinémas (comme les autres salles du centre ville), avant de contrôler toute une zone de ce district – mais aussi dans des lieux de prostitution comme Kali Jodo.

Les Banten ont des foyers d'implantation de leurs caïds au nord de la ville. Dans la région de Kapuk et de Muara, leur présence remonterait aux années soixante, lorsque l'on a commencé à y développer les élevages de porc. Les *jawara* (champions) de Banten et de Serang y étaient responsables de sécurité, d'où leur implantation encore importante⁹⁹. Dans la zone portuaire de Tanjung Priok, leur installation remonterait au système des coolies, la plupart originaires de cette région, et dans les années vingt, on les trouvait déjà dans ce quartier¹⁰⁰. Leur chef, de même origine, était lui aussi un *jawara*. D'où une tradition d'implantation dans le quartier de Koja plus particulièrement, où les caïds s'adonnaient également à la contrebande [Ocak]. On les retrouve au marché de gros de Kramat Jati, où ils sont coolies, mais aussi à Senen où, par exemple, les bouchers proviennent tous de cette région¹⁰¹. Ce sont pour des raisons analogues que l'on retrouve des Javanais de Demak, de Jepara, mais aussi des Soundanais de Bogor dans un certain nombre de marchés où ils sont employés comme porteurs.

Enfin, parmi les derniers grands groupes présents sur la place publique de Jakarta, on peut compter ceux de l'extrême-orient indonésien, à savoir les Timorais, Papous (Irian) et Moluquois (Ambon). Si ces derniers peuvent avoir des activités qui n'imposent pas de monopole sur un territoire, comme le montre l'exemple des recouvreurs de dettes, on les retrouve cependant dans certains quartiers. C'est le cas du quartier de Blok M, le long de la rue Melawai, à proximité du marché de Cipete, plus au sud, à Senen et Matraman, où l'on trouve

d'importantes concentrations de Moluquois dans les quartiers de Palmeriam ou de Kwini, ainsi qu'à Kota. Certaines de ces localisations peuvent être expliquées par les lieux d'habitation et de concentration ethnique au sein de la ville, mais d'autres apparaissent comme le résultat de certains types de recrutements, au sein de l'armée, par exemple, où l'on retrouve également des Moluquois dans le quartier de lotissement militaire de Berlan. Ils sont également concentrés à Kota, en raison de leur spécialisation dans les activités de garde de boîtes de nuit ou de casinos; les Moluquois de même que les Irianais, dont l'un des chefs était en partie originaire de cette île, furent parmi les principales recrues d'organisations comme les *Pemuda Pancasila*, qui contrôlaient un grand nombre de lieux de divertissement dans cette partie de la ville¹⁰². Une autre source montre qu'au moment de la guerre pour le rattachement de la Nouvelle-Guinée occidentale à l'Indonésie en 1962, des combattants démobilisés furent placés comme gardes dans ces lieux¹⁰³. C'est une justification similaire qui expliquerait jusqu'à 1997-1998 la présence d'un groupe de Timorais sur le marché de Tanah Abang: ils auraient été recrutés et soutenus par des militaires des forces spéciales de l'armée (*Kopassus*) ayant combattu dans cette région, puis placés à Jakarta.

Les groupes de caïds les plus méconnus restent cependant les Chinois. Certains ont gagné une notoriété après leur conversion à l'islam et après s'être plus ou moins retirés, comme Anton Medan¹⁰⁴. Cependant, divers bruits courent sur la présence d'organisations en relation avec les triades dans les quartiers du nord de la ville (à Kota, Glodok et vers Pluit). Ce ne sont là que des rumeurs difficilement vérifiables. Néanmoins, en raison de la relative pauvreté indonésienne, comparée à celle d'autres pays, on peut supposer que le phénomène n'est pas aussi important qu'il peut l'être à Macao ou à Hong Kong¹⁰⁵.

Une mosaïque ethnique des caïds apparaît ainsi à Jakarta. Ce n'est pas ici un tableau exhaustif des localisations qui est proposé – cela aurait été quasiment impossible – mais une esquisse de la manière dont s'organisent, à l'échelle de l'agglomération, les réseaux des caïds. Dans les facteurs explicatifs de ces répartitions, on peut dénoter plusieurs types d'analyses: les raisons politiques telles que l'intervention de l'armée (c'était le cas pour les Timorais, les Papous ou les Moluquois); l'importance des concentrations des communautés en un lieu donné, que ce soit le lieu de résidence ou celui d'activité, qui pousserait l'ethnie dominante à contrôler ces secteurs. Dans ce cas, tout se passe comme si, par glissement métonymique, les quartiers où un groupe régional particulier prédomine devaient être maîtrisés par des caïds de la même ethnie. L'importance de filières centrées sur un personnage influent est également d'importance. Ce dernier accueille des jeunes de la même origine, dans une politique d'expansion soit territoriale (dans un même quartier), soit sectorielle, ce qui impose également une conquête territoriale. C'est ce que montrent certains exemples de parcours.

Parcours de caïds

Anto le Cinglé, Madurais de Surabaya¹⁰⁶ :

«Je suis arrivé en 1968 ou 1969 de Surabaya. J'avais un ami qui faisait des aller et retour de Jakarta. Il portait dix jours et rapportait beaucoup d'argent. J'ai voulu suivre. Il m'a laissé. Des amis m'ont dit de venir. J'avais un pantalon, des sandales et j'ai voyagé en train pendant trois jours jusqu'à Jakarta. Je suis arrivé à 3 heures du matin à Jatinegara. En arrivant j'ai demandé : "Où est Jakarta?". On m'a dit : "Ceci est Jakarta". Puis j'ai été poursuivi par six pédés. J'ai couru, je suis tombé sur une pierre. On m'a soigné...

Je n'avais plus d'argent et j'ai vendu mon pantalon. J'habitais sur le trottoir en me protégeant par des cartons. Au début, j'étais près de Sarinah [sur l'avenue Thamrin]. Puis on m'a dirigé vers Senen, où j'ai rencontré Si Pelat (de Surabaya). Il était le maître [pegang] de Kramat. Il y avait un bain public. On m'a demandé de me laver, on m'a donné des vêtements et un cabanon. On m'a dit de m'occuper du parking¹⁰⁷. Au début, nous étions cinq : Pelat, Gamit, Pak Mas, Togok et moi. À tour de rôle on arrivait dans l'après-midi, on portait les paquets des fouilleurs de poubelles, comme des clochards. À 19 heures, on faisait le parking devant le restaurant Beringin qui était le plus en vogue.

Peu à peu j'ai travaillé seul. Je faisais venir des jeunes de Surabaya. Je les formais comme à l'école militaire pendant 3 à 6 mois : je leur donnais un salaire, des vêtements, de la nourriture, etc., puis des tickets de parking et ils m'apportaient leurs recettes [setoran].

À l'époque l'avenue Kramat Raya n'avait pas été élargie : il y avait de nombreux bars, billards et discothèques et des magasins d'accessoires de voitures. Seulement ceux-ci ont été déménagés au Proyek Senen¹⁰⁸. Depuis le carrefour avec Suprpto (Kramat Bunder), après le cinéma Grand, jusqu'à un peu plus au sud sur Kramat Raya, c'était à moi.

En 1972, bagarre contre les Makassar. En 1972-1973, nous nous sommes battus à Cikini pour la rue Kebon Binatang III. Les Betawi se sont repliés. Il y avait là un restaurant de gado-gado¹⁰⁹, très animé, où il n'y avait que des Chinois. Après trois mois de sécurité, je laisse l'endroit et j'en cherche un nouveau. Le gouvernement ne savait pas encore que l'argent du parking était bon. Même si à l'époque on ne donnait que 20-25 rupiah, ça finissait par être assez lucratif. Nous étions clochards mais nous avions deux endroits là.

En 1976, à Pasar Baru. Nous nous sommes battus avec les Betawi contre les Batak. Les Betawi ne sont pas courageux. En une semaine, on a liquidé tous les Batak. Chaque soir, nous pouvions recevoir les bénéfices.

On me surnomme le Cinglé parce que lorsque j'étais plus jeune, j'étais un peu féroce : quand je me battais, je ne m'arrêtais pas avant que la personne soit à demi-morte si ce n'est morte.»

Ce récit de l'installation et de la conquête de territoires d'un Madurais à Jakarta montre bien le rôle des filières régionales dans les concentrations territoriales de caïds. Elles ne sont pas toujours ethniques *stricto sensu*, dans la mesure où le groupe d'Anto pouvait aussi bien accueillir des Madurais que des Javanais de l'est de l'île. Lors de l'arrivée à Jakarta, le jeune « apprenti caïd » essaye de rejoindre les principales concentrations d'Arek (Javanais de l'est). Là, l'importance des figures locales apparaît : Si Pelat le recueille d'abord, puis ce sera son tour d'accueillir les jeunes et de pourvoir à leurs besoins, comme si l'origine régionale était un élément majeur du processus d'intégration dans la ville. On voit comment expansion de l'activité et mesures d'aide aux jeunes

d'une même région sont centrales dans le discours. Le contrôle « ethnique » s'exerce grâce à un flux de personnes d'une même région, selon une politique d'expansion sectorielle, notamment ici du parking informel. Ce qui reste en revanche peu clair dans les propos tenus est le processus d'émancipation par rapport aux autres membres du groupe, puisqu'il est résumé par un : « Peu à peu j'ai travaillé seul ».

Ce récit permet en outre de voir comment certains stéréotypes ethniques sont constitués et repris à leur compte par les membres de cette ethnie une fois installés à Jakarta. Si le terme de Batak n'a jamais semblé poser problème à ceux qui venaient de la région du lac Toba, malgré le caractère péjoratif originel du terme, ici c'est le qualificatif de clochard qui est même repris avec fierté. L'état de vagabond transparait dans le discours à travers l'insistance sur le dépouillement du départ, le fait qu'il vende même son pantalon pour demeurer en culotte courte, la saleté (on lui dit de prendre un bain) et l'absence de but véritable lors de son arrivée. Les types de logement font également partie de ce monde : des cartons, puis un cabanon. Lors de nos entretiens, Anto montrait avec fierté sa maison, qui ressemblait à une habitation de fortune en dur, dans une petite ruelle, expliquant qu'il vivait toujours comme un clochard. Il donna un autre exemple de cette fierté lorsqu'il se vanta d'offrir des repas à un officier de police, lui qui n'était qu'un habitant de bidonville, ce qui permet de mesurer l'étendue de sa « réussite », malgré son statut de vagabond. L'identité des Arek se forme ainsi par la reprise de lieux communs, mais aussi dans l'opposition aux autres ethnies : face aux Betawi, dans la lutte pour un secteur près de Cikini (à l'est de Menteng), puis contre les Batak. À cette occasion, le chef affirme le courage de son groupe face aux autres, notamment les Betawi qu'il qualifie de « peureux ».

D'autres exemples d'insertion dans la cité viennent éclairer ce parcours d'intégration. Les deux fondateurs de la présence makassar dans le quartier de Senen dans les années 1950, Daeng Baco et Daeng Gompo, illustrent aussi l'importance des filières personnelles et de certains milieux¹¹⁰. Réputés pour leur férocité, ils avaient tous deux séjourné plusieurs années au bagne de Nusa Kambangan (sur la côte sud de Java, près de Cilacap) pour meurtre. C'est là qu'ils avaient rencontré Bang Seno et Bang Simon, de Bogor, qui contrôlaient à l'époque certains secteurs du marché de gros de Senen. À leur sortie, en 1953, ils furent appelés par ces derniers. Daeng Baco devint officiellement responsable de la sécurité à la gare et Daeng Gompo fut chargé de racketter non seulement les vendeurs de rue mais aussi les *preman* de Senen à Pasar Baru. À la suite de l'installation de ces deux personnages à Senen, d'autres Makassar suivirent, comme Daeng Yusuf et Daeng Imran, qui m'ont relaté l'histoire et qui contrôlent le secteur makassar de Senen depuis les années 1960-1970. On voit ainsi

comment des réseaux d'insertion s'établissent par des alliances inter-ethniques, qui résultent elles-mêmes d'une solidarité au sein du milieu des prisonniers ou des anciens prisonniers¹¹¹.

Ces témoignages mettent en lumière la diversité des parcours et la formation de la mosaïque des contrôles sur la ville. Si, de nos jours, les territoires des caïds semblent de façon générale construits sur des bases ethniques, ceux-ci résultent, dans les cas cités, de filières régionales et de relations au sein d'un même milieu. Le cas d'Igor le Javanais, Batak Toba, qui contrôle à l'heure actuelle un bloc du marché de Senen, est révélateur de ce processus. Bien qu'il soit originaire de Sumatra Nord et que la plupart de ses lieutenants proviennent de la même région, son parcours est passé par Surabaya, de même que son insertion à Jakarta où il faisait d'abord partie d'un groupe d'Arek à la source de son surnom actuel.

Filières ethniques, regroupements régionaux, affinités résultant de l'appartenance à un même milieu – celui des prisonniers ou de l'armée par exemple –, mais aussi jeux politiques (comme c'était le cas à Kota), sont aujourd'hui visibles dans la ville. Les solidarités régionales façonnent ces partages fondés sur des bases ethniques. Ainsi, quand un chef d'organisation recrute ses lieutenants, c'est aux jeunes de la même région qu'il s'adresse¹¹². Cependant, d'autres principes interviennent dans ces recrutements, qu'ils soient d'ordre politique ou personnel. Si une forte concentration de Batak, par exemple, devait uniquement expliquer la présence de caïds batak, alors comment comprendre que des rétributions soient prélevées sur les marchands batak dans le cadre d'une solidarité régionale? Aussi la situation apparaît-elle bien plus complexe et l'on trouve regroupés derrière l'analyse de ces partages, un faisceau de cas de figure allant du politique aux réseaux claniques (qu'ils soient régionaux ou qu'ils correspondent à un milieu donné, comme dans le cas des anciens prisonniers ou des militaires), personnels ou de circonstance, à l'image du cas d'Igor le Javanais. Ces différentes situations, qui mettent en évidence le fait que la présence d'une ethnie en un quartier donné ou dans une activité n'est pas toujours ce qui détermine le partage de la ville, sont en revanche à l'origine d'une cristallisation et d'une réinterprétation du rôle de l'ethnie, source de stéréotypes. Les territoires des caïds regroupés selon des filières régionales confirment l'image que l'on se fait habituellement du groupe dominant et de sa violence. Au-delà de ces partages ethniques, ces territoires correspondent à une exploitation informelle des espaces urbains et de leurs ressources que l'on retrouve partout dans la ville.

L'exploitation des territoires : les caïds et Jakarta

Cinq secteurs principaux de contrôle des caïds figurent à Jakarta : le quartier portuaire de Tanjung Priok, Kota – quartier à forte population chinoise mais surtout lieu de divertissement (restaurants, bars, boîtes de nuit, salons de massage, etc.) –, Tanah Abang et Senen – deux des plus anciens marchés de la ville, qui remontent au XVIII^e siècle –, et Blok M – l'un des plus grands centres commerciaux doté d'une gare routière, comme les deux zones précédentes (voir carte 18 p. 250). Cette répartition montre la manière dont les principaux lieux stratégiques et d'animation sont appropriés par ces personnages marginaux et souligne leur rôle au sein de l'agglomération, tels qu'ils pouvaient apparaître en 2000. La question des prises de possession se pose mais aussi celle de la gestion et du contrôle de ces lieux : en quoi les systèmes développés par les caïds sont-ils le reflet de modes d'organisation propres à Jakarta ?

Lieux publics et exploitation de la « jungle urbaine »

La carte des principales concentrations de caïds recoupe la carte de diffusion de la petite délinquance (carte 7 p. 239). Le quartier de Senen, celui de Tanah Abang, l'axe de Gadjah Mada – Hayam Wuruk qui remonte vers Kota –,

Blok M mais aussi, de façon plus générale le quartier de Tanjung Priok ainsi que le terminal de bus de Pulogadung, figurent sur les deux cartes. Y a-t-il un lien entre ces deux cartes ? C'est par l'affirmative que répondraient la plupart des journalistes et habitants de la ville, de même que les autorités, qui évoquent régulièrement le danger des *preman* qui risquent de devenir des criminels organisés au sens mafieux du terme. Ces mises en relation soulignent les difficultés qu'il y a à déchiffrer l'espace urbain et ses logiques. La ville se présente, lorsqu'on examine ses aspects informels et souterrains, comme une « jungle » à la fois par le désordre apparent que l'on y trouve, mais aussi par la loi du plus fort qui peut s'y exprimer. Les mécanismes de fonctionnement de l'agglomération apparaissent ainsi dans leur complexité, ce que reflètent les méthodes d'appropriation et d'exploitation de la ville par le caïd.

« Toute forêt a son tigre »¹

Ce dicton populaire résume la situation des villes indonésiennes où chaque partie de la ville a son « tigre », son caïd. Alors qu'au début de cet ouvrage, la ville se révélait comme une « forêt », une jungle, dans la manière dont elle était appréhendée par la population, les journaux ou même, dans certains cas, les autorités, une logique différente est ici à l'œuvre : celle du contrôle de ces zones, enjeu d'appropriation et d'identité, au centre desquelles se trouve la figure du caïd. Si la plupart des quartiers de Jakarta ont leur maître, c'est dans les espaces publics que le système apparaît le plus clairement, comme le montre l'exemple d'une des plus anciennes zones d'insécurité : le quartier du marché de Senen.

Senen

Depuis l'indépendance du pays, le quartier de Senen a toujours été décrit comme un des lieux les plus dangereux de la ville. L'adage « Si Senen est sûr, Jakarta est sûr » et le mythe du caïd appelé crocodile [*buaya*] de Senen constituent les exemples les plus frappants de la mauvaise réputation du quartier. Marché de gros, gare, lieux de loisirs (casinos, cinémas), de plaisirs (la « cour des miracles », également quartier de prostitution de Planet) sont à la source de son animation². C'est également un lieu de rassemblement de la plupart des mauvais garçons de la ville et les actes violents ou de délinquance y sont nombreux (et le restent).

Comme le montre la carte de l'évolution de l'utilisation des sols (carte 12 p. 244), Senen est toujours l'un des plus importants centres commerciaux de la ville : un grand marché, divisé en six blocs ou bâtiments³ ; une gare routière au nord ; un centre « moderne » appelé Triangle de Senen, à la jonction des Jl. Senen Raya et Jl. Pasar Senen, composé d'un centre commercial – l'Atrium – mais aussi de

bureaux et de tours d'appartements ; à l'est du marché, la gare, que desservent les trains de troisième classe, et un centre sportif pour la jeunesse, de moins en moins reluisant, avec piscine et diverses activités, alors qu'au sud, l'avenue Kramat Bunder regorge de petits magasins où l'on trouve néanmoins deux cinémas : le Grand et le Mulia Agung, qui passent des films récents à caractère plus ou moins érotique. Du côté de la Jl. Senen Raya, à l'ouest du quartier, l'utilisation du sol est mixte : des immeubles de bureaux sur la rue, des habitations à l'arrière, et surtout des terrains vagues jusqu'en 2000, anciens quartiers résidentiels, voués à de nouveaux projets immobiliers, mais frappés par la crise économique et politique de 1997.

Cependant, alors que les fonctions et l'animation différencient en apparence les diverses composantes du quartier, d'autres éléments séparent les parties du quartier en fonction de leur appropriation : la répartition du contrôle ethnique des caïds au sein de la ville se reflète au niveau local. La carte établie en 2000 (carte 22 p. 254) reflète les principales tendances régionales dans la division du quartier. Si ce partage a des limites claires, celles-ci ne sont pas aisément discernables pour un observateur étranger à ce milieu : lors de mes investigations, les principaux chefs affirmaient en général qu'ils contrôlaient tout le quartier ou rien ; les vendeurs de rue ou les commerçants manifestaient quant à eux peu d'intérêt à révéler à un étranger à quels protecteurs ils versaient de l'argent pour leur sécurité.

Le marché lui-même est divisé : les trottoirs sont principalement contrôlés par les Batak, à l'exception de celui qui se trouve à l'extérieur du bloc III, qui serait contrôlé par des *preman* venant de Padang et de Banten⁴. La gare routière, de même que le bloc VI sont également sous contrôle Batak, mais, vers l'arrière du terminal, à l'endroit où sont garés les minibus, des caïds provenant de Palembang contrôlent la zone. Le troisième bloc est le territoire des champions de la région de Banten, du pays Sunda (régions de Bogor et Bandung) et de Padang. Néanmoins, la situation est encore plus complexe que sur la carte. Si l'on distingue un chef de sécurité dans chacun de ces marchés, comme pour le bloc VI, d'autres sont rémunérés par quelques échoppes seulement, afin de se battre en cas de difficulté, vu l'insuffisance des gardes officiels, les *satpam*. Finalement, les petits vendeurs ambulants dans les allées du marché, eux, ne semblent rétribuer que les *satpam*.

À l'extérieur du marché, plusieurs zones se distinguent : jusqu'à récemment les Moluquois (*Ambon*) avaient la réputation de contrôler le quartier de Kwini, à l'ouest de la Jl. Senen Raya, mais à la suite des évictions liées à des projets d'urbanisme dans cette zone, la plupart ont déménagé. Au sud, le quartier de Kwitang reste plutôt sous domination Betawi. Sur l'avenue Kramat Raya, les échoppes de nourriture Kapau (de la région de Padang) sont sous un contrôle mixte. Alors qu'il s'agissait autrefois d'un trottoir exclusivement arek (de l'est

de Java), plusieurs groupes y effectuent aujourd'hui du racket : des Javanais toujours, mais aussi des Betawi de Tanah Tinggi, par exemple⁵. Séparé par une petite ruelle, le territoire makassar commence. Il englobe les deux cinémas, les bureaux qui se trouvent à l'arrière, mais aussi les magasins et petites échoppes de tampons et de médicaments traditionnels localisés sur l'avenue Kramat Bunder (doc. 23). Finalement, derrière le marché, le Centre de la jeunesse et la gare appartiennent aux Javanais de l'est, mais également de la côte nord de Semarang et Demak.

Au-delà de ces premières divisions au sein du quartier, d'autres acteurs révèlent un niveau supplémentaire de contrôle : l'armée et la police qui tirent des bénéfices du quartier. Les militaires sont présents du fait des nombreuses casernes alentour (voir carte 22 p. 254). En effet, à l'ouest, on trouve un important complexe de l'armée de terre, une caserne des forces spéciales de la police (les *Brimob*) ; au nord, le Quartier général de la marine, et à 500 mètres à l'est, le bataillon des transports de l'armée de terre. Une telle répartition est le reflet de l'histoire du quartier, à la frontière entre les quartiers militaires coloniaux, à l'est de la place d'armes qu'était Waterlooplein, aujourd'hui Lapangan Banteng, et la ville indigène, avec le marché de Senen à la jonction de ces deux mondes. Il en résulte que l'on voit dans le marché de nombreux militaires, en uniforme ou non, qui participent au contrôle du quartier. Toutefois, ces soldats sont répartis en deux catégories distinctes : d'une part ceux qui sont employés par des caïds, sur leurs territoires, d'autre part, les gradés plus indépendants.

Cartographier ce deuxième type de territoire est certainement l'une des tâches les plus difficiles. En raison du rôle de l'armée et de la police en Indonésie, de la position prestigieuse de ses membres comme du caractère sensible de la question, ces territoires se doivent de rester dans le flou. À chaque fois que je tentais d'éclaircir la question, on me répondait que l'armée ou la police ne prenaient certainement pas part à ce genre d'activités, mais qu'il se pouvait qu'il y eût des individus appartenant à ces corps, des *oknum*, qui agissaient à leur propre compte, de façon illégale. Par conséquent, on ne les connaissait pas. Au commissariat de police de Jakarta Centre, cependant, des commerçants d'origine chinoise du marché de Senen entretenaient des relations de bonne entente avec des policiers de haut rang, signe de l'existence de réseaux. Néanmoins, la plupart des militaires et policiers impliqués dans le quartier paraissaient provenir de deux unités majeures : de la Police militaire – principalement de la caserne qui se trouve à proximité du quartier de Manggarai, plus au sud –, et des Brigadiers mobiles (*Brimob*), unité d'élite dont une des casernes se trouve à proximité, Jl. Prapatan. Leur rôle dans le quartier se traduisait par des tensions, rivalités et batailles avec les gens du marché. En 1999, par exemple, un affrontement eut lieu entre les gardes du marché, du bloc VI, et des soldats du batail-



Doc. 23. L'avenue Kramat Bunder, au sud du marché de Senen. Si le feu rouge et le terre-plein central, où des passagers attendent pour prendre les transports en commun, loin des « dangers » de la gare routière, sont des lieux de vol à la tire, le trottoir à droite, avec le cinéma, est un territoire makassar.

lon de transports terrestres (*Yon Angmor* ou *Yon Angrat*). Un des principaux protagonistes, Sianturi, raconte l'histoire :

« Je venais tout juste d'entrer dans ce corps [Yon Angmor] et étais à Senen. J'ai commencé à me disputer pour un petit problème : on m'a interpellé de façon plus qu'arrogante. J'ai donc répondu. Puis Pak Igor est arrivé et nous avons réglé le problème ensemble. Pendant ce temps-là, des soldats sont revenus à la caserne et ont fait courir le bruit que nous avons été arrêtés. Ils sont donc revenus très très nombreux et il était impossible de les freiner. Quand on les arrêtait au premier étage, c'était au rez-de-chaussée que la bataille reprenait de plus belle. On a donc été obligés de laisser faire. Ensuite, j'ai tout de même dû passer 21 jours dans une cellule chez les Policiers militaires de Guntur pour cette bagarre. » (Journal de terrain)

L'incident est raconté ici sous la forme d'un fait divers : une petite altercation a engendré une grande bataille. Selon des mécanismes où la rumeur tient un rôle non négligeable ainsi que la solidarité de corps, une dispute dégénère en bataille rangée. Si, ici, il ne s'agit pas à proprement parler de contrôle de l'armée, de mainmise économique ou financière, il transparait dans la conversation avec Sianturi combien le marché de Senen faisait partie des territoires de ce bataillon, territoire quasiment naturel en raison de la proximité de la caserne. Les militaires veulent se faire respecter dans le marché et il est normal d'y être

respecté, d'où la mobilisation nombreuse et rapide des autres soldats lors de la bataille. La figure du caïd local est également primordiale, dans la mesure où c'est lui qui est intervenu lors de la bataille et qui a tenté de régler le problème⁶.

Des événements semblables se déroulent fréquemment dans le marché. Au mois d'octobre 2000, une bataille rangée eut lieu selon les mêmes mécanismes : de nombreuses échoppes de la Jl. Pasar Senen, mais aussi des parties du centre commercial Atrium, furent endommagées par des soldats de la marine provenant de la caserne Jl. Gunung Sahari, plus au nord. Comme dans l'exemple précédent, la bataille commença par une altercation avec des vendeurs, avant l'arrivée de renforts des casernes des soldats concernés.

Le cas de Senen reflète donc une division microscopique du quartier, construite principalement sur des bases ethniques. Les transformations et réaménagements du quartier la remettent néanmoins en cause. Dans le quartier de Kwini, par exemple, en raison de projets immobiliers liés à l'ancienne famille présidentielle, les habitants ont été évincés de leurs terres et l'on trouve des terrains vagues à l'endroit d'une ancienne zone de contrôle moluquois, aujourd'hui disparue. Parmi les lieux qui ont connu une restructuration, on peut également compter la Jl. Kramat Raya, à proximité de la passerelle pour voitures, qui est devenue une zone calme, à l'exception des échoppes de nourriture de la région de Padang.

C'est dans le Triangle de Senen, à l'emplacement de l'actuel centre commercial Atrium, que des changements majeurs ont eu lieu, en relation avec le remaniement du tissu urbain. Ce secteur n'est plus maintenant sous le contrôle du *preman* traditionnel, mais de sociétés de sécurité privées dont les gardes, les *satpam*, sont des employés. Tout se passe comme si l'on assistait à un transfert des pouvoirs. Les établissements modernes – les centres commerciaux, les gratte-ciel – sont passés sous des formes de contrôle également plus modernes et plus complexes, représentées par les compagnies de sécurité privées. Cependant, le rôle de ces dernières reste ambigu. Comme le soulignait un haut fonctionnaire du gouvernorat, «les patrons de ces entreprises sont les nouveaux *preman*». En effet, par leur structure même, que ce soit dans l'attribution des marchés, dans les relations qu'ils entretiennent avec les forces de l'ordre ou les abus qui sont signalés lors d'interventions musclées, leur légitimité et leurs méthodes sont souvent contestées⁷. Les transformations de l'agglomération ont donc engendré de nouvelles formes de contrôle, plus sophistiquées.

La division de l'espace en territoires peut également être retrouvée dans de nombreux quartiers. À Blok M, par exemple, la division s'opère non seulement spatialement, mais également en fonction des activités et des spécialisations⁸. Comme le montre la carte du partage de la rue en 2000 (voir carte 23 p. 255), dans ce quartier situé au cœur d'une zone résidentielle planifiée où habite l'élite

(elle apparaît sur les bordures de la carte), diverses fonctions sont rassemblées, depuis les fonctions administratives (le quartier général de la police, la mairie de Jakarta Sud et la représentation de l'ASEAN se trouvent sur l'avenue Trunojoyo), jusqu'aux commerces, loisirs, transports et écoles (parmi celles qui se battent le plus!).

La zone centrale où l'on trouve le marché, des centres commerciaux de luxe mais aussi de nombreux magasins et la gare routière, est la zone de plus grande animation. C'est là que s'opère la majeure partie du contrôle territorial de la rue. Dans les rues commerçantes, les vendeurs de rue et le parking sont encore contrôlés par des hommes forts javanais (arek). Les Batak et les Palembang sont responsables de la gare routière, selon une tendance que l'on retrouvait aussi à Senen. Le groupe moluquois (*Ambon*) contrôle principalement les commerces de l'artère commerçante immédiatement au sud du complexe commercial, la Jl. Melawai, de même que les bars et lieux de distractions qui se trouvent au nord de la gare routière, qu'ils partagent avec les Palembang. Enfin, un dernier secteur, situé à proximité de la Maison de la jeunesse, est contrôlé par les Javanais de l'est. Ils s'intéressent là encore au parking et aux nombreux vendeurs de rue. Cette carte montre ainsi un partage de la rue et des activités où l'on retrouve les spécialisations des ethnies à un niveau plus local. Celui-ci se traduit par une division en territoires qui n'est pas sans entraîner des rivalités. Cela a été le cas en 2000 entre les Arek, qui défendaient les vendeurs de rue à proximité de la gare routière, et les Batak, qui contrôlaient la gare routière. Cependant, des espaces interstitiels, tels qu'on les voyait à Senen, figurent également sur la carte. Ce sont principalement les abords des grands magasins modernes situés à l'est du complexe et le centre commercial sur la partie occidentale de la carte, dont les trottoirs sont libres de tout contrôle⁹. Ces interstices peuvent être expliqués par la structure même de ces établissements dont la sécurité a été confiée à des entreprises privées, selon des mécanismes semblables à ceux mis en œuvre dans le Triangle de Senen.

L'exemple de Blok M montre ainsi comment les caïds procèdent à un contrôle de la rue dans les lieux les plus stratégiques de la ville, même à proximité des organismes de contrôle de la ville – le quartier général de la police et la mairie de Jakarta Sud sont à quelques centaines de mètres.

Les cartes de ces lieux publics donnent une image de territoires statiques, aux limites bien définies, qui dégagent presque une impression d'entente, voire d'harmonie. La réalité est quelque peu décalée face à cette image d'Épinal, que les caïds eux-mêmes tentent de donner à qui les interroge sur leurs activités.

Des systèmes de contrôle ?

À la tête de ces territoires, on trouve principalement le caïd. Il est en général considéré comme une personnalité incontournable du quartier, en tant que responsable de la sécurité – c'est le point de vue qu'il aimerait voir partagé par tous – mais également comme *preman*, voire comme criminel. Ces attributions proviennent du rôle ambivalent du caïd dans le quartier et de l'ambiguïté de la notion de contrôle. En indonésien, on utilise communément le terme de *pegang* pour désigner celle-ci. Ce verbe a un sens à la fois actif et passif : il signifie tenir, contrôler, maîtriser, mais également gérer les affaires. Le chef informel du quartier est donc un maître dans le sens où il est non seulement supposé être impliqué dans le quartier et s'en occuper, mais il en est également le dirigeant, presque le propriétaire. Il n'a pas à prendre directement en charge les affaires illégales, dans la mesure où ses lieutenants sont censés s'en occuper. Il n'intervient directement que dans le cas de conflits majeurs, afin de les calmer, comme on a pu le voir avec l'exemple d'Igor le Javanais. Ainsi, la notion de contrôle couvre un éventail de significations mais aussi de comportements face au territoire, qui font écho à l'ambiguïté même du terme de *preman*.

Les lieutenants

Au centre de l'organisation des systèmes de contrôle des territoires créés par les caïds se trouvent les lieutenants (*anak buah*). Ils s'occupent des aspects routiniers de l'exploitation du territoire : collecte de fonds auprès des commerçants ou des vendeurs de rue, aide aux manœuvres des voitures quand elles se garent et garde de celles-ci pour les spécialistes du parking, jusqu'aux batailles dont ils sont les protagonistes principaux, quand besoin en est. La relation entre le champion et ses lieutenants suit en général un schéma paternaliste, comme l'évoque le terme indonésien (*anak* signifie enfant). Ils sont censés respecter leur chef, qui, en échange, leur donne un travail et un salaire régulier, comme l'indiquaient les propos d'Anto (voir p. 204). Certains de ces caïds ont non seulement des relations professionnelles avec leurs recrues, mais aussi des rapports plus informels : ils les invitent dans des bars ou dans d'autres lieux de loisirs, leur trouvent d'autres occupations, etc. La plupart des lieutenants proviennent de la même région que le chef. Le recrutement, si l'on peut employer un tel terme, a lieu grâce à des relations personnelles. C'est ce qu'illustre le système décrit par Husni, Betawi, caïd jusque dans les années soixante :

« – D'habitude, nous ne recrutons pas nos lieutenants. Nous étions à un poste à Guntur [à proximité de Manggarai]. À cette époque, j'avais un ami, il s'appelait Ibrahim. De temps en temps, il amenait un ami, qui était au chômage. Ibrahim demandait qu'on lui donne un travail.

[...] Je regardais, je le testais. Quand dans le quartier ou au marché, il y avait quelqu'un qui avait une attitude arrogante, on lui demandait de s'en charger. On le testait. Vas-y! Tu en es capable (berani)? S'il en était capable, on le recrutait. S'il n'en était pas capable, il restait un lieutenant, mais seulement de la catégorie de ceux qui mangent, de la classe qui vient donner une impression de nombre. Ceux de cette classe ne montrent du courage que lors des tabassages, quand il y a du monde. On ne le chasse pas, il s'agit de lui donner à manger, parce que c'est un ami qui l'a présenté.

- Les nouvelles recrues proviennent du même quartier ou ce sont des proches?

- Pas forcément. Par exemple, j'ai un ami; apparemment, sa future femme vient des Moluques. On amène le petit frère de cette dernière. Je le connais, je le recrute. Il devient un lieutenant (diangkat) ou un ami. Tous les gens le prennent pour un lieutenant, mais il n'est pas sûr qu'il en soit un.

- Et le salaire?

- Nous regardons les rentrées chaque mois et on les divise, selon l'activité et le courage (berani) de chaque personne. Il y en a qui gagnaient 20000 rupiah, d'autres 17000 par mois, etc., selon l'activité et le courage. À chaque fin de mois, vous apportez les factures. Tout était compté en fonction de factures, les contributions également afin de les vérifier. Sur 100000 rupiah par exemple, nous rendions 75000 rupiah, gardions 25000 pour notre administration, il se pouvait même que nous donnions 10000 ou 12000 rupiah à Senen.»¹⁰

Ici, le recrutement repose sur des relations personnelles et amicales. Il se déroule de façon naturelle, au point que Husni nie au départ devoir recruter qui que ce soit. En raison de sa position, on lui présente «naturellement» des recrues, ce qui traduit sa légitimité dans le quartier. Personnalité reconnue et appréciée, incontournable et influente, il peut procurer du travail à des nouveaux venus. Ces réseaux de connaissances, souvent établis selon des lignes ethniques, expliquent comment les concentrations régionales de caïds naissent et demeurent à l'échelle de Jakarta, mais aussi à celle de quartiers comme Senen ou Blok M.

Les épreuves que le chef fait passer à ses lieutenants sont révélatrices des formes d'appropriation et de contrôle du territoire. Les «tests» reposent sur la violence, l'aptitude à se battre par exemple, afin d'exploiter, de dominer le territoire, ce qui renforce l'idée qu'un territoire est perçu comme un espace de prédation, un territoire économique. Le quartier ainsi dominé est également un lieu d'attache, que l'on défend contre les agressions extérieures, contre les rivaux, à l'image du *bromocorah* décrit par Mochtar Lubis (voir p. 179). Grâce aux lieutenants, l'espace contrôlé est constamment surveillé, afin de se prémunir contre toute forme de concurrence.

La seconde catégorie de lieutenants, ceux qui ne savent pas se battre, met en relief l'importance du nombre. Ces lieutenants demeurent sous l'égide du chef, afin de grossir le nombre des personnes sous sa protection, selon une logique quelque peu paternaliste mais surtout stratégique: l'adversaire doit être impressionné lors d'une bataille, d'où l'importance du facteur numérique. Elle tient d'une dynamique de prestige: un meneur est d'autant plus grand et fort que le nombre de ses partisans est grand. C'est une marque de puissance, mais également de charisme

et de rayonnement, qui n'est pas indépendante de certaines caractéristiques que l'on trouvait, par exemple, dans les royaumes précoloniaux de Java, où la puissance d'un souverain se mesurait non pas à l'étendue de son territoire mais au nombre de ses adeptes¹¹. Ce sont ces héritages culturels et l'importance de ces liens jusqu'à nos jours que souligne Denys Lombard :

« Il ne peut prétendre à être vraiment quelqu'un que s'il a des "gens à lui", des "hommes ligés" (anak buah), qu'il place, qu'il aide, et qui prennent son parti en cas de conflit. Un des grands ressorts du milieu réside dans ce qu'on désigne du mot de kekeluargaan, formé sur la base keluarga, "famille"; [...] les rapports y sont calqués sur ceux qui unissent un père à ses enfants. »¹²

Ce qui est décrit ici, ce n'est pas le système élaboré par les caïds à Java, mais les relations de clientèle que l'on trouve aujourd'hui chez les fonctionnaires indonésiens. Il s'applique parfaitement à notre monde et dénote combien le système des lieutenants, s'il a des aspects pratiques certains dans le contrôle et l'exploitation de leurs territoires, relève de mécanismes sociaux plus globaux : ceux de relations que l'on trouve dans toute la société.

L'entretien avec Husni nous permet d'aborder un dernier ressort du fonctionnement de ces réseaux : les rémunérations et les relations financières au sein du groupe sous la direction du caïd. Les pourcentages révélés ici semblent être quelque peu exagérés. D'autres caïds parlaient plutôt d'un tiers de la somme gagnée et non pas de 75 % comme décrit ici. Néanmoins, ces partages révèlent les relations d'intérêt mutuel au sein du groupe : le caïd rétribue ses lieutenants, les soutient, les protège, parfois les loge, et en échange, ils se chargent des affaires courantes et lui doivent respect et obéissance. Il s'établit donc entre le *preman* et l'*anak buah* une relation non seulement paternaliste, mais aussi de clientèle¹³.

Au sein d'un même groupe, plusieurs types de lieutenants sont donc en présence. Ainsi, le groupe d'Igor, que je n'ai jamais réussi à dénombrer de façon précise, comportait diverses sortes de recrues. S'ils étaient presque tous d'origine Batak, on en trouvait cependant qui étaient installés depuis longtemps à Jakarta, habitaient un quartier voisin et trouvaient là un emploi stable. D'autres avaient d'abord été pickpockets et étaient passés par des activités diverses avant d'entrer dans le groupe. Un des membres était arrivé de son village près du lac Toba depuis trois mois. Âgé de 18 ans, il était issu d'une famille d'agriculteurs de neuf enfants. À Jakarta, un cousin éloigné l'avait aidé en le présentant à Igor. Celui-ci l'avait d'abord recruté pour prélever les diverses contributions des commerçants. Il l'avait ensuite placé dans un de ses bars et, lors de mon départ en 2000, il était à nouveau sur le marché. Enfin, on trouvait dans ce groupe des soldats, en particulier l'un de ceux qui avait déclenché la bataille de 1999. Au moment de la résolution du conflit, le chef de la sécurité du marché, qui avait la particularité de se charger des problèmes formels et « informels » de la sécurité, l'avait recruté parmi ses lieutenants informels. L'avantage pour ce soldat

résidait principalement dans l'espoir de revenus supplémentaires pour compenser les bas salaires que peuvent avoir les militaires ordinaires. Quant au chef, il était dans son intérêt d'avoir des militaires sous ses ordres : bien entraînés, en bonne forme physique, obéissants, ils possèdent en outre une arme.

Les autres systèmes de protection

« Leur instinct est de rechercher la protection », me disait un ancien champion. Cette vérité générale fonctionne aussi bien pour le caïd, pour ses lieutenants, que pour les autres agents de contrôle sur la ville. L'analyse des structures territoriales de l'armée et de la police montre comment ces instances tirent profit de l'exploitation de la ville. Il en est de même pour certaines activités – la prostitution ou le jeu, où les soldats ou même certains hauts fonctionnaires de la ville, ont des intérêts. Cependant, la manière dont ces différents organismes interfèrent, entre les actes de délinquance, les sphères informelles et les organismes de contrôle formel, est difficile à clarifier. Ainsi, dans l'entourage des caïds et leurs connaissances, on trouve fréquemment des membres des forces de l'ordre. Anto, par exemple, montrait fièrement la carte de visite d'un chef de la police de Jakarta. Dans un de ses emplois secondaires – la sécurité d'un établissement de jeux – il travaillait de concert avec un officier de la police. Igor, lui, comptait plusieurs officiers de l'armée et de la police parmi ses amis. Néanmoins, leurs relations dans l'exploitation des territoires demeuraient encore quelque peu floues, au-delà d'une entente possible en cas de problème avec les forces de l'ordre. Si les relations entre caïds et forces de l'ordre ont été vues sous l'Ordre nouveau, qu'en était-il au niveau local, à l'époque de mes recherches, depuis que le gouvernement avait décidé en 1983 d'éradiquer les caïds de la capitale ? C'est à cette question que je me suis efforcé de répondre, en analysant l'organisation des voleurs à la tire dans un quartier comme Senen.

Les groupes de voleurs subsistent grâce à leur organisation et à leurs relations avec les forces de l'ordre, ce qui explique la permanence des lieux de danger (examinée en première partie) et pourquoi on peut trouver des zones de délinquance à proximité immédiate des postes de police. Les différents membres d'un groupe de pickpockets donnaient ainsi un pourcentage de leurs gains au chef du groupe, qui gardait l'argent afin d'entretenir de bonnes relations avec les autorités, la police en particulier, pour les situations difficiles, celles où l'on aurait besoin d'acheter le silence d'un témoin, de payer une caution ou de corrompre un fonctionnaire. Ces relations peuvent prendre plusieurs formes :

– avant de commettre un délit : on achète le silence des forces de l'ordre sur place (entre 1993 et 1996, la somme que l'on devait donner était d'environ 25 000 *rupiah* [l'équivalent de 12 euros], en 1999, d'environ 100 000 *rupiah*

[l'équivalent de 15 euros]). Les officiers de police, par exemple, pouvaient s'engager à demeurer dans leur poste pendant deux heures, le temps pour les voleurs d'agir ;

– pendant l'opération : lorsque l'on rencontre un fonctionnaire du marché ou de la police ou un soldat, on achète son silence ;

– après le vol : quand une plainte est déposée et qu'un policier entend parler d'un vol, il demande sa part au caïd, sachant à qui la demander en fonction de l'emplacement et de l'heure où s'est déroulé l'acte [journal de terrain et entretiens].

Si ces pratiques ne sont pas le fait de tous les policiers, elles montrent cependant la manière dont le territoire est contrôlé de façon informelle et en expliquent la permanence. Dans de telles situations, les représentants des forces de l'ordre franchissent la sphère de l'informalité, tout en représentant l'autorité. C'est cette tendance que l'on retrouve fréquemment dans les journaux et dans les discours officiels, qui dénoncent la présence d'« *oknum* ». Ce terme, qui signifie au sens propre un « individu », désigne des membres de l'armée, de la police ou du gouvernement qui commettent des actes illégaux. Il souligne combien ces actes sont dissociés des organismes auxquels les contrevenants appartiennent, de manière à disculper leur corps d'origine. On peut également considérer ces distinctions comme des marques de la frontière entre les activités officielles et informelles de ces individus¹⁴.

Les prises de possession des territoires

Les relations des caïds avec les vendeurs et les autres personnes qui travaillent sur leurs territoires offrent généralement une image idéale d'harmonie au sein d'une communauté : les *preman* ont été choisis par les commerçants, sans aucun problème ni friction avec les habitants du quartier ou avec d'autres groupes. Tout se passe comme si le quartier s'était partagé de façon naturelle, ce que les cartes établies auraient tendance à suggérer. Cette image est légèrement discordante de la réalité. Pour se faire admettre dans un quartier nouveau, le nouveau caïd doit employer de nombreuses techniques.

Techniques

Daeng Imran, Makassar qui contrôle le trottoir du cinéma Grand de Senen, est parvenu à soumettre la zone qu'il contrôle aujourd'hui grâce à plusieurs procédés. Lorsqu'il était à Ujung Pandang, ancien nom de Makassar, il était revendeur au noir de billets de cinéma. En 1962, c'est en raison du caractère stratégique et central du lieu qu'il est venu à Senen et qu'il s'est lancé dans le

même secteur. Au guichet du cinéma, il y avait une petite ouverture de manière à glisser l'argent. Afin que les spectateurs n'y achètent pas leur billet, il les menaçait d'un couteau à l'emplacement de l'ouverture. Ainsi, il revendait 100 *rupiah* un billet de 75 *rupiah*. Une soirée de travail lui permettait ainsi de se nourrir pendant une semaine (le prix d'un repas à l'époque était de 15 *rupiah*). Afin de justifier son activité, il montrait que c'était un emploi plus intellectuel que d'être porteur¹⁵, et qu'il s'agissait d'un moyen pour que ses subalternes ne deviennent pas pickpockets, ce qu'il avait exposé au bureau de police qui l'avait compris¹⁶. Pour soumettre le reste du trottoir, il avait développé d'autres techniques. La principale d'entre elles consistait, pour les commerçants récalcitrants, à détériorer tous les jours le cadenas de leurs stores. Au bout de plusieurs jours, ils finissaient par céder et lui versaient une contribution de sécurité. Une autre méthode consistait à envoyer un de ses lieutenants à l'échoppe qui ne voulait pas se soumettre. Celui-ci y demandait régulièrement des cigarettes ou de la nourriture qu'il ne payait pas. Face à ce genre de situation, le tenancier, s'il n'était pas capable de se défendre, n'avait que le choix de déménager ou de payer. En ce qui concerne le recours à des méthodes plus violentes, mes interlocuteurs se sont montrés muets, probablement en raison du désir de préserver une image de marque non violente teintée de respect de la communauté à leur égard. Cependant, ces méthodes brutales existent comme le montrent les conflits réguliers entre les vendeurs de rue et les *preman*¹⁷.

Se faire admettre par la force des commerçants, vendeurs et autres personnes qui travaillent dans une zone n'est qu'un aspect de la conquête du territoire. L'autre volet est l'éviction du groupe (ou *caïd*) dominant précédent, notamment en le dépossédant de ses sources de revenus. En effet, lorsqu'on regarde la carte de contrôle ethnique des lieux publics de Jakarta et la carte actuelle, à Jakarta Centre du moins, de nombreuses zones sont semblables, mais leur « propriétaire » a changé. Plusieurs modes de transmission, d'héritage, apparaissent ainsi, depuis le lieutenant qui reprend le domaine de son ancien maître (situation dont j'ai peu entendu parler), jusqu'aux conflits et batailles pour évincer l'ancien *caïd* de son terrain.

Les guerres

L'accession au contrôle de ces territoires se déroule selon des formes variées dans l'utilisation de la violence : depuis le simple refus de payer, la menace, jusqu'aux batailles rangées. L'histoire de ces conquêtes est difficile à retracer, d'autant plus que les journaux n'en faisaient quasiment pas mention jusqu'à une époque récente, et qu'elles ont tendance à être minimisées par les protagonistes¹⁸.

Parmi les actes de violence individuels destinés à préserver son territoire, peu de témoignages m'ont été confiés. L'un d'entre eux fut l'un des moments

les plus difficiles de mes entretiens. Mon interlocuteur refusait jusqu'alors de me raconter tout événement qui pourrait ternir son image, aujourd'hui respectable. Au moment de narrer l'histoire, il se mit à pleurer, racontant qu'il se réveillait encore en larmes au milieu de la nuit en y pensant, qu'il avait fait le pèlerinage à La Mecque et qu'il tentait de vivre le plus possible selon les préceptes de la religion dans l'espoir de se racheter. Néanmoins, cette histoire permet de donner une idée de l'utilisation de la violence afin de maintenir un contrôle sur des zones déjà conquises, où tout rival est supprimé :

« Au cinéma Métropole¹⁹, j'ai dû tuer un rival sous l'écran. Un capitaine de l'armée était là et ne s'en remettait pas.

En 1958, je suis arrivé au TIM²⁰ avec ma femme. Elle était enceinte de 8 mois. À mon arrivée, Pak Pei [chef de Cobra] me fait appeler. Je dis à ma femme de m'attendre dans un restaurant. J'arrive à lui et il me dit : "Il y a un nouveau champion à la Taverne, qui est Brigadier mobile et vient de Kwitang. Il veut maîtriser la Taverne". La Taverne était un cabaret sur Gadjah Mada. Sur ce, Pei rajoute : "L'important, c'est de ne pas le tuer". Il me donne un pistolet et je suis parti avec un ami à moto. Arrivé sur place, j'appelle le type. Il se lève. En le voyant, je lui tire une balle dans la jambe. Je redirige le pistolet vers la victime, prêt à l'achever, mais mon ami m'arrête. Au retour, Pei demande des nouvelles. Puis, apprenant que ma femme était enceinte, il me reproche de ne pas le lui avoir dit, il ne m'aurait pas donné cette tâche à effectuer.

À la naissance de mon fils, celui-ci avait une marque rouge sur le visage, en écharpe sur l'œil droit. Son pied était tordu vers l'extérieur. Comme me l'a rappelé mon père, il s'agissait d'un avertissement et je devais arrêter de mener ce genre de vie.»

Alors que l'on tente en général d'atténuer dans les discours tout recours à la violence, son utilisation est ici racontée directement. L'importance des armes dans les règlements de compte ainsi que dans le contrôle du territoire apparaît : un rival, tout policier est-il, se déclare ; un lieutenant de l'organisation doit alors s'en « occuper », le meneur ne réalisant que rarement ce genre de mission. Le contrôle du territoire passe donc par la surveillance et la répression. C'est ce qu'illustre une des recommandations de Pak Pei : « Quand on te frappe, réponds, puis fais la paix. Mais quand tu frappes, fais vite la paix. » Comme dans toute guerre, violence et paix font partie ici d'une stratégie de contrôle du territoire.

Les remarques concernant la naissance de l'enfant révèlent l'omniprésence de la spiritualité chez certains caïds, jusque dans les actes menés (et non pas seulement dans les attributs des caïds qui sont doués de pouvoirs surnaturels). Elles permettent également de fournir une autre hypothèse aux réticences rencontrées face aux récits de violence, celle de la dimension du péché ou de la faute, ou encore de la conscience de l'immoralité des techniques employées.

Néanmoins le cas de Senen depuis 1965 permet d'examiner un éventail de situations d'appropriation collective. Le marché de Gaplok, sur la voie ferrée au sud de la gare, à la limite occidentale du quartier de Tanah Tinggi, est passé d'une domination Betawi à une domination maduraise par un petit conflit. Les

habitants du quartier racontent que les Madurais s'y seraient installés grâce à une tactique simple. Ils y auraient ouvert une échoppe et, lors du passage du caïd local, Idrus Beruang, ils auraient refusé de le payer. À la suite d'une bataille, où l'ancien chef a été dépossédé de son pouvoir sur le marché, les Madurais sont passés maîtres des lieux. De même, au début des années quatre-vingt, lors du transfert de la gare routière de la place Banteng à Senen, le contrôle par les Batak s'est effectué au moyen d'une bataille contre les Moluquois de Kwini.

Parmi les conflits les plus importants qui ont eu lieu dans le quartier depuis 1965, et surtout depuis la chute de l'organisation Cobra qui contrôlait la majeure partie du quartier jusqu'alors, un certain nombre de batailles se sont déroulées, qui ont marqué la plupart des esprits dans le quartier. C'est donc grâce à des récits, seule source qui m'était disponible, que j'ai pu retracer ces modes d'appropriation de la ville.

Depuis la fin de la Révolution, plusieurs conflits ont eu lieu, la plupart sur des bases ethniques : les Banten contre les Makassar, les Banten contre les Batak (un conflit de courte durée), les Padang contre les Ambon, les Makassar contre les Javanais de l'est, l'armée contre les *preman*, etc., sans compter les divers épisodes d'émeutes qui ont marqué Senen (en 1974, 1996 et 1998), ni les combats entre les gangs de jeunes – ceux du complexe militaire de Siliwangi non loin de là ou ceux du quartier de Tanah Tinggi, par exemple – qui appartiennent à d'autres formes de constitution de territoires.

Le premier grand conflit, qui se tint en 1966 entre les Banten et les Makassar, a probablement été le plus long. Selon les sources, il aurait eu pour origine soit un conflit venant de Tanjung Priok, entre les coolies – de Banten – et les marins²¹ – Makassar –, soit une rivalité pour le contrôle du complexe de prostitution de Planet²². Dans les deux versions, la bataille s'est déroulée sur des bases territoriales et selon des réseaux ethniques. La seconde version, donnée par des répondants Makassar (la première provenait d'un interlocuteur de la région de Banten), souligne le rôle d'autres groupes ethniques dans l'origine de la bataille. Il s'agirait de personnes originaires de Tegal ou de Cirebon, qui se seraient unies et auraient pris la bannière de Banten – l'autre groupe dominant dans le complexe de Planet – afin de combattre les Makassar. Leur but était le gain d'un « terrain d'action » et d'une influence qu'ils n'avaient pas jusque-là. Cette explication est confirmée par l'amitié des deux chefs Banten de l'époque, Haji Said et Haji Hassan, avec les Makassar²³. Une paix fut organisée dans l'un des théâtres de Senen, Miss Tjitjih, mais la bataille continua : « C'était comme une bataille de rue, vicieuse et féroce, où la seule loi appliquée était celle de la jungle. » Il y eut beaucoup de victimes. Durant la bataille, les Makassar ont été obligés de se réfugier dans le quartier voisin de Tanah Tinggi, à Mohammad Ali, et les combats n'ont cessé qu'avec l'intervention du bataillon de l'armée

situé à Tanah Tinggi (Yon Angmor), auquel les Makassar avaient demandé de l'aide. Cet exemple montre l'importance des forces armées : celles-ci protégeaient les Makassar (l'un de leurs chefs faisait partie du bataillon), alors que la police avait pris le parti des Banten (l'un des membres de la Section 6 de la police, en charge du quartier, provenait de cette région). Dans un tel contexte, on peut voir comment réseaux ethniques et relations de proximité sont importants. Les forces de l'ordre qui interviennent sont celles situées immédiatement à proximité du lieu, comme si les quartiers alentour faisaient partie de leur territoire naturel. À cela s'ajoutent les liens ethniques qui viennent renforcer ces liens spatiaux. L'armée et la police sont ici considérées par les caïds comme des forces qui interviennent en faveur d'un des camps et non de façon neutre afin de rétablir l'ordre public. Elles sont perçues, en raison de liens personnels, comme des pouvoirs, mais des pouvoirs à utiliser dans les luttes.

Le second grand conflit qui frappa le quartier eut lieu en août 1978, entre les Makassar et les Javanais de l'est dans le quartier de Kramat Soka, derrière le cinéma Grand. Les deux versions racontées, provenant des meneurs de chacun des partis à l'époque, diffèrent peu²⁴. Comme celle des Javanais, et en particulier de leur chef de l'époque, est plus détaillée, c'est elle que je reprends pour le compte rendu du déroulement des combats. Anto le Cinglé raconte ainsi qu'elle aurait eu pour origine un malentendu aux conséquences graves. Le conflit commença lorsque des lieutenants (*anak buah*) soûls se mirent à se battre après avoir essayé de tirer de l'argent du territoire de l'autre. On en vint à l'affrontement. Les Javanais, ayant eu vent que les Makassar voulaient se venger de la bataille précédente, rassemblèrent leurs troupes. À 16 heures, ils étaient tous prêts. Mais, contrairement à toute attente, au lieu d'attaquer par la grande artère – la Jl. Kramat Raya – les Makassar passèrent par l'est, par l'intérieur du quartier. Ils se trouvaient à l'arrière. Devant, les Javanais virent arriver une Jeep et, pensant qu'il s'agissait de l'ennemi, l'attaquèrent. Malheureusement, il s'agissait d'un policier. Le résultat : treize camions des forces spéciales de la police (*Brimob*) furent parachutés, entrant dans chaque maison, tirant, et trente-six personnes furent arrêtées. Celles-ci étaient passibles de trois ans de prison mais n'ont été condamnées qu'à six mois : un des habitants du quartier était frère de procureur. Quant au chef, qui me racontait l'histoire, il avait été contraint de fuir à Surabaya, revenant de temps en temps à Jakarta afin de veiller sur ses affaires, grâce à l'aide de ses lieutenants, alors que les Makassar voulaient toujours sa mort. Les Makassar, dans leur compte rendu, mettent quant à eux l'accent sur la méprise des Javanais, en notant que si un policier n'avait pas été attaqué, ils auraient été éliminés. Les deux parties s'accordent sur les motifs de ces tensions : les combats avaient pour origine une « jalousie sociale », selon les Makassar, provenant du contrôle makassar sur les cinémas Grand et Mulya

Agung, de forte fréquentation, ainsi que sur les magasins alentour alors que les Javanais ne pouvaient tirer de revenus que du parking de voiture. La rivalité et le conflit auraient donc une cause économique : la lutte pour les ressources des différentes zones de Senen.

La principale différence entre les deux comptes rendus fournis par les protagonistes plusieurs années après les événements réside dans la date : 1978, selon le souvenir des Makassar, 1972, dans la mémoire javanaise. Ces deux années sont toutes deux plausibles. C'est en effet en 1978 que les magasins de pièces détachées pour voitures ont déménagé du territoire javanais (Jl. Kramat Raya) au marché de Senen, provoquant une baisse de la fréquentation de l'avenue. Cela expliquerait l'affirmation des Makassar qui consistait à dire que les Javanais étaient sans ressources. 1972, en revanche, est l'année de création de la compagnie municipale de parking PT Parkir Jaya, qui venait frapper de plein fouet l'hégémonie est-javanaise sur l'activité, expliquant alors la volonté d'expansion des Javanais. Selon cette version, ce conflit tirerait donc ses origines, non seulement de tensions avec les voisins, mais aussi d'une rivalité face aux agences gouvernementales, de l'appropriation par celles-ci de ressources qui restaient jusque-là entre les mains d'acteurs informels, d'où la recherche de débouchés nouveaux. La création de nouvelles agences publiques et la mainmise du gouvernement local sur des activités qui étaient dévolues au secteur informel entraîneraient ainsi des conséquences jusqu'aux niveaux les plus locaux, provoquant des conflits de rue. Le lien entre les systèmes de contrôle informel de la ville, ceux des caïds, et les systèmes officiels du gouvernement local, est ainsi établi de façon claire. Ces batailles font donc partie d'un système sur lequel l'organisation et les politiques publiques influent.

L'autre version – makassar – souligne l'importance des activités au sein du territoire et des transformations qui y ont lieu, en particulier la structure des commerces. Ici encore, les décisions d'aménagement du quartier, comme le transfert des magasins dans un nouvel espace (les blocs IV et V du nouveau marché), sont à la source des rivalités et ont des effets clairs sur l'organisation informelle du quartier. Alors que les Javanais soulignaient l'atteinte portée à leur activité principale, ici les Makassar mettent l'accent sur les éléments constitutifs du territoire qui les intéressaient : les commerces.

Les spécialisations et les préoccupations de chaque groupe transparaissent dans le compte rendu des combats : d'une part, l'exploitation de la manne apportée par les commerces – pour les Makassar – d'où l'importance accordée aux magasins, d'autre part, le rôle d'une activité, quasiment d'un métier, celui du parking informel, – pour les Javanais – dont le monopole a été pris par le gouvernement local. Le quartier est donc un enjeu économique méritant bien une guerre, mais la perception de cet espace diffère selon l'identité du groupe et de ses activités, comme

si un même lieu ne prend sens que par l'activité du groupe qui le domine : un même espace, plusieurs activités, mais des territoires conflictuels.

Au-delà d'un espace économique à exploiter, la ville devient un espace géopolitique. En racontant les affrontements, Anto le cinglé redessinait à l'aide de ses bras la carte du champ de bataille, montrant la disposition des troupes, par où les Makassar étaient arrivés sur son territoire et les diverses tactiques utilisées. Il faisait également un récit détaillé des préparatifs :

« Les Javanais de l'est provenaient également de Cikini, Sarinah, Guntur (près de la Police militaire), Blok M, Pasar Baru et Pecenongan. Nous étions tous solidaires, ce qui est rare aujourd'hui. Nous avons acheté du tissu blanc pour faire des bandeaux que nous nous sommes mis sur la tête, comme signe de reconnaissance. Comme armes, nous avions des machettes, des serpes, des bâtons de bambou acérés et des lances. »

Cette description contient bien plus de détails que la bataille même. Elle permet de comprendre la signification de l'affrontement pour les protagonistes : ce ne sont pas de simples bagarres mais bien des guerres. Les différents éléments y sont rassemblés depuis la composition des troupes, présentées telles des divisions provenant des principaux quartiers à forte concentration de Javanais de l'est, les armes utilisées, jusqu'à l'uniforme, matérialisé par les bandeaux blancs. Le récit d'Anto le cinglé différenciait également les altercations, qui avaient eu lieu entre les lieutenants à la source de la bataille, présentées comme des disputes (*keributan*), des vrais combats qui ont suivi. De même, en me racontant ce différend initial, Anto montre l'analyse d'un des chefs Makassar : celui-ci croit que les Arek veulent le défier, rivaliser avec lui, voire le menacer (*melawan*)²⁵. Cette provocation prend ici le sens d'un *casus belli*.

Dans les récits Makassar des combats, les nombreuses évocations de la notion de paix révèlent également l'aspect guerrier : contre les Banten, il y avait eu une paix qui n'avait pas été respectée et les combats avaient cessé sans qu'aucune autre paix ne fût envisagée ; contre les Javanais, pas de paix. Si ces remarques semblent étranges au premier abord, surtout lorsqu'on imagine ces affrontements comme des bagarres entre petits caïds – ce qui était mon cas au début – ces allusions ne prennent signification que si les événements sont considérés comme des guerres, ce que suggère le terme de « paix ». C'était le cas des protagonistes. Pour eux, il ne s'agissait pas de simples règlements de compte, mais d'affrontements formels. La paix, dans un tel contexte, marquait le respect réciproque des deux parties, mais elle posait aussi les bases d'une cohabitation et d'une exploitation paisible des différents territoires, sans interférer dans les affaires du voisin. La distinction entre simples bagarres et guerre ou batailles, mise à part la dimension héroïque et épique qui surgit lors du récit, est donc importante : elle est le signe d'un équilibre qui n'a pas été trouvé et elle rejoint l'idée d'harmonie au sein du quartier. Le découpage ethnique souligné

pour le quartier de Senen devient ainsi un découpage stratégique, quasiment géopolitique, qui résulte de rapports de force.

Cette volonté de paix et d'harmonie apparente est soulignée par un autre élément. En effet, le premier récit que l'on me fit, celui de la bataille de 1966, présente quelques incohérences. Mon interlocuteur makassar montrait que les groupes à la source de la bataille n'étaient pas les Banten mais plutôt les Javanais de la côte nord (Tegal, Cirebon). Dans un tel contexte, comment comprendre que si les Banten ne prenaient pas part aux combats, lors de l'intervention des forces de l'ordre, les Makassar aient refusé de se rendre à la police parce qu'ils étaient soutenus par les Banten? On peut par conséquent se demander s'il n'y aurait pas une volonté de masquer les aspects conflictuels entre groupes dominants afin d'afficher une harmonie qui existerait dans le quartier, au-delà des batailles.

Dans la justification de cette harmonie, l'argument ethnique est paradoxalement repris. Afin de masquer les frictions qu'il pourrait y avoir entre les groupes principaux, le répondant imputait les problèmes du quartier à des groupes de moindre influence, les Tegal et Cirebon. On peut ainsi voir comment, afin d'établir une image d'harmonie entre ethnies dominantes, ce sont des différences ethniques qui sont mises en avant! L'Autre, l'ennemi, est en général identifié à une région, mais l'utilisation de l'ethnie comme catégorie permet de manipuler, de simplifier voire de renforcer les stéréotypes ethniques. Au-delà de l'affirmation identitaire, l'utilisation de la catégorie ethnique affirme un pouvoir: l'ennemi ou l'allié sont désignés par leur ethnie lorsqu'il y a rivalité. Elle est donc le témoin d'un rapport de forces, sous le couvert de l'appartenance à une identité régionale.

Contrairement à un certain nombre d'auteurs qui écrivent sur la question, il ne s'agit pas de savoir si le *preman* peut être considéré ou non comme un « Robin des bois des temps modernes ». Cela serait lui attribuer un rôle et une fonction qui apparaîtraient presque nécessaires dans le règlement des déséquilibres engendrés autrefois par l'économie de plantation, aujourd'hui par la ville. Or, ce serait pousser trop loin une vision plus qu'organisée de l'espace urbain, chaque personne y tenant son rôle, y compris les malfaiteurs et la criminalité. Ce qui a davantage d'intérêt dans le cas du caïd, ce sont les conditions mêmes de son existence et de la permanence du personnage au sein des quartiers. Quand un caïd prend sa retraite, un autre le remplace immédiatement, comme l'illustre l'exemple de Tanah Abang. Ces mouvements apparaissent comme un processus d'appropriation de la ville tout à fait normal, une maîtrise de ses ressources et même de sa population. C'est ce que montre l'ambivalence des sentiments de la population à l'égard du *preman*, mélange de crainte et de respect. Ce qui compte en effet, c'est son existence et son inscription mêmes dans la ville et ses quartiers, comme un personnage « normal ».

L'organisation sous-jacente de Jakarta fait donc intervenir toutes les sphères de contrôle de la ville et souligne combien l'organisation formelle, les diverses institutions de la ville participent à cette administration. À une petite échelle, le caïd est le reflet d'un milieu diversifié mais qui a une identité propre. L'argot en est un signe et traduit la place marginale du *preman*. Celui-ci s'inscrit cependant dans des réseaux de contrôle et d'intégration du pays, comme le montre l'importance des filières régionales. Son pouvoir repose essentiellement sur son charisme, ce qui est paradoxal. Légitimé par une appropriation plus ou moins violente du territoire ou de biens, il ne se bat que rarement. Ce n'est pas un homme fort à proprement parler – un grand nombre d'entre eux sont d'ailleurs de petite stature –, mais plutôt un administrateur. Ses méthodes s'apparentent à celles du gouvernement dans son organisation – avec le système des lieutenants. À une plus grande échelle, il participe d'une administration de la ville comparable par beaucoup d'aspects à celle des autorités, notamment en raison des activités illégales de ces dernières. De plus, les modes de fonctionnement et d'exploitation de la ville par le *preman* établissent un contrôle, source d'équilibres ou de déséquilibres, à l'image des politiques urbaines. Enfin, la division du territoire établie par les caïds, les conflits qui en naissent, correspondent à des formes d'exploitation semblables aux structures territoriales régies par l'armée, la police ou le gouvernement local. Ces similitudes montrent toute l'ambiguïté du *preman* dans ses relations avec le pouvoir : tantôt il est un partenaire du gouvernement local, tantôt il est combattu par ce dernier. L'organisation cachée de la ville est donc révélatrice de la complexité des réseaux géographiques au sein de la capitale, traduction des logiques d'intégration nationale et des structures du pouvoir du pays.

CONCLUSION

À Jakarta, la relation entre violence et territoire se manifeste pleinement dans l'organisation de la ville et dans son contrôle. Afin d'analyser cette relation, je suis passé de l'étude des manifestations les plus évidentes de la violence à celle des structures cachées qu'elles révélaient, de manière à préciser leur influence sur le tissu urbain.

Dans un premier temps, j'ai cherché à identifier les logiques de violence et la manière dont elles projettent l'image d'une ville dangereuse, nourrie d'un fort sentiment d'insécurité. Ces logiques ont révélé, dans une deuxième partie, les mécanismes de pouvoir à l'œuvre à Jakarta, notamment les structures de contrôle urbain, leurs modalités d'intervention quotidienne sur le terrain et les réactions populaires qu'elles suscitent. Puis – dans la troisième étape de l'analyse – j'ai étudié le décalage entre ces structures officielles de contrôle urbain et les mécanismes de régulation informelle, qui intègrent des éléments marginaux dans la ville et déterminent l'exploitation de ses ressources.

Cette étude souligne la complexité du système de gestion et de fonctionnement d'une métropole comme Jakarta. Elle s'est référée à plusieurs types de violences, qui vont de la violence physique à celle commise par l'État, en passant par des formes de violence symbolique comme la corruption ou le népotisme. Quelle que soit sa nature, la violence est apparue comme un signe de la lutte pour l'exploitation des richesses à tous les niveaux, de celui de l'État à celui du quartier ou du carrefour.

Au niveau supérieur, j'ai étudié des cas de violences étatiques, dans la lignée des événements de 1965, en particulier ces émeutes qui mettent en scène dans la

ville des rivalités pour le pouvoir ou pour l'affirmation de l'autorité. L'épisode du « Tireur mystérieux » a pu être analysé selon une même logique de légitimation d'un acte illégal par l'État. Grâce à une approche chirurgicale du désordre et de la déstabilisation, il s'agissait pour ce dernier de supprimer toutes les formes de « nuisance », de menaces mettant en péril son pouvoir et sa légitimité. Cette politique peut avoir au moins deux significations : elle consolide la légitimité de l'État par la violence et elle s'inscrit en même temps dans la lutte contre des groupes de caïds plus ou moins bien contrôlés. Les violences étatiques telles que les émeutes qui visaient Jakarta en tant que capitale, symbole du pouvoir centralisé, font apparaître un premier niveau d'analyse géographique de la violence : la métropole en tant que symbole du régime. Les violences analysées ici avaient pour but d'établir une plus grande sécurité dans la ville et dans le pays, mais par un mouvement paradoxal, elles sont également source d'angoisse au sein d'une population qui ignore souvent la nature des ressorts du pouvoir.

À un deuxième niveau de violence, quotidienne, on a pu montrer que les batailles visent à la conquête de territoires lorsque des changements de configuration dans la ville se produisent, comme le montrent les exemples de Manggarai et de Matraman. Ce dernier cas de figure met aussi en jeu l'expression d'une mémoire collective, la reproduction du modèle des gangs et les versions populaires de l'héroïsme urbain. Cette dimension est également primordiale dans les batailles de lycéens ; elle détermine la forme des engagements collectifs et la lutte pour des territoires symboliques.

Dernier type de manifestation de violence régulière, la délinquance participe à l'exploitation des ressources du territoire, ce qui rappelle le rôle des structures territoriales de l'État – notamment les échelons administratifs – où, dans une perspective de sécurité, c'est en fait l'appareil administratif qui pèse sur la population et les violences symboliques qu'il peut entraîner.

Ces différents niveaux se combinent en une gestion spécifique de la capitale indonésienne, qui projette l'image trompeuse d'un désordre, d'un chaos. L'enchevêtrement des logiques étudiées peut masquer le fait qu'elles participent en réalité d'une même exploitation du territoire de la ville, qu'elles modèlent à différentes échelles. Elles relèvent d'une consommation des ressources urbaines dominée par une concurrence à tous les niveaux. Si les formes de violence peuvent être clairement séparées, elles font néanmoins apparaître des chevauchements entre les intérêts des différents protagonistes.

Évolution et permanence du territoire

Les politiques officielles influent directement sur ces territoires, dans un contexte politique et culturel donné, celui de Jakarta, qui a la complexité de

l'organisation d'une ville du Tiers Monde. C'est ce que montrent les changements dans le tissu urbain. Ces derniers jouent sur les structures de contrôle territorial. Lorsque la ville change de physionomie, les formes de contrôle se modifient également. Celles qui préexistaient se déplacent ou sont remplacées par des modes d'organisation plus élaborés.

Dans des quartiers comme celui de Senen, notamment, les aménagements traditionnels (les marchés, mais aussi les échoppes des vendeurs de rue, par exemple) ont été remplacés à diverses époques par des aménagements modernes. Ainsi, en 1971, sous l'impulsion du gouverneur Ali Sadikin, le quartier de prostitution de Planet fut détruit et remplacé par un Centre pour la jeunesse. En 1974, dans le contexte d'une âpre rivalité territoriale, le nouveau marché fut brûlé comme symbole de l'emprise d'Ali Murtopo sur le quartier. À la fin des années quatre-vingt, le Triangle de Senen fut le théâtre d'une série d'évictions qui préludèrent à la construction d'un centre commercial, d'un hôtel et de luxueuses tours de bureaux ou d'appartements.

L'emprise des structures de l'ombre est demeurée malgré cette évolution et une plus grande « modernité ». Mais les formes de contrôle des territoires se sont elles aussi adaptées au changement de contexte, empruntant une allure plus moderne, comme le montre le rôle croissant des sociétés de sécurité. Celles-ci ne relèvent pas à proprement parler d'une privatisation de l'espace urbain, dans la mesure où le contrôle des caïds peut également être considéré comme une privatisation – au sens de personnalisation – de ce contrôle, mais plutôt d'une évolution des formes d'appropriation de l'espace. La dichotomie généralement observée entre tradition et modernité ne serait dans un tel cas qu'apparente, parce qu'elle masque des modes d'appréhension de la ville en réalité similaires, et une même vision des quartiers publics comme territoires à exploiter.

Dans les quartiers d'habitation, les transformations de la ville agissent sur les structures communautaires. L'étude des batailles entre quartiers a montré qu'elles résultent de luttes pour les ressources économiques. Cependant, la forme même des batailles a changé. Si elles font référence à d'anciennes logiques de prédation du territoire, à des rivalités anciennes, illustrées par les gangs des années soixante-dix, elles se dispensent aujourd'hui des chefs et rôles hiérarchiques qui caractérisaient les gangs d'autrefois. À Manggarai, l'un des nouveaux gangs, Tuyul, n'avait à proprement parler pas de dirigeant. L'un des chefs du quartier, qui regroupe les bandes rivales Tuyul et Gemtas, racontait qu'un membre des forces de l'ordre avait passé six mois dans le quartier à vendre des marchandises dans la rue et à organiser des jeux illégaux, sans jamais avoir affaire à un chef de gang ou provocateur. Et pour cause... il n'y en avait pas!

On se trouve ici face à une dimension spatiale et de proximité exacerbée qui favorise la transformation du modèle du gang et sa dégénérescence dans un

contexte urbain nouveau. Ce n'est plus une élite qui se bat, mais les habitants de quartiers déstructurés, membres indifférenciés de la communauté, contrairement à ce qui peut se passer ailleurs, aux États-Unis par exemple¹. Ces batailles reflètent des formes de sociabilité et d'appropriation du territoire proprement urbaines, ainsi qu'une crise des modes d'encadrement traditionnel qui n'est pas nouvelle. En revanche, ce qui est nouveau, c'est la référence à une histoire, à un passé, à des valeurs qui ont pour source une tradition idéalisée et recréée de toutes pièces, celle de bravoure, de défense de la communauté. Il y a là comme une ambivalence, voire une contradiction entre la résurrection du personnage héroïque, prêt à défendre son honneur, et celui de sa communauté en délitement, avec l'absence d'individualité dans la construction d'un groupe duquel ne ressort aucun individu : la communauté de combat.

Le quartier semble acquérir une nouvelle identité, caractérisée par ses dysfonctionnements, et les jeunes y jouent un rôle d'autant plus important qu'ils sont les moteurs de tels affrontements. Les plus grosses batailles entraînent même un bouleversement des valeurs hiérarchiques traditionnelles, selon lesquelles les jeunes devaient obéissance aux anciens : la communauté de combat est constituée selon des modèles imposés par les jeunes et le reste des habitants est contraint de leur obéir afin de défendre leur domicile.

Dans des quartiers comme Tanah Tinggi, où les luttes sont fréquentes, où de nombreux individus se livrent à des activités illégales, les modes de contrôle du quartier traduisent de nouveaux systèmes de valeurs suivant lesquels il ne faut pas être trop proche des voisins de peur d'être trop impliqué dans leurs affaires, ni en être trop éloigné pour ne pas être rejeté par eux. Les caïds qui y résident ont également une attitude ambivalente : objets de respect, ils ne tiennent pas toujours à se mêler des affaires du quartier (est-ce parce qu'ils n'y trouveraient guère de profit ?) et n'ont que peu d'influence sur la population. Ils ne se présentent plus au sein des quartiers résidentiels comme des figures incontournables, ce qui pourrait expliquer que les autorités qui cherchent à les utiliser pour régler des conflits échouent. Quant aux batailles au sein de ces quartiers, elles révèlent des communautés idéalisées par leurs membres, qui sont matérialisées uniquement par le lieu d'habitation.

Au-delà de ces effets d'action et de réaction entre les autorités et la population sur les plans sociaux, physiques, économiques et culturels, c'est la distinction entre les secteurs formel et informel que l'étude des territoires de la violence conduit à remettre en question.

Les autorités ont un comportement ambivalent : elles distinguent de leur rôle officiel leurs activités informelles ou illégales, qu'elles qualifient « d'individuelles ». Les caïds opèrent à la marge de ces deux secteurs, et la population développe une science de la ville et de son fonctionnement qui confond le

formel et l'informel, subissant délinquance ou corruption, réagissant parfois violemment par des lynchages. Les distinctions entre le contrôle formel et informel se diluent dans l'opacité d'une gestion urbaine où chaque secteur prend en charge les compétences de l'autre.

La violence : un concept géographique

Cette exploration des mécanismes de la violence tels que j'ai pu les observer à Jakarta, montre la façon dont ils donnent une signification à l'organisation de la ville et à ses éléments de désordre. Les études urbaines ont longtemps rejeté la violence hors de leur champ d'investigation. Elle était tantôt considérée comme un problème périphérique, tantôt, à l'inverse, ses manifestations étaient extraites du contexte qui les définissait. J'ai au contraire voulu montrer que la violence se situe au cœur même des problèmes de la ville et de son développement. Elle couvre tous les types de territoires urbains, des plus « sûrs » aux plus « dangereux », des plus riches aux plus pauvres, des plus « modernes » aux plus « traditionnels ». Elle unifie les problématiques urbaines parce qu'elle s'exprime à toutes les échelles, du quartier à la ville, en renvoyant aux enjeux nationaux et internationaux. Dans cette perspective, Jakarta n'est plus seulement un centre qui attire toutes les richesses et les populations des alentours, elle concentre également les problèmes de construction et d'identité du pays.

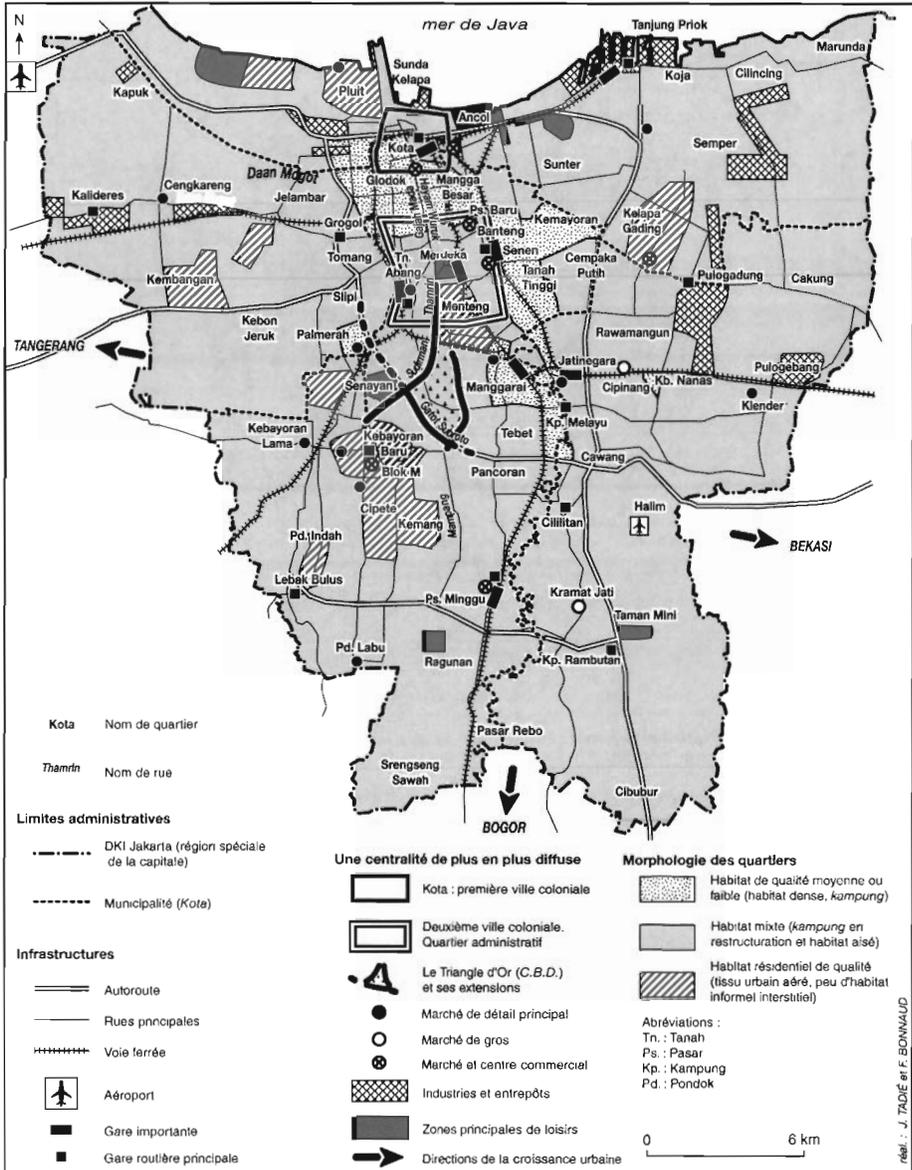
Une autre échelle d'analyse aurait pu permettre de montrer l'influence de groupes assimilables à des mafias sur l'organisation d'espaces plus particuliers, tels que les zones de loisirs, les quartiers de commerce de drogues ou les secteurs où la population n'est plus qu'une denrée commercialisable (trafics de main-d'œuvre, prostitution, etc.). Ces organisations exploitent également des différentiels spatiaux, économiques, politiques et sociaux de la ville, mais à une autre échelle, plus internationale. Ce sont là d'autres recherches qui viendraient compléter l'analyse des types de gestion informelle et leur influence sur l'organisation du territoire.

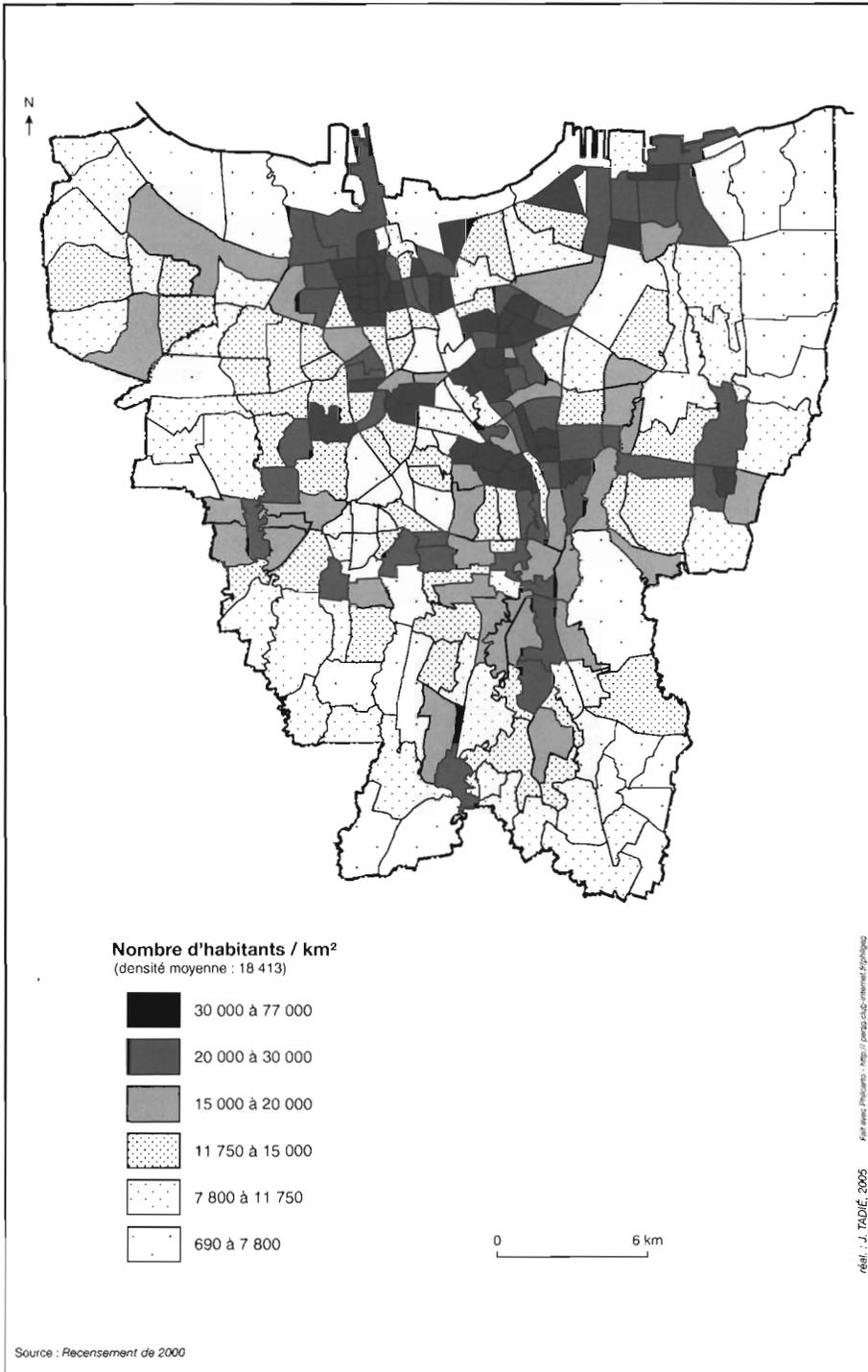
Mon approche a donc permis, je l'espère, d'étudier les différents mécanismes qui animent la cité dans son entier. Plonger dans les sphères politiques pour remonter jusqu'aux réalités de terrain donne lieu d'analyser les décalages qui existent entre la volonté publique, les ressorts politiques et les comportements de la population. Une analyse purement statistique des phénomènes déviants ne suffirait pas pour en découvrir le sens. Au contraire, la méthode employée ici a cherché à mieux comprendre et expliquer ces phénomènes, en prenant en compte à la fois la réalité de la structure urbaine et l'image que les gens s'en font.

CARTES

carte 1

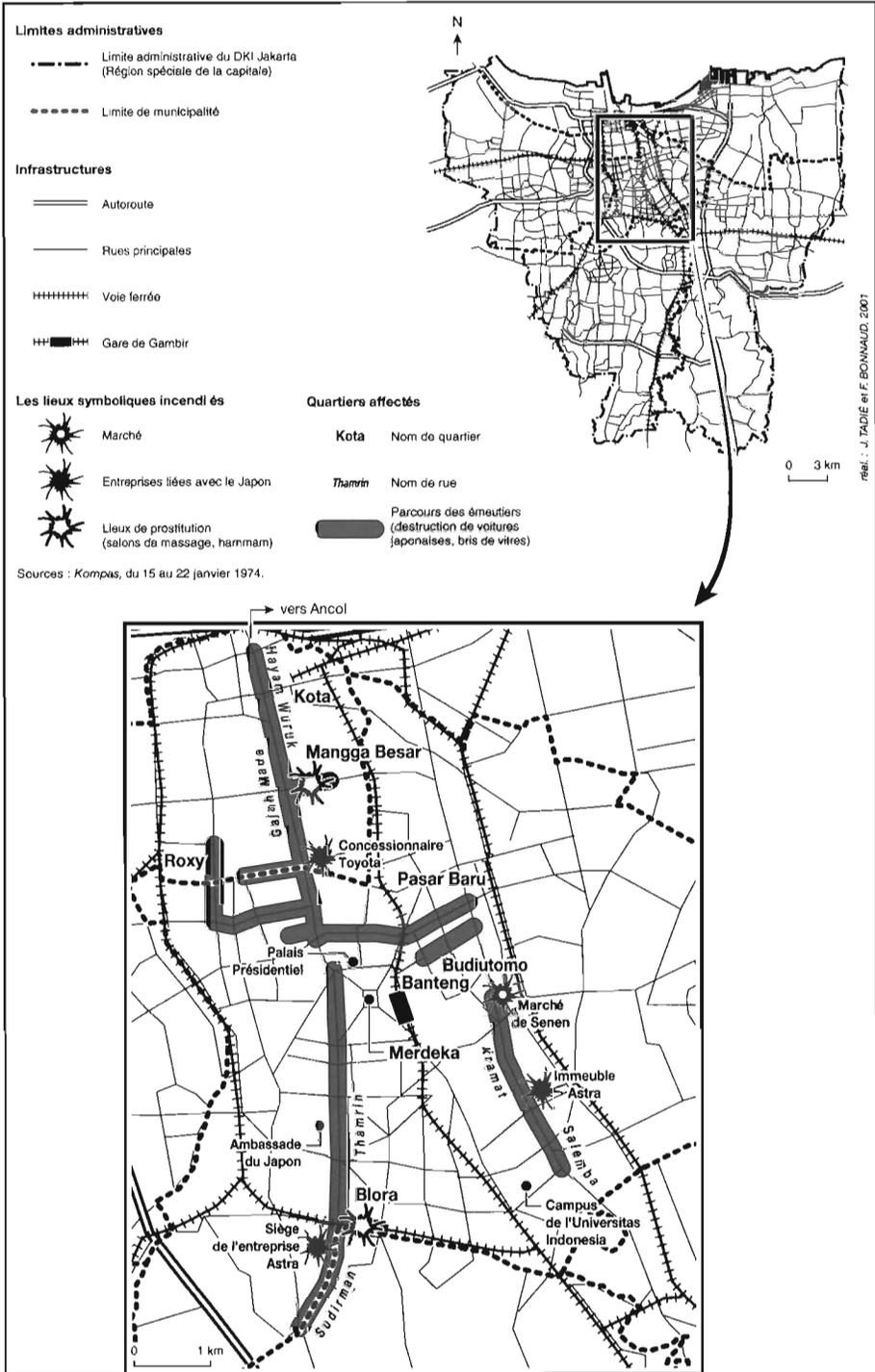
Jakarta





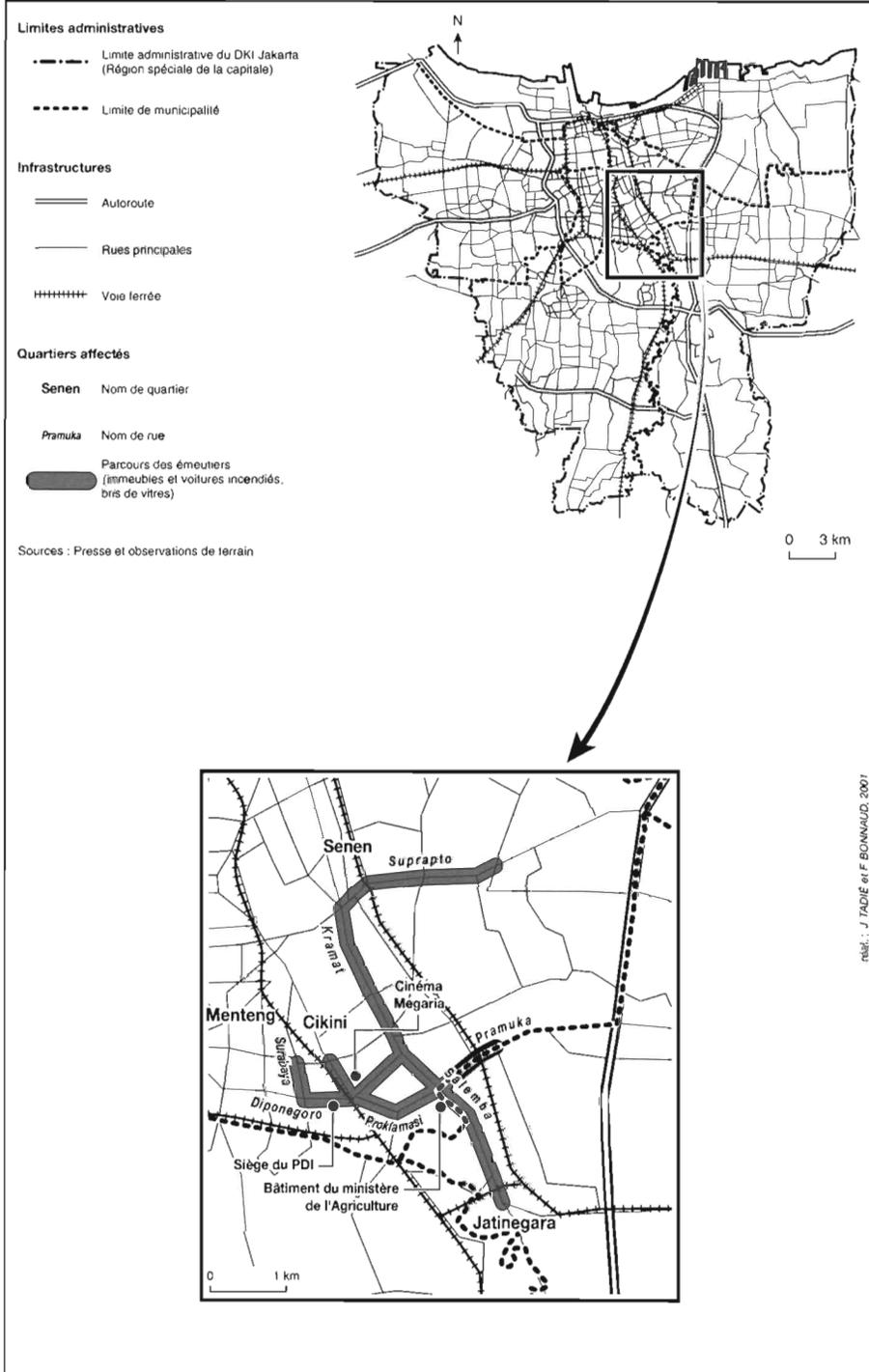
carte 3

Les émeutes du 15 janvier 1974 (Malari)



carte 4

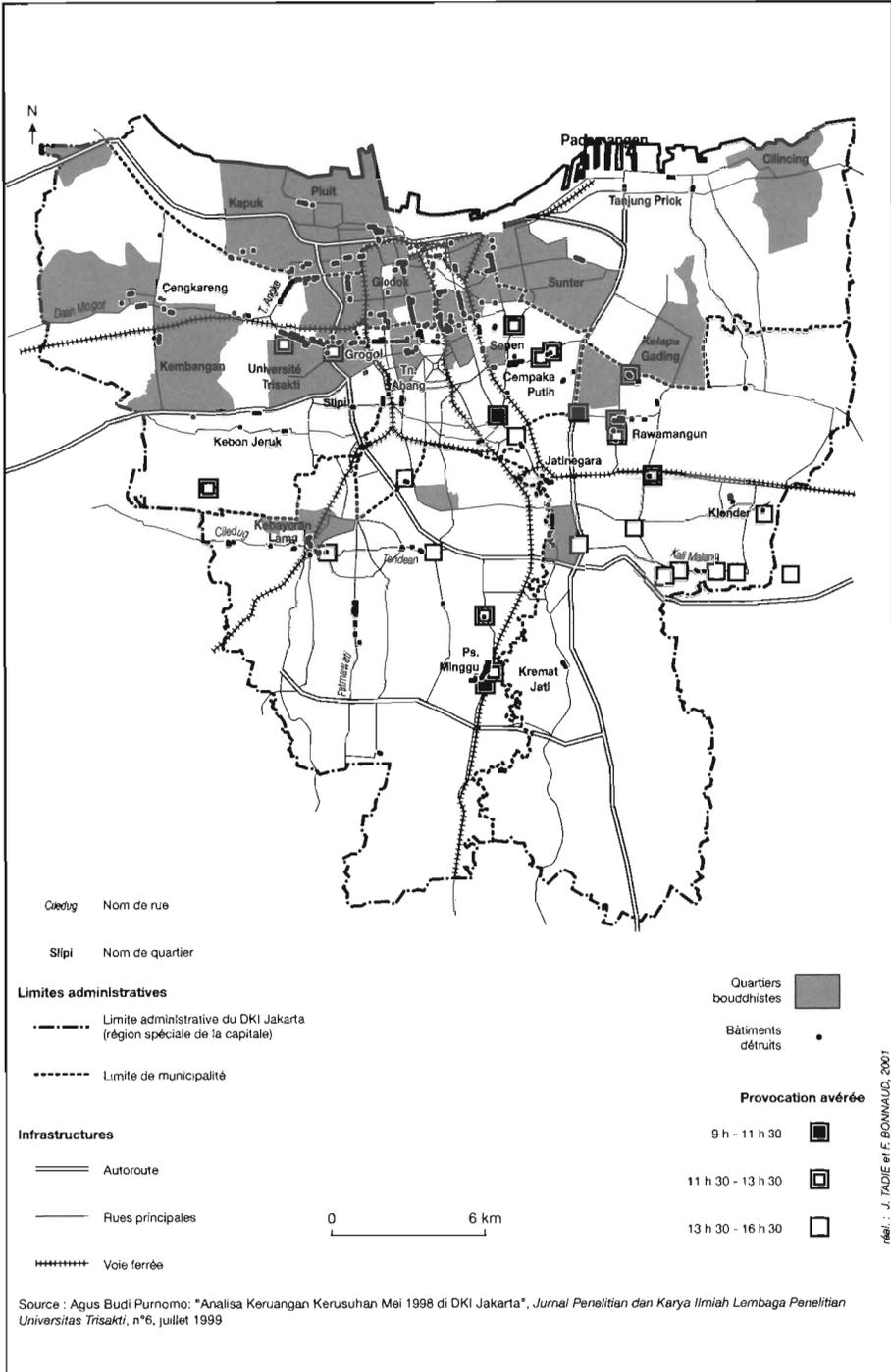
Les émeutes de 1996



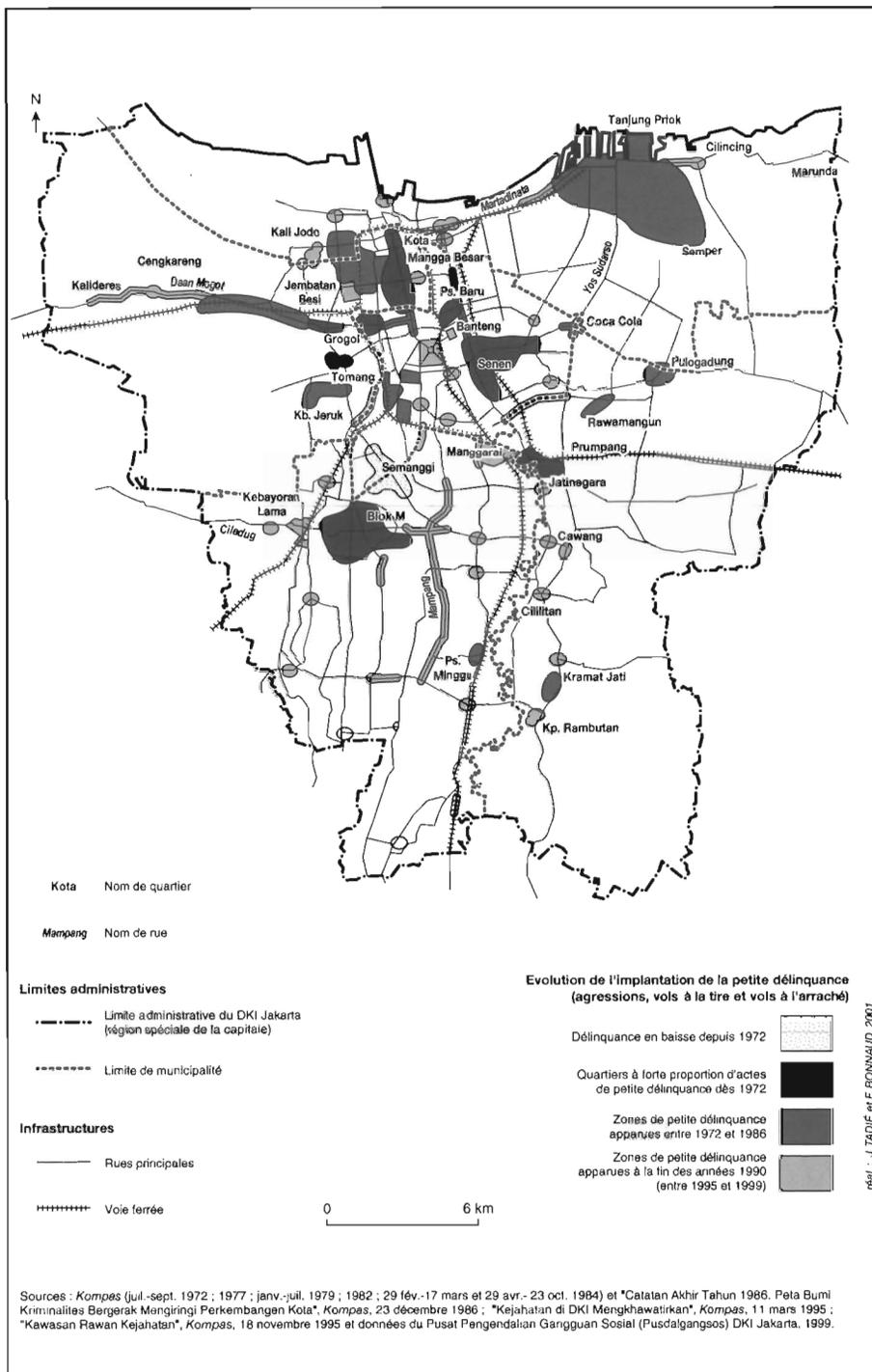
Émeutes de mai 1998

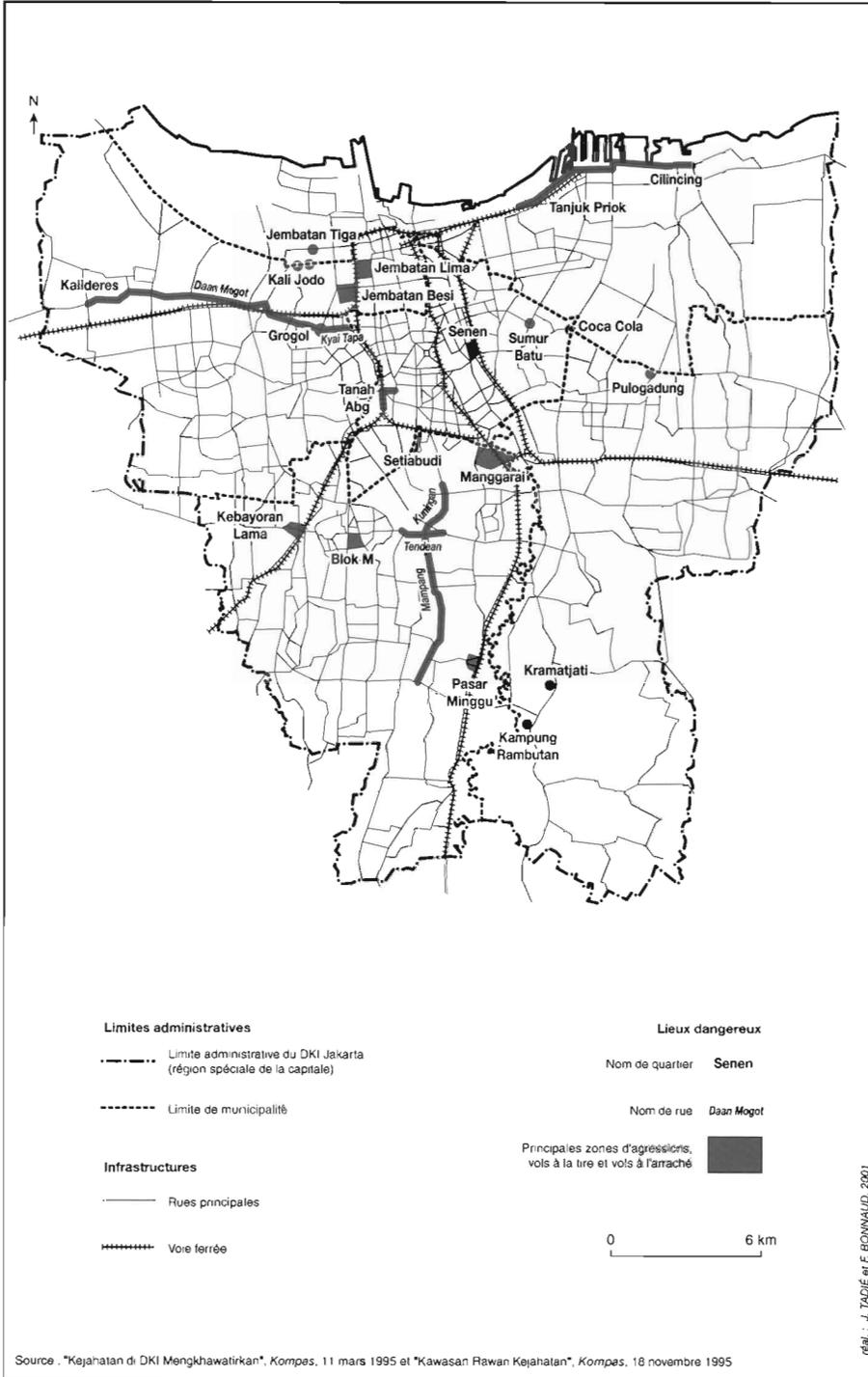
Foyers d'émeutes et zones de destruction

carte 5



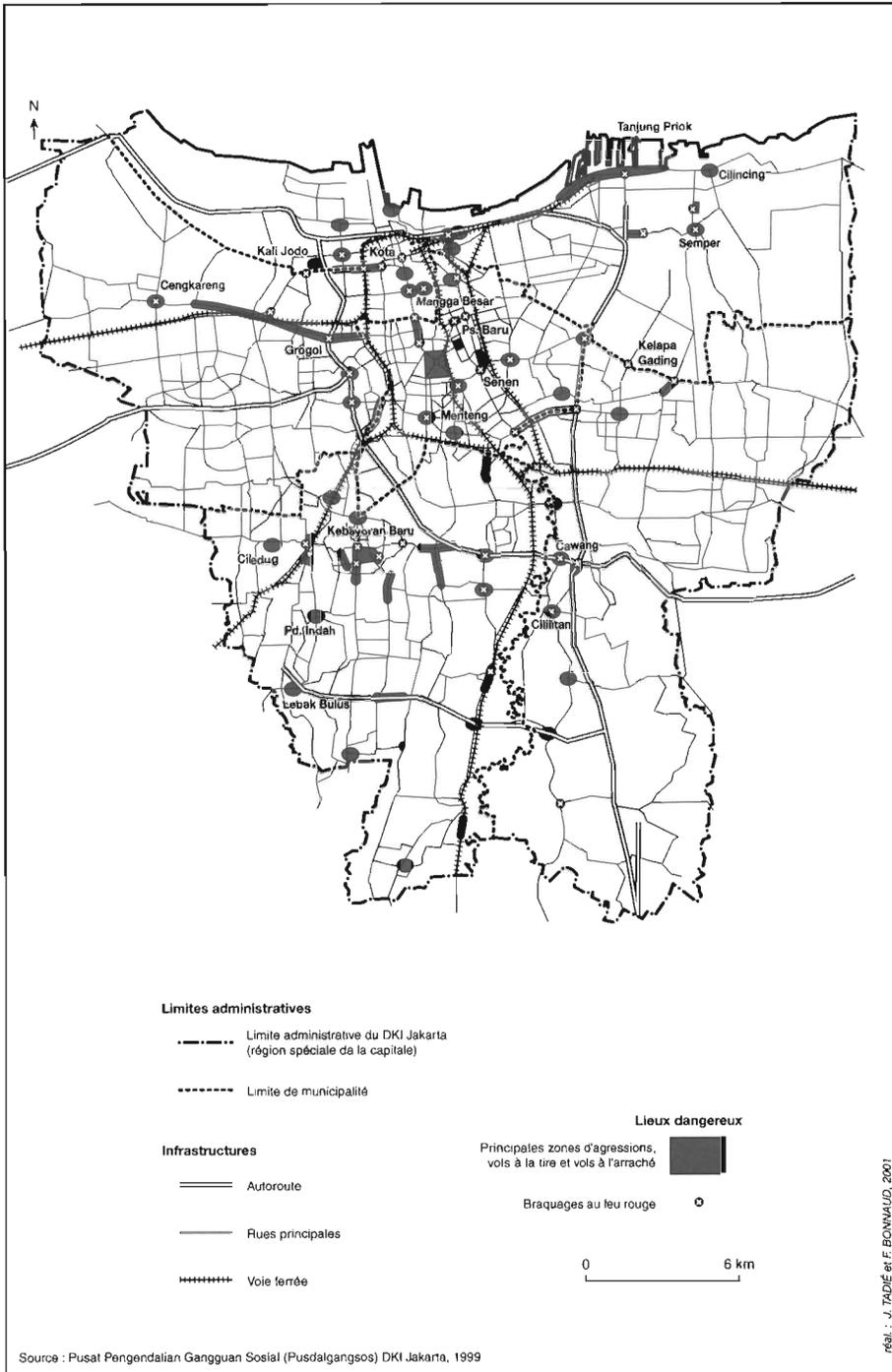
carte 7 La diffusion de la petite délinquance à Jakarta de 1972 à 1999



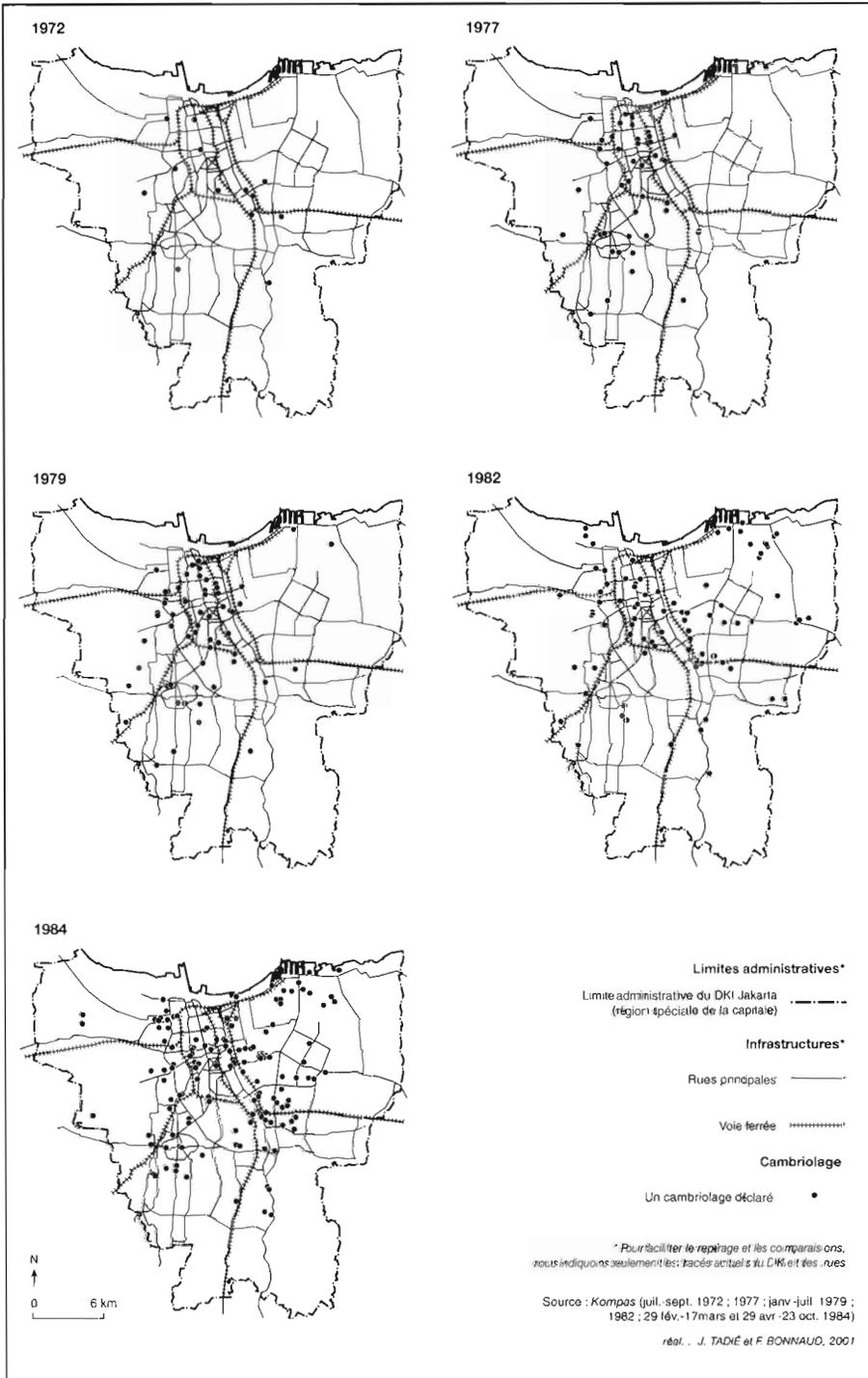


Les lieux dangereux à Jakarta en 1999

carte 9

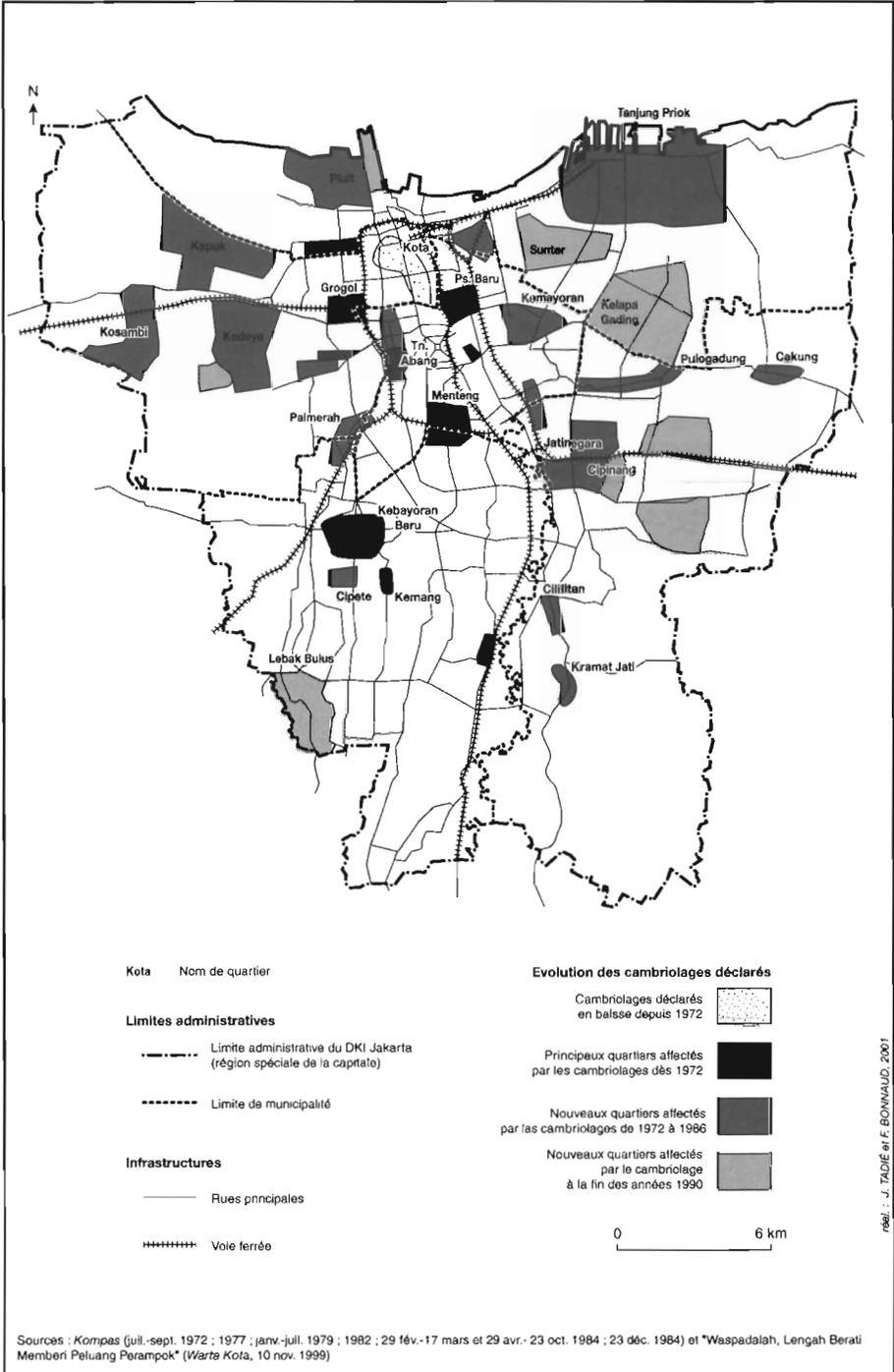


Cambriolage déclarés à Jakarta de 1972 à 1984



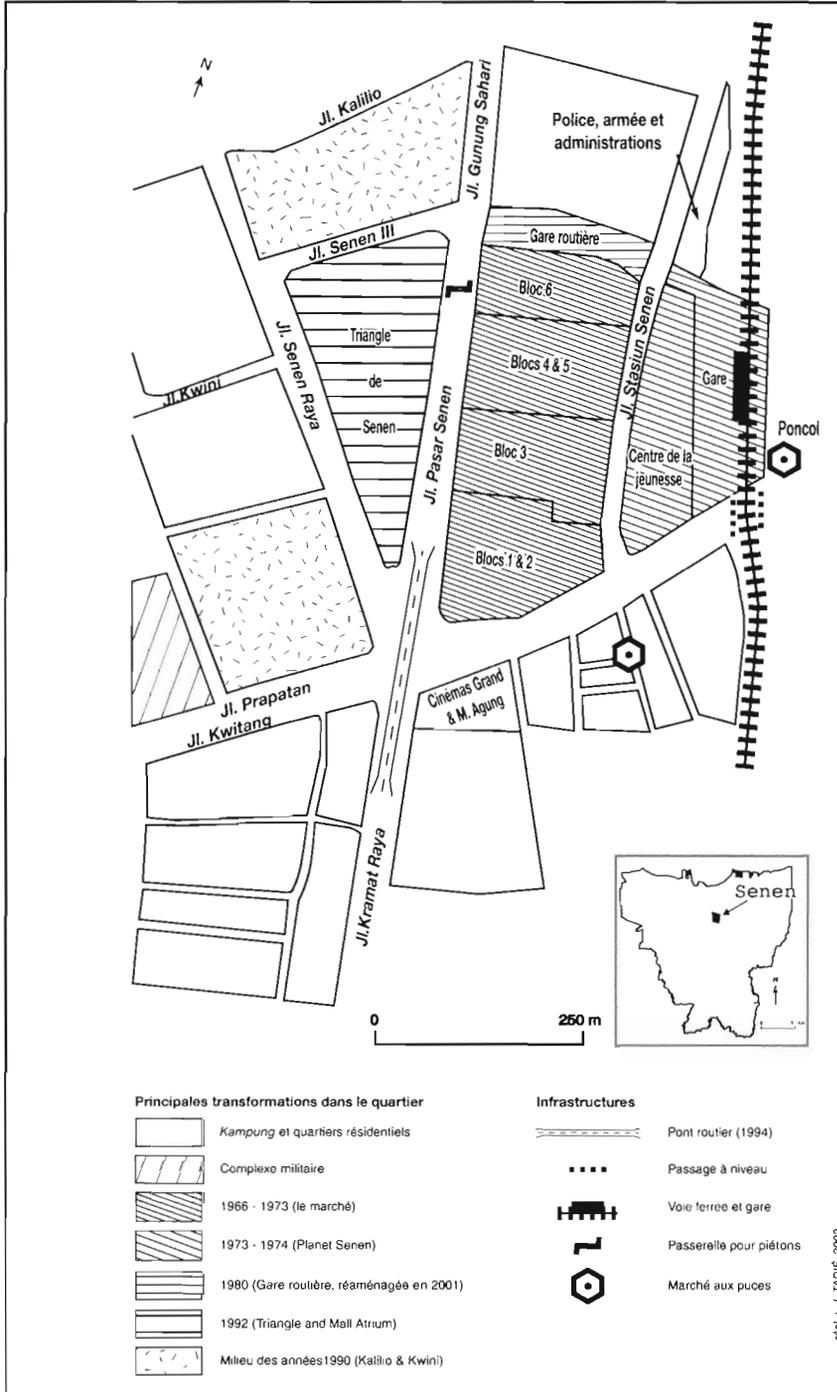
La diffusion des zones de cambriolages déclarés à Jakarta de 1972 à 1999

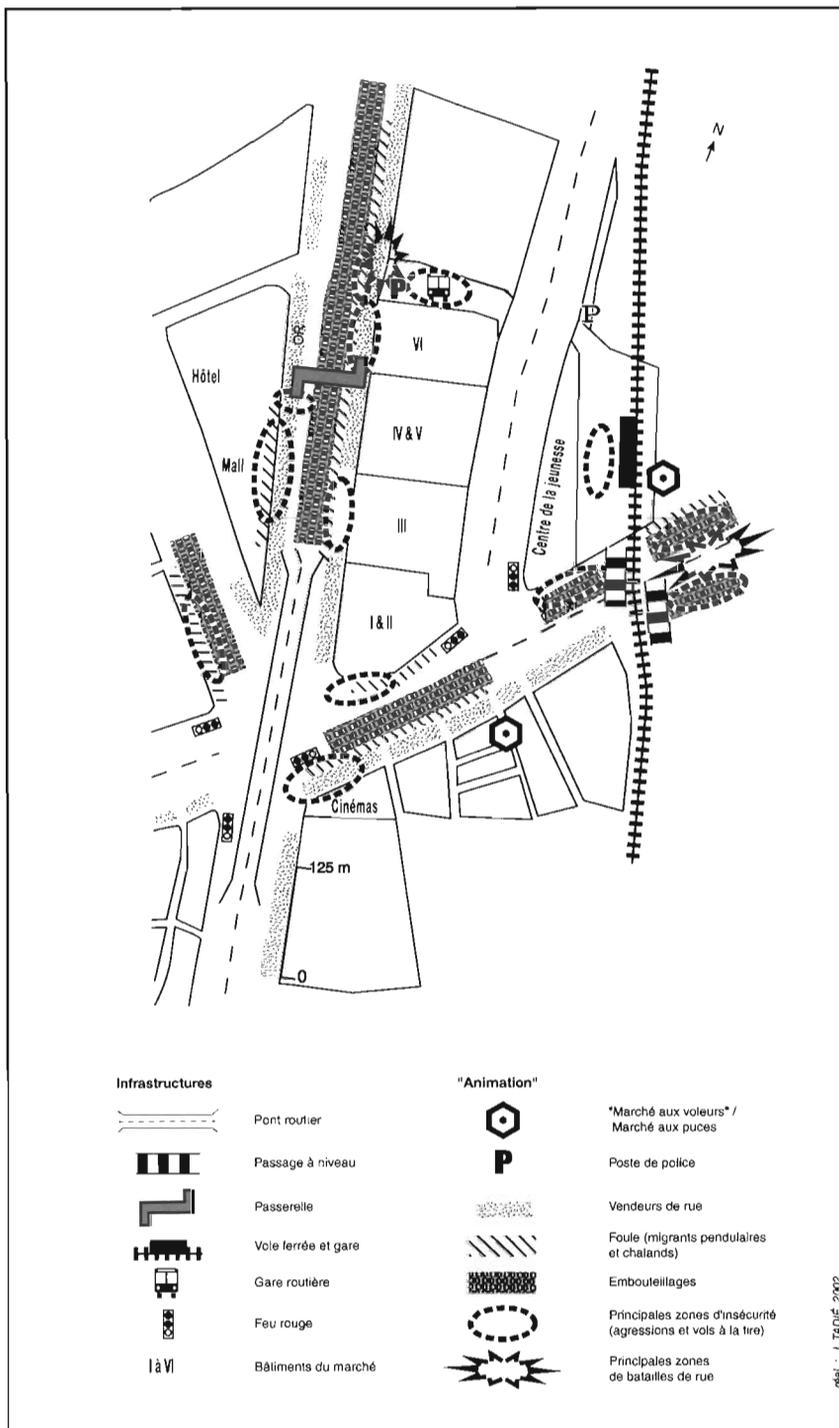
carte 11



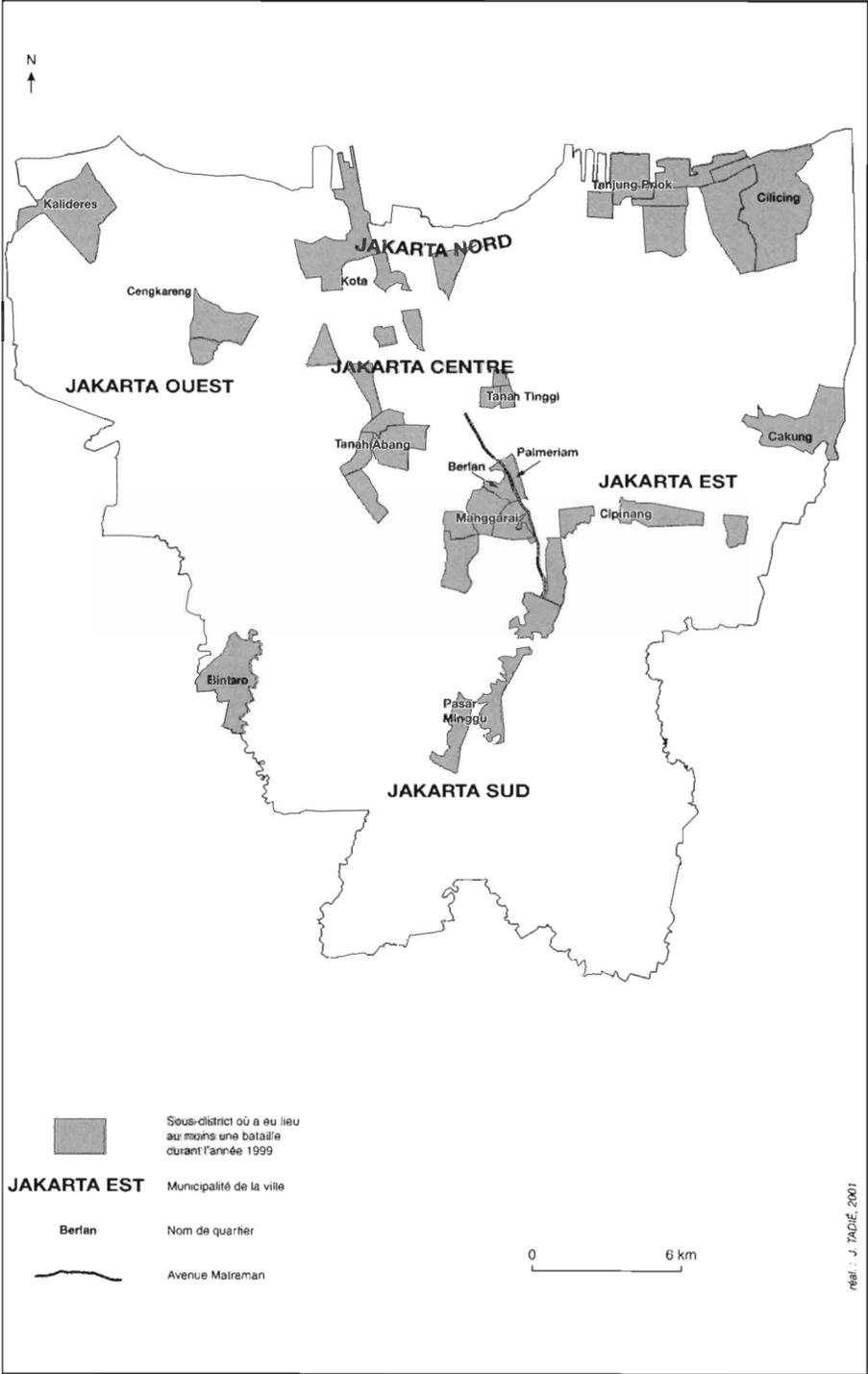
Les transformations de l'utilisation des sols à Senen

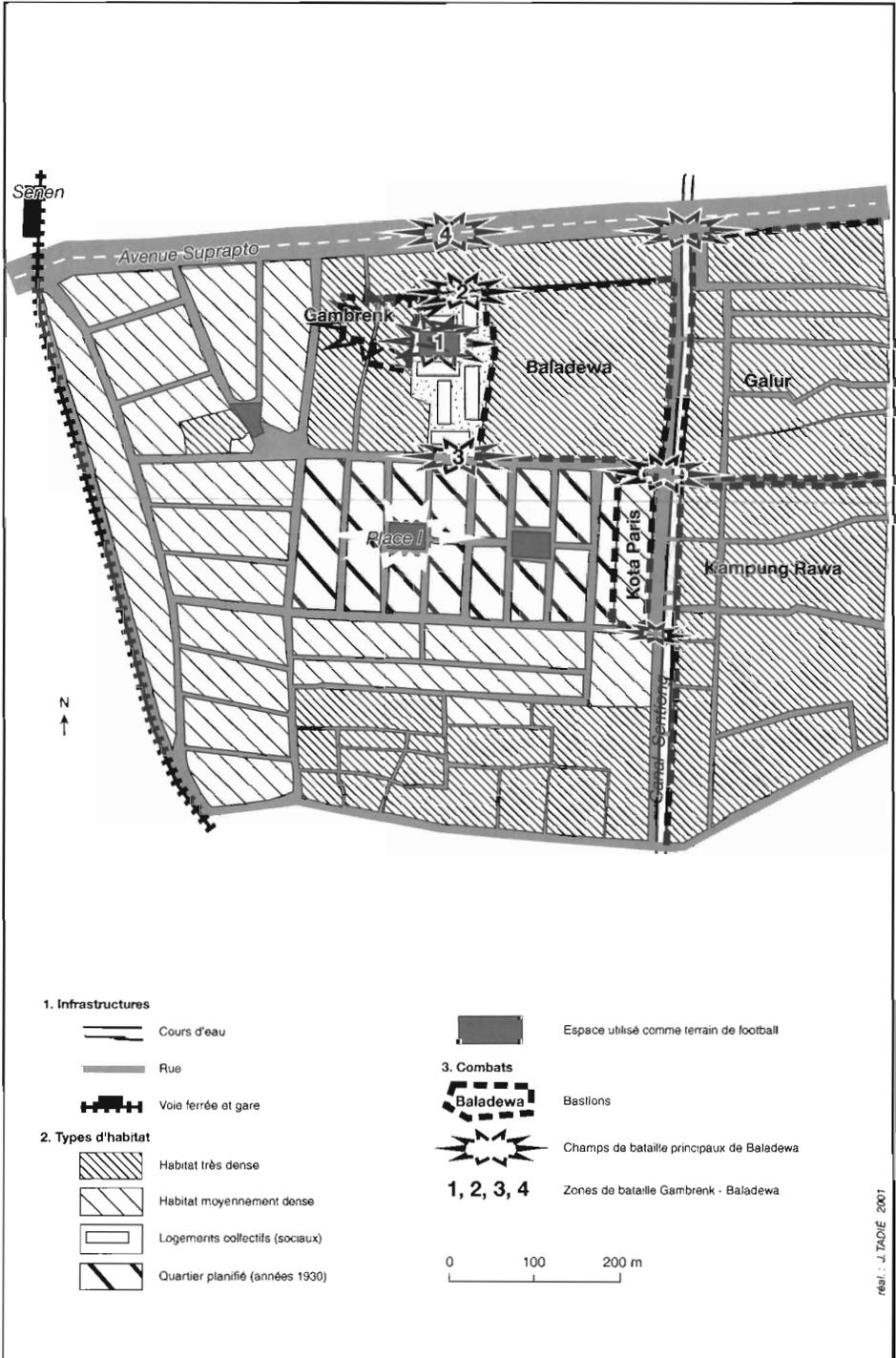
carte 12





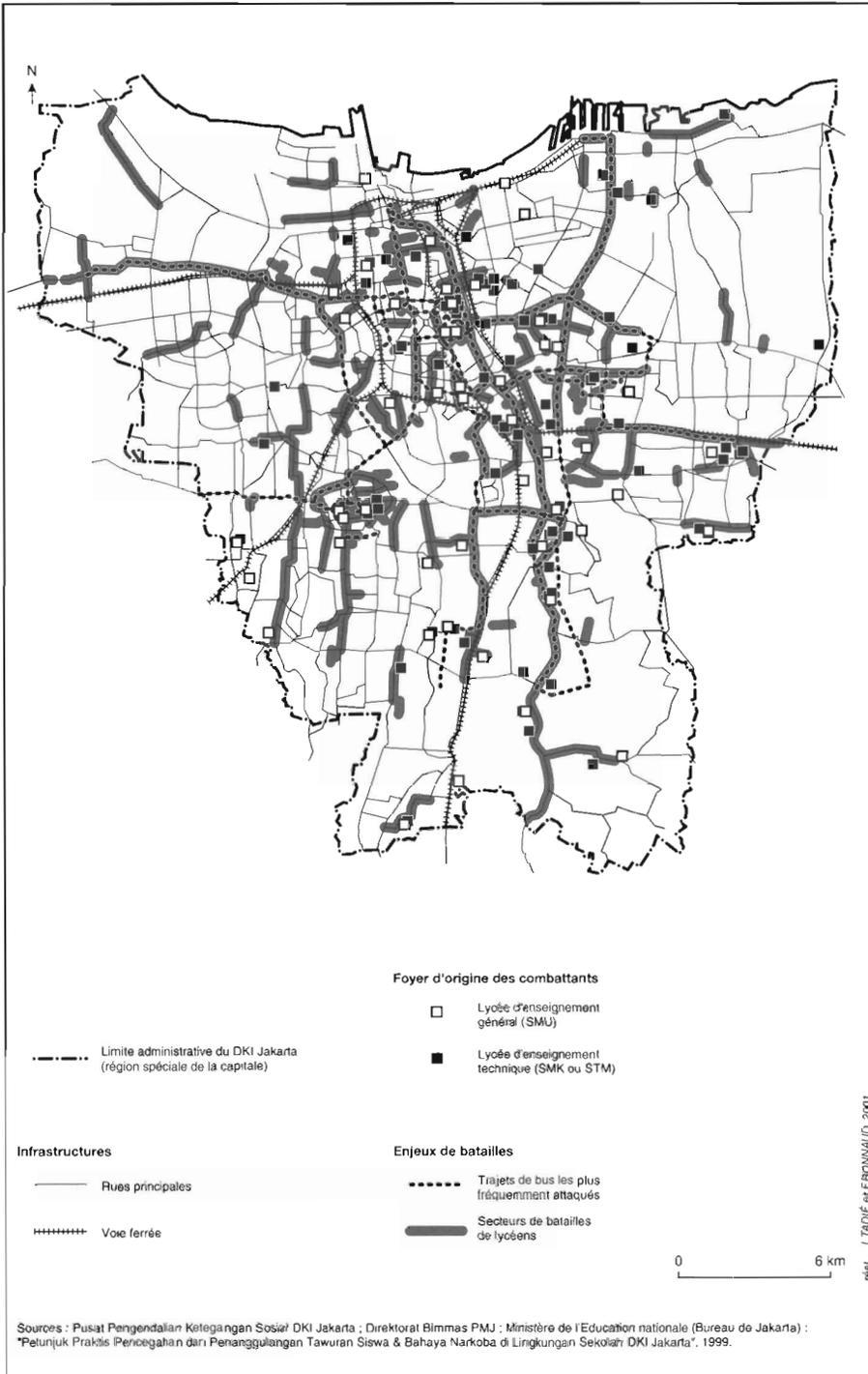
réal. : J. TADÉ, 2002





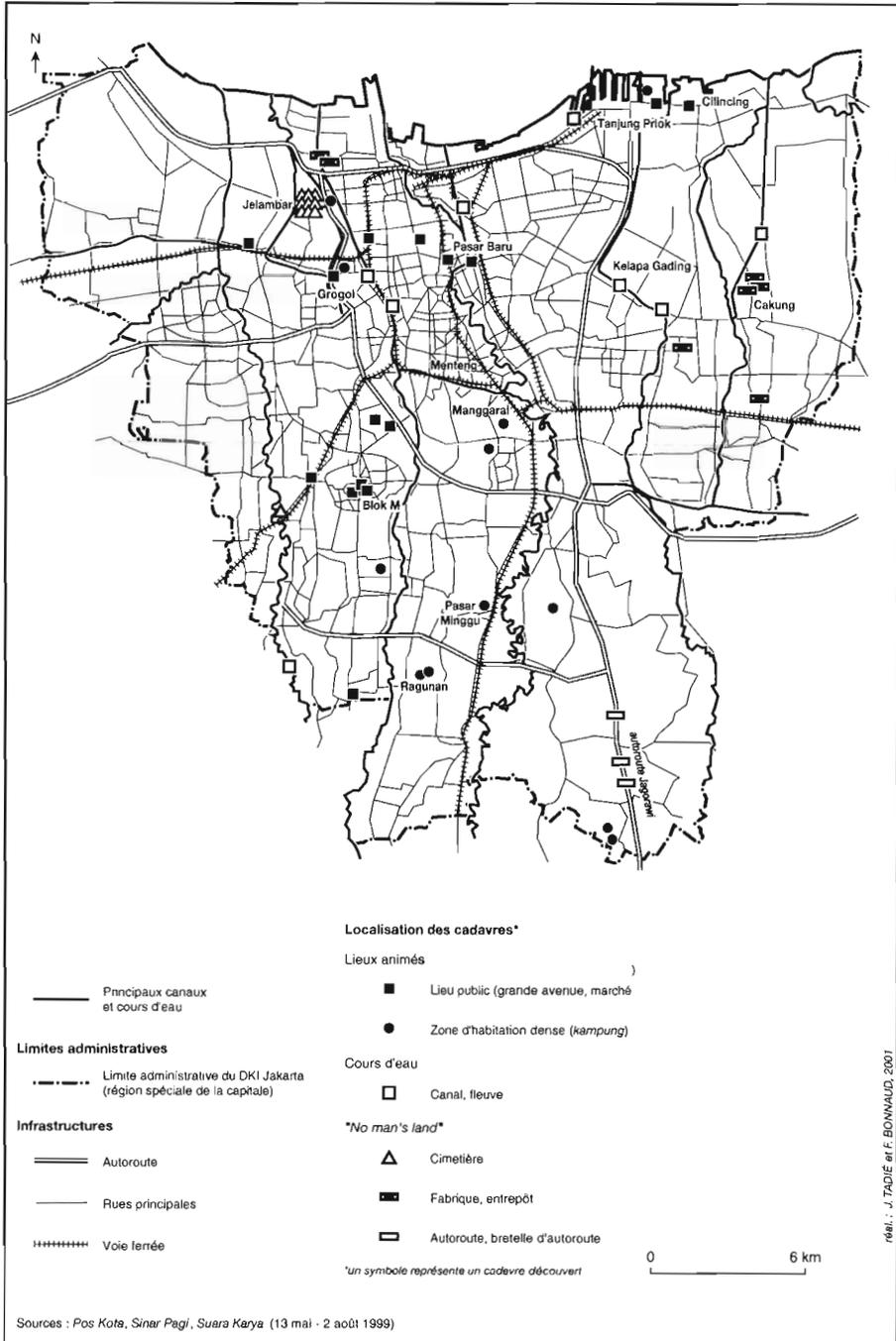
carte 16

Les batailles de lycéens à Jakarta en 1999



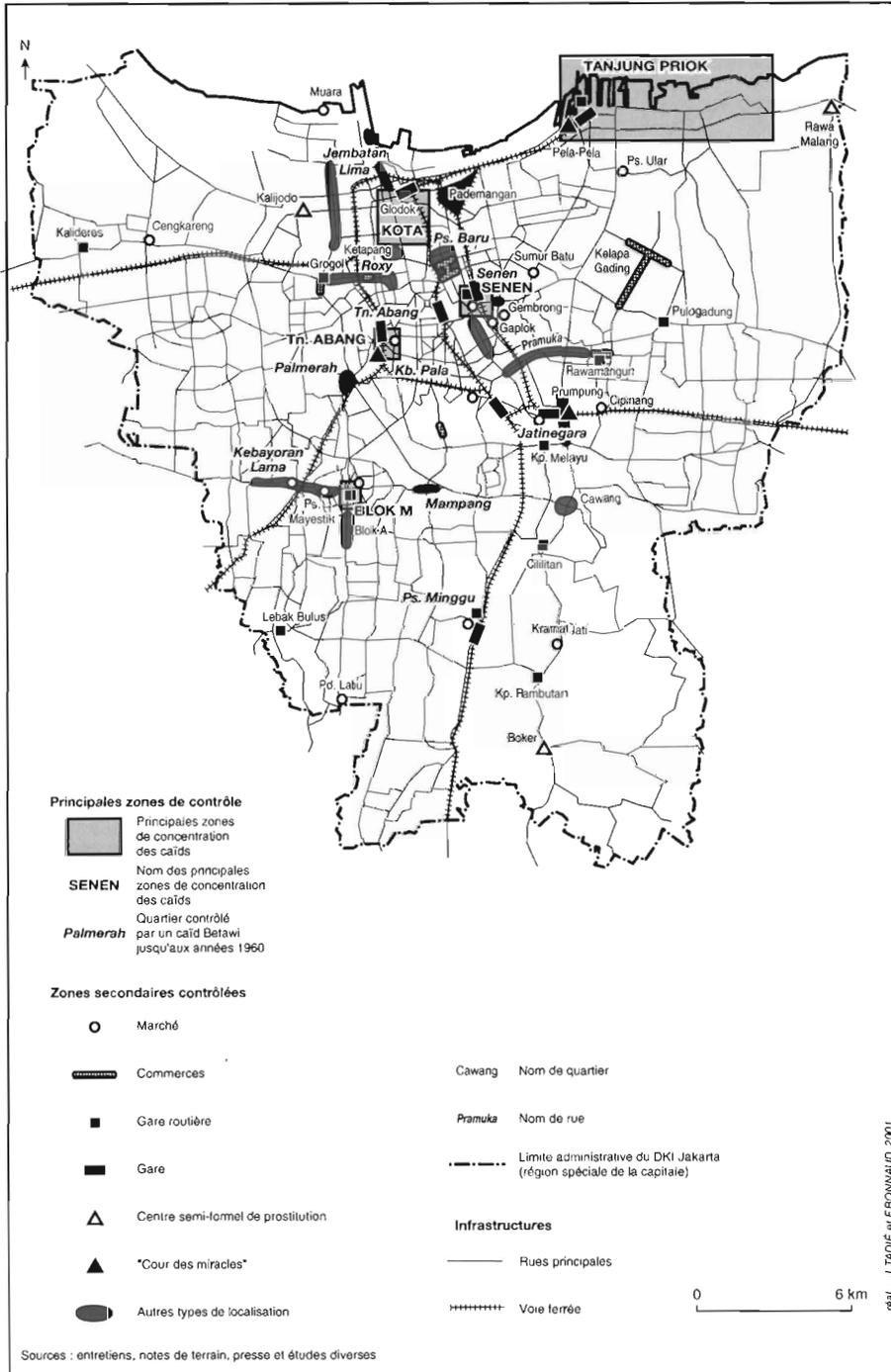
Lieux de découverte des cadavres victimes du "Tireur mystérieux" (Petrus) de mai à début août 1983

carte 17



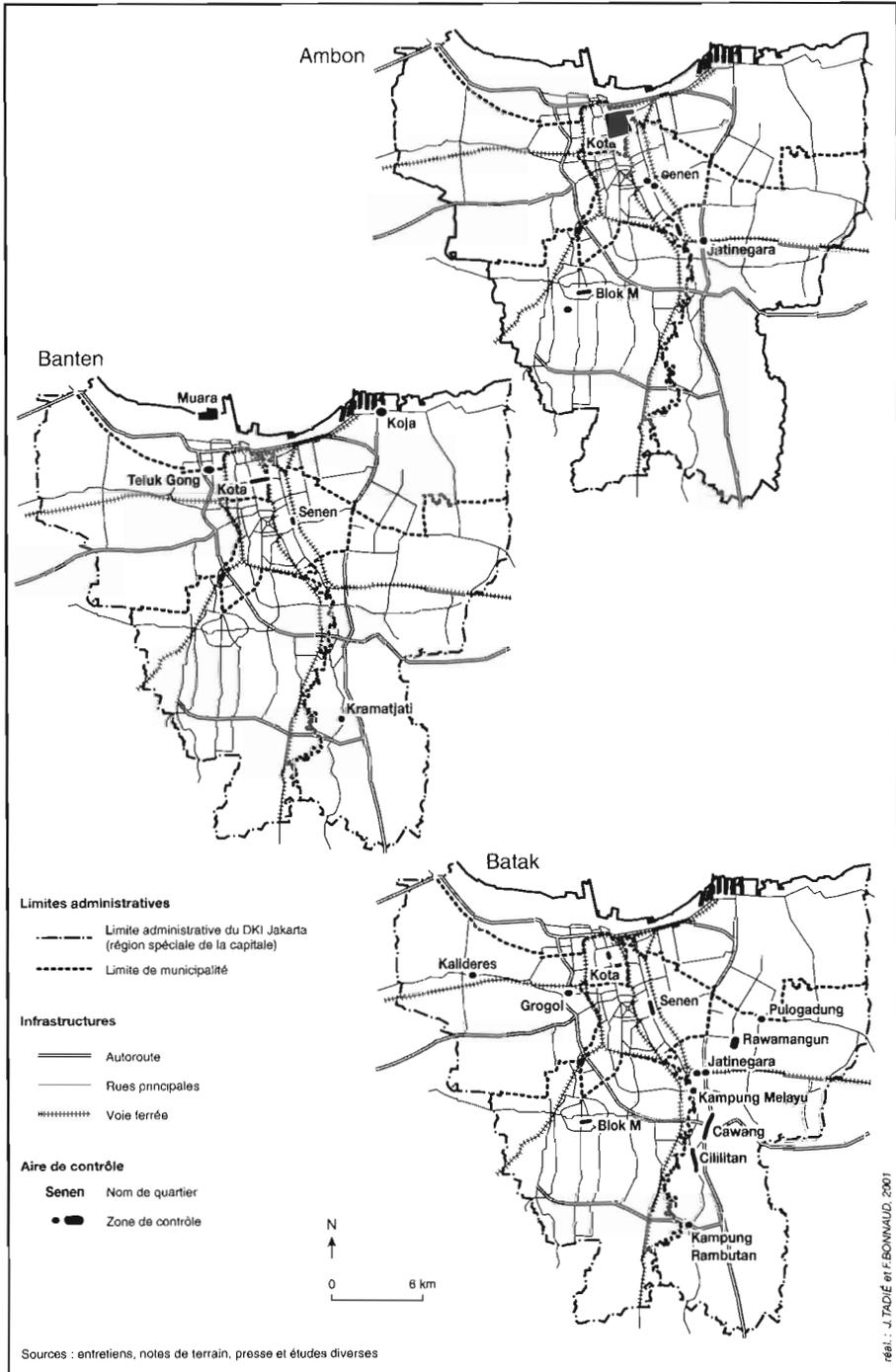
Principales zones de contrôle des caïds (preman) à Jakarta en 2000

carte 18



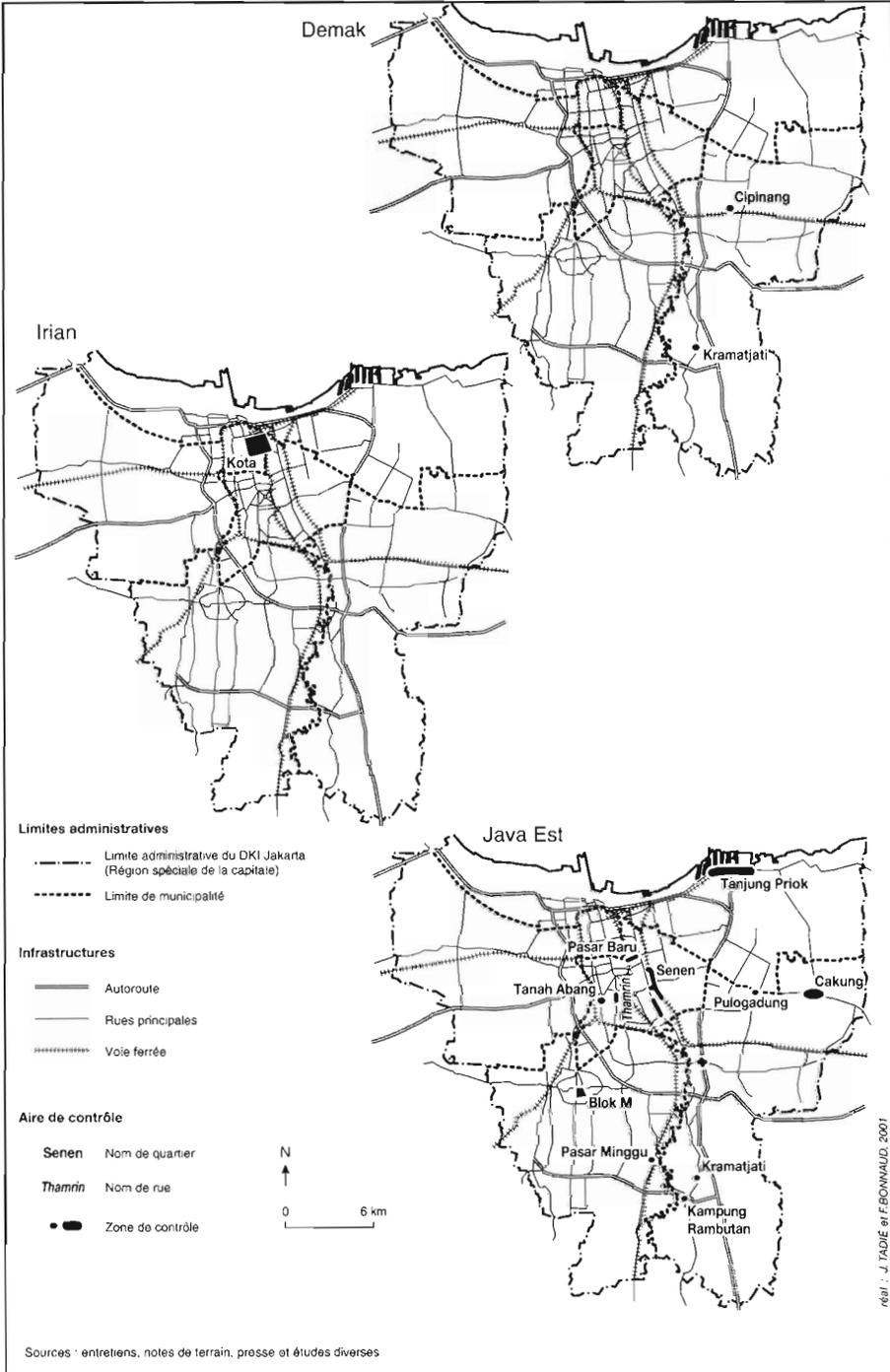
Concentration des caïds à Jakarta selon leur origine géographique en 2000 (1)

carte 19



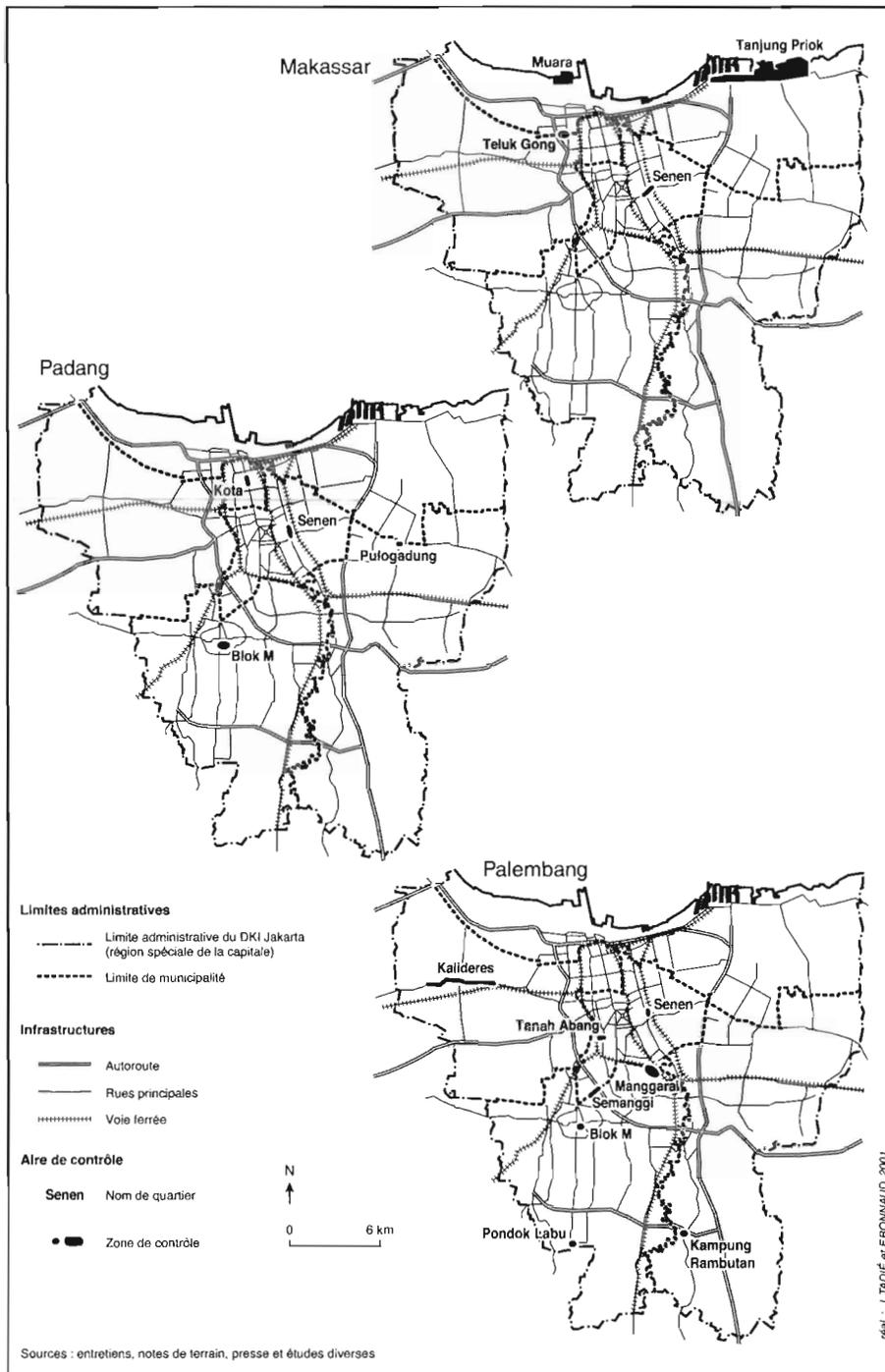
Concentration des caïds à Jakarta selon leur origine géographique en 2000 (2)

carte 20

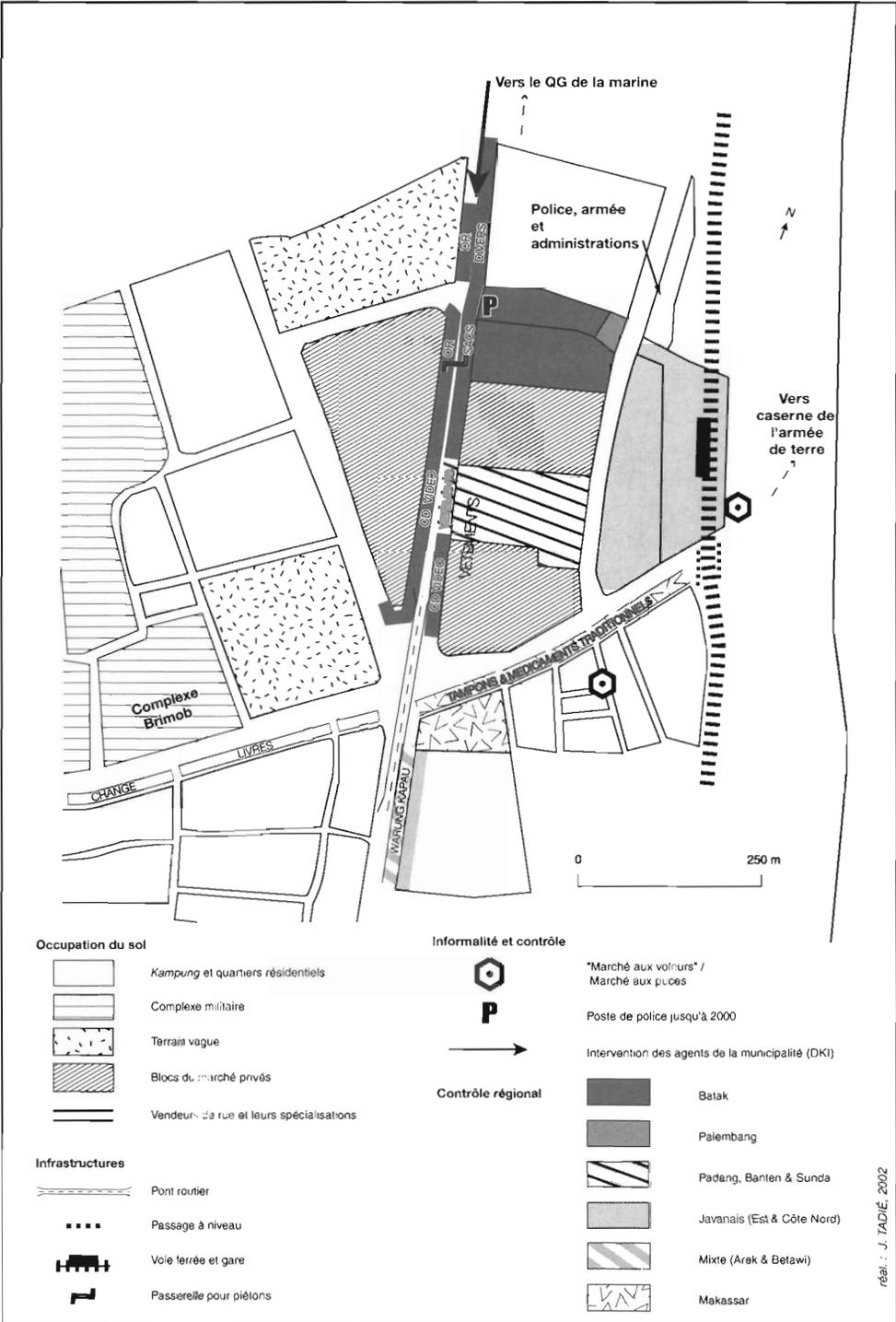


Concentration des caïds à Jakarta selon leur origine géographique en 2000 (3)

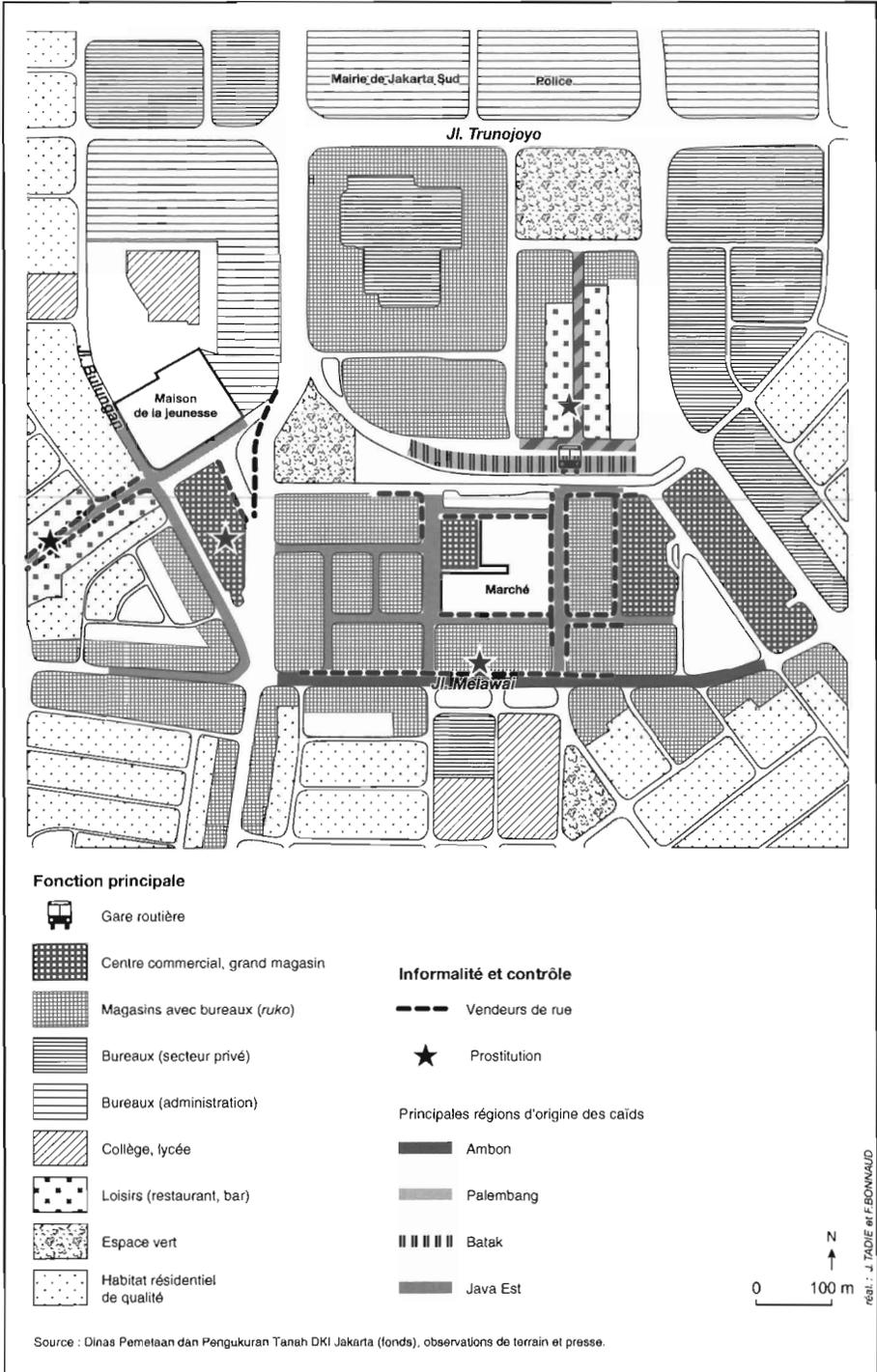
carte 21



Les territoires de Senen



révisé : J. TADIÉ, 2002



NOTES

NOTES DE L'INTRODUCTION

1. L'Ordre nouveau désigne la période de la présidence de Suharto de 1966 à 1998, par opposition à l'Ordre ancien (présidence de Sukarno, 1949-1966), auquel il succéda à la suite du coup d'État de 1965. Les deux autres grandes périodes, dans l'historiographie indonésienne depuis l'indépendance, sont la Révolution (*Revolusi*), ou guerre d'indépendance de 1945 à 1949, et la Réforme (*Reformasi*), depuis 1998.
2. F. Héritier (1996, p. 19).
3. « Parlons maintenant non plus de l'effraction du corps comme territoire mais du territoire réel et de l'histoire qui lui est associée, comme autant d'éléments fragiles où toute effraction, violation, expulsion, manipulation, même apparemment sans force brutale, est en soi une violence qui porte des effets en retour insoupçonnés. » (F. Héritier, 1996, p. 38)
4. B. Callas (1998), M.-A. Pérouse de Montclos (2000), S. Bulle (2001).
5. Bourgois (2001), Standing (2003).
6. Ces études trouvent leur origine dans l'École de Chicago. On attribue ainsi à Thrasher (1927) la paternité des études sur les gangs, même si son rôle de pionnier est parfois discuté. Parmi les autres ouvrages marquants, on peut également citer ceux de William F. Whyte (1943-1996) sur la culture de la rue à Boston, et plus récemment de M. Sanchez-Jankowski (1991), E. Anderson (1999), P. Bourgois (2001), D. Lepoutre (2001) ou S. Beaud et M. Pialoux (2003). Pour une synthèse sur l'évolution de l'étude des gangs depuis 1970, voir Coughin et Venkatesh (2003).
7. H. Becker (1966) en est un des pionniers. À Jakarta, mis à part l'article de P. Labrousse (1988), peu d'études analysent ces groupes. On peut cependant noter quelques études sérieuses sur des groupes marginaux à Jakarta, comme celles de L. Jellinek (1991) sur le quartier de Kebon Kacang, au centre de Jakarta, ou d'A. Muray (1991) sur les quartiers de Manggarai et Bangka qui, en traitant des vendeuses de rue et des prostituées, aborde les problèmes de la marginalité et du contrôle communautaire dans la ville. Il en est de même des recherches d'E. Subangun (1988) sur la pauvreté à Jakarta, et de Pasudi Suparlan (1974) sur les vagabonds.

8. L. Chevalier (1958).
9. G. Bankoff (1996).
10. J. Sidel (1998; 1999a et b).
11. J. Ockey (1998).
12. P. Phongpaichit *et al.* (1998).
13. Schulte Nordholt (1991 et 2002); avec Till (1999); Till (1996); Sartono Kartodirdjo (1966); Suhartono (1995 et 2001); Williams (1990) et Robinson (1992).
14. Cribb (1984).
15. Ryter (1998); Siegel (1998a); Lev (1999); Subangun (1999).
16. J. Baker (1999a).
17. L. Wacquant (1992b) souligne à ce propos les dangers de comparaisons abusives au sujet des exemples américains et français. Sur ce concept, voir également M. Davis (1992) et J. Brun et C. Rhein (eds) (1994).
18. S. Roché (1993, 1996), notamment, souligne combien ce sentiment dépend des acteurs individuels et collectifs qui l'expriment et des objets sur lesquels il se focalise, permettant ainsi une généralisation et une politisation du phénomène. Les études de Jean Delumeau (1978, 1989 et 1998) sur la peur divine d'autrefois et la violence d'aujourd'hui, sont également à rattacher au thème de l'insécurité. On peut également citer l'ouvrage de W.T. Austin (1999), qui a effectué un travail de terrain durant une année, aux Philippines, afin d'analyser les réactions de la population face à la criminalité et ce qu'elles révèlent des structures communautaires en présence, principalement en milieu rural.
19. O. Newman (1973).
20. Voir, par exemple, O. Pissot (2000) ou B. Remy (2000).
21. L. Wacquant (1999).
22. S. Abeyasekere (1989); P. Milone (1966).
23. Les ethnies les plus importantes à Jakarta étaient en 2000 les Javanais (35,16%), suivis des Betawi (27,65%), des Sundanais (15,27%), des Chinois (5,53%), des Batak (3,61%), des Minangkabau (3,18%) et des Malais (1,62%) (Leo Suryadinata *et al.*, 2003, p. 19).
24. Le tracé de l'avenue Thamrin avait été choisi en raison de l'absence de connotation coloniale des quartiers qu'elle traversait (S. Abeyasekere, 1989, p. 167-171). Sur la signification politique et culturelle de ces différents monuments, voir Abidin Kusno (2000).
25. Cette forte croissance de la population est également à rattacher au remaniement des limites de la région en 1974 et à l'incorporation de territoires qui appartenaient jusque là à la province de Java Ouest.
26. Ces districts sont désignés sous l'acronyme Botabek, qui forment avec Jakarta le *Jabotabek* (ou *Jabodetabek* pour marquer la présence de la ville de Depok dans l'agglomération). La croissance de la population du Botabek était de 5,07% entre 1980 et 1990 et de 3,68% entre 1990 et 2000. On peut imputer cette diminution du taux de croissance à des problèmes de recensement, mais également aux effets de la crise qui ont vu le chômage augmenter et par conséquent rendu la capitale moins attrayante. Les dynamiques de métropolisation ont été analysées par McGee et Ginsburg (1991) sur les espaces ruraux sous l'influence de la ville en particulier, W. Stolte (1995) sur l'extension d'un système urbain reliant toute la côte nord de Java, également par G.W. Jones et T.H. Hull (1997) et O. Sevin (2001), sur les migrations et leur rôle spatial.
27. Les études foncières sur Jakarta ont été nombreuses, en particulier les études de Lars Marcussen (1990); R.J. Struyk, L.M. Hoffman et H.M. Katsura (1990); M.L. Leaf

- (1992); des articles de B. Dorléans (2002) ou l'ouvrage de Ch. Goldblum (1987), qui traite des problèmes de logement.
28. Ch. Goldblum (1987, p. 35-37) souligne comment ces quartiers traditionnels pouvaient également avoir différents statuts fonciers. Pour une étude approfondie des *kampung*, voir aussi P. Guinness (1986), J. Sullivan (1992) et B. Dorléans (1976).
 29. Ce terme a une acception péjorative, comme l'illustre l'adjectif qui en est dérivé, *kampung-gan*, que l'on pourrait traduire en français par « plouc ».
 30. Je n'ai représenté que les principaux lotissements sur la carte.
 31. L. Jellinek (1931) analyse ainsi le quartier de Kebon Kacang, qui borde Thamrin à l'ouest, et qui connu de profonds remaniements, avec la construction de logements sociaux qui ont provoqué un exode de la population en place.
 32. Métamphétamine appelée également *ice* aux États-Unis.
 33. Ph. Bourgois, dans l'introduction de son ouvrage sur East Harlem (2001, p. 39-47), montre bien les écueils des études des populations dites défavorisées et les enjeux de représentation qui leur sont liés lorsqu'un chercheur les étudie, entre infériorisation, glorification de la misère ou « pornographie de la violence ».

NOTES DU CHAPITRE 1

1. Expression d'A. Farge et J. Revel (1988, p. 63) qui soulignent cette relation entre la spontanéité et l'invention des émeutes et leur signification (« En choisissant des lieux, des situations, en arrêtant des formes de règlements, les émeutiers inventent, d'épisode en épisode, la signification de leur révolte. »).
2. En raison de leur caractère plus restreint au seul quartier de Tanjung Priok et aux motivations encore plus strictement politiques, je ne mentionne pas ici les « émeutes » de Tanjung Priok de 1984 qui eurent pour cible principale des mouvements musulmans et firent jusqu'à 200 morts selon les sources. Celles de 1974 ont fait 11 morts, 17 blessés graves et 120 légers; en 1996: 2 morts et 26 blessés; en 1998: entre 300 et 1190 morts selon les sources (voir Agus Budi Purnomo, 1999 et Sandyawan Sumardi, 1998a).
3. Acronyme de *Malapetaka Lima Belas Januari*, catastrophe du 15 janvier.
4. *Kompas*, 9 et 10 janvier 1974.
5. La même avenue séparée en son milieu par le fleuve Ciliwung canalisé, porte deux noms différents: Gajah Mada dans le sens sud-nord et Hayam Wuruk dans le sens inverse.
6. Les articles du quotidien *Kompas* du 15 au 22 janvier 1974 sont ma source principale avec F. Raillon (1984, p. 99-104).
7. Sur les contestations liées à la construction de ce parc, vues par le gouverneur de Jakarta de l'époque, voir K.H. Ramadhan (1995, p. 307-314), Lasmidjah Hardi (1987, p. 258-259). Cf. F. Raillon (1984, p. 87-90).
8. C. van Dijk (1975, p. 2).
9. F. Raillon (1984, p. 85).
10. Acronyme de *Komando Operasi Pemulihan Keamanan dan Ketertiban* (Commandement opérationnel de rétablissement de la sécurité et de l'ordre). Les fonctions de cet organisme seront détaillées en deuxième partie.
11. C. van Dijk (1975, p. 22).

12. Il s'agit de la version du dirigeant étudiant Hariman Siregar communiquée lors de son procès.
13. C. van Dijk (1975, p. 25).
14. Voir D. Bourchier (1990); F. Raillon présente également une dernière version selon laquelle ces rivalités étaient le résultat de conflits de générations parmi les généraux qui voyaient en Sumitro un allié pour leur avancement (1984, p. 100-102).
15. 144 immeubles auraient été endommagés ou détruits de même que 807 voitures et 187 motos, Lasmidjah Hardi (1987, p. 261).
16. Pour les émeutes de 1996, je me suis servi de mes observations de terrain, mais aussi d'E. Aspinal (1996), Satrio Arismunandar (1998) et du quotidien *Merdeka* du 29 juillet 1996.
17. Ma source principale pour l'étude spatiale de ces manifestations est Agus Budi Purnomo (1999) et le système d'information géographique élaboré par le Centre à partir de ses relevés.
18. Seules 21 maisons ont été endommagées, principalement dans le quartier de Pademangan où une rangée de 17 maisons a été assaillie à la limite entre Pademangan Est et Sunter, à l'est de l'ancien aéroport de Kemayoran.
19. Cette avenue est figurée sur la carte des émeutes de 1996.
20. La police juste après les événements comptait 293 morts à Jakarta (voir *Media Indonesia*, 23 mai 1998), 400 est le chiffre donné par Agus Budi Purnomo (1999, p. 1) d'après le journal *Suara Pembaruan* en juin 1998, 1 190 est le compte établi par I. Sandyawan Sumardi (1998a, p. 9).
21. Les statistiques de la police qui comprennent également les municipalités de Tangerang et Bogor chiffrent le nombre de bâtiments détruits à 1 344, celui des voitures à 1 009 et les motos à 205. Le gouvernement de Jakarta, quant à lui, comptait 15 marchés détruits ou endommagés, 4 452 établissements commerciaux (magasins et centres commerciaux), 21 immeubles de bureaux publics, 383 immeubles de bureaux privés, 90 banques et 1 119 équipements autres (DKI Jakarta, Bappeda, 1998, p. 4).
22. Agus Budi Purnomo (1999, p. 17).
23. C'est ce que montre Agus Budi Purnomo (1999, p. 9-10), qui souligne que ces foyers sont éloignés en moyenne de six kilomètres et demi.
24. Mes sources sont ici mon journal de terrain et I. Sandyawan Sumardi (1998a).
25. Le marché de Tebet Barat comprend trois niveaux superposés avec un grand magasin au dernier étage.
26. I. Sandyawan Sumardi (1998a, p. 2-8).
27. Chaque université a une veste d'une couleur précise, bleue pour Trisakti, jaune pour l'Universitas Indonesia, par exemple.
28. Deux ans plus tard, au moment d'un procès de Suharto, par exemple, des contre-manifestations avaient été organisées face à celles des étudiants. Le recrutement des manifestants avait eu lieu dans des quartiers populaires, dans des *kampung*, comme ceux de Tanah Tinggi où j'habitais. Dans un quartier qui avait surtout voté en faveur du parti de Megawati aux élections de 1999, la tâche aurait pu sembler difficile. Néanmoins, on proposait à tout manifestant la somme de 25 000 *rupiah* (l'équivalent de deux à trois journées de travail pour un ouvrier non qualifié du quartier), ce qui était attrayant. La personne chargée du recrutement était en liaison avec l'entourage de Suharto et était rémunérée, pour ce recrutement, de l'équivalent d'un million de *rupiah* (environ 160 euros), avec une prime de 160 euros à la troisième manifestation organisée [journal de terrain].
29. Un exemple des tentatives d'impliquer les étudiants est donné dans le même rapport qui montre que des individus seraient venus au campus de l'Universitas Veteran Nasional

(UPN), au sud de la ville à Pondok Labu, et auraient tenté de les entraîner, finissant par lancer des slogans : « Les étudiants sont des lâches ! » [*Mahasiswa pengecut*]. Le départ des émeutes à proximité du campus de l'université Trisakti, sur lequel avait eu lieu la fusillade du 12 mai, peut également être interprété dans la même logique.

30. Agus Budi Purnomo (1999, p. 10-11).
31. Journal de terrain. C'est un aspect également souligné par A. Simon (1976, p. 370) : il montre, à partir des révoltes du XVII^e siècle jusqu'au XIX^e siècle, comment les fêtes pouvaient se transformer en scènes de violence d'une part, et comment les émeutes pouvaient être le théâtre de scènes de liesse d'autre part.
32. Les statistiques et recensements indonésiens ne comprenaient plus de données sur l'ethnie d'origine depuis 1930, mais ils comportaient toujours une question sur la religion. Comme la majorité des bouddhistes sont d'origine chinoise, ces données permettent de donner un ordre d'idée de la répartition des Indonésiens d'origine chinoise, bien qu'il soit peu précis.
33. Ces émeutes auraient eu pour origine une révolte des paysans chinois des environs de Batavia et les Chinois de Batavia auraient été pris pour cible. C'est à la suite de ces événements qu'un ghetto chinois a été formé. S. Abeyasekere (1989, p. 27-28) ; O. Sevin (2001, p. 316-317).
34. Sur les problèmes de perception des « Chinois » et des viols durant les émeutes, voir J.T. Siegel (1998a, p. 75-108). Sur les viols, *Detektif & Romantika*, 5 sept. 1998, p. 16-26, Abidin Kusno (2000, p. 156-166).
35. J'utilise ce terme pour désigner la simple origine ethnique.
36. Ce quartier, appelé Meester Cornelis à l'époque coloniale, fut créé au XVII^e siècle. Il ne fut incorporé à la ville qu'en 1935, S. Abeyasekere (1989, p. 29 et 88).

NOTES DU CHAPITRE 2

1. De plus, quand une agression dégénère et qu'une personne est tuée, il arrive souvent que les statistiques recensent cet acte dans la catégorie des agressions, par exemple.
2. Cette catégorie regroupe plusieurs types de vols sans violence : les vols de cheptel, ceux effectués lors de catastrophes naturelles ou d'accidents, des cambriolages de nuit quand la maison est occupée, les vols en groupe et les vols avec effraction.
3. Aux quatre premiers types, on ajoute les meurtres, les incendies, les jeux d'argent, les menaces et rackets, les viols, les délits liés aux narcotiques et la délinquance juvénile.
4. Nombre d'habitants/nombre de délits.
5. Regroupement de la circonscription policière de Jakarta Nord et de celle de la zone portuaire de Tanjung Priok.
6. J'utilise ici les données du recensement de 2000, plus fiables que les estimations données chaque année.
7. Comme je n'ai pas pu obtenir de statistiques de ces crimes, avec leur localisation précise pour ces périodes (la police ne paraît pas garder d'archives), j'ai procédé à un relevé systématique de ces actes à partir d'un des journaux les plus anciens et les plus lus : *Kompas*. Pour la période de 1972 à 1984, j'ai effectué des relevés complets en 1977 et 1982, réalisant des sondages sur quelques mois pour les autres années afin d'en estimer les tendances et de vérifier si des disparités apparaissent (en 1972 : de juillet à septembre, de janvier à juillet 1979 et en mars et d'avril à octobre 1984).

Kompas est un quotidien lu principalement par l'élite. Je l'ai choisi en raison de sa rigueur supposée, mais surtout en raison des circonstances. C'était le seul disponible toutes ces années, les quotidiens spécialisés dans les faits divers, plus populaires, ne remontant pas jusqu'à ces dates ou les collections n'étaient pas complètes. Comme les journalistes sont en général au poste de police et suivent les forces de l'ordre sur les lieux des crimes, on retrouve dans tous ces journaux les mêmes faits mais rapportés avec plus ou moins de détail.

8. Les sources sont ici les livres de statistiques du gouvernement régional: *Jakarta Dalam Angka* [Jakarta en chiffres] de 1975 et 1987.
9. Ce quartier avait connu ses heures de gloire au début du siècle et jusqu'aux années soixante-dix. Des projets de réaménagement étaient en cours avant la crise de 1997. Face aux résistances des vendeurs, le marché sur l'emplacement duquel des projets de centre commerciaux avaient été élaborés a été « accidentellement » brûlé. En 2000 il y avait toujours un terrain vague à son emplacement.
10. À Manggarai, cette hausse est à relier à différents phénomènes qui ont frappé le quartier: le marché qui a brûlé à la fin des années 80, mais aussi de nouveaux projets immobiliers, en particulier celui d'un centre intégrant gare ferroviaire, gare routière, centre commercial, immeubles de bureaux et tours d'appartements de luxe, qui ont correspondu, selon les remarques d'un chef de quartier interrogé, à une augmentation des batailles de rue et de la criminalité. Dans ce cas, la criminalité pourrait avoir un lien avec une opposition à l'intervention publique ou avoir été fomentée par des groupes désireux de montrer qu'il faut procéder à des évictions afin de résoudre la criminalité (A. Murray, 1991).
11. Ces types de voleurs sont communément appelés *bajing loncat* («écureuil qui bondit») en raison de leur agilité à grimper sur ces camions et les vider alors qu'ils sont en train de circuler. Plusieurs groupes sont spécialisés dans ce genre de vols, en particulier les personnes originaires de Banten, à l'extrême-ouest de Java (*source*: entretien avec Ocak).
12. Les feux rouges sont en général respectés à Jakarta. Cependant, la nuit, ils le sont de moins en moins.
13. Les voleurs profitaient de l'immobilisation des voitures dans les embouteillages pour arracher, tranquillement, les rétroviseurs au vu du conducteur impuissant qui n'osait pas réagir.
14. Ces groupes étaient présents dans toute la ville au moment de mes enquêtes et agissaient aux principaux carrefours. Ils n'étaient pas organisés entre eux mais opéraient selon des techniques identiques. Au sein du groupe, il existait différents postes, depuis la personne qui repérait la proie jusqu'à ceux que l'on appelait les «exécuteurs».
15. En 1815, il comptait déjà 228 emplacements. Mes principales sources proviennent de DKI Jakarta, Kelurahan Senen (1969), A. Heuken (1997) et Parakriti T. Simbolon (1991, p. 70 *sqq.*).
16. En raison de la crise économique, à l'heure où je faisais mes enquêtes, ce terrain n'était qu'une friche.
17. Les relations entre vendeurs et pickpockets sur les marchés apparaissent en général étonnamment bonnes. S'agit-il d'une façade et de l'application d'une loi du silence? Des bagarres ou même des batailles ont en effet régulièrement lieu: un pickpocket se faisant tabasser par des vendeurs, comme ce fut le cas à Senen en 2000 (*Warta Kota*, 31 mars 2000), mais aussi des pickpockets vengeant un acte de délation. C'est ce qu'illustre la réponse de Buyung, spécialisé dans le vol à l'arraché dans la gare routière de Pulogadung, interrogé sur la loi du silence: «Elle est en général respectée dans la gare routière et personne ne se mêle aux affaires des autres. Une fois, un chauffeur de Metromini a dénoncé deux voleurs. Les amis des personnes arrêtées sont venus trouver le chauffeur peu après, munis d'un sabre. Ils l'ont enfoncé dans le ventre du chauffeur qui est resté sur la chaussée. Depuis, il n'y a plus de problèmes.» (Notes de terrain) On peut également se demander si de tels

réécits ne contribuent pas à construire un mythe effrayant, à la source de l'absence d'interférence entre ces deux sphères. Sur les relations vendeurs-pickpockets, voir Eko S. Priyadi (1995, p. 111 *sqq.*).

18. Les descriptions proviennent ici d'observations de terrain en 1999-2000 et d'entretiens avec Ibu Dalia, vendeuse de rue spécialisée dans l'achat d'or.
19. D'autres marchés de ce genre existent dans la ville, tels que celui aux abords du quartier commercial de Blok M, le marché de Taman Puring.
20. Entretien avec Husni. Les Betawi sont les personnes originaires de Batavia au moment de sa fondation; ils s'assimilent de nos jours à un groupe ethnique propre.
21. Syamsulhadi Honggoyudo (1975, p. 35 *sqq.*).
22. Entretien avec Buyung.
23. Entretien avec Silvester.
24. De façon plus générale, de nombreux secteurs du district de Johar Baru sont des lieux de résidence pour les pickpockets: Tanah Tinggi (à Baladewa, Kota Paris et au sud du quartier en particulier), Kampung Rawa et Galur (la localisation de ces quartiers figure carte 15 p. 247).
25. *Miring* a deux sens en indonésien: penché, mais signifie également fou, qui n'est pas normal, en langage de la rue.
26. Officiellement, la vente au détail de l'alcool est interdite à Jakarta. On en trouve néanmoins chez beaucoup de vendeurs de rue.
27. Musique à rythmes traditionnels d'inspiration soundanaise qui est une récréation récente.
28. C'est ce que souligne une enquête faite par le magazine *Interview* (20 août 2000), qui raconte la manière dont un client, scandalisé par les prix demandés (entre 100 et 400 fois plus élevés que ceux généralement pratiqués dans des échoppes de rue), s'était vu menacé par un « voyou » s'il ne payait pas.
29. S. Puteradjaja (1972, p. 37).
30. Les sources sont les entretiens avec Eddy, Daeng Yusuf, Daeng Imran, Husni, Bonar, Saleh, mais également des mémoires écrits à l'époque par des étudiants de l'Universitas Indonesia: R. Suparlan (1973), et celui de Syamsulhadi Honggoyudo (1975).
31. De nombreux écrivains, appelés les « écrivains de Senen », s'y retrouvaient dans les années 50. Voir J. Tadié (2002).
32. Tesch (1948, p. 58-65) estimait la part des Chinois en 1939 à plus de 10% de la population du district, alors que les Arabes (il s'agit en général de personnes originaires de l'Hadraradamaout) à peine à 1%. À l'époque, les autres ethnies dominantes dans le quartier étaient les Betawi (37,5%) suivis de Javanais (25,7%) et de Soundanais (23,2%).
33. De même, Galur et Kampung Rawa ont plusieurs clans qui s'affrontent entre eux que je n'ai pas représentés pour la clarté de la carte.
34. A. Murray (1991, p. 26-34) et Gadis Ranty Adriana Rivai (1995, p. 95-104).
35. Ali, un nouveau venu dans le quartier, vendeur au marché de Senen, racontait ainsi comment, lors d'une petite bataille entre Gambrenk et Baladewa à Tanah Tinggi, il les avait fait s'interrompre afin de pouvoir passer.
36. Comme la participation des collégiens est minoritaire par rapport à celle des lycéens dans les batailles, je les désigne sous ce nom générique.
37. Dans ce chapitre, le nombre d'enquêtes a été relativement faible. Les sources principales sont la presse, les rapports des agences municipales, et quelques observations et entretiens. La principale difficulté, qui demande du temps, temps que je n'ai pas suffisamment eu, est

de toucher directement les groupes d'élèves qui se battent. Or dans les écoles, on ne se bat pas, et c'est là une des premières caractéristiques de ces batailles. Elles affectent l'agglomération tout entière, mais elles ne se déroulent pas dans l'enceinte scolaire. Engager dans de telles circonstances une relation de complicité avec des lycéens aurait donc été une entreprise longue et difficile.

38. Explication donnée par le chef du Directorate des actions préventives de la police indonésienne (*Bimmas*); entretien du 16 janvier 2000.
39. En raison du manque d'archivage au sein de la police mais aussi des autres administrations, j'ai établi ce tableau non seulement en fonction des données officielles qui m'ont été communiquées – récentes pour la plupart – mais aussi en fonction de celles citées par les articles de journaux sur le sujet et les différentes études que j'ai réussi à me procurer. D'où la diversité des sources, mais aussi les chiffres manquants pour certaines années.
40. Soegiatmo (1977).
41. Les SMA et SMEA sont des lycées (également appelés SMU et SMK aujourd'hui), les SMP, SLTP et STM sont des collèges (généraux et techniques).
42. Pour des raisons de clarté, je n'ai pas pu faire figurer les toponymes. Je renvoie donc le lecteur à la carte 1 où la plupart d'entre eux figurent.
43. Ce sont les lignes recensées par le ministère de l'Éducation nationale, liste qui n'est pas exhaustive comme j'ai pu le remarquer lors de certaines batailles. Pour la facilité de lecture, je n'en ai représenté que les trajets, sachant que plusieurs lignes empruntent souvent les mêmes itinéraires.
44. Il faut cependant signaler que ces pratiques n'existent principalement que sur certaines lignes et que l'on trouve fréquemment des autobus ou autres voitures publiques qui débordent de lycéens aux heures de pointe.
45. C'est dans une telle mesure que je rejoins le point de vue de C. van Dijk (1995), lorsqu'il montre que l'on a souvent imputé ces batailles à une culture occidentale imposée ou à d'autres facteurs allogènes. Si l'« indonésianité » de ces batailles n'est aujourd'hui plus niée, et même si elle ne l'était pas toujours au moment où van Dijk écrivait, c'est dans de tels faits que l'on peut retrouver des tentatives de disculpation.
46. Tiras, 25 avril 1996, et Agus Basri (1998).

NOTES DU CHAPITRE 3

1. Pour une réflexion sur ces notions, voir J. Delumeau (1978, p. 15). L'auteur montre que « la peur a un objet déterminé auquel on peut faire face ». Voir aussi J. Delumeau (1989, p. 9-14; 1998, p. 152); et S. Roché (1993, p. 133-136).
2. De nombreux auteurs l'ont d'ailleurs montré. Voir, par exemple, J.-C. Chesnais (1989, p. 436-437), J. Delumeau (1989, p. 28).
3. Bestian Nainggolan *et al* (1996b). L'enquête réalisée par le Centre de recherches du quotidien montrait que 72% des personnes interrogées considéraient que la criminalité avait augmenté alors que, selon la police, elle avait diminué de 22 points entre 1994 et 1995.
4. Traiter d'un sentiment est une tâche difficile, surtout dans un pays où les sondages en sont à leurs balbutiements. Ils n'ont commencé à se développer qu'en 1998 avec la libéralisation de la presse. Le choix des échantillons reste cependant limité, étant donné qu'ils sont réalisés par téléphone et internet, ce qui ne touche qu'une élite. Les enquêtes réalisées auparavant par des équipes de chercheurs étaient plus fiables. À Jakarta, plusieurs enquêtes ont été menées dans les années 1990 à l'aide de questionnaires, dans toute la ville, afin de

mesurer les peurs des habitants. Il s'agit principalement de celles réalisées par le magazine *Gatra* (« Survei... », 1995) de même que par le quotidien *Kompas* en 1995 (Bestian Nainggolan *et al.*, 1996a, 1996b, 1996c, 1998), et de celles effectuées par le Centre de recherches de l'université Trisakti en 2000 (Université Trisakti, Centre de recherches, 2000). Si elles n'ont qu'un aspect souvent purement indicatif, et les différences entre les deux enquêtes de 1995 sont là pour le prouver, elles soulignent néanmoins des tendances et des thèmes qui sont intrinsèques au sentiment d'insécurité. Les autres sources que j'utilise afin de mesurer ce sentiment sont les journaux et l'évolution de la manière dont ils rapportent les faits divers, les bruits qui circulent et les entretiens réalisés.

5. Il s'agit de l'enquête de *Kompas*, qui ne donne pas le pourcentage de Jakarta Ouest.
6. Paulus C. Nitbani (1996).
7. Bestian Nainggolan *et al.* (1996b).
8. Université Trisakti, Centre de recherches (2000).
9. Cf. J. Siegel (1998a).
10. Il s'agit en particulier des *Catatan Akhir Tahun* [Notes de fin d'année], depuis 1982, ou des chronologies (*Kronologi*) auparavant publiées dans la seconde moitié du mois de décembre, qui portent sur la plupart des sujets dont des dossiers consacrés à la criminalité ou aux problèmes urbains à Jakarta en particulier.
11. *Kompas*, 26 décembre 1995.
12. À la lecture des synthèses sur la criminalité depuis la fin des années soixante, les mêmes leitmotivs sont repris, en particulier les meurtres qui deviennent de plus en plus sadiques et les méthodes des malfaiteurs qui se perfectionnent. Si dans ce dernier cas, il semble logique que leurs méthodes se perfectionnent, pour ceux qui ont accès à la technologie, en ce qui concerne l'évolution de la cruauté des crimes, cela peut paraître plus douteux.
13. J. Siegel (1998a) insiste sur le rôle social et politique de la criminalité en tant que médiateur entre le peuple et les dirigeants, entre l'individu et la nation. La récurrence du thème de l'insécurité soulignerait ainsi ce rôle.
14. En dehors des conflits armés, on comptait en Indonésie, entre 1998 et 2001, 126 attentats à la bombe, contre 14 entre 1976 et 1997. Depuis 1998, les principaux qui ont eu lieu dans la capitale sont :
 - le 19 janvier 1998 : explosion accidentelle d'une bombe dans les logements sociaux de Tanah Tinggi ;
 - le 4 août 1998 : explosion devant la maison de fonction du gouverneur de la Région spéciale de la capitale Jakarta ;
 - le 11 décembre 1998 devant un distributeur automatique de billets du centre commercial Atrium de Senen ;
 - le 2 janvier 1999 devant un grand magasin de la rue Sabang ;
 - le 9 février 1999 au centre commercial de Kelapa Gading ;
 - le 15 avril 1999 au centre commercial Hayam Wuruk ;
 - le 19 avril 1999 à la grande mosquée Istiqlal ;
 - en 2000 : bombe devant l'ambassade des Philippines, à la bourse de Jakarta et dans six églises de la ville à Noël ;
 - le 9 juin 2002 à l'hôtel Jayakarta ;
 - le 5 août 2003 à l'hôtel Marriott : 14 morts et 150 blessés ;
 - le 9 septembre 2004 devant l'ambassade d'Australie : 7 morts, 130 blessés.

On relevait d'autre part, pour la seule période de juillet 1997 à avril 1999, 79 alertes à la bombe, traduisant une période d'instabilité comme la ville n'en avait pas connue depuis

- 1996 où, après les émeutes de juillet, différents bureaux centraux de la ville avaient connu des alertes similaires.
15. Sur les phénomènes d'universalisation, que l'on retrouve dans le sentiment d'insécurité, inspirés par Lévi-Strauss, voir S. Rocher (1993, p. 10 et p. 241).
 16. Voir, par exemple, *Tempo*, 8 août 1999, p. 61.
 17. Plusieurs ouvrages traitent de la rumeur, la plupart en histoire ou en sociologie. Parmi les historiens français, l'ouvrage de Georges Lefebvre (1932) reste une description remarquable des mécanismes de propagation des bruits et paniques. Dans la dernière partie, l'auteur y retrace et explique les parcours et différents courants de la grande peur, à partir des foyers de panique recensés (voir la carte p. 198-199). L'ouvrage d'Arlette Farge et Jacques Revel (1988) montre le rôle de la rumeur dans la création d'une « manière d'être collective », mais également dans les troubles qui peuvent surgir dans une cité que l'on avait l'habitude de décrire comme calme au XVIII^e siècle. Voir également G. Rudé (1982, p. 243-259) et P. Froissart (2002). Chez les sociologues, les deux principaux ouvrages qui ont nourri ma réflexion sont : E. Morin (1969) et N. Elias et J.-L. Scotson (1997), en particulier le chapitre sur les commérages (« Observations sur les potins », p. 202-224).
 18. Cette gradation du simple ragot jusqu'à la rumeur la plus répandue est reprise par plusieurs auteurs. Lefebvre (1932, p. 161) souligne que la grande peur, qui n'était qu'une « fausse nouvelle », une rumeur, avait la particularité de se propager très loin et rapidement, au lieu de rester locale. Les auteurs distinguent en général la rumeur du ragot, la rumeur étant plus occasionnelle, avec une audience plus élargie. Cependant, ces deux types de discours peuvent être rapprochés : ce sont des « informations » qui ont prétention à la réalité alors qu'elles ne reposent sur aucun fondement, elles exigent également des réseaux communautaires pour se propager et réfléchissent la structure de la société.
 19. J'exclus ici les rumeurs de la bourse, lieu par excellence de propagation, de même que celles d'ordre plus politique qui avaient trait aux remaniements de cabinets, et celles trop localisées comme les menaces de représailles de la part de vendeurs de rue évincés de leurs lieux de vente, par exemple.
 20. Avant cette période, durant les années 1990, les rumeurs touchaient principalement à la santé du chef de l'État et à sa succession. R. Cribb (1998, p. 5 et 8) souligne le rôle des rumeurs en 1945 et 1965, suite à des périodes d'incertitudes : habitude de croire aux rumeurs qui étaient probablement la source d'information la plus sûre sous l'occupation japonaise ; manque de transparence politique dans un contexte de grave crise économique en 1965, qui entraînait une méfiance de la population sur tout sujet abordé en public et une croyance absolue en toute nouvelle sur ses ennemis, en particulier les communistes, d'où la violence de la répression, etc.
 21. *Paris Match* (n° 2586, 17 décembre 1998) en a présenté à l'époque des photos spectaculaires où l'on voit, entre autres, des sabres tranchant des cous ou enfoncés dans des corps au milieu d'une foule. Si les photos témoignent bien de l'horreur du spectacle, le texte qui les met en valeur mérite d'être cité, en raison de son caractère sensationnaliste et généralisant : « Pour une rumeur de mosquée incendiée, des centaines de musulmans fanatiques se sont lancés à la chasse aux chrétiens. De vraies scènes de barbarie. Dimanche noir pour les chrétiens à Jakarta. Au moins six d'entre eux ont été lynchés, le 22 novembre, dans le quartier de Pembangunan I, par des musulmans qui les accusaient, à tort, d'avoir mis à sac une mosquée. Une dizaine d'églises ont été incendiées ainsi qu'un cercle de jeu où sept personnes ont trouvé la mort. Une étape sanglante de plus dans la spirale de violence où s'abîme l'Indonésie. S'il subsiste, hors du temps, quelques îles paisibles, des vagues de barbarie parcourent régulièrement l'archipel. Après la répression des manifestations d'étudiants, après les massacres de Chinois, ce sont maintenant les communautés religieuses qui s'affrontent. À Jakarta ce jour-là, rien n'a arrêté

les émeutiers. Ni les exhortations au calme de l'imam de la mosquée locale, ni le plaidoyer des journalistes témoins, ni même la présence du photographe. En moins de dix minutes, tout était fini.»

22. G. J. Aditjondro (2001), dans son analyse du rôle des groupes politiques à Jakarta dans le conflit des Moluques, montre bien comment ces rumeurs ont été manipulées afin de provoquer des frictions entre chrétiens et musulmans moluquois.
23. Avec une moins grande ampleur, on peut également rattacher ce genre d'effets à certaines révoltes qui ont eu lieu à Jakarta, comme en janvier 1997 dans le marché de Tanah Abang. Les marchands avaient simplement entendu une rumeur selon laquelle les agents de l'ordre de la municipalité avaient heurté un vendeur. Le résultat fut que les marchands brûlèrent toutes les voitures officielles de la municipalité qu'ils rencontrèrent.
24. Bestian Nainggolan et Nila Kirana, (1998). Comme pour les autres sondages téléphoniques, j'exprime les réserves d'usage sur leur valeur (ils ne sont représentatifs que d'une certaine catégorie de la population, la plus aisée).
25. Ce sont des mécanismes similaires qui sont analysés par E. Morin (1969, p. 113), lorsqu'il montre que la force du mythe de la traite des Blanches, qui s'était répandu à Orléans en 1669, tenait à ce qu'il reposait «sur un système de preuve fait pour convaincre le sceptique», où la longue chaîne d'intermédiaires dans l'information était réduite au maximum à deux ou trois maillons, entre la personne qui était censée avoir observé les faits et celle qui les racontait, ce qui avait le mérite de laisser une distance suffisamment grande pour que l'information soit invérifiable.
26. On peut rattacher ces observations à certaines analyses faites par A. Farge (1986) à propos du pouvoir monarchique du XVIII^e siècle en France qui était peu enclin à considérer le peuple de Paris comme un partenaire valable, alors que ce dernier semblait friand de tous les bruits qui pouvaient circuler, en particulier sur le roi. Le peuple participait ainsi à la vie politique qui lui était en théorie refusée. Ce décalage laissait la place à tous ces différents bruits foisonnants.
27. Voir en particulier les méthodes traditionnelles de numérogie et les manuels de divination javanais, les *Primbon*: ils partent du présupposé qu'une conjonction d'événements aléatoires est impossible et que l'ordre cosmique relie tous les événements selon un schéma qui n'est compris que de façon imparfaite par l'homme, d'où le rôle de la combinaison des dates, des chiffres, des jours de la semaine, afin de prédire l'avenir. (cf. G. Quinn, 1975, p. 33-34; et Koentjaraningrat, 1985, p. 421-426).
28. Selon l'Équipe volontaire pour l'humanité (*Tim Relawan untuk Kemanusiaan*), commission d'enquête indépendante sur ces exactions, 152 femmes et filles ont été violées à Jakarta durant les émeutes (voir Sandyawan Sumardi, 1998).
29. Mes sources sont ici les quotidiens nationaux *Jakarta Post*, *Kompas* et *Media Indonesia* entre 1999 et 2001.
30. À la suite des émeutes de 1996, les mêmes types de lieux de vérification étaient cités lorsque les rumeurs de nouvelles émeutes parcouraient Jakarta. Il s'agissait du quartier de Senen, de l'axe menant à Glodok composé des avenues Gajah Mada et Hayam Wuruk, de même que l'avenue Sudirman et l'axe allant de Semanggi jusqu'à Grogol en suivant l'autoroute urbaine et passant par Tomang et le centre commercial Citra Land de Grogol. Voir *Kompas*, 30 juillet 1996.
31. A. Farge (1986, p. 56-57).
32. En insistant sur une rumeur secondaire à Orléans en 1669, selon laquelle il y aurait des tunnels reliant les différents magasins suspectés de traite des Blanches, E. Morin (1969, p. 60-61) montre la puissance du mythe de la ville sous terre: «La rumeur ressuscite soudain un thème que toute ville ancienne porte en elle, celui des réseaux souterrains, et que les romans

- populaires avaient redéployé au XIX^e siècle, dans les capitales qui se déstructuraient et se restructuraient, se métamorphosant en énormes agglomérations. C'est la grande ville qui, sous son vernis lumineux et bruyant, sous son animation populeuse, sous son pouvoir civil, cache un labyrinthe souterrain où règne une puissance occulte.» Cependant, ces considérations sont déduites d'une rumeur de vie sous la surface. À Jakarta, point de tunnels. La ville souterraine se manifeste plutôt par une dimension occulte, mystique, celle d'une autre ville parallèle.
33. E. Morin (1969, p. 60), dans un contexte culturel différent, celui d'Orléans, pousse l'analyse encore plus loin en rapportant la rumeur à la structure du pouvoir en place et aux transformations de la société orléanaise durant cette période: «[...] le mythe moderne de la traite des Blanches fait désormais planer le danger, auparavant refoulé à la périphérie des mauvais lieux, dans les profondeurs des bas-fonds, et dans l'obscurité de la nuit, désormais en plein centre de la ville et en plein jour.
- Dans ces conditions, le centre de la ville cesse d'être le noyau civil et civilisé, ordonnateur et régulateur, d'où rayonne l'autorité protectrice-paternelle de la Polis. Il demeure le foyer de l'animation, mais dans une ville livrée seulement à son activité sociale et économique. Dès lors, ce n'est pas seulement le centre qui se trouve comme vidé de sa cervelle, c'est toute la ville qui semble psychologiquement et éthiquement énucléée. Ce n'est plus une cité, c'est une agglomération déstructurée et informe, sans tête ni cœur.»
34. A. Farge et J. Revel (1988, p. 2-3).
35. Le lien entre l'insécurité et la ville, qui provoque la mise à l'index de la ville, est également souligné par S. Roché (1993, p. 91-93) pour le cas de la France à propos du rapport Peyrefitte de 1977. Il montre comment ce rapport désigne la ville comme univers violent, lié à l'entassement de la population et la disparition de liens communautaires.
36. Université Trisakti, Centre de recherches (2000, p. 69-71).
37. Bureau du suivi économique de la région spéciale de la capitale (Biro Bina Perekonomian DKI Jakarta), d'après *Kompas*, 23 novembre 1998.
38. *Interview*, n° 3/II, 20 août 2000, p. 13.
39. *Ibid.*, p. 56-57. En ce qui concerne l'alcool, leur vente est interdite dans la rue. Cependant un grand nombre de vendeurs de rue tiennent à disposition du client non seulement de la bière, du vin de palme, mais aussi des alcools blancs et des «cognacs» ou «whiskies» de fabrication locale.
40. Il s'agit là d'une tendance que l'on peut voir dans la presse mais qui est bien sûr à nuancer, dans la mesure où nombre d'articles présentent les vendeurs de rue également comme des victimes.
41. Au début des années 1990, lors de mon premier séjour, il semblait que la catégorie de la population la plus redoutée fût les bandes de jeunes qui pirataient des bus entiers en rannonnant les passagers, ce qui illustre un glissement des préoccupations.
42. Garin Nugroho (1997).
43. Voir «Anak Jalanan Anak Kaya Hasil» [L'enfant de rue, un enfant riche en ressources], *Interview*, n° 21, 20 avril 2000. Cet article, qui reprend les estimations établies par une équipe de recherche de l'université Atma Jaya de Jakarta et le Bureau des affaires sociales de la municipalité, estimait leur nombre à 10 085, répartis en 349 lieux dans les cinq municipalités de Jakarta, dont 20 lieux regroupant plus de 75 enfants. En 2004, les statistiques officielles de la ville les estimaient à 8 006 (*Jakarta dalam Angka*, 2004).
44. Mes recherches de terrain ne m'ont pas permis d'enquêter sur ce point. En revanche, pour ceux que j'ai pu rencontrer, ils étaient dirigés non pas par des personnes extérieures, des sortes de mafias, mais par leurs aînés auxquels ils remettaient une part de leurs revenus.

L'enquête de l'université Atma Jaya estime ces revenus à une fourchette allant de 17 000 à 40 000 *rupiah* par jour (l'équivalent de 1,5 à 5,50 € de l'époque). D'autres formes d'explication de leur audace, voire de leur violence existent également, telles que celle donnée par Wresniwiro (2000) qui insiste sur les difficultés de la vie dans la rue dans une métropole comme Jakarta, où règne une sorte de loi de la jungle : « À Jakarta et dans les autres grandes villes, le développement de l'enfant de rue est de plus en plus sadique, criminogène et dévoyé, du fait que chaque jour il tire des enseignements d'une expérience chaude, violente, brutale et qui donne sa force à la loi de la jungle – une loi de la rue qui abaisse la dignité d'un homme doué de raison. »

45. Afin de réduire le nombre de carrefours à quatre voies et pour faciliter la circulation sur les grands axes, on trouve sur la plupart des avenues de la ville, dont les chaussées sont séparées, des aménagements qui permettent de faire demi-tour.
46. De nombreux articles aux titres évocateurs traitaient des liens entre les « *Pak Ogah* » et la criminalité. Voir en particulier : « Pemalak Makin Marak di Ibu Kota » [Les racketteurs sont de plus en plus répandus dans la capitale], *Kompas*, 12 mai 2000 ; « Tingkah "Pak Ogah" dan Pengamen kian Meresahkan. Janji Bang Yos Ditunggu Warga Ibu Kota », [Les actes des « *Pak Ogah* » et des musiciens de rue exaspèrent de plus en plus. Les promesses de Bang Yos [surnom du gouverneur] sont attendues par la population de la capitale], *Media Indonesia*, 26 juin 2000 ; « Pengemis Mulai "Serbu" Jakarta » [Les mendiants commencent à « passer à l'assaut » de Jakarta], *Kompas*, 5 décembre 2000 ; Sarbinnor Karim et Teguh Wiyono : « Awas, Preman Nyaru Pak Ogah » [Attention les caïds se déguisent en *Pak Ogah*], *Interview*, n° 8/II, 10 octobre 2001.
47. Il s'agit ici des observations de l'article de *Kompas* du 5 décembre 2000. Pour ma part, j'ai plutôt remarqué une tendance de ces groupes à toujours être présents aux mêmes endroits.
48. *Interview*, n° 3/II, 20 août 2000, p. 56-57.
49. Ces personnes se trouvent aux abords des principaux axes protocolaires de Jakarta, axes interdits aux heures de pointe aux voitures contenant moins de trois personnes, et proposent de monter dans les voitures qui ont un nombre insuffisant de passagers, moyennant rétribution.
50. Cf. B. Anderson (1972) et R. Cribb (1991).
51. C. van Dijk (1996, p. 13-15).
52. B. Anderson (1972, p. 1). C. van Dijk, dans sa communication de 1995 (p. 7), reprend cette citation afin de souligner combien la violence que montrent les jeunes Indonésiens fait partie d'une sphère culturelle plus large.
53. DKI Jakarta, Badan Pembina Ketahanan Sekolah (1997, p. 1).
54. Lors de mes enquêtes dans le quartier, on m'a recommandé de ne pas prendre de photos en raison des tensions qui y étaient encore vives.
55. O. B. Server (1996).
56. Depuis les attentats de 2003 et 2004, la plupart des tours de bureaux, les hôtels et lieux de fréquentation des élites se sont cependant dotés de services de sécurité avancés avec des zones de fouille des véhicules et visiteurs par des compagnies de sécurité privées, parfois assistées de la police.
57. On définit habituellement ces communautés enclaves comme des « zones résidentielles à accès limité, dans lesquelles des espaces en temps normal publics ont été privatisés », E.J. Blakely et M.G. Snyder (1997, p. 2). De nombreuses études ont été réalisées sur le sujet : voir M. Davis (1992, p. 244-250) ; C. Webster (2001) ; en Indonésie, Djoko Sujarto (2002), H. Leisch (2002).

58. Voir les « *Lifestyle communities* » et les « *Prestige communities* », identifiées par Blakely et Snyder (1997, p. 38 et p. 46-98).
59. H. Leisch (2002); R. Cowherd (2002).
60. La question de l'homogénéité du quartier, thème que l'on retrouve dans nombre d'études sur les problèmes de ségrégation, peut également être posée. Dans le cas de certains des lotissements haut de gamme, l'établissement de barricades et de systèmes de défense ne ferait que traduire une homogénéité de la population ainsi regroupée. Cependant, il serait intéressant de voir si parmi les quartiers qui ont construit des systèmes de protection permanents, tous sont aussi homogènes, ce qui reste une exception dans le tissu urbain jakartanaï. L'apparition de ces barricades ne serait ainsi que la traduction d'un état de fait et une géographie des barricades permanentes serait non seulement une mesure de la peur dans la ville mais aussi des quartiers avec une identité sociale commune. Inversement, si cela n'était pas le cas, ces barrières ne seraient-elles pas la marque d'une nouvelle forme d'identité de quartier ? En ce qui concerne la protection de ces quartiers, ces barrières semblent imposer une forme de réconfort : au moindre incident, le quartier sera plus aisément défendable, selon une logique stratégique. Cependant, en ce qui concerne les risques de criminalité, qui ne semblaient pas devoir être la première préoccupation à l'origine de la création de ces barricades, il est peu sûr que l'on assiste à une réduction du nombre de cambriolages par exemple. C'est ce que montrait, dans un autre contexte géographique, l'étude de E.J. Blakely et M.G. Snyder (1997, p. 97 et p. 122) qui révélait que les grilles avaient peu d'influence sur les criminels et les taux de criminalité des quartiers en question.

NOTES DU CHAPITRE 4

1. Cette proportion est probablement surestimée en raison des défauts de l'organisation du recensement 2000. Les forces de police indonésiennes comptaient, en 2001, 190 000 membres, pour une population d'environ 220 millions d'habitants, soit un rapport d'un policier pour 1 150 habitants (*Forum*, n° 32, 12 novembre 2001).
2. C'est le cas en particulier de la lutte contre les communistes, à Madiun en 1948, lors de la guerre d'indépendance, puis des rébellions dans le cadre du *Darul Islam*, de mai 1948 à 1962, de *Permesta*, en 1957 aux Célèbes, ou du PRRI, en 1958, à Sumatra Ouest. Sur ces questions, voir O. Sevin (1993, p. 49-50); M.C. Ricklefs (1981, p. 215-216, p. 243 et p. 250-252).
3. L'histoire de la constitution des régions militaires et de leurs subdivisions n'est d'ailleurs pas séparable de l'établissement de cette doctrine, qui allait de pair avec l'établissement de la loi martiale en 1959 : les *Kodam* furent ainsi créés en 1959, les *Kodim* en 1960 et les *Koramil* en 1962 (*Forum*, 12 novembre 2001).
4. Article 28 de la loi de défense et sécurité de 1982, cité par Cayrac-Blanchard (1991, p. 111).
5. Tanter (1991, p. 264-276).
6. *Vade-mecum: Pengetapan Pertahanan Keamanan* [Vade-mecum : étude de la défense et de la sécurité], Sekolah Staf dan Komando, Quartier général de l'armée de terre-TNI-AD, Bandung, 1982, p. 408, cité par R. Tanter (1991, p. 267).
7. Ce bataillon sert toujours de modèle à la police et les gardiens de la paix sont également appelés Bhayangkara.
8. En raison des problèmes de communication sur l'ensemble du territoire à l'indépendance, ce ne fut que le 1^{er} juillet 1946 qu'une police unifiée fut effectivement fondée. Voir Awa-loedin Djamin (1999, p. 23-41). L'auteur fut chef de la police de 1978 à 1982. Sur l'his-

- toire de la police, voir également : Suparno (1971, p. 30-67); Yusril Ihza Mahendra (1999, p. 82-88); Adrianus Meliala (1999).
9. J. Barker (1999a, p. 178-187).
 10. J. Barker (1999, p. 227-229).
 11. Voir l'entretien avec W. Liddle (1999, p. 257). J'ai moi-même profité de ces liens lors de la collecte de données statistiques auprès de la police de Jakarta, chaque policier rencontré me présentant les membres de sa promotion présents à Jakarta.
 12. À titre indicatif, en 2004, l'échelle des salaires officiels était comprise entre 800 000 *rupiah* [environ 70 euros] sans primes et 1,2 million *rupiah* [environ 100] avec primes pour un simple gardien de la paix (*Bhayangkara Dua*) et 2,7 millions *rupiah* [environ 230] sans primes et 4,5 millions de roupies avec primes [environ 400] pour un général de la police (*Irjen*).
 13. J. Barker souligne également le rôle de la corruption et la circulation de l'argent et des biens qui en résultent dans le renforcement de ces réseaux (1999a, p. 188-197).
 14. Adrianus Meliala (1999) et R. Tanter (1999, p. 274).
 15. *Jakarta Post* (6 avril 1999).
 16. *Forum*, 12 novembre 2001.
 17. D. Bouchier (1990, p. 6).
 18. R. Tanter (1991, p. 284-341). L'auteur analyse ici la nébuleuse de services de renseignements de l'époque : les services militaires, le BIA (Agence de renseignements stratégiques de l'armée), devenu le BAIS (Service de l'Assistant aux renseignements de l'armée), le BAKIN (Agence de coordination des renseignements de l'État) devenu le BIN (*Badan Intelijen Negara* : Services secrets nationaux) mais aussi les services de renseignements de la police, ceux de la municipalité et du bureau du Procureur général (chargés principalement des affaires de subversion et de corruption). Les services de la police restaient néanmoins soumis aux impératifs politiques quand cela était nécessaire. Voir aussi International Crisis Group (2004, p. 13-16); *Media Indonesia*, 7 mars 1999; *Interview*, 20 octobre 2000, p. 19-28.
 19. Voir l'enquête du *Partnership for Governance Reform* sur la corruption dans le pays (« Customs, traffic police the most corrupt: Survey », *Jakarta Post*, 19 octobre 2001). En 2004, le problème de la corruption interne fit également scandale au sein-même de la police, lorsque plusieurs mémoires de PTIK, l'Établissement supérieur d'études policières, furent consacrés à cette question, sans l'accord préalable du chef de la police indonésienne.
 20. Le titre de Commissaire général remplaça le grade de Lieutenant général; celui de Major général devint Inspecteur général, Colonel, *Senior Superintendent*; Lieutenant-colonel, *Superintendent*; Major, *Assistant Superintendent*; Capitaine, *Inspecteur Senior*; Lieutenant, Inspecteur, etc. (*source*: Indonesian Police Watch, 2000).
La loi de 2002 sur la police précise aussi la compétence de la police dans les affaires de sécurité intérieure et règle les codes de conduite des policiers qui doivent suivre les valeurs religieuses, les codes de politesse et les mœurs locaux, tout en respectant les Droits de l'Homme (article 19).
 21. Le serment des policiers rejette ainsi toute forme de récompense matérielle qui a un lien avec le service (article 22).
 22. Loi n° 22 de 1999, article 7 alinéa 1, sur le gouvernement régional, et loi n° 25 de 1999 sur l'équilibre budgétaire entre le gouvernement central et les régions.
 23. Voir, par exemple, la communication de Satjipto Rahardjo (1999, p. 53-65); Awaloedin Djamin (2000).
 24. *Jakarta Post*, 5 juin 2001.

25. *Lembaga Kepolisian Nasional* [je traduis ici *lembaga* par conseil plutôt que par institut en raison de sa dimension consultative]. Il est composé de membres des forces de police, du gouvernement mais aussi de représentants de la population.
26. R. Tanter (1991, p. 209-220).
27. Ce sont ces analyses que reprennent plusieurs spécialistes de l'armée lorsqu'ils montrent que la double fonction de l'armée sera difficile à supprimer en raison non seulement des résistances politiques, de son rôle en tant que ciment de la Nation qui permet de résister aux forces centrifuges dans le pays, mais également à cause de facteurs économiques. À cela s'ajoute l'habitude qu'a prise la population d'avoir une armée qui intervient dans la vie de la Nation, surtout aux échelons les plus hauts (voir, par exemple : International Crisis Group, 2001a, p. 18, et 2004, p. 8 ; les analyses de Damien Kingsbury dans le *Jakarta Post*, 28 août 2002 ; celles de Cornelis Lay, interviewé dans le *Jakarta Post* du 14 décembre 1999). On comptait ainsi dans le pays, en 2004, 180 000 militaires affectés à ce contrôle interne sur les 347 000 militaires que comptait l'armée.
28. R. Tanter (1991, p. 358). Les questionnaires sont reproduits dans R. Tanter (1991, p. 513-522). Cependant, au niveau local, les données dont je me sers ne sont que des questionnaires vierges et je n'ai pas eu accès à des questionnaires déjà remplis. Il est donc difficile d'apprécier le degré de précision de ces formes de surveillance et de contrôle.
29. Les plaintes pouvaient être déposées au bureau des *Kodim*, par exemple. L'armée organisait également des opérations régulières d'éradication de la criminalité à Jakarta, dirigées principalement contre les petits caïds et délinquants dans les endroits réputés dangereux de la ville.
30. International Crisis Group (2004).
31. Danang Widoyoko *et al.* (2003, chap. 4).
32. Il s'agit ici d'une particularité de Jakarta, ces deux derniers personnages n'étant en général pas représentés. Au niveau local, des conseils semblables sont réunis : les *Muspiko* à l'échelle de la municipalité et les *Muspika* pour celle des districts (*kecamatan*). Ils regroupent les représentants de ces diverses instances. Voir R. Tanter (1991, 344) ; M. Malo et P.J.M. Nas (1996, p. 118) ; Ramadhan K.H. (1995, p. 129-133).
33. R. Tanter (1991, p. 331).
34. Ces problèmes sont désignés par l'acronyme *Ipolekososbudkam* : « *Ideologi POLitik EKO-nomi SOSial BUDaya KeAManan* ». Seules les caractéristiques militaires ont été remplacées par celles qui ont trait à la sécurité.
35. Depuis 2004, le Bureau de la paix et de l'ordre se nomme « Bureau de la paix et de l'ordre et de la protection de la société ».
36. Décret du ministre de l'Intérieur n° 91 de 1993 sur « l'Organisation et les règles de travail du Bureau de la paix et de l'ordre de la Région spéciale de la capitale Jakarta ». À l'heure actuelle, c'est le Décret gouvernemental n° 32 de 2004 qui règle les statuts de cette police. Alors que ses fonctions remontent à l'époque coloniale, elle avait été recrée en 1956 sous l'administration du gouverneur Suwiro, sous le nom de « *Onbezoldigde Politie-ambtenaren* » ou « Police civile sans solde, renommée l'année suivante », « *Pegawai Petugas Kepolisian Jakarta-Raya* » ou « Fonctionnaires chargés de la police du Grand Jakarta » ; voir DKI Jakarta (1977a, p. 91) ; J. Barker pour son histoire à l'époque coloniale (1999a, p. 148-152).
37. *Peraturan Daerah Daerah Khusus Ibukota Jakarta n° 11 Tahun 1988 tentang Ketertiban Umum Dalam Wilayah Daerah Khusus Ibukota Jakarta*. Ce règlement comprend plusieurs sections sur l'utilisation des espaces publics : les rues et les transports publics, les espaces verts, les cours d'eau et leurs berges, les voies ferrées et leurs abords, mais aussi sur l'entre-

tien des espaces autour des habitations, la mendicité, la prostitution, la pratique illégale de la médecine, etc.

38. La police nationale a aussi un rôle de prévention de certains de ces problèmes appelés dans ce cas « maladies de la société » (voir l'article 15, alinéa 1, de la loi n° 2 de 2002) qui désignent entre autres la mendicité, le vagabondage, la prostitution, le jeu, les drogues, l'état d'ébriété.
39. Ma principale source est ici un exposé présenté par le Bureau en 1998 et les rapports et notes de services sur les actions du Bureau que j'ai obtenus fin 1999.
40. Les débordements et la violence de cette police municipale sont fréquemment dénoncés par des ONG qui lui reprochent ses méthodes violentes, d'incendier parfois les barraques ou d'être assistée d'hommes forts pour intimider la population résistante. Voir Wardah Hafidz (1998) et Pauline R. Hendrati (2002).
41. Note de service N° 424 a/073 551 de décembre 1999. Cette note ne dénombre pas l'élimination des bidonvilles. En revanche, selon le rapport du Bureau de novembre 1999, on relevait la destruction de 389 constructions de ce type pour le seul mois de novembre.
42. La ville de Jakarta avait été séparée de la province de l'ouest de Java en 1948. Sur l'histoire de la Région spéciale de Jakarta et de sa formation, voir DKI Jakarta (1977b, p. 16-19).
43. Voir p. 63.
44. Littéralement, « Association de membres de la communauté ».
45. J'analyse ici plus particulièrement les aspects qui ont trait au contrôle du territoire et de la population, aux problèmes de sécurité. Ces unités de voisinage ont cependant d'autres fonctions, d'entraide (*gotong-royong*) ou d'amélioration de l'environnement, par exemple. Sur l'histoire des divisions administratives des municipalités indonésiennes, voir P.J.-M. Nas (1990, p. 104) et surtout J. Sullivan (1992, p. 136-140); pour la période de l'indépendance, voir ministère de l'Information de la République d'Indonésie (1952, p. 169).
46. Elles furent créées en 1943 sous le nom de *Tonarigumi* ou *Roekoen Tetangga* pour les RT et *Aza* qui regroupaient les RT.
47. DKI Jakarta (1977b, p. 111-112). Ali Sadikin insiste également sur l'image d'un faible niveau de développement que ce terme revêt. Il souligne cependant que si ces organisations de voisinages sont avant tout composées de relations entre les habitants, elles prennent une forme territoriale.
48. M. G. Logsdon (1974).
49. L'étude établit également des distinctions entre les quartiers pauvres et ceux où les habitants sont plus riches, en montrant que, dans les premiers, les chefs de RT ont un rôle social accru, alors que dans les seconds, ils ne tiennent qu'une fonction administrative pour la rédaction de certificats.
50. Une de ces banderoles est représentée sur le doc. 21 p. 113. Ces banderoles avaient été accrochées dans un souci de conformité avec les politiques municipales, mais rien n'avait changé dans les pratiques de consommation (et de revente) de ces substances dans le quartier. C'est ce que montre également J. Sullivan (1992, p. 165), à Yogyakarta, à propos des campagnes contre les jeux d'argent ou la prostitution.
51. L'inscription de ce contrôle étatique dans les valeurs communautaires, plus traditionnelles, est également décrite par J. Sullivan (1992, p. 163) : « Manifestement, les objectifs de l'État et du *kampung* sont souvent parfaitement compatibles même s'ils ne sont jamais identiques. Par exemple, le désir de l'État du maintien d'un ordre civil semble correspondre à la volonté du *kampung* d'une harmonie communautaire, et les moyens utilisés couramment

par l'État pour maintenir l'ordre dans les quartiers entraînent de nombreux bénéfices pour la communauté.»

52. J. Sullivan (1992, p. 170-171).
53. Pour une synthèse sur ce sujet, voir Ch. Goldblum (1987, p. 150-181), S. Abeyasekere (1989, p. 222-226), DKI Jakarta (1977b, p. 258-263) et A. Murray (1991, p. 15-16 et p. 22).
54. Leur rôle sera décrit de façon détaillée dans la troisième partie.
55. Le nombre de ces *satpam* est le reflet du mouvement qui s'est accéléré dans la capitale depuis le 11 septembre 2001, mais qui était déjà amorcé auparavant: celui de la floraison d'entreprises de sécurité privées.
56. *Kompas*, 1^{er} février 1999.
57. J. Barker (1999a, p. 27) se demande même si cette pratique ne remonte pas à l'époque pré-coloniale. La suite de cette étude repose sur mes observations personnelles lors des séjours à Jakarta, sur les analyses de J. Barker dans sa thèse (1999a, p. 27-78) et sur l'article qu'il a publié sur le sujet (1998, p. 96-98).
58. J. Barker décrit abondamment le rôle du *kentongan* en tant que signifiant d'une présence territoriale, non seulement parce qu'il est le signe d'une garde, mais aussi parce qu'il est un « activateur » de relations territoriales, en poussant chaque habitant à être présent sur son territoire. Observant la présence d'un *kentongan* géant dans le hall du ministère de l'Intérieur (1999a, p. 235-236), l'auteur souligne qu'il est signe de pouvoir, signifiant la subordination des organisations de sécurité locales à la structure étatique.
59. Cet organisme, qui existe non seulement dans les zones rurales mais aussi dans les villes, a pour objectif d'organiser diverses activités d'intérêt général, allant du *Siskamling* à l'organisation du travail volontaire dans le cadre de l'entraide (*gotong royong*).
60. Achmad Turan (1995, p. 77-78). Cette aide est décrite dans les « Directives de terrain sur l'encadrement des postes de Sécurité » de la police [*Juklap/207/IV/1993, tentang Pembinaan Pos Kamling*] reproduite dans le même ouvrage (p. 89): venir en aide aux visiteurs, aux personnes atteintes de maladies graves, aux femmes sur le point d'accoucher, aux victimes de catastrophes naturelles ou d'accidents, etc.
61. Trois classes de postes existent en fonction du degré de danger du quartier dans lequel ils se trouvent et auquel un équipement adéquat doit être fourni. Ainsi, en 2000, on comptait à Jakarta 11 678 postes de garde, appelés *pos kamling*, dont 973 de type A (les mieux équipés et dont l'activité est la plus grande en raison des dangers potentiels de leur quartier), 2 708 de type B et 7 970 de type C (les moins bien équipés).
62. J. Barker (1998, p. 237).
63. On retrouve ici l'ambivalence signalée dans le cas des chefs de RT et de RW qui transmettent les directives centrales, les rendent publiques, sans veiller à ce qu'elles soient appliquées – la consommation de drogue ou la pratique de jeux d'argent le montraient également.
64. M. Supriyadi (1997). Voir également C. van Dijk (1996). Des tentatives d'instauration de la discipline nationale avaient été également tentées auprès des fonctionnaires, grâce à des opérations comme celle du « vendredi propre », en 1993.
65. Dans le discours de lancement du programme, Suharto montrait que la discipline était la base d'une existence ordonnée, en apportant un sentiment de tranquillité et de sécurité, mais aussi d'un État moderne et développé. Il faisait ainsi référence aux pays développés où la discipline était très forte (C. van Dijk, 1996, p. 2).

66. J'en ai retrouvé un exemple à Java, en décembre 1995, où, lors d'une manifestation d'employés d'une usine à Sukoharjo, 5 activistes et 40 étudiants venus les soutenir furent arrêtés. Ils furent cependant libérés peu après (*Kompas*, 12 décembre 1995).
67. C'était en particulier le cas des «Jeunesses de la Pancasila» (*Pemuda Pancasila*), dont 2310 membres furent recrutés (voir l'entretien avec l'un de ses dirigeants, Yorris Raweyai, *Media Indonesia*, 3 décembre 1995).
68. Expression employée par le chef d'état-major de l'époque, le général Wiranto (*Republika*, 16 décembre 1995).
69. Selon les statistiques officielles, un tiers des emplois à Jakarta seraient informels. Cependant, avec la pluriactivité, ce seraient près de deux tiers des foyers qui y recourraient (DKI Jakarta, Bappeda, 2000, p. 68).

NOTES DU CHAPITRE 5

1. Ces statistiques comprennent également les zones de Bekasi et Tangerang ainsi que la ville de Depok, au sud, qui font partie de la circonscription administrative de la police. En 1999, on comptait 47 morts dans les cinq municipalités de Jakarta, 13 à Bekasi, 9 à Tangerang et un à Depok.
2. Voir D. Lombard (1990, t. 2, p. 287 et t. 3, p. 129); W. Sofsky (2002, p. 44-46). Cet aspect est également discuté par F. Colombijn (2002, p. 320-322). L'auteur montre dans ce texte comment l'amok et les rituels de mise à mort des tigres (*rampok macan*) sur les places centrales des capitales royales (*alun-alun*) servent de modèle aux lynchages, même si l'amok est le contraire du lynchage: «Au lieu d'avoir la foule qui s'abat sur un individu, "un individu, de façon imprévisible et brutale manifeste un comportement meurtrier de masse, sans faire de distinction, et s'accompagne d'une intention suicidaire" (Spores, 1988, p. 7)». Selon l'auteur, on retrouverait des parallèles entre ces actes et les lynchages qui leur serviraient de justification traditionnelle. Ce sont ainsi des démonstrations de bravoure, sans peur de la mort. Lors de la mise à mort, dans les récits d'amok, l'individualité de la victime serait également détruite. En ce qui concerne les mises à mort de tigres, le parallèle peut être fait en raison de la figure humaine du tigre dans certaines régions, à Sumatra par exemple. Là encore, on différencie le tigre du voisinage et l'étranger, les rois ont le droit de regarder ces mises à mort, mais n'y participent pas, ce qui n'est pas sans rappeler, selon l'auteur, la foule qui met à mort le malfaiteur avec l'accord tacite de l'État.
3. *Kompas*, 11 juin 2001.
4. Si ces personnes sont rarement identifiées dans la presse, en revanche les habitants des quartiers où se sont déroulés des lynchages savent en général qui a mis le suspect à mort.
5. *Kompas*, 22 avril 2001. On pouvait également lire dans la presse d'autres exemples de voleurs qui, après avoir essayé d'extorquer les biens d'un passant, se mettaient à crier «au voleur!» comme s'ils avaient été eux-mêmes les victimes.
6. Lors de ces incidents, plus de 300 personnes s'étaient rassemblées afin de brûler le camion, après en avoir fait descendre les employés. Ces incidents entraînent à chaque fois des rivalités entre les habitants et les recycleurs.
7. J. Siegel (1986, p. 43-48), J. Barker (1999b, p. 117-118), F. Colombijn (2002, p. 306-307).
8. Ces différents partis prônent l'instauration d'un État islamique, avec l'application de la charia pour les musulmans. Pour une présentation de cette nébuleuse de petits groupes, voir B. Platzdasch (2001, p. 7-9), International Crisis Group (2001b) et I. Wilson (2005).

9. Ces rumeurs ont même été réfutées en 2001 par un autre groupe, les *laskar jihad*, sur leur site internet en réponse à des questions sur leurs mouvements de justice spontanée.
10. Pour une description de la foule qui prend part à un de ces lynchages, voir «Diduga Menhipnotis PRT, Dua Pria Dihakimi Massa», *Warta Kota*, 7 novembre 2000. Cet article relate un lynchage dans un lotissement des environs de Jakarta, à Bekasi: la foule y est décrite composée non seulement de conducteurs de motos-taxis ou de cyclo-pousses, mais aussi «de personnes qui portaient une cravate et qui conduisaient des berlines». Ce sont également ces constatations, reprises par l'enquête de *Warta Kota* et de RPC, qui montrent la présence de gens éduqués, aussi bien parmi les lyncheurs que parmi ceux qui les provoqueraient («Amuk Massa...», *Warta Kota*, 26 juin 2000).
11. Le second groupe de répondants, avec seulement un cinquième des réponses, perçoit les lynchages comme une forme de revanche.
12. *Sinar Pagi*, 20 décembre 1999.
13. C'est l'analyse que développait, par exemple, le vice-président d'une des organisations de la jeunesse spécialisée dans la protection et la sécurité et considérée autrefois comme une sorte de mafia, les *Pemuda Pancasila* (Jeunes de la Pancasila), Ruhut Sitompul. Il soulignait que la police comme l'armée avaient aujourd'hui peur d'être accusées d'enfreindre les Droits de l'Homme, ce qui avait pour conséquence qu'ils ne garantissaient plus la sécurité (*Warta Ekonomi*, 2 octobre 2000).
14. Deux autres exemples d'arrestation de lyncheurs ont eu lieu en 2002 et 2004: l'un lors du meurtre d'une personne suspecte de viol à Java Centre (6 avril 2002), l'autre lors du jugement de six lyncheurs qui avaient tué un voleur à Jakarta Ouest (7 janvier 2004).
15. Ces actes, dans les années 90, ont été également décrits par Joshua Barker (1999b, p. 115-119 et 1999, p. 53-58).
16. Voir, par exemple, Dasep Purnama (1975, p. 39-43). L'auteur y décrit la manière dont sept personnes soupçonnées de faire usage de magie noire avaient successivement été lynchées par la population du sous-district de Rancakalong à Sumedang en 1972.
17. F. Colombijn (2002, p. 314-317).
18. Voir, par exemple, la déclaration du chef de la division de l'information de la police de Java Ouest, Dade Achmad, qui interprétait la croissance du nombre de lynchages dans sa circonscription comme le résultat d'un manque de compréhension du droit de la part de la population (*Kompas*, 26 septembre 2001).
19. *Suara Hidayatullah*, avril 2000/Dzulhijjah-Muharram 1421.
20. *Warta Kota*, 10 novembre 2000. L'article se termine sur une déclaration du responsable du secteur de police qui confirme que le voleur était un récidiviste!
21. Université Trisakti, Centre de recherches (2000, p. 79).
22. *Kompas*, 3 décembre 1998. Ils étaient encore 54% à avoir la même opinion en 1999 (*Kompas*, 1^{er} juillet 1999).
23. *Kompas*, 29 janvier 1996.
24. Je cite un autre exemple p. 80 – qui eut lieu dans le quartier de Poncol, quartier qui fait face à celui de Tanah Tinggi, de l'autre côté de l'avenue Suprpto – de réaction d'habitants face aux batailles de lycéens, qui montre la violence de ces réactions communautaires.
25. Zainuri Lubis, chef du service de l'information de la police de Jakarta, *Republika*, 21 mai 2000.
26. Les journaux alternent régulièrement leurs points de vue sur la participation de la foule dans le règlement des faits divers, en soulignant tantôt la réaction de la population alen-

tour, tantôt son inefficacité quand une agression s'est déroulée dans un espace public, par exemple, et que personne n'est venu en aide à la victime.

27. En 1999, Jakarta Ouest comptait 24 morts des suites d'un lynchage (dont 5 à Cengkareng et 2 à Kalideres), suivi par Jakarta Sud et Jakarta Est avec 9 morts chacun, puis Jakarta Nord avec 4 et Jakarta Centre avec un mort. En novembre 1999, Kalideres a également connu deux actes de lynchages avec mort du malfaiteur à la fin, de même que Cengkareng en juin 2001.
28. *Kompas*, 11 juin 2001.
29. Hôtel en général vide qui donne sur l'avenue Suprpto et dont on ne voit que l'arrière du bâtiment depuis le quartier.
30. C'est ce que reprend, par exemple, J. Barker (1999a, p. 57-58), selon une interprétation quelque peu métaphorique, lorsqu'il montre que les coups portés au voleur constituent à la fois une forme de territorialisation de son corps, en reconnaissant la présence du voleur, mais également une forme qui l'exclut de la communauté, qui le présente comme un étranger.
31. F. Colombijn (2002, p. 308).

NOTES DU CHAPITRE 6

1. P. Labrousse (1988, p. 33).
2. Les réalités françaises et indonésiennes n'étant pas tout à fait similaires, j'emploie ce terme à défaut.
3. Pour l'histoire de ce terme, voir L. Ryter (1998, p. 50); *Kompas*, 6 février 1994: «Preman Medan... "Cem Mana"»; l'article cite l'emploi de ce terme dans le journal *Benih Timoer* du 19 octobre 1926. Laszlo Székely (2001 [1935], p. 114) reprend ce terme où il désigne des coolies libres. Voir également Jan Breman (1989, p. 148 *sqq.*).
4. Teguh Esa Adrai (1978).
5. *Tempo* du 19 avril 1980 et *Kompas* le 13 juin 1980 à propos de batailles qui avaient eu lieu à Medan (L. Ryter, 1998, p. 49). Cependant, en 1994, lors des comptes rendus de la mort du Brigadier Général Tampubolon, d'autres termes étaient encore couramment employés tels: «*para brandalan*» [les turbulents, les fauteurs de trouble].
6. Les mémoires de cette école révèlent de façon intéressante les préoccupations de la police. En 1998, six mémoires traitaient de la question: Joko Irianto, 1998; Hilman Thayib, 1998; Agus Pranoto, 1998; Dedy Fardika, 1998; Ruslan Effendi, 1998, et Wahyu Widada, 1998. La même année, un rapport de recherches collectif paraissait, lui aussi commencé en 1996 (PTIK, 1998).
7. *Penodong*, *pencopet*, *penjambret*, *penipu*, etc. Teguh Esa Adrai (1978) définissait d'ailleurs les *preman* en fonction de leur activité: voleurs, pickpockets, voleurs à l'arraché, cambrioleurs (de maisons et de magasins), braqueurs, assassins, prisonniers.
8. Je reviendrai plus en détail sur ces événements à la fin du chapitre.
9. L. Ryter (1998, p. 49).
10. Entretiens avec Marwan, responsable de sécurité dans un marché, Bonar, tueur à gages, Ocal, responsable de la sécurité d'une des «cours des miracles» de la ville, Roy, petit caïd du quartier de Tanah Tinggi et Husni, ancien caïd aujourd'hui fonctionnaire à la retraite.
11. *Matra*, janvier 1993, cité par L. Ryter (1998, p. 51).
12. Hendrik m'en a d'ailleurs donné un exemple lorsqu'il m'a emmené dans la prison de Cipinang, un dimanche, afin de rencontrer un de ses «patrons» (c'est ainsi qu'il appelait toute

personne qui l'engageait pour un contrat). On demandait à ce dernier une somme bien trop forte pour alléger sa peine. Il avait été arrêté pour avoir escroqué de plusieurs centaines de millions de *rupiah* (plusieurs dizaines de milliers d'euros) des candidats à l'émigration dans les pays du Golfe. Hendrik lui proposait par conséquent ses services afin d'intimider le procureur de diverses manières (couteau sur la joue, présence constante de ses lieutenants autour de son domicile, etc.), et réduire ses ambitions financières. Le recouvreur perçoit en général une commission de 50% des sommes récupérées.

13. PTIK (1998, p. 8 et p. 10).
14. Les exemples de malversations sont nombreux. Je citerai, par exemple, le cas du bureau délivrant les certificats de propriété foncière dont les registres sont d'accès difficile voire impossible pour qui n'a pas les relations nécessaires, ou celui de l'agence de logements sociaux, dont les localisations retenues sont rarement celles choisies en raison d'intérêts divers liés à la corruption, selon les responsables des études de faisabilité. Pour une analyse du système de corruption dans les années quatre-vingt-dix et de son influence sur le secteur foncier, voir O.B. Server (1996).
15. Il s'agit en particulier d'organisations telles que les *Pemuda Panca Marga* ou les *Pemuda Pancasila*; voir L. Ryter (1998).
16. L. Ryter (1998, p. 63-65).
17. Le recrutement des lieutenants des *preman* et leur insertion dans le quartier seront discutés plus loin dans le chapitre.
18. Teguh Esa Adrai (1978).
19. J'ai tenté de classer les termes qui sont présentés par thèmes. Dans ce remaniement, tous n'apparaissent pas, dans la mesure où certains participaient du langage de tous les jours.
20. H. Chambert-Loir Loir et Prathama Rahardja (1988, p. 13) dénombrèrent 74 termes pour désigner les drogues.
21. Il s'agit ici des principaux termes que j'ai rencontrés lors de conversations et entretiens.
22. Sur l'organisation des pickpockets, voir la 1^{re} partie.
23. Pour la traduction de ces termes se rapporter au lexique. J'ai signalé le mot en indonésien aussi bien dans le lexique d'*Ali Topan* que dans mon lexique lorsque la racine indonésienne était reconnaissable.
24. Pour plus de détails sur l'histoire de l'argot et les processus de transformations des mots, voir H. Chambert-Loir et Prathama Rahardja (1988, p. 6-13).
25. Au début de mon séjour dans ce quartier, j'avais même des difficultés à le distinguer du betawi, dialecte auquel il était fréquemment mêlé. Je n'ai retrouvé cet emploi que dans les quartiers réputés dangereux, ou dans certaines échoppes de lieux plus animés, comme s'il s'agissait là de l'influence de ces caïds sur leur entourage.
26. Voir W. Labov (1978), à propos du parler des ghettos noirs-américains, qui montre que cet argot correspond à des codes socialement légitimes et n'est pas seulement une altération du parler éduqué.
27. D. Lombard (1990, t. 3, p. 131-133).
28. Le monde des errants, situé à la périphérie des royaumes javanais, dans les zones de moindre occupation, dans les forêts, est analysé jusqu'à sa disparition avec l'essor démographique du XIX^e siècle par Denis Lombard (1990, t. 3, p. 129-142). Il montre, grâce aux rares récits qui décrivent ces pérégrinations, combien il provoquait à la fois la fascination et l'inquiétude des sédentaires. Voir également le récit de l'un de ces itinéraires : M. Bonneff (1986) et, dans le cadre du Japon, Ph. Pons (1999, p. 15-17 et p. 44-49), où l'auteur analyse l'importance de cette catégorie suspecte et ses relations avec la pègre.

29. M. van Till (1996). Voir aussi Rahmat Ali (1993, t. 1), Budiaman (1979, p. 39-40) et les films : *Si Pitoeng*, de Wong Bersaudara (1931), *Si Pitung* (1970) et *Banteng Betawi* (1971), de Nawi Ismail. Une série télévisée raconte également ses aventures.
30. Sur Sakam et d'autres criminels de la fin du XIX^e siècle, voir M. van Till et H. Schulte Nordholt (1999) et Sartono Kartodirdjo (1966, p. 138). De nombreux autres personnages apparaissent également dans le théâtre traditionnel betawi, le *lenong*, tels Abang Jampang, Somat ou Mat Kontan.
31. Suhartono (1995, p. 134-136).
32. Sur Enton Gendut et les différents mouvements sectaires ou millénaristes qui ont affecté Java à cette époque, voir Sartono Kartodirdjo (1973, p. 39-45), D. Lombard (1990, t. 3, p. 142-148) et Suhartono (1995, p. 136-137).
33. Des souvenirs familiaux de Si Pitung ont été publiés en 1971 dans *Intisari* (Tanu Trh, 1988, 27-31). L'auteur raconte une anecdote arrivée chez son arrière-grand-père, ami de Pitung, et où ce dernier fit preuve de son pouvoir de disparaître. Ce compte rendu est d'autant plus intéressant qu'il repose sur des faits racontés de mère en fils, où ni le mensonge, ni la légende ne pourraient prendre place.
34. Les *Primbon*, manuels de divination javanaise, comportent plusieurs passages sur ces thèmes. Voir G. Quinn (1975) et, sur les autres aspects mystiques, Onghokham (1978, p. 117-118).
35. J.-M. de Grave (2001).
36. Plusieurs caïds encore vivants ont écrit (ou fait écrire) leur biographie, genre bien souvent à la limite du roman populaire ou d'aventures, du roman moraliste et de l'hagiographie. On peut, par exemple, citer celle de Johnny Indo (Willy A. Hangguman, 1990), mais l'une des plus étonnantes est celle d'Anton Medan, caïd d'origine chinoise de Sumatra, converti à l'islam, et qui aurait théoriquement pris sa retraite malgré les soupçons qui pesaient sur lui lors des événements de 1998. Sa biographie, écrite dans un style naïf et redondant, ne fait que huit tomes ! (S. Budhi Raharjo, 1997).
37. D. Lombard (1990, t. 3, p. 163) signale à ce propos que le cas de Ken Arok faisait l'objet de débats chez les historiens, certains y voyant « un usurpateur issu des classes populaires, d'autres au contraire ont considéré un pareil avancement comme impossible ».
38. Si les caïds actuels apparaissent comme des successeurs des héros nationaux, ils auraient également une origine plus lointaine et non moins glorieuse, comme descendants des soldats du royaume de Mataram ; voir R. Cribb (1991, p. 28).
39. Hobsbawm (1963 et 1999). À Java, on trouve également différentes appellations destinées à différencier le bandit « social », du simple criminel : à Java Est, le *maling aguna* (voleur utile), dans la région de Yogyakarta son équivalent est le *maling sunthi* (Suhartono, 1995).
40. Il s'agit principalement de : *bandit, begal, crossboy, durjana, garong, gedhor, gali, grayak, resi-divis*. Parmi les termes à connotation plus régionale, on peut compter, pour Java Centre : *brandhal, berandalan, durjana, lun, kampak, kecu, maling krowodan, maling tengah, maling ketut, rampok, koyok, benggol* (à Yogyakarta et Surakarta), *badjingan* (à Pekalongan), *bang-krengan* (Tegal), *gento* (Tegal), *bengseng* (Banyumas), *lenggaong* (Pemalang), *letjet* [sangsué] (Rembang), *weri* (Semarang et Madioen) ; pour Java Est : *bromocorah, koyok* [petits groupes de bandits] et *rampok kesitan* [voleur rapide] (à Pasuruan et Probolinggo), *moetarwir* [excité] (Kedoe et Madoera), *warok* (Ponorogo) ; à Batavia : *boeaja, centeng, garong, perusub, rampok* ; à Java Ouest : *doreng* et *jegger* (Bandung), *kenong-kenong* dans la région de Bandung, *jawara* (Banten), de même que *semoet gatel* et *djoeara* autrefois, *djabat* à Bogor, *koenang-koenang* à Cirebon, *doersilo* à Karawang, Desuki et Madura, *parewa* à Sumatra

- Ouest; J. Barker (1999a, p. 139); Suhartono (1995, p. 96 et 2001, p. 181-195); Adrianus Meliala (1998, p. 23) et G. Quinn George (1975, p. 37).
41. Onghokham (1978); H. Schulte Nordholt (1991); M. van Till (1996); R. Cribb (1984 et 1991).
 42. Un exemple de ces différents rôles est fourni par la légende de Bang Melong (Rachmat Ali, 1993, t. 2, p. 1-13): située dans un village de l'ouest de l'actuel Jakarta à la fin du XIX^e siècle, elle raconte les difficultés éprouvées par les paysans face aux impôts du propriétaire terrien Cooler et ses gardes (*centeng*) qui les maltraitent. Face à cela, Melong, champion d'arts martiaux (*silat*) décide de devenir lui aussi garde, provoquant la jalousie des autres *centeng*. Ils voyaient en lui un rival, qui protégeait les paysans et diminuait leur influence. Ils décidèrent donc de l'attaquer. Un jour que Melong traversait un pont, ils le détruisirent. Melong, au lieu de tomber dans la rivière, continua de marcher et le pont réapparut grâce à son *silat*. Face à leur impuissance, ils décidèrent de commettre un cambriolage dans la maison d'un Chinois pour lequel Melong fut accusé, mis en prison à Glodok et condamné à mort. Il en fut disculpé.
 43. Souvent présentée sous la forme d'une boule lumineuse (D. Lombard, 1990, t. III, p. 61-62). C'est elle qui aurait ainsi été présente à la naissance de Ken Arok (voir *supra*).
 44. C'est une structure semblable que souligne D. Vidal (1995, p. 24-25) à propos du Rajasthan, dans l'usage de la violence et les moyens traditionnels de résistance, lorsqu'il montre que si certaines castes et tribus étaient spécialisées dans la violence, les autres avaient pour principale arme la menace de sortir de la zone d'influence du souverain. La colonisation britannique a également modifié ces rapports de forces et d'utilisation des pouvoirs.
 45. D. Lombard (1990, t. I, p. 88-89).
 46. Onghokham (1978, p. 132).
 47. H. Schulte Nordholt (1991, p. 82-83).
 48. C'est ce que montre l'affirmation d'un planteur de tabac de la région de Kediri (cité par H. Schulte Nordholt, 1991, p. 82): « Plus il y a de voleurs qui habitent dans un village, plus grand en est l'avantage pour le chef. »
 49. Suhartono (1995, p. 145); H. Schulte Nordholt (1991); Onghokam (1978, p. 133); R. Cribb (1991, p. 19).
 50. Kebon Jeruk, Kebon Jahe, Kebon Kacang, Kebon Kelapa, Kebon Pala, Kebon Sayur, Kebon Sirih, Kebon Manggis, Kebon Mangga, Kebon Nanas, etc.
 51. C'est du moins l'interprétation que s'accordent à donner la plupart des habitants de Tanah Tinggi.
 52. Ces relations de clientélisme ont des origines qui remontent à Java au royaume de Mataram. Pour un exemple intéressant de la relation entre le milieu criminel et les activités portuaires, voir Ph. Pons (1999, p. 184 et p. 342-343): l'auteur montre ici les relations entre le système de recrutement des dockers et la pègre et comment ce sont dans les ports de Kobe, Tokyo et Yokohama, que sont nés les grands syndicats du crime japonais.
 53. R. Cribb (1991, p. 14-16).
 54. La source principale de l'étude des caïds durant la première moitié du XX^e siècle et pendant la Révolution (R. Cribb, 1991, p. 30 *sqq.*) analyse surtout les relations entre le monde politique et le Milieu et la manière dont les différents types de caïds ont pu faire irruption dans la sphère politique. Ce point de vue montre bien leur rôle dans la société mais renseigne hélas peu sur leur implantation territoriale à Batavia.
 55. Le Gerindo (*Gerakan Rakyat Indonesia*, Mouvement du peuple indonésien) qui œuvrait pour la constitution d'un parlement indonésien, mais en coopération avec les Hollandais.

56. R. Cribb (1991, p. 61).
57. En raison de son emprisonnement lors de l'arrivée au pouvoir de Suharto en 1966, les sources sur le personnage sont difficiles à trouver. Une des personnes que j'ai interrogées, Husni, avouait avoir brûlé à l'époque tous les documents le concernant, de peur d'être soupçonné de subversion. Cet exemple illustre les difficultés à obtenir des informations sur cette période qui, malgré une relative libéralisation depuis 1998, demeure cependant encore taboue. Je tente donc de reconstituer son histoire à partir des entretiens avec Husni (26 septembre et 2 octobre 2000), qui avait été un de ses lieutenants pendant la Révolution et jusqu'au début des années 60 et Misbach Yusa Biran (entretien du 30 août 2000), qui faisait partie à l'époque du groupe des artistes de Senen. Mes sources écrites sont : R. Cribb (1991, p. 61, p. 72, p. 110 et p. 131) et Gunawan Zailani S. (1961, p. 24-26). Cette courte biographie prend plus la forme d'une hagiographie, liant toutes les étapes de sa vie aux grands événements nationaux de l'Indonésie naissante. Par exemple, sa haine des Hollandais aurait eu pour cause le nationalisme de ses parents qui avaient juré de combattre toute coopération avec tout Hollandais ou toute nationalité colonisatrice.
58. Gunawan Zailani (1961, p. 24).
59. On retrouve dans cette hagiographie les différents aspects de Robin des bois : partage avec les pauvres et lutte contre l'opprimeur.
60. Cette précision obtenue lors des entretiens avec Husni apparaît comme une justification de l'injustice de son arrestation en 1966 lorsqu'il fut soupçonné de communisme et d'agitation des masses.
61. Yogyakarta fut la capitale du gouvernement indonésien pendant la Révolution.
62. C'est ainsi qu'eut lieu l'élimination de deux caïds à Java Ouest au début de 1946 : Pa'Macem, caïd de la région de Cibarus et Pak Bubar à Karawang ; R. Cribb (1991, p. 90).
63. Plusieurs exemples existent de héros de la guerre d'indépendance devenus bandits par la suite. On peut ainsi citer Bin Ali, lieutenant durant la guerre, devenu cambrioleur, de même que Sarwan Bulo. L'histoire de Kusni Kasdut, bandit célèbre pour avoir volé les bijoux du Musée national de Jakarta, est révélatrice de ces changements d'attitude. Recruté dans l'armée dès le début des combats, il fut incorporé dans la « Section économique » de l'armée, principalement chargée de voler argent et équipements à l'ennemi, mais aussi auprès de riches Chinois par exemple. Au moment de la réorganisation de l'armée en 1948, il fut congédié et poursuivit les mêmes activités que durant la guerre : vols et cambriolages. Il fut capturé à la suite du vol des bijoux du Musée national de Jakarta en 1963, réalisé, selon la légende, alors qu'il avait prévenu le Musée qu'il y aurait un vol ce jour-là. À la suite de cet avertissement, il serait arrivé sur les lieux déguisé en policier. Il fut exécuté 17 ans plus tard en 1980 (D. Dhakidae, 1987).
64. D. Dhakidae (1987, p. 7).
65. *Siasat*, 22 juillet 1951, p. 8. Cette revue comporte également quelques articles qui montrent clairement la relation entre les anciens combattants et les actes de délinquance qui ont lieu dans le pays (dans les numéros du 7 janvier 1951 et du 18 mars 1951).
66. Peu de documents ou d'articles mentionnent l'organisation. Mes principales sources ont donc été des entretiens avec d'anciens membres du gang.
67. Elle avait été accréditée par le Commandement militaire de Jakarta (KMKBDR).
68. Cet ambassadeur aurait été déclaré par la suite *persona non grata* à cause du jeu.
69. Les versions des personnes que j'ai interrogées diffèrent ; on m'a régulièrement cité les noms d'anciens chefs de sections de Senen avant 1965, mais je n'ai pas réussi à établir s'il s'agissait de lieutenants de Pei ou s'ils en avaient pris possession après la dissolution de Cobra.

70. Je donne cette date avec précaution dans la mesure où mes informateurs ne semblaient plus s'en souvenir avec exactitude.
71. Peu de détails demeurent sur ces organisations. Le bongare est un serpent que l'on trouve dans les champs de canne à sucre.
72. R. Cribb (1990).
73. Leonard Tomason (1981, p. 73-77).
74. Mes sources sont Igor, ancien chef d'une section des *Premis* de Jakarta, et Yusuf, ancien chef d'une section du YBK.
75. Ministre de l'Information de l'époque, proche conseiller de Suharto jusqu'en 1983.
76. Allusion au rassemblement politique du Golkar sur la place (*lapangan*) Banteng avant les élections de 1982 et qui avait dégénéré, provoquant au moins 6 morts et des pillages (D. Bourchier, 1988, p. 16-17).
77. Principal parti d'«opposition» officiel, réunion de partis musulmans.
78. Mes sources sur cette époque sont les nombreuses coupures des journaux *Pos Kota*, *Sinar Pagi*, *Pelita*, *Suara Karya*, *Kompas*, de début mai à début août 1983, moment où il fut interdit aux journaux de rapporter les événements, mais également Kroef (1985), D. Bourchier (1988) et J.T. Siegel (1999, p. 210-230).
79. À ce titre J. van der Kroef (1985, p. 756-757) souligne le rôle probable du Système de sécurité de l'environnement (*Siskamling*), instauré au début des années 80, dans la constitution de ces listes.
80. Entretien avec Sarpin.
81. J. van der Kroef (1985, p. 754) s'appuie sur les rapports de l'Institut d'aide juridique (LBH, *Lembaga Bantuan Hukum*) qui les estimait à 4000 en décembre 1983 ainsi que sur les recherches d'un journaliste qui avait fait la somme des personnes exécutées à Java Est, d'après les comptes des commissariats de police, et qui obtenait un résultat de 8500 personnes à Java Est seulement.
82. Joshua Barker (1999a, p. 268-277) et J. Siegel (1999, p. 228-229) donnent tous deux une analyse bien plus symbolique du rôle des tatouages et de leur mise en scène dans ces événements, comme s'ils étaient destinés à proférer une sorte de menace, celle de la mort: «Il [le tatouage] était le signe d'une menace qui n'était pas mesurable par l'histoire de la personne, même si la personne concernée était en fait un *gali*. S'il en avait été autrement, les journaux auraient donné l'histoire criminelle des personnes tuées. À la place, le tatouage, après la mort, proclamait une menace. Il indiquait que tous ses porteurs avaient contracté un pouvoir mortel» (J. Siegel, 1999, p. 228). L'impression qui m'est restée de la lecture des articles est cependant plus mitigée dans la mesure où lorsque les victimes étaient identifiées, leurs actions étaient décrites. Il en était de même pour ceux qui avaient été enlevés mais pas encore retrouvés.
83. C'est une tendance générale des journaux indonésiens que de présenter les photos des cadavres, de personnes assassinées ou suicidées.
84. Suharto (1989, p. 389).
85. Pour une analyse de la signification du refus et de la résistance envers la hiérarchie et le pouvoir et comment elle peut être signe de subversion, voir N. Mulder (1996, p. 77-81).
86. J. Siegel (1999, p. 227).
87. C'est ce que montre Siegel lorsqu'il affirme (1999, p. 228): «Le gouvernement agit contre une force qui était "inhumaine". En agissant de la même manière que les criminels contre qui ils s'opposaient, illégalement et violemment, le gouvernement prétendait saisir cette force pour lui-même. Il l'arracha des mains des criminels, pourrait-on dire, comme si cette puissance était transférable.»

88. Depuis les années 80, les principales organisations de *preman*, tels les *Pemuda Pancasila* ou les *Pemuda Panca Marga*, étaient directement sous l'influence de personnes placées en haut lieu politiquement. Elles ne semblent cependant pas avoir recruté de caïds au sens territorial du terme.
89. Voir p. 164-165.
90. Entretien avec Fauzi Bowo, le 9 février 2000.
91. Le terme de Batak est un ethnonyme qui recouvre plusieurs sous-groupes. Ce nom, que l'on retrouve également en Malaisie, désigne en général, de façon péjorative, les gens des hautes terres, moins civilisés que ceux de la côte. Cette appellation a ensuite été renforcée par les colons qui ont pénétré Sumatra par la côte (vulgaires, mangeurs de porc, cannibales,...). À l'heure actuelle, une tendance tend à assimiler l'ethnie Toba, la plus nombreuse, aux Batak, au point que certaines autres refusent de se faire appeler Batak. C'est le cas des Karo, par exemple (D. Perret, 1995, p. 139 et 196).
92. Voir sur ce sujet D. Perret (1999), O. Sevin (2001, p. 346) sur les Batak, H. de Jonge (1995) sur les Madurais, H. Schulte Nordholt (1991) sur les Javanais, par exemple.
93. Ces caractérisations sont reprises dans une description de Jakarta de l'écrivain Mochtar Lubis (1994, p. 195). Il décrit les spécialisations des différentes ethnies pour montrer le manque d'intégration des habitants au sein d'une identité jakartanaise unique. C'est également l'occasion pour lui d'énumérer certaines particularités criminelles d'ethnies indonésiennes : « les Jakartanais n'ont pas conscience de leur unité. Beaucoup s'identifient encore à leur ethnie : les Ambonais – les jeunes Ambonais se battent avec les jeunes Batak –, les Javanais, les Soundanais, les gens de Banten, d'Aceh, de Palembang, de Madura, les Bugis. Les chauffeurs sont des Batak, ainsi que les pickpockets de la Place Banteng. Ceux qui volent dans les trains sont des Javanais. Les Minang sont antiquaires ou marchands ambulants de vêtements et, bien sûr, il y a les restaurants Padang. Il y a des Chinois (naturalisés ou pas) et de petites enclaves d'étrangers. »
94. Ces considérations sur les Betawi sont revues depuis le début des années 2000 avec la constitution de groupes betawi organisés qui contrôlent des espaces publics, à Cakung (Jakarta Est) en particulier, tels que le *Forum Betawi Rempug* (voir I. Wilson, 2005, p. 10-15). Ce groupe s'est spécialisé dans le contrôle des espaces publics. Il contribue également, dans certains cas, à intimider les habitants lors d'évictions. Inversement, dans certains quartiers où il cherche à s'étendre (à Kampung Melayu par exemple), il a la réputation d'aider la population à résister contre les mêmes processus de libération des terrains. Cette formation s'est donné une couleur ethnique (bien qu'elle ne regroupe pas que des Betawi, mais dans un contexte de décentralisation et d'affirmation régionale, c'est un atout), et participe également à la vie politique, tel un lobby qui apporte son soutien ou non à des candidats au poste de gouverneur par exemple (ce fut le cas aux élections locales de 2002).
95. Informations communiquées par Nathalie Fau.
96. H. de Jonge (1995, p. 9).
97. H. de Jonge (1995, p. 13).
98. Les mêmes caractères que l'on attribue également aux Moluquois proviennent aussi de leur participation à l'armée coloniale et de leur réputation de bons soldats.
99. Joko Irianto (1998, annexes).
100. R. Cribb (1991, p. 14 et p. 31).
101. Dans ces lieux, ils sont organisés et encadrés par une association, le Conseil de développement du potentiel des Banten (BPPKB, *Badan Pembinaan Potensi Keluarga Banten*), qui comporte en général un responsable de sécurité s'apparentant à un *preman*.

102. Sur l'organisation des Moluquois, leurs divisions et leurs liens avec l'armée, voir George J. Aditjondro (2001).
103. Joko Irianto (1998).
104. Anton Medan était un cambrioleur connu pour avoir attaqué un certain nombre de bijouteries dans les années soixante-dix et quatre-vingt (il avait été au début voleur à l'arraché et était également impliqué dans les casinos illégaux). D'origine chinoise de Sumatra Nord, il arriva à Jakarta à l'âge de 17 ans. Après une peine de prison, il se convertit à l'islam en 1992 et s'occupe depuis d'un institut de reconversion des anciens *preman* (S. Budhi Raharjo, 1997). Lors des événements de 1998, il fut cependant suspecté.
105. Ma seule rencontre avec un membre d'une organisation internationale chinoise ayant une branche à Jakarta faisait essentiellement du trafic de main-d'œuvre illégale depuis les quartiers chinois les plus démunis à destination de l'Europe. Mis à part cela, les domaines traditionnels des Chinois restent le jeu et la contrebande (d'opium autrefois, mais on peut supposer qu'il existe également, à l'heure actuelle, des réseaux d'importation de *putaww*, sorte d'héroïne de faible qualité originaire du sud de la Chine, même si le marché de la drogue aurait été contrôlé par une personne ayant des liens avec l'ancienne famille présidentielle).
106. Les extraits donnés ici proviennent de mon journal de terrain où j'ai reconstitué les conversations *a posteriori*, en raison des réticences et des blocages lors des tentatives de recourir à des entretiens plus formels. Cet extrait est une synthèse des deux conversations prolongées que j'ai eues les 17 octobre 1999 et 14 octobre 2000.
107. Il s'agit du parking informel : moyennant pourboire (plus ou moins obligé), les voitures sont gardées et on les aide à se garer.
108. Dénomination courante du marché de Senen.
109. Salade de légumes cuits assaisonnée d'une sauce pimentée, à l'arachide.
110. Entretiens du 23 août et du 3 septembre 2000 avec Daeng Yusuf et Daeng Imran.
111. Sur les réseaux formés en prison et plus généralement sur le milieu des prisonniers, voir les romans d'Arswendo Atmowiloto, en particulier *Abal-Abal*.
112. Ce genre de filière régionale existait déjà au début du siècle lorsque les caïds avaient parmi leurs principales tâches la fourniture d'une main-d'œuvre pour les diverses activités de la ville (R. Cribb, 1991, p. 14).

NOTES DU CHAPITRE 7

1. « *Setiap hutan ada macannya.* » Le tigre peut avoir un sens noble, c'est un animal respecté. Voir le rite de mise à mort du tigre présenté dans le développement sur les lynchages (note 2 du chapitre 5).
2. À l'heure actuelle, on trouve encore des formes de prostitution au cinéma du quartier, au centre commercial Atrium, ainsi que le long de la rue Kramat Bunder et dans les cinémas, mais elles sont organisées de façon informelle.
3. Le marché de gros a été déplacé à Kramatjati dans les années 1970. Il ne reste plus qu'un marché de demi-gros de fruits et légumes, ouvert jour et nuit, situé au premier étage du bloc VI.
4. J'utilise ici les appellations communément utilisées afin de distinguer l'origine régionale.

5. J'étais persuadé pendant longtemps qu'il s'agissait d'un trottoir uniquement javanais, lorsque j'ai rencontré un jour un de mes voisins du quartier de Tanah Tinggi, Betawi, qui y faisait du racket.
6. J'ai ainsi assisté, dans le sud de la ville, à Cawang, à une altercation entre un policier et un soldat de l'armée de l'air qui commençait à dégénérer, chacun sortant son pistolet. Le caïd local est alors arrivé et a réglé le problème.
7. Les organisations de sécurité avaient été supprimées dans les années 80 car elles étaient de plus en plus liées à la criminalité.
8. Mes sources sont les observations sur le terrain, les entretiens – en particulier avec Sinto qui encadre les Javanais de l'est – et la lecture des journaux.
9. La ruelle située à l'ouest du grand magasin est sous contrôle informel : une grille la sépare de l'établissement.
10. Entretien du 2 octobre 2000.
11. On voit ici une autre ambivalence du caïd, que l'on retrouve par exemple en la personne d'Anto, qui se présente d'une part comme un errant, un vagabond, et d'autre part comme une personne reconnue. Le caïd, jusque dans le discours, se situe entre deux mondes.
12. D. Lombard (1990, t. 3, p. 74).
13. Sur ce sujet, voir B. Anderson (1972, note 16, p. 43) : « *Anak buah* est une expression clé, décrivant un homme ou un garçon qui est en état de subordination morale, financière ou sociale à quelqu'un d'autre. La relation du *bapak* (père, patron, meneur) à l'*anak buah* est complexe, impliquant des revendications mutuelles fortes. On attend des *anak buah* qu'ils soutiennent entièrement et publiquement leur *bapak*, qu'ils exécutent ses instructions fidèlement, et qu'ils suivent ses enseignements idéologiques. En retour, on attend de lui un support financier (au moins partiellement), un abri, une protection face aux peines, et un conseil moral et intellectuel. »
14. Ces frontières perméables entre activités formelles et activités plus illégales des forces de l'ordre sont analysées dans le port de Tanjung Priok par Razif (2003). L'auteur montre comment les soldats (de la marine, des forces spéciales mais aussi la police) font de l'extorsion sur les chauffeurs de camions et les différents employés du port (en 2003, ils prélevaient par exemple 5 euros par conteneur entreposé sur un des terminaux qui en abritait en moyenne 500 par nuit). Les soldats ont également des revenus complémentaires avec la location de leurs services à la compagnie de gestion portuaire en tant qu'agents de sécurité, et le contrôle des cartes d'identité des employés du port. La notion d'*oknum* est aussi analysée par J. Siegel (1998a, p. 91) à propos d'étudiants issus de familles influentes et impliqués dans des meurtres. L'auteur montre que le terme est employé afin de souligner que ces étudiants n'agissent pas comme ils auraient dû agir, en fonction de leur statut social. Le parallèle avec les militaires, policiers et les fonctionnaires est aisé à établir.
15. On trouve ici une allusion aux Banten, ou aux Javanais, qui participerait des stéréotypes ethniques analysés, dénotant un sentiment de supériorité.
16. On retrouve là la même justification que celle donnée par Pei pour l'emploi des anciens *laskar* lors de la formation de Cobra, comme si une organisation même informelle valait mieux que des bandits sans contrôle.
17. Les commerçants étaient en général réticents à raconter ces conflits. De nombreux exemples sont en revanche relatés dans la presse, comme le montre l'exemple du seul quartier de Senen, où l'on trouve des vendeurs assassinés par des caïds après avoir refusé de verser une rétribution illégale (8 juillet 1996) ou des batailles entre vendeurs et caïds (mai 1996 ou août 1999, par exemple). Inversement, des relations d'entente existent également

comme le montraient les soupçons du gouvernement, en février 2001, à propos de vendeurs de rue qui auraient recruté des caïds afin de lutter contre les fonctionnaires de la municipalité de Jakarta Sud venus les expulser.

18. C'est en vain que j'ai cherché dans les journaux de l'époque les comptes rendus des batailles relatées ici. L'absence d'articles peut être imputée soit à un moindre intérêt sur les questions proprement urbaines ou à une autocensure destinée à minimiser les problèmes comme ce fut le cas durant certaines périodes du régime de l'Ordre nouveau. Le refus de me dévoiler des actes conflictuels peut être expliqué, comme chez les commerçants, par ma position de chercheur étranger – à qui l'on ne veut pas révéler les aspects violents de la vie d'un quartier – ou par le fait qu'ils sont passés sous silence même entre caïds. Chez les commerçants, ces réticences pouvaient être imputées à la honte de se faire racketter, à la normalité du fait, au risque qu'il pouvait y avoir à divulguer qui les protégeait, etc. Cette attitude n'est pas sans rappeler la situation observable au siècle dernier dans les villages javanais où rares étaient les étrangers qui connaissaient l'identité du champion local. Au-delà, elle participe du même esprit que celui qui consiste à afficher une harmonie au sein de la communauté, *topos* des études sur Java. Ainsi, rares sont les protagonistes qui avoueraient avoir dû employer la force pour obtenir leur position. À la place, gloire et puissance, termes bien plus abstraits que la réalité de terrain ne le suggérerait, sont évoqués, comme s'il s'agissait de rendre naturelle la domination sur ces terrains. De même, dans les récits de batailles, les menaces d'autres caïds ou d'autres groupes n'apparaissent quasiment jamais.
19. Le cinéma le plus moderne de la ville dans les années 50 à Menteng, aujourd'hui appelé Megaria.
20. Taman Ismail Marzuki, centre culturel situé à Cikini et créé sous Sukarno.
21. Version de Misbach Yusa Biran.
22. Entretien avec Daeng Yusuf et Daeng Imran.
23. Cette amitié devait également avoir pour origine le prestige lié au pèlerinage à La Mecque de ces deux personnages, comme l'illustre leur titre de *Haji*.
24. Mes sources sont les entretiens avec Daeng Yusuf et Daeng Imran, chefs des Makassar à l'époque, d'une part, et avec Anto le Cinglé, qui était le chef des Javanais de l'est.
25. *Melawan* en indonésien prend à la fois le sens de rivaliser, mais aussi d'affronter, être l'ennemi de.

NOTE DE LA CONCLUSION

1. Voir S. Shakur (1993) qui souligne régulièrement la dichotomie entre *gangbangers* et *civilians*, entre les soldats de la guerre des gangs et ceux qui n'y participent pas mais habitent sur leur territoire.

BIBLIOGRAPHIE

N.B. Comme il existe très peu de régions où l'on trouve des noms de famille en Indonésie, les auteurs indonésiens sont classés en fonction de leur premier nom.

- ABEYASEKERE Susan, 1989, *Jakarta. A History*, Singapour, Oxford University Press, 298 p.
- ABIDIN KUSNO, 2000, *Behind the Postcolonial. Architecture, Urban Space and Political Cultures in Indonesia*, London and New York, Routledge, 250 p.
- ACHMAD TURAN, 1995, *Kiat Bersiskamling. Merencanakan, Melaksanakan & Memotivasi* [Tactiques pour l'application du système de sécurité de l'environnement. Planifier, réaliser et motiver], Jakarta, PT Karya Jaya, 121 p.
- ADRIANUS MELIALA, 1998, *Bagaiman Preman dan Premanisme Hidup di Jakarta* [Comment les *preman* et le premanisme se maintiennent à Jakarta], rapport de recherches non publié pour le DKI Jakarta, Depok, mars 1998, 129 p.
- ADRIANUS MELIALA, 1999, « Back on the Beat? », *Inside Indonesia*, n° 58, avril-juin 1999.
- AGUS BASRI, 1988, « Kebrutalan Siswa Metropolitan » [La Brutalité des lycéens métropolitains], *Tempo*, 26 novembre 1988.
- AGUS BUDI PURNOMO, 1999, « Analisa Keruangan Kerusuhan Mei 1998 di DKI Jakarta » [Analyse spatiale des émeutes de mai 1998 dans la région spéciale de Jakarta], *Jurnal Penelitian dan Karya Ilmiah Lembaga Penelitian Universitas Trisakti*, n° 6, juillet 1999, p. 1-22.
- AGUS PRANOTO, 1998, *Penanggulangan Preman di Jakarta Pusat* [La prise en charge des *preman* à Jakarta Centre], mémoire de S1, Jakarta, PTIK, 94 p.
- ANDERSON Benedict R. O'G., 1972, *Java in a Time of Revolution. Occupation and Resistance, 1944-1946*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 494 p.
- ANDERSON Elijah, 1999, *Code of the Street. Decency, Violence and the Moral Life of the Inner City*, New York et Londres, W.W.Norton & Company, 352 p.

- ARA TOBING, 1977, *Tinjauan Mengenai Kelompok-Kelompok Kejahatan Pencurian di Daerah Senen dan Tanah Tinggi (Wilayah Komwil 71, Jakarta Pusat)* [Examen des groupes de voleurs dans les quartiers de Senen et Tanah Tinggi (Secteur de police 71, Jakarta Centre)], mémoire de S1, Jakarta, Universitas Indonesia, 201 p.
- ARSWENDO ATMOWILOTO, 1994, *Abal-Abal*, Jakarta, Pustaka Utama Grafiti, 238 p.
- ASPINAL (ed), 1996, « What Happened Before the Riots? », *Inside Indonesia*, n° 48, avril 1996.
- AUSTIN, W. Timothy, 1999, *Banana Justice. Field Notes on Philippine Crime and Custom*, Westport (Connecticut) et Londres, Praeger, 1999, 173 p.
- AWALOEDIN DJAMIN, 1999, « Kedudukan dan Peran Polri Ditinjau dari Aspek Historis » [La situation et le rôle de la police de la République d'Indonésie selon une perspective historique], Actes du séminaire national sur « La situation et le rôle de la Police de la République d'Indonésie dans le futur, après la séparation de l'armée » [*Kedudukan dan Peran Polri di Masa Depan Setelah Keluar Dari ABRI*], Jakarta, Ministère de la Défense et de la Sécurité et Police de la République d'Indonésie, Perguruan Tinggi Ilmu Kepolisian, 25 août 1999, p. 23-41.
- AWALOEDIN DJAMIN, 2000, « Sistem Pelayanan Publik Polri dan Otonomi Daerah » [L'organisation du service public de la police de la République d'Indonésie et l'autonomie régionale], *Media Indonesia*, 8 janvier 2000.
- AYIP MUFLICH, 1979, *Mardy Pelindung Gang (Suatu Studi Kasus)* [Mardy, défenseur de gang (une étude de cas)], mémoire de S1, Jakarta, Universitas Indonesia.
- BANKOFF Greg, 1996, *Crime, Society, and the State in the Nineteenth-Century Philippines*, Manille, Ateneo de Manila University Press, 251 p.
- BARKER Joshua David, 1998, « State of Fear: Controlling the Criminal Contagion in Suharto's New Order », *Indonesia*, n° 66, octobre 1998, p. 7-42.
- BARKER Joshua David, 1999a, *The Tattoo and the Fingerprint: Crime and Security in an Indonesian City*, thèse de doctorat non publiée, Ithaca, Cornell University, 342 p.
- BARKER Joshua David, 1999b, « Surveillance and Territoriality in Bandung », in RAFAEL V.L. (ed.), *Figures of Criminality in Indonesia, the Philippines, and Colonial Vietnam*, Ithaca, Cornell SEAP, 1999, p. 115-119.
- BEAUD Stéphane et PIALOUX Michel, 2003, *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Fayard, 426 p.
- BECKER Howard S., 1985 [1963], *Outsiders*, Paris, Métailié, 248 p.
- BESTIAN NAINGGOLAN, FARIDA SONDAKH et NIKEN SETIADI, 1996a, « Satu Dari Dua Orang Pernah Jadi Korban » [Une personne sur deux a déjà été une victime], *Kompas*, 29 janvier 1996, p. 1.
- BESTIAN NAINGGOLAN, FARIDA SONDAKH et NIKEN SETIADI, 1996b, « Di Bawah Bayang-Bayang Rasa Takut » [Derrière les images du sentiment de peur], *Kompas*, 29 janvier 1996, p. 16.
- BESTIAN NAINGGOLAN, Farida Sondakh et Niken Setiadi, 1996c, « Diam Bukan Berarti Emas » [Le silence n'est pas d'or], *Kompas*, 29 janvier 1996, p. 17.
- BESTIAN NAINGGOLAN, Nila Kirana, 1998, « Rekan dan Saudara, Medium Utama Penyebar Isu » [Les amis et les membres de la famille, moyens principaux de propagation des rumeurs], *Kompas*, 26 janvier 1998, p. 5.
- BLAKELY Edward J. et SNYDER Mary Gail, 1997, *Fortress America. Gated Communities in the United States*, Washington D.C. et Cambridge (Massachusetts), The Brookings Institution et Lincoln Institute of Land Policy, 209 p.

- BODY-GENDROT Sophie, 2002, «Les recherches sur les “lieux sensibles” aux États-Unis», *Revue européenne des migrations internationales*, n° (18) 3, p. 107-116.
- BONNEFF Marcel, 1986, *Pérégrinations javanaises. Les voyages de R.M.A. Purwa Lelana : une vision de Java au XIX^e siècle (c. 1860-1875)*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 382 p.
- BOURCHIER David, 1990, «Crime, Law and State Control in Indonesia», in BUDIMAN Arief (ed.), *State and Civil Society in Indonesia*, Clayton, Monash Asia Institute.
- BOURGOIS Philippe, 1992, «Homeless in El Barrio», *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 93, juin 1992, p. 59-68.
- BOURGOIS Philippe, 2001 [1995], *En Quête de respect. Le crack à New York*, Paris, Seuil, 461 p.
- BREMAN Jan, 1989, *Taming the Coolie Beast. Plantation Society and the Colonial Order in Southeast Asia*, Delhi, Oxford University Press, 321 p.
- BRUN Jacques et RHEIN Catherine (eds), 1994, *La Ségrégation dans la ville*, Paris, L'Harmattan, 261 p.
- BUDHI RAHARJO S., 1997, *Anton Medan. Pergolakan Jiwa Seorang Mantan Terpidana* [Anton Medan. Le bouillonnement de l'âme d'un ancien détenu], Firdaus, 177 p. Les autres tomes de la bibliographie ont pour sous-titre : *Saya Bukan Penjahat* [Je ne suis pas un malfaiteur], *Kejahatan Sebagai Profesi* [La criminalité comme profession], *Menyerah Demi Keluarga* [Se rendre pour le bien de la famille], *Mencari Tuhan* [Rechercher Dieu], *Sebagai Juru Dakwah* [En tant que propagateur de la Foi].
- BUDIAMAN, 1979, *Folklor Betawi*, Jakarta, Pustaka Jaya, 1979, 100 p.
- BULLE Sylvaine, 2001, «Les Villes palestiniennes entre passé colonial et avenir incertain», *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 91, décembre 2001, p. 83-91.
- CALLAS Bernard, 1998, *Kampala. La ville et la violence*, Paris-Nairobi, Karthala-IFRA, 440 p.
- CASTLES Lance, 1967, «The Ethnic Profile of Djakarta», *Indonesia*, vol. I, avril 1967, p. 153-204.
- CAYRAC-BLANCHARD Françoise, 1991, *Indonésie, l'armée et le pouvoir. De la révolution au développement*, Paris, L'Harmattan, 214 p.
- CHALINE Claude et DUBOIS-MAURY Jocelyne, 1994, *La Ville et ses dangers. Prévention et gestion des risques naturels, sociaux et technologiques*, Paris, Masson, 247 p.
- CHALINE Claude, 1997, *Les Politiques de la ville*, Que sais-je?, Paris, PUF, 127 p.
- CHAMBERT-LOIR Henri et PRATHAMA RAHARDJA, 1988, *Kamus Bahasa Prokem* [Dictionnaire d'argot], Grafiti, Jakarta, 98 p.
- CHESNAIS Jean-Claude, 1981, *Histoire de la violence en Occident de 1800 à nos jours*, Paris, Robert Laffont, 497 p.
- CHEVALIER Louis, 1958, *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, Plon, 566 p.
- COBBAN James L., 1971 «Geographic notes on the first two centuries of Djakarta», *Journal of the Malaysian Branch of the Royal Asiatic Society*, 44 (2), p. 108-150.
- COLOMBIJN Freek et LINDBLAD, J. Thomas (eds), 2002, *Roots of Violence in Indonesia*, Leyde, KITLV Press, 348 p.
- COLLECTIF, *Pantjasila, Trente années de débats politiques en Indonésie*, 1980, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 427 p.
- COLOMBIJN Freek, 2002b, «Maling, maling! The lynching of petty criminals», in COLOMBIJN Freek et LINDBLAD J. Thomas, *Roots of Violence in Indonesia, op. cit.*, p. 299-329.
- COUGHLIN Brenda C. et VENKATESH Sudhir Alladi, 2003, «The Urban Street Gang After 1970», *Annual Review of Sociology*, n° 29, p. 41-64.

- COWHERD Robert, 2000, «Hybridity, Social Dualism and an Imagined West: The New Towns of Jabotabek», communication multigraphiée présentée au séminaire «The Indonesian Town Revisited», Leyde, 6-8 décembre 2000, 23 p.
- CRIBB Robert, 1984, *Jakarta in the Indonesian Revolution*, thèse de doctorat, Londres, School of Oriental and African Studies, University of London, 341 p.
- CRIBB Robert (ed.), 1990, *The Indonesian Killings of 1965-1966. Studies from Java and Bali*, Monash Papers on Southeast Asia No 21, Clayton, Victoria, Monash University, 279 p.
- CRIBB Robert, 1991, *Gangsters and Revolutionaries. The Jakarta People's Militia and the Indonesian Revolution 1945-1949*, North Sydney, Allen and Unwin, 222 p.
- CRIBB Robert, 1998, «Revenge in Indonesia: 1945, 1965, and the Next Time Around», communication multigraphiée au colloque «The legacies of authoritarianism: cultural production, collective trauma, and the global justice», Université du Wisconsin, Madison, 3-5 avril 1998, 11 p.
- DANANG WIDOYOKO *et al.*, 2003, *Bisnis Militer Mencari Legitimasi*, Jakarta, Indonesia Corruption Watch et National Democratic Institute, 138 p.
- DANIEL DHAKIDAE, 1987, «Criminals and the State in Indonesia», rapport non publié, Ithaca, Cornell University, 16 avril 1987, 36 p.
- DASEP PURNAMA, 1975, *Masalah Penanggulangan Terhadap Perbuatan Menghakimi Sendiri* [Les problèmes de prise en considération des actes de lynchage], mémoire de S1, Jakarta, PTIK, 77 p.
- DAVIS Mike, 1992, *City of Quartz. Excavating the Future in Los Angeles*, New York, Vintage Books, 462 p.
- DEDY FARDIKA, 1998, *Penanggulangan Preman di Jakarta Utara* [La prise en charge des preman à Jakarta Nord], mémoire de S1, Jakarta, PTIK, 104 p.
- DELUMEAU Jean, 1978, *La Peur en Occident (XIV^e-XVIII^e siècles). Une cité assiégée*, Paris, Fayard, 485 p.
- DELUMEAU Jean, 1989, *Rassurer et protéger. Le sentiment de sécurité dans l'Occident d'autrefois*, Paris, Fayard, 1989, 667 p.
- DELUMEAU Jean, 1998, «Peurs d'hier et peurs d'aujourd'hui», *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 32, 2^e trimestre 1998, p. 151-164.
- DIJK Cees van, 1975, «The Hariman Siregar Trial», *Review of Indonesian and Malay Affairs*, vol. 9, n° 1, 1975, p. 1-32.
- DIJK Cees van, 1995, «Unruly School-Children», communication non publiée à la First European Conference of the European Association for South-East Asian Studies, 1995, 18 p.
- DIJK Cees van, 1996, «The Realms of Order and Disorder in Indonesian Life»; communication multigraphiée présentée au «Tenth European Colloquium on Indonesia and Malay Studies» (ECIMS), Berlin, 17 au 17 juin 1996, 20 p.
- DIJK Cees van, 2002, «The Good, the bad and the ugly. Explaining the unexplainable: *amuk massa* in Indonesia», in COLOMBIJN Freek et LINDBLAD J. Thomas, *Roots of Violence in Indonesia*, Leyde, KITLV Press, p. 277-297.
- DJOKO SANTOSO, 1976, *Masalah Kegiatan Gang Anak dan Pemuda di Jakarta (Khusus dari Kalangan Keluarga ABRI)* [Les problèmes liés aux activités des gangs de jeunes à Jakarta (en particulier de familles de militaires)], mémoire de S1, Jakarta, PTIK, 76 p.
- DJOKO SUJARTO, 2002, «Towards the Development of Metropolitan New Towns in Indonesia: With Special Reference to the City of Jakarta and Jabotabek», in NAS Peter J.M. (ed.), *The Indonesian Town Revisited*, Münster et Singapour, Lit Verlag et ISEAS, p. 76-88.

- DKI JAKARTA, 1977a, *Karya Jaya. Kenang Kenangan Lima Kepala Daerah Jakarta 1945-1966*, Jakarta, 268 p.
- DKI JAKARTA, 1977b, *Gita Jaya. Catatan H. Ali Sadikin. Gubernur Kepala Daerah Khusus Ibukota Jakarta 1966-1977* [Notes de H.A. Sadikin, gouverneur de la Région spéciale de la capitale Jakarta 1966-1977], Jakarta, 388 p.
- DKI JAKARTA, 1996a, *Laporan Masalah Perkelabian Pelajar dan Kegiatan Pembinaan di Wilayah DKI Jakarta Tahun 1995-1996* [Rapport sur le problème des batailles de lycéens et sur les activités d'encadrement à Jakarta 1995-1996], Jakarta, 20 p. et annexes.
- DKI JAKARTA, 1998, *Suatu Studi Pendahuluan Tentang Motif Tarwuran Menurut Siswa dan Profil Siswa Tarwuran Menurut Guru SMU Negeri/Swasta dan SMK Negeri/Swasta di Wilayah Jakarta Timur* [Étude préliminaire sur les motifs de bataille selon les lycéens et le profil de ceux qui se battent, selon les professeurs des SMU et SMK publics/privés de Jakarta Est], en collaboration avec l'IKIP de Jakarta, Jakarta, 95 p.
- DKI JAKARTA, Badan Pembina Ketahanan Sekolah, 1997, *Perkelabian Pelajar di DKI Jakarta dan Upaya Penanggulangannya* [Les batailles de lycéens à Jakarta et les efforts pour les maîtriser], rapport, Jakarta, 36 p.
- DKI JAKARTA, Bappeda, 1998, *Rencana Strategis Pembangunan DKI Jakarta 1998-2002* [Plan stratégique de développement du DKI Jakarta 1998-2002], Jakarta.
- DKI JAKARTA, Bappeda, 2000, *Rencana Umum Pembangunan Sosial Budaya DKI Jakarta* [Plan global de développement socio-culturel du DKI Jakarta], en collaboration avec l'Universitas Indonesia, Jakarta, 102 p.
- DKI Jakarta, Bureau régional du Ministère de l'Éducation et de la Culture, 1999, *Proposal Penanggulangan Tarwuran Siswa di DKI Jakarta* [Proposition pour endiguer les batailles de lycéens à Jakarta], rapport, Jakarta, 10 p.
- DKI JAKARTA, Direktorat social-politique, 1999, *Pembinaan Pelajar dan Perkelabian Pelajar di DKI Jakarta Tahun 1999/2000* [L'encadrement des lycéens et les batailles de lycéens à Jakarta en 1999-2000], rapport, Jakarta, 7 p. + tables.
- DKI JAKARTA, Kelurahan Senen, 1969, *Senen 200 Tahun* [Les 200 ans de Senen], Jakarta.
- DKI JAKARTA, Tramtib (Bureau de l'ordre et de la sécurité publique), 1999, *Evaluasi hasil operasi pengawasan dan penertiban lingkungan sekolah dan lokasi rawan penjualan / pengedaran minuman beralkohol, obat terlarang dan tarwuran pelajar di wilayah DKI Jakarta Periode Juni s.d. Oktober 1999* [Évaluation des résultats de l'opération de surveillance et de rétablissement de l'ordre aux environs des écoles et dans les lieux de vente et de diffusion de boissons alcoolisées, de médicaments interdits et de batailles de lycéens à Jakarta de juin à octobre 1999], Note de service, décembre 1999, 7 p.
- DORIER-APRILL Élisabeth, 1999, « Brazzaville: des quartiers pour territoires? », in BONNE-MAISON Joël, CAMBREZY Luc et QUINTY-BOURGEOIS Laurence, *La Nation et le territoire. Le territoire, lien ou frontière ?*, Paris, L'Harmattan, tome 2, p. 37-49.
- DORLÉANS Bernard, 1976, *Étude géographique de trois « kampung » à Djakarta*, Paris, Publications du Département de Géographie de l'Université de Paris-Sorbonne, 94 p.
- DOWALL D.E. et LEAF M., 1991, « The Price of Land for Housing in Jakarta », *Urban Studies*, n° 28, p. 707-722.
- EKO S. PRIYADI, 1995, *Pola Hubungan Antar Pedagang di Pasar Inpres Senen Block VI (Kasus Pedagang Minang dan Pedagang Batak)* [Les types de relations entre marchands dans le marché de Senen bloc VI (Cas des marchands Minang et Batak)], mémoire de S1, Jakarta, Universitas Indonesia, 150 p.
- ELIAS Norbert et SCOTSON John L., 1997, *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard, 342 p.

- EMMANUEL SUBANGUN, 1988, « Le commerce incontrôlé à Jakarta : portraits de *Kaki Lima* », *Archipel*, n° 36, 1988, p. 187-191.
- EMMANUEL SUBANGUN, 1999, *Politik Anti Kekerasan Paska Pemilu '99* [La politique contre la violence d'après les élections générales de 1999], Jakarta, Pustaka Pelajar, 184 p.
- FARGE Arlette, 1986, *La Vie fragile. Violence, pouvoirs et solidarités à Paris au XVIII^e siècle*, Paris, Hachette, 355 p.
- FARGE Arlette et REVEL Jacques, 1988, *Logiques de la foule. L'affaire des enlèvements d'enfants. Paris 1750*, Paris, Hachette, 154 p.
- FEILLARD Andrée, 1995, *Islam et armée dans l'Indonésie contemporaine. Les pionniers de la tradition*, Paris, L'Harmattan, 1995, 379 p.
- FROISSART Pascal, 2002, *La Rumeur. Histoire et fantasmes*, Belin, Paris, 280 p.
- GADIS RANTY ADRIANA RIVAL, 1995, *Kebidupan Geng di Perkampungan Kumuh Manggarai (Studi Kasus Geng «TYL» di RW «R»)* [La vie d'un gang dans un quartier pauvre de Manggarai (Étude du cas du gang «TYL» dans le RW «R»)], mémoire de S1, Jakarta, Universitas Indonesia, 126 p.
- GATRA, *Survei Ketakutan Terhadap Kejahatan di Kalangan Masyarakat DKI Jakarta* [Enquête sur la peur face à la criminalité au sein de la population du DKI Jakarta], réalisée par l'hebdomadaire *Gatra* et le Pusat Pelayanan Keadilan dan Pengabdian Hukum de l'université d'Indonésie, Jakarta, décembre 1995, 38 p.
- GÉLÉZEAU Valérie, 2003, *Séoul, ville géante, cités radieuses*, Paris, CNRS, 291 p.
- GEORGE ADITJONDRO, 2001, « Orang-orang Jakarta Di Balik Tragedi Maluku », <http://www.geocities.com/naulu67/gja080601.txt>.
- GINSBURG Norton, KOPPEL Bruce et MCGEE T.G., 1991, *The Extended Metropolis. Settlement Transition in Asia*, Honolulu, University of Hawaii Press, 339 p.
- GOLDBLUM Charles, 1987, *Métropoles de l'Asie du Sud-Est. Stratégies urbaines et politiques du logement*, Paris, L'Harmattan, 276 p.
- GRAVE Jean-Marc de, 2001, *Initiation rituelle et arts martiaux: trois écoles de kanuragan javanais*, Paris, L'Harmattan, 373 p.
- GUINNESS Patrick, 1986, *Harmony and Hierarchy in a Javanese Kampung*, Singapour, OUP, 191 p.
- GUNAWAN ZAILANI S. et A. TARBIN A. (eds.), 1961, *Djakakarta 434 Tahun. Kumpulan Tjataan Penulis Putra Djakarta berdasarkan silsilah*, [434^e anniversaire de Jayakarta. Recueil des notes des écrivains originaires de Jakarta selon leur arbre généalogique], Djakarta, Jajasan Djajakerta, 167 p.
- HARSONO, 1967, *Masalah Crossboys di Djakarta Ditinjau Dari Pendidikan Keluarga* [Le problème des *crossboys* à Jakarta observé d'après l'éducation de la famille], mémoire de S1, Jakarta, PTIK, 54 p.
- HENNY WARSILAH, 1995, *Genèse et composantes de la société nationale indonésienne. Le processus d'intégration sociale en milieu urbain. L'exemple de Kemayoran, Jakarta Central*, thèse de doctorat, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, 409 p.
- HÉRITIER Françoise (ed.), 1996, *De La Violence*, Paris, Odile Jacob, 400 p.
- HERNANY HURUSTIATI SUBIYANTO, 1976, *Beberapa Aspek Sumber Data dan Angka Statistik Delinkwensi Anak di Kecamatan Senen-Cempot dan Kecamatan Kebayoran Baru* [Différents aspects des données et statistiques sur la délinquance juvénile dans le Kecamatan de Kebayoran Baru], mémoire de S1, Universitas Indonesia, 146 p.
- HEUKEN A., 1997, *Tempat-Tempat Bersejarah di Jakarta* [Les lieux historiques de Jakarta], Jakarta, Pustaka Jaya, 365 p.

- HILMAN THAYIB, 1998, *Tinjauan Sosiologis Timbulnya Premanisme di Wilayah Polres Metro Jakarta Pusat* [Observations sociologiques sur l'apparition du premanisme dans la circonscription policière de Jakarta Centre], mémoire de S1, Jakarta, PTIK, 102 p.
- HOBBSAWM Eric J., 1963 [éd. originale, 1959], *Les Primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, Paris, Fayard, 222 p.
- HOBBSAWM Eric J., 1999 [1969], *Les Bandits*, Paris, La Découverte, 147 p.
- HULL Terence H. et JONES Gavin W. (eds), 1997, *Indonesia Assessment : Population and Human Resources*, Singapour, ISEAS, 373 p.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP, 2001a, *Indonesia : National Police Reform*, rapport multigraphié n° 13, 20 février 2001, Jakarta et Bruxelles, 25 p.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP, 2001b, *Indonesia : Violence and Radical Muslims*, rapport multigraphié, Jakarta et Bruxelles, 20 p.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP, 2004, *Indonesia : Rethinking Internal Security Strategy*, rapport multigraphié n° 90, 20 décembre 2004, Jakarta et Bruxelles, 30 p.
- ISTIARTI ASTUTI SIGIT, 1976, *Tingkat Kenakalan Anak-Anak Remaja Dalam Bentuk Gang di Kompleks Militer Jalan Siliwangi Jakarta sebelum dan sesudah Gang diBubarkan* [Le niveau de délinquance des jeunes formant des gangs dans le complexe militaire de la rue Siliwangi à Jakarta avant et après sa destruction], mémoire de S1, Jakarta, Universitas Indonesia, 114 p.
- JELLINEK Lea, 1991, *The Wheel of Fortune : The History of a Poor Community in Jakarta*, Allen and Unwin, 214 p.
- JOKO IRIANTO, 1998, *Upaya Penanggulangan Preman dalam Rangka Mencegah Gangguan Kamtibmas di Polres Metro Jakarta Selatan* [Les efforts de prise en charge des preman dans le cadre de l'éradication des troubles à la sécurité et à l'ordre publics dans le secteur de police de Jakarta Sud], mémoire de S2, Jakarta, PTIK, 106 p.
- JONGE (de) Huub, 1995, « Stereotypes of the Madurese », in DIJK C. Van, JONGE Huub de, TOUWEN-BOUWSMA Elly (eds.), *Across Madura Strait. The Dynamics of an Insular Society*, Leyde, KITLV Press, p. 7-24.
- KOENTJARANINGRAT, 1985, *Javanese Culture*, Singapour, Oxford University Press, 550 p.
- KROEF (van der) Justus, 1985, « "Petrus" : Patterns of Prophylactic Murder in Indonesia », *Asian Survey*, vol. 25, n° 7, juillet 1985, p. 745-759.
- KUNARTO, 1993, « Arti dan Dampak Siskam Swakarsa Dalam Rangka Menanggulangi Kejahatan di Perkotaan » [Le sens et l'influence du système de sécurité spontané dans le traitement de la criminalité dans les espaces urbains], communication non publiée au séminaire international « Urban Crime International Trends in Criminal Policy », Yogyakarta, 31 janvier-3 février 1993, 19 p.
- LABOV William, 1978, *Le Parler ordinaire. La langue dans les ghettos noirs des États-Unis*, Paris, Éditions de Minuit, tome 1, 351 p.
- LABROUSSE Pierre, 1988, « La ville introuvable, ou les mystères de Jakarta », *Archipel*, n° 36, p. 27-42.
- LAGRANGE Hugues, 1995, *La Civilité à l'épreuve. Crime et sentiment d'insécurité*, Paris, PUF, 1995, 310 p.
- LASMIDJAH Hardi (éd.), 1987, *Jakarta-ku Jakarta-mu Jakarta-kita* [Mon Jakarta Ton Jakarta Notre Jakarta], Yayasan Pencinta Sejarah et Gouvernement régional du DKI Jakarta, 1987, 307 p.

- LEAF Michael Leon, 1992, *Land Regulation and Housing Development in Jakarta, Indonesia: From the «Big Village» to the «Modern City»*, thèse de doctorat, Berkeley, University of California, 1992, 330 p.
- LECLERC Jacques, 1993, «Mirrors and the Lighthouse. A Search for Meaning in the Monuments and Great Works of Sukarno's Jakarta, 1960-1966», in NAS Peter J.M. (ed.), *Urban Symbolism*, Studies in Human Society, vol. 8, New York et Cologne, E.J. Brill, p. 38-58.
- LEFEBVRE Georges, 1932, *La Grande Peur de 1789*, Paris, Armand Colin, 272 p.
- LEISCH Harald, 2002, «Structures and functions of new towns in Jabotabek», in NAS Peter J.M. (ed.), *The Indonesian Town Revisited*, Münster et Singapour, Lit Verlag et ISEAS, p. 89-100.
- LEO SURYADINATA, EVI NURVIDYA ARIFIN, ARIS ANANTA, 2003, *Ethnicity and religion in a changing political landscape*, Singapour, ISEAS, 193 p.
- LEONARD TOMASON, 1981, *Kepemimpinan Dalam Gang X: Studi Kasus Terhadap Kehidupan Gang Di Daerah Kebayoran Baru* [Le commandement dans le gang X: une étude de cas de la vie d'un gang dans le quartier de Kebayoran Baru], mémoire de S1, Jakarta, Universitas Indonesia, 121 p.
- LEPOUTRE David, 2001, *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob, 459 p.
- LIDDLE William, 1999, «Milter dan Orde Baru» [Les militaires et l'Ordre nouveau], in *Men-cari Demokrasi [À la Recherche de la démocratie]*, Jakarta, ISAI, p. 249-272.
- LOGSDON Martha Gay, 1974, «Neighbourhood Organization in Jakarta», *Indonesia*, n° 18, octobre 1974, p. 53-70.
- LOMBARD Denys, 1990, *Le Carrefour javanais*, Paris, EHESS, 3 tomes, 263, 420 et 337 p.
- MADE SOEMEGEG, I., 1977, *Tinjauan Kejahatan yang Ditimbulkan oleh para Bandit di Jakarta Raya dan Usaha-Usaha Pencegahannya* [Examen de la criminalité créée par les bandits à Jakarta et des efforts pour l'éradiquer], mémoire de S1, Jakarta, PTIK, 77 p.
- MALO Masse et NAS Peter J.M., 1996, «Queen City of the East and Symbol of the Nation. The Administration and Management of Jakarta», in RULAND Jürgen, *The Dynamics of Metropolitan Management in Southeast Asia*, Singapour, ISEAS, p. 99-132.
- MARCUSSEN Lars, 1990, *Third World Housing in Social and Spatial Development. The Case of Jakarta*, Aldershot et Brookfield, Avebury, 205 p.
- MCGEE Terry, 1994, «The Future of Urbanisation in Developing Countries. The Case of Indonesia», *Third World Planning Review*, vol. 16, n° 1, février 1994, p. ii-xii.
- MILONE Pauline D., 1966, *Queen City of the East: The Metamorphosis of a Colonial Capital*, thèse de doctorat en Histoire non publiée, Berkeley, Université de Californie, 607 p.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA CULTURE, 1999, *Kajian Penanggulangan Tawuran di Daerah Metropolitan Jakarta* [Évaluation de la maîtrise des batailles dans la zone métropolitaine de Jakarta], équipe de travail sur les batailles, rapport, Jakarta, 39 p.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, BUREAU DE JAKARTA, 1999, *Petunjuk Praktis Pencegahan dan Penanggulangan Tawuran Siswa & Bahaya Narkoba di Lingkungan Sekolah DKI Jakarta* [Guide pratique pour résoudre et maîtriser les batailles de lycéens et les dangers liés aux drogues et médicaments dangereux dans les écoles du DKI Jakarta], fascicule, 25 p.
- MINISTÈRE DE L'INFORMATION DE LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE, 1952, *Kotapradja Djakarta Raya*, Jakarta, 568 p.
- MOCHTAR LUBIS, 1994 [1977], «Jakarta une ville pleine de contrastes», in BONEFF Marcel (ed.), *L'Indonésie contemporaine vue par ses intellectuels: un choix d'articles de la revue Prisma*

- (1971-1991), Paris, L'Harmattan, p. 183-198 [titre original: «Jakarta Kota Penuh Kontras», *Prisma* 5, 1977, p. 32-44].
- MOCHTAR LUBIS, 1993, *Bromocorah*, Jakarta, Yayasan Obor Indonesia, 232 p.
- MORIN Edgar, 1969, *La Rumeur d'Orléans*, Paris, Seuil, 236 p.
- MUHAMMAD MUSTOFA, 2000, «Memahami Tawuran Pelajar di Jakarta», [Comprendre les batailles de lycéens à Jakarta], communication au séminaire sur le suivi des enfants, Universitas Negeri Jakarta, janvier 2000, 4 p.
- MULDER Niels, 1996, *Inside Indonesian Society. Cultural Change in Java*, Amsterdam et Kuala Lumpur, The Pepin Press, 209 p.
- MURRAY Allison J., 1991, *No Honey No Money: A Study of Street Traders and Prostitutes in Jakarta*, Singapour, OUP, 159 p.
- NAS Peter J.M. (ed.), 1986, *The Indonesian City: Studies in Urban Development and Planning*, Dordrecht-Cinnaminson, Foris, 328 p.
- NAS Peter J.M., 1990, «The Origin and Development of the Urban Municipality in Indonesia», *Sojourn*, vol. 5, n° 1, février 1990, p. 86-112.
- NAS Peter J.M. (ed.), 1993, *Urban Symbolism*, New York et Cologne, E.J. Brill, Leyde, 393 p.
- NAS Peter J.M. (ed.), 1995, *Issues in Urban Development. Case Studies from Indonesia*, Leyde, CNWS, 293 p.
- OCKEY James, 1998, «Crime, Society, and Politics in Thailand», in TROCKI Carl A. (ed.), *Gangsters, Democracy, and the State in Southeast Asia*, Ithaca, Cornell University Press, p. 39-53.
- ONGHOKHAM, 1978, «The Inscrutable and the Paranoid: An Investigation into the Sources of the Brotodiningrat Affair», in McVEY Ruth T., *Southeast Asian Transitions. Approaches Through Social History*, New Haven and London, Yale University Press, p. 112-157.
- PARAKITRI T. SIMBOLON, 1991, *Tapping on the Wall: Ethnicity and Marketplace Trade in the Urban Context of Jakarta*, Amsterdam, Free University, 166 p.
- PARSUDI SUPARLAN, 1974, «The Gelandangan of Jakarta: Politics Among the Poorest People in the Capital of Indonesia», *Indonesia*, n° 18, octobre 1974, p. 41-52.
- PAULINE R. HENDRATI, 2002, *Teluk Gong. Tuntunan Rakyat dan Hak Asasi Warga Miskin Kota*, Institut Sosial Jakarta, Jakarta, 130 p.
- PÉROUSE DE MONTCLOS Marc-Antoine, 1997, *Violence et sécurité urbaines en Afrique du Sud et au Nigeria. Un essai de privatisation*, Paris, L'Harmattan, 2 tomes, 303 p. et 479 p.
- PÉROUSE DE MONTCLOS Marc-Antoine, 2000, *Villes en guerre en Somalie: Mogadiscio et Hargeisa*, Les Dossiers du CEPED, n° 59, Paris, avril 2000, 65 p.
- PERRET Daniel, 1995, *La Formation d'un paysage ethnique. Batak & Malais de Sumatra Nord-Est*, Paris, Presses de l'École française d'Extrême-Orient, 374 p.
- PHONGPAICHT Pasuk, PIRIYARANGSAN Sungsidh et TREERAT Nualnoi, 1998, *Guns, Girls, Gambling, Ganja. Thailand's Illegal Economy and Public Policy*, Silkworm Books, Chiang Mai, 284 p.
- PINHEIRO Paulo Sergio, 1994, «Survivre dans les favelas de São Paulo», *Esprit*, n° 202, juin 1994, p. 29-44.
- PITTE Jean-Robert, 1983, *Histoire du paysage français*, Paris, Tallandier, 2 tomes, 238 et 203 p.
- PLATZDASCH Bernhard, 2001, «Radical or reformist? How Islamic will the new movements make Indonesia?», *Inside Indonesia*, n° 68, septembre-décembre 2001.
- POLICE DE JAKARTA, 1996, *Prevalensi Kejahatan dengan Kekerasan dikalangan Remaja* [La prédominance de la criminalité avec violence chez les jeunes], rapport du Chef de la police de

- Jakarta au séminaire d'un jour sur les narcotiques, le sexe et la violence chez les jeunes, Depok, FISIP UI, 18 juillet 1996, 21 p.
- PONS Philippe, 1999, *Misère et crime au Japon du XVII^e siècle à nos jours*, Paris, Gallimard, 551 p.
- PTIK, 1998, *Pengaruh Gangguan Kamtibmas yang Bersumber dari Preman dan Penanggulangannya Terhadap Kehidupan Sosial Masyarakat di DKI Jakarta* [L'influence des troubles de la sécurité et de l'ordre public qui proviennent des *preman* et leur prise en charge sur la vie sociale de la population de Jakarta], Jakarta, rapport de recherches, 63 p.
- PUTERADJAJA S., 1972, *Pembersihan Planit Senen (Hantjurnja Gerombolan Siluman Senen). Serial: Kaptin Umar Bey dari TECAB melawan Banditisme* [Le Nettoyage de Planit Senen (la destruction des bandes d'invisibles de Senen). Série: le Capitaine Umar Bey de l'Équipe anti-banditisme lutte contre le banditisme], Surabaya, PT Grip, 183 p.
- QUINN George, 1975, « The Javanese Science of Burglary », *Review of Indonesian and Malayan Affairs*, vol. 9, n° 1, janvier-juin 1975, p. 33-54.
- RAFAEL Vicente L. (ed.), 1999, *Figures of Criminality in Indonesia, the Philippines and Colonial Vietnam*, Ithaca, Cornell University, 258 p.
- RAHMAT ALI, 1993, *Cerita Rakyat Betawi* [Histoires populaires Betawi], Jakarta, Gramedia Widiasarana Indonesia, 2 tomes, 72 p.
- RAILLON François, 1984, *Les Étudiants indonésiens et l'Ordre nouveau. Politique et idéologie du Mahasiswa Indonesia (1966-1974)*, Paris, EHESS, 351 p.
- RAMADHAN K.H., 1995, *Bang Ali. Demi Jakarta 1966-1977* [Bang Ali. Pour Jakarta 1966-1977], Jakarta, Sinar Harapan, 534 p.
- RAMAGE Douglas E., 1997 [1995], *Politics in Indonesia. Democracy, Islam and the Ideology of Tolerance*, Londres et New York, Routledge, 272 p.
- RANDALL Jesse (RYTER Loren), 1998, « Political Gangsters », *Inside Indonesia*, n° 53, janvier-mars 1998.
- RAZIF, 2003, « On the Waterfront. The Military Fleeces and Polices Port Workers », *Inside Indonesia*, n° 73, 20 mars 2003.
- REMY Bernard, 2000, *La Délinquance à la Réunion. Approche géographique d'une situation dans un espace insulaire*, Paris, L'Harmattan, 269 p.
- REMY Jean et VOYÉ Liliane, 1981, *Ville ordre et violence. Formes spatiales et transaction sociale*, Paris, Presses universitaires de France, 238 p.
- REUMAUX Françoise, 1994, *Toute la ville en parle. Esquisse d'une théorie des rumeurs*, Paris, L'Harmattan, 208 p.
- RICKLEFS M.C., 1981, *A History of Modern Indonesia*, Londres et Basingstoke, Macmillan, 335 p.
- RICKY S. PAAYS, 1998, *Penanggulangan Perkelahian antar Pelajar SLTA oleh Polri di Polres Metro Jakarta Pusat* [La prise en charge des batailles entre lycéens de SLTA par la police dans les Polres de Jakarta Centre], mémoire de S1, Jakarta, PTIK, 89 p.
- ROBINSON Geoffrey Basil, 1992, *The Politics of Violence in Modern Bali, 1882-1966*, thèse de doctorat, Ithaca, Cornell University, 702 p.
- ROCHÉ Sebastian, 1993, *Le Sentiment d'insécurité*, Paris, Presses universitaires de France, 311 p.
- ROCHÉ Sebastian, 1996, *La Société civile. Qu'est-ce que l'insécurité?*, Paris, Seuil, 245 p.
- RUDÉ Georges, 1982 [1959], *La Foule dans la Révolution française*, Paris, François Maspero, 286 p.

- RUSLAN EFFENDI, 1998, *Hubungan Preman dengan Gangguan Kamtibmas di Jakarta* [Les relations entre les *preman* et les troubles de l'ordre et de la sécurité publique à Jakarta], mémoire de S1, Jakarta, PTIK, 124 p.
- RÜTZ Werner, 1987, *Cities and Towns in Indonesia*, Berlin et Stuttgart, Gebrüder Borntraeger, 286 p.
- RYTER Loren, 1998, « Pemuda Pancasila: The Last Loyalist Free Men of Suharto's Order? », *Indonesia*, n° 66, octobre 1998, Ithaca, p. 45-73.
- SANCHEZ-JANKOWSKI Martin, 1991, *Islands in the Street. Gangs and American Urban Society*, Berkeley, Los Angeles et Oxford, UC Press, 382 p.
- SANDYAWAN SUMARDI I., 1998a, *Pola Kerusuhan di Jakarta dan Sekitarnya* [Schéma des émeutes à Jakarta et aux alentours], document multigraphié, Jakarta, Tim Relawan untuk Kemanusiaan (Équipe volontaire pour l'humanité), juin 1998, 10 p.
- SANDYAWAN SUMARDI I., 1998b, « Rape is Rape », *Inside Indonesia*, n° 56, octobre-décembre 1998.
- SARTONO KARTODIRDJO, 1966, *The Peasants' Revolt of Banten in 1888. Its Conditions, Course and Sequel. A Case Study of Social Movements in Indonesia*, 'S-Gravenhage, Martinus Nijhoff, 377 p.
- SARTONO KARTODIRDJO, 1973, *Protest Movements in Rural Java. A Study of Agrarian Unrest in the Nineteenth and early Twentieth Centuries*, Singapour, Kuala Lumpur, Jakarta, Oxford University Press, 229 p.
- SATJIPTO RAHARDJO, 1999, « Kajian Komparatif Mengenai Kedudukan dan Peran Polri Dengan Kepolisian Lain di Dunia » [Évaluation comparative de la position et du rôle de la police indonésienne avec d'autres polices du monde], Actes du séminaire national sur « La position et le rôle de la Police de la République d'Indonésie dans le futur, après la séparation de l'armée » [*Kedudukan dan Peran Polri di Masa Depan Setelah Keluar Dari ABRJ*], Ministère de la Défense et de la Sécurité, Police de la République d'Indonésie, Perguruan Tinggi Ilmu Kepolisian, Jakarta, 25 août 1999, p. 53-65.
- SCHULTE NORDHOLT Henk, 1991, « The Jago in the Shadow: Crime and "Order" in the Colonial State in Java », *Review of Indonesian and Malay Affairs*, volume XXV, n° 1, p. 74-91.
- SCHULTE NORDHOLT Henk et TILL Margreet van, 1999, « Colonial Criminals in Java, 1870-1910 », in RAFAEL V. L. (ed.), *Figures of Criminality in Indonesia, the Philippines and Colonial Vietnam*, Ithaca, Cornell University, 1999, p. 47-69.
- SCHULTE NORDHOLT Henk, 2002, « A Genealogy of Violence », in COLOMBIJN F. et LINDBLAD T. (ed.), *Roots of Violence in Indonesia*, Leyde, KITLV Press, p. 33-61.
- SERVER O.B., 1996, « Corruption: A Major Problem for Urban Management. Some Evidence from Indonesia », *Habitat International*, vol. 20, n° 1, p. 23-41.
- SEVIN Olivier, 1993, *L'Indonésie, Que sais-je ?*, Paris, PUF, 127 p.
- SEVIN Olivier, 2001, *Migrations, colonisation agricole et terres neuves en Indonésie*, CRET, Bordeaux, 2 tomes, 930 p.
- SHAKUR Sanyika (aka Monster Kody Scott), 1993, *Monster. The Autobiography of an L.A. Gang Member*, New York, Penguin, 383 p.
- SIDEL John T., 1998, « Murder Inc., Cavite: Capitalist Development and Political Gangsterism in a Philippine Province », in TROCKI Carl A. (ed.), *Gangsters, Democracy, and the State in Southeast Asia*, Cornell University Press, Ithaca, p. 55-79.
- SIDEL John T., 1999a, *Capital, Coercion, and Crime. Bossism in the Philippines*, Stanford University Press, Stanford, 225 p.

- SIDEL John T., 1999b, «The Usual Suspects: Nardong Putik, Don Pepe Oyson and Robin Hood», in RAFAEL V. L. (ed.), *Figures of Criminality in Indonesia, the Philippines and Colonial Vietnam*, Ithaca, Cornell University, p. 70-94.
- SIEGEL James T., 1986, *Solo in the New Order: Language and Hierarchy in an Indonesian City*, Princeton, University Press, Princeton, 338 p.
- SIEGEL James T., 1998a, *A New Criminal Type in Jakarta. Counter-Revolution Today*, Durham et Londres, Duke University Press, 1998, 145 p.
- SIEGEL James T., 1998b, «Early Thoughts on the Violence of May 13 and 14, 1998 in Jakarta», *Indonesia*, n° 66, octobre 1998, p. 75-108.
- SIEGEL James T., 1999, «A New Criminal Type in Jakarta: The Nationalization of "death"», in RAFAEL Vicente L. (ed.), *Figures of Criminality in Indonesia, the Philippines and Colonial Vietnam*, Ithaca, Cornell University, p. 210-230.
- SIMON Alfred, 1976, «Les violences de la fête et les fêtes de la violence», *Esprit*, n° 10, octobre 1976, p. 364-376.
- SJAMSIR KARIM, 1977, *Tinjauan Tentang Banditisme Sebagai Salah Satu Bentuk Kejahatan di Ibukota R.I. dan pemikiran dalam Usaba Mengurangi Intensitasnya*, [Observations sur le banditisme comme forme de criminalité dans la capitale de la République d'Indonésie et réflexions sur les efforts pour réduire son intensité], mémoire de S1, Jakarta, PTIK, 115 p.
- SMITH Glenn, 1997, *Carok Violence in Madura. From Historical Conditions to Contemporary Manifestations*, *Folk-Journal of the Danish Ethnographic Society*, vol. 39, Copenhague, p. 57-75.
- SOEGIATMO, 1977, *Peranan Bimbingan dan Penyuluhan dalam Rangka menanggulangi Perkelamban Pelajar di Jakarta* [Le rôle de l'encadrement et de l'information dans le but d'endiguer les batailles de lycéens à Jakarta], mémoire de S1, Jakarta, PTIK, 141 p.
- SOFSKY Wolfgang, 2002, *L'Ère de l'épouvante. Folie meurtrière, terreur, guerre*, Paris, Gallimard, 280 p.
- STANDING André, 2003, «The Social Contradictions of Organised Crime on the Cape Flats», Occasional Paper 74, Institute for Security Studies, June 2003, <http://www.iss.co.za/Pubs/Papers/74/74.pdf>.
- STOLER Ann, 1985, «Perceptions of Protest: Defining the Dangerous in Colonial Sumatra», *American Ethnologist*, vol. 12, p. 642-658.
- STOLTE Wim, 1995, «From Jabotabek to Pantura», in NAS Peter J.M. (ed.), *Issues in Urban Development. Case Studies from Indonesia*, Leyde, CNWS, p. 228-245.
- STRUYK Raymond J., HOFFMAN Michael L. et KATSURA Harold M., 1990, *The Market for Shelter in Indonesian Cities*, Jakarta et Washington, Hasfarm Dian Konsultan et The Urban Institute Press, 473 p.
- SUHARTO, 1989, *Pikiran, Ucapan dan Tindakan Saya: otobiografi. Seperti dipaparkan kepada G. Dwipayana dan Ramadhan K.H.* [Mes pensées, mes paroles et mes actes: une autobiographie. Comme dit à G. Dwipayana et Ramadhan K.H.], Jakarta, Citra Lamtoro Persada, 599 p.
- SUHARTONO, 1995, *Bandit-bandit Pedesaan di Jawa. Studi Historis 1850-1942* [Les bandits des campagnes de Java. Étude historique: 1850-1942], Yogyakarta, Aditya Media, 180 p.
- SUHARTONO W. PRANOTO, 2001, *Serpihan Budaya Feodal* [Fragments de culture féodale], Yogyakarta, Agastya Media, 250 p.
- SULLIVAN John, 1992, *Local Government and Community in Java. An Urban Case-Study*, Singapour, Oxford University Press, 242 p.

- SUPARLAN R., 1973, *Distribusi daerah-daerah kejahatan di Jakarta Raya antara tahun 1968-1970 (dengan minat khusus daerah Jakarta Pusat)* [La distribution des lieux de criminalité à Jakarta entre 1968 et 1970 (avec une attention particulière pour Jakarta Centre)], mémoire de S1, Jakarta, Universitas Indonesia.
- SUPARNO, 1971, *Sedjarah Perkembangan Kepolisian Dari Zaman Klasik-Modern* [Histoire du développement de la police depuis l'époque classique-moderne], Jakarta, Centre d'histoire de l'ABRI, Ministère de la Défense et de la Sécurité.
- SYAMSULHADI HONGGOYUDO, 1975, *Pola Pencurian Didaerah Kecamatan Senen dan Cempaka Putih* [Les méthodes de vols dans les districts de Senen et Cempaka Putih], mémoire de S1, Jakarta, Universitas Indonesia.
- SZEKELY Laszlo, 2001 [1935], *Délire des Tropiques. Les aventures d'un planteur à Sumatra*, Genève, Olizane, 309 p.
- TADIÉ Jérôme, 2002, « The Hidden Territories of Jakarta », in NAS Peter J.M. (ed.), *The Indonesian Town Revisited*, Münster et Singapour, Lit Verlag et ISEAS, p. 402-423.
- TAKASHI SHIRAIISHI, 1990, *An Age in Motion: Popular Radicalism in Java, 1912-1926*, Ithaca, Cornell University Press (traduction indonésienne: Pustaka Utama Grafiti, Jakarta, 1997, 504 p.).
- TANTER Richard, 1991, *Intelligence Agencies and Third World Militarization. A Case Study of Indonesia, 1966-1989*, thèse de doctorat, Monash University, 580 p.
- TANU TRH, 1988 [1971], « Si Pitung Jagoan Betawi yang Punya Ilmu Menghilang » [Si Pitung, champion Betawi qui possédait le pouvoir de disparaître], in *Batavia Kisah Jakarta Tempo Doeloe*, Jakarta, Intisari, p. 27-31.
- TEGUH ESA ADRAI, 1978, *Ali Topan, Detektif Partikelir*, Jakarta, Cypress, 286 p.
- TESCH Johan Wendel, 1948, *The Hygien Study Ward Centre at Batavia. Planning and Preliminary Results (1937-1941)*, 's-Gravenhage, S.S. Korhuis, 199 p.
- THRASHER Frederic M., 1966 [1927], *The Gang. A Study of 1,313 Gangs In Chicago*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 388 p.
- TILL Margreet van, 1996, « In Search of Si Pitung. The History of an Indonesian Legend », *Bijdragen Tot de Taal-, Land- en Volkenkunde*, vol. 152, n° III, p. 461-482.
- TIM POKJA TAWURAN, 1999, *Kajian Penanggulangan Tawuran di Daerah Metropolitan Jakarta* [Évaluation de la prise en charge des batailles dans la zone métropolitaine de Jakarta], rapport non publié, Ministère de l'Éducation et de la Culture et Universitas Indonesia, 39 p.
- TIM RELAWAN UNTUK KEMANUSIAAN (Équipe volontaire humanitaire), 1998, *Pola Kerusuhan di Jakarta dan Sekitarnya* [Schéma des émeutes à Jakarta et aux alentours], document multigraphié, Jakarta, juin 1998, 10 p.
- TROCKI Carl A. (ed.), 1998, *Gangsters, Democracy and the State in Southeast Asia*, Ithaca, Cornell University Press, 94 p.
- UNIVERSITAS GADJAH MADA, *Identifikasi Kamtibmas di DKI Jakarta. Studi tentang Aksi Kekeerasan Massa*, [Identification des problèmes de sécurité et d'ordre publics à Jakarta. Étude sur les actions de violence collective], rapport, FISIPOL UGM Yogyakarta et KETENTRAMAN Kantor dan Ketertiban DKI Jakarta, 1995-1996, 171 p.
- UNIVERSITÉ TRISAKTI, CENTRE DE RECHERCHES, 2000, *Pemetaan Daerah Rawan Kejahatan dan Faktor-Faktor Penyebabnya di Jakarta Barat* [Cartographie des lieux dangereux et les facteurs qui en sont la cause à Jakarta Ouest], Jakarta, rapport de recherche non publié, 83 p.
- VIDAL Denis, 1995, *Violences et vérités. Un royaume du Rajasthan face au pouvoir colonial*, Paris, EHESS, 289 p.

- WACQUANT Loïc, 1992a, « The Zone. Le métier de *hustler* dans un ghetto noir américain », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n° 93, juin 1992, p. 39-58.
- WACQUANT Loïc, 1992b, « Pour en finir avec le mythe des "cités-ghettos". Les différences entre la France et les États-Unis », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 54, p. 21-30.
- WACQUANT Loïc, 1999, *Les Prisons de la misère*, Paris, Raisons d'agir, 189 p.
- WAHYU WIDADA, 1998, *Penanggulangan Preman di Jakarta Timur* [La prise en main des *preman* à Jakarta Est], mémoire de S1, Jakarta, PTIK, 110 p.
- WARDAH HAFIDZ, 1998, « Land, Development and Forced Eviction: The Case of Jakarta », in FERNANDES Kenneth (ed.), 1998, *Forced evictions and housing right abuses in Asia: second report (1996-97)*, Karachi, Pakistan City Press, p. 65-67.
- WEBSTER Chris, 2001, « Gated Cities of To-morrow », *Town Planning Review*, 72(2), p. 149-169.
- WERTHEIM W.F. (ed.), 1958, *The Indonesian Town. Studies in Urban Sociology*, Bruxelles et La Haye, A. Manteau et van Hoeve, 379 p.
- WHYTE William F., 1996 [1943], *Street Corner Society. La structure sociale d'un quartier italo-américain*, Paris, La Découverte, 399 p.
- WILLIAMS Michael Charles, 1990, *Communism, Religion, and Revolt in Banten*, Athens, Ohio University, 356 p.
- WILLY A. Hangguman, 1990, *Johny Indo. Tobat dan Harapan* [Johny Indo. Repentir et espoir], Jakarta, Sinar Harapan, 165 p.
- WILSON Ian Douglas, 2005, « The Changing Contours of Organised Violence in Post New Order Indonesia », *Working Paper*, n° 118, Perth, Asia Research Centre, Murdoch University.
- YUSRIL IHZA MAHENDRA, 1999, « Kedudukan dan Peran Polri Ditinjau dari Sudut Sejarah Hukum Tata Negara Indonesia » [La position et le rôle de la police de la République d'Indonésie examinés d'après l'histoire du droit constitutionnel indonésien], Actes du séminaire national sur « La position et le rôle de la Police de la République d'Indonésie dans le futur, après la séparation de l'armée » [*Kedudukan dan Peran Polri di Masa Depan Setelah Keluar Dari ABRI*], Ministère de la Défense et de la Sécurité, Police de la République d'Indonésie, Perguruan Tinggi Ilmu Kepolisian, Jakarta, 25 août 1999, p. 82-88.

— LEXIQUE DES TERMES INDONÉSIENS —

86: *damai* (formule utilisée pour montrer que l'on veut arrêter une procédure ou une enquête en cours)

ABRI [*Angkatan Bersenjata Republik Indonesia*]: ancien nom de l'armée de la République d'Indonésie

aman: sûr, en sécurité; antonyme: *tidak aman*, peu sûr

amuk: colère

anak buah: homme de main, adjudant, lieutenant, subordonné

arek (jav. Est): enfant, par extension, qui vient de Surabaya

ASPRI [*Asisten Pribadi Presiden Republik Indonesia*]: Assistant privé du Président de la République d'Indonésie

Babinsa [*Bintara Pembina Desa*]: sous-officiers chargés de l'encadrement des villages, dépendant de l'autorité militaire, des *Koramil*

backing / beking: appui de l'armée ou d'autres autorités

BAIS [*Badan Intelijen Stratejis*]: Agence de renseignements stratégiques de l'armée

bajaj: *rickshaw*

bajing loncat [litt. écureuil qui bondit]: voleurs spécialisés dans le vol des marchandises de camions

BAKIN [*Badan Koordinasi Intelijen Negara*]: Agence de coordination des renseignements de l'État

Bakorstanas [*Badan Koordinasi*

Stabilitas Nasional]: agence de coordination de la stabilité nationale

Banpol: auxiliaire de police (civil)

Bappeda [*Badan Penrencanaan Pembangunan Daerah*]: Bureau de planification du développement régional

basah: humide, par ext., qui rapporte de l'argent

basis [*Barisan Siswa*]: front d'élèves

berani: courageux, capable

BIA [*Badan Inteligen ABR*]: services secrets de l'armée

Bimmas [*Bimbigan Masyarakat* (suivi de la population)]: direction des actions préventives de la police

BIN [*Badan Inteligen Negara*]: services secrets nationaux

BKR [*Badan Keamanan Rakyat*]: Corps de sécurité populaire

brandal / berandal: turbulent, d'où *brandalan*: fauteur de trouble, voyou

Brimob: Brigade mobile de la police

bromocorah: bandit

buaya: crocodile, par ext. requin, caïd

camat: chef de district (*kecamatan*)

celurit: machette de Madura

centeng: caïd, garde du corps

cepek (argot): 100 (roupies)

copet: voler à la tire, pickpocket

curas [*pencurian dengan kekerasan*]: vol avec violence

dalang: maître de marionnettes

dangdut: musique populaire d'origine malaise, où se mêlent rythmes d'inspiration indienne et arabe et chansons principalement amoureuses.

DKI [*Daerah Khusus Ibukota*]: région spéciale de la capitale

dwifungsi: «double fonction», doctrine selon laquelle l'armée a une fonction de défense nationale mais aussi un rôle social, une mission civile

G30S/PKI [*Gerakan 30 September PKI*]: mouvement du Parti communiste indonésien du 30 septembre. Ce terme officiel désigne la tentative de coup d'État avortée du Parti communiste en 1965

gali [*gabungan anak liar*]: bande de jeunes sauvages

gaul / bergaul: entretenir des relations, fréquenter

GDN [*Gerakan Disiplin Nasional*]: mouvement de discipline nationale

gelandangan: vagabond

Golkar [*Golongan Karya*]: groupes fonctionnels

golok: machette

gotong-royong: entraide

- hansip** [*Pertahanan sipil*] : défense civile
- Jabotabek: acronyme de Jakarta, Bogor, Tangerang, Bekasi
- jago/jagoan** : champion, héros/se comporter comme tel
- jaipongan** : danse de Java Ouest
- jalan** : rue, avenue
- jambret** : voler à l'arraché
- jawara** : champion (région de Banten)
- Jl.** [*jalan*] : rue
- joki** : passagers rémunérés afin de contourner les règlements de covoiturage
- kafir** : mécréant, infidèle, hérétique
- kaki lima** : vendeur de rue
- kali** : canal
- kampung** : quartier, village
- kamra** [*keamanan rakyat*] : gardes civils
- keamanan** : sécurité
- keamanan swakarsa** : organisation de sécurité volontaire, spontanée
- kebal/kekebalan** : invulnérable/ invulnérabilité
- kecamatan** : district
- kejahatan** : criminalité
- kelurahan** : sous-district
- kenakalan** : délinquance
- kentongan** : tambour d'alarme
- Keppres** [*Keputusan Presiden*] : décret présidentiel
- kerawanan** : insécurité (voir *rawan*)
- keributan** : bagarre
- kering** : sec, par ext., qui ne rapporte pas d'argent
- keroyak** : passer à tabac, frapper en groupe
- KKN** [*Korupsi, kolusi, nepotisme*] : corruption, collusion et népotisme
- kloter** : sous-division du *basis*, groupe d'écoliers qui habitent à proximité et vont prendre le même bus
- KMKB (DR)** [*Komando Militer Kota Besar (Jakarta Raya)*] : commandement militaire de la grande ville de Jakarta
- Kodam** [*Komando Daerah Militer*] : commandement de région militaire
- Kodim** [*Komando District Milite*] : commandement de district militaire
- kondominium** : appartements de luxe en copropriété
- Kopkamtib** [*Komando Operasi Pemulihan Keamanan dan Ketertiban*] : commandement opérationnel de rétablissement de la sécurité et de l'ordre
- Koramil** [*Komando Rayon Militer*] : commandement de zone militaire
- kota** : ville, municipalité (à Jakarta, c'est également le nom du premier quartier colonial)
- kotamadya** : municipalité (jusqu'en 2000)
- kris** : poignard traditionnel sacré (kriss)
- kuli** : porteur
- lapangan** : place
- laskar** : soldat, milice, armée
- lenong** : théâtre traditionnel betawi
- LKMD** [*Lembaga Ketahanan Masyarakat Desa*] : Institut de défense de la société villageoise
- lurah** : chef de sous-district (*kelurahan*)
- macan** : fauve, tigre, panthère
- maksiat** : péché, luxure
- Malari** [*Malapetaka Lima Belas Januari*] : catastrophe du 15 janvier 1974
- maling** : voleur
- marinir** : marines, fusiliers marins
- medan** : place
- melawan/lawan** : rivaliser, défier
- metromini** : minibus
- MHT** : Moehamad Husni Thamrin, qui a donné son nom au projet de réhabilitation des *kampung*, le *Kampung Improvement Program* (KIP)
- mikrolet** : voiture collective, minibus
- Monas** [*Monumen Nasional*] : monument national, situé au centre de la place Merdeka à Jakarta
- Muspida** [*Musyawarah Pimpinan Daerah*] : Délibération des dirigeants régionaux, composé de membres du gouvernement régional, du district de l'armée, de la police, de la cour de justice et du bureau du procureur régional
- Muspika** [*Musyawarah Pimpinan Kecamatan*] : Délibération des dirigeants du *kecamatan*
- Muspiko** [*Musyawarah Pimpinan Kota*] : Délibération de la direction de la municipalité
- musyawarah** : délibération
- narkoba** [*narkotik dan obat berbahaya*] : drogues et médicaments dangereux
- negeri** : public
- okem** (argot) : *preman* (cf. *prokem*) ; chez les écoliers, désigne leur chef lors d'une bataille
- oknum** : individu ; terme utilisé pour des soldats ou policiers qui participent à des actions en marge de la légalité pour les dissocier de leur corps d'origine
- Ommelanden** : faubourgs de la ville à l'époque coloniale
- Orde Baru** : Ordre nouveau (1966-1998)
- Orde Lama** : Ordre ancien (1949-1966)
- Pak Ogah** : mendiant ; littéralement : « Monsieur je ne veux pas », sous-entendu : travailler
- Pancasila** : Cinq principes (fondements de l'idéologie nationale depuis 1945)
- pasar** : marché
- PDI** [*Partai Demokrasi Indonesia*] : Parti de la Démocratie indonésienne
- pegang/megang** : maîtriser, contrôler
- pemuda** : jeune, jeunesse
- pengamen** : musicien ou chanteur de rue, mendiant
- pengemis** : mendiant
- penipu** : escroc
- penjahat/jahat** : criminel, méchant
- perampok** : voleur, cambrioleur
- perang** : guerre
- Petrus** [*PEnembak misTeRIUS*] : tireur mystérieux ; par ext. est devenu un verbe
- pesantren** : école coranique / foyer musulman

- PKI** [*Partai Komunis Indonesia*] : Parti communiste indonésien
- PMJ** [*Kepolisian Daerah Metro Jaya*] : division de la police comprenant Jakarta, Bekasi, Tangerang et la ville de Depok
- PMKS** [*Penyandang Masalah Kesejahteraan Sosial*] : porteurs de problèmes quant au bien-être social
- Polda** [*Kepolisian Daerah*] : division régionale de la police
- polisi** : police
- polisi cepek** : litt. policier à 2 sous [100 roupies] : désigne les personnes qui sont aux carrefours pour gagner une rétribution du passage des voitures (mendiants)
- Polres** [*Resort Polisi*] : police locale, sous-division de *Polda*
- Polresto** [*Resort Polisi Metropolitan*] : zone de police métropolitaine, nom des *Polres* depuis 2000
- Polri** [*Kepolisian Republik Indonesia*] : police de la République d'Indonésie
- Polsek** [*Kepolisian Sektor*] : secteur de police, sous-division du *Polres*
- pos** : poste
- PPP** [*Partai Persatuan Pembangunan*] : Parti de l'unité du développement, principal parti musulman de 1973 à 1998
- preman** : caïd
- pribumi** : autochtone, Indonésien de souche d'origine chinoise
- prokem** (argot) : caïd, désigne également l'argot (voir *okem*)
- provokator** : provocateur
- pungli** [*pungutan liar*] : rétribution sauvage (illégal)
- Pusdalngsos DKI Jakarta** : Centre de contrôle des tensions sociales du DKI Jakarta
- putauw** : forme d'héroïne
- rasa** : sentiment
- ratih** [*rakyat terlatih* (population formée)] : gardes civils
- rawan** : à risque, dangereux (voir *kerawanan*)
- razia** : razzia, rafle
- Reformasi** : litt. réforme, désigne le régime politique depuis 1998
- Revolusi** : Révolution (appellation de la période de lutte contre les Hollandais de 1945 à 1949)
- ribut** : se bagarrer, chercher des ennuis
- ronda** : ronde, patrouille
- RT** [*Rukun Tetangga*] : association de voisinage
- ruko** [*rumah toko* (maison-magasin)] : désigne les petits immeubles de trois ou quatre étages que l'on trouve dans la plupart des villes indonésiennes, et constitués d'un commerce au rez-de-chaussée et de bureaux ou logements aux étages supérieurs
- rupiah** : monnaie nationale indonésienne
- rusuh** : agitation, émeutes
- RW** [*Rukun Warga*] : association d'habitants, successeur du *Rukun Kampung* : association de quartier
- S1** : licence
- S2** : master
- S3** : doctorat
- sakau** (argot) : état de manque de drogue
- SARA** [*Suku, Agama, Ras dan Antargolongan*] : problèmes liés à l'ethnicité, la religion, la race et les problèmes inter-groupes
- Satpam** [*Satuan pengamanan* (unité de sécurité)] : garde
- SD** [*Sekolah Dasar*] : école primaire
- semanggi** : litt. trèfle ; à Jakarta, c'est le nom de l'intersection des avenues Gatot Subroto et Sudirman où se trouve le premier échangeur de la ville
- shabu-shabu** : chlorhydrate de dextrométhamphétamine (*ice*)
- silat** : art martial
- siluman** : invisible
- siskamling** [*Sistem Keamanan Lingkungan*] : système de sécurité de l'environnement
- SLTA** [*Sekolah Lanjutan Tingkat Atas*] : lycée
- SLTP** [*Sekolah Lanjutan Tingkat Pertama*] : collège
- SMEA** [*Sekolah Menengah Ekonomi Atas*] : lycée économique
- SMK** [*Sekolah Menengah Kejuruan*] : lycée technique
- SMT** : voir *STM*
- SMU** [*Sekolah Menengah Umum*] : lycée général
- STM** [*Sekolah Teknik Menengah*] : lycée technique
- stor/setor** : verser, rétribuer
- storan/setoran** : versement, rétribution
- tawuran** : bataille
- TKR** [*Tentara Keamanan Rakyat*] : armée de sécurité populaire
- TNI** [*Tentara Nasional Indonesia*] : armée nationale d'Indonésie
- tokoh** : personnalité
- Tramtib** [*Ketentraman dan ketertiban*] : litt. paix et ordre, sous lesquels le bureau chargé de ces problèmes est désigné
- Tramtib Linmas** : nouveau nom du bureau ci-dessus auquel on a ajouté la « protection de la population » (*Perlindungan masyarakat*)
- tukang** : ouvrier, artisan, détenteur d'un art, quelqu'un qui a l'habitude de commettre un acte
- tukang bola** : pickpocket
- uang** : argent
- UI** [*Universitas Indonesia*] : Université d'Indonésie
- VOC** [*Verenigde Oost Indische Compagnie*] : Compagnie unie des Indes orientales
- warga** : citoyen, habitant
- warung** : échoppe

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
PARTIE 1	
Géographie du danger à Jakarta	25
• Chapitre 1. Les lieux symboliques du danger : les émeutes depuis 1965	26
• Chapitre 2. Les lieux de violence quotidienne à Jakarta	41
• Chapitre 3. Les traductions spatiales de l'insécurité	81
PARTIE 2	
Les territoires de la répression	117
• Chapitre 4. Policer Jakarta	118
• Chapitre 5. Lynchages et justice spontanée	141
PARTIE 3	
La ville derrière la ville : caïds et contrôle informel	161
• Chapitre 6. Le caïd indonésien	162
• Chapitre 7. L'exploitation des territoires : les caïds et Jakarta	207
CONCLUSION	227
CARTES	233
NOTES	256
BIBLIOGRAPHIE	286
LEXIQUE DES TERMES INDONÉSIENS	300



Imprimé en France par Dumas-Titoulet Imprimeurs à Saint-Étienne
N° d'édition: 004299-01 - N° d'imprimeur: 44457
Dépôt légal: août 2006



M A P P E M O N D E

Collection dirigée par Rémy Knafou

Comment la violence peut-elle modeler des espaces, celui des villes et de Jakarta en particulier? C'est à cette question que l'auteur répond, s'attachant à l'étude des formes de violence locale dans la capitale indonésienne, comme la délinquance, les émeutes ou les batailles de rue.

À Jakarta, on ne trouve pas de ghettos impénétrables, ni de quartiers que des gangs contrôlèrent sans partage. Néanmoins les quartiers étiquetés comme «dangereux» sont nombreux. Par rapport aux autres capitales régionales, Jakarta souffre d'une assez mauvaise réputation. Sans atteindre les extrêmes d'une ville comme Manille, elle contraste nettement avec la métropole la plus proche, mais aussi la plus sûre de la région, Singapour.

En établissant une «géographie du danger à Jakarta», Jérôme Tadié analyse à partir de recherches de terrain la manière dont cette ville ou certains de ses quartiers peuvent être stigmatisés, et comment autorités et population y usent de répression. Au cœur de ces processus, la figure du caïd émerge. Celui-ci exerce un contrôle informel dans la ville et «derrière la ville», faisant partie intégrante des systèmes de gestion locale.

L'analyse des relations entre l'appropriation des territoires urbains et les modes de violence qui s'y déploient fait ainsi ressortir la manière dont une grande métropole et ses territoires sont gouvernés, à la fois de façon officielle et informelle.

Jérôme Tadié, ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé de géographie, docteur en géographie et aménagement, a enseigné à l'université Paris IV et à l'université de Provence. Il est actuellement chargé de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (unité de recherche «environnement urbain»). Il est spécialiste de l'Asie du Sud-Est.



Éditeur
indépendant
depuis 1777

www.editions-belin.com

Prix: 25 €

Code 004299



9 782701 142999